
B 444406


1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUÆRIS PENINSULAM AMŒNAM
CIRCUMSPICE



HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION POLONAISE

(1772 à 1864)



STANISLAS AUGUSTE.
Roi de Pologne.

Imp. Moine r. St Louis en l'Ile 30. Paris

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

POLONAISE

DEPUIS SON ORIGINE JUSQU'A NOS JOURS

(1772 à 1864)

Par le comte STANISLAS ARAMINSKI

AVEC UNE PRÉFACE

PAR ALFRED D'AUNAY

OUVRAGE ILLUSTRÉ

DE MAGNIFIQUES VIGNETTES GRAVÉES SUR ACIER

ET DESSINÉES

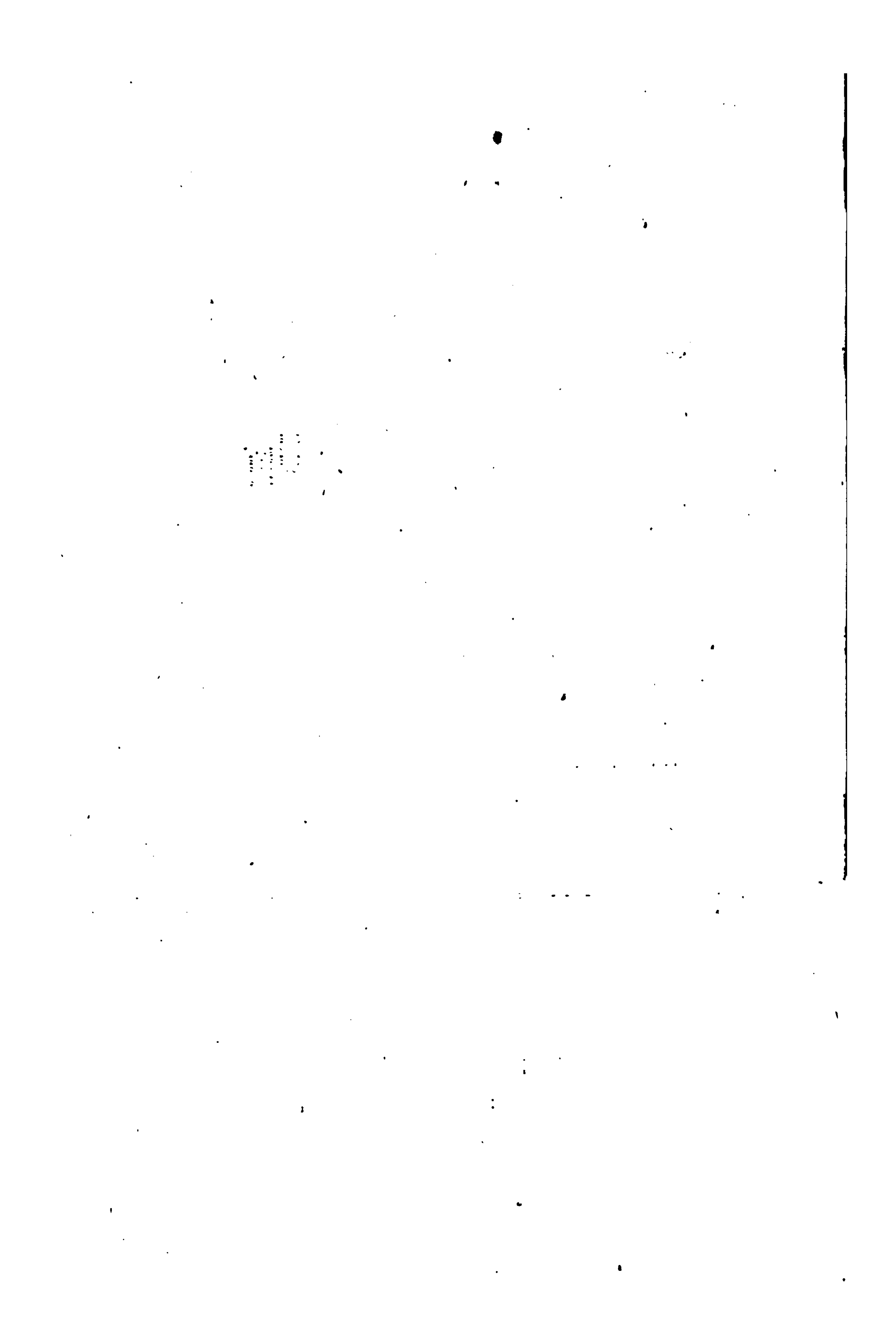
PAR MM. TH. GUÉRIN, LEGUAY ET L. MARVY

PARIS

ADMINISTRATION : 41, RUE VAVIN

—

1864



PRÉFACE.

On s'étonnera sans doute de voir un homme nouveau, un de ces mille inconnus qui, en France, tiennent une plume, écrire sur la première page d'un livre de cette importance, pour le recommander à l'attention du public français.

Il n'y a cependant là, rien que de très-naturel.

Cet ouvrage est destiné surtout à faire connaître les causes de la révolution polonaise...

A expliquer comment, de persécution en persécution, la Pologne en est arrivée à une période décisive de son histoire...

Comment il est impossible de songer sérieusement, aujourd'hui, à une combinaison politique quelconque.

En Europe, chaque homme d'état a trouvé une solution à la question polonaise...

Ce qui constitue la force de la Pologne, c'est de n'avoir, au contraire, aucun projet d'avenir.

Les Polonais savent que les Russes, — pauvres bêtes fauves, qu'un breuvage enivrant rend féroces, — veulent dévorer leur patrie...

La dévorer, c'est-à-dire raser ses villes, brûler ses forêts, enlever et transporter au loin ses habitants.

Les Polonais voient en rêve le duché de Varsovie, un immense steppe, enveloppé de forteresses, s'avançant dans l'Europe centrale, gagnant chaque jour un pouce de terrain...

Ils voient en rêve la mélancolique Allemagne, la poétique Italie, la belliqueuse France, transformées en de vastes déserts, où l'on n'entend plus que les sabots du cheval d'un cosaque...

Et les Polonais qui se réveillent se disent :

« L'Europe sera bien punie un jour de ne pas nous
« aider à barrer la route aux Moscovites...

« Mais nous, sentinelles avancées de l'Europe, qui
« seuls comprenons ce que veulent les Russes, qui seuls
« leur opposons une vive résistance, nous serons les
« premières victimes de cet envahissement prochain.

« Levons-nous donc, et puisqu'il faut mourir, que

« chaque Polonais entraîne avec lui un Russe dans « la tombe !...

« Nous ne pouvons plus vaincre !... Mais nous avons « dix siècles d'héroïsme que l'on veut faire périr avec « nous...

« Tâchons donc de mourir en conservant à nos aïeux « leur gloire immortelle !... »

C'est grâce à cette pensée polonaise que la lutte s'éternise.

Et c'est aussi parce que cette pensée est bien l'expression du sentiment polonais que ce livre se termine ainsi :

« Il n'y a pas d'autre solution à la question : La « Pologne sera triomphante ou écrasée...

« Triomphante : C'est qu'il n'y aura plus un seul Russe « en Pologne...

« Écrasée : C'est qu'il n'y aura plus en Pologne un « seul Polonais ! »

ALFRED D'AUNAY.

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION POLONAISE

CHAPITRE PREMIER

La Pologne avant le VIe siècle. — La Pologne après 1572; sa constitution politique. — Les nobles; les bourgeois; les paysans; les juifs. — Monarchie élective; diète; *liberum veto*. — Sobieski. — Frédéric-Auguste. — Le prince Poniatowski. — Deux partis en Pologne. — Règne de Poniatowski sous le nom de Stanislas Auguste. — Intervention de la Russie dans les affaires de la Pologne. — Machinations, intrigues de Catherine II. — Invasion de la Courlande. — Une séance de la diète de 1794. — Les dissidents. — Soulèvement des Polonais. — Confédération de Bar. — Louis XV envoie Dumouriez avec quelques troupes en Pologne. — Prise du château de Cracovie par des officiers français. Suwarow. — Cruautés inouïes des Russes envers les confédérés. — Premier partage de la Pologne. — Duplicité de la Prusse. — Effet de la Révolution française sur la nation polonaise. — Négociations à Paris. — Constitution du 3 mai 1791. — Inique invasion de la Pologne par la Russie. — La Pologne se prépare à la guerre. — Joseph Poniatowski est nommé général en chef de l'armée polonaise.

L'histoire de la Pologne est une des plus sombres et des plus lugubres pages du martyrologe des peuples. Pour que le lecteur puisse plus aisément saisir toutes les péripéties du long et douloureux drame dont le dénoûment définitif est encore un secret du ciel, nous allons donner un aperçu sommaire de ce qu'était la Pologne avant le premier par-

tage, et de ce qu'elle fut depuis le premier jusqu'au second, dont la Révolution française fut la cause, ou, pour dire plus vrai, le prétexte.

Les Polonais, qui s'appelèrent d'abord *Poliaines*, eurent, vers l'an 550, pour premier duc de Pologne, *Lechk*, qui leur donna son nom, ce prétendu fondateur de la Pologne n'est qu'un être allégorique, comme *Latinus*, le père des Latins, *Celtus*, le père des Celtes, et tant d'autres personnages semblables. C'est une façon de parler encore habituelle chez les Orientaux, de désigner tout un peuple sous le nom d'un seul individu : c'est ainsi qu'on dit *Israël* pour les Israélites, *Aram* pour Aramites ou Tyriens. L'arrivée de ce Lechk, placée en 550, peut cependant être considérée comme la véritable époque de la fondation d'un nouvel Etat par les *Lechkes*, ou par les *Poliaines*, qui, en se mêlant avec les Lechkes ou Lygiens, prirent leur nom. Ils descendaient de cette antique race slave ou esclavonne qui fut aussi la souche du peuple russe : étrange destinée de ces deux filles du Nord, dont l'une devait chercher sa gloire à être le bourreau de l'autre, et dont l'autre devait trouver la sienne dans la couronne de son martyre.

On a souvent dit, et avec raison, que le caractère polonais offre beaucoup de traits de ressemblance avec le caractère français. Esprit chevaleresque, bravoure, dévouement, et surtout fier amour de l'indépendance nationale et besoin impérieux de la liberté politique : toutes les qualités françaises se rencontrent chez ce peuple héroïque, et plus on lit son histoire, plus on s'étonne qu'avec tant de vertus, tant d'éléments de force et de prospérité, la Pologne n'ait pu prendre encore en Europe la place qui semble lui être due. Ses malheurs selon nous tiennent à deux causes : d'abord la mauvaise constitution du gouvernement, et surtout l'ex-

clusion inique et absolue du peuple du maniement des affaires publiques.

L'air de la Pologne est froid, humide et malsain. Ce pays est rempli de grandes forêts et son terrain est en bien des endroits si fertile en grains, qu'elle fournit des blés à la Suède, à la Hollande et à bien d'autres états. Elle a de vastes pâturages et on en tire quantités de cuirs, de même que du chanvre, du lin, du salpêtre, du miel, de la cire, etc. Il y a tant d'abeilles, surtout en Lithuanie, que les habitants y boivent communément de l'*Hydromel*, liqueur composée de miel fermenté.

Le sel en Pologne ne se tire point de l'eau de la mer qu'on fait évapor r comme en France et ailleurs ; on le tire du fond des mines et carrières en grosse masse, et ce qu'il y a de singulier, c'est qu'on ne le trouve qu'à une profondeur énorme; tandis qu'assez près de là, en Hongrie, il est presque à la surface du sol.

La religion dominante de l'État est la catholique ; et on n'y élisait pas de roi qui n'en fit profession. Il y a cependant des luthériens, des calvinistes, des grecs et beaucoup de juifs.

La Pologne est bornée au nord par la Russie et la Prusse ; à l'ouest par la Prusse ; au sud par la Gallicie, et à l'est par la Russie.

Elle est divisée en huit provinces, appelées *Waiwodies*, les principales villes sont : Varsovie, Plock, Lublin et Sandernirz.

Examinons rapidement ce que fut la Pologne avant le XVIIIe siècle, ce qu'était sa législation, ce que furent ses diverses formes de gouvernement ; puis nous arriverons à une étude plus détaillée des temps qui précédèrent et préparèrent le soulèvement de 1793.

La constitution primitive de la Pologne subit, à différentes époques, de nombreuses modifications. D'abord, l'autorité

appartint aux ducs ou palatins; puis, ne voulant plus du pouvoir exécutif aux mains d'un seul, les Polonais le donnèrent à douze oligarques qui se partageaient la puissance publique; puis ils revinrent au pouvoir d'un seul, qui fut encore remplacé par les douze oligarques, jusqu'au VIe siècle, où ils organisèrent une monarchie tempérée et héréditaire, soumise au contrôle des états, c'est-à-dire de l'autorité législative.

Pendant ces diverses périodes, ducs, oligarques, rois héréditaires, le principe fondamental de la constitution, qui fut toujours ou presque toujours respecté, ce fut l'omnipotence de la nation assemblée. Nous allons voir tout à l'heure ce qu'on entendait par la nation; mais ce principe n'était pas écrit. Pendant cette longue série de siècles, remarquons aussi que les nobles se firent admirer par leur simplicité patriarcale, par une sobriété qui rappelle celle des premiers Romains. Quelques chaises d'un bois grossier, une paire de pistolets, une peau d'ours, deux planches recouvertes d'un matelas : tel était l'ameublement ordinaire des plus riches. Quelques légumes, un peu de viande : telle était leur nourriture. Ils ne connaissaient et ne convoitaient d'autre trésor que la liberté. Aussi l'Etat était-il d'une pauvreté extrêm ; l'industrie était complétement inconnue.

Les deux grandes dynasties qui régnèrent sur les Polonais, furent d'abord celle des *Piasts*, et puis celle des *Jagellons*. L'extinction de cette dernière, en 1572, fournit aux Polonais l'occasion de réunir, dans un seul corps de lois constitutionnelles, les idées qui, depuis l'extinction des Piasts, avaient fermenté dans les têtes.

Voici l'ensemble de cette constitution.

La noblesse et le roi se partageaient l'autorité, et le peuple y vivait dans le servage le plus complet. La Pologne

reflétait fidèlement cette république monstrueuse de l'antiquité grecque, la république de Sparte, où, à côté de la liberté la plus extrême, existait l'esclavage le plus abrutissant ; où, à côté des institutions les plus généreuses, se détachaient, par un frappant contraste, les abus les plus révoltants.

Le corps de la nation libre et souveraine était formé par la noblesse, seule propriétaire des terres. La république ne reconnaissait pour citoyens que des nobles. Entre eux, l'égalité était parfaite, pour eux, la liberté était sans bornes; pour toutes les autres classes d'habitants, existait l'esclavage dans sa forme la plus hideuse. Chaque noble, comme on a vu, participait à l'élection du roi; chaque noble pouvait prétendre au trône. Ils exerçaient immédiatement, ou par leurs délégués, tous les pouvoirs, dans le civil, dans l'armée, dans le haut clergé, ils occupaient toutes les places.

Chaque gentilhomme était, dans ses terres, souverain absolu, il n'était sujet à aucun impôt. Si un étranger mourait dans ses terres sans laisser d'héritiers, sa succession appartenait au propriétaire de la terre; si un gentilhomme mourait sans héritiers jusqu'au huitième degré, le roi ne pouvait retenir les biens par lui-même, mais il était obligé de les conférer à quelque autre noble.

Les nobles étaient exempts de péages pour les bestiaux et les denrées qu'ils faisaient exporter. Ils avaient le droit d'exploiter les mines qui se trouvaient sur leurs terres; ils pouvaient entretenir des troupes et même construire des forteresses. S'ils étaient accusés criminellement, ils ne pouvaient être arrêtés, et comparaissaient devant le tribunal le sabre au côté, jusqu'au moment où le tribunal, d'après les enquêtes, les déclarait formellement coupables. Cependant, ceux qui étaient pris en flagrant délit de vol, viol, meurtre et invasion à main armée, étaient condamnés de droit, par

toutes les rigueurs de l'hiver. On enlevait encore ces misérables serfs à la culture et à leurs familles pendant plusieurs mois de la belle saison, pour transporter, en Prusse, les produits de la terre. On mettait arbitrairement en réquisition, non-seulement leurs instruments de charroi, mais encore leurs bêtes de somme ou de labour. Les hommes et les bêtes n'étaient pas seuls assujettis au travail gratuit; les femmes, les enfants étaient employés aussi à des corvées : la femme filait pour la maîtresse; les enfants moissonnaient, battaient les grains et faisaient d'autres ouvrages, selon leurs forces.

Au XVIII[e] siècle, la Pologne offrait encore quelques exemples d'une cruauté et d'une barbarie qui rappelaient les époques les plus affreuses du moyen âge. Par exemple, il y avait des gentilshommes qui faisaient atteler des paysans à leurs voitures à la place de leurs chevaux. Si un de ces barbares, allant à la chasse, ne rencontrait point de gibier, il s'amusait à tirer sur des paysans comme sur des moineaux. D'autres fois, désolé de ne pas rapporter chez lui des lièvres ou des perdrix, il volait les bœufs d'un serf voisin; s'il ne trouvait pas de bœufs sous sa main, il détroussait les passants. Lorsque les seigneurs voulaient simplement se donner un peu d'exercice, ils faisaient venir un paysan pour lui appliquer cent coups d'étrivières. Si la victime se fâchait sérieusement, elle n'en était pas quitte à si bon marché. Vautrin cite, dans son *Observateur en Pologne*, qu'un seigneur « fit dévorer par ses chiens de chasse un paysan qui avait eu le malheur d'effaroucher son cheval.» Il parle aussi d'un autre qui avait le droit seigneurial de « faire ouvrir le ventre à un de ses serfs pour y mettre ses pieds comme un remède au mal qui le tourmentait. » Du reste, on trouve, dans un ouvrage ayant pour titre *la Voix libre du citoyen*, et dont l'auteur est un roi de Pologne même, Stanislas Leczinski, qu'en 1773 un noble

convaincu d'avoir tué un paysan à lui, était censé parfaitement absous moyennant une légère amende; et si le paysan était la propriété d'un autre, le meurtrier en était quitte pour donner un de ses serfs en échange.

Dans ce même siècle, les Polonais essayèrent d'établir chez eux des manufactures. Ils voulurent fabriquer des soies comme celles de Lyon, des voilures comme celles de Bruxelles, des draps fins comme ceux d'Angleterre; mais les résultats n'en furent pas avantageux. Stanislas-Auguste, qui, à défaut d'autre mérite, avait au moins celui-là, favorisa le développement de ce genre d'industrie de luxe. Ses efforts auraient été mieux employés, s'ils s'étaient bornés à encourager des produits que comportaient le climat et la nature du sol, telles que des scieries, des forges, des usines, des verreries, des tanneries, des mégisseries, des fabriques de grosse toile et de simples étoffes de laine. Mais pour cela encore, il fallait, avant tout, affranchir les serfs pour en faire des fermiers ou des ouvriers; car des bras libres seuls peuvent faire valoir les productions brutes que la nature livre à l'industrie.

Les seigneurs, du reste, avaient tout à gagner en rendant la condition de leurs paysans moins malheureuse, en les faisant instruire, en les accoutumant peu à peu à travailler comme des hommes libres, pour leur propre compte, en payant une redevance raisonnable aux maîtres, s'ils ne voulaient pas les affranchir complétement.

Nous citerons à ce sujet un modèle d'affranchissement dont un auteur moderne donne ainsi les détails (1):

« L'affranchissement le plus considérable que la Pologne ait vu, est celui de la grande terre de Merecz, sur les bords du

(1) Malte-Brun, *Histoire de la Pologne.*

Niémen, en Lithuanie. L'abbé Brzostowski, étant devenu possesseur de cette terre, où tout était en désordre, commença par diviser les habitants en trois classes, selon qu'ils lui paraissaient plus ou moins capables de se bien conduire. Les premiers, ou les *boyari*, étaient des fermiers entièrement libres, et qui laissaient leurs fermes en héritage à leurs descendants ; les seconds, ou les *cinszowe*, étaient des usufruitiers qui payaient une redevance annuelle; la troisième classe était composée de *cialowe*, ou paysans obligés à faire un nombre défini de corvées ou travaux personnels. Après avoir établi ces distinctions, qui excitaient une louable émotion. M. Brzostowski publia une espèce de code, dont les dispositions étaient principalement relatives à la police rurale et au maintien des bonnes mœurs. Il forma un conseil populaire d'un nouveau genre, et dans lequel un conseil de censure distribuait à chacun l'éloge ou le blâme que sa conduite avait mérité, tandis que les pères de famille, les plus recommandables par leurs vertus ou leur industrie, racontaient ce qu'ils avaient observé d'utile ou de curieux. Le seigneur y proposait ou y donnait des prix d'encouragement. Dans ce but, il fit élever et instruire des :.aîtres d'école. Il en plaça un dans chaque village. Il composa, pour ces écoles, un catéchisme religieux, un catéchisme historique, et jusqu'à des chansons qui rappelaient quelque trait vertueux ou quelque maxime de morale. »

Mais ces exemples d'une bienfaisance éclairée eurent peu d'imitateurs; la plupart des nobles Polonais suivaient aveuglément la route tracée par leurs ancêtres; quelques-uns, qui revenaient de Paris ou de Londres, se bornaient à parler philosophie, économie politique, économie rurale, et bornaient là leurs philanthropiques conceptions. Souvent même, ces beaux parleurs étaient les plus insatiables tyrans dans

leurs terres. Le clergé seul, se conformant aux bulles des papes, d'après lesquelles « aucun chrétien ne peut également être réduit en servitude, » avait déclaré libres tous les habitant de ses terres. Il est vrai que l'intérêt n'avait pas à souffrir de cette philanthropique mesure, qui ne pouvait faire perdre au clergé aucun paysan. En effet, où pouvaient aller ces malheureux? Sur les terres des nobles? On les y faisait serfs. Hors du pays? Un paysan polonais ignorait qu'il y avait d'autre pays au monde que le sien. Par cette mesure, au contraire, le clergé attirait sur ses terres les vassaux de la noblesse, et même des colonies d'Allemands et de Hongrois. Aussi, ses terres étaient-elles les seules en Pologne qui offrissent l'aspect d'un pays cultivé.

L'espèce d'anarchie sociale qui naissait forcément des rapports réciproques des nobles et des paysans était encore augmentée par la situation singulière des juifs, au milieu de cette sociabilité, mélange incohérent des vices républicains et des vices féodaux.

En effet, les nobles Polonais, libres, mais à la manière des sauvages, vivaient au milieu de leurs paysans, dont ils avaient la rudesse. Tout était grossier, esclaves et tyrans; tout cela, étranger au commerce, à l'industrie, à ce qui vivifie les États, vivait dans une torpeur fatale entre les orageuses et sanglantes tenues des diètes, et l'écrasant assujettissement de la glèbe. Les juifs seuls, par leur industrieuse activité, jetaient un peu de vie au milieu de cette espèce de chaos. Ils formaient une sorte de classe intermédiaire entre les deux castes; bien plus, par leur nombre et leur influence, constituant réellement un corps politique, ils vivaient en Pologne dans des conditions qu'on chercherait vainement ailleurs, et complétaient une sociabilité dont, en apparence, ils semblaient une superfétation, et dont, en réalité, ils étaient le véritable lien. Aussi, ne

peut-on se faire une idée précise de l'état social polonais, qu'en y tenant compte du rôle qu'y jouaient les juifs. Quelques détails à ce sujet sont indispensables.

La première colonie juive qui s'établit en Pologne y vint de l'Allemagne. En 1264, Boleslas, prince de Gallicie, les attira à Kalisz, sa résidence, et dans d'autres villes. De là, ils se répandirent par tout le pays. Leur costume est cependant oriental, ce qui a fait croire à quelques voyageurs qu'ils y étaient venus du Bas-Empire : il consiste en une robe noire ou d'une couleur foncée, agrafée depuis le cou jusqu'à la ceinture, et dans un large manteau semblable à un froc. Leurs cheveux sont courts, leur barbe est longue, un bonnet de poil leur sert de coiffure. Quoique les boues proverbiales de Pologne exigent des bottes, ils sont toujours en pantoufles. Leur teint pâle et livide reflète la misère dans laquelle vivent la plupart d'entre eux. L'incroyable malpropreté de leur extérieur rend leur aspect dégoûtant. Dans quelques villes cependant, à Lemberg, Brody, Jaroslaw, on trouve des juifs riches, dont quelques-uns étalent un grand luxe.

Cédant aux sollicitations d'une jeune et belle *Esther*, dont il était épris, Casimir le Grand les tira de l'oppression sous laquelle ils gémissaient, et leur accorda des priviléges dont ils ont joui depuis lors. Les principaux sont de n'être soumis qu'à la juridiction du waïwode, qu'ils savent se concilier par des présents; de juger entre eux leurs différends en matière civile; d'être exempts de toute charge, excepté la capitation envers les seigneurs locaux et l'impôt national.

Comme, sans le secours des juifs, qui sont les principaux industriels, les denrées n'auraient aucune valeur; que c'est entre leurs mains qu'elles reçoivent la préparation nécessaire avant d'être livrées à la consommation; que c'est par leurs soins que, moyennant un minime courtage, elles se débitent

au profit des seigneurs terriers, ces derniers favorisent de tout leur pouvoir l'établissement des juifs sur leurs terres. La confection et le débit des liqueurs fermentées et spiritueuses, les moulins et les cabarets sont les mines du propriétaire que le mercenaire juif fait valoir. Dans chaque terre, il y a un cabaret principal, qui en est comme le marché, ou, mieux encore, comme une espèce d'entrepôt où les autres cabaretiers sont obligés d'aller se pourvoir de grains, de sel, d'hydromel, de bière, d'eau-de-vie, de fourrage. C'est un juif qui le tient pour le compte du seigneur; et, comme c'est pour ce dernier une importante somme de revenu, le juif est plus favorisé que le chrétien. Les nobles lui abandonnent sans pitié l'intendance sur leurs paysans. Aussi, les juifs ont-ils partout droit de bourgeoisie. Ils font tous les métiers lucratifs, habitent l'intérieur des villes, et ne laissent aux serfs chrétiens, pour ressources que les occupations les moins productives, et pour demeure que les faubourgs.

Tout l'argent comptant du pays est entre leurs mains; les nobles leur hypothèquent la majeure partie de leurs biens-fonds. Leur esprit de négoce est porté si loin, qu'il y a des localités dont ils ont affermé les baptêmes chrétiens, et, tenant ainsi entre leurs mains les clefs des fonts baptismaux, ils en font payer souvent cher l'ouverture. En un mot, la nation juive formait, après la noblesse, le plus puissant corps de la Pologne.

D'après l'opinion commune, les juifs polonais passent pour être les plus grands fripons de l'Europe. Peut-être n'ont-ils acquis cette réputation que parce qu'ils sont les seuls agents du négoce et les principaux industriels. Libres d'exercer tous les métiers sans être entravés ni par les règlements de corporations ni par les frais de licence, ils ne s'adonnent cependant qu'aux moins fatigants et au moins ingé-

mieux. Ainsi, par exemple, ils sont meuniers, tailleurs, corroyeurs, passementiers, potiers d'étain; ils aiment l'orfèvrerie à cause des facilités que cet état leur fournit pour commettre des fraudes sur les métaux. Si un vol se commet, et que la police fasse des recherches, il est rare qu'on ne découvre pas quelque juif comme complice. Ils servent aux voleurs de guides dans les maisons dont ils connaissent les entrées; il n'y a guère, dans toute la Pologne, d'autres recéleurs qu'eux. Comme tout moyen de gagner de l'argent sans travailler leur paraît bon, ils trouvent même, dans les charmes de leurs femmes et de leurs filles, de quoi faire, avec les voyageurs, un trafic assez profitable, à moins, dit Malte-Brun, à qui nous empruntons ce portrait peu flatteur, que, semblable aux habitants de Hamil dont parle Marco-Polo, les juifs de Pologne ne soient dirigés par quelques motifs superstitieux, lorsqu'ils facilitent aux étrangers qui passent par leurs villes l'occasion d'altérer la pureté du sang hébraïque.

Cette situation, en quelque sorte exceptionnelle, des juifs en Pologne, n'était, dans cette étrange sociabilité, qu'une anomalie de plus. Ainsi, en résumé, chaque noble n'était qu'un despote au petit pied, non-seulement dans ses terres, mais encore dans les diètes où, par le *liberum veto*, chacun d'eux pouvait individuellement entraver toutes les délibérations. D'autres part, point de liberté, point de bien-être, point de sécurité : telle était la misérable condition du paysan. Comment l'industrie aurait-elle pu fleurir sous un pareil état de choses? Le serf, n'ayant aucun intérêt à mieux faire, remplissait tout juste sa tâche. Comment surtout, le jour où la Pologne, menacée par ses ennemis, appela à son aide tous ses enfants sans distinction; comment ces misérables ilotes pouvaient-ils accomplir le devoir sacré qu'on leur imposait? Là où il n'y a point de liberté, il n'y a point de patrie. Il est vrai qu'alors

la noblesse promit l'affranchissement de ces malheureux; mais il était trop tard, et les serfs, craignant, après la victoire, de retomber sous le joug de leurs maîtres, ne firent pas tout ce qu'ils auraient pu faire s'ils eussent été libres. En résumé, sous les apparences de tout ce qui existait en Pologne, mœurs usages, institutions, lois, on voyait une nation qui représentait admirablement le moyen âge. vassalité puissante et oppressive, esclavage inique et écrasant, courage farouche et vertus sauvages, des nobles, abrutissement et dégradation des serfs, tout s'y trouvait. L'élévation des rois aux champs de guerre, les croyances invétérées, la foi ardente dans son Dieu et son épée, les institutions vieillies à la face des nouveaux besoins, complétaient cette sociabilité qui, avec mille éléments mal combinés de force brutale, devait se trouver faible devant l'égoïsme de la civilisation.

C'est en l'an 1573, après la mort de Sigismond II (Auguste), que la Pologne, fatiguée de la monarchie héréditaire, se constitua en république, ou, si l'on veut, en monarchie élective. Ce jour-là, elle organisa l'anarchie. Pour la première fois la constitution fut écrite. Du reste, sauf la suppression de l'hérédité de la couronne, elle resta ce qu'elle était auparavant, car ce n'est pas de cette époque que date l'établissement du *liberum veto* dont nous aurons à parler bientôt.

La constitution proclama l'existence de trois pouvoirs : l'ordre équestre, l'ordre des sénateurs, et le roi. Elle restreignit très-étroitement le pouvoir royal; outre la non-hérédité du trône, elle statua que le souverain ne pourrait déclarer la guerre, augmenter l'impôt, conclure un mariage ou un divorce, envoyer même des ministres dans les cours étrangères, pour affaire importante sans le consentement du Corps législatif. Emprisonné dans ces étroites limites, le roi n'avait d'autre attribution que de nommer aux emplois ad-

ministratifs et militaires, et aux places vacantes dans le sénat.

L'ordre équestre comprenait l'universalité de la noblesse qui était représentée dans les diètes ou assemblées législatives, par ses députés ou nonces; dans chaque palatinat ou province, la noblesse formait une diétine ou collége électoral. Ces assemblées, toujours bruyantes et orageuses, choisissaient les nonces, et leur donnaient, soit des pleins pouvoirs, soit des instructions impératives, qui enchaînaient le libre arbitre du mandataire sur tous les points prévus par ses commettants. Nous remarquons, dès cette époque, dans les mœurs politiques de la Pologne, qui ne sont pourtant pas remarquables par la sagesse, une institution qui accordait une rétribution aux nonces par la diétine qu'ils représentaient. Chaque diétine nommait, outre ses nonces, les magistrats et les fonctionnaires municipaux de son ressort.

Nous avons dit que le sénat était composé par le roi : c'était là sa plus importante prérogative. L'archevêque de Gnesne présidait ce corps sous le titre de primat; pendant les interrègnes, il gouvernait par intérim, sous l'appellation de vicaire de la république.

Le pouvoir législatif se partageait entre l'assemblée des nonces et le sénat.

Il y avait deux sortes de diètes : les diètes ordinaires qui se tenaient au moins tous les deux ans, et les diètes extraordinaires, que le roi convoquait dans les circonstances urgentes. On distinguait aussi les diètes pacifiques (*comitia togata*), et les diètes à cheval (*comitia paludata*) : ces dernières se tenaient en rase campagne. Les nonces y allaient tout armés, comme à une bataille ; le sang y coulait à flots. Ce spectacle rappelait les comices romains ou les champs de mai des anciens peuples germains ou gaulois. Quand on lit l'histoire

de la Pologne dans les derniers siècles, on se croit en pleine barbarie. C'est dans ces diètes armées que, d'ordinaire, on choisissait des rois ; l'élection du souverain était le prix de la victoire.

Et cependant, ce n'était pas encore assez pour la Pologne de tous ces éléments de discorde et de ruine. Malheureusement la constitution de 1573 avait omis de formuler, d'une manière expresse, le principe de la majorité, ce principe nécessaire et éternel. Jusqu'en 1652, cependant, les délibérations furent prises à la majorité des suffrages. Mais, à cette époque, l'opposition du nonce Sicincki, d'Upita, en Lithuanie, introduisit dans les mœurs politiques de la Pologne le poison destructeur qui, avec l'oppression du peuple, a le plus contribué à l'anéantissement de ce royaume : nous voulons parler du *liberum veto* qui y consacra l'anarchie. Le *liberum veto*, d'abord fait isolé et individuel, qui, ensuite, passa dans les habitudes, devint enfin la plus sainte des lois pour la noblesse dont il flattait l'orgueil. Le principe de l'unanimité absolue, principe absurde et insensé, prévalut sur la pluralité des voix.

Non-seulement le *veto*, mais l'absence d'un nonce suffisait pour interrompre toutes les délibérations ; c'était évidemment rendre tout gouvernement, toute bonne gestion des affaires publiques, impossibles ; c'était subordonner au caprice d'un homme le mouvement de la machine politique, qui ne doit jamais s'arrêter. Comment, en effet, la diversité naturelle des esprits, la divergence des intérêts et des positions permettraient-elles que, dans une assemblée composée de plusieurs centaines de personnes, toutes les opinions se rencontrassent d'habitude dans une seule et même pensée? Ajoutez à cela que les mandats impératifs, qui liaient fréquemment les nonces envoyés aux diètes, les empêchaient d'être d'ac-

cord, quand même cet accord eût été possible. Dès-lors, les questions les plus importantes attendaient indéfiniment une solution, les lois les plus urgentes étaient indéfiniment ajournées, ou bien encore, quand le parti le plus nombreux était pressé d'en finir, il recourait, pour supprimer l'opposition, au remède sauvage de l'extermination des opposants.

La Pologne avait emprunté le *veto* aux institutions de la république romaine; mais quelle différence! A Rome, c'était à deux hommes seulement qu'on remettait ce droit exorbitant, et il était toujours exercé dans l'intérêt du peuple, que les tribuns représentaient. En Pologne, au contraire, il appartenait à la fois à trois ou quatre cents personnes, qui l'exerçaient, non pas dans l'intérêt du peuple, puisque le peuple n'y était rien, mais dans l'intérêt de la caste dominante, de la noblesse, ou même dans le leur, lorsque les mœurs des nobles se corrompirent.

Nous ne compterons pas, parmi les institutions vicieuses de la Pologne, le principe de l'élection au trône. Des exemples nombreux prouvent qu'il est des pays où un trône électif et viager fonctionne parfaitement; mais on voit que, indépendamment de cela, deux causes permanentes de trouble et de ruine deux maladies chroniques, altéraient et minaient incessamment, dès le XVII[e] siècle, le vigoureux tempérament de cette généreuse fille du Nord; d'abord, le *veto* qui paralysait, pour ainsi dire l'Etat, puis l'esclavage du peuple, l'esclavage qui aliène du gouvernement les classes déshéritées de leurs droits légitimes et naturels, et qui fait qu'elles font défaut à la défense du pays, quand le pays a besoin d'elles.

Arrivons maintenant aux années et aux événements qui précédèrent et préparèrent le partage du territoire polonais, et l'anéantissement de cette nation.

Sobieski venait de mourir en laissant après lui le souvenir

de grandes fautes et d'éminentes qualités. Habile capitaine, excellent administrateur, il avait eu le tort de se jeter dans des guerres glorieuses, mais inutiles à ses sujets, et puis, à la fin de son règne, de se laisser, comme Louis XIV, dominer par un prêtre, le jésuite Vota. La Pologne élut à sa place l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste. Appeler au trône le souverain d'un autre pays, c'était déjà un tort, comme les événements le prouvèrent. Mais ce fut à force d'or que Frédéric-Auguste acheta le trône. Jusque-là, nous avons remarqué que les mœurs de la noblesse étaient restées pures; mais après Sobieski tout changea ; la soif des richesses, le goût des plaisirs remplacèrent l'antique austérité polonaise, et la couronne fut, pour ainsi dire, mise aux enchères.

Frédéric-Auguste, qui projetait le rétablissement de la monarchie héréditaire, mais qui n'eut pas, sous son règne, sans cesse agité par la guerre, le loisir nécessaire pour réaliser ses desseins, fut un des rois les plus funestes à la Pologne, et un des plus impopulaires. Au début de son règne, il blessa les susceptibilités nationales en appelant des troupes saxonnes au sein d'un pays aussi fier que jaloux de son indépendance. Bientôt il se rendit odieux par la part qu'il prit à la guerre entre la Russie et la Suède; car, si la Pologne, qui servit de théâtre à cette lutte entre Pierre Ier et Charles XII, souffrait de toutes les victoires de Charles XII, d'un autre côté, elle ne gagnait rien à celles de son allié, Pierre Ier, qui en profitait seul. Mais le plus grand crime de Frédéric-Auguste envers le noble peuple qui se donna à lui, ce ne fut ni son alliance servile avec le czar moscovite, quoique les Polonais en fussent profondément offensés, ni même la tolérance injuste dont il couvrait les coupables excès de ses troupes saxonnes, qui traitaient la Pologne comme un pays conquis; ce fut surtout le pas immense qu'il fit faire à la corruption, sous

son règne. On comprend, en effet, que le jour où l'égoïsme remplaça l'amour de la patrie, où la licence des mœurs vint joindre ses ravages à ceux de l'anarchie, on comprend que ce jour-là la Pologne fut irréparablement perdue.

Pendant qu'elle touchait ainsi à son déclin, l'astre de la Russie se levait à l'horizon et brillait déjà d'un vif éclat sous le règne de Pierre Ier dit le Grand.

Cependant, les plus influents des nobles Polonais s'émurent des dangers qui menaçaient leur patrie dégénérée; et, sur la fin du règne de Frédéric-Auguste, deux grands partis se partagèrent la Pologne ; ils arborèrent tous les deux le drapeau de la réforme; un Czartoryski était à la tête de l'un ; un Potocki, à la tête de l'autre. Chefs de deux illustres maisons de Pologne, chacun de ces deux noms était un drapeau.

Le plus riche et le plus nombreux des deux partis était celui des Czartoryski. Les Czartoryski, qui étaient animés d'excellentes intentions, prirent, pour atteindre leur but, le plus mauvais chemin, en s'appuyant sur l'étranger (comme si un pays devait jamais appeler l'étranger à son aide). Prenant la Pologne pour ce qu'elle était devenue, ils croyaient, en raison de l'abâtardissement des mœurs, à l'impossibilité de la république; ils voulaient rétablir la monarchie héréditaire, étendre les prérogatives de la couronne, et surtout extirper le cancer dévorant du *liberum veto*.

Quant au parti de Potocki, il voulait bien aussi abolir le *liberum veto*, dont l'absurdité avait fini par frapper tous les esprits; mais il entendait que les libertés publiques profitassent de cette abolition, et, au lieu de l'augmenter, il voulait restreindre les prérogatives royales.

Du reste, dans tous ces projets de réforme, il n'était nullement question du peuple, des bourgeois, des paysans; la classe privilégiée songeait à elle, voilà tout, et elle aurait

été fort étonnée si on lui eût parlé des droits imprescriptibles du peuple, tant elle était habituée à le compter pour rien. C'est alors que le grand Frédéric, roi de Prusse, qui soutenait à cette époque, à l'aide des Anglais, la guerre de sept ans contre l'Europe coalisée, envahit les États de Saxe, Pierre Ier entra, à son tour, en Pologne. Ce fut la première violation du territoire polonais par des troupes étrangères; mais quoique le czar moscovite nourrît déjà sur cet infortuné pays de secrets desseins de conquête qu'il légua à ses successeurs, cette invasion avait au moins un prétexte honorable, celui de secourir un allié, l'électeur de Saxe, menacé dans ses États. L'occupation de la Pologne par l'armée russe dura six ans.

Pierre le Grand mourut; après lui rien ne transpira des prétentions ambitieuses de la Russie, jusqu'à Catherine II, qui, étant montée sur le trône en prenant pour marche-pied le cadavre de Pierre III, son mari, fut la première à mettre audacieusement à découvert ces projets d'envahissement. Le premier acte d'hostilité de Catherine fut l'invasion du duché de Courlande, au mépris des droits sacrés et incontestables de la Pologne. Le gouvernement russe, qui, comme le gouvernement anglais, ne se préoccupe jamais dans ses relations internationales de moralité ni de justice, mais uniquement de son intérêt, se faisant juge dans sa propre cause, soutint que la Courlande appartenait à la Russie, et se moqua des protestations des Polonais.

Mais ce n'était là que le premier pas dans la voie que Pierre le Grand avait tracée à ses héritiers; le second ne se fit pas attendre; seulement, n'osant faire ouvertement, pour l'exécution de ses projets, ce qu'elle avait fait pour le duché de Courlande, Catherine de Russie, se souvenant de la machiavélique maxime de Catherine de Médicis, « diviser pour

régner, » jugea que, pour avoir meilleur marché de la Pologne, il valait mieux y allumer les discordes intestines et l'énerver par la guerre civile, que la combattre franchement.

La première manifestation de cette politique perfide fut la nomination de Poniatowski à la place de l'électeur de Saxe qui venait de mourir.

Le prince Poniatowski, dont l'élection exerça une si fatale influence sur les destinées de son pays, était neveu des Czartoryski; brillant et frivole, il avait dépensé sa jeunesse dans les plaisirs, sans s'occuper d'études sérieuses, quoiqu'il rêvât la couronne de Pologne, sur la foi d'on ne sait quel alchimiste, qui, pendant son enfance, avait amusé la tendresse de sa mère, en lui disant : « Un jour votre fils sera roi. » Poniatowski, dont la première adolescence s'était passée au milieu de voyages d'agrément en France et en Russie, était devenu, à Saint-Pétersbourg, l'amant de Catherine. Aussi, oubliant que l'ivresse des sens ne gagne jamais ni le cœur ni la tête de ces *Messalines* couronnées, on prétend qu'il s'était bercé de l'espoir d'épouser sa royale maîtresse, et de s'asseoir sur le trône de toutes les Russies. Il fut bien heureux, en tombant du haut de ce rêve éblouissant, que Catherine voulût bien lui payer son amour avec la couronne de Pologne, à laquelle il n'avait assurément aucun droit, si les meilleurs titres pour porter une couronne sont l'élévation de l'esprit, l'énergie du caractère et le dévouement au pays que l'on veut gouverner. Catherine protégea donc la jeune ambition du prince, et afficha son insolente protection dans une lettre qu'elle lui envoya, même avant la mort de Frédéric-Auguste, par le comte Kaiserling, son ambassadeur en Pologne. Cette lettre était conçue en ces termes : « J'envoie Kaiserling en Pologne avec l'ordre de vous faire roi. » En même temps, Cathe-

rine, sans prétexte cette fois, envoyait une armée en Pologne pour assurer l'accomplissement de sa hautaine volonté.

Ce qu'il y eut d'étrange à cette époque, c'est que ce trône de Pologne, qui, à chaque vacance, était ardemment disputé par un grand nombre de princes étrangers, se trouva presque, après la mort d'Auguste, sans prétendants princiers. Rien ne prouve mieux le mauvais état des affaires de ce pays. Tout le monde pressentait le triste avenir qui le menaçait. Les seuls candidats furent le fils de Frédéric-Auguste, le prince Adrien Czartoryski, Poniatowski et le général polonais Brawicki. Les deux premiers se retirèrent bientôt, et laissèrent le champ libre aux deux autres.

Poniatowski joignait à la protection de Catherine celle du parti Czartoryski, dont ses oncles étaient les chefs; quant à Brawicki, il était le candidat du parti de Potocki, qui, plus jaloux que l'autre des libertés publiques, ennemi déclaré de l'hérédité de la couronne, et surtout de l'intervention étrangère, plus profondément pénétré du sentiment de la dignité nationale, était le parti le plus populaire des deux.

Le prince Czartoryski, qui, comme nous l'avons dit, avait les meilleures intentions, mais dont le patriotisme manquait de prévoyance, se servit d'un singulier moyen pour faire triompher la candidature vivement combattue de son neveu Poniatowski. Il imagina d'appeler en Pologne, non-seulement une armée russe, mais une armée prussienne; car la Prusse, comme la Russie, et d'accord avec elle, convoitait, elle aussi, sa part des dépouilles de ce pays, et le prince Czartoryski, trompé sans doute par les protestations bienveillantes des ennemis de sa patrie, espérait que les deux armées s'en retourneraient pacifiquement chez elles après l'élection.

La diète qui devait nommer le successeur de Frédéric-Auguste s'assembla, le 7 mai 1764, à Varsovie, en face des

troupes russes et prussiennes. Ce jour-là, Varsovie présenta le plus déplorable spectacle, celui de l'assemblée des représentants d'un grand pays délibérant sous des baïonnettes étrangères. Le parti Potocki eut beau protester et refuser de prendre part au vote tant que des soldats étrangers souilleraient le territoire, on ne respecta même pas les anciennes institutions, qui étaient encore en vigueur et dont on voulait cependant le maintien : au mépris du veto de plusieurs nonces, la diète délibéra, et Poniatowski fut proclamé roi de Pologne, sous le nom de Stanislas-Auguste, le 7 septembre 1764. Cette élection fut viciée, non-seulement par la violence, mais encore par la corruption ; car elle coûta beaucoup d'or à la Russie.

Il faut rendre à Stanislas-Auguste cette justice, qu'au début de son règne il parut vouloir s'affranchir de l'influence de Catherine et gouverner par lui-même ; mais les obstacles qu'il rencontra fatiguèrent son caractère pusillanime ; comme Louis XVI, il aurait voulu contenter tout le monde, ce qui est la plus grande des fautes en politique ; car c'est ainsi qu'on ne contente personne et qu'on ne se fait que des ennemis. Aussi, le sentiment de sa faiblesse le fit-il bientôt renoncer à cette lutte, et le rejeta-t-il plus que jamais aux bras de la Russie.

Le parti Czartoryski ne tarda pas à avoir la preuve de la déloyauté de Catherine, et à recueillir les fruits de sa folle crédulité.

Par le pacte secret conclu entre Catherine et les deux Czartoryski, oncles du roi, acte par lequel on ne sait ce qu'on doit admirer le plus, ou de la duplicité de l'une, ou de l'aveuglement des autres, il avait été expressément convenu que, peu après l'élection, il serait porté, devant la diète de convocation, des *pacta conventa*, qui devaient essentiellement

changer la constitution. Toutes les grandes magistratures de la république dépouillées de leurs droits les plus abusifs; la distribution des grâces rendue plus indépendantes; et principalement la pluralité des voix substituée aux lois insensées de l'unanimité et du *liberum veto;* telles étaient les principales réformes par lesquelles les Czartoryski voulaient amener la Pologne à une constitution monarchique. Mais les préjugés de la noblesse, et surtout les intrigues de la Russie, devaient faire échouer tous ces projets de réforme.

Ce fut surtout au sujet du maintien ou de l'abolition du *liberum veto*, que la Russie, soulevant un coin du voile dont elle couvrait ses intentions, fit éclater une véritable tempête au sein de l'assemblée. Ces cinq ou six cents rois qui composaient la chambre des nonces, et qui régnaient sur la Pologne, défendirent avec acharnement la mince part de royauté dont on voulait priver chacun d'eux au profit de tous. Tout l'arsenal des éternels lieux communs, à l'aide desquels les gens intéressés au maintien des abus les soutiennent toujours, fut mis en œuvre par cette circonstance, et prévalut contre la raison même.

Nous rapporterons cette séance avec quelques détails, pour donner au lecteur une idée des formes sauvages qui présidaient souvent à ces diètes, et de l'astucieuse politique de la Russie, qu'il ne faut jamais perdre de vue dans les causes essentielles qui ont amené l'anéantissement de la Pologne.

Parmi ceux qui allaient soutenir le maintien du liberum veto, beaucoup s'étaient fait payer leur résistance par la Russie; mais la plupart, il faut le reconnaître, puisèrent leur opposition dans une source pure, l'amour malheureusement inintelligent de la liberté et des vieilles coutumes.

Un de ceux-ci, et un de ceux qui défendirent avec la plus

sauvage énergie le liberum veto, fut Woluski, parent de Malachowski, maréchal des nonces.

« — En vérité, messieurs mes frères, dit ce fougueux tribun, après la proposition qui vous est soumise, je ne m'étonne plus d'entendre murmurer autour de moi qu'il faut aussi rétablir l'hérédité du trône, cette institution abolie par la sage prévision de nos pères. C'est là qu'on veut arriver, et on commence par vouloir porter la plus grave atteinte aux droits de la noblesse, à notre constitution même, dans l'une de ses dispositions les plus importantes. Le *liberum veto*, c'est notre sauvegarde à tous, messieurs mes frères; c'est le palladium de notre liberté; c'est lui qui garantit chacun de nous de l'oppression des autres. Pour que les décisions d'une assemblée soient scrupuleusement exécutées par tout le monde, il faut qu'elles émanent de tout le monde; et c'est à cette sage loi de l'unanimité des suffrages que l'on voudrait substituer celle de la majorité! La majorité! c'est dire qu'il pourrait arriver qu'une mesure mauvaise, qui aurait pour approbateurs la moitié des membres de cette assemblée, plus un, serait adoptée au mépris des droits de l'autre moitié, c'est-à-dire qu'une seule voix ferait pencher la balance, et déterminerait la domination tyrannique des uns par les autres.

« Prenez-y garde, messieurs mes frères, dans l'ordre politique, tout se tient, tout s'enchaîne. D'imprudents et audacieux novateurs vous demandent aujourd'hui le sacrifice du *liberum veto;* demain ils vous demanderont l'hérédité du trône, puis encore d'autres nouveautés qu'ils décoreront pompeusement du nom de réformes. Dieu sait jusqu'où cela irait! N'ouvrez pas la porte aux innovations, ou craignez que plus tard il ne vous soit plus possible de la fermer.

« L'édifice fondé par nos aïeux, et dont le *liberum veto* est la pierre angulaire, a pour lui la consécration des années,

Ne l'ébranlons pas sous le prétexte de le restaurer, de peur qu'il ne nous écrase en s'écroulant sur nous. Gardons nos vieilles lois, nos vieilles institutions, et n'oublions pas que c'est l'antiquité qui fait surtout la force des usages.

« Quant à moi, je déclare que jamais je ne renoncerai volontairement à une prérogative que je tiens de mes ancêtres et que, comme eux, je serais prêt à la soutenir, s'il le fallait, les armes à la main, dans les comices, contre tous ceux qui ne pensent pas comme moi.

« A cela, des imprudents novateurs diront peut-être que soutenir ainsi son droit par le fer, c'est le droit d'un barbare, je n'ai qu'un mot à répondre : S'il y a de la barbarie à ne pas répudier ce qui a fait la gloire et l'orgueil de nos pères, ce qui a maintenu leur liberté, je veux être barbare. »

Ce discours, qui flattait les goûts et les instincts de cette altière noblesse, fut accueilli par l'immense majorité avec un frénétique enthousiasme. — « Tous ! tous, nous voulons être barbares ! » s'écrièrent spontanément la plupart des membres, la main à la poignée de leur sabre, et prêts à le tirer contre tout opposant.

A voir l'attitude hautaine et menaçante de ces fiers enfants des Sarmates, qui, selon leur antique usage, s'étaient rendus en armes à la diète, nul n'eût pu se croire dans une assemblée de législateurs. La provocation était sur toutes les lèvres, le défi dans tous les regards. Un homme étranger aux habitudes des diètes eût cru assister à un de ces bruyants et tumultueux comices des guerriers du moyen âge, frappant, après une motion, leur écu de leur lance, et disant : Voilà mon droit et ma loi ! Du reste, les Polonais avaient encore conservé, dans leurs mœurs publiques, quelque chose de ces rudes et farouches races, dont la civilisation avait partout ailleurs précédemment amolli la trempe. Aussi, ce qui se passait à

cette séance n'était que la physionomie habituelle des délibérations, lorsque le sujet en discussion était de nature à amener des débats orageux, et, sous ce rapport le *liberum veto* était une de ces questions ardentes qui pouvaient le plus profondément remuer toutes les passions de ces fiers paladins de l'âge moderne.

Quelques-uns, et c'était le plus petit nombre, avaient une attitude imposante et calme, qui contrastait avec l'allure passionnée de la majorité. A la tête de cette minorité étaient les deux Czartoryski. Jugeant les souverains d'après la loi commune, ils n'avaient pu croire que par cela seul qu'on eût ceint le diadème, on pût impunément se jouer de sa parole et de ses serments. Catherine s'était formellement engagée à faire appuyer l'abolition du *liberum veto*, et ils avaient cru naïvement à cette parole de reine. Leur opinion sur cette question était connue d'avance, puisque c'était en leur nom qu'avaient été portés, devant la diète, les *pacta conventa ;* et cependant ce n'était pas contre eux qu'étaient dirigés les regards de provocation ou de menace des fougueux partisans du *liberum veto* ; c'était contre un des plus jeunes nonces, qui n'avait pas parlé encore, dont l'opinion était connue aussi d'avance, et dont le dédain semblait défier toutes les colères, ou muettes ou bruyantes, qui paraissaient ne s'adresser directement qu'à lui.

Ce ne fut pas lui cependant qui répondit à Woluski. Un des Czartoryski, le prince Adam, se chargea de réfuter sa vigoureuse harangue et de battre en brèche le *liberum veto*. Il le fit avec la modération qui le caractérisait.

— « Messieurs mes frères, dit-il je m'étonne qu'on invoque, pour défendre le *liberum veto,* le saint nom de la liberté. Il me semble pourtant qu'il n'a pas toujours été un bouclier bien utile pour elle, et l'espèce de défi par lequel le nonce Woluski

a terminé son discours me rappelle précisément que, dans maintes circonstances, le *liberum veto* fut un signal de guerre dans l'assemblée des nonces, et ne servit à la fois qu'à faire opprimer et tuer le petit nombre par le grand nombre. Quand on n'était pas d'accord, on se battait; et le plus fort, c'est-à-dire le parti le plus nombreux, avait toujours raison. Était-ce la de la liberté ? C'était bien le règne de la majorité contre lequel on proteste aujourd'hui; seulement, c'était une majorité, violente, brutale, à laquelle je vous propose de substituer une majorité pacifique et intelligente.

« Je suis partisan, autant que tout autre, de la liberté, mais la liberté doit avoir ses limites. Je veux avant tout, que mon pays soit fort contre les ennemis extérieurs qui pourraient le menacer, et qu'il prospère au-dedans. C'est pour cela que je repousse une anarchie qui fait notre faiblesse au-dehors et notre ruine au-dedans. . . . . .

« Le *liberum veto*, messieurs mes frères, qu'on vient de placer sous la protection des siècles, n'est pas, du reste, aussi vieux qu'on le dit. Vous savez bien qu'il ne date que de l'année 1652; vous savez bien aussi qu'il n'est écrit nulle part dans la constitution, et que c'est un usage qui s'est transformé facilement en loi. . . . .

« Mais ce serait une loi, et une loi de la plus haute antiquité, qu'il n'en faudrait pas moins l'abolir si elle était mauvaise. L'est-elle? Voilà toute la question. Pour la résoudre, voyez les fruits que le *liberum veto* a porté depuis plus de cent ans qu'il existe. . . . . .

« Plus les lois sont vieilles plus elles sont respectées, nous dit-on. Cela est vrai; mais il n'en est pas moins vrai que, lorsque l'expérience a révélé un abus, ce serait folie de laisser cet abus s'invétérer et se perpétuer dans les mœurs, sous prétexte qu'il ne faut pas toucher à ce qui est ancien. Pour

que les lois soient respectées, il faut qu'elles soient anciennes, je le veux bien ; mais il faut aussi un peu qu'elles soient bonnes. Je ne demande pas qu'on démolisse l'édifice de nos pères, mais, comme il me semble qu'un vice fondamental de construction s'y fait sentir, je demande qu'on le répare.

« Assurément, messieurs, si l'unanimité des esprits n'était pas une chimère, si c'était chose possible, je serais le premier à vouloir qu'une décision, prise dans l'intérêt de tous, fût approuvée par tous pour être obligatoire. Mais l'unanimité est malheureusement impossible, et, dès lors, je ne vois aucune absurdité à ce que, dans le cas dont parlait tout à l'heure le nonce Wolski, une voix de plus ou de moins fasse pencher la balance d'un côté ou d'un autre. La mesure qui réunit le plus grand nombre des suffrages est celle pour laquelle il y a, dans le doute, les plus fortes probabilités de sagesse et de justice.

« Messieurs mes frères, je ne me dissimule pourtant pas que vous demander l'abolition du *liberum veto*, c'est vous demander un grand sacrifice ; mais je le sollicite de vous dans l'intérêt commun. La chambre des nonces, en se prononçant pour le principe de la majorité, ne se suicidera pas ; au contraire, le corps tout entier y gagnera ce que les membres y perdront. Je vous conjure donc d'adopter cette mesure, en dehors de laquelle il n'est point de salut pour la Pologne. »

Ce discours, tout sage qu'il était, excita quelques murmures d'improbation ; mais comme, malgré l'influence parfois tyrannique qu'exerçaient les Czartoryski, on savait qu'ils étaient plutôt partisans des discussions de principes que d'une de ces oppositions systématiques et intraitables qui pouvaient arrêter ou invalider une délibération ; comme on n'ignorait pas que leurs votes et ceux des membres de leur parti seraient acquis au maintien du *liberum veto* dès que la majorité se serait hautement prononcée en sa faveur, ces mur-

mures n'eurent pas de suite, et tous les regards restèrent constamment fixés sur le nonce pour qui semblaient réservées toutes les colères. Ce nonce se nommait Korsacki. Il assistait, pour la première fois, à la diète. En le laissant partir, son père, dans la certitude que l'influence étrangère allait dominer la diète, et ne voulant pas laisser passer sans protestation cette humiliation de son pays, lui avait dit les paroles remarquables suivantes, qui semblent une des pages oubliées des annales du vieux monde : « Mon fils, vous allez partir pour la diète. Pour prévenir les humiliations que je prévois, la Pologne n'a pas trop des efforts individuels de tous ses enfants. Je vous déclare que je vous fais accompagner par mes anciens domestiques, et je les charge de m'apporter votre tête si vous ne vous opposez de tout votre pouvoir à ce que des étrangers se mêlent des affaires de votre patrie. »

Les partisans du *liberum veto* avaient connu ce propos. Ils savaient que Korsacki n'était pas homme à désobéir à son père, et, animés par les excitations et l'or de l'ambassadeur de Russie, ils étaient décidés à ne reculer devant aucune violence pour assurer le triomphe de leur opinion.

Korsacki, cependant, ne prit pas la parole encore. Beaucoup d'autres discours furent prononcés de part et d'autre sans qu'aucun des orateurs posât des conclusions assez formelles pour invalider la délibération. Les deux ambassadeurs russe et prussien étaient présents à la séance. Ils gardèrent le silence jusqu'au moment où, voyant que le *liberum veto* comptait un plus grand nombre d'adversaires qu'ils ne l'avaient prévu, Repnin, ministre de Catherine, prit enfin la parole en ces termes :

« Messieurs, je ne saurais partager l'opinion du prince Czartoryski. Le *liberum veto*, comme vous l'a dit le nonce Weluski, doit être respecté par vous comme un héritage légué

par vos pères et comme la première des prérogatives de la noblesse polonaise. Je ne vois pas, au maintien de cette institution, les inconvénients qu'y trouve le prince Czartoryski, et je dois ajouter que les priviléges des nobles polonais sont si chers à ma souveraine l'impératrice Catherine, qu'elle s'oppose formellement, par mon organe, à l'adoption du principe de la majorité des suffrages. »

Le ministre prussien parla à son tour, et dans le même sens.

A peine les deux ambassadeurs eurent-ils cessé de parler, que Korsacki se leva pour prendre la parole. Il y eut alors, dans l'assemblée, un de ces moments de menaçant silence où, par l'attitude seule des acteurs, il fut aisé de prévoir ce qui allait se passer. Korsacki promenait froidement ses regards sur tous ses adversaires, comme s'il eût voulu les compter, tandis que ces derniers semblaient prêts à se porter à toutes les violences.

— « Messieurs mes frères, dit-il, en entendant les étrangers venir jusqu'au sein de la diète nous dicter des lois, je me demande si je suis en Pologne, si je suis dans une assemblée de nobles Polonais. Qui d'entre nous a prié les ambassadeurs de Russie et de Prusse de se charger de notre tutelle? Où sont signés leurs titres et leurs droits? Ils appellent nos provinces leurs provinces; ils couvrent de troupes prétendues protectrices la république envahie par eux, se mêlent à tous nos débats intérieurs, sont de vrais gouverneurs despotiques, de vrais ennemis, sous le nom spécieux d'ambassadeurs; et chacun de nous devrait courber, sans protestation, la tête sous ce joug de honte et d'humiliation! Non! je la relève, moi. Et tous ceux qui sentiront ce qu'ils doivent à leur patrie, ce qu'ils doivent au sang Polonais qui coule dans leurs veines, ce qu'ils doivent à leur salut et à leur honneur; tous ceux, en un mot, qui sentiront que les Polonais ne sont pas

des sujets de la Russie et de la Prusse, la relèveront comme moi. Ils diront.... »

Korsacki ne put continuer. Une violente interruption l'avait assailli dès les premiers mots de son discours, et toujours croissante, avait fini par couvrir entièrement sa voix. Un des nonces les plus dévoués à la Russie, Rewuski, homme plein de présomption et d'orgueil, parvint cependant à obtenir le silence, et, après avoir établi que Korsacki était sorti de la question, que la seule chose en discussion en ce moment était le maintien ou l'abolition du *liberum veto*, essaya, dans une verbeuse apologie, non-seulement d'excuser l'intervention russe et prussienne, mais encore de la présenter comme *un titre de gloire pour son pays.*

Korsacki l'interrompit à ces derniers mots.

— « Il ne suffit pas, dit-il, de changer la nature des choses, pour changer la signification des mots : l'oppression est de l'oppression, la tyrannie est de la tyrannie; et quand un noble Polonais vient à cette tribune présenter, comme la gloire de son pays, ce qui en est la honte et l'humiliation, je le déclare mort à la gloire et à l'honneur. — A la question! à la question! s'écrièrent à la fois trois cents voix au milieu d'un tumulte effroyable. — Quand un noble Polonais, reprit Korsacki, en essayant de dominer le tumulte, se ravale à ce point, il ne lui reste qu'à prendre ses parchemins et ses titres de noblesse et à s'en envelopper comme d'un linceul. »

Les cris : A la question! à la question! redoublèrent.

« — Je rentre dans la question, reprit encore Korsacki sans se laisser intimider par cette explosion de colère; mais, auparavant, ceux de messieurs mes frères qui m'interrompent permettront de leur en adresser une seule : Par les *pacta*

consente, sujet de cette délibération, le *liberum veto* doit-il et peut-il être mis en question ?

« — Non ! non ! s'écrie la majorité; on ne peut mettre en question une loi fondamentale. »

« — Alors, demanda encore Korsacki, nous délibérons sous l'empire du *liberum veto*. »

« — Oui ! oui ! » s'écria la même majorité.

« — Je prends acte de cette déclaration ; et, comme dans mon âme et conscience, j'ai la conviction que ce n'est que pour pouvoir perpétuer l'anarchie en Pologne et l'opprimer plus aisément, que des ministres étrangers viennent nous signifier les ordres de leurs cours en faveur du maintien du *liberum veto*, en vertu du droit que confère à tout noble Polonais le *liberum veto*, je m'oppose à son maintien. »

Une épouvantable explosion suivit ces mots; ce ne fut pendant quelque temps que des cris, des menaces qui trahissaient toute la fureur du parti russe. Prise au dépourvu par cette énergique et captieuse argumentation, qui, mettant réellement en question le liberum veto, subordonnait dès lors son maintien à l'unanimité des suffrages, la majorité ne vit d'autre parti, pour sortir de l'espèce d'impasse où elle s'était fourvoyée, que de recourir à ces moyens brutaux qui avaient si souvent ensanglanté les délibérations. Parmi ceux qui composaient cette majorité, beaucoup étaient soudoyés par la Russie et se trouvaient sous les yeux mêmes de l'ambassadeur russe, qui pouvait juger ainsi jusqu'à quel point ils étaient dévoués à la cause à laquelle ils s'étaient vendus. Placés entre un sanglant éclat et leur intérêt, ils n'hésitèrent pas. Trois cents voix adressèrent à la fois à Korsacki des apostrophes menaçantes; le tumulte devint bientôt au comble. Quelques membres avaient quitté leurs places, et, groupés autour de Korsacki, l'interpellaient vivement pour le forcer à révo-

quer son vote; quelques épées étaient sorties du fourreau et flamboyaient à l'air. Korsacki lui-même, résolu à mourir plutôt que de céder, mais décidé à se défendre, avait aussi tiré la sienne, lorsque du milieu du groupe qui l'entourait une détonation partit, et Korsacki tomba mort : une balle l'avait frappé au milieu de la poitrine.

C'est à de tels moyens qu'avait souvent recours la Russie pour emporter les délibérations. Jusqu'alors, c'était, il est vrai, des moyens qu'on pouvait, en quelque sorte, appeler légaux, en ce qu'ils ne sortaient pas des mœurs d'un pays où les salles des diètes étaient souvent transformées en champ de bataille, véritables arènes où se massacraient les deux partis; mais nous verrons, dans la suite de cette histoire, que la Russie avait souvent recours à des moyens d'une autre nature, qui n'avaient l'excuse ni de l'usage, ni même des précédents dans les annales des peuples les plus immoraux et les plus barbares.

A la suite du sanglant épisode de cette séance, le *liberum veto* fut maintenu. Déçus dans leurs espérances de réforme, les deux Czartoryski commencèrent à sentir que Catherine les avait pris pour dupes. Cette intervention extra légale de deux ambassadeurs prouvait, en effet, que les deux souverains étrangers n'avaient été préoccupés que de leur intérêt personnel, qu'ils voulaient éterniser en Pologne l'anarchie pour hâter le démembrement.

Cependant l'astucieuse czarine de Russie, Catherine, qui pressentait qu'elle ne pourrait maintenir son influence en Pologne qu'à l'aide de l'anarchie, était toujours en quête de nouveaux moyens. Les idées philosophiques, qui remplissaient alors d'un vague enthousiasme toutes les têtes, lui fournirent un nouveau prétexte pour jeter inopinément un nouveau brandon de discorde dans ce malheureux pays. Elle demanda

que les non-catholiques fussent admis au partage de tous les droits politiques. Elle espérait avoir, dans ces religionnaires, une seconde faction russe indépendante de celle qui avait fait élire Stanislas, et dont elle se défiait depuis qu'elle l'avait si indignement trompée en faisant repousser les *pacta conventa* portés à la diète par les Czartoryski. Les Polonais se refusèrent énergiquement aux propositions de la Russie, moins par fanatisme que par haine contre les Russes. Mais les deux cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg épousèrent hautement la querelle des dissidents.

Ce parti des dissidents se composait de tous ceux qui avaient embrassé la cause du protestantisme. Cette secte religieuse, après avoir presque dominé en Pologne, s'y était vue persécutée par le catholicisme triomphant à son tour, et par les jésuites qui étaient tout-puissants. La cause des dissidents était juste assurément, et les nombreux gentilshommes Polonais qui avaient adopté le protestantisme élevaient des réclamations légitimes, en demandant à être réintégrés dans l'exercice des droits civils et politiques dont l'intolérance les avait privés; mais il est permis d'affirmer qu'en prenant leur défense, la Russie et la Prusse n'obéissaient pas aux sentiments de tolérance dont ces deux Cabinets se paraient dans cette circonstance, mais à des intérêts purement égoïstes. D'ailleurs, de quel droit, même sous prétexte de liberté religieuse, un pays interviendrait-il dans le gouvernement d'un autre pays?

La diète proclama donc, par l'ordre de la Russie, l'égalité des droits de la noblesse dissidente; et ce que n'avaient pu faire toutes les trahisons antérieures du gouvernement russe, l'intolérance le fit. Les nobles polonais, qui avaient trouvé bon que Catherine intervînt parmi eux pour faire maintenir le *liberum veto*, se soulevèrent cette fois au nom de leurs croyan-

ces religieuses. Une confédération se forma, et la guerre éclata entre les opprimés et les oppresseurs.

Les maux intérieurs, résultat de cette interminable anarchie sous laquelle avait si longtemps gémi la Pologne, les intrigues étrangères qui y paralysaient tout développement, cette ambition cupide de voisins qui enviaient ses riches provinces, avaient rendu inévitable quelqu'une de ces grandes manifestations par lesquelles une nation proteste énergiquement contre ce qui est. Le motif religieux qui l'amena ne fut simplement qu'une de ces formes qui servent toujours à déguiser les causes réelles des grands mécontentements nationaux. La ville de Bar fut le lieu où prit naissance cette ligue, destinée, avant tout, à repousser l'invasion étrangère, et à rétablir la puissance intérieure. Elle prit le nom de *confédération de Bar*, et fut la première protestation armée contre l'influence désastreuse des Russes.

Cette confédération par laquelle, sur le seuil de sa tombe, la Pologne semblait vouloir se relever, avait le double caractère du fanatisme religieux et politique. D'une part, comme du temps de la Ligue en France, les moines ne voulaient donner à aucun pénitent l'absolution de ses péchés, s'il ne jurait et ne promettait d'aller servir la confédération, et de se faire martyr pour la religion; une bulle du pape et l'enthousiasme du nonce avaient fanatisé le pays entier. Sa bannière était un aigle blessé, avec cette devise : « *Aut vincere aut mori, et pro religione et libertate* » (Vaincre ou mourir pour la religion et la liberté). D'autre part, sans moyens matériels, sans autre tactique que l'amour de la patrie et la haine de l'étranger, sans milices de soldats, sans trésors, en opposition formelle au roi et aux principaux dignitaires de la république, des hommes de tout cœur et de tout dévouement, allaient lutter, pendant plusieurs années, avec de fréquents succès, contre les forces si

supérieures de la Russie, et l'hostile neutralité de la Prusse.

Les événements, suites immédiates de la confédération de Bar, forment le prologue du grand drame dont les sombres péripéties sont la honte de l'Europe civilisée et la gloire de la Pologne. Ce n'est pas ici le lieu d'en retracer l'histoire ; en voici seulement un épisode, emprunté au récit d'un noble proscrit, et qui joint à l'intérêt du fait en lui-même, celui de rappeler un brillant fait d'armes d'officiers français.

L'Autriche et la France surtout ne voyaient, en 1772, qu'avec un mécontentement mal déguisé, la position que voulait s'assurer la Russie en Pologne; l'une et l'autre n'attendaient que le moment favorable de prendre la défense de ce malheureux pays, point de mire de l'ambition moscovite. La confédération leur en fournit l'occasion.

Chacune de ces deux puissances savait que leur intérêt différait essentiellement de celui de la Russie. La Pologne, au pouvoir de cette dernière, était pour elle une porte ouverte, d'où elle pouvait, non-seulement menacer, mais encore envahir le midi et l'occident de l'Europe. Ce motif expliquait toutes les mesquines ou infâmes machinations de Catherine pour s'en emparer; il expliquait aussi l'intérêt de l'Autriche et de la France à s'opposer à cet agrandissement démesuré de la puissance moscovite.

L'Autriche, cependant, qui pressentait la possibilité d'un partage, et convoitait déjà quelques riches dépouilles, borna son intervention à des encouragements et à des vœux stériles. Louis XV, qui régnait alors en France, tout absorbé qu'il était par ses maîtresses et les divertissements de sa cour, envoya aux Polonais de l'argent et un corps d'officiers expérimentés, sous les ordres du maréchal de camp Dumouriez, le même qui fut plus tard général de la Révolution française ; peu après Dumouriez fut remplacé par le baron de Vioménil,

Les confédérés de Bar se montaient alors à huit mille hommes, commandés par le prince Radziwil, Pulawski, Kossakowski, Zaimba et Ogynski. Ils possédaient trois places fortes dans le palatinat de Cracovie : Tynick, Lanskrona et Biala ; mais ils avaient en tête vingt mille Russes et dix mille hommes de troupes royales.

A deux lieues de Cracovie, sur une montagne escarpée, au milieu d'un paysage pittoresque, s'élevaient les murs noircis de l'Abbaye de Tyniec, qui avait alors perdu son aspect religieux. L'asile de la paix et de la prière se trouvait entouré d'un double rang de fortifications, dont Dumouriez avait dressé le plan. Les sentinelles, placées à tous les abords, y exerçaient une stricte surveillance, tout en fredonnant des airs mondains, et le réfectoire des moines avait été transformé en salle du conseil de guerre. Là, parmi les personnages placés autour d'une table en bois de chêne, on remarquait un homme d'environ trente ans, à la figure agréable, au regard vif et pénétrant, au front large, à l'œil pensif, c'était le commandant de la place, Walewski ; à côté de lui étaient trois officiers étrangers, dont l'uniforme, richement brodé, contrastait avec les habits presque bourgeois des autres assistants ; c'étaient le chevalier de Choisy, le capitaine de Vioménil et Saillans, arrivés depuis peu de France. Vis-à-vis d'eux se tenait un moine à cheveux blancs, le prieur des carmes de Cracovie ; une vingtaine d'hommes à grandes moustaches et coiffés de bonnets cramoisis, les chefs des quinze cents confédérés qui composaient la garnison de la forteresse de Tyniec, complétaient l'assemblée. C'était le 1er février 1772.

Walewski parla le premier. — « Frères d'armes, dit-il, le château de Cracovie est une place très-importante pour nous : les Russes y ont transporté des munitions, des vivres, tout le matériel de guerre qu'ils ont pu rassembler. Nous

manquons de ces objets, mais nous ne manquons pas de courage; ainsi le château de Cracovie, avec tout ce qu'il renferme, doit être à nous. Il ne s'agit que de trouver moyen de s'en emparer sans s'exposer à trop de perte. Ce vénérable ecclésiatisque, ajouta-t-il en désignant de la main le prieur, vieux compagnon d'armes de Charles XII et de Leczinski, animé du patriotisme le plus pur, s'offre pour nous aider dans notre entreprise, en nous promettant que nos braves seront introduits, pendant la nuit, dans le jardin de son cloître, qui avoisine de très-près le château : cela nous ouvrira l'entrée de la ville; mais, avant de pénétrer dans le château, qui est gardé par les Russes avec la plus grande vigilance, il nous faudra probablement perdre beaucoup de monde, et, dans notre situation actuelle, la vie de chaque homme nous est précieuse. »

Après lui, le prieur des carmes prit la parole : — « Aidé par mes compagnons, dit-il, j'ai depuis longtemps travaillé à l'exécution préliminaire du projet que la grâce de Dieu m'a fait concevoir. Les hautes murailles de nos jardins sont sapées partout, et, au signal donné, elles tomberont, pour donner passage, comme les murs de Jéricho. Le Dieu de nos pères protégera cette entreprise patriotique; les anges couvriront de leurs ailes d'argent les guerriers qui combattent pour la foi et la liberté. Ne désespérez pas, mes concitoyens, une fois entrés dans le jardin, vous serez vainqueurs. L'ennemi, quoique nombreux, tremble sans cesse dans notre ville, et toutes les nuits il parcourt, armé, les rues silencieuses, ne pouvant fermer sa paupière inquiète. Le brigand ne peut dormir paisible sur le sac d'argent volé, car Dieu lui-même a dit : « Tu ne prendras pas le bien d'autrui. »

Le chevalier de Choisy succéda au prieur. Après avoir rappelé les liens qui attachaient la France à la Pologne, et parlé

de son dévouement personnel à la cause polonaise, il déroula un plan d'attaque qui fut accepté, et qui consistait à opérer simultanément sur deux points à la fois, par le jardin du cloître des carmes d'abord, et puis en pénétrant dans l'intérieur du château par un égout qui offrait un passage praticable, et qui se dégorgeait dans la Vistule.

Ce plan fut accueilli avec enthousiasme. Le chevalier de Choisy commanda le corps destiné à se porter au centre de la ville; le baron de Vioménil celui qui devait pénétrer dans le château par l'égout. Walewski devait se tenir sous Cracovie avec un corps de cavalerie, pour empêcher les Russes, cantonnés dans les environs, de venir au secours de la garnison, lorsque l'attaque serait commencée. L'exécution fut fixée à la nuit suivante.

A une heure après minuit, le ciel était tellement voilé, qu'il n'en tombait pas le moindre rayon sur les tours dorées de Cracovie. Le sombre silence n'était interrompu que par le sifflement du vent d'hiver qui agitait les branches des arbres dépouillés. La Vistule, moins large en cet endroit, n'était pas prise encore, et les nombreux glaçons qu'elle charriait en rendaient la navigation difficile et périlleuse. Quatre grands bateaux étaient amarrés à la rive gauche, et les bateliers, la main sur leurs rames, attendaient avec impatience, prêtant une oreille attentive en dirigeant leurs regards inquiets du côté de Tyniec. Peu après arrivèrent quatre cents hommes qui s'embarquèrent en silence, et ne tardèrent pas à toucher le bord opposé. Ils se partagèrent en deux corps : le moins nombreux, de cent soixante hommes, longea le cours du fleuve; l'autre se porta au centre de la ville.

Le chevalier de Choisy, qui commandait ce dernier, pour ne pas être remarqué, le divisa en plusieurs petits corps,

leur fixant pour point de ralliement les murs du jardin des carmes. Chacun d'eux se mit en marche par des routes diverses; mais les sentiers de la montagne devinrent bientôt si difficiles et si étroits, qu'il ne fut plus possible d'aller qu'un à un. Le chevalier de Choisy arriva un des premiers au point de ralliement; mais, de quinze hommes qu'il avait pris, il ne lui en restait que sept. Les autres s'étaient égarés; plusieurs des autres corps même s'étaient perdus dans l'obscurité. Vainement prêtait-il l'oreille, il n'entendait que les cris prolongés des sentinelles russes à chaque heure qui sonnait à l'horloge du château. Dans cette fâcheuse situation, de Choisy n'avait garde de donner le signal convenu avec le prieur des carmes; car, au bout d'une heure d'attente, il n'avait encore été joint que par une vingtaine d'hommes. Déjà les ténèbres commençaient à se dissiper, et les coqs chantaient pour la seconde fois. Chaque moment rendait la position plus périlleuse et très-inutilement, puisque la petite troupe n'augmentait pas en nombre, et qu'aucun mouvement ne se faisait remarquer dans le château. Choisy soupçonnait que Vioménil n'avait pu trouver l'entrée de l'égout; puis, reportant sa pensée sur ses propres compagnons qui n'arrivaient point, il se demandait s'ils ne l'avaient pas abandonné. Sentant l'imprudence d'attendre plus longtemps aux pieds des murs du jardin, il descendit vers la Vistule. Là, il retrouva presque toute sa troupe, qui, après s'être égarée, était revenue à son point de départ. Il était alors quatre heures du matin; il était presque jour, toute surprise devenait impossible; il s'embarqua de nouveau avec la troupe pour retourner à Tyniec.

Vioménil, cependant, s'était hardiment engagé dans l'égout à la tête des siens : cent soixante guerriers, un à un, s'appuyant sur leurs armes, le suivaient, silencieux et résolus,

dans cet étroit et obscur souterrain. Au bout d'une heure de marche, au milieu des plus épaisses ténèbres, ils arrivèrent dans la cour du château. Le premier être qui parut à leurs yeux, à la sortie du souterrain, fut un factionnaire russe endormi; il fut tué sans pouvoir jeter un cri d'alarme. Un autre soldat en faction éprouva le même sort. Rien encore jusqu'alors n'avait trahi leur présence. Viomenil rassembla sa petite troupe, et apercevant de la lumière par deux fenêtres qui donnaient sur la cour, il s'élança de ce côté: c'était un corps-de-garde dont il ouvrit aussitôt la porte. Dans une petite pièce bien meublée, éclairée de bougies, quatre officiers russes, assis autour d'une table, jouaient au pharaon en buvant du *czaj* (du thé avec du rhum), et fumant du tabac turc. L'or roulait sur le tapis. La vapeur du czaj et la fumée du tabac remplissaient la chambre d'un nuage assez épais. Dans la pièce qui était à côté, et dont la porte était ouverte, on apercevait des soldats, les uns endormis sur les bancs, les autres jouant aux cartes comme leurs chefs, mais échangeant des kopeks (gros sous) au lieu d'or.

Viomenil se précipita dans la chambre des officiers en criant: Armes bas! Et, voyant que l'un d'eux l'ajustait avec un pistolet, il le prévient en lui passant son épée au travers du corps, et l'étendit mort à ses pieds: c'était le capitaine russe. Les confédérés pénétrèrent en même temps dans la pièce occupée par les soldats, et, au bout d'un moment, la garnison, forte de cent cinquante hommes, avec les trois officiers qui restaient, s'était rendue à discrétion. Cependant, quelques soldats russes qui s'étaient échappés par les fenêtres, avaient couru porter l'alarme dans la ville encore endormie. On battit la générale, et bientôt toute la garnison de Cracovie se trouva en armes devant le château.

Viomenil, décidé à résister jusqu'à la dernière extrémité,

divisa sa petite troupe de manière à pouvoir occuper les principales entrées du fort. Un feu meurtrier s'engagea de part et d'autre. Cette poignée de braves fut assaillie par des masses d'ennemis, qui attaquèrent avec un acharnement incroyable. Vioménil se trouvait partout, encourageant par ses paroles et par son exemple.

Cependant, la lutte la plus opiniâtre se prolongeait depuis quatre heures, et le secours de Choisy n'arrivait pas. Plusieurs des assiégés avaient été tués, d'autres grièvement blessés; le courage ne les abandonnait point, mais leurs munitions s'épuisaient. Enfin, la dernière cartouche fut brûlée, on ne repoussa plus l'ennemi qu'à la baïonnette, et le nombre des Russes augmentait à chaque instant. Vioménil voyait s'échapper la victoire qu'il avait obtenue par tant d'audace et de courage. Il considérait ses compagnons morts ou blessés, étendus sur la place, les autres, couverts de sueur, combattant encore, mais exténués de fatigue et prêts à succomber, n'étant plus soutenus que par le désespoir. Voyant cette lutte si inégale, et ne voulant pas exposer ces braves à périr jusqu'au dernier, il leur demanda s'il fallait se rendre à l'ennemi ou mourir. — « Mourir! mourir! s'écrièrent-ils tous d'une seule voix; plutôt la mort que les fers des Russes! »

Et leur défense devint plus vigoureuse et plus énergique.

Tout à coup des coups de fusil se firent entendre du côté de la Vistule. — « Courage! cria Vioménil aux siens; voici Choisy qui arrive à notre aide. » C'était en effet Choisy, qui, sur la route de Tyniec, ayant entendu des décharges de mousqueterie du côté du château de Cracovie, avait pensé que Vioménil était aux mains avec les Russes, et avait repris à la hâte sa première direction pour voler à son secours. A la tête de quatre cents hommes, il culbuta les détachements ennemis qui s'opposaient à son passage, et pénétra dans la ville. De son côté,



Pitt.

Mame Imp. r. S.t Laurent l'île 90 Paris

Walewski, avec sa cavalerie, sabrait et repoussait les Russes; le château de Cracovie resta définitivement aux confédérés.

Ce beau fait d'armes, dû à des officiers français par suite d'une de ces généreuses interventions qui établissent peu à peu la fraternité des peuples, jeta quelque éclat sur la confédération de Bar. Malheureusement, la discorde se mit entre les confédérés; des désastres succédèrent aux succès, et, le 25 avril, Souwarow entra dans Cracovie et s'empara du château après un siége de trois mois.

Si, lors de la confédération, la Pologne avait eu à sa tête un autre que Stanislas-Auguste, un roi d'un caractère résolu et qui eût rallié à lui tous les dissentiments, fait taire toutes les rivalités personnelles, peut-être eût-il été possible d'arracher ce malheureux pays au sort qui l'attendait; mais Stanislas n'avait aucune des qualités que demandait cette œuvre si difficile, et cette confédération, à laquelle il ne prit aucune part et qui aurait pu sauver la Pologne, ne fit qu'activer sa perte.

Pendant toute cette guerre de la Russie à la malheureuse Pologne, les cruautés inouïes exercées contre les confédérés auraient dignement figuré dans les annales les plus sanglantes du moyen âge. Catherine avait eu l'horrible idée de lâcher les féroces Cosaques Zaporogues contre la noblesse confédérée de l'Ukraine. Les horreurs qui s'y commirent dépassent toute croyance. Tout ce que les écrivains du XIII[e] siècle rapportent de la fureur des Mogols se renouvela. Dans la seule ville de Hurau, propriété de la maison Potocki, seize mille individus de tout âge et de tout sexe furent égorgés. Dans ces terribles moments, on vit tous les usages par lesquels les nations civilisées ont cherché à adoucir le fléau de la guerre, violés à l'égard des confédérés. Les capitulations devenaient des piéges; la foi donnée aux prisonniers était toujours trahie. Des gentilshommes qui s'étaient rendus prisonniers, étaient massacrés

de sang-froid. On faisait expirer les chefs dans des supplices inventés en Russie pour les esclaves. Tantôt on les liait à des arbres pour les exposer, comme un but, à l'adresse des soldats; d'autres fois, on les faisait enchaîner pour que leurs têtes, enlevées avec dextérité au bout des piques, représentassent tous les jeux d'un carrousel. On vit ainsi le carnage, qui a pour excuse à peine la nécessité du combat, devenu, par ces horribles raffinements de cruauté, l'amusement des vainqueurs. La barbarie fut encore poussée plus loin. On laissait errer dans les campagnes des bandes de malheureux à qui on avait fait couper les deux mains; ou bien encore, par une incroyable férocité, joignant l'ironie et l'insulte à la cruauté la plus inouïe on faisait écorcher des malheureux tout vivants, de manière que leur peau représentât sur eux l'habillement des Polonais.

C'est par de si horribles épisodes que se caractérisa cette guerre; c'est par ce système d'extermination féroce, que Catherine procédait à l'accomplissement de ses vues. Impitoyable exécuteur d'ordres plus impitoyables encore, Souwarow suivait son instinct de barbare, et, du fond de son palais de Saint-Pétersbourg, entre une orgie de lubricité et une conversation philosophique, l'impudique czarine humait avec délices la vapeur du sang que ses ordres faisaient verser en Pologne, et la fumée de l'encens que lui prodiguaient les trop complaisants philosophes de France.

De tous temps, les czars de Russie se sont montrés fort jaloux de l'opinion de la France sur leur compte, et fort avides de l'éloge qui leur venait de ce pays. Catherine surtout, comme on le sait, entretenait des correspondances avec Voltaire, appelait des encyclopédistes à sa cour. Après l'avènement du jeune Poniatowski au trône de Pologne sous le nom de Stanislas-Auguste, Catherine écrivait à Mme Geoffrin, qui, pour je ne sais plus quel motif, appelait Poniatowski *son fils* : « J'ai

eu bien de la peine à faire votre fils roi de Pologne. » C'est par de tels patelinages qu'elle était parvenue à fausser totalement l'opinion des philosophes du XVIIIe siècle sur son compte. Du reste, pour mieux les tromper, elle avait fait adopter pour système de promettre la vie et la liberté à ceux qui mettaient bas les armes. Mais, après quelques jours de bon traitement, lorsque la nouvelle de sa modération s'était généralement répandue en Europe, elle faisait mettre ces infortunés à mort, ou aux fers, ou les envoyait en Sibérie. Ses successeurs ont, dans certaines circonstances, voulu adopter ce système; mais les indiscrétions de la presse en rendent de plus en plus l'emploi moins fructueux.

Cependant l'opiniâtre résistance des confédérés semblait vouloir lasser la férocité russe; mais, pendant que la France intervenait ouvertement en leur faveur, que l'Autriche semblait se raviser à la suite d'une arrière-pensée, le roi de Prusse, sous prétexte que la peste venait d'éclater en Pologne, et réclamait, de sa part, l'établissement d'un cordon sanitaire, enveloppait de ses troupes la frontière polonaise. Cette mesure, plus offensive qu'hygiénique, malgré les protestations de la Prusse, exaspéra les confédérés, qui déclarèrent le roi déchu, pour le punir de ses connivences secrètes avec l'étranger.

Malheureusement, à cette époque, le duc de Choiseul, le protecteur de la Pologne en France, tomba du ministère, victime des intrigues de Mme Dubarry, et les secours que la France envoyait aux insurgés furent tout à coup suspendus.

Alors commença pour la Pologne une série de revers, et les confédérés, bientôt découragés, prirent la résolution désespérée de s'emparer de la personne de Poniatowski, dont ils connaissaient les secrètes intelligences avec leurs ennemis. Ce coup de désespoir fut le signal de leur perte; ils furent attaqués et vaincus. Les insurgés furent traités de brigands et de

régicides; quelques-uns d'entre eux, jugés et décapités. La confédération disparut, et le premier partage, ce premier des trois grands attentats à la nationalité polonaise, fut tranquillement consommé à la face de l'Europe immobile, et au bénéfice de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. Il eut lieu en 1772. La Pologne y perdit ses plus belles provinces ; mais, par une stipulation dérisoire, et dont les événements postérieurs démontrèrent bientôt le mensonge, les trois puissances spoliatrices garantirent à la Pologne la possession du territoire qu'elles voulaient bien lui laisser. Elles s'emparèrent : la Prusse, de la Prusse-Royale, à la réserve de Dantzick, de Thorn et de tous les districts situés aux alentours de Noteck; l'Autriche, de la Russie-Rouge, d'une partie de la Podolie et de la Petite-Pologne jusqu'à la Vistule; la Russie s'adjugea Polock, Witepsk et Msislaw jusqu'au Dniéper et à la Dwina. Le *grand* Frédéric régnait alors en Prusse, la *grande* Catherine en Russie, la *grande* Marie-Thérèse en Autriche. Les historiens qui ont ainsi qualifié ces trois personnages ont oublié de nous dire pour quelle part était entrée l'iniquité de la spoliation de la Pologne dans la concession de ce pompeux surnom.

Ainsi, la Pologne, depuis longtemps convoitée par les trois grandes puissances voisines qui en avaient solennellement garanti l'indépendance, devint irrévocablement leur proie. L'Europe, stupéfaite, ne sut que protester. Les cours de Paris, de Londres, de Copenhague, de Stockholm, se bornèrent à manifester une stérile indignation. Le crime se consomma. Ce moment mémorable, où le droit des gens fut solennellement annulé, où les rois eux-mêmes se déclarèrent imprudemment hors de la loi naturelle, apparaît dans l'histoire comme l'avant-coureur de tous les bouleversements, de toutes les révolutions dont l'Europe a été depuis lors le théâtre, et dont il n'est pas

donné à la sagesse humaine de prévoir ni de fixer le terme.

Diminuée d'un tiers, la Pologne ressemblait à un corps mutilé, qui, sans espoir raisonnable de salut, cherche cependant à guérir ses cicatrices et à prolonger son existence. Jusqu'en 1788, le roi Stanislas parut vouloir s'occuper de quelques améliorations intérieures; mais son pouvoir était extrêmement circonscrit. Profitant de la haine des grands contre Stanislas, Catherine, plus que jamais acharnée contre cette malheureuse Pologne, y multiplia ses machinations, et amena l'établissement d'un *pouvoir exécutif* qui réduisait à peu près les fonctions du roi à celles d'un simple président. Ce nouveau pouvoir était confié à un *conseil permanent*, qui, dans l'intervalle des deux *diètes ordinaires*, surveillait l'exécution des lois et les interprétait. Ce conseil pouvait *admonester* toutes les autorités constituées, et même suspendre leur activité, sans cependant intervenir en aucune manière dans le jugement des procès. Dix-huit membres du sénat et un pareil nombre de l'ordre équestre composaient ce sénat. L'autorité du roi fut, en un mot, restreinte autant que possible, et le *liberum veto* fut rétabli dans toute sa force.

La Prusse, qui dans le partage de 1772 avait été jouée (1), vit sans peine le but que se proposait la Russie en avilissant ainsi le roi de Pologne, en autorisant même son ambassadeur à Varsovie à le traiter avec une morgue qui aurait paru déplacée avec un simple particulier. Le comte de Nertzberg, qui

(1) La Prusse avait espéré dans le premier partage, une part égale à la proie commune. Mais le cabinet de Vienne démontra qu'il fallait mettre dans ce partage, *non pas une simple égalité de quantité, mais une égalité proportionnée à l'état de forces de chaque puissance co-partageante*, sans quoi le partage eût changé l'équilibre alors existant entre ces puissances. Il résultait de ce principe que l'Autriche, déjà souveraine de vingt millions de sujets, devait acquérir quatre fois autant que le roi de Prusse, qui n'en avait que cinq millions.
(Malte-Brun, *Tableau de Pologne.*)

entraves, mais un vif amour de l'indépendance, mobile à la fois de la vraie gloire et de la vraie grandeur.

Les Polonais, avec leur caractère chevaleresque, leur fierté native, et surtout leur turbulence habituelle de mœurs publiques et leur soif de liberté, ne pouvaient rester froids à ce solennel appel d'un peuple avec qui tant de liens sympathiques avaient établi une sorte de fraternité. Aussi, la Révolution française fut en Pologne l'étincelle qui tombe sur une traînée de poudre. Tout ce qu'il y avait de sentiments généreux dans les cœurs s'émut, s'enflamma, et les mêmes accents patriotiques au bruit desquels croûlait, sur les rives de la Seine, le vieux trône des Bourbons, réveillaient, sur les bords de la Vistule, les glorieux temps des Jagellons. Seulement, au lieu de la liberté sauvage d'une époque de barbarie, la Pologne rêvait une liberté plus en harmonie avec les nouveaux besoins et les exigences de la civilisation.

Ainsi remuées par la secousse imprévue de la Révolution française, les populations enthousiastes de la Pologne, entraînées par les principes et les encouragements de la France elle-même, prirent, dans le sens de la liberté absolue, lès promesses jetées aux peuples par la démocratie; et, en cela, elles eurent raison. Mais, trop pressées de jouir d'un bien dont les classes inférieures ne comprenaient pas encore la valeur, elle se lancèrent avec une précipitation trop hâtive dans la voie des innovations, comptèrent trop sur les sympathies chevaleresques de la France, et trop peu sur les iniquités préméditées de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche; et en cela, elles eurent tort. La rénovation qu'elles allaient tenter devait être le prétexte de leur perte.

A la diète du 17 décembre 1790 avaient été adoptés, à l'unanimité, sous le titre de *lois fondamentales*, en opposition aux prétentions de la Russie, des universaux, dont le principal

était que la nation avait le droit de faire des lois, et de n'obéir qu'à celles qu'elle aurait rendues.

Ce premier pas dans une voie d'émancipation, joint à l'exemple de ce qui se passait en France, réveilla l'émulation des classes bourgeoises. Profitant de l'espèce de liberté dont elles jouissaient, elles réfléchirent sur leurs droits, sur leur position, et présentèrent à la diète le mémoire suivant :

« Sire, illustres États confédérés,

« Quand la Pologne entière se félicite de voir les opérations de la diète présente tendre directement au bonheur de la patrie, les citoyens des villes libres de la Pologne et du grand-duché de la Lithuanie sentent que c'est enfin en ce moment qu'ils peuvent recouvrer leurs droits. Pleins de confiance en votre sagesse, ils vous ont choisi, Sire et illustres États, pour les représenter auprès de vous et vous exposer leurs demandes fondées sur les lois et la justice. Jaloux de remplir une fonction si importante, nous, délégués de toutes les villes de Pologne, c'est avec respect que nous nous empressons de vous les exposer, et de vous témoigner leur désir de concourir au bien général et à la félicité des États de la république.

« Le siècle de la vérité et de la justice est arrivé. Il nous presse de nous exprimer dignement ; il nous inspire des témoignages de dévouement à la patrie ; il nous donne le courage d'invoquer les lois qui garantissent l'État et la liberté des citoyens des villes, qui leur donnent le droit de posséder des propriétés foncières ; lois consacrées par des siècles de jouissance, lois sages ; lois précieuses non-seulement à eux-mêmes, mais à l'État entier. Pleins de confiance en vos lumières, en votre équité, nous sommes intimement persuadés

que vous n'hésiterez pas de rendre, de confirmer ce que la loi naturelle accorde à chaque individu, et ce que, dans les temps de gloire et de prospérité de la Pologne, vos ancêtres ont confirmé par les constitutions les plus anciennes et le plus sacrées. Convaincus de la légitimité de nos droits, c'est à votre justice que nous les soumettons. Nous exposerons sous vos yeux les constitutions de nos ancêtres qui garantissent notre état civil; nous les invoquerons encore, ces lois oubliées depuis des siècles, dont la désuétude a produit les plus grands maux. La ruine des villes, l'appauvrissement des provinces, la destruction du commerce, des décombres et des ruines où existaient autrefois des cités riches et florissantes : voilà les tristes effets de l'abaissement de l'état des bourgeois et de l'inexécution des lois, qui, sous vos ancêtres, concouraient à la richesse et à la puissance de l'État.

« Quand la Pologne n'intéressait que par ses malheurs, l'état bourgeois, qui en a éprouvé les plus cruelles atteintes, a cependant attendu, pour se plaindre, ce moment fortuné où la patrie a recouvré sa liberté première, où elle s'est soustraite à la dépendance étrangère, où l'État entier a été rendu à lui-même. Quand un nouvel ordre de choses semble promettre à la Pologne le retour de son ancienne splendeur, garderions-nous le silence? n'invoquerions-nous pas les lois antiques faites en notre faveur et notre liberté primitive, si essentiellement liées et si nécessaires à la prospérité? Maintenant que la Pologne s'élève sur ses ruines, héritiers du zèle de vos ancêtres, Sire et illustres États, vous le serez de leur justice; leurs travaux vous serviront de modèles, et les siècles à venir répèteront encore avec éloge vos sages décisions. Le rétablissement des lois que vous vous empresserez de rendre immuables, sera aussi important à l'État que leur inexécu-

tion avait été funeste. Cette inexécution pourrait-elle légitimer la situation malheureuse dont nous nous plaignons? Pourrait-elle anéantir des droits fondés sur les principes mêmes de la nature et garantis par le Gouvernement? Nous sommes intimement convaincus, Sire et illustres États, que nos droits ne peuvent avoir de plus puissants protecteurs. Une oppression constante pendant deux siècles ne peut qu'inspirer aux âmes vertueuses le désir d'une prompte fin, avec d'autant plus de raison, qu'elle affecte une grande partie de la nation, et que, ainsi, l'État entier en ressent l'atteinte.

« Unis aux autres citoyens, et par les lois les plus solennelles, et par leur attachement à la patrie, les bourgeois des villes s'adressent, avec la plus grande confiance, aux illustres États assemblés. Réduits à la plus extrême détresse, si, pendant longtemps, ils n'ont pu rendre aucun service à la patrie, jamais, du moins, ils n'ont cherché à lui nuire, n'ont ajouté des dissensions à celles qui l'ont agitée. Des provinces peuplées, riches et agricoles ont été démembrées. La Pologne a perdu plusieurs millions de bons citoyens, et plusieurs villes de manufacture et de commerce, et, avec elles, les bourgeois polonais ont aussi perdu leur fortune et leur état. Quand, pour eux, le malheur a été à son comble, ils ont au moins la consolation de penser que les malheurs de la patrie n'ont jamais été leur ouvrage. Puisque le gouvernement polonais se régénère, puisque la patrie est dans une situation plus heureuse, ils n'espèrent, ils ne demandent que ce qui, dans le temps des plus grandes calamités, était l'unique objet de leurs souhaits : la concorde, l'union, la puissance et le maintien des lois. Ils s'honorent de former ces vœux devant vous, Sire et illustres États. Ils vous demandent, pour toute grâce, de les rendre utiles à la patrie, de leur donner la faculté de la servir, de leur restituer leurs anciens privilèges, et, en se pénétrant de votre

zèle, de pouvoir offrir leur fortune et leur vie pour le maintien des lois et de la liberté...

« L'amour de la patrie, l'attachement à la nation, l'esprit d'union qui règne parmi nous, la pureté de nos intentions, bien capable de calmer nos inquiétudes, si nous pouvions en avoir, nous donnent le courage de vous exposer, cette grande vérité que tous les habitants d'un pays libre doivent mutuellement révérer et défendre la sagesse des lois anciennes, les gages sacrés de la concorde qui doit régner dans une nation, ces remparts formidables que vos prédécesseurs ont élevés contre le joug étranger. Vos sages ancêtres avaient bien senti que, pour les esclaves, la patrie est une marâtre; que l'esclave est l'ennemi né de son despote; qu'à celui qui gémit sous le joug, il est bien indifférent qu'un seul homme ou plusieurs le gouvernent. Convaincus de cette vérité si importante, ils avaient accordé au peuple nombreux qui formait les villes, des priviléges qui leur donnaient un rang dans la société, et une influence dans le gouvernement; ces avantages, si essentiels pour le bonheur et la liberté du peuple, attestent la sagesse, la prudence et la justice de ces anciens législateurs.

« Nous soumettons à vos lumières et à votre vertu ces droits dont nous jouissions autrefois. L'Europe entière verra la justice de nos démarches; elle applaudira à la confiance que nous donnent votre intégrité et votre zèle pour le bien public; elle l'attribuera à la douceur de caractère dont la nature a doué les Polonais, et aux lumières du siècle, qui ne peuvent se répandre et se propager qu'au sein de la liberté.

« Les révolutions étrangères ont retenti à nos oreilles; mais nous conservons l'entière fidélité que nous avons vouée à la république française, et nous promettons de la lui garder éternellement. L'esclave rompt ses fers dans les régions où le despotisme étouffe tous les droits de l'homme; mais en Pologne,

où le roi, père de la patrie, avant de se charger du pénible fardeau de la couronne, avait joui, comme citoyen, de tous les avantages de la liberté; en Pologne, où le très-illustre sénat et l'ordre équestre en sont les vrais gardiens, où ils en développent si lumineusement l'esprit, tous, suivant l'impulsion de leur cœur, sont intimement convaincus que la liberté est naturelle à l'homme, que ses principes sont sacrés; que les lois dont elle est la base, et que le temps a détruites, doivent être rétablies; qu'il faut donner une nouvelle activité à celles qui sont affaiblies; en un mot, élever sur ses propres ruines, et sur son ancien fondement, le vaste édifice d'un gouvernement libre.

« Bien loin de chercher à taire des sentiments si conformes au bien public, au droit de l'humanité et à la vraie liberté, nous nous faisons gloire de les rendre publics. La pureté de nos intentions, notre attachement à la vérité pourraient-ils encourir votre blâme, Sire et illustres États?...

« Nous vous demandons donc, au nom des citoyens nombreux des villes libres, que, dans la république, chaque individu soit assuré, comme homme, de ses biens et de sa personne; que chaque citoyen, et, d'après la constitution polonaise, chaque bourgeois soit membre de la patrie; que la république soit composée de toutes les classes de citoyens libres, sous un même chef qui est le roi. C'est sur les bases des lois naturelles et nationales, que les villes de Pologne ont fondé leur réunion; c'est par une conformité d'intérêt avec les autres citoyens, qu'ils ont élu des députés, non pour fomenter le trouble, mais uniquement pour vous exposer, leur situation et leurs besoins qui sont ceux de la patrie.

« Sire, daignez vous rappeler vos serments et nos priviléges, et vous ne pourrez vous refuser à nos prières. Si, pendant si longtemps, des milliers de citoyens ont été opprimés

par les préjugés et l'ignorance, que la vérité et les lumières du siècle leur rendent enfin la justice; qu'elles leur amènent ces jours d'allégresse qui illustreront votre règne, et qui, dans les fastes de l'humanité, seront l'exemple des rois.

« Illustre état équestre, vous à qui nous sommes unis par tant de liens, vous pour qui la liberté est un élément, vous dont les priviléges se trouvent à côté des nôtres dans le livre des constitutions, considérez les nombreux citoyens qui séjournent dans les villes; voyez en eux des hommes qui désirent concourir, avec vous, à la défense de la liberté; veuillez la leur rendre, cette liberté sainte, en les rappelant à leurs droits; à la gloire de si bien conserver la vôtre, ajoutez celle de révérer et défendre celle des autres. Quand le XVIIIe siècle, en étendant le règne de la vérité, prépare une heureuse révolution sur une partie du globe, en rendant aux hommes toute l'étendue de leurs droits, soyez, illustres États, le modèle des autres nations, et l'amour de tous les citoyens malheureux amoncelés dans les villes de Pologne.

« Interprètes de Dieu et de la vérité, saint état ecclésiastique, c'est ici l'occasion de remplir ce que l'Évangile (cette pure et sainte doctrine du sauveur du monde) exige de vous. Instituteurs du peuple, vous qui êtes obligés de le tirer de l'esclavage et des ténèbres, voici le moment de montrer au monde que vous êtes les défenseurs des droits des hommes, pour lesquels notre saint législateur et sauveur n'a pas hésité de verser son sang et sa vie. L'Évangile, le guide sûr de nos consciences, nous fait un devoir d'en appeler à vous. Soyez donc les défenseurs et les gardiens des hommes, égaux en J.-C., égaux aux yeux du Créateur, devant qui toutes les grandeurs du monde disparaissent, et où la vérité seule demeure. Si vous voulez que le peuple vénère toujours votre vocation, qu'il respecte vos avantages, soyez les défenseurs des droits de l'humanité,

du salut du pays et des priviléges d'une classe d'hommes avilis..... » etc.

Tel fut l'intéressant et curieux Mémoire qui fut, en 1790, présenté aux états par la bourgeoisie de Pologne. Tout l'esprit de la Révolution française s'y reflétait, et, comme dans ce moment la majorité de la diète était favorable à une révolution qu'on méditait, ce Mémoire fut fort bien accueilli. Le 14 avril 1791, Luccorzewski, nonce de Kalich, présenta, au nom du comité auquel la demande de la bourgeoisie avait été renvoyée, le projet d'une charte pour les villes, qui fut adoptée le 18. Elle se composait de trois articles, sous les titres : *Des villes; Des droits des bourgeois; De l'exercice de la justice des bourgeois.* Nous allons en indiquer les principales dispositions.

Par le premier étaient reconnues libres toutes les villes royales dans les États de la république, et les terres, maisons, villages et territoire des habitants étaient déclarés leur propriété héréditaire. Il était restitué des diplômes de rénovation aux villes qui avaient perdu leurs priviléges (d'établissement). A celles destinées à la tenue des diétines, il était octroyé des priviléges de location. Un diplôme d'érection était concédé à toute colonie d'hommes libres qui auraient donné à leur habitation une apparence de ville; les propriétaires avaient le droit de rendre libres leurs villes héréditaires. Tous les bourgeois jouissaient indistinctement des mêmes prérogatives; nul citoyen ou noble possessionné ne pouvait faire le commerce qu'en se faisant recevoir bourgeois; le droit de bourgeoisie, les fonctions municipales, le commerce, les manufactures quelconques n'étaient plus une dérogeance. Tous les citoyens concouraient au droit d'élire leurs officiers municipaux. Les villes avaient le droit de faire des règlements relatifs à leur ordre intérieur, et de les mettre à exécution.

Par le second article, la loi cardinale, s'étendait sur tous les habitants des villes, sauf quelques exceptions. Les villesn ommaient un plénipotentiaire à la diète pour y défendre leurs intérêts et exposer leurs doléances. Tout bourgeois avait le droit d'acquérir des terres, de les posséder de plein droit de propriété, de les laisser comme telles à ses héritiers légitimes, d'acquérir des biens par succession. A chaque diète, il serait anobli trente bourgeois possédant des biens héréditaires dans les villes, et tout citoyen entrant par droit héréditaire dans la possession d'une petite ville ou d'un village payant deux cents florins d'impôt du dixième au moins, pouvait être anobli s'il en faisait la demande. Les bourgeois pouvaient entrer au service militaire de toute l'armée, excepté dans la cavalerie nationale, et parvenir au grade de capitaine surnuméraire dans l'infanterie ; ils avaient droit à un diplôme de noblesse. Dans les chancelleries, corps d'avocats, tribunaux et juridictions inférieures, tout bourgeois parvenu à l'office de régent desdits départements, était anobli s'il en faisait la demande.

Le troisième article abrogeait toutes les juridictions séculières et ecclésiastiques locales, et soumettait les bourgeois aux seuls tribunaux ressortissant de la juridiction des villes, etc.

Telle fut cette célèbre *charte des villes*, qui passa dans le temps pour une concession immense, et qui, en définitive, était fort peu de chose. De tous les priviléges dont la loi faisait une pompeuse énumération, les uns méritaient peu d'attention, les autres n'étaient que d'anciens priviléges, non pas octroyés, mais restitués. Deux seulement avaient en apparence une grande valeur : c'étaient le droit de la bourgeoisie d'être représentée dans la diète par vingt-quatre membres, et celui qui accordait la noblesse aux principaux d'entre les bourgeois, et laissait aux autres l'espérance d'être un jour anoblis. Mais le premier de ces droits était presque illusoire : d'abord parce

que les bourgeois se faisaient ordinairement représenter par des gentilshommes; ensuite, parce que, quoiqu'ils eussent le droit de demander la parole et d'exprimer le vœu de leurs commettants, toute discussion leur était interdite, et ils ne pouvaient prendre aucune part active dans les délibérations.

Quant à la faculté si multipliée d'anoblissement des bourgeois, c'était une mesure qui ne pouvait atteindre le but qu'on se proposait. Les Polonais prétendaient qu'en ouvrant la noblesse à toute la bourgeoisie, ils avaient fait la même opération que celle qui avait détruit la noblesse en France; mais ils n'avaient fait qu'ouvrir une porte à la vanité. Il est vrai que, quand tout le monde est noble, il n'y a pas plus de noblesse que lorsque personne ne l'est. Cependant ces deux opérations sont bien différentes; l'une, dictée par la philosophie et la raison, est un acheminement vers l'égalité relative; l'autre est une marche rétrograde vers la barbarie, et une extension des priviléges; car au-dessous des nobles et des bourgeois, il resterait forcément une autre classe que le défaut de fortune ou les nécessités de position maintiendraient toujours dans un état d'infériorité.

Quoi qu'il en soit, cette *charte des villes* fut reçue comme une grande concession.

Les opérations de la diète de 1791 furent toutes marquées d'un esprit de patriotisme et d'indépendance où se reflétaient partout les principes, les idées et le glorieux exemple de la Révolution française à son début. Stanislas lui-même, ce roi dont tous les actes politiques avaient été jusqu'alors une faiblesse ou une lâcheté; qui, soumis à toutes les hautaines insolences d'un ambassadeur moscovite (1), avait plutôt régné en

(1) « Si l'on veut avoir une idée de la manière d'être du comte Stackelberg, ambassadeur russe en Pologne, il suffira de savoir que les

vice-roi russe qu'en roi de Pologne, parut avoir oublié la main qui l'avait porté sur un trône qu'il méritait si peu, pour se rappeler seulement que le peuple auquel il commandait avait plus d'une fois vu fuir devant lui ces hordes barbares qui osaient lui disputer alors jusqu'à sa nationalité.

En effet, Stanislas, qui, jusqu'à ce moment, avait toujours été l'instrument de la faction russe, voyant les patriotes en majorité dans la diète, chercha à se rapprocher de ce parti devenu dominant. Eblouis des avantages que pouvait leur mettre cette procoalition, les patriotes y donnèrent les mains avec joie. Tout fut pardonné à Stanislas. On excusa, on oublia même jusqu'à l'irrégularité de sa conduite, ainsi que ses liaisons avec la Russie; il y eut un de ces beaux moments où un peuple et son roi semblent s'entendre. L'enthousiasme fut général, et on travailla, de concert avec Stanislas, à une constitution nouvelle qui devait être proclamée le 3 mai.

Comme on ne faisait plus mystère du projet d'une révolution, le parti russe s'émut. L'évêque Kassakowski et Braniki, deux chefs des plus ardents de ce parti, expédièrent des courriers pour faire venir de toutes les parties de la Pologne leurs

juges, dans les tribunaux, n'osaient pas signer un arrêt un peu important sans le lui avoir préalablement présenté. La façon dont il se conduisait avec le roi est encore digne de remarque : lorsqu'il se trouvait chez Sa Majesté, il passait sans façon devant le fauteuil de ce prince, et se plaçait devant lui le dos tourné contre le feu, et son habit retroussé.

« Un jour le roi arrivant chez le ministre russe, le trouva occupé à tailler un pharaon ; le comte, sans se lever, se contenta de faire au roi une légère inclination de tête, et lui montrant avec la main un fauteuil : *Sire*, dit-il, *je vous prie de vous asseoir*, et il continua sa partie. Beaucoup de gens ont blâmé le comte Stackelberg de s'être ainsi conduit. Sans doute il avait tort, mais les Polonais méritaient d'être ainsi humiliés, puisqu'ils le souffraient depuis vingt-cinq ans. Le prédécesseur du comte Stackelberg, le prince Repnin, les traitait encore beaucoup plus mal ; il les faisait mettre aux fers lorsqu'ils lui raisonnaient. C'est ce qui a fait dire à Frédéric II, dans ses œuvres posthumes, que les Russes gouvernaient la Pologne par leurs ambassadeurs, comme les Romains gouvernaient autrefois les provinces conquises par leurs préteurs. »

(Méhée, lieu cité.)

agents les plus déterminés, et renforcer l'opposition. La révolution, alors, qui ne devait éclater que le 5 mai, fut avancée de deux jours.

Le 3 mai, dès l'ouverture de la séance, le grand-maréchal de Lithuanie, Ignace Potocki, fit connaître à la diète les dangers politiques dont la Pologne était de nouveau menacée : c'était le principal motif sur lequel on basait la nécessité d'une révolution. Il présenta, en même temps, la nécessité de prendre les mesures les plus propres à déjouer les projets des ennemis et engagea le roi à s'expliquer en cette circonstance.

Le roi prit la parole.

« La voix d'un digne ministre, dit-il, m'engage à donner « mon avis ; je l'ai donné dans toutes les occasions avec la « sincérité dont je fais profession, et je ne m'en écarterai pas « dans ce moment-ci. Dieu et ma conscience sont témoins « que mon unique but est de servir notre patrie commune. « Nous venons d'entendre la lecture qui nous vient de l'étran- « ger. Cette lecture a fait naître en moi une idée qui n'aura « échappé à personne : c'est que nous sommes perdus si nous « mettons le moindre retard dans l'établissement d'une « nouvelle forme de gouvernement. Je m'occupe depuis « plusieurs mois, de ce qu'il convient que nous fassions. « Des citoyens bien intentionnés m'ont communiqué des « mesures différentes à prendre, et m'ont prié de m'en occu- « per. Des ouvertures confidentielles ont produit des idées, et « de ces idées est né un projet que bien des personnes veulent « exécuter. On va vous en faire la lecture ; je souhaite qu'il « soit accepté, et je le désire d'autant plus, que nous sommes « tous persuadés qu'il ne sera plus temps de le faire dans « quinze jours, soit que nous ayons la guerre, soit que nous « soyons encore en paix ; car, pour nous tenir dans une « inaction mortelle, nos voisins ne manqueront pas de

« nous flatter de ces anciens préjugés qui nous sont si essen-
» tiellement pernicieux, et qui ne nous permettent pas de nous
« compter parmi les nations indépendantes. M. le maréchal de
« la diète va vous donner lecture du projet en question. »

Le secrétaire de la diète se leva pour lire le projet, ayant pour titre : *Forme constitutionnelle*; mais le parti russe ayant le plus grand intérêt à s'opposer à cette lecture, un nonce, Suchorzewski, avait préparé une scène théâtrale qui devait l'empêcher. A genoux, au milieu de la salle, ayant à ses côtés son petit-fils, âgé de six ans, qu'il avait amené, disait-il, pour l'immoler à la liberté si elle était violée dans cette journée, il demanda la parole pour s'opposer à la lecture. Il espérait qu'on refuserait de l'entendre et que ce refus amènerait un scandale. Il se trompa. Le maréchal de la diète lui accorda la parole. Suchorzewski alors se contenta de dénoncer une prétendue conspiration du parti patriotique pour faire massacrer par le peuple ceux qui ne voulaient pas de constitution. On passa outre; et le comité ayant fait ensuite un rapport qui motivait le projet de constitution, le roi en fit donner lecture. Le parti russe l'attaqua violemment, et, quoique l'opposition ne fût que de douze personnes, la séance se prolongea pendant sept heures. Un cri général proclama alors la constitution. Le roi ordonna à un évêque de lire le serment qu'il répéta textuellement; puis, il ajouta : *J'ai juré par la divinié, je ne m'en repentirai jamais !* » serment téméraire, que ce roi pusillanime devait rompre moins d'une année après.

D'après la nouvelle loi fondamentale qui allait soulever toutes les passions mauvaises de la Russie et de la Prusse contre la Pologne, le pouvoir exécutif, dans toute sa plénitude, était exercé par le roi. Un conseil, composé de l'évêque de Gnesne, de cinq ministres et de deux sénateurs, nommait, sous la présidence du roi, les grands officiers et même les

sénateurs. Le corps législatif était divisé et deux chambres : une chambre des députés provinciaux, parmi lesquels devaient se trouver vingt-quatre représentants des villes libres, et une chambre du sénat présidée par le roi. La première était déclarée former la *représentation nationale* ; elle avait l'initiative des lois ; le sénat sanctionnait ou rejetait ses propositions. Mais si, pendant deux sessions successives, la chambre des représentants réitérait une proposition, le sénat était forcé de l'adopter. Les deux chambres délibéraient ensuite, par la majorité de leurs votes réunis, si le projet serait converti en loi. Le pouvoir judiciaire était indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. Le *liberum veto* était aboli ; une tolérance générale, proclamée ; la liberté des paysans, mise sous la protection de la loi ; la faculté d'acheter des terres nobles, accordée aux bourgeois ; la confection d'un code civil et criminel, ordonnée ; enfin, la succession au trône était déférée à la famille de l'électeur de Saxe, qui avait été appelé à la couronne à la mort de Stanislas-Auguste.

Cette constitution péchait par de nombreuses imperfections ; mais elle était peut-être la seule qui pouvait être acceptée par les Polonais. Le législateur avait conservé l'ancienne division de la nation en trois classes ; savoir : les nobles, les bourgeois et les paysans. Cette différence dans les conditions avait nécessairement rendu l'organisation des pouvoirs fort compliquée. Les droits de chacun de ces états ne pouvaient être balancés avec assez d'adresse pour que le résultat des délibérations fût regardé comme l'expression véritable de la volonté générale, et non d'une telle ou telle classe prépondérante. L'esprit des nobles qui avaient travaillé à la constitution du 3 mai y perçait de toutes parts, non-seulement dans une garantie spéciale des priviléges de la noblesse, mais surtout dans sa prééminence, soit dans la vie privée, soit dans la vie publique. La

constitution, il est vrai, tendait à rapprocher la classe des bourgeois et celle des nobles; les habitants des villes étaient admis à la représentation nationale; la liberté d'élire leurs députés et leurs juges leur était accordée. Mais, quant aux paysans, cet ordre n'y était favorisé que par quelques expressions générales et vagues qui paraissaient avoir plutôt été dictées par la honte de passer pour barbares au XVIIIe siècle, que par la justice, l'humanité et la raison.

Certes, telle qu'elle était, elle n'avait rien de trop démocratique. Au premier moment, pendant que la Pologne entière retentissait de cris d'enthousiasme, le roi de Prusse lui-même s'en déclara *l'admirateur*. Mais, d'une part, en Pologne, quelques nobles, vendus à la Russie, retardaient toutes les opérations nécessaires pour organiser une grande armée nationale; de l'autre, en Prusse, les Walner, les Bischofswerder et autres charlatans qui entouraient Frédéric-Guillaume II, tous vendus à Catherine, finirent par aveugler l'esprit de ce monarque au point de lui présenter cette constitution comme empreinte d'un *jacobinisme effrayant*. Ce roi, qui avait la foi la plus grande dans cette cohue d'intrigants et de visionnaires dont il avait composé sa cour, qui, peut-être aussi, était tenté par la possession des villes que la Pologne lui avait refusées, se prêta, plus que jamais, à tout ce que voulut Catherine contre cette malheureuse nation.

Un an après la proclamation de la constitution, pendant que la Pologne entière, dans le premier élan de son enthousiasme, préparait une fête nationale pour célébrer l'anniversaire du 3 mai, Catherine déclara la guerre à la Pologne. Couvrant, comme toujours, du masque des plus hypocrites démonstrations les vues intéressées de son âme ambitieuse et cupide, elle eut l'imprudence de déclarer à l'Europe que son armée n'entrait en Pologne pour *rétablir la liberté polonaise*.

Lorsque cet événement eut lieu, l'assemblée de 1788 durait encore. Le vénérable Malachowski, un des plus grands citoyens de la Pologne, la présidait. Tous les nonces s'étaient rendus à la séance solennelle où l'on devait donner lecture du manifeste de la Russie. Le roi lui-même y assistait. Tandis que l'émotion était peinte sur toutes les physionomies, sur celle du roi on ne lisait qu'un embarras mal déguisé. En effet, à mesure que les vues de Catherine se dessinaient plus précises, que perçaient ses iniques intentions à l'égard de la Pologne, la situation de Stanislas devenait plus embarrassante; il sentait qu'il n'avait été qu'un instrument de Catherine. Son embarras se trahit principalement dans les quelques mots qu'il prononça dès l'ouverture de la séance, où, en annonçant la déclaration de guerre de la Russie, il se borna à *attendre de la sagesse des nonces à décider tout ce qu'il convenait de faire en cette circonstance pour assurer l'honneur et l'indépendance de la Pologne.*

Malachowski se leva alors pour donner lecture du manifeste.

« Messieurs mes frères, dit-il d'une voix émue, S. M. l'im-
« pératrice de toutes les Russies vient de déclarer la guerre
« à la Pologne. Je vais me borner à vous donner lecture de
« ce document, dans la ferme persuasion qu'elle suffira pour
« vous suggérer ce qu'une nation a droit d'attendre de ses
« représentants. »

Déclaration de guerre par la Russie à la Pologne, le 17 mai 1792.

« La liberté et l'indépendance de la sérénissime république de Pologne ont dans tous les temps, excité l'intérêt et l'attention de tous ses voisins. S. M. l'impératrice de toutes les Rus-

sies, qui, à ce titre, joint celui de ses engagements formels et positifs avec la république, s'est encore plus particulièrement attachée à veiller à la conservation intacte de ces deux attributs précieux de l'existence politique de ce royaume. Ces soins constants et magnanimes de Sa Majesté, effet de son amour de la justice et de l'ordre autant que de son affection et de sa bienveillance pour une nation que l'identité d'origine, de langue et tant d'autres rapports naturels avec celle qu'elle gouverne rendaient intéressante à ses yeux, gênaient, sans doute, l'ambition et l'esprit de domination de ceux qui, non contents de la portion d'autorité que les lois de l'Etat leur assignaient, en cherchaient l'extension aux dépens de ces mêmes lois. Dans cette vue, ils n'ont rien négligé, d'un côté, pour lasser la vigilance active de l'impératrice sur l'intégrité des droits et des prérogatives de l'illustre nation polonaise, et, de l'autre, pour calomnier la pureté et la bienfaisance de ses intentions.

« C'est ainsi qu'ils ont eu la perfide adresse d'interpréter l'acte par lequel la Russie garantit les constitutions politiques de cette nation comme un joug onéreux et avilissant, tandis que les plus grands empires, et celui de l'Allemagne, loin de rejeter ces sortes de garanties, les ont envisagées, recherchées et reçues comme le fondement le plus solide de leurs propriétés et de leur indépendance. L'événement récent (la publication de la constitution) prouve d'ailleurs, mieux que tous les arguments qu'on pourrait employer, combien une telle garantie peut être nécessaire et efficace, et que, sans elle, la république, après avoir succombé sous les coups de ses ennemis domestiques, n'aurait aujourd'hui, pour s'en relever par l'intervention de l'impératrice, d'autre titre auprès d'elle que sa seule *amitié* et sa seule *générosité*. »

Après avoir ainsi exposé tous les droits qu'elle avait à la

reconnaissance de la nation polonaise, sans doute pour l'avoir dépouillée d'une partie de ses provinces, et pour se disposer à la dépouiller de l'autre, Catherine, se posant en défenseur de la Pologne, passait en revue tous les griefs des Polonais envers les promoteurs de la constitution de 1791, acceptée avec enthousiasme, non-seulement par le roi, mais encore par la nation elle-même; puis elle ajoutait :

« Mais les auteurs de la révolution du 3 mai ne se sont pas bornés aux maux qu'ils ont causés à leur malheureuse patrie, dans son propre sein; ils ont encore cherché à lui en attirer du dehors, en la précipitant dans des démêlés capables de dégénérer en guerre ouverte avec la Russie, l'ancienne alliée de la république et de la nation polonaise. Il n'a pas fallu moins que toute la *magnanimité* de l'impératrice, et surtout cette *équité*, cette justesse de lumière avec lesquelles elle sait distinguer l'intention de l'esprit de parti d'avec l'intention générale, pour empêcher les dernières extrémités auxquelles elle a été sans cesse provoquée. »

Après une longue énumération des faits par lesquels la czarine tâche de démontrer que toute provocation est venue de la part de la Pologne; que, cependant, elle a tout supporté pour ne pas voir altérer les bons rapports qui régnaient entre les deux pays, et que, si elle a ordonné à une partie de ses troupes d'entrer sur les terres de la république, ce n'a été que guidée par les sentiments d'*amitié* et de *bienveillance* que lui inspire la nation polonaise, qu'elle voudrait délivrer des maux que cause la constitution du 3 mai, elle ajoutait en terminant :

« Mes troupes se présenteront comme amies, pour coopérer à la réintégration de la nation polonaise dans ses droits et ses prérogatives. Tous ceux qui les accueilleront sous ce titre, en éprouveront, outre l'oubli parfait du passé, toutes

sortes de secours et de sûretés pour leur personne et leurs propriétés. Sa Majesté Impériale se flatte que tout bon polonais, aimant véritablement sa patrie, saura apprécier ses intentions, et sentira que c'est servir sa propre cause que de se joindre de cœur et d'armes aux *efforts généreux* qu'elle va faire pour *rendre à la république la liberté et les droits* que la constitution du 3 mai lui a ravis...

« S'il en était qui, par suite de leur opiniâtreté dans les principes pervers auxquels ils se seraient laissés entraîner, voulussent s'opposer aux *vues bienfaisantes* de l'impératrice, ceux-là n'auraient qu'à s'en prendre à eux-mêmes des rigueurs et des maux auxquels ils seront exposés, à d'autant plus juste titre, qu'il ne tenait qu'à eux de s'y soustraire par une prompte et sincère abjuration de leurs erreurs. »

Pendant la lecture de ce long manifeste, où chaque mot était un mensonge, une hypocrisie ou une calomnie, la contenance de l'assemblée fut calme et majestueuse, l'attitude de tous les membres noble et digne, comme il convenait aux représentants d'un grand peuple, aux prises avec les hypocrites duplicités de la force. Ce manifeste de guerre était diffus et prolixe; les motifs étaient enchevêtrés dans des raisonnements mal définis, escortés de protestations réitérées de désintéressement, de dignité, de sollicitude, et de tous ces mots pompeux qu'ont constamment sur les lèvres ceux qui n'ont plus dans le cœur les vertus qu'ils servent à désigner. On eût dit que Catherine, honteuse de la nouvelle iniquité qu'elle préméditait pour assouvir une vile passion de femme ambitieuse, avait voulu cacher au monde la rougeur qui montait à son front. Quoi qu'il en soit, si Catherine eût pu assister à cette assemblée, quelles que fussent l'impudeur et l'audace de cette âme de souveraine, elle eût rougi devant la dignité calme d'un peuple que la

force pouvait opprimer, mais qu'il ne lui était pas donné d'avilir.

L'assemblée, pénétrée de la justice de sa cause, décréta, à l'unanimité, de repousser la force par la force. Le noble enthousiasme que l'amour de la vertu, de la patrie et de la gloire avait excité dans l'assemblée, se communiqua rapidement à toute la nation. Les mesures de défense les plus courageuses, furent décrétées et acceptées à l'unanimité. Dans cette circonstance critique, l'assemblée, la nation, usèrent de toutes les ressources qui étaient en leur pouvoir; et, cette fois encore, si Stanislas-Auguste eût été à la hauteur de son rôle, s'il eût fait son devoir de roi, le salut du pays n'était pas désespéré. Forte du dévouement nouveau des bourgeois et des paysans, à qui la constitution de 1791 concédait quelques droits, la Pologne se montra plus que jamais enthousiaste, et décidée à défendre son indépendance; mais son pusillanime souverain, tout tremblant d'avoir encouru la disgrâce de sa protectrice couronnée, en favorisant l'établissement de la constitution, cherchait déjà les moyens de rentrer en grâce. Pour surcroît de malheur, le ministre de Prusse, requis par les états de fournir les subsides convenus dans le dernier traité, fit une réponse ambiguë qui ne permit pas de douter que la Pologne pouvait compter le cabinet de Berlin, non plus comme un allié, mais comme un ennemi. La position devenait de plus en plus critique.

Cependant, conformément à la constitution du 3 mai, Stanislas fut déclaré commandant général des forces de la république, et muni d'un pouvoir absolu pour tous les cas de guerre. En vertu de cette loi, il choisit pour lieutenant Joseph Poniatowski.

Joseph Poniatowski, dont le nom devait plus tard briller dans les annales impériales françaises, et dont la fin tragique

CHAPITRE II

1792

Confédération de Targowice. — Premiers désastres de l'armée polonaise : évacuation de l'Ukraine. — Combat de Zielincé. — Kosciuszko à Dubienka. — Mauvais succès de la guerre. — Adhésion de Stanislas à la confédération de Targowice. — Indignation de la nation et de l'armée. — Suspension d'armes. — Dislocation de l'armée polonaise. Émigration des patriotes. — Déclaration de Grodno. — Résultats de cette déclaration.

Le 14 février 1792, il fut signé une confédération générale à Targowice, petite ville du palatinat de Braclau, ou à Saint-Pétersbourg, par Félix Potocki, Rzewuski et Branicki, ainsi que par neuf autres magnats, savoir : Antoine Czetwertinski, le seul sénateur parmi eux ; Wictohurski, Zlotniski, Myszenski, Zagreski, Sucharzeski, Kobyleski, Szcykowski et Hulewiez. Félix Potocki, grand-maître de l'artillerie, à qui Catherine avait fait espérer que, de la tête de Stanislas, la couronne pourrait passer sur la sienne, disposait de quelques forces, et pouvait, au besoin, mettre sous les armes vingt ou trente mille paysans dans ses terres seules. Dans le manifeste qu'il publia en juin 1792, il déclara qu'il ne se proposait que de rétablir la liberté en détruisant la nouvelle monarchie

despotique. Avant d'en venir à la voie des armes pour renverser la constitution du 3 mai, Catherine commençait, comme toujours, par fomenter la guerre civile, et, comme toujours, les Polonais avaient l'inconséquence d'être les plus actifs instruments de cette ambitieuse souveraine.

Le grand-duché de Lithuanie, remué par l'or des Russes, accéda à cette confédération, première protestation armée contre la diète révolutionnaire de Varsovie.

Les débuts de la campagne qui s'ouvrit presque immédiatement après que Catherine eut ainsi paralysé une partie des forces des Polonais, en jetant parmi eux ce nouveau brandon de discorde, ne furent pas heureux pour ceux qui soutenaient la constitution.

Arrivé en Ukraine, Poniatowski avait détaché les généraux Kosciuszko et Wielhorski, chacun à la tête de trois mille hommes, pour observer l'ennemi du côté de Chechelnik, tandis que le lieutenant-colonel Grochowski épiait ses mouvements à Mohilow. Mais devant les forces si numériquement supérieures des Russes, ces divers détachements ne purent que se replier sur Poniatowski, qui, lui-même, trop inférieur en nombre, recula sur la Volhynie, se contentant de répandre de petits détachements de cavalerie de trois ou quatre cents hommes, qui furent tous successivent battus ou enlevés par les Russes. Reculant toujours à mesure que les Russes avançaient, Poniatowski, abandonnant les meilleures positions sans avoir le temps de pouvoir se fortifier dans aucune, résolut de concentrer ses forces à Shepetowka ; mais les Russes, qui le poursuivaient sans répit, l'atteignirent au petit village de Zielincé, et le mirent dans l'impossibilité de refuser le combat.

La division polonaise était forte de deux mille deux cents fantassins et huit cents cavaliers. Elle fut placée sur une hauteur, en forme d'amphithéâtre, qui présentait un demi-cercle

ovale, dont la gauche était appuyée à des marais, et la droite au village de Zielincé. Sur le devant s'offrait un terrain uni, par derrière un bois clairsemé, qui masquait le chemin du camp polonais. La hauteur fut occupée par l'infanterie, rangée sur une seule ligne et formant le centre; la cavalerie fut disposée sur les ailes. Quelques batteries furent élevées sur des points assez bien choisis.

La division russe était forte de huit mille hommes, et ne formait qu'une seule ligne. Elle s'avança sur quatre petites colonnes, sous les ordres du général Marcow, et se déploya sous le feu des canons polonais. Depuis cinq heures jusqu'à midi, on se canonna de part et d'autre. La cavalerie polonaise eut tant à souffrir sur la droite, que le désordre s'y mit. Attaquée à ce moment de confusion par la cavalerie russe, qui s'en était approchée à la faveur du village dont les Polonais avaient négligé de s'emparer, elle se jeta sur la première ligne de Poniatowski, où elle porta le désordre. Pendant ce combat entre les deux cavaleries, les bataillons d'infanterie polonaise qui en étaient le plus proches se mirent à fuir : les Russes s'ébranlèrent alors pour attaquer le centre; mais vivement repoussés par le feu des bataillons polonais et celui de deux batteries qui tiraient à mitraille, ils perdirent beaucoup de monde, et les Polonais restèrent maîtres du champ de bataille. Poniatowski ne profita pas de l'avantage de cette journée, et, au lieu de poursuivre les Russes, resta spectateur de leur retraite.

Cette victoire, dont le général polonais aurait pu tirer plus de fruits, n'eut d'autre utilité que de faire perdre aux Russes l'excès de confiance et d'audace que leur donnait la persuasion de leur supériorité. Quant à l'armée polonaise, elle était totalement découragée; d'abord par cette longue retraite à ravers l'Ukraine; puis par la manque absolu de plan d'une



KOSCIUSZKO.

campagne ouverte sans aucune des précautions qui peuvent en assurer le succès, telles que la formation de dépôts, de magasins, et suivie avec une pusillanimité qui annonçait le peu de confiance du chef.

Le mouvement de retraite de l'armée polonaise continua. De Zielincé, elle se porta sur Astron, elle traversa ensuite le Bug et prit position à Dabienka, sur la rive gauche de ce fleuve. Pour surcroît de malheur, la mésintelligence ne tarda pas à se mettre entre les généraux Poniatowski et Lubomirski.

Après quelques jours de repos, l'armée polonaise se partagea en trois corps. Kosciuszko, qui avait été détaché pour observer un corps russe aux ordres du général Lewanidow, en commandait un, et gardait le Bug depuis la frontière de la Gallicie impériale jusqu'à Dorohusk. Poniatowski, à la tête du second corps, s'étendait depuis Dorohusk jusqu'à Swiezow; le général Wielhorski commandait le troisième à Stutno et à Wlodava. Par suite de ses dissentiments avec Poniatowski, Lubomirski avait été appelé à Varsovie, et sa division fondue dans les trois corps.

Pendant le séjour de l'armée sous Dabienka, Poniatowski avait fait élever quelques ouvrages sur le bord de la rivière. Ces postes étaient fort mal choisis, parce qu'ils ne laissaient à l'armée, pour retraite, qu'une longue digue, qui pouvait être enfilée par des batteries de l'ennemi placées de l'autre côté du Bug. Kosciuszko, à qui Poniatowski avait recommandé de les garder, frappé de ce grave inconvénient, changea son plan de défense, et se décida à prendre une position éloignée de deux portées de canon de la première. Sa droite couverte par un bois, était appuyée à la frontière de la Gallicie, qu'il croyait inviolable; sa gauche, à un village situé au bord du Bug, dont la rive opposée était, en cet endroit, inaccessible. Sur tout le front de son camp, il établit des batteries. Sa retraite pouvait

être, ou par le centre, sur Dorohusk, ou par la droite, sur Rumow. La forêt qu'il avait à dos masquait l'un et l'autre chemin. Ayant avec lui cinq mille hommes, il attendit dans cette position l'ennemi.

Il y était établi depuis huit jours, lorsque le général russe Kochowski parut de l'autre côté du Bug avec un corps de vingt mille hommes. Il traversa la rivière sans que le passage lui en fût disputé, et commanda immédiatement l'attaque. On se battit avec acharnement de part et d'autre; le combat dura cinq heures : les Russes y perdirent deux mille hommes; mais ayant obtenu la permission de diriger une de leurs attaques par la frontière de la Gallicie, que Kosciuszko croyait inviolable, l'armée polonaise fut obligée de battre en retraite. Une nuit sombre parut la favoriser d'abord, mais l'obscurité devint telle, que le désordre se mit dans les corps, et Kosciuszko n'arriva pas au village de Kuniow, situé à six lieues du champ de bataille, qu'avec deux bataillons d'infanterie et un régiment de cavalerie. Le lendemain, il fut rejoint, il est vrai, par le restant de sa division; mais cet échec fut grave, moins par les pertes éprouvées, que par l'effet moral de cette sorte de déroute. Kosciuszko, cependant, avait, dans cette affaire, tellement fait preuve de bravoure, de sang-froid et de talent, qu'elle fut considérée comme un de ses plus beaux titres de gloire.

En Lithuanie, les affaires n'allaient pas mieux. Le prince de Wurtemberg, qui s'était fait naturaliser Polonais, et qui y commandait, séduit par les insinuations de la cour de Berlin, avait demandé et obtenu un congé. Son successeur, Judicki, battu aux environs de Mir, avait été remplacé par Zabiello, que de sourdes cabales, parties du cabinet de Stanislas même, réduisirent en quelque sorte à l'inaction.

Ainsi, partout la cause de la liberté polonaise faiblissait :

elle était mal soutenue sur certains points, trahie sur d'autres, découragée sur tous.

Une guerre entreprise pour satisfaire l'ambition d'un conquérant, pour une de ces passions mesquines que le monde est convenu d'appeler grandes, et qui cependant sont le fléau du monde, n'inspire qu'un sentiment de peine ou d'indifférence. Quelle qu'en soit l'issue, on reste froid; on ne se passionne ni pour la victoire ni pour la défaite; on plaint les victimes, on ne les admire pas. Mais la guerre que soutenaient alors les Polonais présentait un caractère bien différent. Ce ne sont ni les prétentions injustes d'un tyran, ni le froid orgueil d'un ambitieux qui leur ont mis les armes à la main; s'ils se battent, c'est pour maintenir une existence civile qu'on leur envie, une indépendance politique qu'on veut leur ravir. Là, tout est grand, la cause et les malheurs; et si, dans cette lutte héroïque, ils succombent, la couronne est pour le vaincu, le stigmate est pour le vainqueur.

Le mauvais succès de la guerre avait pu décourager momentanément les patriotes polonais, sans qu'ils désespérassent cependant encore du salut de la république. L'ennemi avait, il est vrai, envahi les plus belles provinces; mais ce qui restait encore pouvait être autant de champs de bataille où l'héroïsme patriotique pouvait, au besoin, jeter jusqu'à son dernier homme et son dernier écu. Malheureusement, l'intrigue, la trahison, se glissaient partout : si elles ne pouvaient trouver accès à l'armée, elles s'adressaient à la cour, au trône; et là, elles étaient toujours sûres d'être favorablement accueillies.

Le roi Stanislas, qui n'était patriote que par circonstance, qui avait plus de foi dans la puissance de Catherine que dans le patriotisme de son peuple, qui, en outre, était, en tout temps, obsédé par les intrigants à la solde de l'astucieuse cza-

rine, se laissa persuader d'entamer avec elle des négociations secrètes. Voici la lettre qu'il lui adressa, et la réponse qu'il en reçut. L'histoire doit consigner ces deux documents comme un modèle de la pusillanimité d'un roi qui sépare ses intérêts de ceux de son peuple, et de l'insolence que peut afficher l'ambition frénétique à qui on dispute une proie convoitée.

Madame ma sœur,

« Je n'emploierai ni détours ni longueurs, elles ne conviennent ni à mon caractère ni à ma situation. Je vais m'expliquer avec franchise, car c'est à vous que j'écris ; daignez me lire avec bonté et sans préoccupation...

« Laissant de côté ce qui s'est passé, je passe au moment présent, et je parlerai clair. Il vous importe, madame, d'influer en Pologne et de pouvoir y faire passer vos troupes sans embarras, toutes les fois que vous voudrez vous occuper ou des Turcs ou de l'Europe.

« Il nous importe d'être à l'abri des révolutions continuelles dont chaque interrègne doit nécessairement devenir la cause, en y faisant intervenir tous nos voisins, en nous armant nous-mêmes les uns contre les autres. Il nous importe, de plus, d'avoir un gouvernement intérieur mieux réglé que ci-devant.

« Or, voici le moment et le moyen de concilier tout cela. Donnez-nous pour successeur, à moi, votre petit-fils le prince Constantin ; qu'une alliance perpétuelle unisse les deux pays ; qu'un traité de commerce réciproquement utile y soit joint. Je n'ai pas besoin de dire que toutes les circonstances sont telles, que jamais l'exécution de ce plan n'a pu être plus facile ; car ce n'est pas à Votre Majesté qu'il faut donner des conseils et suggérer des vues. Mais il faut que je vous adresse mes prières, et les plus ardentes, pour que vous daigniez m'écouter et entrer dans ma situation.

« La diète m'a accordé le pouvoir de faire un armistice, mais non pas la paix finale sans elle. Je commence donc par vous demander, par vous prier, par vous conjurer de nous accorder un armistice au plus tôt, et j'ose vous répondre du reste, pourvu que vous m'en laissiez le temps et les moyens..

« Mais je ne dois pas vous cacher que, si vous exigiez à la rigueur tout ce que porte votre déclaration, il ne serait pas en mon pouvoir d'effectuer ce que je désire tant de faire.....

« Encore une fois, ne rejetez pas, je vous en conjure, mon instante prière. Accordez-nous l'armistice au plus tôt, et j'ose répéter que tout ce que je vous ai proposé sera accepté et exécuté par ma nation..... »

Voici la réponse qu'il reçut :

« Monsieur mon frère,

« J'ai reçu la lettre qu'il a plu à Votre Majesté de m'écrire le 22 juin. Je me conforme volontiers à son désir d'écarter toute discussion directe entre nous, sur ce qui a produit enfin la crise actuelle des affaires. Mais j'aurais désiré, à mon tour, que les moyens que Votre Majesté propose comme conciliatoires le fussent en effet, et que surtout ils eussent pu s'accorder avec les intentions pures et simples que j'ai manifestées dans ma déclaration publiée dernièrement, de ma part, en Pologne. Il s'agit de rendre à la république son ancienne liberté et sa forme de gouvernement, garantie par mes traités avec elle, et renversée violemment par la révolution du 3 mai, au mépris des lois les plus sacrées et nommément des *pacta conventa*, à la stricte observation desquels se tiennent immédiatement et les droits de Votre Majesté et l'obéissance de ses sujets.

« C'est en entrant dans des vues aussi saines, aussi salutaires, que Votre Majesté pourra me convaincre de la sincérité des dispositions qu'elle me témoigne à présent, et du désir qu'elle a de concourir au véritable bien de la nation. La plus saine partie de celle-ci vient de se confédérer pour réclamer des droits injustement ravis. Je lui ai promis mon appui et je le lui accorderai avec toute l'efficacité que mes moyens peuvent permettre.

« Je me flatte que Votre Majesté ne voudra pas attendre la dernière extrémité pour se rendre à des vœux aussi prononcés, et que, en accédant promptement à la confédération formée sous mes auspices, elle me mettra à même de pouvoir me dire, monsieur mon frère, de Votre Majesté, *la bonne sœur, amie et voisine.*

« CATHERINE. »

Ainsi, avec tout le mépris et toute la dureté d'un maître, Catherine imposait pour condition au faible Stanislas, de reconnaître pour légale la rébellion de Potocki, fomentée à son instigation, de concourir à l'anéantissement de la constitution du 3 mai, et de destituer tous les patriotes chargés d'emplois publics.

Un souverain à qui les intérêts de son peuple auraient été plus chers que les siens propres, se serait soulevé d'indignation contre de si insultantes injonctions ; Stanislas se montra prêt à y souscrire.

Pour épargner à son pays l'humiliation de cette lâche condescendance, et au roi la honte de cette iniquité, un des hommes les plus vénérés de la Pologne, qui, à la probité la plus intacte, joignait toutes les vertus d'un grand citoyen, Malachowski, président perpétuel de la diète révolutionnaire de 1788, et dont les fonctions duraient encore, fut trouver le roi

et tâcha de ranimer cette âme engourdie en y jetant un peu du feu du patriotisme qui débordait la sienne. — « Sire, lui dit-il, l'ennemi s'avance ; notre armée, quoique battue, a remporté quelques avantages ; nos forces sont aujourd'hui plus concentrées, et l'ennemi est plus éloigné du secours des siens. La place de Kaminieck, qu'il a laissée en arrière, est encore entre nos mains : elle peut servir de point d'appui et de réunion aux citoyens qui se lèveront pour la défense de la patrie. Nous avons tout à attendre de leur zèle, en leur donnant le temps de revenir de leur surprise momentanée. Notre armée, ayant la Vistule devant elle, peut tenir l'ennemi loin de la capitale, et peut-être le vaincra s'il tente imprudemment le passage de ce fleuve. Pour peu que les habitants de la Polodie et de l'Ukraine s'animent et agissent, l'ennemi manquera de subsistance, tous ses convois seront coupés ; et ils s'animeront, ils agiront, si on leur donne l'exemple. Au reste, quand nous serions trompés dans cet espoir, serions-nous moins tenus de nous défendre ? Si nous ne pouvons pas vaincre, nous ne devons pas au moins mourir sans gloire. Négocier en ce moment avec la Russie, c'est s'humilier, c'est se soumettre ; dans une telle voie il n'y a que de la honte. Je conjure donc Votre Majesté de partir ainsi incessamment pour l'armée. Paraissez-y, Sire, recommandez à chacun de faire son devoir, rendez-vous à Cracovie pour diriger les opérations du gouvernement ; et, électrisée par votre exemple, la Pologne aura assez d'énergie pour repousser l'inique agression de la czarine. »

C'était parler à un roi un langage civique qu'il est rarement en état de comprendre. Stanislas souleva quelques objections ; Malachowski les aplanit toutes ; mais le roi, dont le parti était alors pris, promit de se rendre à ses sages conseils, et ne chercha, dès ce moment, qu'à colorer sa

défection par des apparences de patriotisme. Il convoqua un grand conseil composé, non pas seulement des ministres du conseil d'Etat fixés au nombre de sept par la constitution du 3 mai, mais de tous ceux reconnus par la constitution anarchique de la Pologne, où l'on comptait quatre grands-maréchaux ou ministres de l'intérieur, quatre grands généraux ou ministres de la guerre, quatre chanceliers, autant de trésoriers. En appelant tous ces fonctionnaires au conseil, c'était, il est vrai, agir inconstitutionnellement; mais le roi avait besoin de cette cohue pour faire adopter les conditions de la Russie, qui devaient effectuer la ruine totale de la Pologne. En effet, quatre ministres seulement, Ignace Potocki, Stanislas Malachowski, Ostrowski, Kolontay et Soltan défendirent seuls la cause de la patrie : le reste opina contre elle. Le roi feignit de se rendre à regret et par condescendance seule pour la majorité; et le 25 août 1792, il adhéra à la confédération de Targowice, et signa les propositions que lui présentait la Russie.

Dès que se répandit la nouvelle d'un acte qui, aux yeux de la nation patriote, était à la fois une lâcheté et une trahison, deux sentiments seuls animèrent tous les cœurs : la consternation et l'indignation. L'une et l'autre se révélèrent dans un nombre infini de mémoires qui noircissaient le roi aux yeux des nations, et dont les plus modérés appliquaient à Stanislas cette sentence : *Sur le trône, la faiblesse et l'indécision furent toujours les pires de tous les vices.*

Cette colère acerbe de la partie patriote de la nation polonaise se comprenait. En effet, par suite de l'adhésion de Stanislas à la confédération de Targowice, Félix Potocki, le promoteur de cette rébellion, fut proclamé, le 2 août, maréchal de la confédération, qui, dès ce moment, prit la qualité de confédération de la couronne. Aussitôt, tout fut changé en Pologne. Le commandement de l'armée fut rendu aux anciens

généraux, et, *vu que la république n'était en guerre avec personne*, on se disposa à licencier l'armée.

Ainsi, cette constitution du 3 mai, si favorable au rétablissement de l'ordre et des vertus humanitaires, dont le premier effet avait été de ranimer les espérances du peuple, de l'inviter à sortir de son engourdissement, d'offrir à ses yeux un riant avenir de bonheur et de liberté, était, en quelque sorte, annulée. Chacun pressentit de nouveaux malheurs, et, à l'espoir qui avait un moment brillé aux regards de cette malheureuse mais héroïque nation, succéda la colère d'abord, puis l'accablement, les angoisses, les alarmes.

Le résultat immédiat de cette adhésion du roi aux volontés de Catherine fut une suspension d'armes. Le courrier qui en porta la notification à l'armée polonaise, trouva Poniatowski campé sous Karow, à six lieues de Lublin. Le mécontentement, la douleur, le désespoir, y accueillirent la publication de cet acte déshonorant, qui paralysait le courage de tous ces braves qui avaient pris les armes pour assurer l'indépendance de la patrie. Poniatowski lui-même, neveu du roi, ne dissimula pas son improbation, et, en lui faisant connaître l'impression défavorable produite sur l'armée par cet acte, il lui proposa, pour réparer le mal et paraître avoir été forcé de continuer la guerre, de se laisser enlever et conduire à l'armée. Ce coup hardi eût pu avoir un résultat immense; mais, pour s'y prêter, il fallait une âme d'une autre trempe que celle de Stanislas; il refusa.

La majeure partie de l'état-major, refusant, à son tour, de porter l'uniforme d'un pays dont le roi n'était que le mannequin d'une ambitieuse souveraine étrangère, demanda son congé. Parmi eux étaient les généraux Poniatowski, Kosciuszko, Zajonczek, Zabiello, Mokronowski, Wielhorski, les colonels Poniatowski, Strzalkowski, et d'autres, dont la con-

duite, en cette circonstance, attesta les nobles sentiments qui les animaient. L'armée entière partageait tellement l'opinion de ses chefs, que, dès que, après l'accession de son oncle à la ligue de Targowice, Poniatowski eut déposé son commandement, ses compagnons d'armes firent frapper une médaille à son effigie, avec cette inscription : *Miles imperatori* (l'armée à son général).

Dès ce moment, l'armée polonaise rentra dans ses quartiers, et fut, en quelque sorte, annulée.

Alors, à cette lutte armée qui, d'une part, avait quelque chose de grand et de magnanime, succéda une lutte de diplomatie entre la Russie, la Prusse, l'Autriche, où, de part et d'autre, n'existaient que de ces passions mauvaises et rapaces dont, pour le malheur des peuples, l'histoire abonde. Hâtons-nous cependant de dire qu'il est peu de circonstances où le caractère et la morale de ces puissances se soient révélés sous une forme aussi vile et aussi hideuse.

Déjà, depuis quelque temps, la Prusse et l'Autriche, qui surveillaient les menées de la Russie en Pologne, et qui voulaient avoir leur part dans ce nouveau démembrement qu'elles pressentaient, avaient déclaré qu'elles s'entendraient sur tous les accidents que l'état actuel de la politique pouvait faire naître en France, et qu'en attendant, elles reconnaîtraient l'acte constitutionnel des Polonais, sauf à s'entendre ensuite avec la Russie pour en partager les dépouilles.

Ceci s'était passé lors de la publication de la constitution du 3 mai, et avait précédé les hostilités que nous venons de relater. Mais dès que, par la conclusion de la paix de Jassy (7 mai 1792) avec les Turcs, Catherine eut jeté des troupes en Pologne, alors la Prusse et l'Autriche commencèrent à ne considérer que comme provisoire l'état de choses constitué à Varsovie, et ne virent dans l'esprit de révolution et d'indé-

pendance qui s'y manifestait, qu'un prétexte pour avoir leur part dans cette spoliation que la czarine avait préparée de longue main.

Les révolutions de France et de Pologne occupaient alors activement ces deux Cabinets, mais non pas au même degré d'intérêt. Ainsi, par exemple, contre la France, où il n'y avait pas, pour le moment, d'intérêt positif à réaliser, ils n'envoyèrent que la moindre partie de leurs forces; mais les armées les plus considérables furent dirigées vers la frontière orientale de Pologne; et, pendant que, répandus comme un torrent dans ce malheureux pays, les armées moscovites dévastaient tout sur leur passage, pour donner, par l'agonie d'un peuple, une dernière émotion à l'âme blasée d'une injuste souveraine, trente mille Prussiens, sous le maréchal Mollendorff, et cinquante mille Autrichiens, avaient achevé d'enclaver la Pologne dans un clercle de fer.

Catherine, qui, par d'iniques machinations, avait fomenté dans ce pays des fédérations, des diètes opposantes, avait eu peu de peine à vaincre, avec ses armées, un peuple dont les dissensions intestines paralysaient les forces. Comme ce qui, partout ailleurs, est appelé mensonge, duplicité, se nomme habileté, profonde politique, lorsque c'est une souveraine qui s'en rend coupable. Catherine usa largement de ce singulier privilége que la naïveté des peuples concède. Elle déclara que l'occupation de la Pologne n'était que temporaire, motivée sur la nécessité de comprimer le mouvement révolutionnaire qui, de France, commençait à réagir déjà sur l'Europe, et d'étouffer la guerre civile que son or et ses intrigues avaient fomentée. La Prusse et l'Autriche déclarèrent de leur côté, avec la même franchise et la même sincérité, que leurs troupes, qui bordaient la frontière orientale de Pologne étaient de simples armées d'observation, sorte de cordon sanitaire pour pré-

venir la contagion des idées révolutionnaires. Après avoir ainsi satisfait à leur conscience, la czarine, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, arrêtèrent les bases du nouveau morcellement du vieil empire des Jagellons. La Prusse souhaitait depuis longtemps de s'arrondir du grand-duché de Posen et de Dantzig, le port de mer de ses blés. L'Autriche, du haut des monts Krapacks, convoitait toute la Gallicie jusqu'à Lemberg et Cracovie, et la Russie rêvait déjà l'extension de ses frontières jusqu'à la Vistule, ambitieux rêve qu'elle devait réaliser plus tard comme une punition providentielle d'un danger toujours menaçant pour les Cabinets complices de ses iniquités.

Le 9 avril 1793 avait été proclamé, à Grodno, le premier acte public qui les consacra. Nous le donnons textuellement, comme un de ces monuments des abus de la force que l'histoire ne saurait mieux flétrir qu'en les trasmettant d'âge en âge.

« Les sentiments que S. M. l'Impératrice fit paraître dans la déclaration que ses ministres donnèrent à Varsovie, le 18 mai 1792, à l'occasion de la marche de ses troupes en Pologne, « n'avaient incontestablement d'autre but que d'obte- « nir l'approbation, le consentement volontaire, et l'on peut « ajouter la reconnaissance de la nation polonaise. »

« Toute l'Europe a vu de quelle manière ses déclarations ont été reçues, et quel cas on en a fait. Pour frayer le chemin à la confédération de Targowice, afin qu'elle fût en état d'exercer les droits et de déployer une autorité légitime, il fallut avoir recours aux armes, et les promoteurs de la révolution du 3 mai 1791, ainsi que leurs adhérents, n'ont abandonné le champ de bataille et la lutte à laquelle *ils avaient provoqué les troupes russes*, qu'après avoir été vaincus.

« Mais si la guerre fut ouverte, ce ne fut que pour faire place aux intrigues secrètes, dont les ressorts subtils sont

d'autant plus dangereux qu'ils échappent à l'observation la plus attentive, et même à l'activité des lois.

« L'esprit de faction et de révolte a jeté de si profondes racines, que ceux qui sont assez pervers que de se faire une occupation d'en allumer le feu et de le répandre, après avoir échoué dans leurs cabales auprès des cours étrangères, où ils cherchaient à rendre suspectes les vues de la cour de Russie, ont travaillé ensuite à égarer le peuple, qu'il est toujours facile de mener, et sont parvenus au point de lui inspirer la même haine et la même aversion qu'ils portent à cette cour qui a renversé leurs espérances et leurs desseins criminels.

« Sans nous arrêter sur des faits généralement connus, qui prouvent les sentiments hostiles de la plupart des habitants de la Pologne, il suffira de dire qu'ils ont abusé même des principes d'humanité et de modération que les généraux et autres officiers de Sa Majesté ont observés, suivant les ordres exprès qu'ils en avaient reçus, au point de s'échapper, à leur égard, en injures et actes d'hostilités de toute espèce, et que les plus audacieux se sont emportés jusqu'à menacer de renouveler sur eux les *vêpres siciliennes*. C'était là la récompense que les ennemis du repos et de l'ordre que Sa Majesté Impériale *cherchait à rétablir et à affermir*, préparaient à ses *intentions magnanimes!* Qu'on juge par là de la sincérité avec laquelle la plupart d'entre eux ont adhéré à la confédération qui subsiste aujourd'hui, ainsi que de la solidité et de la durée de la paix qui aurait régné dans la république!

« Mais l'impératrice qui est accoutumée, depuis trente ans, à combattre contre les dissensions sans cesse renaissantes dans cet Etat, et qui met sa confiance dans les moyens que la Providence lui a départis pour contenir ces factions, aurait continué d'employer sans relâche ses *mesures désintéressées*, d'imposer silence à ses griefs et aux justes réclamations qu'ils

autorisent, s'il ne s'était présenté des circonstances désagréables qui annonçaient des dangers d'une plus grande importance. L'égarement inconcevable d'une nation naguère si florissante, maintenant déshonorée, déchirée, sur le bord du précipice qui va l'engloutir; cet égarement qui aurait dû être un sujet d'horreur pour ces esprits inquiets, leur a paru, au contraire, un modèle d'imitation : ils cherchent à introduire dans l'intérieur de la république, ces leçons infernales qu'une secte impie, sacrilége et insensée, a imaginées pour la destruction de tous les principes religieux, civils et politiques. Il s'est déjà formé, dans la capitale, ainsi que dans plusieurs provinces de la Pologne, des clubs qui fraternisent avec les Jacobins de Paris; ils répandent leur poison en secret, le soufflent dans les esprits et l'y laissent fermenter.

« L'établissement d'un foyer si dangereux pour toutes les puissances dont les Etats aboutissent aux frontières de la république, devait naturellement réveiller leur attention; elles ont conféré, d'un commun accord, sur les moyens d'étouffer le mal dans sa croissance, et d'éloigner de leurs frontières ce venin dangereux. S. M. l'impératrice de toutes les Russies, S. M. le roi de Prusse, du consentement de S. M. l'empereur des Romains, n'ont pas trouvé d'expédient plus efficace que de renfermer la Pologne dans des bornes plus étroites, de lui donner une telle existence et une telle proportion d'étendue qui lui assignent le rang d'une *puissance moyenne*, et lui facilitent les moyens de se procurer et de se maintenir, *sans perte de son ancienne liberté*, un gouvernement sage et bien ordonné, qui ait à la fois assez d'activité pour réprimer les désordres et les factions qui ont si souvent troublé son repos et celui de ses voisins. Réunis dans ce dessein par les mêmes principes et les mêmes vues, S. M. l'Impératrice de Russie et le roi de Prusse se sont convaincus qu'il n'y avait pas d'autre

voie de prévenir la ruine entière dont la république était menacée, tant par ses dissensions intestines, que par les opinions extravagantes et monstrueuses qui commençaient d'y avoir la vogue, que d'*incorporer* dans leurs États respectifs ces provinces de Pologne actuellement frontières, et d'en prendre dès ce moment possession, pour les *mettre en sûreté* contre les effets destructifs du système extravagant qu'on cherche à y introduire.

« En même temps que Leurs Majestés font connaître à la nation polonaise cette résolution ferme et irrévocable qu'elles ont formée, elles l'invitent à convoquer une diète pour procéder, *à l'amiable*, à prendre les arrangements et mesures nécessaires, afin de parvenir *au but salutaire* que Leurs Majestés se proposent, celui de procurer à la république, et de lui assurer une paix ferme, durable et inaltérable. »

Donné à Grodno, le 9 avril 1793.

Signé : JACOB DE SIEWERS.

Telle fut la fameuse déclaration par laquelle la Russie apprit au monde que, de concert avec la Prusse et l'Autriche, elle allait incorporer à ses domaines les pays envahis sur la Pologne. Dans ce document curieux à tant de titres, et surtout comme œuvre de mauvaise foi la plus déhontée dont des gouvernements aient jamais donné le spectacle aux peuples, on ne sait ce qu'on doit le plus admirer, ou de l'impudence avec laquelle on essayait de colorer de prétextes honnêtes une spoliation flagrante et préméditée, ou de la lâcheté avec laquelle on insultait un peuple qui, dans tout le malheur de l'oppression, devait toujours se montrer plus grand que ses bourreaux dans tout le triomphe de leur gloire.

Pendant que s'était concerté cet inique dépècement, la Révolution française avait jeté en défi à l'Europe la tête du roi

Louis XVI; spectacle unique et terrible qui, à une même époque, presque jour pour jour, fit que, pendant que des rois coalisés, dans un accès de fiévreuse ambition, rayaient un peuple de la carte du monde, un peuple, dans un élan fanatique de liberté, rayait un roi du livre de la vie. De quel côté a été le crime, s'il y a eu crime? De quel côté a été la grandeur, s'il y a eu grandeur?

Quoi qu'il en soit, la mort de Louis XVI étonna plus les Cabinets qu'elle ne les émut, parce que, tout occupés alors de se faire une plus large part dans les dépouilles de la Pologne, l'ambition parla plus haut que le sentiment. L'Angleterre saisit cependant ce prétexte pour sortir de sa neutralité; quelques historiens ont même eu la naïveté d'attribuer la cause de cette subite colère à l'horreur que lui inspira l'exécution de Louis XVI. Mais la politique de sentiment influe peu sur les déterminations du cabinet de Saint-James. Ce qui le décida, en cette circonstance, fut l'offre que lui fit la Russie de dissoudre la ligue maritime du Nord, et d'admettre le droit de visite, si l'Angleterre voulait entrer dans la ligue européenne contre la France, et laisser s'opérer sans protestations le partage de la Pologne. Le comte de Woronzoff, ambassadeur spécial de Catherine, avait été chargé d'en faire l'offre à Pitt, qui n'eût garde de la refuser. Ainsi, pendant que d'une part, Catherine abandonnait, en faveur de l'Angleterre, le principe si juste, que le pavillon couvre la marchandise, aliénait, par cet abandon, la liberté des mers, et assurait la suprématie maritime britannique; Pitt, de son côté, ouvrait à la Russie la voie de l'Occident, en laissant abattre la Pologne, son boulevard naturel, et en favorisant, par ses conseils et ses subsides, la marche des armées russes contre la France.

Tels furent les graves événements qui résultèrent encore



SERMENT DE KOSCIUSKO

à la Nation

de ce second partage de la Pologne. Nous avons dû les mentionner, parce que ces concessions mutuelles eurent, dans une proportion immense, tous les caractères de ces grands forfaits que la justice humaine flétrit journellement des peines les plus sévères.

La France qui, dans ce moment, ignorait encore l'inique pacte qui venait de rapprocher Pitt et Catherine, ces deux âmes si bien faites pour s'entendre, fut la puissance qui eût les paroles les plus ardentes contre l'inique partage de la Pologne. Mais que pouvait-elle faire alors? Ayant à lutter contre l'Europe entière, elle ne put que formuler en faveur de sa sœur du Nord, des vœux que le ciel ne devait pas exaucer.

CHAPITRE III

1793

Mouvement réactionnaire. — Igielstrom. — Première association révolutionnaire à Varsovie. — Kosciuszko. — Délibération des exilés à Leipzig. — Ignace Potocki. — Kolontay. — Kosciuszko consent à se mettre à la tête de l'insurrection : son arrivée en Pologne. — L'insurrection est différée. — Entrée des Prussiens en Pologne. — Émigration polonaise. — Kosciuszko et Mostowski à Paris; ils négocient avec Dumouriez. — Le baron de Bars et le comité de salut public. — Insuccès des négociations à Paris. — Diète de Grodno. — Mémorable séance du 10 juin 1793. — Second partage de la Pologne.

Le lecteur n'a pas oublié la confédération de Targowice, formée à l'instigation de Catherine, en opposition de la diète révolutionnaire, et à laquelle Stanislas avait adhéré. Félix Potocki, Brawicki, Rezewski, chefs de cette confédération, étaient les agents secrets de la Russie, et, après la cessation des hostilités, devinrent naturellement ses instruments. Des universaux, invitant les palatinats à émettre leurs vœux en faveur de cette ligue, furent proclamés par toute la Pologne. Sous l'influence des baïonnettes russes, les uns se soumirent par force, d'autres, parmi les nobles surtout, préférant la conservation de leurs priviléges et de leur fortune particu-

lière à l'indépendance de leur pays, se soumirent de bon gré, peu fâchés d'être esclaves sous un rapport, pourvu qu'ils pussent rester tyrans sous un autre.

Les premiers actes de cette confédération furent tous essentiellement réactionnaires : persécution des patriotes, anéantissement de la constitution du 3 mai, reconstitution de l'ancien esclavage pour les villes et les campagnes, séquestres, confiscations, assassinats juridiques, massacres. Cette sombre et lugubre réaction devait se terminer par l'aliénation des provinces de la république, cédées aux cours coalisées *à l'amiable* selon l'expression du manifeste russe. Dix-huit mille hommes de l'armée polonaise, en quartiers dans les provinces usurpées, furent forcés d'entrer au service de la Russie. Le restant de l'armée fut réduit ou persécuté. Ce qui restait de la Pologne n'eut qu'une nationalité nominale, et, avec une tache de sang de plus sur son diadême, Catherine se crut plus que jamais la *Semiramis du Nord*.

Afin que la nouvelle diète fût l'instrument passif de la majorité, celle-ci déclara non-éligible tout individu qui, par quelque acte marquant, avait montré de l'attachement pour la constitution du 3 mai. On procéda à de nouvelles élections, qui se firent partout sous l'influence de la terreur ou de la corruption. Voici, du reste, comment on procédait ordinairement à ces sortes d'opérations; le lecteur pourra juger ce qu'elles durent être dans un moment réactionnaire.

Après la publication des universaux dans les palatinats, on se disposait à se rendre dans les lieux d'assemblées. Cette époque était, pour les pauvres *Szlaxis* de campagne, un moment de jubilation : c'était pour ainsi dire un carnaval. On les voyait par douzaines sur de petits charriots, tirés par un petit cheval, s'acheminer vers le rendez-vous. Les uns étaient un peu vêtus, les autres étaient presque nus; quel-

ques-uns avaient un sabre sans fourreau, d'autres un fourreau sans sabre; leur nombre, leur gaieté, leur misère, présentaient le coup-d'œil le plus curieux. Arrivés à leur destination, ils trouvaient toujours deux chefs : l'un était envoyé par le roi et chargé d'accaparer le plus de voix possible, afin de faire élire les nonces agréables à la cour, et de veiller à ce qu'il ne se glissât rien de gênant dans les instructions; l'autre était désigné par son crédit dans le palatinat, et sa tâche était de faire contre la cour ce que le premier faisait pour elle. Pour s'assurer les voix de tous ces *Szlaxis*, il n'était pas besoin de traiter avec chacun d'eux; le marché se faisait avec les petits chefs de certains arrondissements. Dès que ceux-ci étaient contents, ils passaient du côté de la personne avec laquelle ils avaient traité, et toute leur bande les suivait. On les abreuvait d'une boisson détestable qu'on leur disait être du vin de Hongrie, l'eau-de-vie coulait à grands flots : et voilà comme on gagnait la majorité dans les diétines (1).

Composée des éléments produits par de telles élections, il ne fut pas difficile à la diète de Grodno de pousser la réaction jusqu'à l'extrême violence.

Les opérations législatives de cette confédération, siégeant alors à Grodno et remplissant les fonctions d'une diète nationale, étaient, du reste, exclusivement dirigées par l'ambassadeur de Russie, tandis que Igielstrom, général en chef de l'armée russe, avait établi son quartier général à Varsovie. L'un et l'autre traitaient la Pologne en véritable pays conquis, et les troupes russes promenaient leurs fureurs d'une province à l'autre, se livrant partout au pillage, à la cruauté, aux rapines, aux excès de tout genre.

(1) Mehée.

Igielstrom, dit un témoin oculaire, compagnon d'armes de Kosciuszko(1), fit souffrir aux habitants de Varsovie tout ce que la barbarie des Huns et des Goths fit autrefois de plus révoltant. La conduite, le ton et la cour de ce général retraçaient l'image de ces chefs d'esclaves asiatiques dont l'idée seule inspire de l'horreur aux nations civilisées. Il foulait aux pieds la justice. Le mérite n'osa plus se montrer, la vertu fut réputée crime. Une foule d'espions infestaient la ville et les provinces; à la moindre délation, les patriotes étaient traduits devant Igielstrom. Les peines les plus sévères étaient, sur un simple soupçon, ordonnées; l'arrestation et le ravage des terres étaient la punition la plus douce, et la férocité naturelle des Russes se résumait, avec toute sa sauvage allure, en ce satrape insolent.

Une si brutale oppression, jointe à l'esprit naturel d'indépendance qui caractérise les Polonais, excita dans les âmes de ce peuple outragé un sentiment secret d'indignation. Ceux dont l'âme impatiente ne put subir plus longtemps un joug si abhorré, formèrent une association à Varsovie. Des émissaires furent envoyés à l'armée, où la loi qui en décrétait la réduction avait excité une grande fermentation. Le plus grand nombre des officiers n'avait d'autre moyen d'existence que leur emploi. Le désir de conserver leur bien-être se joignit au patriotisme, et le sentiment de l'intérêt particulier fut ennobli par celui de l'honneur national. Puis, il n'y avait parmi eux qu'un désir, qu'un vœu, celui de délivrer leur patrie; il fut dès lors aisé de les décider à une insurrection. Quelques-uns d'entre eux se rendirent en députation dans la capitale pour se concerter avec les mécontents. Au milieu de la nuit, ils allaient isolément dans des lieux désignés, déplorant le malheur de leur patrie, et prêts à en appeler à leurs bras pour

(1) Zajonczek, général polonais.

expiait, avec les principaux patriotes, le tort de porter un cœur d'homme dans une poitrine de citoyen. Il était à Leipzig lorsqu'une députation de conjurés vint lui faire part du vœu de l'armée. C'était dans les premiers jours de septembre 1793. Il communiqua la proposition qu'on venait de lui faire à ses compagnons d'infortune, exilés ou émigrés comme lui, et leur demanda leur avis et leur coopération s'ils approuvaient l'entreprise. A côté de la grandeur du projet, qui les frappa tous, nul d'entre eux ne s'en dissimula les immenses difficultés, et, en quelque sorte, l'impossibilité de la réussite. Ils connaissaient leur nation; ils savaient que, dans la longue anarchie qu'ils avaient traversée, les Polonais avaient dégénéré, qu'ils avaient perdu leur ancienne bravoure sauvage, sans l'avoir remplacée par la connaissance des arts qui tiennent à la guerre, et qui sont ordinairement le fruit de la civilisation et des lumières. Puis, une insurrection ne pouvait manquer d'attirer sur eux les forces réunies de la Prusse et de la Russie. Dans une lutte si inégale, pouvaient-ils se flatter de l'espoir d'un heureux succès? Ils auraient pu compter alors, il est vrai, sur la justice de leur cause et l'intervention de la France, si cette puissance n'eût été dans de si graves embarras; mais ils pressentaient déjà que *Dieu était trop haut, et la France trop loin.*

Cependant, au milieu de ce conseil intime, de graves considérations luttaient en faveur de l'insurrection. La Pologne, disaient ces généreux exilés, n'a rien à risquer. Sa situation

rant, enfin, qu'au moment où une Convention nationale va fixer les destinées de la France et préparer peut-être celles du genre humain, il appartient à un peuple généreux et libre d'appeler toutes les lumières et de déférer le droit de concourir à ce grand acte de raison, à des hommes qui, par leurs sentiments, leurs écrits et leur courage, s'en sont montrés si éminemment dignes; déclare déférer le titre de citoyen français, etc. » (*Décret du 26 août 1792.*)

est désespérée : les habitants sont réduits à ce dernier état d'abattement où un peuple a plus à craindre de l'oppression que de la résistance. Le sentiment intime de cette vérité inspire ordinairement une fureur opiniâtre. Si cet acte de vigueur ne sauvait pas la Pologne, il pourrait au moins ennoblir les derniers moments de son existence, et enfin le salut des malheureux est souvent de n'en plus attendre. A ces observations se joignit celle du grand effet que pourrait produire la levée générale des paysans. L'histoire du siècle offrait plusieurs exemples où des succès avaient couronné des efforts de cette nature. Tout semblait annoncer que la classe des habitants de la campagne, condamnée à porter toutes les charges de la société sans en partager les avantages, embrasserait avidement l'espoir d'une liberté raisonnable, et ferait des prodiges d'héroïsme pour la mériter. D'ailleurs, la raison et l'humanité s'accordaient pour commander leur affranchissement; des motifs de politique étrangère donnaient aussi quelque poids à ces raisons. Ainsi, par exemple, la maison d'Autriche paraissait désapprouver le nouveau partage. Il leur semblait naturel de voir le Cabinet de Vienne non moins affecté de la perte d'un voisin paisible que de l'accroissement de la puissance qui en résulterait pour le roi de Prusse, son ennemi éternel, ainsi que pour la Russie, qui ne tarderait pas de le devenir. Ils se flattaient, en même temps, que les autres puissances, comme la Turquie et la Suède, menacées par l'extrême agrandissement de la Russie, ne resteraient pas simples spectatrices des efforts que les Polonais feraient pour reconquérir leur indépendance. L'Angleterre elle-même, pour prévenir la rupture complète de l'équilibre européen, pouvait se jeter dans la balance avec tout son poids (1).

(1) *Révolution polonaise*, lieu cité.

l'histoire. L'amour de l'humanité fut pour lui une passion; l'innocence opprimée n'avait pas de plus énergique défenseur, et il eut le courage, au milieu de la tyrannie séculaire des magnats polonais, de flétrir hautement l'infâme esclavage où la noblesse retenait le paysan. Cette vertueuse indignation contre de si monstrueux abus que ceux qui résultaient des rapports des seigneurs avec leurs serfs, lui attira beaucoup d'ennemis.

Tels étaient ces deux hommes célèbres qui, adorés d'une partie de la Pologne, furent détestés de l'autre. Tant qu'ils conservèrent l'espoir d'être utiles à leur pays, ils remplirent avec un zèle infatigable les devoirs des ministères qui leur étaient confiés; dès que fut arrivé le temps de l'humiliation, du malheur, de l'oppression, ils se démirent de leurs fonctions, d'où leurs vertus, du reste, auraient seules suffi pour les faire exclure. L'opinion publique leur attribua sans fondement l'insurrection de la Pologne, qui ne fut que l'ouvrage des âmes jeunes et ardentes qui frémissaient sous le joug de l'étranger, et du mécontentement des troupes, qu'on menaçait de réforme. Dans le lieu d'exil où la persécution russe les avait jetés et dépouillés de leurs biens et de leurs emplois, ils n'apprirent le projet d'insurrection que par Kosciuszko, qui, lui-même, n'en avait été informé que par les émissaires envoyés par les mécontents de Varsovie.

Quand un peuple est écrasé sous un joug inique, et d'autant plus humiliant qu'il est l'œuvre de l'étranger, les âmes généreuses n'ont pas besoin d'être rapprochées pour s'entendre. La même pensée, le même vœu, les agitent, les électrisent, et l'air, au besoin, sert de conducteur pour transmettre de l'une à l'autre le feu sacré qui doit les raviver ou les réveiller. Kosciuszko, Potocki, Kolontay et les malheureux exilés qui partageaient leur mauvaise fortune, pressentaient la situation des esprits de leurs compatriotes; mais ils atten-

daient des circonstances plus favorables pour utiliser l'impatiente fureur des âmes les plus ardentes. L'éclat que l'on voulait alors donner à la révolution polonaise leur parut seulement prématuré, parce que le pays était épuisé et opprimé, l'armée désorganisée, la noblesse déshabituée de la guerre, le paysan abruti par un long esclavage; puis les provinces les plus belliqueuses étaient livrées en proie à l'usurpation, et, dans les autres, on n'avait pour armes que des faulx et des piques. D'après ces considérations, au moment surtout où les forces de la Prusse et de la Russie avaient envahi la Pologne, il pouvait y avoir quelque chose de grand et de magnanime dans une levée de boucliers; mais il était présumable que l'histoire seule aurait à tenir compte de son dévouement au patriotisme malheureux. Seulement, comme dans certaines circonstances l'inaction est crime, Kosciuszko et ses compagnons d'exil n'hésitèrent pas à se ranger sous l'étendard de la patrie.

Le 15 septembre 1793, Kosciuszko quitta Leipzig. Il était accompagné de Zajonczek, son ancien compagnon d'armes, et alors son compagnon d'exil. Ils se rendirent sur la frontière de Pologne pour juger par eux-mêmes de l'état des choses. En touchant le sol de leur malheureuse patrie, ils se rappelèrent involontairement les tentatives réitérées et toujours infructueuses des Polonais pour reconquérir leur liberté, et le peu d'énergie avec laquelle en toutes circonstances, avaient été soutenues ces entreprises. Mais dans les âmes nobles, la chance de l'insuccès ne marche qu'après la certitude de la gloire, et là où les intérêts positifs ne sont comptés pour rien, l'enthousiasme est le seul mobile.

Cependant, pour ne laisser au hasard que ce qu'il n'est pas dans la puissance de l'homme de prévenir, Kosciuszko, peu rassuré aussi sur les personnes qui formaient l'association ré-

volutionnaire, dépêcha Zajonczek à Varsovie pour s'aboucher avec les mécontents, s'informer de leurs ressources, de leurs affiliations, en un mot de tous leurs moyens, et faciliter le triomphe d'une entreprise aussi grande que périlleuse. Les informations qu'il en reçut ne s'accordaient malheureusement que trop avec ce qu'il avait pressenti. « Les membres de l'association révolutionnaire, lui écrivit Zajonczek, sont très-zélés, mais trop enthousiastes, remplis de bonne volonté, mais n'ayant que des moyens très-bornés. L'insurrection des paysans n'est rien moins que préparée ; on se contente de fonder les espérances de cette classe d'habitants sur la haine générale qu'inspirent les Russes, ainsi que sur la confiance de la nation sur le chef qu'elle veut se donner. Les conjurés n'ont aucun plan fixe, il faut leur en tracer un. Leurs relations dans le pays sont très-bornées, et celles qu'ils ont dans l'armée ne comprennent que Madalinski, Dzialinski, et quelques officiers subalternes de différents corps. On ne peut calculer au juste, ajoutait-il, quelle sera la conduite de cette partie de l'armée qu'on a forcé à prendre service chez les Russes, parce qu'on compte seulement sur les vœux secrets qu'on suppose aux individus de ce corps ; mais on n'a point d'engagements positifs avec eux. Enfin, ce sont quatre ou cinq mille hommes répandus en différentes garnisons qui font la somme des moyens annoncés pour la révolution ; encore le rassemblement de ces troupes est-il difficile et demande-t-il beaucoup d'adresse. »

Ces informations, si précises de la part d'un homme d'un patriotisme ardent, et qui, par opinion, devait plutôt être porté à s'illusionner sur les ressources de l'association qu'à s'en exagérer la modicité, convainquit Kosciuszko que les moyens que l'on avait étaient insuffisants, et d'ailleurs trop mal combinés pour risquer une entreprise de ce genre contre un en-

nemi dont les corps rassemblés en différents camps, se trouvaient prêts à agir au premier mouvement des Polonais.

Il se passa, en cette circonstance, un de ces faits extraordinaires qui, à eux seuls, résument une situation, et, sans dénoter la grandeur des moyens, révèlent tout au moins l'unanimité du but. Pour ne pas éveiller les soupçons de l'autorité russe, Kosciuszko s'était arrêté à la frontière. Quelque secrète qu'eût été cette apparition, le bruit s'en répandit immédiatement d'un bout de la Pologne à l'autre. Tous ceux pour qui le nom de cet ardent défenseur de la liberté résumait un vœu, expliquait un sentiment, réveillait une espérance, se communiquèrent le secret de son arrivée. En peu de jours, la moitié de la Pologne fut dans la confidence, et parmi toute cette foule, il ne se trouva pas un traître.

Ce fait unique dans l'histoire n'a pas besoin de commentaires. Il est à lui seul l'expression la plus vraie de l'horreur que peut inspirer à un peuple un joug d'oppression, une situation forcée. Lorsqu'une telle horreur se traduit par des faits, elle produit une de ces formidables et terribles catastrophes dont le monde conserve éternellement la mémoire. Les *Vêpres Siciliennes* en furent jadis l'expression sanglante.

Cependant, malgré cette unanimité des sentiments qui semblait promettre une coopération franche et générale, Kosciuszko fit engager les membres de l'association à éviter tout éclat prématuré, étendre leurs relations dans le pays, s'assurer des troupes polonaises entrées au service de la Russie, et surtout gagner les paysans en envoyant dans chaque district des patriotes zélés et adroits pour les endoctriner. De tels conseils tendaient évidemment à différer l'époque de la révolution, et la plupart des associés étaient naturellement impatients et fougueux. Leur position d'ailleurs était critique : entourés d'espions, chaque délai augmentait leur danger, et ils

Dans sa seconde déclaration, en donnant au général Hammer l'ordre de bloquer la ville de Dantzig, objet si ardent de ses vœux, le Cabinet de Berlin ajoutait : « Les mêmes raisons qui ont engagé Sa Majesté prussienne à faire entrer un corps de troupes dans quelques districts de la Grande-Pologne, la mettent aujourd'hui dans la nécessité de s'assurer de la ville et du territoire de Dantzig.

« Sans parler des intentions peu amicales que cette ville, depuis une longue suite d'années, n'a cessé de manifester envers la monarchie prussienne, on se contentera de faire observer que c'est dans le sein de cette ville que s'est formée cette odieuse et cruelle conjuration, qui, marchant de crime en crime, cherche aujourd'hui, à l'aide de ses abominables adhérents, à se répandre de toutes parts..... »

Suivait ensuite une série d'imputations calomnieuses sur le peu de foi qu'on pouvait accorder aux magistrats de Dantzig, presque tous liés aux principes de la Révolution française. Ce second manifeste était, toujours selon le même usage, basé sur la nécessité « d'arrêter les progrès de l'esprit démocrati« que que la Révolution française avait introduit en Pologne « avec le génie ardent des clubs et de l'insurrection. »

Comme on le voit, ces rapaces spoliateurs variaient aussi peu leurs formules que leurs moyens d'arriver à leur but. En effet, immédiatement les deux cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg firent suivre leurs déclarations d'une armée. Soixante bataillons et quatre-vingt-dix escadrons prussiens, suivis d'une formidable artillerie, commandés par le maréchal d'infanterie Mollendorf, franchirent la frontière polonaise, tandis que la czarine élevait à soixante-dix mille hommes son contingent militaire. Dans cette campagne décisive, ces deux souverains devaient, selon toutes les apparences, accroître leur royaume de quelques lieues, sans

autre perte que l'effusion du sang de plusieurs milliers de braves Polonais.

Cependant, ceux d'entre les esprits les plus généreux qui avaient rêvé l'indépendance et la liberté de la Pologne, avaient été forcés, comme on l'a vu, de s'expatrier, fuyant les persécutions de la ligue de Targowice, pouvoir illégal élevé par Catherine en opposition au pouvoir légal, et qu'à défaut du droit les baïonnettes russes soutenaient avec une énergie toute sauvage. Les uns avaient cherché un abri en Saxe, en Italie, la majeure partie en France, apportant partout cette valeur native, ce haut esprit de fierté, cette turbulence, cette agitation des mœurs publiques qui les caractérisent : partout braves officiers, nobles soldats, faisant l'orgueil et la gloire de leur pays.

Ces cœurs enthousiastes, imbus de l'esprit de la Révolution française, avaient pris au sérieux, non-seulement les encouragements, mais encore les promesses d'une démocratie généreuse, mais trop confiante. Nobles enfants proscrits et exilés, ils parcouraient l'Europe cherchant à inspirer partout la sympathie dont ils étaient si dignes. Ignace et Stanislas Potocki à Dresde, le brave comte Hugues Kolontay et Malachowski à Leipzig, plaidaient la noble cause qu'ils avaient à défendre, en attendant que, trahis dans leurs destinées, il ne leur restât plus qu'à mourir glorieusement. Mais c'était de Paris surtout qu'ils attendaient du secours et de la protection ; là seulement, ils étaient sûrs de trouver des cœurs, sinon généreux, du moins sympathiques. Là aussi s'étaient rendus les deux hommes les plus fermes et les plus intelligents de la Pologne, Kosciuszko et Motowski. Ardents, infatigables, ils s'étaient d'abord mis en rapport avec Dumouriez et le parti girondin de Brissot. Pour contenir les trois puissances, la Russie, la Prusse et l'Autriche, et empêcher le nouveau démembre-

ment qu'elles projetaient, pour faire aussi une utile diversion au moment où le drapeau insurrectionnel serait levé en Pologne un plan avait été arrêté. La France devait fournir des secours d'hommes et d'argent, et en même temps Kociuszko devait se rendre à Constantinople pour réveiller la guerre des Turcs contre la Russie. Le ministre Lebrun avait mis, pour ce projet, quelque argent à sa disposition.

Malheureusement pour la Pologne, la chute des Girondins arrêta le développement de cette négociation. Dans les premiers jours de juin 1793, Kociuszko et Motowski quittèrent Paris, et le baron de Barss, ardent patriote de Varsovie, fut accrédité à la place du dernier. Le comité de salut public prêta le plus vif intérêt aux plans d'insurrection de la nationalité polonaise ; il les encouragea même en secret. La question des secours publics effectifs fut posée, discutée ; mais dans ce moment, pressée jusqu'au cœur de la France par les armées coalisées, ayant à se défendre contre des cités insurgées et des départements en feu, la Convention ne put que renvoyer à un temps plus heureux la gloire de secourir l'héroïque fille du Nord.

Ce fut ce moment aussi que choisit Catherine pour accomplir le second partage de la Pologne. Dans les premiers jours de juin 1793, l'Autriche avait adhéré sans peine à ce second démembrement, et, après les armées russes et prussiennes dont nous avons parlé, un corps autrichien de quatre-vingt mille hommes dut pénétrer dans la Petite-Pologne. Il avait déjà été convenu entre les trois puissances, que, le Cabinet de Vienne aurait pour sa part les palatinats de Chelm, Lublin, Sandomir et Cracovie.

Lorsque la Pologne fut ainsi cernée de toutes parts, on procéda à son *exécution*, selon l'expression si juste de Catherine dans un moment de ses joyeux épanchements.

La manière dont eu lieu cette *exécution* couronna dignement l'iniquité si longtemps préméditée. On la dirait calquée sur un de ces terribles épisodes, où des hommes, effroi et rebut de la société, ayant pour lieu de la scène un bois ou une caverne, pour témoins les ténèbres de la nuit, font signer à un malheureux, le pistolet sur la gorge, l'acte de sa ruine. En voici les détails précis. L'histoire n'offre pas d'enseignement plus profond ni peut-être de monument plus curieux des abus de l'impudence et de la force.

Jusqu'au 10 juin 1793, l'ambassadeur de Russie et le ministre de Prusse avaient constamment déclaré qu'on ne songeait pas à un second partage. Cependant, on en était à peu près sûr. Il est vrai que, quelques jours auparavant, Stanislas ayant demandé à l'ambassadeur de Russie, M. de Sievers, ce qu'il en était, celui-ci lui avait répondu « qu'il n'en savait « rien et qu'il ne le croyait pas ; qu'il était venu, par ordre de « l'impératrice, pour guérir les plaies de la Pologne, et non « pour les rouvrir, et qu'enfin les Polonais jetteraient des « fleurs sur la tombe de la czarine. »

Cependant, comme malgré ces dénégations et ces odieuses protestations, tous les avertissements s'accordaient à déclarer cette affaire arrangée, le 12 mai 1793, Stanislas proposa son abdication à l'impératrice, dans une lettre où on lit les passages suivants :

« Trente années de travaux pendant lesquelles, en voulant « faire le bien, j'ai eu à lutter contre tous les genres d'infor- « tunes, m'ont enfin amené au point de ne pouvoir plus même « servir ma patrie d'une manière vraiment utile, ni à rem- « plir, par conséquent, ma tâche avec honneur. Les circon- « stances sont aujourd'hui telles, que mon devoir m'interdit « toute participation personnelle à des mesures qui amène- « raient le désastre de la Pologne. Il convient donc que je ré-

tation, l'exaspération étaient au comble. Les motions les plus violentes se succédaient, se croisaient, et toutes les colères patriotiques que souleva, dans le cœur de ces hommes si coupables, l'iniquité de la Russie et de la Prusse, ont fait, de cette mémorable séance, une des plus belles pages des fastes polonais. Ce fut ce jour même qu'un jeune nonce, accusant en face le roi d'avoir amené par sa pusillanimité ces malheurs, termina une foudroyante apostrophe par les paroles suivantes : — « Roi de Pologne, toutes les pages de l'histoire « de votre règne sont noires ; la seule qui vous reste sera « d'or, si vous vous opposez à ce nouveau partage. »

Le roi, ému, troublé, paraissait prêt à céder. Dans cette circonstance solennelle, son exemple aurait incontestablement entraîné tous les membres. Le ministre de Prusse commençait à fléchir devant tant d'opiniâtre énergie, lorsque l'ambassadeur de Russie, de Sievers, fit remettre à la diète un *ultimatum* qui se terminait par ces mots, que l'histoire doit conserver comme un des attentats les plus insolents qui aient jamais été commis contre une représentation nationale : — « Le soussigné, y était-il dit, doit en outre informer les états de la république, qu'il a cru absolument nécessaire, afin de prévenir toute espèce de *désordre*, de faire cerner le château par deux bataillons de grenadiers avec quatre pièces de canon, *pour assurer la tranquillité de leurs délibérations*. Le soussigné, tout en déclarant que nul, pas même le roi, ne pourra sortir de la salle avant que la signature du traité ne soit décidé, ne s'attend pas à voir lever la séance sans qu'il soit fait droit à sa demande. »

En même temps, le général Rautenfeld, qui commandait les troupes, prit place au milieu de la diète, et ne permit à aucun nonce de quitter la salle avant que la députation ne fût autorisée à signer. La diète ne délibéra pas. Les nonces, assis



Th. Guérin del.

KOSCIUSKO À MACIEJOWICE.

dans leurs fauteuils, se tinrent immobiles, observant le plus profond silence. Le roi lui-même refusa d'ouvrir les débats. La journée, une partie de la nuit s'écoulèrent dans ce solennel silence. Alors le général Rautenfeld demanda trois fois si la diète donnait son consentement. Cette demande ainsi réitérée n'ayant été l'objet d'aucune réponse il déclara que, puisqu'il ne se présentait pas d'opposition, la députation était autorisée à signer, et la concession déclarée valable.

Ainsi se termina *à l'amiable*, selon l'expression de Catherine dans sa déclaration de Grodno, la cession d'une autre partie de la Pologne aux puissances co-partageantes. La Russie gagnait à cela une partie du palatinat de Wilna, le reste de ceux de Polotzk et de Minsk, des parties de ceux de Nowogrodeck et de Volhynie, toute la Podolie et l'Ukraine, ayant ensemble une surface de 4,553 milles géographiques et une population de 3 millions 11,688 âmes. La Prusse, outre les villes de Dantzig et de Thorn, acquit les palatinats de Posnanie, de Gnesne, de Kalich, de Brzesc-en-Cujavie, la plus grande partie de ceux de Plotzk et de Rawa, ceux de Lentzchitz et de Siéradie, le pays de Vialan et un district du palatinat de Cracovie; le tout formant une superficie de 1,061 milles carrés géographiques, peuplés par 3 millions 594,640 âmes. L'Autriche, qui, dans le second comme dans le premier partage, s'était toujours tenue en arrière, pour ne recueillir dans cette iniquité que du profit sans haine, allait, avant le partage définitif qui n'eut lieu qu'en 1795, se mettre en mesure d'avoir une bonne part.

CHAPITRE IV

1794

Retour à Varsovie du roi Stanislas et de l'ambassadeur de Russie. — Redoublement de persécutions. — Situation critique des conjurés. —Insurrection de Madalinski.—Arrivée de Kosciuszko à Cracovie.— Insurrection de Cracovie. — Acte d'insurrection du 24 mars 1794. — Kosciuszko est nommé chef de l'insurrection ; son serment ; ses proclamations à l'armée et à la nation. — Bataille de Raslavicé. — Beau fait d'armes de Kosciuszko. — Premières victoires des insurgés.

Depuis que les Russes avaient pris possession de la Pologne, le siége du gouvernement avait été transféré à Grodno. Vers la fin de novembre 1793, le roi Stanislas et l'ambassadeur de Russie, qui était plus roi que lui, revinrent à Varsovie. Leur arrivée fut marquée par un redoublement de persécutions. Le nombre des espions augmenta, et les malheureux Polonais, trop fiers pour se résigner à l'arrogance insoutenable des Russes, prêtaient tous les jours aux soupçons. Les délations se multipliaient ; les arrestations des personnes les plus probes, sans distinction d'âge et de sexe, devenaient de jour en jour plus nombreuses : les prisons furent bientôt encombrées. Les crimes imaginaires, les vertus réelles, tout servait de texte à des accusations ; étran-

gers, citoyens, tous étaient suspects et poursuivis. Les officiers et les soldats russes ajoutaient encore, par mille désordres et mille cruautés, aux hideuses formes de cette justice inquisitoriale. L'insulte se joignit ensuite à l'oppression, et les tyrans, chargés de la haine publique, appréhendant une révolte et défiants comme tous les tyrans, prirent pour la prévenir des précautions si savamment cruelles, que les annales de la barbarie n'offrent rien de semblable. Catherine, dont le sang, dans ses dernières années, semblait être devenu le hochet exclusif, paraissait mettre alors sa gloire à surpasser tout ce qu'elle reprochait à la Révolution française.

Avec ce redoublement de fureurs, la situation des conjurés devenait de jour en jour plus critique. Le danger d'être découverts n'était pas le seul qu'ils avaient à redouter. Un autre, plus grave peut-être, en ce qu'il pouvait paralyser tous leurs moyens de révolution, était imminent : c'était la réduction des troupes polonaises, qu'on avait déjà commencé à opérer. En effet, des compagnies avaient été réduites à soixante-quinze hommes, et on s'attendait tous les jours à voir licencier le reste, et même à la saisie de l'arsenal de la république. C'eût été alors ôter aux conjurés leurs dernières, et, disons-le, leurs seules ressources.

Effrayés de la marche rapide de cette réaction, les patriotes expédiaient à Kosciuszko courrier sur courrier, lui mandant l'extrémité à laquelle ils allaient être réduits, le pressant de hâter l'insurrection, et, pour l'y décider, exagérant leurs moyens et leurs ressources. Kosciuszko, de son côté, ayant eu l'occasion d'ouvrir quelques communications avec l'Ukraine, la Lithuanie et la Grande-Pologne, avait acquis la conviction que, dans toutes ces provinces, on désirait l'insurrection, et qu'on était prêt à s'y lever au signal convenu.

Malheureusement, tout cela se réduisait à des vœux qui

cachaient mal des craintes. En effet, les conjurés n'avaient ni armes, ni chevaux, ni provisions d'aucune espèce. Ceux des nobles qui désiraient ardemment d'être délivrés de leurs oppresseurs, n'attendaient cet effort que de l'armée, et ne se donnaient aucun mouvement par eux-mêmes. L'idée seule de la levée générale des paysans faisait trembler la plupart des propriétaires, qui se trouvaient ainsi en contradiction avec leurs propres sentiments, flottant entre le désir de l'indépendance et la crainte de perdre leurs droits sur les serfs.

Ce fut dans ce moment, en mars 1794, qu'un général polonais, Madalinski, pressé de licencier son régiment, et craignant que l'armée ne fût totalement réformée sans avoir pu faire de résistance, se décida à lui donner l'exemple. Il rassembla son régiment, qui montait à sept cents chevaux, quitta son quartier de Pultusk, traversa la Vistule, surprit les détachements prussiens postés le long de la nouvelle frontière, et les battit l'un après l'autre. Au lieu de marcher vers Varsovie, gardée dans ce moment par plus de vingt mille Russes campant dans la ville ou aux environs, il se dirigea vers Cracovie, pour favoriser l'insurrection des troupes cantonnées dans ce palatinat, y prendre une bonne position et y attendre l'arrivée de Kosciuszko. L'esprit de cette province était mieux préparé pour la révolution que celui des autres parties de la Pologne. La noblesse, la bourgeoisie, les militaires, tout le monde y désirait et y attendait avec impatience l'arrivée du libérateur commun, Kosciuszko.

Il y arriva le jour même (23 mars 1794) où s'était consommé à Cracovie un grand acte de colère populaire. Dès le matin, le bruit du tocsin avait appelé le peuple aux armes. Des villages des environs étaient arrivées des bandes de paysans armés de faulx droites, de piques, et conduits par leurs propriétaires. Ils s'étaient joints à la population de la ville,

soulevée contre la garnison russe, forte de cinq cents hommes, et qu'on voulait chasser. Le combat commença dès onze heures du matin, acharné, terrible. Le sang coulait par les rues ; le seuil des maisons en était teint. La garnison polonaise, forte de quatre cents hommes, et qui avait pris l'initiative de ce soulèvement, seconda admirablement les paysans et les bourgeois. Dès ce moment, on ne songea plus à chasser les russes, mais à les exterminer. Heureusement pour ces derniers, le plan d'attaque des insurgés n'avait pas répondu à leur ardeur. Les mesures furent prises si maladroitement, que les Russes purent évacuer la ville. Comme ils sortaient par une porte, Kosciuszko entrait par l'autre. Il les fit poursuivre ; mais il était trop tard. Arrivés en rase campagne, les Russes se défendirent vaillamment et ne perdirent que leurs bagages.

Rien au monde ne peut peindre l'enthousiasme qu'excita à Cracovie l'arrivée de Kosciuszko. Jamais monarque, dans tout l'éclat de sa pompe et de sa puissance, n'a vu éclater sur son passage des sentiments plus vifs et plus vrais. Ce n'était pas là, une joie de commande, tout fut spontané, tout fut naturel, parce que les acclamations s'adressaient à l'homme et non pas au rang ; parce que Kosciuszko apparaissait au peuple comme un sauveur qui vient vouer sa vie à l'indépendance et au bonheur de sa patrie. Aussi les hommes, les femmes, les vieillards, les enfants, toutes les classes, tous les états, tous les rangs se pressaient et se confondaient au-devant de ses pas ; et, au milieu de tout ce délire, coulaient d'abondantes larmes ; mais, cette fois, c'étaient des larmes de joie et d'espoir.

Le lendemain (24 mars 1794), Kosciuszko fut proclamé général en chef de l'armée insurrectionnelle. En cette qualité, il eut à recevoir le serment des habitants de Cracovie, et à prêter lui-même le sien à la nation.

Ce fut un jour solennel dans les fastes révolutionnaires de la Pologne, que celui où un peuple, insurgé contre la tyrannie d'oppresseurs étrangers, se lia par un serment, au chef qu'il s'était choisi. Dès le matin, la ville de Cracovie fut parée comme pour un jour de fête. L'espoir et la joie brillaient sur toutes les physionomies. La grande salle du château avait été fixée pour l'imposante cérémonie du serment. Sur une estrade au-dessus de laquelle flottait le drapeau national, était Kosciuszko. Sa figure était légèrement animée, parce qu'il sentait toute la responsabilité qui allait peser sur sa tête ; son regard était fier, parce qu'il avait la conscience de la justice de sa cause. Autour de lui étaient Ignace Potocki, Kolontay, Zajonczek, et d'autres patriotes qui avaient quitté la terre d'exil pour venir saluer cette aurore de l'indépendance de leur patrie, pour voler où les appelait le danger. Une foule immense, où les rangs, les états, les sexes, étaient confondus, remplissait la salle, et se prolongeait au loin, à ses abords. Nobles, bourgeois, paysans, prêtres, femmes, s'accostaient, se félicitaient, tant l'espoir seul de la liberté avait jeté d'enthousiasme dans ces âmes naguère flétries sous un joug abhorré. Toute cette foule était rassemblée là pour prêter à la nation, entre les mains de Kosciuszko, le serment solennel de vivre ou de mourir pour l'indépendance de la patrie. On s'y était rendu de toutes les parties du palatinat ; héroïque empressement d'une population entière rassemblée à cette fête nationale, non dans un sentiment de joie frivole, mais dans une pensée de douloureux sacrifice.

Les plus notables d'entre les habitants prêtèrent le serment les premiers. Parmi eux, on vit s'avancer de nobles vétérans de la liberté, l'air morne et grave, mais fier et décidé ; ayant passé leur vie à protester contre l'oppression étrangère, ils allaient illustrer leur mort par la couronne du martyre. Comme

la formule du serment était en quelque sorte arbitraire, de plus d'une bouche sortirent, avec des vœux pour la patrie, des imprécations contre ses farouches oppresseurs; et si le génie protecteur d'un peuple tient compte au ciel des malédictions populaires, ce jour-là, le génie de la Pologne dut avoir à inscrire de terribles charges contre Catherine et Frédéric-Guillaume.

Après les vétérans de la liberté, s'avancèrent des nobles récemment ralliés à la cause de l'indépendance, des militaires, des bourgeois, des prêtres, des paysans, les uns groupés autour d'un drapeau seigneurial, les autres autour de la bannière du corps de métier auquel ils appartenaient. Tous défilèrent devant Kosciuszko, prêtant, avec enthousiasme, le serment national, et prêts à cimenter de leur sang la liberté pour laquelle ils se levaient.

Après avoir reçu le serment de tous, Kosciuszko se leva, et, avant de prêter le sien, prononça les paroles suivantes, qui furent écoutées, comme autant d'oracles, par la population enthousiaste qui l'entourait :

« Chers concitoyens et frères,

« Malgré l'iniquité qui pèse depuis longtemps sur elle, la « Pologne n'est pas morte; elle se relève encore contre ses « oppresseurs.

« Pour ceux qui sentent ce qu'ils doivent à leur patrie, au « sang polonais qui coule dans leurs veines, l'insurrection « d'aujourd'hui n'a d'autre but que de nous affranchir. Nous « nous levons pour recouvrer les provinces violemment ar- « rachées à la Pologne, pour reconquérir l'indépendance na- « tionale, pour nous rendre à la liberté.

« Levons-nous donc tous, joignons nos forces, et nous rem-

« plirons plus vite et plus aisément les vues sacrées qui nous « ont mis les armes à la main. Défendons tous la même cause; « unissons-nous tous dans une haine commune contre les « usurpateurs qui, au mépris de traités clairs, formels, au- « thentiques, divisent et morcellent notre sol, foulent aux « pieds nos droits et nos libertés, nous chassent de nos héri- « tages paternels, et se partagent nos biens.

« Aucun usurpateur ne peut réclamer des droits qui n'ap- « partiennent qu'aux nations, et il n'est même au pouvoir « d'aucun peuple de consentir à suspendre, à exécuter le droit « inaliénable, éternel, qu'il y a de poursuivre, de détruire les « tyrannies au dedans et au dehors, quelque nom qu'elles « prennent, quelques formes qu'elles adoptent.

« Un peuple qui veut réellement être libre le sera, et les « efforts des plus nombreuses armées échoueront toujours « contre une nation levée en masse, et où tout le monde est « soldat.

« Et vous, brave peuple des campagnes, sachez distinguer « vos amis de vos ennemis, cessez de vous laisser leurrer par « de vaines promesses. L'ennemi commun vous promet la « sûreté, la tranquillité que réclament vos utiles travaux, et « ne voyez-vous pas qu'il ne peut vous procurer ces avanta- « ges? Pouvez-vous croire à l'humanité d'une soldatesque in- « solente, prête à ravir votre bétail, vos chétives possessions, « vos instruments de labourage, et à livrer vos cabanes aux « flammes?

« Ah! que vous serez cruellement désabusés, lorque le feu « dévorera les fruits de votre travail, et les moissons cultivées « par vos mains et arrosées de vos sueurs. Pouvez-vous croire « à la tranquillité que vous garantit la Russie, puissance dont « les sujets sont, depuis un siècle, envoyés à la boucherie? Demandez à ses soldats, à ses cosaques, depuis combien de

« temps ils sont excédés de veilles, de courses, de travaux de « toute espèce ? Demandez-leur dans quel temps ils se repo- « sent? De bonne foi, la Russie peut-elle vous promettre l'a- « mélioration de votre sort, elle qui tient dans la plus dure « servitude les habitants de ses campagnes, qui les accable de « corvées pénibles, continuelles, de redevances exorbitantes « et honteuses, et qui permet qu'on les vende au marché « comme des bêtes de somme?

« Qu'aucune classe de citoyens ne se laisse donc abuser par « les déclamations russes. La Russie vous invite à l'inertie; la « patrie vous commande l'activité, le courage, l'union. La « Russie promet une tranquillité trompeuse dans les travaux « rustiques; le gouvernement de Pologne veut assurer pour « jamais, à tous les citoyens, le fruit de leur travail. Les dé- « clarations russes emploient un vain étalage de mots pour « nous faire accroire qu'elle veut adoucir, en votre faveur, « son système de servitude, la plus dure qui existe sur la terre. « L'insurrection nationale prépare à tous les habitants de la « Pologne une liberté fondée sur la raison. Enfin, les décla- « rations russes tendent à affaiblir, à diviser les citoyens : le « gouvernement de Pologne invite tous les Polonais à la con- « corde, source de force et d'infaillibles succès. Citoyens et « frères, pouvez-vous demander qui vous devez croire? « D'un côté, vous entendez la voix de vos compatriotes et « de vos frères; de l'autre, celle des usurpateurs étran- « gers, des ennemis de la nation et du nom polonais. « D'une part, vous restez Polonais; de l'autre, vous devenez « Russes. »

A ce moment, Kosciuszko fut interrompu par mille cris, tels que : « Non! non! nous voulons rester Polonais? Plus de « Russes! Mort à nos tyrans »

— « Oui! reprit Kosciuszko avec force, oui, restons Polo-

« nais! Plus de Russes! Mort à nos tyrans! Mais pour cela,
« il faut que le serment que vous venez de prêter à la na-
« tion vous unisse dans une ligue sainte et sacrée, qui ne
« doit avoir de fin que lorsque le sol polonais sera purgé
« de la présence de ses ennemis, et que la Pologne sera in-
« dépendante et libre. »

— « Nous le jurons! » s'écrièrent des milliers de voix.

— « Eh bien? tenez votre serment, et je réponds du suc-
« cès. Quant à moi, ajouta Kosciuszko, Dieu m'est témoin de
« la sincérité de celui que je vais prêter à la nation. »

Et d'une voix plus solennelle et plus imposante, il prêta le serment suivant :

« Moi, Thadée Kosciuszko, je jure à la nation polonaise, en
« présence de l'Être suprême, que je ne tournerai jamais le
« pouvoir qui m'est confié pour opprimer aucun citoyen;
« mais que je l'emploierai uniquement pour défendre l'inté-
« grité de mon pays, pour recouvrer l'indépendance natio-
« nale, et pour affermir la liberté générale de ma patrie. »

Les cris mille fois répétés de : « vive Kosciuszko! vive la Pologne! » couvrirent ces derniers mots.

Le même jour fut proclamé, au bruit du canon, un acte d'insurrection, où se révélaient toute la dignité d'un peuple outragé dans sa nationalité, et toute l'horreur que lui inspirait l'oppression étrangère; noble protestation qu'il est difficile de lire sans une émotion profonde.

Voici ce document important, que l'histoire doit conserver comme un impérissable stigmate à la sanglante et sauvage politique de Catherine.

Acte d'insurrection de la Pologne opprimée.
(Mars 1794.)

« L'état où se trouve actuellement la malheureuse Pologne est trop connu de l'univers; l'indignité de deux puissances voisines, et le crime des traîtres à la patrie l'ont précipitée dans cet abîme. Catherine II, qui, d'intelligence avec le parjure Guillaume, a résolu d'extirper jusqu'au nom polonais, vient d'accomplir ses projets iniques. Il n'est aucun genre de faussetés, de perfidies ou de trahisons dont ces deux gouvernements ne se soient rendus coupables pour satisfaire leur vengeance et leur cupidité. La czarine, en se déclarant garante de l'intégrité et de l'indépendance de la Pologne, l'affligeait de toutes sortes de fléaux; et, lorsque la Pologne, lassée de porter son joug honteux, eut recouvré ses droits de souveraineté, elle employa contre elle des traîtres à la patrie, elle appuya leurs complots sacriléges de toute sa force armée, et ayant détourné avec artifice, de la défense du pays, le roi, à qui une diète légale et la nation avaient confié toutes leurs forces, elle trahit bientôt honteusement ces mêmes traîtres. Etant, par de pareils subterfuges, devenue maîtresse des destinée de la Pologne, elle invita Frédéric-Guillaume à prendre part aux dépouilles, afin de le récompenser de sa perfidie, pour avoir rompu le traité le plus solennel avec la république.

« Sous des prétextes impudemment faux, mais en effet pour satisfaire leur insatiable cupidité et étendre leur domination par l'envahissement des nations limitrophes, ces deux puissances confédérées contre la Pologne, se sont emparées des possessions immémoriales et incontestables de la république; et, pour cet effet, elles ont obtenu, dans une diète convoquée dans ce dessein, une prétendue approbation de

leurs usurpations; elles ont forcé les sujets au serment et à l'esclavage, en imposant les citoyens aux charges les plus onéreuses; et ces deux alliés, ne connaissant qu'une volonté arbitraire, par un langage nouveau et inconnu dans le droit des gens, ont audacieusement assigné à l'existence de la république un rang inférieur à toutes les autres puissances, faisant voir clairement par là que les lois, autant que les limites des Etats, dépendent absolument de leurs caprices, et qu'ils regardent le nord de l'Europe comme une proie destinée à la rapacité de leur despotisme.

« Le reste de la Pologne n'a pu encore parvenir à acheter l'amélioration de son sort au prix de tant de cruelles calamités. La czarine, en cachant ses desseins ultérieurs, qui ne peuvent qu'être pernicieux aux puissances de l'Europe, sacrifie, en attendant, la Pologne à sa vengeance implacable; elle foule aux pieds les droits les plus saints de la liberté, de la sûreté, de la propriété. La pensée et le sentiment intérieur des Polonais ne peuvent même être à l'abri de ses persécutions soupçonneuses, et elle tâche d'enchaîner jusqu'au langage. Il n'y a que les traîtres à la patrie qui trouvent de l'indulgence auprès d'elle; ils peuvent impunément commettre toutes sortes de crimes. Aussi les biens et les revenus publics sont-ils déjà devenus leur proie. Ils se sont emparés de la propriété des citoyens; ils se sont partagé entre eux les charges de la république, comme s'ils pouvaient s'emparer de ses dépouilles, parce que la patrie est subjuguée; et, en usurpant avec impiété le nom de gouvernement national, esclaves d'une tyrannie étrangère, ils font tout à son gré.

« Le conseil permanent, dont l'établissement avait été l'ouvrage d'une force étrangère, supprimé légalement par la volonté de la nation, et nouvellement rétabli par les traîtres, franchit, à l'ordre du ministre de Russie, les limites du pou-

voir qu'il avait bassement reçu de lui, en rétablissant, en refondant, en supprimant arbitrairement les constitutions qui venaient d'être établies et celles qui avaient été détruites. En un mot, le prétendu gouvernement de la nation, la sûreté, la liberté et la propriété des citoyens restent entre les mains des esclaves d'un serviteur de la czarine, dont les troupes inondent le pays et servent de rempart aux traîtres.

« Accablés par ce poids immense de malheurs, vaincus plutôt par la trahison que par la force des armes ennemies, privés de toute protection de la part du gouvernement national; après avoir perdu la patrie, et avec elle une jouissance des droits les plus sacrés de la liberté, de la sûreté et de la propriété ; trompés et devenus la risée de quelques gouvernements, et abandonnés des autres, nous, citoyens, habitants du palatinat de Cracovie, en sacrifiant à la patrie nos vies comme l'unique bien que la tyrannie n'a pas daigné nous arracher, nous nous saisissons de ces moyens extrêmes et violents que le désespoir civique nous suggère. Dans la ferme résolution de périr et de nous ensevelir sous les ruines de notre patrie, ou de délivrer la terre natale d'une oppression féroce et d'un joug plein d'opprobre, nous déclarons à la face du ciel et de tout le genre humain, et surtout des nations qui savent apprécier la liberté et la mettre au-dessus de tous les biens de l'univers, qu'en usant du droit incontestable de défense contre la tyrannie et l'oppression armée, nous réunissons dans un esprit de patriotisme, de civisme et de fraternité, toutes nos forces ; et, persuadés que le succès de notre entreprise dépend surtout le plus de notre union, nous renonçons à tous les préjugés et distinctions qui ont partagé ou qui ont pu séparer jusqu'à présent les citoyens habitants d'une même terre et les enfants de la même patrie ; et nous nous promettons mutuellement tous de n'épargner aucuns sacrifices, mais, au contraire, d'u-

ser de tous les moyens que l'amour sacré de la liberté peut inspirer aux hommes que le désespoir a fait lever pour sa défense.

« Affranchir la Pologne des troupes étrangères, recouvrer et assurer l'intrégrité des frontières, anéantir toute sorte d'usurpation, tant intérieure qu'extérieure, affermir la liberté générale et l'indépendance de la république; tel est le but sacré de notre insurrection. Pour que nous puissions l'atteindre sûrement, pour qu'un pouvoir énergique dirige la force nationale (après avoir attentivement considéré la situation actuelle de notre patrie et ses habitants), nous avons cru nécessaire et indispensable de nommer :

« 1° Un chef général de la force armée;

« 2° Le conseil suprême national;

« 3° La commission du bon ordre dans le palatinat;

« 4° Le tribunal criminel suprême;

« 5° Le tribunal criminel dans notre palatinat. »

A ce noble et sincère exposé de motifs étaient joints douze arrêtés.

Les premier, deuxième et troisième nommaient Kosciuszko chef unique, directeur général de l'insurrection armée, et constituaient en sa faveur une véritable dictature temporaire. Les quatrième et cinquième fixaient les attributions du conseil suprême national investi du droit de statuer sur les impôts provisoires, sur la disposition et l'emploi des biens nationaux et de tous les fonds publics, chargé d'ordonner le recrutement, de pourvoir à tous les besoins de la force armée, de veiller à l'administration de la justice, aux rapports diplomatiques et à la sûreté comme à la subsistance publiques. Par les autres étaient institués la commission *du bon ordre*, le tribunal criminel suprême, et le tribunal criminel du palatinat. La première était tenue d'exécuter les ordres transmis par le chef de la force

armée et le conseil national. Les autres étaient chargés de juger les crimes contre la nation, les actes contraires au but de l'insurrection et les délits contre le salut de la patrie. Toutes ces autorités n'étaient que temporaires, et le droit de faire une constitution nationale, soit ensemble, soit séparément, leur était formellement interdit. . . . .

L'acte d'insurrection se terminait par les paroles suivantes :

« Notre désespoir est au comble, et notre amour pour la patrie est sans bornes. Les malheurs les plus cruels, les difficultés les plus insurmontables, ne sauraient affaiblir ni décourager notre civisme. . . . .

« Nous nous promettons mutuellement, et à toute la nation polonaise, de la fermeté dans l'entreprise, de la fidélité pour les principes, de l'obéissance pour les autorités nationales dénommées dans cet acte. Nous conjurons le chef de la force armée et le conseil suprême, par l'amour de la patrie, d'user de tous les moyens capables de délivrer la nation polonaise, remettant entre leurs mains le pouvoir d'employer nos personnes et nos biens pendant que durera le combat de la liberté avec le despotisme, de la justice avec l'oppression et la tyrannie. Nous désirons qu'ils aient toujours présente cette grande vérité : *Le salut du peuple est la suprême loi.* »

Cet acte, revêtu de milliers de signatures, fut adressé dans tous les palatinats, Kosciuszko y joignit deux proclamations, l'une à l'armée, l'autre à la nation.

Voici la proclamation à l'armée :

« Chers camarades, nous avons juré plus d'une fois d'être « fidèles à la patrie, et plus d'une fois nous en avons donné « des preuves. Enfin, le terme est arrivé où nous devons « remplir cette promesse sacrée. L'injustice nous a non-seu« lement enlevé des provinces entières, mais encore nous a « arraché nos armes et ne veut plus nous laisser que la honte

« et la misère. Ressaisissons ces armes pour les tourner contre « le sein de nos ennemis ; délivrons la patrie du joug infâme « qui couvre d'opprobre les Polonais. Rendons à la nation son « pouvoir légitime, et en revendiquant toute sa gloire, méri- « tons par nos efforts, sa juste reconnaissance

« Appelé par vous, chers camarades, je viens me mettre à « votre tête. Je vous apporte mon sang et ma vie. Votre cou- « rage et votre civisme me sont garants du succès et de la pros- « périté de notre patrie. Ne faisons qu'une âme avec nos « chers compatriotes ; réunissons nos cœurs, nos bras, nos « moyens, avec tous les habitants de ce malheureux pays. « C'est la trahison qui nous a arraché les armes des mains ; « que la bravoure et la vertu nous les rendent. Le joug sous « lequel nous gémissons sera détruit, et nos chaînes seront « brisées à jamais.

« Pourriez-vous, chers camarades, supporter avec indiffé- « rence un despotisme étranger qui vous a dispersé honteu- « sement, qui s'empare de nos arsenaux, jette dans des cachots « nos chers compatriotes, et qui, enfin, après nous avoir dé- « pouillés, se joue impunément du reste de nos citoyens ? Non ! « chers camarades ; suivez-moi ! La gloire nous appelle ; « devenons les libérateurs de notre malheureuse patrie. Je « vous jure de faire les plus grands efforts pour me rendre « digne de votre patriotisme et du motif qui le dirige.

« Ne croyez pas devoir de l'obéissance aux ordres de vos pré- « tendus supérieurs actuels ; les magistratures établies par les « Russes ne sont dignes que de votre mépris. Vous ne devez « fidélité qu'à la patrie. C'est elle qui vous appelle aux armes ; « et c'est en son nom que je vous envoie mes ordres. Je prends, « chers camarades, pour mot de guet : VAINCRE OU MOURIR, et « je fonde mon espoir sur vous et sur cette nation qui a juré « de mourir plutôt que de vivre dans un honteux esclavage. »



Th Guerin del. Masson sculp.

Les Turcs assiégeant Vienne.

La

anim

siaste

clé e

« m

« po

« ne

« ca

« de

« li

« a

« d

« t

« r

La proclamation de Kosciuszko à la nation respirait la même énergie et le même patriotisme. Cet appel enthousiaste à tous les dévouements nationaux mérite aussi d'être cité en entier. Le voici :

« Mes concitoyens,

« Appelé plusieurs fois par vous au secours de la patrie, je « me rends, selon vos désirs, à la tête de l'armée; mais je ne « pourrai pas rompre le joug infâme de l'esclavage, si vous « ne m'appuyez pas avec autant de promptitude que d'efficacité. Aidez-moi donc de toutes vos forces, et hâtez-vous « de venir vous ranger sous le drapeau de la patrie et de la « liberté.

« Le même zèle doit animer tous les cœurs, puisque nous « avons tous le même intérêt. Sacrifiez à la nation une partie « d'une fortune qui n'était plus à vous, puisqu'elle était continuellement en proie à la cupidité des soldats de la tyrannie. Envoyez à l'armée des sujets capables et pourvus « d'armes. Ne leur refusez pas des vivres en légumes, en biscuit et en grains. Approvisionnez-nous de chevaux, de « chaussures, d'habits, de draps, de toile. Ces généreuses « offrandes faites à la patrie et à la liberté vous mériteront la « plus belle récompense, celle de la reconnaissance de la « nation entière.

« C'est la dernière fois que le désespoir nous met les armes « à la main. Méprisons la mort! Animés par l'espoir d'améliorer notre sort et celui de notre postérité, ne nous laissons « pas intimider par les menaces de nos ennemis conjurés. Le « premier pas pour secouer le joug de l'esclavage, c'est d'oser « être libres; le premier pas vers la victoire, est de connaître « ses forces.

« Citoyens, le palatinat de Cracovie vous a donné le plus

« bel exemple de patriotisme : il a offert à la patrie la fleur de
« sa jeunesse; il a décrété une contribution pécuniaire; il a
« promis tous secours possibles aux défenseurs de la patrie.
« Cet exemple est digne de votre initiative. Ne tardez pas de
« prêter votre appui à la patrie, qui s'acquittera de cette dette
« par la plus vive reconnaissance. On acceptera, en qualité
« d'impôts, les quittances que vous recevrez des généraux-
« majors des palatinats et des commandants militaires; et
« tout sera payé quand la patrie sera sauvée. Je ne prétends
« pas vous animer à un devoir aussi sacré, et je me tais, pour
« ne pas paraître douter un instant de votre patriotisme. »

« Les vexations que vous avez éprouvées des soldats russes
« doivent bien vous convaincre qu'il vaut mieux faire volon-
« tairement pour la patrie ce que vous étiez obligés de faire
« par violence pour ses ennemis. Rien ne saurait garantir de
« l'infamie et de l'exécration publique celui qui, dans de pa-
« reilles circonstances, se montrerait insensible aux besoins
« de l'État. Mais, citoyens, j'attends tout de votre zèle, et vous
« vous unirez, du fond de votre cœur, à cette ligue sainte.
« Ce n'est pas l'intrigue étrangère ni l'envie de dominer,
« mais c'est l'amour de la liberté qui la cimente. Quiconque
« n'est pas pour nous est contre nous; quiconque ne s'unit
« pas à ceux qui ont juré de verser leur sang pour la patrie,
« est suspect de tramer quelque chose contre elle, ou est in-
« différent; ce qui est également un crime dans un citoyen.

« J'ai juré à la nation que je n'emploierai mon pouvoir
« contre personne en particulier; mais je déclare, en même
« temps, que quiconque agirait contre notre union, sera
« comme traître à la patrie, traduit devant le tribunal cri-
« minel établi par l'acte de l'insurrection. Nous avons trop
« péché par la douceur et l'indulgence : c'est par cette raison
« que la Pologne est à deux doigts de sa perte. Aucun fortait

« public n'a été puni. Ajoutons maintenant une autre ma-« nière d'agir : récompensons la vertu et le patriotisme ; mais « poursuivons les traîtres et punissons les criminels. »

Le résultat de l'insurrection du 24 mars et des deux proclamations que l'on vient de lire sur la détermination d'un peuple qui supportait avec tant d'impatience et d'horreur le joug écrasant des Russes, était facile à prévoir. Une victoire inattendue vint encore donner plus de probabilité au succès qu'on était en droit d'en attendre.

Pendant les six jours qui suivirent la proclamation de l'insurrection, Kosciuszko, investi de la dictature, pour prévenir, dans ce moment de crise, les effets dangereux du défaut d'ensemble et de concert inhérent à tout gouvernement exercé par un trop grand concours de membres, semblait se multiplier. Il avait publié des universaux, rassemblé les nobles et les bourgeois, institué une commission palatinale et rétabli la bourgeoisie dans ses droits de citoyen. Le 30 mars, il apprit que Madalinski, celui-là même qui avait le premier levé le drapeau de l'insurrection, était poursuivi par sept mille Russes, commandés par les généraux Denisow et Tormansow. Décidé à aller les combattre, Kosciuszko prend avec lui la garnison de Cracovie et douze pièces de canon, les seules qui fussent disponibles. A quatre lieues de la ville il augmente ses forces de quatre bataillons d'infanterie et d'un régiment de cavalerie, et, après deux marches forcées, fait sa jonction avec Madalinski, que les Russes n'avaient pu parvenir encore à entamer.

A Koniusza, où il se trouvait alors, Kosciuszko fut rejoint par trois cents paysans armés de faulx, ce qui fit monter sa petite armée trois à mille hommes d'infanterie, douze cents chevaux et douze pièces de canon. Malgré son infériorité numérique, il marcha au-devant des Russes, et son avant-garde

se heurta contre la leur. A la vue des insurgés, cette dernière s'était repliée sur son corps. Kosciuszko avait continué sa marche et était arrivé à la hauteur de Raslavicé. Là, il découvrit l'armée russe campée sur une montagne d'un accès très-difficile, et dans une position formidable. Pour profiter de l'enthousiasme de ses troupes, il rangea son armée sur un monticule opposé au camp russe, et offrit la bataille. En avant de son front, il y avait une pente douce, qui se terminait au pied de la montagne où les Russes étaient postés. Sa droite appuyait à une vallée très-profonde; mais sa gauche, sans autre défense naturelle qu'un petit bois qui la masquait, était presque découverte. Kosciuszko fit élever à la hâte quelques batteries sur ses ailes, jeta deux compagnies d'infanterie et cent chasseurs dans le petit bois qui s'élevait du creux de la vallée, et attendit l'attaque des Russes.

Pendant quelques heures, ces derniers ne firent aucun mouvement; mais, enfin, ils se mirent en marche sur trois colonnes, qui prirent chacune une direction différente. Celles de droite et de gauche, masquées l'une par une chaîne de monticules, l'autre par un bois, parvinrent à dérober entièrement leurs mouvements. Kosciuszko commençait à croire que l'armée russe allait se retirer, lorsqu'il découvrit la colonne du centre descendant la montagne par un chemin creux qu'enfilait une batterie polonaise de six pièces masquée. Lorsque la colonne russe fut engagée dans ce défilé, Kosciuszko fit démasquer sa batterie et foudroya l'ennemi, qui perdit beaucoup de monde dans cet aventureux passage. Peu après, la colonne de droite des Russes déboucha de derrière les monticules qui l'avaient jusqu'alors cachée, et parut vouloir se former sur la gauche des Polonais. Espérant la rompre plus aisément pendant qu'elle se formait, Zajonczek et Madalinski se précipitèrent sur elle, avec six escadrons,

à trois reprises différentes; mais, repoussés chaque fois avec perte, une partie de leurs troupes se débanda, et la gauche de l'armée polonaise se trouva découverte. Heureusement, Kosciuszko au centre remportait un avantage signalé. A la tête de quelques bataillons de troupes réglées et des paysans arrivés de la veille, il marcha contre la colonne du milieu qui s'était déployée au sortir du défilé, l'attaqua, la rompit la mit en déroute.

La position des Russes était fort désavantageuse. Entre les colonnes du centre et de la droite, il y avait un profond et impraticable ravin, dont les bords étaient garnis de grands arbres; ces deux colonnes ne pouvaient ainsi ni se voir ni se secourir. Quant à la colonne de gauche, séparée des Polonais par un ravin impraticable aussi, elle ne put prendre part à l'action qu'en les canonnant. La position des Polonais était plus favorable; ils pouvaient masser à leur gré leurs forces soit contre le centre, soit contre la droite de l'armée russe. Aussi Zajonczek, voyant de la gauche le désordre du centre ennemi, y lança une partie de sa cavalerie, qu'il était parvenu à reformer, et acheva de le mettre en déroute. En même temps, Kosciuszko, chargeant la droite de l'ennemi avec tous ses bataillons, eût immédiatement décidé la victoire, si ses troupes ne s'étaient arrêtées plusieurs fois pour faire feu. L'action se trouva ainsi ralentie, et les Russes avaient eu le temps de se reformer. Kosciuszko, voyant alors qu'il allait perdre tous ses avantages, prend le demi-bataillon qui était le plus près de lui, s'empare du fusil d'un soldat, et commande de charger à la baïonnette; lui-même, le fusil à la main, charge à leur tête, et se précipite au milieu des bataillons ennemis en poussant son cri de guerre : VAINCRE OU MOURIR ! Cet acte d'intrépidité décida la victoire. Electrisés par cet exemple, les autres bataillons suivent leur général, et cette

seconde colonne fut renversée, poursuivie, et perdit ses canons. La gauche russe, qui n'avait pu prendre part à l'action, voyant la déroute de la droite et du centre, fit sa retraite. L'infanterie et la cavalerie polonaises avaient été tellement rompues par le choc, qu'aucune compagnie n'était en bon ordre, et qu'il fut impossible à Kosciuszko de poursuivre cet avantage. Il resta seulement maître du champ de bataille et de douze pièces de canon. Les Russes avaient laissé plus de quatre cents morts sur la place ; la perte des Polonais avait été beaucoup moindre.

CHAPITRE V

1794

L'insurrection se propage. — Situation critique des Russes à Varsovie. —Etat des esprits à Varsovie ; fermentation générale. — Complot des Russes pour s'emparer de l'arsenal par surprise. — L'indécision des patriotes est fixée par la découverte de ce complot. — Insurrection de Varsovie. — Insurrection de Wilna. — Une partie de l'armée polonaise au service des Russes passe aux insurgés. — Kosciuszko après la bataille de Raslavicé ; il s'occupe à organiser son armée ; difficultés qu'il éprouve. — Le sellier de Varsovie. — Les nobles et les paysans. — Division et défiance de ces ordres : motifs de ces divisions et de ces défiances ; leurs funestes effets. — Kosciuszko essaie d'y remédier. — Ordonnance réglant les devoirs des paysans envers les propriétaires. — Levée du cinquième.

L'insurrection de Cracovie et la victoire de Raslavicé jetèrent le plus grand trouble à la cour de Stanislas et dans la diète de Grodno siégeant alors à Varsovie, et devenue diète de la couronne. Poussés par l'ambassadeur de Russie, dont cette levée contrariait les vues, le roi et le conseil permanent déclarèrent les chefs des insurgés rebelles et traîtres. Ils ordonnèrent que leur procès fût fait. Dans son universal ou proclamation du 11 avril, le roi s'exprima en ces termes :

« Polonais, on vous excite à renoncer à l'état où vous vous trouvez, pour recouvrer l'intégrité de votre territoire. Mais existe-t-il un moyen pour cela ? On vous exhorte à sacrifier

les restes de votre fortune et les provisions que vous avez ménagées; mais le zèle peut-il aveugler ces hommes au point que, se trouvant sans alliés, sans forces réunies, sans secours aucun, ils travaillent à notre propre ruine, et fournissent à ceux qui veulent notre perte et l'anéantissement du nom polonais, un prétexte pour accomplir leurs desseins? Sans doute, la situation dans laquelle nous nous trouvons est excessivement pénible; mais n'oubliez pas que le moyen pour en sortir nous est offert par les mains de ceux qui savent très-bien que rien ne peut retarder leur perte, si ce n'est notre ruine. La France elle-même, plongée dans l'anarchie, veut nous engager à sortir de l'anarchie. Ne souffrez pas que des phrases éloquentes, mais fallacieuses, fascinent vos yeux. Déjà les auteurs des crimes qui ont souillé la France sont tombés victimes de la vengeance populaire; aucun d'eux n'a échappé à la hache des bourreaux. L'exemple d'une nation puissante, et estimable sous tant de rapports, doit vous servir de leçon. Vous voyez cette nation changée en une horde de brigands féroces et sanguinaires; il n'existe pour eux d'autre plaisir que celui que leur causent les troubles et la ruine d'autres peuples. On vous parle de liberté! Que de sang n'a pas été répandu au nom sacré de la liberté, si souvent employé à des desseins perfides! »

L'effet de cette proclamation d'un roi sans influence, et qui n'était que l'instrument volontaire ou forcé de la Russie, fut nul. Quelques mesures que l'on prît pour cacher les succès des insurgés, la nouvelle de l'insurrection et de la victoire presque simultanée qui l'avait inaugurée, se répandit, par toute la Pologne, avec une rapidité qui tint du prodige. On eût dit que, pour favoriser cette tentative de résurrection, une puissance céleste avait mis à la disposition des insurgés et sa voix et ses ailes.

Le général russe Igielstrom, qui commandait à Varsovie et avait à sa disposition vingt mille hommes, essaya vainement de couper toute communication entre le foyer de l'insurrection et le reste du pays, se flattant de pouvoir éteindre cette étincelle avant qu'elle devînt un incendie. Tout ce que la surveillance peut suggérer de plus rigoureux en précautions fut mis en usage pour empêcher que le bruit de l'insurrection ne dépassât pas le palatinat de Cracovie : une partie de ses troupes avait été détachée pour écraser les insurgés ; mais la nouvelle de l'insurrection, comme celle de la défaite de l'armée russe, déconcertèrent toutes ses mesures. Sa position même devint très-embarrassante et très-critique. Le peuple de Varsovie, qui jusqu'alors s'était résigné frémissant au joug russe, devint tout à coup d'une turbulence qui allait jusqu'à la provocation, et Igielstrom, qui jusqu'à ce moment s'était montré impitoyable, non-seulement contre les patriotes, mais encore contre tout ce qui était suspect de patriotisme, se relâcha tout à coup de ses rigueurs, et parut, pour la première fois, craindre de choquer l'opinion et d'irriter la haine des citoyens animés contre ses persécutions. Si, dans ce moment, excité par l'enthousiasme républicain, chaque propriétaire eût marché à la tête de ses paysans, si chaque district eût fait des rassemblements de gens armés, cette armée russe se fût trouvée gravement compromise, et l'indépendance du pays sauvée peut-être. Mais de tels efforts exigent des âmes vigoureuses, fortement trempées, et celles de la majorité des Polonais étaient alors abâtardies ; il n'y avait plus ni ce feu ni cette fougue qui avaient caractérisé la vaillance de leurs ancêtres et si souvent fait leur gloire. « Alors une longue paix, une anarchie plus longue encore, avaient introduit un poison lent et secret dans toutes les parties de la république ; les esprits avaient perdu, avec l'idée et le goût des grandes choses, l'é-

nergie nécessaire pour un acte d'audace; l'esprit militaire était en quelque sorte évanoui. Les habitants avaient incontestablement conservé leur valeur personnelle; mais ils n'étaient plus généralement animés de ce vif enthousiasme qu'inspirent l'honneur national, l'amour de la liberté, la vue des dangers et l'habitude de la guerre. Les souhaits d'une grande partie des nobles étaient pour la révolution; mais ce sentiment restait caché au fond de leurs cœurs. Ils désiraient leur délivrance, mais ils auraient voulu qu'elle s'opérât sans qu'ils y coopérassent ni de leurs biens, ni de leur sang. Ils faisaient tous des vœux pour Kosciuszko, mais la plupart d'entre eux, avec l'indifférence de l'égoïsme, s'en reposaient sur la Providence du soin de faire triompher la noble cause qu'ils défendaient (1). »

Cependant la fermentation devenait de plus en plus grande dans Varsovie. Malgré l'extrême surveillance des Russes, les patriotes savaient tout ce qui se passait, non-seulement dans le palatinat de Cracovie, mais encore dans tous les autres, où chaque jour des adhésions isolées à l'acte d'insurrection du 24 mars venaient donner un plus grand poids à cette grande manifestation nationale. Les Polonais de la faction russe étaient mornes et abattus; les autres, au contraire, affichaient une joie que l'état apparent de la patrie semblait ne pas devoir comporter. Toutes les nouvelles qui arrivaient des palatinats ajoutaient à l'abattement des uns et à l'enthousiasme des autres. Tantôt c'était le district de Sandomir, ou de Wladimir, ou de Chelm, ou de Luck, qui s'insurgeaient aux cris de *Intégralité et liberté de la Pologne!* ou bien encore des régiments polonais incorporés dans l'armée russe, et qui passaient aux insurgés avec armes et bagages. Ces succès rem-

(1) *Révolution de 1794*, par Zajonczek.

plissaient d'ardeur toutes les âmes des patriotes de Varsovie : ils étaient décidés à faire un effort, mais ils n'avaient pas de plan. Un projet succédait à un autre ; la fougue et le zèle l'emportaient sur la réflexion, les plans chimériques sur les plans raisonnables. Comme dans toutes les grandes circonstances critiques de ce genre, l'imagination s'épuisait en rêveries, et le temps se passait en illusions sans qu'aucun fait positif vînt préparer une solution. Pour surcroît de malheur, les patriotes manquaient aussi de chefs. Tous ceux qui auraient pu l'être et dont les noms populaires auraient pu servir de drapeau à l'insurrection, étaient ou incarcérés ou en fuite. Dzialinski, Wenglerski, un jeune Potocki, dont le peuple bénissait les noms, avaient été récemment arrêtés, et expiaient dans les prisons leur popularité; d'autres, tels que Kapustas, Zajonczek, étaient parvenus à s'évader.

En proie à l'indécision la plus cruelle, les conjurés ne savaient à Varsovie sur qui arrêter leur choix, et perdaient un temps précieux, pendant que le général russe Igelstrom se préparait à y rendre toute insurrection sinon impossible, du moins peu profitable aux insurgés. Il avait résolu de s'emparer de l'arsenal par surprise ; son plan ne manquait ni d'adresse ni de chances de succès : il consentait à faire revêtir les Russes d'uniformes polonais, et, le jour de Pâques, d'en composer la garde qui figure aux églises. Pendant que le peuple, présent aux cérémonies religieuses, serait tenu enfermé dans les églises par cette garde prétendue polonaise, il ne pourrait courir aux armes ; l'arsenal et les casernes devaient être alors attaqués et facilement emportés. Heureusement pour les patriotes, un tailleur nommé Kilinski, qui travaillait aux habillements sous lesquels les Russes devaient se travestir, prévint les conjurés du plan qui se tramait, et dont il avait eu par hasard connaissance.

Un danger si pressant fixa toutes les indécisions. Les officiers d'artillerie sur qui on pouvait compter, furent prévenus de l'attaque projetée d'Igielstrom, et ne quittèrent plus l'arsenal, y veillant jour et nuit avec deux cents artilleurs qu'ils y avaient secrètement introduits à l'insu des officiers de l'état-major. Ils s'engagèrent, en outre, à mettre au service de l'insurrection deux demi-batteries et toutes les munitions dont on pourrait avoir besoin. Les conjurés s'assurèrent en même temps deux régiments des gardes, le régiment de Dzialinski et le colonel Woysiechowski, commandant d'un détachement des hulans du roi. Kilinski, le même qui avait découvert le projet russe, promit d'amener cinq cents bourgeois. Le plan d'attaque fut réglé, le signal convenu, et le jour de la révolution fixé au 17 avril à minuit. Deux capitaines d'artillerie, nommés Rope et Banczakiewicz, furent chargés de toutes les dispositions accessoires, et s'en acquittèrent avec un zèle et une activité qui devaient puissamment coopérer au succès de l'entreprise.

Igielstrom, cependant, assailli chaque jour de nouvelles alarmantes qui lui parvenaient des divers districts, pressentant, mais sans indications précises, qu'il se tramait quelque chose à Varsovie, s'était en quelque sorte fortifié dans la maison qu'il habitait. Un bataillon d'infanterie était affecté à sa garde ; quatre canons était braqués aux avenues. Sa position, en effet, devenait de plus en plus critique, et toutes ses craintes se trahissaient dans la lettre suivante, qu'il écrivait au ministre de la guerre à Pétersbourg, sous la date du 16 avril.

« Toute l'armée de Pologne, y disait-il, forte d'environ 18,000 hommes, est en pleine insurrection. Les confédérés de Varsovie, de Sandomir, de Lublin, de Chelm, de Wladimir et de Luck, sont organisés sur des principes jacobins. L'insurrec-

tion se renforce d'un moment à l'autre ; sa marche est très-rapide et ses progrès effrayants.....

« Faites avancer l'armée de Soltikoff, pour que tout soit bientôt apaisé. On ne peut pas compter sur les Prussiens et les Autrichiens. Dieu sait ce que leurs forces, regardées comme formidables, sont devenues! Les Prussiens ne sont plus présentement ce qu'ils étaient sous Frédéric II. Ils semblent ne pouvoir se tenir que sur la défensive ; ils veulent être méthodiques et ont peur de tout. Jugez, d'après cela, de la triste situation où je me trouve, au milieu d'une population exaltée jusqu'à la fureur, continuellement entouré d'ennemis et d'espions, et ne recevant de secours et d'appui ni de nos alliés ni de nos troupes..... »

Le lendemain du jour où le commandant de Varsovie écrivait cette lettre à la cour, l'insurrection éclata.

Voici quel était le plan général des insurgés. Un détachement de bourgeois, conduit par des officiers travestis, devait ouvrir la scène en se glissant dans la maison d'Igielstrom pour détourner l'attention de sa garde de ce qui se passait à l'extérieur. Les premiers entrés devaient faciliter le passage aux autres. Si la vigilance des Russes faisait manquer ce stratagème, ce détachement devait toujours, d'une manière ou d'autre, commencer le tumulte ; le reste des cinq cents bourgeois promis par Kilinski devait s'augmenter, en accourant pour dégager les premiers. Des détachements d'infanterie, disposés dans les rues voisines, étaient chargés, les uns de soutenir les bourgeois, les autres d'assaillir la maison du commandant de Varsovie et de s'en rendre maîtres.

Les officiers d'artillerie qui étaient dans le secret, tinrent tout ce qu'ils avaient promis. Ce corps, le plus ferme appui de la révolution, ne fit pas faute au moment décisif. Au jour et à l'heure convenus, les canons, munitions, caissons, tout fut

prêt pour être transporté avec célérité partout où il en serait besoin. Il n'en fut pas de même des bourgeois qu'avait promis Kilinski. Ils tardèrent à s'assembler : le mouvement devait commercer à minuit, et le jour parut sans qu'aucune démonstration eût été faite. Les conjurés, dans toutes les angoisses de l'inquiétude, se crurent trahis. Un hasard détermina l'explosion. Vers les six heures du matin, un officier russe traversait à cheval ventre à terre la place du gouvernement. Le commandant d'une patrouille polonaise des hulans du roi, qui était au nombre des conjurés, trouvant cet empressement suspect, tira sur lui. Ce coup de fusil fut pris pour le signal convenu. Les officiers aux gardes arrêtèrent leur commandant, mirent leurs régiments sous les armes, et se rendirent aux postes qui leur avaient été assignés. Les officiers d'artillerie sortirent de l'arsenal avec leurs canons, la mèche allumée, s'assurèrent des principaux passages et braquèrent une demi-batterie contre la maison d'Igielstrom. Bientôt, criblé par la mitraille du canon populaire, le bataillon russe qui en défendait les approches fut obligé de se retirer dans l'intérieur. Eveillés au bruit du canon, les habitants de Varsovie qui n'étaient pas dans le secret, se levèrent alors comme un seul homme : les uns barricadant leurs maisons, les autres se joignant aux combattants. Les Russes, endormis ou à moitié habillés, sont désarmés, enfermés dans des caves ou égorgés. Tout ce qui sort de chez le commandant de Varsovie est pris ou tué.

Au premier coup de canon, la garde entière du roi, commandée par le capitaine Strzalkowski, avait pris les armes, et était sortie du château, enseignes déployées, pour se joindre aux insurgés. Effrayé de cet abandon, le roi Stanislas conjure le commandant de rester pour le défendre. « Sire, lui répond « le brave Strzalkowski, on n'en veut pas à votre personne, « vous êtes en sûreté, et la patrie est en danger. Le premier

« devoir d'un soldat, c'est de voler à sa défense ; quand je « l'aurai rempli, je reviendrai auprès de vous. » Les soldats applaudissent à ces généreuses paroles, et, au cri de guerre de Kosciuszko, *vaincre ou mourir*, se jettent dans la mêlée.

Les Russes se défendaient partout avec une incroyable opiniâtreté. A la maison d'Igielstrom, les canons étaient placés dans les croisées ouvertes en embrasure, et une canonnade terrible s'était engagée avec l'artillerie polonaise. Dans le quartier du régiment de Dzialinski, commandé par le colonel Hauman, une action des plus sanglantes avait eu lieu. Cette troupe polonaise, se rendant au poste qui lui avait été assigné, avait été attaquée par quatre bataillons russes, commandés par le prince Gagarine. Chaque parti avait des canons. La rue devint le champ de bataille, et, de part et d'autre, on se canonna assez longtemps. Les bouches à feu, enfilant la rue, emportaient des lignes entières, et faisaient un ravage horrible; la terre était jonchée de morts. Pour faire cesser cette boucherie, l'aide-major du régiment, Lipniki, prend un bataillon, ordonne de charger à la baïonnette, et, à travers les volées de mitraille, se précipite sur les Russes et les renverse. Le prince Gagarine fut tué, toute sa troupe passée au fil de l'épée.

Jusqu'alors, le combat n'avait été qu'entre soldats ; quelques bourgeois seuls s'étaient mêlés à l'action. Mais après quelques heures de canonnade, chaque rue était devenue un champ de bataille où s'engageaient des actions partielles, chaque maison un poste retranché, chaque fenêtre une meurtrière d'où l'on tirait sur les Russes qui se présentaient. Mais c'était surtout à la maison d'Igielstrom que l'action était la plus sanglante. Les Russes y soutenaient un véritable siége, et le feu de leur artillerie portait le ravage dans les rangs des assiégeants. La nuit seule suspendit la fureur du combat.

Le lendemain, 18 avril, le combat recommença, mais

moins acharné que la veille. Les Russes ne paraissaient plus dans les rues; jusque au soir encore, ils défendirent la maison d'Igielstrom, qui fut enfin forcée; à l'exception d'un petit nombre qui put furtivement évacuer la ville, tout fut pris ou tué. Igielstrom, qui, avec quelques-uns des siens, s'était retiré dans une maison voisine, demanda à capituler; le roi intervint en sa faveur, exhorta le peuple à suspendre ses attaques; mais, pendant qu'on rédigeait les articles de la capitulation, il parvint à se dérober, et se réfugia dans le camp des Prussiens, qui parurent le lendemain sous Varsovie, mais que quelques volées de canon suffirent pour faire éloigner.

A cette attaque, les Russes perdirent deux mille cinq cents hommes tués sur place, quatre mille huit cents prisonniers, quarante-deux pièces de canon, trois généraux, et trente officiers d'état-major. Le combat avait duré trois jours. Le premier jour, depuis cinq heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi, deux mille hommes de la garnison polonaise avaient soutenu la lutte contre dix mille Russes; en s'y mêlant, vers le soir, le peuple décida la victoire. Le second et le troisième jour ne furent qu'une suite de triomphes. Trente-cinq ans après, en France, ce nombre de trois jours devait être fatal aussi à une autre dynastie.

Après cette victoire, les principaux d'entre le peuple s'assemblèrent pour aviser à la situation. Malheureusement ceux dont l'expérience et les lumières auraient été, dans cette circonstance, d'une grande utilité, Soltan, Radzitzewski, Michel Brzostowski, l'abbé Bohusz, et autres, avaient été enlevés et conduits en Russie avant que l'insurrection eût éclaté. Cependant, on adopta quelques mesures provisoires sages et judicieuses. Ainsi, par exemple, on réintégra dans tous les droits reconnus par la constitution du 3 mai, les citoyens qui

en avaient été dépouillés par la faction russe. En attendant que Kosciuszko eût pu procéder à l'établissement d'un conseil national, on institua un conseil provisoire extraordinaire pour régler les opérations tant civiles que militaires. De généreux patriotes furent rétablis dans leurs fonctions. Mokronowski fut nommé commandant de la ville.

L'insurrection de Varsovie, jointe à celle de Cracovie et à la victoire de Raslavicé, acheva d'électriser tous les cœurs polonais. Tout parut un moment favoriser les défenseurs de l'indépendance et de la liberté de la patrie. Wilna, capitale de la Lithuanie, suivant une des premières l'exemple de Cracovie et de Varsovie, se souleva. L'insurrection, conduite par un officier général, homme d'esprit et de courage, Jasinzki, fut fomentée avec tant de prudence et de secret, que les Russes furent surpris, faits prisonniers, sans qu'il en coûtât une seule goutte de sang. Les troupes polonaises cantonnées dans les environs de Lublin, profitant de la retraite des Russes après la bataille de Raslavicé, s'assemblèrent à Chelm, reconnurent Kosciuszko pour général, et, en attendant de recevoir un commandant de ses mains, mirent à leur tête un simple lieutenant-colonel d'infanterie, Grochowski, homme de cœur et d'action, qui avait la confiance du soldat. En même temps, les citoyens des cantons de Chelm et de Lublin se déclarèrent en pleine insurrection.

Chaque jour les insurgés voyaient grossir leur troupe du restant de l'armée polonaise incorporée dans l'armée russe. Le major de cavalerie Kopec, chargé de commander le corps en l'absence des officiers supérieurs, rassembla ses escadrons, marcha sur Dubno, et se joignit à Kosciuszko. Le major Wyszkowski suivit cet exemple, avec dix escadrons de cavalerie. Plus heureux que Kopec, il rencontra aux environs du Vieux-Konstantinow, quatre bataillons de grenadiers russes

et trois cents Cosaques, les attaqua, les battit, et s'empara de sept pièces de canon. Le colonel Lazninski rejoignit aussi Kosciuszko, avec neuf cents chevaux.

Ainsi, dans le cœur de ces généreux militaires, que les circonstances avaient forcés de prendre service chez les Russes, l'amour de la patrie s'était réveillé au bruit de l'insurrection. Malheureusement, comme les chefs des insurgés, soit à Cracovie, soit à Varsovie, ne s'étaient pas assez occupés des moyens de donner un ensemble à ces mouvements insurrectionnels des troupes, ceux qui eurent lieu n'étant que le fruit de déterminations partielles, les Russes en paralysèrent la majeure partie en désarmant les corps qui ne s'étaient pas encore décidés, renvoyant les officiers et incorporant les soldats dans les rangs moscovites.

Après tous ces événements, généralement très-favorables pour sa cause, Kosciuszko, encore trop faible pour agir, fut contraint de prendre position dans le voisinage de Cracovie; il s'y fortifia, et ensuite se livra au soin d'accroître son armée. L'oppression sous laquelle avaient gémi les Polonais, l'animosité qu'ils affichaient en toute circonstance contre les destructeurs de leur patrie, l'ardeur que ranimait dans toutes les âmes la victoire récente de Raslavicé, le grand modèle de la Révolution française qu'ils avaient sous les yeux, tout se réunissait pour faire croire à la durée du zèle des patriotes. Kosciuszko, jugeant de l'énergie et de la fermeté de ses compatriotes par la sienne, n'en doutait pas. L'état de dépérissement où était son pays lui était connu depuis longtemps. Il savait que la discipline militaire était corrompue et relâchée. Il n'ignorait pas que la république était sans forteresses, les provinces sans défense, le territoire envahi, et son seul espoir n'était que dans l'esprit public. Aussi, lorsque à la place de l'activité qu'il fallait opposer à la tyran-

nie, il ne trouva dans les villes qu'inertie et langueur, il eut un de ces moments de désespoir que sa grande âme finit par surmonter.

La suite de la révolution prouva que la noblesse de Cracovie montrait plus de zèle que celles des autres parties de la Pologne; cependant, rien ne s'y organisait avec célérité. Les recrues s'assemblaient difficilement, les approvisionnements devenaient de plus en plus pénibles, et les nobles répugnaient à toute contribution ou réquisition. Cette tiédeur de leur part, dans une circonstance où, comme dans toute insurrection, le succès dépend essentiellement des premiers efforts, faillit compromettre la cause des patriotes.

Les insurgés avaient fondé leurs plus fermes espérances sur la levée générale du peuple. Mais cette mesure, d'une incontestable efficacité en cette circonstance, présentait dans son exécution des difficultés qu'elle aurait pu ne pas trouver ailleurs, mais qui, en Pologne, étaient inhérentes à la constitution même de la société.

En effet, la noblesse, également intéressée à perpétuer l'esclavage et à conserver la vie des paysans, qui étaient sa richesse et même sa propriété, désapprouva généralement ce moyen. La patrie exigeait un généreux sacrifice; la cupidité s'y refusa. Kosciuszko se vit alors obligé de substituer la levée du cinquième de la population à la levée générale. Ce mode calma, en partie, l'inquiétude des nobles, rendit d'une exécution plus facile l'organisation des nouvelles levées, mais réduisit singulièrement les chances du succès. Bien plus encore, ce plan lui-même, ainsi modifié, ne recevait, toujours pour le même motif, qu'une exécution lente, incomplète; on usait de mille délais, on épuisait les explications et les vains prétextes; le temps s'écoulait, et les affaires n'avançaient pas.

Ceux des paysans que l'on amenait au camp avaient pour

Kosciuszko cette sorte d'affection qui naît d'une grande estime ; mais ils ne sentaient pas encore cet enthousiasme, cet attachement exalté qui va jusqu'au dévouement, jusqu'à supporter, non-seulement avec patience, mais même avec joie, la fatigue, la misère, la mort. La cause pour laquelle ils se levaient était sainte, sacrée : c'était celle de la liberté, de la nationalité ; mais une longue suite de vexations tyranniques de toutes sortes avait, sinon anéanti, du moins singulièrement altéré en eux l'ardeur des sentiments patriotiques. La servitude ne leur avait laissé que de l'apathie, et il fallait leur créer une âme.

C'était le but auquel tendait de tous ses moyens Kosciuszko. Caresses, promesses, bienfaits, émulation, exemples, il n'épargnait rien pour animer cette argile. Il élevait au grade d'officier ceux qui se distinguaient par leur bonne discipline ou leur courage ; il endossait l'habit de paysan, mangeait et passait ses journées avec ses frères de nouvelle adoption. Mais, plus il se mettait à portée de connaître leurs sentiments, plus il acquérait la certitude qu'ils se défiaient des nobles, leurs anciens tyrans. Les nobles, de leur côté, tremblaient de perdre les droits qu'ils avaient usurpés. Ainsi, alors qu'il ne fallait rien moins que l'union intime de ces deux ordres, et le concours des bras du premier et des richesses du second, pour composer une force capable de résister à la Prusse et à la Russie coalisées, la méfiance d'une part, et la crainte de l'autre, rendaient nulles les meilleures vues.

Ce peu de sympathie entre les deux ordres se révélait non-seulement dans leurs rapports mutuels, mais dans mille circonstances particulières. Ainsi, par exemple, au moment où les paysans versaient leur sang pour la patrie, la noblesse accablait de corvées leurs femmes et leurs enfants. Les soldats s'en plaignaient, et le général en chef, touché de cette grande

injustice, en demanda la cessation; les nobles la refusèrent. Ce fut dans cette circonstance qu'il publia des universaux portant défense d'exiger la corvée des soldats de la république. Mais comme l'homme est toujours plus prêt à se révolter d'une injustice prétendue de la part de ses égaux, que d'un abus d'autorité de la part de ses maîtres, les nobles se récrièrent contre cette mesure, qu'ils qualifièrent d'atteinte à la propriété, de violation de leurs droits. Le sort des habitants de la campagne ne reçut aucun adoucissement, et la noblesse resta dans les mêmes sentiments d'aigreur à l'égard des mesures prises, et de peu de sympathie à l'égard des classes dont la souffrance avait motivé ces palliatifs.

Avec deux éléments si peu conciliables, il était d'autant plus difficile à Kosciuszko de prendre une énergique initiative pour quelque grande mesure, que son armée manquait totalement de bons officiers. Heureusement pour lui et pour sa cause, il trouvait dans l'enthousiasme d'une partie de la population, non-seulement une compensation à la douleur de ses cuisants mécomptes, mais encore une espérance pour le succès de la noble cause qu'il défendait.

Quiconque ne voudrait voir en Kosciuszko que l'homme de guerre, condamnerait à l'oubli la moitié de ses vertus. Citoyen autant que soldat, il était fait pour l'amitié autant que pour l'admiration. Dans les classes pauvres, surtout, il s'était fait un nom de consolateur. Il n'était pas riche, mais ses bienfaits égalaient ceux des plus opulents. A défaut même d'argent, il recourait parfois à des idées ingénieuses qui créaient des ressources à l'indigence. Nous citerons le trait suivant, emprunté aux *Souvenirs de Pologne*.

Un sellier, chargé d'une famille nombreuse, et qui ne pouvait suffire à la nourrir par son travail, habitait à Varsovie une misérable hutte dans la rue Freta. L'intérieur de sa

demeure offrait le tableau de la plus hideuse misère. C'était au moment où le pays était épuisé par la guerre, où l'ouvrage manquait, tandis que les vivres se maintenaient à des prix excessifs. Dans un coin, les enfants criaient en pleurant famine ; dans l'autre, la mère amaigrie se mourait de fatigue et de besoin ; tandis que le vieux père, étendu sur un grabat, invoquait généreusement la mort, pour que le malheureux ménage comptât une bouche de moins à nourrir. Partout, dans ce réduit de la misère, étaient des objets de tristesse, de larmes et de deuil. Fuyant sa maison, courant éperdu dans les rues de Varsovie, le sellier, désespérant de l'avenir, avait conçu l'horrible pensée du suicide, lorsque l'idée lui vint d'aller implorer Kosciuszko, qui, providence des pauvres, n'avait jamais, disait-on, refusé de secours à une vertueuse indigence.

Le lendemain, avant le lever du soleil, le sellier était à la porte de Kosciuszko. Il trouva déjà au travail l'homme à qui la Pologne avait confié ses destinées, le héros auprès de qui le pauvre avait à toute heure libre accès.

— Que demandez-vous ? lui dit avec douceur Kosciuszko.

— Secours ! répondit vivement le sellier en s'inclinant profondément.

— On ne s'abaisse ainsi que devant Dieu, mon ami, reprit Kosciuszko en le relevant. Je suis un homme comme vous ; dites-moi franchement vos besoins.

— Je suis un pauvre sellier, chargé d'une nombreuse famille et manquant de travail ; endetté et sans ressources, nous sommes tous à la veille de mourir de faim.

— Pauvres gens ! pourquoi ne suis-je pas riche ? Voilà tout ce que j'ai sur moi, quarante florins : prenez-les ; achetez-en du pain pour votre famille... Je ne puis vous en donner davantage. Mais, ajouta-t-il, après un moment de tristesse rê-

veuse, en ce temps de guerre votre métier devrait vous donner de l'occupation.

— Hélas! généralissime, j'ai vendu mes meilleurs outils pour ne pas mourir de faim; j'ai épuisé tout mon crédit, et c'est à peine si je trouve à débiter quelques chétives cravaches de ma fabrication.

— Des cravaches! dit Kosciuszko en l'interrompant; il me semble que j'en manque moi-même, et pour combattre les Cosaques, on ne saurait en avoir trop. Faites-en sur-le-champ quelques-unes pour moi, et que Dieu vous soit en aide! Faites-en même le plus que vous pourrez; j'irai moi-même les chercher ces jours-ci.

Le sellier retourne joyeux à sa mansarde et se met à l'ouvrage. Pendant plusieurs jours il confectionne un grand nombre de cravaches, attendant impatiemment la visite que lui avait annoncée Kosciuszko. L'attente seule et la perspective de ce beau jour étaient une fête de famille.

Ils n'attendirent pas longtemps. Pour Kosciuszko, la parole donnée au pauvre était sacrée, et un jour qu'il était sorti pour visiter les fortifications de la ville, il prit à dessein par la rue Freta, où demeurait le sellier. Entouré d'un brillant état-major composé de la fleur de la jeunesse polonaise, il déboucha à l'entrée de la rue, et, au grand étonnement de toute sa suite, il s'arrêta devant la boutique du sellier.

— « C'est ici que j'achète mes cravaches, » dit-il en se tournant vers sa suite.

Il s'adressa alors au sellier, lui demanda une cravache, l'essaya, jeta un écu dans la boutique et continua sa route en disant : « Voilà d'excellentes cravaches. »

Tout son état-major voulut acheter les cravaches que le chef avait recommandées. Le prix n'était rien : on voulait en avoir; on les arrachait des mains du sellier; et chacun, après

avoir jeté son argent, s'élançait au galop sur les traces du chef. En peu d'instants le chapeau et les poches de l'ouvrier furent remplies d'or et d'argent. Toute la provision de cravaches disparut, et les derniers venus se contentèrent d'en faire la commande pour le lendemain.

Depuis ce jour, la vogue du sellier alla croissant, et les demandes pour les cravaches furent si nombreuses, qu'il pût à peine y suffire.

Telle était parfois, à défaut de richesse, la manière de secourir l'indigence d'un homme que les destins appelaient à être un des plus glorieux champions d'une sainte cause gagnée dans l'avenir.

En attendant, sa position était loin de s'améliorer. Depuis la victoire de Raslavicé, livré tout entier à ses pénibles fonctions, il n'avait ni consolation ni relâche. Aucune nouvelle ne parvenait dans son camp. D'un côté, un corps russe commandé par le général Denizoff, maître de tous les passages, les tenait exactement fermés ; de l'autre, la mauvaise volonté des employés autrichiens avait, à force d'avanies, donné aux voyageurs de la répugnance à prendre la voie de la Gallicie. Ainsi, Kosciuszko ignorait tellement tout ce qui s'était passé à Varsovie, à Wilna et ailleurs, qu'il chargeait un émissaire d'insurger Varsovie, lorsque cette ville l'était depuis huit jours.

Désespéré enfin de l'inaction funeste où on le tenait, de la coupable lenteur des propriétaires à livrer leurs recrues, le 30 avril il ordonna la levée générale des paysans. Malheureusement, comme pour la récente levée du cinquième, cette nouvelle mesure fut encore paralysée par les nobles, qui, considérant les paysans comme une propriété, et craignant d'être ruinés en les perdant, traversaient toujours par les mêmes moyens l'exécution des mesures ordonnées. Aussi,

malgré les menaces et les promesses pour déterminer les paysans à secouer le joug de leurs tyrans, on n'en put rassembler que deux mille. A force de les faire souffrir et de les faire craindre, les nobles les avaient réduits à un véritable état d'abrutissement moral. On eut dit des troupeaux d'esclaves indifférents au sort qu'on leur destinait, ne sentant plus, ne pensant plus, espèces d'automates dont le passé était effacé de la mémoire, et pour qui l'avenir n'était rien.

Il se produisit alors un fait dont les esprits généreux se sont sérieusement préoccupés depuis, mais qui, à cette époque, passait presque inaperçu : c'est que la principale force du despotisme est dans l'ignorance et l'avilissement des classes laborieuses, et qu'avant d'être affranchi un peuple doit être éclairé. Sans cela naissent, contre le progrès même, les résistances de ceux en faveur de qui toute rénovation est tentée. Il y a dans l'homme habitué à souffrir et longtemps courbé sous un joug humiliant, un tel sentiment de défiance et de timidité, que toute régénération lui paraît un leurre, tout changement d'état une déception. Malheur pour malheur, il préfère alors celui que l'habitude lui a rendu familier.

Voici comment un Français, républicain de 1792, rédacteur, à cette époque, à Varsovie, de la *Gazette de Varsovie*, peint le paysan polonais (1) :

« Les voyageurs ont observé, en traversant la Pologne, un grand nombre d'animaux ayant, comme les Polonais, deux pieds et deux mains, sans plumes, travaillant, labourant et recueillant pour leurs maîtres. Ces utiles troupeaux sont désignés sous le nom de *paysans polonais*. Cette classe paraît vouée pour l'éternité au travail et à la douleur. Massacrés, martyrisés, écrasés pour les moindres fautes, ils voient, pour

(1) Mehée, *Histoire de la prét. Révolution de Pologne.*

les fautes les plus légères, leurs femmes, leurs enfants livrés à de misérables bourreaux, qui les déchirent à leurs yeux. Aucune de ces douceurs qui, partout ailleurs, viennent adoucir les amertumes de la vie, n'approche de leurs cabanes ; leur vie est une longue mort, une éternelle agonie. Je n'ai jamais vu rire un paysan polonais. Lorsqu'on les rencontre sur les routes, ils font face aux passants, et leurs disent en baissant les yeux : *Nieck bendzie pakwalani Jesous-Christous !* (Que Jésus-Christ soit loué). Plus je considère les paysans polonais, moins je conçois de quoi ils peuvent remercier Dieu. Casimir le Grand, surnommé le *père des paysans*, a usé sa vie à vouloir adoucir leur sort; il n'a rien pu obtenir de cette noblesse impérieuse et inhumaine. Lorsque quelques paysans venaient se plaindre à lui de leurs seigneurs, dans l'impossibilité où il était de leur faire rendre justice, il répondait : « Je « ne puis rien faire pour vous ; mais n'avez-vous ni bâtons « ni pierres dans vos campagnes ? » Ce grand prince sentait bien que, lorsque la société ne peut pas donner aux individus qui la composent la protection qu'ils ont droit d'en attendre, elle leur rend tous leurs droits naturels. »

Ce tableau pittoresque de la situation des paysans polonais pourrait peut-être paraître chargé. Nous allons l'appuyer d'une autorité irrécusable, celle de Stanislas Leczinski, que nous avons mentionnée ailleurs. Le lecteur sait que l'humanité de ce vertueux souverain déplût aux Polonais, au point qu'il fut obligé de se retirer en Lorraine. Voici comment ce prince s'exprime sur le compte des paysans polonais. Nous copions textuellement sur le Mémoire original : Nous le donnons avec quelques détails, d'abord parce que c'est un document peu ou point connu, ensuite parce qu'il peint admirablement la véritable source de tous les maux de la Pologne, le joug écrasant sous lequel gémissait le paysan polonais. On défend mal

la chose d'un autre, surtout quand cet autre est notre ennemi; et que l'on trouve l'occasion de se venger. Il résulta de là que, lors de la révolution de la Pologne, les insurgés ne purent jamais trouver d'autres auxiliaires parmi les paysans que ceux que les propriétaires forçaient de marcher avec eux. Les autres disaient : « Les Russes ou les Prussiens nous feront-ils porter « double bât ou double charge ? » Et au lieu de se lever pour voler sous les drapeaux de l'indépendance de leur patrie, ils restaient dans une inertie qui s'explique.

Voici le tableau qu'en trace Stanislas Leczinski :

« Les violences que les patriciens de Rome exerçaient sur le peuple de cette ville sont une image sensible de la dureté avec laquelle nous traitons nos plébéiens. Encore cette portion de notre État est-elle plus avilie parmi nous qu'elle n'était chez les Romains, où elle jouissait d'une espèce de liberté, même dans les temps où elle était le plus asservie au premier ordre de la république.

« On peut dire avec vérité que le peuple est dans une extrême humiliation en Pologne ; on doit cependant le regarder comme le principal soutien de la nation, et je suis persuadé que le peu de cas qu'on en fait pourrait avoir des suites très-dangereuses.

« Qui est-ce, en effet, qui procure l'abondance dans un royaume? qui est-ce qui en porte les charges et les impôts? qui est-ce qui fournit des hommes à nos armées, qui laboure nos champs, qui coupe nos moissons, qui nous nourrit? qui est la cause de notre inaction, le refuge de notre paresse, la ressource dans nos besoins, le soutien de notre luxe, et, en quelque sorte la source de tous nos plaisirs? N'est-ce pas cette même populace que nous traitons avec tant de rigueur? Ses peines, ses sueurs, ses travaux ne méritent-ils donc que nos dédains et nos rebuts? Et s'ils n'étaient point, ne serions-nous

pas obligés de nous plier, de nous assujettir nous-mêmes a toutes les pénibles fonctions où leur naissance, leur état, leur pauvreté les engagent?

« Des hommes si nécessaires à l'Etat devraient y être considérés sans doute; mais à peine les distinguons-nous des bêtes qu'ils entretiennent pour la culture de nos terres. Souvent nous ménageons moins leurs forces que celles de ces animaux, et trop souvent par un trafic scandaleux, nous les vendons à des maîtres aussi cruels, et qui bientôt, par un excès de travail, les forcent à leur payer le prix de leur nouvelle servitude.

« Je ne puis, sans horreur, rappeler cette loi qui n'impose qu'une amende de *quinze* francs à tout gentilhomme qui aura tué un paysan. C'est à ce prix qu'on se rachète dans notre nation des rigueurs de la justice, qui, partout ailleurs, conformément à la loi de Dieu, et ne faisant acception de personne, condamne à mort tout homme coupable de mort.

« La Pologne est le seul pays où la populace soit comme déchue de tous les droits de l'humanité. Nous voyons cependant des nations voisines attentives à ménager cette portion de leur État; nous seuls, nous les regardons comme des créatures d'une autre espèce, et nous leur refuserions presque le même air qu'ils respirent avec nous.

« Il est vrai que, selon la constitution de notre royaume, nous pouvons nous passer de leurs conseils et ne pas les admettre dans nos congrès; mais leur secours nous est nécessaire, et, par cela même, nous ne devrions pas les traiter avec tant de cruauté. Est-il, en effet, aucune loi qui puisse autoriser le joug terrible que nous leur avons imposé?

« Dieu, en créant l'homme, lui donna la liberté. Quel droit a-t-on de l'en priver, à moins que ce ne soit par la loi des armes, par l'autorité que prend la justice sur des criminels, ou

par la nécessité de réprimer des accès de folie dans un homme privé de raison? Quoi donc! parce que certains hommes ont le malheur d'être nés nos sujets, sommes-nous dispensés d'observer à leur égard cette première règle de la justice, qui est le fondement de toutes les sociétés : *Suum cuique*? Les droits de maître et de seigneur nous autorisent-ils à les excéder de peines et de fatigues; et, après en avoir exigé des corvées presque au-dessus de leurs forces, pouvons-nous leur enlever tout ce qu'il ont pu gagner d'ailleurs pour leur entretien et celui de leur famille; et cela, par un travail qu'ils ont su soustraire à notre avarice et à notre cruauté? »

Après avoir ainsi examiné ce que la conscience doit dicter naturellement aux nobles envers cette foule de malheureux qu'ils opprimaient sans cesse, le royal auteur recherche s'il est même de la bonne politique de tenir les paysans dans une aussi austère dépendance.

« Comme il est naturel, ajoute-t-il, de secouer un joug rude et pesant, ne peut-il pas arriver que ce peuple fasse un effort pour s'arracher à notre tyrannie? C'est à quoi doivent le mener tôt ou tard ses plaintes et ses murmures. Jusqu'à présent, accoutumé à des fers, il ne songe point à les rompre; mais qu'un seul de ces infortunés, esprit mâle et hardi, vînt à concerter, à fomenter leur révolte, quelle digue assez forte pourrait-on opposer à ce torrent? par combien de ravages affreux ne marquerait-il point son passage? Et pourrait-on prévoir la fin de tous les maux dont il serait capable d'inonder la république? Nous en avons un exemple récent dans le soulèvement de l'Ukraine. Il ne fut occasionné que par les vexations de ceux d'entre nous qui y avaient acquis des domaines. Nous méprisions le courage des habitants de cette contrée; ils trouvèrent des ressources dans leur désespoir, et rien n'est plus terrible que le désespoir de ceux même qui n'ont point de courage.

« Quel est l'état où nous avons réduit le peuple de notre royaume? Abruti par la misère, il traîne ses jours dans une indolence stupide, qu'on prendrait presque pour un défaut de sentiment. Il n'aime aucun art; il ne se pique d'aucune industrie; il ne travaille qu'autant que la crainte du châtiment le force de travailler. Convaincu qu'il ne pourrait point jouir du fruit de son génie, il étouffe lui-même ses talents; il n'essaie même pas de les connaître. De là cette affreuse disette, où nous sommes d'artisans les plus communs; et faut-il s'étonner que nous manquions des choses même les plus nécessaires, dès que ceux qui pourraient nous les fournir ne peuvent espérer aucun profit des soins qu'ils prendraient pour nous satisfaire? Ce n'est que dans la liberté que se trouve l'émulation, et la nécessité ne s'évertue qu'autant qu'elle entrevoit une ressource à ses besoins. « Il semble que la Providence ait compensé « ses dons pour mettre une sorte d'égalité entre les diverses « conditions des hommes. Aux uns, elle a donné la naissance « et le pouvoir; aux autres une heureuse capacité qui les dé« dommage des distinctions qu'elle leur a refusées. Ceux-là « seraient trop vains s'ils possédaient à la fois les talents et les « richesses, et ceux-ci trop malheureux si, par les dons de « l'esprit, ils ne pouvaient relever la bassesse de leur for« tune. »

Ainsi, les grands et les petits vivent dans une dépendance mutuelle les uns des autres : le noble est forcé d'avoir recours à l'industrie du roturier, et le roturier n'a d'autres fonds pour subsister que les besoins du noble.

« Nous devons donc autant estimer le mérite de l'artisan, quelque bas, quelque humiliant qu'il paraisse, que l'artisan fait cas des avantages que nous pouvons lui procurer. Sans ce retour réciproque, tout tombe dans un Etat, et l'on n'y voit, ainsi que dans le nôtre, ni sagacité, ni invention, ni commerce,

ni aucun des secours nécessaires ou pour l'armement ou pour les besoins de la vie. »

Stanislas démontre ensuite que rien n'est plus frivole que les avantages que les nobles s'imaginent retirer de l'esclavage où ils tiennent les paysans; et termine par ces paroles, si remarquables dans la bouche d'un roi :

« C'est si peu de chose qui nous met au-dessus de nos sujets, qu'il est honteux à nous de nous enorgueillir de notre élévation et de leur bassesse. Rien n'est grand ici-bas que par comparaison; c'est toujours le malheur d'une portion des hommes qui rehausse et fait éclater le bonheur de l'autre. Nous ne paraissons riches, puissants, respectables, que par l'indigence, la faiblesse, l'avilissement du paysan. Nous lui devons, pour ainsi dire, toute notre grandeur, et nous ne serions presque rien s'il n'était au-dessous de ce que nous sommes.

« Il ne tenait qu'à la Providence de nous assujettir à ceux que nous maîtrisons. Sans doute, elle a voulu donner à ceux-ci le moyen de mériter par leur résignation, et à nous un motif de nous humilier dans notre indépendance. C'est donc à nous à ne pas abuser de notre pouvoir sur des malheureux qui ne nous sont inférieurs que par une disposition dont nous n'avons pas été les maîtres.

« Nous devons adorer en eux la main de Dieu, qui ne les a pas faits ce qu'ils sont par rapport à nous, et pour nous donner sujet de nous complaire dans la misère de leur état et dans l'opulence du nôtre.

« Et quelle est même la différence qu'il y a d'eux à nous?
« Elle ne vient que du plus ou du moins de quelques biens
« périssables. Au fond, nous sommes tous égaux; et tel
« homme que la privation de ces biens nous fait mépriser,

« est peut-être fort au-dessus de nous par les vrais biens qui « font l'essence et la gloire de l'homme. »

« Ainsi, le bon sens, la religion, la politique, tout nous engage à ménager nos plébéiens. Sans cela, quelque ordre que nous puissions mettre dans notre état, il sera semblable à cette statue de Nabuchodonosor, qui, quoique faite des plus précieux et des plus solides métaux, fut renversée en un moment, parce que sa base n'était que d'argile. Le fondement de tout Etat, c'est le peuple. Si ce fondement n'est que de terre et de boue, l'Etat ne peu durer longtemps. Travaillons donc à renforcer cet appui de la république : sa force sera notre soutien, son indépendance notre sûreté. »

Après la lecture de ce précieux document, qui fait si bien comprendre la situation réciproque du noble et du paysan en Pologne, on se rend aisément compte des difficultés que dût éprouver Kosciuszko pour pouvoir tirer parti d'un élément de force que, par intérêt autant que par orgueil et par préjugé, la noblesse tendait toujours à paralyser.

Pour surcroît d'embarras, la constitution de 1791, en laissant dans le vague l'existence sociale des paysans, n'avait pas été un mobile assez puissant pour les faire sortir de leur torpeur. Kosciuszko tâcha d'y remédier, en publiant, sous la date du 7 mai 1794, une ordonnance par laquelle il réglait les devoirs des paysans envers les propriétaires, et garantissait au peuple des campagnes la protection du gouvernement, la sûreté des propriétés et la justice. Voici cette ordonnance, que l'exposé des motifs et les articles réglementaires rendent doublement curieuse, soit sous le rapport des machinations de la Russie en Pologne, soit sous celui de l'existence sociale du peuple.

L'EMPEREUR NICOLAS À VARSOVIE.

A la nation polonaise.

« Polonais, jamais les armes des ennemis ne seraient redoutables si la Pologne savait connaître et employer la force qui doit résulter de son union. Il serait impossible aux puissances voisines de la vaincre dans une guerre ouverte ; mais la ruse, la perfidie, voilà leurs armes redoutables ; c'est par elles qu'elles divisent ses volontés et lui ôtent les moyens de repousser leur agression.

« La longue tyrannie des Russes dans la Pologne a prouvé jusqu'à quel point cette puissance se jouait de nos destinées. Achetant des âmes mercenaires, abusant les esprits simples par des promesses perfides, flattant des préjugés, caressant des passions, les animant l'une contre l'autre, calomniant la nation chez les étrangers, ils ont tout mis en œuvre pour nous perdre, et les moyens du plus profond machiavélisme ont été de préférence employés par eux.

« Dans toutes les circonstances où les Polonais ont pris les armes contre les Russes, cette nation de brigands peut-elle se flatter d'avoir remporté sur eux une seule victoire réelle ? Et cependant la bravoure polonaise n'en tirait d'autre avantage que celui d'alléger pour un moment le joug que l'ennemi ne tardait pas à lui imposer de nouveau. D'où vient donc cette étrange inconsistance des affaires de Pologne ? pourquoi cette nation gémissait-elle accablée sous le poids des malheurs, sans trouver le moyen de les terminer ? C'est que l'astuce des intrigues russes, plus puissantes que leurs armes, perdait les Polonais par les Polonais eux-mêmes.

« Les malheureux Polonais n'ont été que trop longtemps divisés par leurs opinions politiques. Ils différaient sur leurs idées, quant aux principes sur lesquels la liberté et l'organi-

sation sociale devaient être fondées ; mais à la différence des opinions, qui n'était pas coupable en elle-même, l'esprit condamnable de l'amour-propre, des vues particulières, mêlaient l'opiniâtreté ; et le penchant à se lier avec les étrangers, ne pouvait aboutir qu'à ramper bassement sous leurs ordres.

« La mesure des maux et des souffrances est comblée. L'époque est venue où la destinée de la Pologne doit être enfin décidée. C'est à présent ou jamais que les esprits doivent tendre au même but. Plus de doutes, plus de contestations, et laissons à l'écart les traîtres déjà connus, ou les lâches qui, dans la dernière agonie de la patrie, sont encore sourds à sa voix expirante. »

Après avoir établi que l'insurrection actuelle tendait à rendre à la Pologne la liberté, l'indépendance et l'intégrité ; qu'elle laissait à la volonté nationale à décider, dans un temps plus calme, la forme du gouvernement qu'elle voudra se donner ; qu'ainsi, la différence des opinions étant anéantie dans sa source, l'objet de l'insurrection devait rassembler, sous les mêmes drapeaux, ceux qu'avait aliénés les uns des autres la diversité des opinions, Kosciuszko ajoutait :

« C'est ce jour, c'est ce moment qu'il faut mettre à profit. Que l'ennemi déploie toute sa force, qu'il ait recours aux armes, moyen peu dangereux dans ses mains : aux efforts impuissants des esclaves épouvantés nous opposerons la masse inébranlable des hommes libres. La victoire, n'en doutez pas, sera fidèle à ceux qui combattent pour leur propre cause. Mais les manœuvres insidieuses avec lesquelles ils nous ont vaincus jusqu'à ce moment, voilà ce qu'il nous importe de déjouer. Brisons cet instrument de perfidies, veillons attentivement ; que tou les citoyens n'aient qu'un senti-

ment, et que le glaive menaçant de la justice frappe partout où osera se montrer la duplicité et la trahison.

« Ainsi donc, la destinée de la Pologne dépend de la double force employée par nos ennemis : celle de la ruse, celle de la violence. C'est ici que je dénonce à la nation les moyens perfides que les Russes emploient pour nous perdre. Ils cherchent à exciter contre nous le peuple des campagnes. Ils lui exagèrent le pouvoir arbitraire des propriétaires, son ancienne misère; ils lui promettent d'améliorer son sort; en même temps, ils le poussent à piller avec eux. Sa simplicité trompée peut tomber, et ne tombe que trop souvent, en effet, dans de tels piéges; et personne n'ignore ce fait, que les Russes ont revêtu de leur uniforme les paysans crédules qu'ils avaient trompés, pour les pousser au pillage et à la dévastation. »

Après avoir avoué que le traitement inhumain éprouvé par le peuple des campagnes fournissait le prétexte plausible aux Russes de calomnier la nation entière; que les soldats et les nouvelles recrues s'étaient souvent plaints, non-seulement de ce que leurs femmes et leurs enfants ne recevaient pas d'adoucissement à leur sort, mais encore qu'on semblait aggraver leur situation, comme pour les punir de ce que leurs époux et leurs pères servaient la république ; Kosciuszko établissait que de pareils procédés ne pouvaient qu'être l'effet de la mauvaise volonté ou des suggestions de l'étranger, pour chercher à refroidir, par ce moyen, l'enthousiasme patriotique du peuple, et terminait ainsi : « Cependant, quelque chose qu'on fasse, l'humanité, la justice, le bien public nous ont indiqué des moyens aussi faciles que sûrs pour déconcerter ces projets. Publions hautement que ce nest pas de cette époque seulement que le peuple doit jouir de la protection du gouvernement, mais que cette protection lui est assurée

en vertu des lois sanctionnées par la nation. Déclarons que l'homme opprimé a un refuge assuré auprès de la *commission du bon ordre* de son palatinat ; que le persécuteur et l'oppresseur des défenseurs de la patrie seront punis comme ennemis et comme traîtres à la patrie. Ces moyens, conformes à la justice, chers aux âmes sensibles et qui ne coûtent à l'intérêt personnel d'autres sacrifices que ceux que réclame l'intérêt général, attacheront le peuple à la cause commune, et le garantiront des piéges de l'ennemi :

« Je recommande donc aux commissions du bon ordre dans tous les palatinats et tous les districts, de publier le règlement suivant, et d'en surveiller l'exécution.

« 1° Le peuple, en vertu de la loi, jouit de la protection du gouvernement.

« 2° Chaque paysan est libre de sa personne ; il peut s'établir où bon lui plaira, pourvu qu'il fasse à la commission du bon ordre de son palatinat la déclaration du lieu où il projette de s'établir, qu'il paye ses dettes s'il en a, et qu'il acquitte les impositions publiques qu'il devra.

« 3° Les jours de travail que les paysans doivent aux propriétaires sont réglés de la manière suivante : celui qui devait six journées par semaine ne travaillera que pendant quatre jours ; celui qui devait travailler cinq jours ne travaillera que pendant trois ; celui qui devait trois jours ne travaillera que pendant deux ; celui qui devait deux jours ne travaillera que pendant un seul ; celui qui ne devait qu'un jour par semaine ne travaillera qu'un jour en deux semaines ; et soit qu'on employât une ou deux personnes pour son travail, on sera désormais dispensé de les employer les jours où on aura été exempté de travail.

« 4° Ceux qui auront été requis en masse sont dispensés de toute corvée pendant le temps qu'ils resteront sous les

armes; ils ne recommenceront à y être obligés que de l'époque où ils retourneront dans leurs foyers.

« 5° Aucun propriétaire ne peut ôter au paysan le champ qu'il possède, lorsqu'il remplit les obligations qui y sont attachées. Bien plus, les juridictions locales veilleront à ce que les biens de ceux qui servent la république, et que la terre, qui est la source de nos richesses, ne restent nulle part incultes; ce à quoi, dans chaque village, doivent concourir les propriétaires et les paysans. »

Les autres articles de ce règlement établissaient des mesures d'ordre et assuraient la justice.

Pour la première fois, même depuis la publication de la constitution, l'amélioration du sort du paysan se trouvait l'objet de la sollicitude de la loi. Aussi, dans tous les palatinats en insurrection, cette ordonnance fut-elle accueillie par les paysans avec enthousiasme. Il n'en fut pas de même des nobles; et ce fut un malheur; car, s'ils étaient entrés franchement dans les vues de Kosciuszko, s'ils avaient favorisé ce commencement d'émancipation des classes inférieures, ils auraient pu se trouver lésés dans quelques mesquins intérêts, mais ils auraient assuré la liberté de leur patrie.

La levée en masse, ordonnée quelques jours après, se ressentit de cette fâcheuse tiédeur, et, quoiqu'elle ne produisît pas tout ce qu'elle aurait pu produire, il n'en est pas moins curieux de constater par quels efforts d'énergie la Pologne cherchait à se relever de sa chute. L'ordonnance, à ce sujet, rappelle une de ces grandes convulsions politiques dans lesquelles un peuple peut, par un dernier sacrifice, sauver parfois son indépendance et assurer sa liberté. Voici ce document :

Le conseil suprême national aux citoyens de la Pologne et de la Lithuanie.

« Tout ce qui peut élever l'esprit d'un homme libre ; tout ce qui peut porter à l'amour, à la défense de la patrie, aux actions héroïques, a été employé dans les adresses du chef général, et il vous a donné l'exemple de toutes les vertus. Confiant dans le courage de la nation, il a irrévocablement lié son sort au sien ; il a bien jugé ses concitoyens en pensant qu'ils n'est aucun sacrifice qu'ils ne fassent avec joie pour assurer l'intégrité, la liberté et le salut de la patrie.

« L'état actuel de la république ne permet plus de demi-mesures ; ce n'est qu'en employant tous nos moyens que nous pouvons reconquérir nos droits, nous faire respecter, nous garantir de toutes violences et nous venger des affronts, des injures et du mépris dont on a abreuvé le nom polonais.

« Ces sentiments nous ont fait prendre les armes ; ils nous les feront conserver jusqu'à ce que tous nos droits soient reconquis.

« L'espoir commence à nous luire ; les ressources nationales sont immenses ; nous avons des bras, du pain et du fer. Nous ferons donc la guerre, et nous la ferons avec honneur.

« La recrue pour l'infanterie et pour la cavalerie élève à un nombre formidable les troupes de la république. L'armement de tous les citoyens transforme la nation en guerriers et prépare en eux un prompt et puissant secours à l'armée, partout où des circonstances impérieuses le demanderaient.

« Le conseil général, connaissant toute l'importance des mesures adoptées par le chef général et déjà exécutées dans les palatinats qui se sont d'abord mis en insurrection, et voulant les rendre communes à tous ordonne à toutes les com-

missions de bon ordre de les mettre partout à exécution, de la manière suivante :

« 1° Dans toutes les villes, bourgs et villages, on fournira, par cinq cheminées, une recrue, qui doit être jeune, sain et robuste, armé d'un fusil ou d'une pique longue de onze pieds de Pologne, ou d'une faulx droite et d'une hache; il sera pourvu d'un habit tel qu'en portent communément les paysans, ainsi que de deux chemises, de bonnes bottes, d'un bonnet et d'un drap de lit. On doit lui fournir du pain-biscuit pour six jours, et la solde pour un mois, montant à 15 florins.

« 2° Par cinquante cheminées on fournira une recrue pour la cavalerie, qui doit avoir un cheval du prix de 200 florins de Pologne, et bien monté. Il doit être armé d'un sabre, d'une paire de pistolets et d'une pique.

« 3° Pour pourvoir aux subsistances et aux fourrages des armées, les commissions de bon ordre ordonneront de fournir, par chaque cheminée, vingt-quatre livres de biscuit, huit mesures d'avoine et vingt-quatre livres de foin.

« 4° Dans toutes les villes, bourgs et villages, tous les citoyens âgés depuis dix-huit jusqu'à quarante ans, seront armés, autant qu'il sera possible, de piques, de faulx ou de sabres. Les commissions de bon ordre de chaque palatinat ou district veilleront à l'exécution de ce règlement.

« 5° Si, dans quelque palatinat, district, ou même toute la province, il est besoin d'une levée générale, 1° dans toutes les communes la moitié seulement des hommes propres à la guerre sera commandée; l'autre moitié restera dans ses foyers pour s'occuper de la culture de ses terres et de celles de ceux qui vont contre l'ennemi les armes à la main. 2° Les hommes commandés dans les communes pour la levée générale doivent être pourvus de subsistances pour dix jours. Les propriétaires, avec tous leurs domestiques, doivent se mettre à la tête des

paysans de leurs villages. 3° Le propriétaire à qui l'âge, ou une fonction publique ne permettrait pas d'exécuter ces réglements, doit envoyer son fils à la tête des paysans. 4° Celui qui serait absent, et dont le fils ne serait pas en âge ou serait absent, fournira à sa place deux cavaliers, avec la paie pour un mois, et ce, pour chaque village qu'il possède. Cette obligation concerne les ecclésiastiques, puisqu'ils sont citoyens et propriétaires ; de sorte que les ecclésiastiques qui n'ont que mille florins de revenu fourniront un fantassin, ceux qui en ont deux mille fourniront un cavalier, ceux qui ont au-delà de deux mille florins fourniront deux cavaliers, et ce, en raison de chaque village qu'ils possèdent. 5° Les ci-devant nobles qui n'ont qu'une cheminée doivent aller en personne, ou envoyer leurs fils ou leurs frères, sous les peines décernées par les lois anciennes contre les nobles qui se soustrayent à la levée générale. »

Ce n'est pas sans dessein que nous avons donné, avec quelque étendue, tout ce qui concernait les paysans en Pologne et tous les efforts faits pour animer cette sorte d'argile que la sujétion et l'abrutissement avaient rendue insensible à tout ce qui, partout ailleurs, réveille dans les âmes des sentiments généreux. Un double enseignement devait résulter de cette longue exposition : d'abord, que l'insuccès de la révolution polonaise ne devait avoir d'autre cause que le peu d'entraînement des masses populaires, qui, dans tout changement d'état, ne voyaient qu'un changement de joug ; ensuite que la sujétion et l'abrutissement du peuple éteignent tellement tout sentiment de patriotisme et de nationalité, que les malheurs et la honte de l'invasion et de la domination étrangère ne sont pas même des stimulants assez puissants pour le ranimer.

CHAPITRE VI

1794

Kosciuszko à Palanièce. — Manifestes russes. — Déclaration du président du conseil national Dombrowski. — Kociuszko est bloqué par l'armée russe à Palanièce. — Jonction de Grochowski. — Intrigue contre-révolutionnaire; émeute à Varsovie. — Kosciuszko fait punir les coupables. — Insurrection du canton de Chelm. — Combat de Szezecocyny. — Entrée des Prussiens à Cracovie. — Revers successifs des insurgés.—Kosciuszko se retire sous Varsovie.—Arrivée des armées russe et prussienne sous les murs de Varsovie.

Tous les efforts de Kosciuszko pour donner une puissante impulsion à la nation polonaise, n'amenèrent qu'un résultat presque décourageant. La levée du cinquième, dans le palatinat de Cracovie, ne produisit que deux mille paysans mal armés. Son corps de troupes alors se monta à neuf mille hommes; ce fut avec ces minimes forces qu'il se porta en avant. Électrisé par son patriotisme, il comptait sur un de ces grands miracles que la Providence permet parfois en faveur des nationalités opprimées.

Côtoyant la Vistule qui couvrait son flanc droit, il marcha sur Skalmierz au-devant des Russes, qui reculèrent jusqu'à

Stasew, marquant leur retraite par le meurtre, le pillage et la licence la plus effrénée, enlevant les troupeaux, réduisant les villages en cendres, et s'efforçant de détruire le pays qu'ils ne pouvaient pas garder.

Poursuivant sans répit l'ennemi qui fuyait devant lui, Kosciuszko délivra le palatinat de Cracovie et entra sur le territoire de Sandomir. Là, pour que les travaux de l'agriculture eussent à souffrir le moins possible de cette levée de boucliers, il licencia les paysans du canton de Cracovie qui avaient rempli leur devoir en chassant l'ennemi de leur territoire. Ce fut une faute; pour les remplacer et atteindre le même but, la levée du cinquième fut ordonnée, il est vrai, dans le palatinat de Sandomir; mais les propriétaires mirent tant de mauvaise volonté dans l'exécution de cet ordre, soit en évacuant le pays, soit encore en s'efforçant d'étouffer dans l'âme des paysans les germes naissants du patriotisme, qu'il ne put profiter des ressources que lui offrait un grand palatinat quatre fois supérieur en étendue à celui de Cracovie. Il se trouvait ainsi exposé à avoir à combattre, non-seulement les Russes, mais encore les Prussiens, qui n'attendaient, pour entrer en campagne, que la fin d'une négociation qui se poursuivait à Saint-Pétersbourg, et dans laquelle le Cabinet de Berlin tâchait de se faire payer le plus cher possible, aux dépens de la Pologne, le secours et l'appui qu'il accordait en cette circonstance à la Russie. Pour surcroît de malheur, les trois mille hommes échappés de Varsovie avaient reforcés l'armée russe, dont le nombre dépassait alors de plus de moitié celui de l'armée polonaise. Kosciuszko perdait ainsi l'espoir de pouvoir chasser les Russes du palatinat de Sandomir, ce qui eût peut-être été une opération décisive; il se trouvait en quelque sorte hors d'état d'agir avant la jonction du corps de Grochowski, qui devenait fort problématique, si, profitant de sa supériorité

numérique, l'ennemi manœuvrait pour empêcher cette réunion. Faute de mieux, il prit sous Palanièce une forte position où, en tout état de cause, il pût tenir longtemps. Il assit son camp sur une petite chaîne de monticules formant presque le sommet d'un angle dont la Vistule et une rivière peu large, mais profonde qui s'y jetait, formaient les côtés. Son camp était ainsi adossé à la Vistule, ayant le flanc droit apuyé à la petite rivière, et le gauche protégé par un bois. Au confluent des deux eaux, un ancien retranchement dominait la plaine dont la rivière était bordée; Kosciuszko y établit une batterie. Pour ajouter à ces défenses naturelles, il couvrit tout le front de son camp de trois rangs de batteries et de redoutes palissadées.

A peine avait-il achevé ces dispositions, que les Russes parurent et firent mine de vouloir l'attaquer. En effet, dès le lendemain, après avoir reconnu que le front et la droite du camp polonais étaient presque inattaquables, ils tournèrent d'abord tous leurs efforts vers la gauche. Mais vigoureusement repoussés à plusieurs reprises, ils se contentèrent de prendre position à quelque distance, tenant ainsi, en quelque sorte, l'armée polonaise bloquée.

Après quelques jours d'inaction, n'ayant pu parvenir à entamer cette armée ainsi fortifiée, ils se vengèrent sur les bourgs et villages des environs, pillant, tuant, incendiant, portant partout la désolation et la mort, et faisant une véritable guerre de barbares. En même temps Catherine, pour pallier toutes ses infamies aux yeux de l'Europe, et paralyser autant que possible les forces de la Pologne, inondait le pays de manifestes où elle promettait, non-seulement sûreté, protection et défense, à ceux qui s'abstiendraient de prendre part au mouvement, mais encore faisait les plus belles promesses aux paysans des campagnes. Elle atteignait le double but de couvrir

sa cruauté du masque de la philanthropie, et de cacher son ambition sous celui de la sollicitude. Le document suivant, publié à cette époque, révèle, plus que tout ce qu'on pourrait dire, la duplicité de cette politique.

« En réponse aux déclarations de la Russie, écrivait le président du conseil national, Dombrowski (27 juin 1794), on a vu paraître, dans les derniers jours de cette année, plusieurs manifestes que les généraux russes Nicolas Repnin et Sergius Galitzin ont publié à leur entrée sur les frontières de Lithuanie et de Pologne. Toutes ces pièces sont marquées au coin de la mauvaise foi et de l'impudence. Depuis que la Russie met à exécution ses plans d'invasion dans les contrées polonaises, elle est dans l'usage de faire précéder ses actes d'hostilité par des écrits calomnieux. Au moment où, sous les auspices de Thadée Kosciuszko, la nation entière s'efforce de secouer le joug de la servitude étrangère, désignée sous les noms hypocrites de garantie et d'alliance, les généraux russes ne manquent pas de donner celui de révolte à une insurrection légale de tout un peuple. Les amis de la patrie sont dénoncés, proclamés comme traîtres. La conduite vraiment louable de la ville de Wilna, et plus encore celle de Varsovie, a été, selon eux, un attentat criminel aux droits des nations, et ces deux cités sont peintes comme ayant porté la rébellion à son comble. Les Russes traitent les Polonais de rebelles, comme s'ils étaient sujets de la Russie.

« Mais est-ce à la Russie qu'il convient de les taxer de trahison, elle qui, après avoir ourdi les plus audacieuses trames, a violé, la première, ces traités que la force nous avait fait souscrire, que nous détestions, et que l'Europe scandalisée repoussait? L'Impératrice est-elle bien venue à invoquer les droits des nations, elle qui envoie en Pologne, comme si c'était dans ses pays héréditaires, des gouverneurs despotiques, de vrais en-

nemis, sous les noms spécieux d'ambassadeurs? Sont-ce là des médiateurs dignes de confiance, des ministres de paix?

« Qu'on ne s'y trompe pas! le vrai but que se propose notre pervers ennemi, en noircissant la nation dont il veut punir la noble résistance, est, à la faveur de ses déclarations, d'amortir dans les âmes l'ardeur du patiotisme, l'énergie naturelle aux Polonais, et de rendre nulle la force nationale. Aussi, invite-t-il traîtreusement une partie d'entre nous à rester tranquilles et indifférents, afin de pouvoir plus aisément terrasser les autres, et subjuguer la nation entière. »

Dans ces protestations officielles des patriotes, on saisit, dans leur ensemble, toutes les nuances de l'astucieuse politique de la Russie pour atteindre à ses fins.

Kosciuszko, cependant, de son camp où les Russes le tenaient bloqué, pouvait voir toutes les nuits les incendies des villages que les Russes multipliaient autour de lui. L'horreur que lui inspirait le spectacle de cette sauvage manière de faire la guerre faillit plus d'une fois déconcerter sa prudence, et le décider à aller attaquer les Russes, malgré l'infériorité de ses forces, lorsqu'il fut rejoint par Grochowski. Fort alors de quinze mille hommes, il quitta sa position de Palanièce, offrit le combat aux Russes, qui, ne se trouvant qu'en force égale, ne l'attendirent pas. Il se lança à leur poursuite, mais sans pouvoir jamais les amener à combattre. Ce fut dans ce moment qu'il fut rejoint par Joseph Poniatowski, Casimir Sapieha, ex-général d'artillerie de Lithuanie, et d'autres personnages éminents, qui demandèrent à servir sous ses ordres comme volontaires; abnégation patriotique qui honorait à la fois la vertu de celui qui l'inspirait et le mérite de ceux qui s'y résignaient.

Pendant que les uns donnaient à la cause nationale des sentiments de sympathie si prononcés, d'autres mettaient

tout en œuvre pour paralyser les efforts généreux de ces âmes d'élite qui voulaient arracher leur patrie au joug de l'étranger. Varsovie était le foyer de ces intrigues et de ces complots ; le roi en était le principal instigateur. Kosciuszko ne tarda pas à acquérir la certitude que les plus grandes difficultés qu'il éprouvait provenaient du mauvais vouloir de la cour et du roi, dont l'influence sur le conseil provisoire était sensible en tout. Ainsi, par exemple, les hommes les plus ostensiblement connus pour être attachés au parti russe, quoique arrêtés depuis longtemps, n'avaient été ni interrogés ni jugés. Au lieu de quarante mille recrues que devaient fournir les palatinats de Lublin, de Masovie, de Podlachie, assez disposés du reste à s'exécuter, on en avait à peine trois mille de rassemblées ; puis, l'approvisionnement des vivres était fort négligé, et une disette était imminente à Varsovie. Les patriotes, en relation avec Kosciuszko, ne lui cachaient pas les inquiétudes que leur causait un mauvais vouloir qui se trahissait en tout et pour tout.

La situation du roi, relativement aux insurgés, était, du reste, fort délicate et fort embarrassante. L'espèce d'unanimité qu'avait trouvée l'insurrection, soit dans les classes populaires, soit dans l'armée, ne permettait plus au roi de se poser en intraitable opposant. Son opposition ostensible n'était que de pure forme, et n'ayant plus les troupes russes pour le soutenir, il lui eût, du reste, été difficile d'en faire d'une autre espèce. Quant aux insurgés, l'incapacité du roi dans une circonstance aussi difficile, sa pusillanimité naturelle pour certaines choses, sa nullité pour d'autres, en faisait un véritable embarras pour eux. Littéralement, ils ne savaient que faire d'un prince qui n'était ni guerrier, ni homme d'État dans un pareil moment. Mais si, d'une part, leur faiblesse actuelle, jointe à d'autres considérations politiques, les forçait à user

de ménagement avec lui, de l'autre, ils risquaient de compromettre la chose publique en lui laissant trop de liberté.

Stanislas voyait sans peine combien était fausse sa situation ; aussi, depuis la proclamation qui, avant la bataille de Varsovie, lui avait été arrachée par le parti russe, tâchait-il de s'effacer le plus qu'il pouvait. Il favorisait en cachette les intrigues des ennemis de l'insurrection, et ostensiblement se bornait à blâmer l'opportunité d'une levée de boucliers, dont les désastres inévitables prouveraient la folie des insurgés et sa sagesse. Les efforts des derniers pour sauver la patrie, comparés à l'indifférence ou à la pusillanimité du monarque, formaient ainsi un assez saillant contraste.

Pour paralyser tout mauvais vouloir de ce côté, Kosciuszko, aux termes de l'acte d'insurrection, procéda immédiatement à la nomination du conseil national. Il en fixa la résidence dans la capitale. Ignace Potocki et Kolontay, en qui il avait mis toute sa confiance, en firent partie ; Orlowski, homme honnête et probe, remplaça Mockronowski dans le commandement de Varsovie.

En parant, par cette mesure, à quelques embarras du moment, Kosciuszko s'en créa d'autres. La fermeté, l'intégrité des membres qui allaient composer le conseil national remplirent la cour d'effroi. Ignace Potocki, Kolontay surtout, dont l'ascendant et l'inflexibilité de caractère promettaient de repousser toutes les séductions, furent en butte aux attaques les moins méritées, aux calomnies les plus injustes. On disait que le dernier regardait la noblesse comme une pépinière, toujours renaissante, de tyrans ; qu'il croyait que la terre était une propriété publique et non une propriété particulière, et qu'il se proposait de niveler tout en Pologne comme le comité de salut public en France.

Ces insinuations, jointes à une recrudescence d'intrigues,

portèrent leur fruit. Les principaux habitants de Varsovie déclarèrent qu'en établissant un conseil national sans les avoir consultés sur le choix des membres, Kosciuszko avait lésé leurs droits. Ils lui envoyèrent, à cet effet, une députation chargée de lui faire leurs remontrances, et de lui remettre une liste des personnes qu'ils désiraient pour conseillers. Cette résistance inattendue causa un véritable embarras à Kosciuszko, qui se trouvait ainsi exposé à une imputation de despotisme s'il soutenait sa première décision, et à compromettre la chose publique s'il cédait à l'importunité des représentations. Pour obvier à ces deux inconvénients, il ajouta au nombre des conseillers qu'il venait de nommer, ceux qu'on lui présentait de la part des habitants de Varsovie, et ouvrit ainsi une large porte à tous les cabaleurs de la cour.

Cette impolitique concession eut un fâcheux résultat : la méfiance s'empara des esprits, la concorde disparut, la guerre d'opinions éclata. Intriguant, criant, s'accusant les uns les autres, les Polonais ajoutèrent une nouvelle source d'infortunes à celle des infortunes publiques. Le parti de la cour et le parti russe, par d'incessantes et sourdes insinuations, par des artifices de toute espèce, s'appliquèrent à détruire le peu d'union qui régnait parmi les patriotes, sûrs, par ce moyen, de miner leur puissance. Ces funestes agitations sans termes et sans bornes, réagissaient sur tout, sur le choix des généraux, sur la levée des impôts, sur les mesures administratives, et principalement sur le jugement des factieux du parti russe, accusés de trahison. Tous ces mauvais vouloirs, toutes ces lenteurs calculées ne servaient qu'à éterniser les discussions et les haines. Il s'ensuivit une de ces fermentations populaires toujours déplorables, quand elles se terminent par l'effusion du sang.

Voici quel en fut le prétexte :

Des accusés politiques, compromis dans les violences de la faction russe, attendaient, en prison, leur mise en jugement. L'assemblée à laquelle il appartenait de les juger, arrêtée par les formes lentes de la justice, n'allait pas assez vite au gré de l'impatience populaire. Les plus ardents et les plus exaltés d'entre les patriotes, accusèrent de trahison les autorités constituées. Quelques jeunes gens, profitant du mécontentement du peuple, cherchèrent à pousser à bout sa patience. On s'attroupa, on demanda la mort des accusés ; la prison fut enfoncée, les accusés, arrachés avec violence, furent impitoyablement traînés dans les rues, la corde au cou, et quelques-uns d'entre eux furent pendus. Un prince Czetwertinski, le prince Massalski, évêque de Wilna, Moszinski, et un avocat de Varsovie, nommé Volfers, furent les premières victimes.

Ce fut la première et la seule tache de sang dont fut souillée la cause de la liberté à Varsovie. Kosciuszko se montra inexorable : dès que le président du conseil national lui eût donné connaissance de ce tumulte, il ordonna d'en punir sévèrement les auteurs et moteurs. Cet ordre, qui annonçait une de ces âmes si rares en temps de révolution, et décidées à lutter contre les passions trop ardentes des partis, eut pour double résultat d'imprimer la terreur dans l'esprit du peuple, et de relever le courage des royalistes. La morale y gagna, mais le parti patriote y perdit.

Vers ce même temps (juin 1794), le canton de Chelm fit acte d'adhésion à l'insurrection, au moment même où un corps russe de six mille hommes, commandé par Zagrayski, s'avançait de ce côté. Les moyens de défense de cette province étaient à peu près nuls. Il importait cependant de la soutenir, pour ne pas décourager celles qui seraient tentées de suivre son exemple. Détachant, à cet effet, le général Wedelsztet, avec deux mille hommes, le chef général y dépêcha

le colonel Chomentoski, officier plein de talent et de patriotisme, chargé d'aller presser, dans ces provinces, la levée générale des paysans; mais il n'en reçut qu'une réponse décourageante. « Les membres des autorités constituées dans ces provinces, lui écrivit Chomentoski, sont tout à fait étrangers à l'esprit révolutionnaire. Ces autorités ne prennent que des mesures lentes et inefficaces, elles ne répondent ni au zèle patriotique qu'on leur supposait, ni aux circonstances embarrassantes où l'on se trouve. Rien n'y est préparé ni pour la défense du pays, ni pour la subsistance de l'armée qui doit y venir; non-seulement on y vit avec autant de sécurité qu'en temps de paix, mais on y a accueilli la proposition de la levée générale comme un acte attentatoire à la liberté. On doit naturellement en conclure que les nobles de Lublin, dont l'incivisme est notoire, n'ont adhéré à l'insurrection que dans la crainte d'être traités en ennemis de la patrie. A moins d'employer contre eux des voies de rigueur, il n'y a rien à espérer d'eux. »

Ainsi, partout mal secondé, Kosciuszko était obligé de faire face à tout. Il expédia Zajonczek à Chelm et Lublin, pour pourvoir à leur défense; comptant sur la fermeté, l'ardeur et le patriotisme de ce général, il espéra qu'il pourrait venir à bout de l'entreprise difficile dont il le chargeait. En même temps, il employa Michel Wialorski à soutenir la guerre en Lithuanie, et confia à Mokrowowski le commandement d'un corps de quatre mille hommes, dans le palatinat de Rawa.

Dans les premiers jours de juin, il atteignit enfin les Russes sous Szezecoeyny, bourg situé aux confins des palatinats de Siradie et de Cracovie. L'armée russe était de quatorze mille hommes; mais, près de là, à moins d'une marche, était le roi de Prusse, avec une armée de vingt-quatre mille hommes. Mal servi, ou peut-être même trahi par ses espions, Kociuszko

ignorait entièrement cette dernière circonstance. Quoique inférieur en nombre aux Russes, loin d'éviter le combat, il l'engagea le 8 juin. Dès le premier choc, l'armée polonaise, électrisée par l'exemple de son général, rompit la cavalerie des Russes, entama leur infanterie, et s'empara de dix pièces de canon. Mais, au moment où les Russes pliaient de toutes parts, le roi de Prusse parut avec ses vingt-quatre mille hommes, entama l'action par une canonnade terrible; foudroyée sur tout son front par ce nouvel assaillant, criblée de boulets et de mitraille, au moment où la victoire s'était décidée en sa faveur, l'armée polonaise plia et se rompit; Kosciuszko ordonna la retraite; mais les insurgés, assaillis à la fois par les troupes fraîches du roi de Prusse et par les Russes qui, s'étant ralliés, étaient revenus à la charge, furent mis en déroute complète, Ils perdirent, dans cette action, plus de huit cents hommes, deux généraux, Wadycki et Grochowski, un grand nombre d'officiers, et huit pièces de canon. Kosciuszko, qui, à plusieurs reprises, s'était jeté dans la mêlée, faillit y périr, il eut deux chevaux tués sous lui. Un moment il s'était trouvé tellement entouré, que ses troupes ne purent le dégager que par un de ces grands efforts de courage que le succès ne couronne pas toujours.

La perte de cette bataille entraînait celle de Cracovie. Entourée d'une mauvaise muraille, n'ayant, pour moyens de défense, que dix pièces de canon, en fort mauvais état, et pour garnison que de nouvelles levées armées de faulx, elle ne pouvait résister à une armée victorieuse. Avant de s'éloigner de cette ville, Kosciuskzo comptait, du reste, tellement peu sur la possibilité de sa résistance, qu'il avait donné, par écrit, au commandant Winiaski, l'ordre de remettre en dépôt la place aux Autrichiens, si les Prussiens venaient l'attaquer. Cet ordre était cacheté, et Winiaski ne devait l'ouvrir que

dans le cas où il serait menacé d'un siége. Ayant décacheté le pli à l'approche des Prussiens, il fit part au commandant autrichien, sur la frontière, de l'ordre dont il était porteur; mais comme c'était là un cas non prévu, le commandant n'osa rien prendre sur lui, et en référa à Vienne. Dans l'intervalle qui s'écoula entre cette communication et la réponse, les Prussiens parurent sous les murs de la place. Ils étaient deux mille à peine, n'ayant ni canons, ni matériel de siége; et à la première sommation, Winiaski, qui aurait pu la défendre, livra la place. La garnison, avec armes et bagages, se retira en Gallicie, et la ville qui, la première, avait proclamé l'insurrection du 24 mars, tomba au pouvoir des Prussiens. Le peuple, qui, enorgueilli par ses premiers succès, s'attendait chaque jour à de nouvelles victoires, et croyait les troupes polonaises invincibles, accusa Winiaski de trahison, et ne cessa de l'abreuver, dans la suite, de calomnies qui paraissent, du reste, peu méritées. Dans ces moments d'effervescence, tout échec est considéré comme une trahison; et le général qui est toujours heureux peut seul se croire à l'abri des reproches et des calomnies populaires. C'est ainsi qu'Annibal, vaincu après dix années de succès, fut accusé de félonie par le peuple de Carthage!

A ces revers ne tardèrent pas à s'en joindre d'autres. Du côté de Chelm, où Kosciuszko avait expédié Zajonczek, le mal était beaucoup plus grand qu'on ne l'avait cru d'abord. Un corps russe, fort de cinq mille hommes, avait traversé le Bug sous les yeux même de l'armée polonaise, et avait pris position sur la rive droite, prêt à faire sa jonction avec un autre corps de six mille hommes commandé par le général Derfeld. A ces dix mille combattants, les Polonais avaient à opposer trois mille cinq cents hommes de vieilles troupes et deux mille recrues. Un canon de 12 et cinq de 6 composaient toute

leur artillerie. Ils avaient, en outre, il est vrai, quatorze pièces de bataille; mais sur ce nombre, cinq seulement en cuivre étaient en état de service. Les autres, en fer, et enlevées dans les différents monastères, faisaient seulement nombre. On les traînait à la suite de l'armée pour tromper la crédulité du soldat et l'entretenir dans la persuasion que l'on avait des forces suffisantes. On avait, en outre, si peu préparé dans ce district la levée des paysans, qu'on n'avait pas seulement encore expédié les universaux qui contenaient l'ordre d'y procéder. Les nobles, du reste, qui répugnaient à cette mesure, disaient hautement partout que la levée des paysans était une précaution superflue; que les Russes, n'ayant que peu d'artillerie, éprouvaient les plus vives alarmes, et que les Polonais n'avaient qu'à se présenter pour les vaincre. Ces insinuations eurent pour double résultat d'arrêter, d'une part, totalement la levée des paysans, ce qui était très-fâcheux, et, de l'autre, d'inspirer à l'armée et au peuple une incroyable confiance.

Les généraux polonais seuls connaissaient ce qu'avait de critique leur situation. Ils n'avaient que peu de jours pour prévenir la jonction des deux armées russes, composées de vétérans aguerris, tandis que la leur consistait, en partie, en recrues mal armées, promptes à se décourager facilement et à se débander. Ils manquaient d'équipages de pont pour faciliter leurs mouvements, soit en avant du second corps russe qui arrivait pour soutenir le premier, soit contre celui qui, ayant passé en partie le Bug sous Dubienka, s'était depuis lors imprudemment maintenu à cheval sur le fleuve. Les chefs polonais tinrent conseil, et, persuadés que, vu la disposition des esprits dans le pays, le parti de la retraite exposerait les troupes et le commandant au blâme général, qu'on leur pardonnerait plutôt d'être battus que de s'être retirés

avant d'en être venus aux mains, ils se décidèrent à attaquer les Russes avant leur jonction. Un plan d'attaque fut combiné. On devait simultanément attaquer les fractions du corps russe qui se tenait posté sur les deux rives du fleuve. Mais cette opération, qui offrait quelques chances de succès, se borna à une simple démonstration. Les généraux Zajonczek et Wedelsztet, qui en étaient chargés, ne purent l'exécuter, soit faute d'équipage de pont, soit pour avoir mal pris leurs mesures. Pendant ce temps, les deux corps russes opérèrent leur jonction, et il ne resta aux corps polonais d'autre ressource que de prendre une bonne position et d'y attendre l'attaque. Le pays plat et marécageux où ils se trouvaient n'en offrant aucune de bien favorable, ils choisirent celle de Chelm et y marchèrent.

Chelm est situé sur une montagne qui s'élève en plateau. Cette ville domine une plaine immense, seulement interrompue par deux montagnes parallèles qui la traversent et qui s'étendent en long à plus de deux mille pas. Un chemin qui mène de Chelm à Dubienka passe entre ces deux montagnes. Celle qui est à droite du chemin est terminée par un bois qui touche, par sa droite, au marais; celle de la gauche domine la plaine et le chemin de Serebriszeze. Des marais fangeux entourent le reste de la position, ainsi que la ville. Zajonczek, ayant occupé ces deux montagnes, fit élever une redoute sur celle de la gauche, et y plaça le colonel Chomentowski avec trois bataillons. Il rangea le reste de sa division sur l'autre, et garnit le bois de chasseurs. Entre le bois et le marais qui couvrait sa droite, il plaça le corps de Wedelsztet. A une demi-lieue à la droite de Chelm, était une assez bonne position, d'où, en cas d'attaque, on pouvait tourner l'ennemi ou le prendre en flanc; il y plaça Ozazowski avec quatre cents hommes d'infanterie et autant de cavalerie.

Cette disposition des troupes formait l'ensemble d'une combinaison bien raisonnée. En effet, si l'ennemi commençait par l'attaque d'une seule de ces montagnes, il pouvait être pris en flanc ou à revers par les troupes placées sur l'autre. S'il les attaquait toutes les deux à la fois, il prêtait le flanc à la division de Wedelsztet, qui, de son côté, ayant la droite et une partie de son front couvertes par les marais, ne pouvait être attaquée que par sa gauche, protégée elle-même par le bois.

Le 10 juin, les Russes parurent en face de l'armée polonaise, et aucune des prévisions de Zajonczek ne se réalisa. Au lieu d'attaquer une des deux montagnes ou toutes les deux, ils se bornèrent à mettre en batterie vingt-huit pièces de gros calibre, dix-huit obusiers, quarante canons de bataille; et, depuis deux heures de l'après-midi jusqu'à sept heures du soir, ils canonnèrent l'armée polonaise. Ecrasés par cette formidable artillerie, les Polonais manquèrent d'audace pour attaquer. Quoique le feu de leur artillerie eût été promptement éteint par le feu de l'artillerie russe, ils ne s'ébranlaient cependant pas encore, lorsque le colonel Chomentowski, qui défendait la montagne de la gauche, ayant eu la tête emportée par un boulet de canon, la troupe qu'il commandait, découragée par cette mort, quitta son poste avec confusion, poursuivie l'épée dans les reins par la cavalerie de la droite des Russes,

A la vue de ce mouvement de la gauche, Wedelsztet crut que la retraite était commandée et commença la sienne. Ozazowski, supposant que tout était fini, suivit Wedelsztet. Zajonczek, découvert alors de toutes parts, n'ayant pu rétablir les bataillons rompus, commanda la retraite en essayant de la couvrir avec deux bataillons d'infanterie et un régiment de cavalerie. Mais pendant que les insurgés s'éloignaient et que

les deux lignes russes avançaient en faisant feu, un des chevaux d'artillerie, en s'abattant, arrêta toute la file de canons polonais. La cavalerie ennemie fit une charge à fond, et il y eut un moment de désordre qui faillit changer le retraite en déroute. L'armée polonaise, poursuivie jusqu'à Chelm, traversa la ville sans s'arrêter, après avoir perdu quatre cents hommes tués, autant de pris et six pièces de canon.

Avec son corps d'armée délabré, sans avoir, en quelque sorte, combattu, Zajonczek se replia sur Krasnipstaw, de là sur Lublin, prit enfin position à Kurow, où il passa la Vistule à la suite d'une insubordination de ses troupes. Par suite de ce mouvement rétrograde de l'armée polonaise, les Russes, maîtres de la rive droite du fleuve, purent alors s'avancer vers Varsovie.

Kosciuszko, dans le palatinat de Sandomir, n'était pas dans une situation plus brillante que Zajonczek dans les districts de Chelm et de Lublin. Mal secondé de toutes parts, rarement obéi comme il aurait dû l'être, grâce à la mauvaise volonté ou à l'inexpérience des chefs, mal instruit des forces des différents corps de l'armée, forcé de dépendre du caprice ou de l'ignorance de subalternes indisciplinés, dépourvu de subsistances, sans officiers habiles, le chef général commençait alors à désespérer de la cause qu'il défendait. Il ne trouvait pas dans la nation cet enthousiasme qui électrisait son âme. Les nobles qui le secondaient n'agissaient que par peur ; les paysans qui se joignaient à lui en armes ne cédaient qu'à la force ; et, en temps de révolution, la peur et la force sont de faibles mobiles et de dangereux auxiliaires. Illusionné par l'exemple de la France en 1793, où la nation s'était levée comme un seul homme, il avait cru un moment pouvoir inoculer au peuple de Pologne cette fièvre de liberté qui, sur les bords de la Seine, avait produit de si grandes choses. Il igno-

rait alors que le plus grand mobile d'une révolution n'est pas la justice d'une cause, ni même l'oppression ou la souffrance du peuple, mais seulement la connaissance que peut avoir le peuple de cette souffrance et de cette oppression. Or, ces maux étaient devenus l'état normal du paysan polonais; bien plus, ils avaient tellement faussé ses instincts naturels de dignité humaine ou de désir d'indépendance, qu'il ne pressentait même pas qu'un homme, paysan né, pût être traité différemment que ne le traitaient ses maîtres. Aussi ne considérait-il le service que la patrie exigeait en ce moment de lui que comme une espèce nouvelle de corvée, dont il tâchait de se décharger par tous les moyens possibles. Ce n'est pas avec de tels éléments qu'on peut mener à bonne fin une révolution.

Cependant, loin de se décourager, Kosciuszko semblait, au contraire, redoubler d'ardeur et d'activité à chacun des revers ou des mécomptes qui, depuis quelque temps, venaient l'assaillir coup sur coup. Il était dans la situation du pilote qui, ayant à lutter à la fois contre le vent de la tempête et contre les vagues qu'il a soulevées, se tient ferme au gouvernail, et, à travers mille écueils, le dirige souvent avec plus de persévérance que de succès. Pour couvrir la capitale, il ordonna à Sierakowski de sortir de Varsovie à la tête de quatre mille hommes, et d'aller se poster sur la rivière de Vieprz. Dans les premiers jours de juillet, il arrive lui-même à Mozsczonow, éloignée seulement de dix lieues de Varsovie. Makronowski, du côté de Blonie, couvrait sa droite; Zajonczek, posté à Golkow, sa gauche. L'armée des insurgés se trouvait alors resserrée entre les Prussiens, qui observaient Kosciuszko et Mokronowski, et les Russes, qui se disposaient à attaquer Zajonczek.

La position de Golkow, sans être des meilleures, était te-

nable. Une petite rivière marécageuse y couvrait la gauche des Polonais, et leur droite se trouvait garantie par un bois qui s'étendait jusque sur les derrières de leur position. Les Polonais n'avaient pas encore achevé de s'y fortifier, lorsque, le 8 juillet, ils furent attaqués par un corps russe, sous les ordres du général Denizow. Ce ne fut, pendant plusieurs heures, qu'un combat d'avant-postes ; mais, vers cinq heures du soir, l'action générale s'engagea. Le centre et la droite des Polonais furent attaqués jusqu'à trois reprises différentes, et, à dix heures du soir, les Russes se retirèrent, après une perte de plus de six cents des leurs. Le lendemain, cependant, l'ennemi revint à la charge avec des troupes fraîches, et les Polonais, qui, la veille, étaient restés maîtres du champ de bataille, furent obligés de battre en retraite. Zajonczek se retira sur Sluzew, et, le même jour, Kosciuszko et Mokronowski, canonnés par les Prussiens, furent obligés de se replier sur Varsovie.

Les opérations de l'armée de la Lithuanie n'étaient pas plus heureuses. Tant que le général Jasinski avait commandé dans cette province, son activité avait ranimé tous les esprits; il avait effectué avec diligence d'assez grands rassemblements de troupes, avait livré plusieurs combats sans grands succès, mais aussi sans grands revers. Etienne Grabowski avait fait une irruption en Russie à la tête de deux mille hommes; Oginski avait inquiété les frontières de la Livonie, et les généraux Wawreski et Giedroye avaient pénétré en Courlande, tentant tous les moyens d'y faire soulever la masse du peuple. Mais, dans cette contrée plus encore qu'en Pologne, la tyrannie des maîtres qui opprimaient les paysans, la barbarie des Russes qui les pillaient, l'insolence de la soldatesque qui les outrageait, avaient anéanti dans le cœur de ces esclaves jusquà l'idée de la liberté. Les efforts que l'on fit pour leur

donner une nouvelle âme furent inutiles, il est vrai ; mais, enfin, ils servirent à constater l'esprit qui animait les chefs. Dans la même province, Georges Grabowski avait défendu Wilna avec un héroïsme digne d'un meilleur sort.

Tels étaient les efforts d'un zèle ardent qui s'étaient d'abord fait remarquer en Lithuanie. L'arrivée du général Wielhorski, envoyé en remplacement de Jasinski, avait changé toute cette activité en langueur. Suivant invariablement un système décourageant de retraite, il avait peu à peu abandonné tout le pays. Les patriotes s'en plaignirent amèrement à Kosciuszko, qui, de plus en plus dominé par le parti royaliste, à mesure qu'il approchait de Varsovie, nomma Mokronowski au commandement de l'armée de Lithuanie, et mit à la tête du corps d'armée de ce dernier Joseph Poniatowski, qui, jusqu'alors n'avait servi l'insurrection qu'en qualité de volontaire.

Ainsi, sur tous les points, les armées des insurgés étaient en retraite.

Parvenu jusque sous les murs de Varsovie, Kosciuszko partagea ses troupes en trois camps. Huit bataillons d'infanterie et dix-huit escadrons de cavalerie composaient le camp de Marimont, que commandait Mokronowski ; celui de Czyste, aux ordres de Zajonczek, était de six bataillons d'infanterie et de neuf escadrons de cavalerie ; le troisième, celui de Mokotow, où commandait Kosciuszko en personne, était de vingt bataillons d'infanterie et de trente escadrons de cavalerie. L'ensemble de ces forces était de vingt-deux mille combattants, dont dix-sept d'infanterie et cinq de cavalerie. La majeure partie de cette armée était composée de levées nouvelles, et à peine y comptait-on dix mille hommes de vieilles troupes.

Kosciuszko se hâta de fixer à chacun des généraux les postes qu'ils avaient à défendre. Le village de Mlocixy, avec la forêt voisine, celle de Bielany, ainsi que les villages de Wawrzeszew

et de Powonski furent confiés à Mokronoski ; la gauche de son corps appuyait à Powonski et s'y joignait à la droite de Zajonczek, qui avait le village de Czyste à protéger, et s'étendait, par sa gauche, à celui de Jérusalem. A ce dernier village commençait la droite de Kosciuszko, qui couvrait tout le reste du terrain jusqu'à la Vistule, en passant par La Garenne et Czerniakow.

Les dispositions de ces trois camps ne furent achevées que le 13 juillet. Ce jour même les Prussiens et les Russes parurent devant Varsovie.

CHAPITRE VII

1794

Les factions russe et royaliste à Varsovie. — Institution d'une commission militaire — Irritation des partis. — Etablissement du papier-monnaie. — Siége de Varsovie. — Succès des Polonais. — Insurrection de la Grande-Pologne. — Sanguinaire proclamation du colonel prussien Sekuli. — Déclaration, à ce sujet, du conseil suprême de Varsovie. — Les prussiens lèvent le siége. — Nouvelles désastreuses de la Lithuanie. — Suwarow. — Départ de Kosciuszko pour l'armée de Lithuanie. — Adresse du conseil suprême aux Polonais. — Kosciuszko à Maciejowice. — Bataille de Maciejowice. — Défaite des Polonais. — Kosciuszko est fait prisonnier. — Kosciuszko dans les cachots de la Russie. — Quelques détails sur ce chef révolutionnaire, depuis la défaite de Maciejowice jusqu'à sa mort.

La présence des armées ennemies sous les murs de la capitale eut pour double inconvénient de porter le découragement dans l'âme des patriotes, et de relever le courage des partis royaliste et russe. Ces deux factions y étaient très-animées, et demandaient alors à grands cris la punition des moteurs de la dernière émeute. Les deux principaux accusés étaient deux jeunes gens, dont l'un avait jadis été dans la chancellerie de Kolontay; l'autre servait encore Potocki en qualité de copiste au moment de ce mouvement. Les partis royaliste et russe en tirèrent la conséquence que l'émeute était l'ou-

vrage de Potocki et de Kolontay. On répandit partout que ces deux derniers étaient meurtriers par système, qu'ils cherchaient à accoutumer le peuple au sang pour le préparer au massacre général des nobles; que la vie du roi lui-même avait été en danger, qu'on voulait imiter en tout la Révolution française, et qu'on ne tarderait pas à voir en Pologne toutes les fureurs révolutionnaires qui lui avaient imprimé un caractère si sauvage. L'interrogatoire des accusés avait été dirigé dans ce sens. Menaces, promesses, tout avait été employé pour leur arracher des aveux qui inculpassent Potocki et Kolontay; mais leurs dépositions n'avaient prouvé qu'une chose, c'est que le zèle exalté n'a pas besoin d'inspirations étrangères pour agir avec emportement. Vers la mi-juillet, cinq d'entre eux furent condamnés et exécutés.

Cette sévérité indisposa fortement les patriotes. Kosciuszko fut assailli de plaintes, de remontrances. On lui fit observer, avec raison, que la lenteur avec laquelle on procédait à punir les accusés de trahison envers la patrie, comparée à l'empressement qu'on avait mis au châtiment des moteurs de l'émeute, annonçait tout au moins dans les juges une certaine partialité en faveur des premiers. Pour apaiser ce mécontentement, Kosciuszko cassa les magistrats dont on se plaignait, et institua à leur place une commission militaire, présidée par Zajonczek.

Homme énergique et d'un patriotisme ardent, Zajonczek, le jour de l'ouverture de ce tribunal exceptionnel, exhorta ses collègues à jurer comme lui d'être inexorables pour les traîtres et les factieux, mais indulgents pour les faiblesses de la nature humaine; en d'autres termes, c'était appeler les sévérités de la loi sur tous ceux des accusés d'une opinion contraire à celle des insurgés. Ce système fut suivi avec rigueur. En peu de jour, une foule de patriotes dont le seul crime était

d'inspirer de la terreur aux factions ennemies, furent élargis; les autres furent classés en deux catégories : les accusés de délits politiques, et les accusés de crimes d'Etat. Les premiers furent passibles de travaux publics ; la mort fut réservée aux autres. Skarszewski, évêque de Chelm ; Félix Potocki, Branicki Rzewuski, promoteurs de la ligue de Targowice, furent condamnés à mort. Kosciuszko commua la peine du premier en une prison perpétuelle ; les autres, jugés contumaces, furent pendus en effigie. Le caractère moral de Kosciuszko était fort éloigné de la sévérité que peut motiver parfois une crise révolutionnaire. Ce chef général concevait une révolution sans aucun des excès qui la ternissent parfois ; telle, en un mot, que la France devait en donner l'exemple au monde en 1830. Aussi crut-il devoir modérer le zèle un peu trop ardent de la commission militaire. Les plus exaltés de son parti le traitèrent de faible, de modéré ; le parti opposé en conclut que cette faiblesse prouvait seulement que les affaires des insurgés étaient en mauvais état, puisqu'ils s'adoucissaient à l'égard des amis de la Russie. Ainsi, de part ni d'autre, Kosciuszko n'eut le mérite de sa modération. Les esprits s'aigrissaient de plus en plus ; et si, pendant ce temps malheureux, le calme sembla quelquefois succéder à l'orage, ces tristes intervalles furent moins un état de repos qu'une suspension d'armes entre les factions ennemies qui s'observaient mutuellement avec l'œil de la crainte et de la haine.

Le roi Stanislas, presque toujours dans l'ombre pendant cette révolution, n'en agissait pas moins efficacement pour amener la faction qu'il s'était formée dans l'armée, à seconder le parti qu'il avait parmi les nobles et les principaux bourgeois de Varsovie. Il faisait répéter partout que l'entreprise de Kosciuszko était absurde et chimérique, et renouveler en toute occasion des critiques, tantôt justes, tantôt

exagérées, sur les opérations militaires. Ces frondeurs taxaient de folie une résistance qu'ils s'efforçaient de rendre inutile : ils exagéraient les souffrances et les dangers de l'armée, ainsi que la force et l'activité de l'ennemi, et par tous les moyens, entretenaient la haine ou semaient le découragement.

La cabale du roi l'emportait presque partout sur les patriotes, que tant de revers successifs commençaient à faire douter du succès de leur cause. Au conseil national surtout, cette cabale se montrait avec le plus d'audace. Kosciuszko avait eu l'imprudence d'introduire, comme on l'a vu, les membres qui qui lui avaient été désignés par la ville de Varsovie, et il recueillait alors le triste fruit de sa condescendance. Des discussions irritantes s'y produisaient journellement, et quelques unes avaient un retentissement qui portait le plus rude coup à la cause des patriotes, Ainsi, par exemple, l'établissement du papier-monnaie fournit aux royalistes l'occasion favorable de décrier les opérations des insurgés. On fit une peinture sinistre de ce système de finances, et le crédit et la confiance furent immédiatement partout altérés.

Au milieu de toutes ces dissidences, de toutes ces intrigues, de toutes ces haines qui couvaient dans l'ombre ou se produisaient ouvertement, le siége de Varsovie était commencé.

Située sur un coteau élevé de la rive gauche de la Vistule la ville de Varsovie domine les bords de la rive droite du fleuve. Une plaine presque nue entoure cette capitale. On n'y rencontre que deux monticules, celui de Marimont, et un autre plus éloigné, nommé Babia. La ville, n'ayant jamais été fortifiée, n'a pas même l'enceinte d'une muraille ; sa seule défense consiste en un rempart de terre fort plat, fait sans aucun art. Dès que l'insurrection y avait éclaté, le commandant du génie, Sierakowski, avait, il est vrai, fait élever des

redoutes disposées de distance en distance autour de la ville; mais la plupart de ces ouvrages étaient encore en construction au moment où l'ennemi s'en était approché. On hâta les travaux, on requit au nom du patriotisme, toutes les forces, toutes les volontés pour accélérer cette œuvre de défense, et on vit éclater un moment un de ces grands enthousiasmes qui quand ils durent, sauvent un pays et illustrent un peuple. Hommes, femmes, enfants, jeunes et vieillards, tout se mit à l'œuvre; les plus robustes se réservèrent les travaux les plus rudes, les femmes charriaient la terre, gâchaient du mortier; les enfants portaient des vivres au travailleurs, les vieillards les encourageaient par leur présence; tout annonçait le réveil d'un peuple qui se dresse, formidable par sa seule unité, contre toute inique oppression étrangère. Malheureusement ce ne fut qu'un de ces feux brillants qui éblouissent un moment pour s'éteindre ensuite sans retour. Les factions russe et royaliste, effrayées d'abord de cette recrudescence d'enthousiasme, n'avait pas même essayé d'en arrêter le débordement : c'eût été afficher de trop coupables désirs; mais, répandant plus que jamais mille insinuations malveillantes, semant partout des défiances, propageant des craintes, ils parvinrent à l'altérer d'abord, et peu après à l'éteindre. On se fit part des insinuations, on se communiqua les défiances, on s'exagéra les craintes; le travail commença à se ralentir; le nombre des travailleurs libres diminua sensiblement, et, après quelques quelques jours d'éphémère énergie, la majeure partie de la population de Varsovie ne prit qu'un intérêt forcé à tout ce qui se passait. Ces ouvrages de défense, faits si à la hâte, n'inspirèrent plus de sécurité, et les troupes étrangères, qui menaçaient la ville, accrurent, au contraire, les défiances. Seule, l'armée polonaise, confiante dans sa valeur et son chef, sans s'effrayer des cinquante mille ennemis qui l'entou-

raient, crut encore à leurs projets sinistres et au bon génie de la Pologne. Le reste, paysans, bourgeois, nobles, ce qu'on appele communément le peuple, parut ne vouloir assister à la lutte qu'en spectateurs bénévoles et non en acteurs intéressés. Sans les clubs ou les pouvoirs révolutionnaires constitués au-dedans; sans l'armée nationale campée au-dehors, qui donnaient un peu de vie patriotique à cette ville insurgée et assiégée, on se fût cru en pleine torpeur.

Pendant ce temps, les Prussiens, en attendant les Russes, qui accéléraient la marche de leurs derniers corps, avaient fait leurs dispositions pour mener le siége avec vigueur. Leurs premiers efforts tombèrent sur Vola, village situé à deux portées de canon en avant du front du camp de Czyste, aux ordres de Zajonczek. Le 21 juillet, ils attaquèrent le village et l'emportèrent. Ayant abandonné alors la position de Babia, où ils s'étaient établis, ils portèrent leur camp sous Vola, y élevèrent des batteries, et commencèrent à foudroyer le faubourg et le camp de Czyste.

L'abandon de la position de Babia était, de la part des Prussiens, un acte dont Kosciuszko ne tarda pas à profiter. Il donna l'ordre à Poniatowski d'occuper la montagne de Babia, d'y élever des batteries et de s'y maintenir. Les Prussiens se trouvèrent alors exposés à pouvoir être attaqués de tous côtés : sur leur front, du côté de Czyste; en flanc, par Gorbe et tournés par le village Babia. Reconnaissant alors la faute qu'ils avaient faite, ils firent les plus grands efforts pour reconquérir cette position; mais ils ne purent y parvenir qu'après de grandes pertes et des échecs successifs. Kosciuszko, commandant des sorties de nuit et de jour, tantôt d'un camp, tantôt de l'autre, les harcelait continuellement; il semblait se multiplier : il était partout. Son nom était dans toutes les bouches, soit dans le camp des Prussiens, ou il inspirait la terreur, soit

dans la ville de Varsovie, où tant de courage et d'activité avaient fini par faire honte à l'indifférence des habitants. Le succès croissant des armes polonaises réveilla enfin leur ardeur. Ils se mirent en masse à la disposition de Kosciuszko, et, sous ses ordres ou sous ceux des chefs qu'il leur donna, firent des sorties heureuses qui achevèrent d'exalter leur courage et de décourager les Prussiens. Le moment où Kosciuszko vit les habitants de Varsovie seconder de tout leur pouvoir le mouvement révolutionnaire et rentrer résolument dans cette voie de défense et d'agression qui seule pouvait assurer le salut du pays, fut un de ceux où il se berça le plus du succès de sa cause : illusion décevante, qu'il ne devait pas tarder à expier dans les sombres et noirs cachots de la Russie.

Un événement qui pouvait avoir des suites incalculables vint encore corroborer son espoir. La Grande-Pologne qui, lors du partage de Grodno, avait échu au roi de Prusse, venait de se mettre en pleine insurrection, et commme là se rattache une de ces pages si hideuses dont les fureurs sauvages ont rempli les annales du monde, nous allons rentrer dans quelques détails à ce sujet.

Ce fut un Castellan du palatinat de Cujavie. Mniewski, qui provoqua cette insurrection. On savait généralement que la longue résistance de Varsovie provenait principalement du manque de grosse artillerie et de matériel de siége. Un convoi en était parti de Prusse et devait arriver, remontant la Vistule sur plusieurs bateaux. Ce transport de munitions de guerre arrivé aux Prussiens, Varsovie, qui comme on l'a vu, était en quelque sorte une ville ouverte, ne pouvait plus tenir. Mniewski conçut le projet de retarder sa soumission en arrêtant le convoi de munitions. Ce coup était d'autant plus hardi, que malgré toutes les peines qu'il se donna, il ne put engager dans le complot que quatre-vingt-dix citoyens. Il fait

part aux conjurés de son projet, fixe le lieu du rendez-vous, et, au jour indiqué, n'y trouve que trente des siens, mais tous déterminés comme lui. Avec cette poignée de braves, il commence par surprendre la garnison prussienne à Brzézé, forte de quarante-deux hommes. Il marche de là sur Vroclaveck; mais la garnison de ce lieu se défendait avec acharnement, lorsque les chanoines du lieu ayant forcé leurs domestiques à aller au secours de la garnison, ceux-ci s'y rendent, mais tuant au contraire, les plus hardis, ils livrèrent les autres à Mniewski.

Le bruit de cette insurrection et de ses succès ne tarda pas à se répandre, et Mniewski voyait chaque jour grossir sa petite troupe, qui atteignit bientôt le chiffre de cent hommes. Il se disposa alors à attaquer le transport, premier objet de son opération. Il fut à sa rencontre en descendant la Vistule, et ne tarda pas à le joindre. Il consistait en plusieurs bateaux escortés par un détachement de trente hommes, aux ordres d'un officier prussien. Mniewski chargea l'escorte à la tête des siens et fut vigoureusement reçu; mais après un combat long et acharné, les Prussiens, ayant perdu treize des leurs, mirent bas les armes. Le transport fut pris, et, dans l'impossibilité de le conserver, on le noya dans la Vistule. Cette action de Mniewski équivalait au gain d'une bataille; elle délivrait enfin Varsovie d'un siége long et pénible.

Les succès de Mniewski ranimèrent le courage des habitants. Neuf cents fantassins armés de faulx, quatre cents cavaliers se rallièrent à son drapeau. Profitant de l'enthousiasme de sa troupe, il marche au-devant des Prussiens, les attaque à Nieszawa, les bat et les force de se replier. De Thorn jusqu'à Téki il resta maître de la rive gauche de la Vistule.

En apprenant ces progrès, le roi de Prusse détacha sept mille hommes de l'armée qui faisait le siége de Varsoviet



Guerre de l'indépendance

(Pays Bas)

pour réprimer cette insurrection. Quatre mille hommes étaient aux ordres du général Schevérine, trois mille hommes à ceux du colonel Sekuli. Ces deux chefs étaient chargés, par leur roi, des ordres les plus impitoyables, et le dernier surtout, les exécutant à la lettre, laissa loin derrière lui toutes les cruautés qui souillent les annales historiques. Voici une proclamation qui dépasse tout ce que les fureurs révolutionnaires ont jamais pu imaginer de plus barbare.

Proclamation de Sekuli, colonel dans les armées du roi de Prusse, contre les insurgés de la Grande-Pologne.

« Sa Majesté, ayant remporté de grandes victoires sous Varsovie, a bien voulu m'envoyer avec un corps considérable d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, pour apaiser les troubles qui se sont élevés dans la *Prusse méridionale*. Sa volonté est que toutes les juridictions continuent d'exercer leurs fonctions. Quant à ce qui concerne les insurgés, elle a ordonné à tous les tribunaux civils et ecclésiastiques de publier ce qui suit :

« 1° Tous ceux qui seront pris les armes à la main, seront, sans jugement, *pendus* sur le lieu même, sans miséricorde.

« 2° Tous ceux qui ont été les chefs de l'insurrection seront *pendus* sans autre formalité ; leurs biens seront confisqués ; leurs *femmes*, si elles ont pris part à l'insurrection, seront *pendues*.

« 3° Si les insurgés se trouvent sur les terres des sujets de Sa Majesté, et si le propriétaire ou son commis ne le dénonce pas au commandant ou à la juridiction la plus voisine, *il perdra la vie*. Si, ce qui est plus criminel encore, il cache de pareilles bandes chez lui, *il perdra la vie*.

« 4° Toutes les personnes des deux sexes, *sans distinction*

d'âge, qui paraîtront suspectes, seront envoyées, *sans jugement*, dans les forteresses, pour être employées aux travaux publics.

« 5° Les *enfants* de ces diverses classes de prévenus *pourront être entendus comme témoins ;* ceux qui se refuseraient à déposer seront envoyés dans les forteresses.

« En vertu de l'ordre exprès de Sa Majesté notre *gracieux* souverain, toutes les juridictions civiles et ecclésiastiques feront connaître, dans tout le pays, cette *volonté immuable du roi*, afin que personne n'en prétexte cause d'ignorance, mais que tous fassent leur devoir de rester fidèles à leur *gracieux souverain*. Les ecclésiastiques publieront cette proclamation tous les dimanches, sous peine de perdre leurs bénéfices.

« Fait au quartier de Sockaczen, le 30 août 1794. »

De tels actes n'ont besoin que d'être constatés ; le stigmate de l'histoire ne peut rien ajouter à celui qu'ils impriment d'eux-mêmes à leurs auteurs. Voici, du reste, au sujet de cette sauvage proclamation, la déclaration que publia, le 29 septembre de la même année, le président du conseil suprême de Pologne, Aloïse Sulistrowski. C'est une noble protestation.

Déclaration du conseil suprême, à l'occasion de la proclamation du colonel Sekuli.

« Les menaces publiées par le roi de Prusse contre les citoyens habitants de la Grande-Pologne, les cruautés atroces exercées contre eux, exigent du conseil suprême de faire, au nom du gouvernement polonais, une déclaration qui, mettant au grand jour la violence et l'horreur de pareils procédés, puisse garantir la nation polonaise de toute inculpation calomnieuse, lorsqu'elle recourra, malgré elle, au triste droit

de représailles. Non content de s'être emparé, sans aucun prétexte, des domaines incontestables de la république, et d'avoir bravé la foi politique pour satisfaire sa cupidité, d'avoir publié et inventé cent calomnies dénuées de tout fondement contre la nation polonaise, le roi de Prusse, aujourd'hui, pousse l'injustice et la déraison jusqu'à faire un crime aux Polonais de défendre leur pays. Il donne des ordres sanguinaires contre les citoyens qui prennent les armes pour résister aux siennes. O tyrannie monstrueuse !

« C'est dans cet esprit que le gouvernement prussien a fait une proclamation dans laquelle toutes sortes de personnes sont condamnées à être saisies et envoyées dans les forteresses ; tous les citoyens qui combattent pour leur pays, pris les armes à la main, sont destinés à la potence, et leurs biens à la confiscation ; le sexe, l'âge même, n'a pas trouvé grâce auprès de ce farouche ennemi. Ce même esprit règne dans les ordres sanguinaires qu'offre la correspondance entre le roi de Prusse et le colonel Sekuli, laquelle a été interceptée ; déjà ces atroces proclamations ont produit les plus cruels effets ; plusieurs citoyens ont été enlevés de leurs maisons, plusieurs ont été menacés du bourreau ; des femmes même, dont les maris sont allés combattre pour leur pays, ont été maltraitées ou tuées, et des enfants ont été forcés de témoigner contre leurs pères. Horreur !

« Dans ce siècle de philosophie et de lumière, où les despotes doivent traiter leurs sujets avec humanité, ou au moins avec justice, contre quelles personnes, dans quelle contrée le roi de Prusse se permet-il de pareilles atrocités ? Est-ce dans son pays ? Est-ce dans des provinces soumises à son gouvernement despotique ? Est-ce contre des hommes assez vils pour avoir consenti à porter le nom de ses sujets ? Non, il exerce ses fureurs contre un peuple qui lui est étranger ; et l'Europe

doit voir avec indignation que toutes ces cruautés sont dirigées contre les braves Polonais. Quels sont les hommes que le roi de Prusse peut regarder comme suspects sur le territoire polonais? A qui a-t-il le droit de donner le nom de rebelles, parmi une nation souveraine qui ne veut conserver que son intégrité et son indépendance? A quel titre vient-il s'immiscer dans les affaires de la Pologne?

« Mais la voix de la raison et de l'équité parle faiblement, là où la cupidité et la violence se font un jeu de violer toute justice pourvu qu'elles arrivent à leur but.

« En conséquence, le gouvernement polonais est forcé de déclarer que, si l'ordre atroce donné par le gouvernement prussien n'est pas révoqué, il recourra au droit de représailles, en assurant solennellement aux militaires, qu'il observera religieusement les droits de la guerre envers eux, tant que, de leur côté, ils les observeront, mais en déclarant aussi qu'il ordonne de saisir et d'arrêter les sujets prussiens, qui seront pendus, par compensation.

« Sans doute il est honteux, au XVIIIe siècle, de recourir à ces moyens sauvages; mais que l'Europe juge par qui ils sont provoqués. Calomniés, morcelés enfin, pour avoir défendu notre patrie tyranniquement persécutée, est-il en notre pouvoir de respecter plus longtemps l'humanité envers nos implacables ennemis? Leur barbarie nous force à être barbares. Que le gouvernement prussien soit convaincu, par la mort de ses propres sujets, que les droits violés envers une autre nation nécessitent la même violation de sa part, qu'un acte de barbarie retombe sur celui qui, le premier, en a donné l'exemple, et, voyant à quelles extrémités il nous a réduits lui-même, qu'il modère enfin sa rage.

« Polonais, nos frères, ne craignez pas ces menaces, ni même les effets de la tyrannie prussienne; votre salut est

dans votre courage. En restant dans vos maisons, vous n'en serez pas moins exposés à l'emprisonnement, aux traitements les plus cruels et à la mort. Eh bien ! il vaut mieux mourir dans le combat que de se tenir enfermé dans ses foyers, pour en être arraché par des brigands, pour être jeté dans les cachots, pour être conduit à la potence ; la mort n'est terrible que pour le lâche qui ne sait pas prendre un parti généreux. Qui ne sait que la mort est bien plus terrible, pour les ennemis que rien n'intéresse dans cette lutte, et qui ne son pas assez aveugles pour ne pas s'apercevoir que leur despote les expose, par sa cupidité et ses actes tyranniques, aux effets de votre juste vengeance? Vengez-vous sur la vie des envahisseurs ; qu'ils voient que la punition des crimes du gouvernement retombe sur des têtes innocentes ; qu'ils sentent combien il est dangereux pour eux-mêmes de servir lâchement d'instruments à un gouvernement injuste et tyrannique, pour opprimer une nation qui ne s'est point rendue coupable envers ses sujets.

« Habitants du pays du roi de Prusse, vous paierez de votre vie votre obéissance aux ordres barbares de Frédéric-Guillaume contre nos frères ; cette vengeance, qui devrait retomber sur sa tête, retombera sur vous, si vous vous rendez complices de sa cruauté. Quant à votre roi, songez qu'il y a une justice au ciel, et qu'il faudrait désespérer de l'humanité, si toutes ces infâmies n'y trouvaient un juste et terrible châtiment ! »

Après cette déclaration, la guerre, dans la grande Pologne, prit un de ces caractères d'atrocité dont il répugne à l'histoire de retracer le tableau. Et à ce sujet une réflexion naturelle se présente. Ce roi Frédéric-Guillaume II, cette czarine Catherine II, au moment même où ils donnaient contre la Pologne ces ordres sanguinaires dont on ne trouverait d'exemples que

dans les plus sanglantes annales du passé, se paraient impudemment d'une hypocrite indignation contre les excès de la Révolution française. A la rigueur, cependant, quelque horreur qu'inspire l'effusion de sang, on comprend jusqu'à un certain point cette fureur d'une démocratie victorieuse et irritée, qui se croyait poussée dans une voie sanglante par une nécessité fatale. Si ce n'était là une excuse, c'était du moins un motif. Mais quel motif, quelle excuse pour cet instinct sanguinaire? Frédéric-Guillaume, Catherine, l'un imbécille et débauché, ordonnant des massacres au sortir d'une séance fantasmagorique de charlatans qui le dominaient l'autre, épouse homicide, signant l'extermination d'un peuple entre une délirante orgie de volupté! Tant de cruauté à froid n'est-elle pas de la monstruosité? et, à part le titre d'homme, que peuvent avoir d'humain de pareilles natures?

Cependant le roi de Prusse, effrayé de l'extension que prenait l'insurrection de la Grande-Pologne, essaya de pousser plus activement le siége de Varsovie. Mais, avant, il essaya de la corruption. Il fit offrir aux officiers polonais de brillantes faveurs s'ils voulaient abandonner Kosciuszko. Mais, en cet homme, alors, semblaient se résumer les destinées de la Pologne, et parmi tous ses officiers Frédéric-Guillaume ne trouva pas une âme à corrompre. Tous révélèrent publiquement les offres qui leur avaient été faites; ils renouvelèrent le serment de vaincre ou de périr, et le roi de Prusse en fut pour la honte de ses avances.

Outré de ce mécompte, Frédéric-Guillaume résolut de livrer un assaut général; mais, quoique Varsovie fût en quelque sorte une ville ouverte, les assiégeants ne purent y pénétrer. A chacune de leurs attaques, ils furent vivement repoussés, et une fois encore, il fut prouvé que si, pour désunir les Polonais et diviser leurs forces, Catherine et Frédéric-Guillaume

n'avaient pas eu incessamment recours à ces moyens iniques ou infâmes que la morale universelle flétrit des noms les plus abjects, et que la morale de la politique range parmi les qualités des gouvernants, il fut prouvé, disons-nous, que sans cela la Pologne eût été le tombeau de ces deux armées envahissantes.

Quoiqu'il en soit, Frédéric-Guillaume éprouva de ses échecs une risible colère, et, semblable à ces poltrons qui, par un vain bruit, veulent s'en imposer à eux-mêmes, il ordonna de canonner les camps et la ville. Mais cette fois encore, les sorties fréquentes et souvent heureuses des assiégés, le dégoûtèrent bientôt. Aussi, dans la nuit du 6 au 7 septembre 1794, après sept semaines de fatigues et d'efforts inutiles, sept semaines pendant lesquelles des combats sanglants s'étaient livrés tous les jours, il leva le siége et commença sa retraite. Malheureusement la longueur du siége avait tellement épuisé les troupes polonaises, les détachements qu'on avait été obligé d'en faire pour parer à tous les dangers, les avaient éparpillées, que Kosciuszko ne put rien entreprendre contre un ennemi qui se retirait, du reste, en ordre. Il lança cependant la cavalerie polonaise à sa poursuite, mais avec ordre précis de ne pas engager de combat.

La levée du siége par les Prussiens causa dans Varsovie et dans la Pologne entière une joie inexprimable. Cette sorte de victoire inattendue remplit tous les cœurs de jubilation et d'espoir, et fit trève un moment aux émotions douloureuses des derniers temps. Pour la première fois depuis de longs jours, la ville revêtit un air de fête : on ne s'abordait que le sourire sur les lèvres, l'espérance dans les regards, et nul de ces malheureux ne soupçonnait que ce jour si beau était le dernier beau jour qui allait luire pour leur infortunée patrie !

Kosciuszko, cependant, énivré comme les autres de cet im-

portant succès, crut un moment que cette levée de siége pouvait avoir quelque chose de décisif, si les opérations subséquentes lui venaient en aide. Deux objets de la plus grande importance l'occupaient alors. Il s'agissait de porter secours aux insurgés de la Grande-Pologne, et ensuite d'empêcher la jonction du corps russe qui avait été au siége de Varsovie, avec les troupes de cette nation qui opéraient en Lithuanie. La première de ces deux opérations offrait mille difficultés et mille périls, et il était presque impossible de la mener à bonne fin sans faire une trouée dans l'armée prussienne, qui, ayant démesurément étendu ses lignes, s'avançait vers la Grande-Pologne comme un vaste croissant. Le général Dombrowski, que Kosciuszko en chargea, sut triompher de tous les obstacles. Arrivé à sa destination avec une faible colonne de deux mille hommes, il attaqua et battit le colonel Sekuli, ce féroce exécuteur des ordres sanguinaires de Frédéric-Guillaume; il prit la ville de Bydgoszez. Rejoint peu après par Poniatowski, qui avait été envoyé avec un corps de six mille hommes pour soutenir ses opérations, il fut d'un grand secours aux insugés, qui, dès ce moment, prirent partout l'initiative de l'attaque.

La seconde opération offrait en apparence moins de difficultés dans son exécution ; mais, par suite du peu de troupes dont pouvait disposer Kosciuszko, elle était en quelque sorte inexécutable. Il s'agissait, en effet, de fermer le passage de la Vistule au genéral Fersen, qui, après la levée du siége de Varsovie, voulait l'effectuer avec quatorze mille hommes. Kosciuszko, sans se dégarnir entièrement, ne pouvait disposer que de quatre mille hommes, moitié milices palatinales nouvellement levées, moitié corps francs, qu'on avait commencé d'organiser. Tout cela ne formait qu'un ramas de gens aussi mal choisis que mal armés, sans discipline et sans ensemble. Le commandement de cette division fut confié à Adam Ponin-

ski, qui ne put empêcher Fersen de forcer le passage de la Vistule sous Koziènice.

A peine Kosciuszko eut-il pris les mesures les plus urgentes, qu'il reçut des nouvelles désastreuses de la Lithuanie. Mokronowski, au lieu de déployer une grande activité, dans un moment où les armées ennemies étant encore éparpillées, la vraie prudence consistait à tout risquer, avait imperturbablement gardé la position de Grodno, que nul ne songeait encore à lui disputer. Pendant ce temps, Sierakowski, écrasé par des forces supérieures, après avoir soutenu un combat très-vif et très-meurtrier contre la division de Derfeld, près de Bereza, avait reculé à Brzézé et traversé le Bug. Là, fatiguées d'une longue marche et abattues par l'échec qu'elles venaient d'éprouver, ses troupes n'avaient pas eu le temps de prendre un peu de repos, lorsque Suwarow, qui s'était approché à son insu à marches forcées, instruit du désordre et du découragement de l'armée polonaise, l'attaqua, la battit et la mit en pleine déroute. Sierakowski, ayant ramassé son armée sous Janow, à dix lieues de Brzézé, trouva ses forces diminuées de moitié ; il avait, en outre, perdu toute son artillerie, consistant en vingt-cinq pièces de canon.

Ce Suwarow, qui venait d'intervenir d'une manière si fatale pour la Pologne, est déjà connu du lecteur. C'est le même qui, lors de la confédération de Bar, s'était rendu célèbre par ses instincts sanguinaires; c'est le même qui, dans cette nouvelle guerre, allait mériter une seconde fois le surnom de *boucher;* c'est le même qui passa en Europe pour invincible, jusqu'au jour où, à la suite de la brillante journée de Zurich (1799), Masséna devait l'écraser, lui et ses bandes.

Quelques mots sur cet homme, qui a joué un rôle si tristement célèbre dans le massacre de la Pologne en 1794, ne seront pas déplacés ici.

Suwarow, dont on a très-diversement parlé, était un homme extraordinaire par l'originalité de son caractère, de ses mœurs, de son langage, de sa conduite, et surtout de sa férocité. Il avait adopté des manières grossières, et affectait une originalité qu'il poussait parfois si loin, qu'on l'aurait pris pour un fou ou pour un imbécile. Sa brusquerie, ses bons mots exprimés en langage populaire, ses habitudes tartares plaisaient singulièrement au soldat russe, devant lequel il affichait la dévotion la plus superstitieuse, portant toujours sur lui une image de la Vierge, de saint Nicolas, et faisant à tout propos des signes de croix. A la veille d'une bataille, il ne manquait jamais de faire mettre à l'ordre du jour que ceux qui seraient tués le lendemain iraient en paradis. Si c'était à la veille d'un assaut, il ajoutait : « Demain matin je ferai mes « prières, je m'habillerai, puis je chanterai comme un coq, et « vous monterez à l'escalade suivant les dispositions que j'au« rai prises. » Il portait ordinairement à l'armée, pour vêtement, une pelisse de peau de mouton, affectait une grande malpropreté, changeait de chemise en plein air, devant les soldats, et proscrivait toute espèce de luxe dans les camps. Il disait ordinairement à ses soldats : « Quand vous vous battrez « contre les Turcs, enfoncez seulement la baïonnette : s'ils en « reviennent, nous les aurons une autrefois ; mais contre les « Polonais faites le vilbrequin avec la baïonnette, pour qu'ils « n'en reviennent pas. »

Nommé colonel à vingt-deux ans, par suite de la bravoure et des talents qu'il avait déployés dans la guerre de sept ans, il fut successivement nommé major-général après ses succès contre les confédérés polonais en 1769 et 1772, lieutenant-général en 1783, général de division après avoir soumis les Tartares du Kouban et de Boudriack. En juillet 1789, il contribua puissamment au gain de la bataille

de Forahni ; deux mois après il dégagea, avec dix mille Russes, une armée autrichienne cernée par plus de cent mille Turcs, et fut nommé général en chef. La prise d'Ismaïl suivit de près cette victoire. La place avait résisté pendant sept mois au général Gondowitzch, et le siége venait d'être levé, lorsque l'orgueilleux Potemkin, voulant réparer cet échec, ordonna à Suwarow d'emporter la place à tout prix. Ce général obéit et commanda l'assaut, en recommandant à ses soldats de ne point faire de quartier : *Car,* leur dit-il dans le cynique langage qu'il affichait, *les provisions sont chères.* Deux fois les Russes furent repoussés avec une perte énorme ; mais au troisième assaut, ils s'emparèrent des ouvrages extérieurs et pénétrèrent ensuite dans la place, où ils égorgèrent avec une inhumanité atroce tous les habitants, sans distinction d'âge et de sexe. Suwarow, plus féroce encore que ses soldats, les encourageait au carnage et leur criait d'une voix de taureau : *Koli! koli!* (tue ! tue !). Plus de trente-trois mille Turcs, hommes, femmes, vieillards, enfants, furent ainsi égorgés à froid. Il fallut huit jours pour enterrer les morts. Après les massacres des confédérés polonais, en 1772, Suwarow avait été surnommé *le farouche :* Catherine l'avait nommé grand'-croix de l'ordre de Wladimir, et lui avait fait présent d'un panache en diamants. Après le massacre d'Ismaïl, Suwarow avait reçu le surnom de *boucher :* Catherine l'avait décoré de l'ordre de Saint-André, le premier de l'empire, et lui avait fait don de son portrait enrichi de diamants. On ne sait trop où se serait arrêtée cette munificence impériale, si Catherine, alors déjà fort vieille, ne fût descendue dans la tombe quelques années après, et si Suwarow avait persévéré dans ce genre d'exploits que récompensait si magnifiquement sa noble souveraine. Suwarow, du reste, avait toutes les qualités nécessaires pour conduire des soldats à demi civilisés.

tels qu'étaient alors les Russes, et tels qu'ils sont encore aujourd'hui.

Tel était l'homme que Catherine avait envoyé en Pologne pour y sceller, par des flots de sang, l'accomplissement de ses sinistres projets.

Dès que Kosciuszko apprit la défaite de Sierakowski et le passage de la Vistule par le général Fersen, qui s'avançait à marches forcées pour se joindre à Suwarow, il résolut de tenter à tout prix d'empêcher cette jonction. Il donna des ordres pour renforcer l'armée de Lithuanie, et annonça qu'il allait se mettre à sa tête.

Dès que cette nouvelle se répandit dans Varsovie, deux sentiments contraires agitèrent la population, la joie et la douleur. Quelque contradictoire que paraissent ces deux sentiments, l'opinion qu'on avait de Kosciuszko et de son caractère les motivait l'un et l'autre. En effet, jamais, avant Kosciuszko, tribun voué aux intérêts d'un peuple n'avait inspiré ni autant de confiance ni peut-être autant de sympathie que lui. Il semblait à la fois le chef et le père des gens de son parti. Soit que l'excès de la souffrance eût rendu intolérable ce qui était, soit que le désir de l'indépendance seul eût donné une sorte d'exaltation aux esprits, Kosciuszko apparaissait à ces malheureuses populations comme un de ces êtres surhumains de qui on peut tout attendre, bien plus, de qui seul on doit tout attendre. On comprendra dès lors sans peine comment l'annonce du départ de Kosciuszko pour l'armée excita de la joie, parce qu'on crut à une victoire certaine, et comment ce même départ excita de la douleur, parce qu'on ne se crut plus en sûreté dès que Kosciuszko se serait éloigné. Kosciuszko, du reste, méritait cette confiance et cette sympathie ; car peu d'hommes élevés au faîte d'un État ont daigné, comme lui s'abaisser jusqu'à la misère et la douleur. Pour lui,

tout homme était un homme, et il ne s'est jamais enquis de ses titres ou de sa position sociale pour baser sur ces dons du hasard son accueil, ses bienfaits ou ses grâces.

Pour tâcher de tirer parti de ce moment d'enthousiasme et l'attendrissement qu'avait fait naître l'annonce du départ de Kosciuszko, pour galvaniser, en quelque sorte, ce corps déjà mort de la Pologne, le conseil suprême national fit à la nation une adresse qui est une des plus énergiques et des plus solennelles protestations qu'un peuple audacieusement outragé ait jamais lancées à la face d'iniques spoliateurs.

« Peuples de l'Europe et du monde, y était-il dit, jetez les yeux sur la Pologne, et soyez juges si jamais plus d'infamies ont été amoncelées pour consommer une iniquité. Le crime parti du haut de deux trônes se montre enfin à découvert, dédaignant le masque hypocrite qui, jusqu'à présent, cachait ses perfides desseins.

« Des rois osent nous engager à la guerre civile !

« Des rois entassent des mensonges et des calomnies pour grossir des griefs imaginaires et se jouer ainsi de la foi publique !

« Ils menacent de la fureur de leurs troupes tous ceux qui refuseront d'entrer dans une conjuration contre la patrie !

« Ils leur annoncent le comble des maux, les persécutions, la mort ! Ils font plus : ils mettent à exécution leurs menaces !

« Ils donnent l'exemple de tous les crimes ; que tous ces crimes retombent sur leurs têtes ?

« Ils ont renversé les droits sacrés de tous les peuples. Peuples, voyez et jugez ! »

Après cet appel solennel, qui ne devait pas être perdu pour l'avenir, le conseil suprême s'adressait ainsi aux Polonais :

« Et vous, Polonais, nous vous avertissons que la Pologne est actuellement en état de défense contre l'irruption des

troupes russes et prussiennes. Pleins de confiance dans la valeur et le patriotisme de la nation, vos chefs vont opposer aux efforts que fait l'ennemi pour détruire la république, tous les moyens que leur suggérera l'amour de la patrie.

« Cette époque, courageux Polonais, va décider du sort de notre pays. Que l'amour de la patrie enflamme votre courage. Songez que vous combattez pour vos lois, pour votre liberté, pour vos femmes, pour vos enfants, pour tout ce que vous avez de plus cher.

« Une armée que votre zèle a créée, que vos fortunes entretiennent, se voue à votre défense ; sa bravoure, son intrépidité ne peuvent manquer d'anéantir les entreprises de l'ennemi. Ce noble feu, cet empressement pour voler à la défense de la patrie, ce dévouement qui n'appartient qu'aux nations libres, font naître dans nos cœurs un favorable espoir.

« Chaque instant augmente nos espérances : les offrandes volontaires s'accumulent, les citoyens se réunissent en foule à l'armée; l'amour de la liberté enflamme tous les cœurs; chacun paie son tribut à la patrie. Le Dieu de nos pères à qui nous devons ces nobles résolutions, ce Dieu en qui nous mettons toute notre confiance, qui connaît la pureté de nos vues, bénira nos armes et assurera le triomphe de notre cause.

« Mais, citoyens, c'est l'union, c'est la constance qui doivent être nos armes les plus puissantes ; en vain opposerions-nous la force à la force, si la division régnait parmi nous. Une guerre étrangère n'est jamais si désastreuse que des dissensions intestines. Aucune attaque étrangère a-t-elle été couronnée de succès lorsque nos pères, unis par les liens de la concorde, combattaient pour leurs foyers ? Ils les ont repoussées toutes, et nous sommes les fils de nos pères !

« Bientôt la voix du mensonge et de la calomnie se fera entendre ; bientôt la trahison fera circuler des écrits impos-

teurs. Ceux qui, dans leur vengeance atroce, ont pu sans frémir menacer leur patrie et guider contre elle des cohortes étrangères, désespérant de vous vaincre à force ouverte, ne manqueront pas de calomnier ceux qui vous gouvernent pour vous inspirer des soupçons et tâcher de semer parmi vous la discorde. Armez-vous de constance, et repoussez les perfides insinuations des calomniateurs et des traîtres.

« Quelle confiance méritent des troupes qui se proposent la destruction d'un pays? Quelle confiance méritent leurs chefs? Que devez-vous en attendre? l'esclavage. Que méritent-ils de vous? la mort.

« Vous savez déja ce que vous coûte la dure tutelle de la Russie, la perfide amitié de la Prusse. Vos représentants enlevés du milieu de vous, votre noblesse traitée indignement, les habitants arrachés de leurs foyers et transplantés sur une terre étrangère, enfin l'Etat morcelé, telles ont été les suites de cette tutelle, de cette amitié. Ce que ces puissances ont fait une fois, elles veulent le refaire encore.

« Oh! que Catherine et Frédéric-Guillaume parviennent à vous tromper un instant, et bientôt vos anciennes plaies seront rouvertes; un déluge de maux fondra sur vous; et nobles et bourgeois sentiront s'appesantir sur eux un joug qu'on rendra d'autant plus pesant, qu'ils ont osé vouloir être libres. Et vous, laborieux habitants des campagnes, vous que la loi avait pris sous sa protection, vous serez arrachés de vos champs fertiles, et transportés par milliers dans des solitudes incultes. Enfin un nouveau partage de la Pologne et l'extinction du nom polonais seraient le dernier acte des scènes barbares qu'ont machinées ces iniques oppresseurs.

« Citoyens, vous connaissez vos dangers. Puisse l'amour de la patrie enflammer vos cœurs! puissent les liens de la fraternité vous unir en un seul faisceau! Le chef général

que vous vous êtes donné brûle de verser pour sa patrie le sang qu'il puisa dans son sein; c'est notre vœu à tous. Nous ne craindrons point d'exposer au hasard des combats des cheveux blanchis par l'âge. Suivez nos drapeaux; ce sont ceux de l'honneur. Qu'une émulation héroïque nous embrase tous d'un noble feu. Du courage, de la constance, de l'union, et tous les obstacles seront renversés, et nos descendants, heureux par notre dévouement, béniront à jamais leurs ancêtres.

« Et toi, Dieu de nos pères, Dieu protecteur qui lis dans nos âmes, dirige notre courage, resserre notre union, bénis les efforts de nos guerriers. Ce n'est, tu le sais, ni l'orgueil ni l'ambition qui nous inspirent, mais l'amour sacré de la liberté, dont tu plaças le germe indestructible dans le cœur de l'homme, mais l'amour de ce pays que tu viens d'arracher à la destruction. Un peuple entier, qui toujours adorera ton saint nom, t'adresse, par la bouche de son chef, cette humble prière; exauce-la, et des actions de grâces célèbreront à jamais ta protection puissante. »

C'est par de telles excitations que le conseil suprême cherchait à réveiller tout ce qui pouvait sommeiller encore d'enthousiasme et de patriotisme dans les cœurs polonais; mais on ranime peu ce qui n'a plus de vie, et, à part quelques âmes d'élite, le reste de la nation polonaise était, par suite de siècles d'anarchie, déjà réduit à l'état de cadavre. Longtemps encore ces différents réveils ne devaient être que des convulsions d'agonie. Ce triste pressentiment semble percer dans la proclamation que, avant de se mettre en marche contre les Russes, Kosciuszko adressa à ses compatriotes. Voici ce document, qui exprimait à la fois ses craintes et ses espérances, et où règne un ton de mélancolie qu'on rencontre rarement dans ces sortes d'œuvres :

« Chers concitoyens et frères,

« La liberté, ce bien inestimable, le plus grand dont il soit donné de jouir ici-bas, n'est accordé par une divinité bienfaisante qu'à la nation qui, par sa persévérance, son courage et sa constance au milieu des adversités, sait s'en rendre digne. Cette vérité est prouvée par l'exemple des peuples qui, après une lutte longue et pénible, jouissent maintenant dans la paix des fruits de leur courage.

« Polonais, qui, à l'instar de ces braves nations, aimez votre patrie, qui avez souffert mille fois plus de dédain et d'oppression.

« Polonais, qui, animés d'une bravoure vertueuse, ne pouvez supporter plus longtemps les injures dont on accable le nom polonais ; vous qui vous êtes levés pour défendre la patrie contre le despotisme, conservez, votre général vous en conjure, conservez ce courage héroïque ! Les peines et les fatigues, le sacrifice de votre fortune, seront les suites de cette lutte contre un ennemi superbe. Mais il faut beaucoup sacrifier pour sauver le tout ; il faut souffrir un instant pour jouir d'une félicité durable. N'oubliez pas que ces souffrances, si toutefois on peut appeler ainsi ce qu'on supporte pour la patrie, sont passagères, et que la liberté vous promet un bonheur long et durable. »

Ce fut le 29 septembre 1794 que Kosciuszko sortit de Varsovie pour aller au-devant des Russes. La population entière s'était portée sur son passage. Dans l'enthousiasme de cette foule qui se pressait sur ses pas et qui ne voyait que lui au milieu du brillant état-major qui l'accompagnait, tout était réel, sincère ; c'était cet élan instinctif d'un peuple altéré de liberté sans trop la comprendre et qui ne sait encore que la révérer dans ce qui lui en apparaît comme le vivant symbole. Cette sorte d'adoration pour un homme dont on attend un

bien moral, dont on n'apprécie qu'instinctivement la valeur et le caractère, se reproduit parfois dans le monde physique d'une manière à peu près analogue; ainsi, par exemple, le sauvage adore le soleil, qui le réchauffe et fait mûrir ses fruits. Les classes inférieures de la Pologne, malgré leur répugnance à servir la cause de la liberté, en étaient venues à ce point de vénération pour Kosciuszko. Ce chef général était, dans toute l'acception du mot, une idole pour elles; seulement, au milieu de l'oppression séculaire qui n'avait cessé de les écraser, rien ne leur ayant jamais démontré l'utilité de leurs efforts individuels, elles attendaient tout de lui, toujours à peu près comme le Sauvage, qui attend la maturité des fruits sans s'être donné la peine de semer ou de planter.

Sur toute la route, Kosciuszko reçut le même hommage, excita les mêmes transports; le 2 octobre, il arriva à Maciejowice, où il trouva l'armée de Sierakowski dans un état plus délabré encore qu'il n'avait cru. Il avait pensé qu'après la jonction des divisions Poninski et Zielinski, qui n'en étaient qu'à une grande journée de marche, elle se monterait à quatorze mille hommes, et qu'il pourrait alors tenter le sort d'une bataille pour empêcher la jonction de Fersen avec Suwarow; mais Poninski n'avait pas rejoint, et Zielinski n'avait envoyé que quelques escadrons de mauvaise cavalerie. Kosciuszko alors eût évité le combat, ou l'aurait au moins retardé, si Fersen n'eût préféré en venir à une action, que de laisser derrière lui une armée qui l'aurait gêné dans sa marche sur Brzésé, où se trouvait alors Suwarow. Le 4 octobre, il attaqua l'armée polonaise. Kosciuszko, dès la veille, avait expédié à Poninski l'ordre d'arriver à marche forcée, et d'entrer immédiatement en ligne sur un point qu'il lui désigna; cette division devait former la gauche des Polonais. Par les dispositions heureuses qu'il avait prises, Kosciuszko se flattait

de pouvoir tenir en échec l'ennemi, jusqu'à l'arrivée de Poninski. Malheureusement, l'ordre qu'il lui envoya fut intercepté par les Russes, qui, dès le début de l'action, agirent, du reste, de manière à persuader à Kosciuszko qu'il pouvait compter sur la jonction de son lieutenant. En effet, au lieu d'attaquer par la gauche qu'ils savaient dégarnie, ils semblèrent réunir tous leurs efforts pour attaquer la droite. Kosciuszko, comptant plus que jamais sur Poninski, facilitait lui-même ce mouvement qui assurait son avantage et faisait pivoter son centre sur sa droite, de telle sorte qu'en arrivant, Poninski se trouvait naturellement en ligne, et prenait en flanc la droite des Russes. L'action fut des plus meurtrières à son début; les Polonais y eurent un moment de succès ; quelques bataillons russes, très-maltraités, avaient plié et abandonné leurs canons, et nul doute que si Poninski fût arrivé en ce moment, la fortune, qui avait toujours secondé la valeur de Kosciuszko, ne l'eût secondée une fois encore. Il n'en fut pas ainsi. Une forte division de cavalerie russe ayant chargé en muraille du côté qui devait être occupé par la division Poninski, tout le flanc gauche des Polonais se trouva rompu et refoulé sur le centre, où il jeta la confusion et le désordre. Dès ce moment, la bataille fut perdue. Kosciuszko fit humainement tout ce qu'il était possible de faire pour rétablir le combat ; mais ce fut en vain. Les troupes débandées ne reconnaissaient plus la voix de leur général, elles fuyaient dans toutes les directions. Kosciuszko désespéré veut tenter un dernier effort ; il prend un régiment de hulans, s'élance à sa tête au milieu des colonnes ennemies, et parvient à y jeter un moment de trouble ; partout où il passe, il fait de larges trouées ; mais bientôt, ses hulans tombés un à un mollissent et il n'en reste plus qu'un petit nombre qui se groupent autour de leur chef, l'arrachent à une mort

certaine et l'entraînent ; son cheval s'abat en sautant une haie ; un cosaque qui le poursuivait lui donne un coup de lance ; un carabinier, accouru en même temps, lui assène un coup de sabre à la tête ; déjà blessé d'une balle dans la cuisse et de cinq à six coups de baïonnette dans le corps, affaibli par le sang qu'il avait perdu, il tombe sous un dernier coup en prononçant, les yeux levés vers le ciel qu'il semblait accuser, ces deux mots malheureusement prophétiques jusqu'aujourd'hui : *Finis Poloniæ !*

Une grande partie de l'armée polonaise périt dans cette bataille, le reste fut fait prisonnier ; toute l'artillerie fut perdue ; trois officiers-généraux, Sierakowski, Kniazjewiz et Kaminski furent pris. Jusqu'au soir, la cavalerie russe, à la poursuite des fuyards, ne cessa de sabrer et de tuer. Les vœux de l'Europe et du monde avaient suivi Kosciuszko dans cette lutte héroïque ; mais la fortune s'était déclarée contre lui. Le champ de bataille de Maciejowice devait être le *Philippi* de la Pologne.

Gisant sans connaissance, au milieu des morts, Kosciuszko fut reconnu par l'ennemi, traîné du champ de bataille à Kriow, au quartier-général russe, et de là expédié à Saint-Pétersbourg : friand cadeau du général Fersen à Catherine II !

Dès ce moment, commença, pour cette idole populaire qu'un coup de la fortune venait d'abattre, une de ces longues et douloureuses tortures dont les tyrans de tous les âges semblent s'être transmis la recette. Catherine, en cela, était passée maître, et jamais ennemi vaincu n'avait trouvé grâce devant ce cœur sans noblesse, où il n'y avait place que pour l'ambition.

Moins que tout autre, Kosciuszko pouvait compter sur la générosité de la czarine ; car le vice même, quelque éhonté

qu'il soit, la fausse grandeur quelque favorablement prévenue qu'elle soit, sentent d'instinct la supériorité de la vertu et de la vraie grandeur, et Catherine, dans l'avenir, se voyait moins honorée, moins grande sur le trône, que Kosciuszko dans les fers. Cette femme, si avide de son vivant de gloire et de renommée, comme si elle eût pressenti qu'à sa mort, le burin de l'histoire rayerait impitoyablement toute cette gloire et cette renommée d'emprunt, se vengeait en Kosciuszko, moins de l'homme du présent que de l'homme de l'avenir. Aussi, avant même que les glorieuses blessures qu'il avait reçues à Maciejowice fussent fermées, n'eût-elle pour lui ni de fers assez lourds, ni de geôlier assez barbare, ni de cachot assez infect dans la forteresse de Peltro-Pawolwsks, où elle le fit enfermer.

Couché sur le sol humide d'un sombre souterrain, les mains et les pieds chargés de chaînes, sans autre nourriture qu'un pain noir et dur, sans autre boisson qu'une eau croupie dont les sbires de la czarine se montraient même avares, sans feu en hiver, sans air en été, presque sans vêtements en tout temps, entièrement privé de nouvelles de l'extérieur, il passa dans ce cachot deux années, deux longues années, pendant lesquelles jamais un rayon de soleil ne réjouit sa vue, jamais la douce chaleur du feu ne dégourdit ses membres, jamais une main amie ne pressa la sienne, pendant lesquelles enfin il ne put échanger une seule fois, avec quelqu'être compatissant, un mot de consolation ou d'espérance.

Mort en quelque sorte au monde, et dans le doute de ce qui se passait au dehors, il se berçait parfois d'une étrange illusion ; il espérait, ou que la Révolution française vengerait sa patrie écrasée, ou qu'un restant de pudeur de la part des Cabinets non complices de la Russie et de la Prusse motiverait quelque protestation qui pourrait tourner à l'avantage de la Pologne. Cette pensée était seule sa consolation; seule elle

berçait ses malheurs, seule elle endormait ses souffrances. Pologne! liberté! tel avait été le rêve de toute la vie de cet homme, et, dans les fers, il trouvait une secrète joie à croire tromper la rage de son bourreau, en faisant des vœux pour l'une et se passionnant plus que jamais pour l'autre.

A cette même époque, Lafayette gémissait pour cette même cause dans les cachots d'Olmutz. Triste analogie du sort de ces hommes qui, après s'être trouvés ensemble défendant la liberté en Amérique, expiaient en Europe, l'un dans les fers de l'Autriche, l'autre dans ceux de la Russie, leurs généreux efforts pour le triomphe d'une cause dont ils étaient à la fois les apôtres et les martyrs.

Depuis le jour de la bataille de Maciejowice, le nom de Kosciuszko ne figura dans les annales révolutionnaires de son pays, que comme un glorieux souvenir d'une héroïque lutte, ou comme l'emblème d'un de ces bons génies que les peuples, dans leurs détresses, ne manquent jamais d'invoquer. N'ayant plus à nous occuper de lui qu'à ce double titre, dans ce qui nous reste à raconter des révolutions de Pologne, nous interromprons un moment le récit des faits pour achever de tracer à grands traits le restant de la vie de cet homme extraordinaire, pour qui l'indépendance de son pays fut un culte et la liberté une religion.

Jusqu'à la mort de Catherine (6 novembre 1796), Kosciuszko était resté enfermé dans la forteresse de Petro-Pawolwks. L'un des premiers actes du nouveau czar Paul Ier fut d'aller, avec ses deux fils, les grands-ducs Alexandre et Constantin, visiter, dans sa prison, cette illustre victime. Cet acte fut à la fois un hommage au courage malheureux et une satisfaction à l'opinion publique européenne, dont Catherine avait déjà pu entendre le jugement sévère et flétrissant, avant même que la tombe se fût refermée sur elle. Paul Ier offrit à

Kosciuszko la liberté, des présents considérables en terres et en paysans, des dignités, des honneurs et le grade de feld-maréchal. De tout cela Kosciuszko n'accepta que la liberté.

Le premier usage qu'il en fit fut d'affranchir, par un acte authentique, tous les serfs d'une petite terre qu'il possédait en Lithuanie. Après ce devoir d'honnête homme rempli, il était passé en Angleterre, où le peuple et le gouvernement surent rendre, par leur accueil, un hommage juste et mérité à ses vertus civiques. Aux États-Unis, où il se rendit de là, le congrès, par une résolution spontanée et pour venir noblement en aide à la noble misère d'un homme qui, après avoir été chef d'un gouvernement, en était sorti pauvre, lui accorda solennellement le capital et les intérêts de cinq années de traitement, qui lui restaient dus de ses précédents services dans la guerre de l'indépendance, 16,000 piastres environ.

En 1798, le besoin de revoir sa patrie, une espérance vague qu'à la suite des victoires de la Révolution française et des évènements politiques qui remuaient alors l'Europe, il pourrait s'offrir quelques chances favorables à la renaissance de la Pologne, le décidèrent à se rendre à Paris. Là, le 26 thermidor, se trouvant à une séance des Cinq-Cents, lorsque le président, parlant des malheurs de la Pologne, dit qu'ils ne seraient pas éternels, puisque l'illustre défenseur de la liberté sarmate était de retour en Europe, des larmes involontaires s'échappèrent de ses yeux, dernier tribut public qu'il paya au malheureux sort de sa patrie.

Depuis qu'il avait été mis en liberté, son nom s'était trouvé si intimement lié à toutes les espérances de la Pologne, que le général Dombrowki, ce chef illustre des légions polonaises de l'Italie durant toutes les campagnes du nord et du midi de la péninsule italique, n'avait cessé de lui envoyer ses rapports, comme au chef suprême de la république de Po-

logne, qui, à cette époque, n'existait cependant plus que dans les cœurs polonais.

En 1801, ayant fait connaissance à Paris de M. Zoltner, ministre de la confédération suisse, et s'étant lié d'amitié avec lui, il accepta son invitation de s'établir à Soleure, au sein de sa famille, dont il fit partie pendant quinze ans.

Dans les divers lieux qu'il avait habités jusqu'alors, sa pensée, toujours tournée vers la Pologne, n'avait cessé d'espérer et son indépendance et sa liberté. Aussi, toutes les fois que des officiers polonais se présentaient devant lui, il ne laissait échapper aucune occasion de leur rappeler « que l'avenir « de la Pologne dépendait de la France, et que c'était à elle « qu'ils devaient se réunir. »

En 1814, lors de l'invasion des troupes coalisées en France, l'empereur Alexandre, suivant la marche libérale que les circonstances prescrivaient à tous les Cabinets, s'empressa d'ordonner aux officiers polonais de rendre hommage à leur ancien généralissime. Bien plus, dans une lettre du 3 mars 1814, il lui avait dit : « Vos vœux les plus chers sont comblés : « avec l'aide du Tout-Puissant, j'espère réaliser la régénéra« tion de la brave et respectable nation polonaise, à laquelle « vous appartenez. J'en ai pris l'engagement solennel, et de « tout temps son bien-être a occupé ma pensée. » Ce langage si franc et si bienveillant, en apparence, était commandé par la crainte qu'avaient alors les troupes coalisées que la Pologne ne se soulevât sur leurs derrières. Kosciuszko n'y vit que l'espoir de la réalisation de son idée fixe, et crut devoir se présenter devant le czar. L'accueil qu'il en reçut fut amical, confiant même, au point qu'Alexandre lui demanda des conseils pour le bonheur futur des Polonais. Kosciuszko, alors, s'approcha d'une carte de Pologne étendue sur une table, et, désignant du doigt le Borystène et la Dwina, lignes qui avaient

formé les frontières entre l'ancienne Pologne et la Russie, il indiqua les principaux points qui devraient être suffisamment fortifiés. Le noble héros ne s'aperçut qu'on avait voulu se jouer de sa crédulité, que lorsqu'après cette conversation, le grand-duc Constantin publia dans tous les salons de Paris que *ce vieillard avait perdu la raison*.

Cependant Kosciuszko, revenu de son illusion, et après avoir avoué à Lafayette qu'il n'avait plus d'espoir pour l'indépendance de sa patrie reçut quelques communications de Polonais qui assistaient au congrès de Vienne, et sentit se ranimer en son cœur une espérance à laquelle il lui était si dur de renoncer. Cédant à la sollicitation de quelques uns de ses concitoyens, il entreprit le voyage de Vienne. Mais, à Braunau, ayant eu une dernière entrevue avec l'empereur Alexandre qui n'avait plus de motifs pour dissimuler, il en reçut la réponse désolante suivante : « Les Polonais ne doivent espérer « de bonheur que dans leur fusion complète avec la grande « race slave, et, par conséquent, ne plus songer à leur « ancienne indépendance nationale. » Kosciuszko se retira la mort dans l'âme.

Le seul espoir qui avait jusqu'alors soutenu sa vie se trouvant ainsi brutalement brisé, sa santé déclina rapidement, et il mourut à Soleure, en Suisse, le 15 octobre 1817. Sa dernière pensée, son dernier vœu, son dernier mot furent pour son pays.

En Suisse, en France, en Angleterre, en Amérique et jusqu'en Prusse et en Russie, on rendit des honneurs unanimes à sa mémoire. Mais ce fut surtout en Pologne, où l'empereur Alexandre avait accordé la permission qu'on apportât son corps, qu'il reçut l'hommage le plus éclatant qu'un citoyen puisse recevoir de son pays. Le prince Antoine Jablonowski fut désigné pour aller recevoir son corps, et l'accompagner

de Suisse jusqu'à Cracovie. La république lui fit des obsèques magnifiques, et déposa provisoirement ses restes dans le tombeau des rois, entre Sobieski et Joseph Poniatowski; puis elle lui consacra un monument à l'ouest de la ville, sur la butte dite Branislawa, mot composé qui signifie *défendre la gloire;* c'est un monticule fait de main d'homme, de quarante-six toises de diamètre à sa base, et de vingt toises de hauteur : manière antique de conserver la mémoire des grands hommes par un monument impérissable. Cinq ans furent employés à son érection. Toute la jeunesse polonaise, les femmes, les vieillards, les enfants, accourus de tous les points de la Pologne, voulurent coopérer à cette œuvre en remuant la terre ou en maniant la bêche.

Quatre familles villageoises, choisies parmi celles des Polonais qui avaient servi sous les ordres de Kosciuszko, furent établies autour du monument pour veiller à sa conservation.

Tel fut le restant de la vie de l'homme dont l'éloge retentit dans toute l'Europe. Partout on rendit également justice au citoyen courageux, au véritable patriote qui, sans autre but que le bonheur et l'indépendance de son pays, s'était voué corps et âme à tous les périls et à tous les sacrifices.

Après lui avoir payé, par cette courte notice, qui n'aurait pu trouver place ailleurs, notre tribut d'hommages, nous allons reprendre le récit de la révolution polonaise de 1794, où nous aurons encore à relater un dernier épisode, qui est une des pages les plus lugubres de l'histoire du XVIIIe siècle.

CHAPITRE VIII

1795

Rôle de l'Autriche pendant la révolution de Pologne. — Tableau de la Pologne après la perte de la bataille de Maciejowice — Nomination d'un chef-général.— Wawrzecki.—Découragement de l'armée et du peuple. — Grands préparatifs de défense; faibles chances de succès; revers successifs. — Famine à Varsovie. — Arrivée des Russes devant Varsovie. — Prise du faubourg de Praga. — Horribles massacres de Suwarow. — Capitulation de Varsovie. — Fin de la révolution de Pologne de 1794.—Arrestations, confiscations, exécutions.—Coup d'œil rétrospectif.

Kosciuszko prisonnier, la bataille de Maciejowice perdue, la révolution polonaise n'avait plus ni âme pour se diriger, ni forces pour se défendre. La nouvelle de ce double désastre remplit la Pologne de douleur et de deuil. Comme dans les grandes calamités nationales, où un peuple n'a plus rien à attendre des secours humains, la foule se précipitait dans les temples, demandant au Dieu du ciel aide et protection contre les iniques oppresseurs de la terre. Jamais, à aucune époque, des grands du monde n'avaient amoncelé sur leurs têtes autant de malédictions qu'en amoncelèrent, en cette circonstance, Catherine et Frédéric-Guillaume; mais aussi jamais moyens plus infâmes n'avaient été employés pour accroître

leur territoire de quelques lieues de terrain. Pour atteindre ce but, le sang qu'ils avaient fait verser en Pologne aurait pu, réuni, former un torrent; grossi de celui qu'ils allaient faire verser encore, ce torrent serait devenu fleuve. Effrayant complément de cette fin de siècle, qui, comme par une intention manifeste de la Providence, semblait n'avoir été mis en regard des colères populaires de la révolution française, que pour les absoudre toutes à l'avance! En effet, en accréditant le droit de la force, Catherine et Frédéric-Guillaume avaient accrédité le droit de révolte. En brisant violemment tous les liens de la foi publique, en rentrant impudemment dans le droit naturel, ils semblèrent avoir fatalement légitimé ce terrible droit de représailles des peuples.

Mais aussi quelles fureurs pourront jamais dépasser les fureurs que ces pouvoirs sans entrailles allaient exercer contre la Pologne! La ruine, les spoliations, le bannissement pour les uns; les fers, les tortures, le déshonneur des filles, la mort pour les autres; pour les condamnés à mort la flétrissure et les gémonies : aux grâciés vivants on allait ravir tout ce qui constitue une nationalité : lois, cœur, langue, et leur culte et leur Dieu!

Et quand, par la sympathie que commandent de telles souffrances, par l'horreur qu'inspirent de tels forfaits, quant au nom de la famille, de sa joie et de ses devoirs, au nom des droits de l'humanité, au nom de la foi des peuples meurtris, décimés, écrasés par la brutalité ou le dédain, se sont relevés saignants pour jeter le défi au puissant, qui pourrait condamner cette exaltation? De telles luttes, commencées au nom de tous les droits brutalement foulés, ne sont-elles pas saintes par leur origine, grandes par leur but, immenses par leur audace? Et comment s'étonner alors de ces révoltes, de ces insurrections qui semblent devenues le patrimoine des géné-

rations nouvelles, et qui, appliquant aux gouvernements les maximes qui ont basé leur conduite, semblent vouloir faire remonter jusqu'à eux la responsabilité de ces crimes. Quand la mer en furie engloutit matelots et vaisseau, ce n'est pas elle qu'il faut accuser, mais le vent de la tempête qui a soulevé ses vagues et entr'ouvert ses abîmes.

On a déjà pu voir le singulier rôle que jouait l'Autriche dans cette spoliation de la Pologne. Elle laissait la Russie et la Prusse engager l'action, semblant dire aux Polonais : « Soyez vainqueurs, ou vous m'aurez pour ennemi. » Puis, si la fortune se déclarait contre eux, elle s'avançait bravement pour leur porter le dernier coup, et disait à la Russie et à la Prusse : « Je veux ma part. » Ce rôle avait le double avantage de ménager ses armées et de laisser aux deux autres puissances tout l'odieux de cette grande iniquité. Après la perte de la bataille de Maciejowice, le Cabinet de Vienne ne se départit pas de cette politique, et les généreux défenseurs de la Pologne, écrasés déjà par les forces de la Russie et de la Prusse, virent les troupes autrichiennes entrer sur le territoire de la république, et venir réclamer une part de dépouilles. La Pologne, hors d'état, désormais, d'opposer d'autre résistance que celle du désespoir, était dans la situation d'une victime condamnée qui lutte une dernière fois pour échapper aux bourreaux acharnés contre elle.

En proie aux factions de l'intérieur : faction royaliste, qui, par intérêt et sympathie, secondait les étrangers; faction exaltée, qui, en dehors de toutes considérations personnelles, croyait ne pouvoir relever que par des mesures acerbes l'énergie d'une nation amollie et dégradée ; faction modérée, qui prenait, pour l'effet de la raison et de l'humanité, ce qui n'était que celui de la faiblesse de caractère ; un trésor vide ; une armée désorganisée, commandée par des généraux op-

posés de sentiments et d'inclinations, n'ayant plus confiance en elle-même depuis qu'elle avait perdu un chef adoré; une famine imminente; une noblesse turbulente et égoïste, qui voulait de la liberté sans renoncer à aucun de ses droits féodaux, qui voulait de l'indépendance sans rien changer à ses formes oppressives de caste; une population sans énergie, qui pleurait quand il fallait agir; partout de la mauvaise volonté, de la consternation, du découragement; trois armées ennemies au cœur de la république, hâtives de s'emparer de ce qu'elles s'étaient adjugé, comme ces voraces oiseaux de proie qui n'attendent pas la mort de leur victime pour la déchiqueter par lambeaux : tel était le tableau que présentait la Pologne après la journée de Maciejowice.

Des trois factions qui divisaient alors la Pologne, les exaltés, les royalistes, les modérés, une seule, celle des exaltés, pouvait conjurer les nouveaux désastres qui menaçaient ce malheureux pays. Elle avait pour chef Kolontay, qui, décidé à lutter jusqu'au bout, et espérant encore quand il n'y avait réellement plus d'espoir, convoqua le conseil et entreprit de relever le courage de ses concitoyens.

Ce que proposait Kolontay n'était pas facile. Le peuple, comme l'armée, avait eu jusqu'alors plus de confiance en Kosciuszko qu'en lui-même. Ce chef-général, soit par ses talents militaires, soit par ses vertus patriotiques, avait tellement résumé la cause révolutionnaire, que, sans lui, cette cause perdait et son prestige et sa force. Il existait, en outre, en Pologne, comme on vient de le voir, divers partis qu'il n'était rien moins que facile de concilier, et ces diverses nuances de patriotes ou prétendus tels n'étaient pas prêtes à s'accorder sur le choix d'un chef. Cependant, Kolontay ayant proposé le général Wawrzecki pour remplacer Kosciuszko, ce choix parut réunir les esprits.

En effet, Wawrzecki joignait à beaucoup de vertus civiles un caractère mâle, beaucoup de fermeté judicieuse, une grande popularité et une défiance de lui-même, assez modeste pour ne pas porter ombrage aux ambitions qui aspiraient à la succession de Kosciuszko. Puis, Wawrzecki ne s'étant jamais déclaré pour aucun parti, chacun se flattait de l'attirer dans le sien. Sa nomination n'éprouva pas de contradiction.

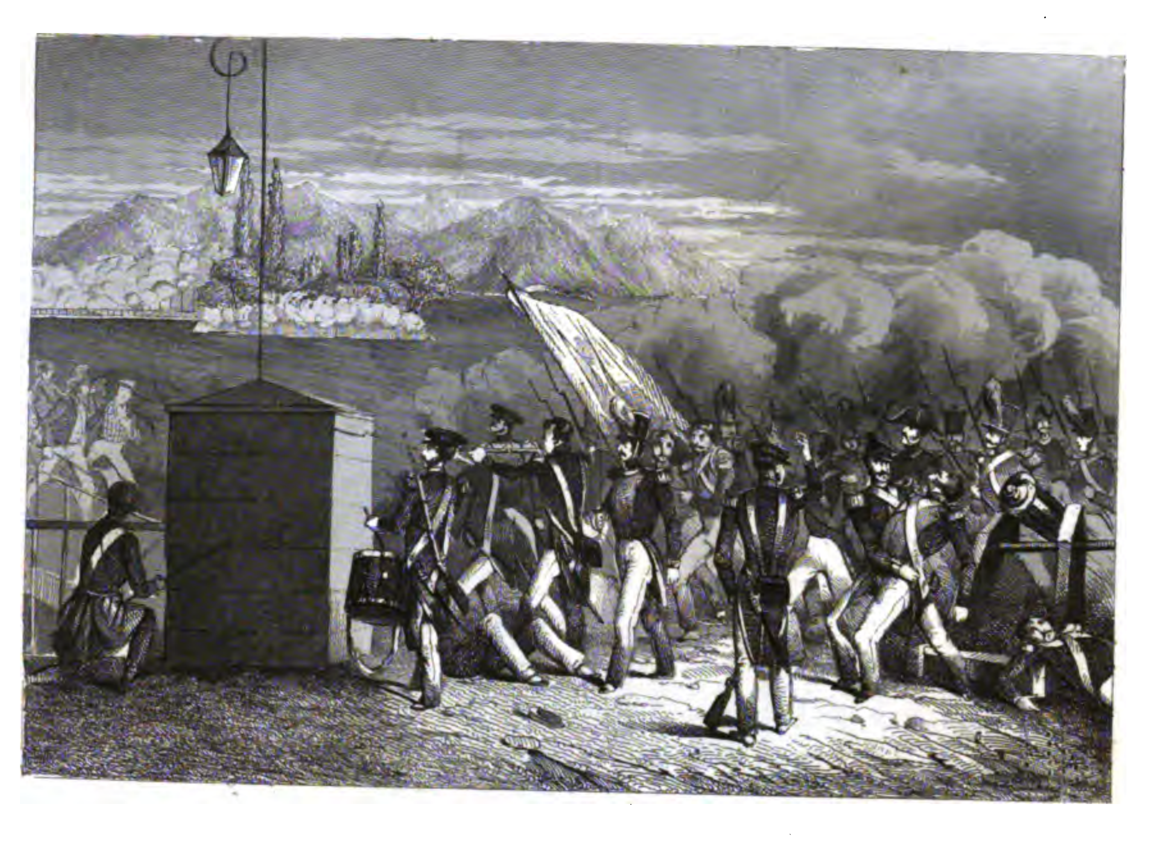
Il n'en fut pas de même de la nomination d'un conseil de guerre chargé de régler les opérations de la campagne. Le parti de Stanislas trouva moyen de s'y faire représenter en majorité telle, que Zajonczek, à qui on avait laissé la conduite générale de l'armée jusqu'à l'arrivée de Wawrzecki, refusa de siéger dans un conseil ainsi composé. Cet éclat d'un homme si haut placé alors pouvait être d'autant plus fâcheux, que les esprits, déjà aigris par le malheur, n'étaient que trop portés à en accuser les royalistes, et qu'il était dangereux d'éveiller l'attention du peuple sur les manœuvres de ce parti. Les premiers choix furent révoqués, et le conseil suprême nomma d'autres membres dont le patriotisme était à l'abri de tout soupçon.

Pour sortir d'une situation aussi critique, les Polonais avaient besoin d'un de ces grands élans d'enthousiasme et d'énergie, comme la France en avait donné l'exemple en 1793. Mais, à part un très-petit nombre de révolutionnaires, tels que Kolontay, Zajonczek et quelques autres, les révolutionnaires de ce pays n'étaient pas à la hauteur de leur œuvre, et ils voulaient plutôt une révolution, pour se soustraire à la tutelle des étrangers, que pour rien changer à leur constitution sociale. Ainsi, par exemple, les nobles, les plus oppresseurs des nobles du continent, voulaient bien, en grande partie, assurer l'indépendance nationale, mais ne

voulaient rien abandonner de leurs droits oppressifs sur les paysans polonais. Les paysans, de leur côté, qui voyaient ce mauvais vouloir, et qui, maîtres pour maîtres, ne tenaient pas plus à un seigneur polonais qu'à un russe ou à un prussien, ne prenaient part à la lutte que par force, et voyaient indifféremment un ennemi dans tous. Tant que Kosciuszko avait été à leur tête, la confiance instinctive qu'il avait su inspirer, bien plus que l'enthousiasme pour la patrie, avait réuni autour de lui les esprits de l'armée et des classes populaires. La majeure partie de la nation n'avait eu d'autre motif, pour l'écouter et le suivre, que l'exemple et un sentiment très-peu défini de dignité nationale froissée chez les nobles, de dignité humaine écrasée, chez les paysans. Un mouvement révolutionnaire aussi vague devait forcément s'arrêter avec l'homme qui lui avait donné l'impulsion.

C'est ce qui eût lieu. Dès la perte de Kosciuszko, rien ne put ranimer et soutenir le courage des Polonais; ils étaient totalement découragés, abattus; il n'y avait nulle part ni espoir, ni énergie, et bien plus, ni esprit de patriotisme. Ce peuple, qui avait paru quelque chose sous Kosciuszko, cessa d'être avec lui, et à la valeur qu'il avait montrée, succéda une incroyable pusillanimité. Pour surcroît de malheur, la faction royaliste leva fièrement la tête, accapara insensiblement tous les services, et les insurgés, contrariés en tout et pour tout, mal secondés, mal obéis, n'eurent plus qu'à courber la tête devant le sort qui les attendait. Une cabale audacieuse, composée, du reste, de gens de tous les partis, et généralement mus par ce sentiment d'égoïsme qui a perdu la Pologne, allait entraver toutes les opérations, paralyser toutes les mesures.

Cependant Wawrzecki, qui, au moment de sa nomination au titre de chef-général, se trouvait en Lithuanie, était ar-



Emeute à Cracovie.

Mure Imp. r. St Louis en l'Ile 90. Paris

rivé dans les premiers jours d'octobre 1795. Il n'accepta l'emploi dont on l'avait revêtu que dans la crainte qu'une nouvelle élection n'augmentât le désordre, et s'y soumit en véritable victime. Pour éviter à la ville de Varsovie un bombardement certain, on travailla activement aux retranchements du faubourg de Praga ; mais des revers successifs vinrent se joindre encore à la disette qui commençait d'affamer la ville. Poniatowski, qui, pour faciliter l'entrée des vivres et ranimer le courage des Polonais, avait reçu l'ordre de forcer le poste de Kamionna, occupé par les Prussiens, fut battu et perdit beaucoup des siens. Mokronowski, attaqué par les Russes, à Kobylka, à trois lieues de Varsovie, avait été mis en déroute complète, avait perdu la moitié de sa division, son artillerie, et ses bagages. Ces deux échecs achevèrent tellement de glacer d'épouvante tous les cœurs de l'armée, que ceux mêmes des officiers qui avaient autrefois montré le plus d'audace, trouvèrent la résistance impossible ; le dégoût devint général, la méfiance s'empara de toutes les âmes, et les plus confiants ne purent plus même espérer de tirer parti de ces esprits consternés.

« La prospérité, dit à ce sujet l'auteur anonyme de la *Révolution de Pologne de* 1794, qui cache la lâcheté, dérobe au courage la moitié de sa gloire. C'est l'adversité seule qui peut déployer, dans tout leur lustre, des caractères mâles et fermes. Mais des caractères de cette trempe étaient rares en Pologne. Vainement les officiers pratriotes couraient de rang en rang consoler les soldats, répétant que rien n'était désespéré, que d'autres armées avaient échappé à de plus grands dangers, qu'il ne fallait pas s'affliger sans mesure des maux accidentels, qu'un coup de fortune pouvait relever ce qu'un coup de fortune avait rabaissé, et qu'une énergique résistance pouvait réparer bien des désastres. Tous ces dis-

cours étaient vains ; le soldat les écoutait, et, à la seule vue de l'ennemi, jetait les armes et s'enfuyait sans combattre. »

Bientôt la famine jeta dans les rues de Varsovie une population hâve et affamée, demandant à grands cris du pain. Les distributions publiques suffirent pendant quelques jours pour conjurer une partie des maux de cet impitoyable fléau ; mais bientôt elle devinrent insuffisantes, et, au moment où l'on avait le plus grand besoin de troupes, on fut obligé d'envoyer dans la Grande-Pologne celles qui, sous les ordres de Giedroye, arrivaient de la Lithuanie, et qu'on était hors d'état de nourrir. Il résulta de là que les retranchements de Praga, qu'on avait étendus pour couvrir la ville et qui auraient exigé trente mille hommes au moins pour les défendre, ne furent garnis que de dix mille hommes, huit mille d'infanterie échappés aux récents désastres et aux avant-postes, deux mille chevaux tombant de lassitude et d'inanition. Au défaut de soldats, on comptait sur les bourgeois de Varsovie, comme lors du siége des Prussiens. Mais les temps étaient changés ; la défiance et le découragement avaient succédé à l'enthousiasme et à l'espoir, Kosciuszko n'était plus là pour redonner une âme à cette population qui en manquait alors totalement.

A cette époque, dans une circonstance incontestablement la plus critique où puisse se trouver une ville, il se passa à Varsovie un fait que l'histoire doit consigner. Le 15 octobre, anniversaire de la fête de Kosciuszko, assaillis par la famine, prêts à être assiégés par deux armées, n'ayant pour les défendre que des troupes découragées et insuffisantes, en proie à toutes les inquiétudes des maux du présent et à celles des désastres plus grands encore que pouvait leur réserver l'avenir, les habitants célébrèrent, par une grande illumination, la fête du grand citoyen dont ils déploraient la perte : action touchante

et rare, où l'on voit un peuple entier rendre justice à son chef vaincu et malheureux.

Cependant, malgré le peu de chances de succès que pouvait offrir la défense de Varsovie, dernière ressource des patriotes, on continuait à hâter les retranchements du faubourg de Praga et à élever des fortifications, comme si la démoralisation de l'armée et le découragement des habitants ne devaient pas les rendre d'avance inutiles. Dans cette circonstance critique, le conseil de guerre fut convoqué extraordinairement. Plusieurs avis vigoureux furent émis, celui entre autres de rassembler toutes les forces disponibles sous Praga et de tenter un combat général hors des retranchements. Les Polonais pouvaient alors, en moins de trois jours, réunir une armée de vingt-six mille hommes, et, laissant un corps de trois mille hommes pour observer les Prussiens et masquer l'opération, ranimer par une victoire le courage des esprits abattus, raviver les divers foyers d'insurrection, soit en Lithuanie, soit dans la Grande-Pologne, et changer totalement la face des affaires.

Ce projet, si le succès en eût couronné l'exécution, eût pu, en effet, imprimer au mouvement révolutionnaire un élan plus prononcé, plus décisif, et dont il eût été difficile de calculer les suites; mais il ne fut pas goûté. Les raisons qu'on objecta ne manquaient pas de solidité; mais elles étaient toutes empreintes de cet esprit méticuleux qui, aux époques de révolution, ne peut produire rien de spontané, rien de grand. « Les troupes polonaises, disait-on, nouvellement levées, affaiblies par une suite de travaux et de fatigues qui duraient depuis huit mois, découragées par des défaites réitérées et mourant de faim, ne pouvaient se mesurer en bataille rangée contre quarante mille vétérans russes. Si l'ennemi prenait le parti d'éviter l'action pendant

quelques jours seulement, la famine anéantirait l'armée. Dès que les Prussiens seraient instruits de ce mouvement des insurgés, ils ne manqueraient pas de marcher sur Varsovie, et l'on aurait alors devant la ville deux armées au lieu d'une. Un retard de quinze jours seulement de la part des Russes pouvait mettre les fortifications de Praga à l'abri d'un coup de main, et les approches de l'hiver ne permettraient pas à l'ennemi d'en commencer le siége. Enfin, le gain d'une bataille contre les Russes rendrait les insurgés tout au plus maîtres du pays qui se trouve entre la Vistule et le Bug : mais l'ennemi resterait toujours maître de les arrêter sur les bords de ce dernier fleuve. »

Telles furent les raisons qui prévalurent en cette circonstance. Dictées par la prudence, au moment où une téméraire audace pouvait seule conjurer une catastrophe imminente, elles ne firent que la hâter.

En effet, la situation des Polonais devenait de plus en plus critique. D'un côté, trente mille Prussiens étaient à vingt lieues de Varsovie ; de l'autre, quarante mille Russes marchaient sur cette capitale. Les Prussiens, comme les Russes, avaient déclaré que l'armée polonaise ne pouvait compter sur aucune capitulation. Cette déclaration barbare, qui, dans cette guerre, n'était qu'un acte de même nature que tous les autres actes de la Russie et de la Prusse, aurait dû pousser l'énergie jusqu'à l'héroïsme, et n'amena que défiance et découragement. Le parti royaliste, le roi Stanislas en tête, déployait toutes les ressources du machiavélisme le plus subtil pour propager ces deux derniers sentiments, et un bruit, qui malheureusement courut alors, contribua puissamment à les accroître. On prétendit que, dans un accès de frénétique patriotisme, désespérés de voir le découragement devenu général, les patriotes exaltés avaient formé le projet d'entraîner l'armée et les habi-

tants à de tels excès, que tout le monde fût réduit à la nécessité de périr ou de vaincre. Il ne s'agissait de rien moins que d'égorger le roi, sa famille, ses partisans et six mille prisonniers russes disséminés sur le sol polonais. Un tel égorgement ne laissant plus d'espoir ni de capitulation, ni de pardon, les habitants se seraient trouvés forcés de se défendre en désespérés. Kolontay et Zajonczek étaient accusés d'être les moteurs de ce projet. Mais, pour l'exécuter, il fallait plus que de l'audace ; il fallait une frénésie de patriotisme dont nous n'avons pas à discuter ici la moralité ou l'opportunité, et qui, dans cette révolution de 1795, ne s'est révélée dans aucun parti en Pologne.

Le 2 novembre, les Russes parurent devant Praga ; ils étaient commandés par le général Suwarow, que nos lecteurs connaissent déjà. Leur nombre s'élevait à quarante mille hommes ; les Polonais n'avaient pas à leur en opposer plus de vingt-six mille. A Praga, un second rang de redoutes avait été, il est vrai, commencé derrière la première enceinte des retranchements ; les villages dont la proximité était dangereuse avaient été brûlés ; une île de la Vistule, dite l'île de Saxe, et à laquelle appuyait la droite des Polonais, avait été fortifiée, ainsi qu'une seconde île située à la gauche des retranchements, et qui couvrait un nouveau pont qu'on avait jeté sur la Vistule pour assurer la retraite. On organisa des réserves de bourgeois prêtes à agir en cas d'attaque. Enfin, on ne négligea rien pour assurer la défense ; seulement, comme nous l'avons dit, ces retranchements n'auraient pu être efficacement défendus que par des troupes plus nombreuses et surtout plus aguerries que celles dont pouvaient disposer, à ce moment, les Polonais.

En outre, la saison était déjà rude. Le soldat n'avait ni paille, ni tente, ni bois, ni pain ; des bataillons entiers étaient

sans chaussure et presque sans habits, la plupart n'étaient armés que de faulx droites. Pour surcroît de malheur, le voisinage de Varsovie facilitant aux soldats, officiers, généraux, les prétextes et les occasions de se transporter dans la ville, ils en revenaient toujours plus découragés ou plus défiants. Zajonczek et Jasinski, commandants du camp de Praga, ne purent jamais parvenir à ranimer ces courages abattus. Il est vrai de dire que ces deux généraux, ardents et actifs patriotes, n'avaient pas ces talents militaires éprouvés qui inspirent et, au besoin, commandent la confiance. Quant à Wawrzecki, le successeur de Kosciuszko, c'était un homme à qui on ne pouvait refuser aucune des qualités d'un bon citoyen, excepté celles dont il aurait eu besoin au poste qu'il occupait dans une aussi critique circonstance, c'est-à-dire l'expérience de la guerre, la fermeté de caractère et l'énergie de pensée et d'exécution.

On comprendra sans peine, après cela, comment le gros de l'armée polonaise; quoique derrière de forts retranchements, fit à peine un simulacre de résistance, et abandonna, presque sans combattre, un camp retranché garni de cent pièces de canon et défendu par vingt-six mille hommes. Hâtons-nous de dire que, sur quelques points isolés, de faibles noyaux de courageux patriotes opposèrent une héroïque résistance et sacrifièrent presque tous leur vie à la défense de leur indépendance et de leur liberté.

En arrivant devant Praga, le général Suwarow, réuni aux généraux Desferden et Fersen, fit élever une batterie de quinze pièces de gros calibre, qui tira sur les Polonais pendant toute la journée du 3 novembre. Le lendemain (4 novembre 1795), dès la pointe du jour, l'attaque commença; l'assaut fut ordonné, et Suwarow électrisa ses soldats par un de ces mots atroces qui lui étaient familiers. L'action s'engagea d'abord à

la gauche des retranchements où commandait Jasinski ; mais les troupes ne tinrent nulle part. Découragées, mourant de faim, agitées par l'intrigue qui répandait la consternation, elles abandonnaient leurs postes et se sauvaient de toutes parts. Vainement les généraux Wawrzecki, Zajonczek, Jasinski, Grabowski essayèrent d'arrêter cette fuite générale ; les deux derniers furent tués ; Zajonczek et Wawrzecki, grièvement blessés, ne quittèrent les retranchements que les derniers et au moment où les Russes s'approchaient du pont qui conduisait à Varsovie. Des vingt-six mille hommes dont se composait la garnison polonaise, douze mille périrent dans cette déroute, mille furent pris, plus de deux mille se noyèrent dans la Vistule. Par les ordres du sanguinaire Suwarow, les Polonais, à Praga, furent traités comme les Turcs l'avaient été à Ism[illegible]. Les habitants de ce faubourg, femmes, enfants, prêtres, tout fut impitoyablement tué. Pendant tout un jour, quand nulle part il n'y avait plus de combattants, on vit les soldats russes, ivres d'eau-de-vie, parcourir les rues, ayant en tête leur général, ivre comme eux, et massacrant tout ce qui s'offrait à leur vue. Quinze mille victimes innocentes, sur lesquelles on comptait plus de neuf mille femmes ou enfants, tombèrent, dans cette journée, sous le fer de ces égorgeurs.

Ce massacre effrayant, dont l'histoire moderne offre peu d'exemples, jeta la consternation dans Varsovie, qui capitula le lendemain.

Le chef général Wawrzecki prit, avec les débris de ses troupes, la route de la Grande-Pologne pour aller joindre le corps de Giedroye, qui agissait contre les Prussiens. Le roi fit semblant un moment de vouloir le suivre ; mais des bourgeois, apostés exprès, le supplièrent de ne pas abandonner la ville. Ce petit acte de comédie, arrangé à l'avance, clôtura dignement le rôle de ce roi pusillanime dans ce mouvement

insurrectionnel de 1795, qui avait pour principal mobile un des désirs les plus légitimes qui puissent mettre à un peuple les armes à la main, celui d'affranchir leur patrie du joug étranger. Du reste, Catherine ne tint pas même compte à Stanislas de son hypocrisie. Le 25 novembre 1795, elle le força à signer son abdication. Il mourut trois ans après.

Ce dernier effort du général Wawrzecki trouva, parmi les généraux, peu d'imitateurs. Poniatowski, Michel Wielhorski, Mokronowski, dont les corps s'étaient débandés, se rendirent aux Russes. Giedroye et Nicsiolowski seuls parurent vouloir partager jusqu'au dernier moment le sort et les sentiments du chef général Wawrzecki ; mais à peine ce dernier fut-il arrivé dans le palatinat de Sandomir, que les soldats murmurèrent hautement contre lui. Les fourrages et les vivres manquant totalement, ils eurent l'injustice de lui imputer les maux qu'ils éprouvaient. Secouant peu après le reste de surbordination qui régnait encore au milieu de la misère, de la famine et du désordre, une révolte éclata parmi la cavalerie nationale, qui força Wawrzecki à mettre bas les armes devant le général russe Denisow et à se rendre prisonnier.

Deux actes restaient encore à ce grand drame de la révolution polonaise de 1795 : la famine générale, qui désola tout le pays par suite de la manière sauvage dont les Russes faisaient la guerre, brûlant et détruisant tout; ensuite les arrestations, les confiscations, les vengeances, les assassinats, les massacres que, du fond de son palais de Saint-Pétersbourg, ordonnait froidement Catherine pour punir un peuple d'avoir voulu exister.

Ces deux actes eurent leur cours, aussi terribles et aussi effrayants que tous ceux du même genre que nous avons eu à constater pendant le cours de ce douloureux drame.

Ainsi finit cette malheureuse insurrection polonaise de 1795.

Un mouvement révolutionnaire, pour réussir, a besoin, avant tout, d'une certaine maturité des esprits, qui n'existait pas en Pologne. Ce n'est pas tout de vouloir un résultat, il faut encore le comprendre ; or, ni les classes nobles ni les classes laborieuses ne le comprenaient. Les nobles avaient pris les armes pour l'indépendance de leur pays, les paysans pour une vague promesse de liberté dont la réalisation était toujours ajournée. Il ne pouvait y avoir, dès lors, ni chez les uns, ni chez les autres, cet ardent esprit de patriotisme qui veut à la fois et par tous les moyens, l'indépendance du sol et la liberté des masses : d'où il résulte que cette révolution ne fut, d'un bout à l'autre, qu'un malentendu, et que, ce qui seul aurait pu en faire la force, les masses populaires restèrent, en quelque sorte, spectatrices de la lutte. Cependant, comme toutes les classes avaient l'instinct de ce qui manquait à cette sociabilité polonaise, il est probable que, si l'homme en qui se résumait toutes les espérances, Kosciuszko, eût eu un de ces caractères forts qui, par des secousses vives et réitérées, hâtent la marche des idées, il est probable, disons-nous, que ce mouvement révolutionnaire eût eu une tout autre portée. Mais Kosciuszko, dont les vertus et les qualités incontestables avaient cette teinte de faiblesse presque générale dans le caractère polonais, était l'homme d'une révolution opérée depuis longtemps dans les esprits, mais n'était nullement l'homme d'une révolution où il fallait, avant tout, animer l'argile populaire, et lui créer une âme.

Tous ses efforts vinrent se briser contre cet écueil.

Si ensuite nous résumons cette révolution dans ses faits généraux, nous voyons, d'une part, un peuple, mu en apparence par le seul instinct du patriotisme, se lever, non pour conquérir des droits, mais pour revendiquer une simple existence nationale ; de l'autre, deux souverains esclaves des passions

les plus viles, cherchant une distraction dans la douloureuse agonie d'un peuple dont ils enviaient les dépouilles. Pendant que, dans ce peuple poussé au désespoir, se révélait, par intervalle, quelques grandes choses, dans ces gouvernements ivres de leur fausse gloire, tout était mesquin, sauf, cependant, les massacres et les égorgements exécutés sur une grande échelle. Le résultat répondit à leurs vœux ; ils accrurent leur pays de quelques provinces. L'histoire s'inclina, comme toujours, devant ce résultat, et eut à peine quelques mots de blâme contre les iniquités qui l'avaient amené. Mais la main de Dieu, plus impitoyable, quoique souvent cachée, finit toujours par se montrer. Planant incessamment sur la tête des grands coupables, comme le tonnerre, elle passe sans les atteindre, ou les écrase, soit de leur vivant, soit dans leur postérité ; car si la Providence suspend parfois son bras, elle ne détourne pas les yeux. Et, tout récemment encore, n'a-t-on pas vu deux des spoliateurs éhontés de la Pologne, trembler devant cette révolte de la Gallicie que nous aurons à relater. Cette terreur, c'est le remords qui suit le crime ; mais tant que la victime respire, la vengeance peut rendre le remords plus cuisant, et la Pologne vit encore ! Puis, fût-elle morte sous les coups de tant d'iniquités, les résurrections des peuples ne sont plus, de notre temps, des miracles.

Du reste, les deux principaux moteurs de cette spoliation de la Pologne ne jouirent pas longtemps du fruit de ce grand forfait. Le partage définitif fut arrangé en novembre 1795. Frédéric-Guillaume II mourut en 1797 ; quant à Catherine, elle mourut en 1796. Montée sur le trône en piétinant dans le sang de Pierre III, son mari, elle descendit dans la tombe en piétinant dans celui d'un peuple dont elle emporta la malédiction. On prétend que le jour où se consomma le partage définitif de la Pologne (novembre 1795), deux des victimes de

ses fureurs, condamnées à expier par la mort leur généreux courage, la citèrent, dans un moment de prophétique désespoir, à comparaître, dans l'an et jour, au tribunal suprême, et, dans le délai légal (novembre 1796), Catherine se présenta à la barre de l'éternité. Déjà auparavant, si l'on en croit une vieille chronique, les chevaliers du Temple, sur le bûcher, avaient mandé de même, à l'audience de Dieu, Philippe-le-Bel et Clément V, et ni ce roi ni ce pape n'avaient manqué à l'appel au jour fixé. Une autre chronique rapporte que Ferdinand IV, roi de Castille, cité aussi à comparaître, par deux gentilshommes qu'il avait fait mourir, expira juste au terme de l'assignation, d'où lui resta le terrible surnom sous lequel le connaît l'histoire, *Ferdinand l'Ajourné*.

De tels récits, sous quelque point de vue qu'on les considère, ne manquent ni de dignité ni de moralité. Les choses graves et tragiques sont du domaine de l'histoire, et ce serait méconnaître sa mission que d'en écarter les faits qui, peignant ou des croyances accidentelles, ou une disposition momentanée des esprits, peuvent donner de salutaires leçons; ce serait accuser le ciel de rester sourd à la voix de l'innocence et du malheur, et douter que l'oppresseur et l'opprimé ne paraissent tôt ou tard aux pieds du même juge.

CHAPITRE IX

1815-1830

Négociations de la Sainte-Alliance relativement à la Pologne. — Jalousie des puissances entre elles. — Constitution promise, accordée, annulée. — Mort d'Alexandre. — Couronnement de Nicolas, roi de Pologne. — Griefs de la Pologne contre la Russie. — Le grand-duc Constantin : son portrait, ses violences. — L'Eglise grecque et le culte catholique. — La Pologne en 1830. — Session de la diète en juin 1830. — Projet de la loi sur le divorce. — Vœu de réunion des anciennes provinces incorporées à la Russie. — Le contre-coup de la révolution française de 1830 en Pologne. — Lettre du czar à Louis-Philippe.

La Pologne avait été la première puissance sur laquelle avait réagi la Révolution française de 1789; elle fut aussi une des premières sur laquelle réagit la Révolution de 1830. Nous avons laissé ce malheureux pays démembré et opprimé par suite d'un des plus impudents brigandages dont les annales des nations aient conservé le souvenir. Si la Pologne n'était pas encore effacée de la carte d'Europe, elle n'y existait plus que nominalement. Les trois gouvernements spoliateurs, décidés à ne pas même lui laisser l'ombre de vie, luttaient, dans leur rapace égoïsme, d'atrocités et de persévérance pour soutirer goutte à goutte le généreux sang qui l'animait. L'Autriche dressait les plans d'extermination partielle,

la Russie exécutait, la Prusse laissait faire. Les années qui suivirent le partage de 1795 ne furent que la douloureuse agonie d'un peuple assez malheureux pour avoir excité la convoitise de ses voisins. Nous ne les suivrons pas dans leurs ténébreuses machinations.

Laissant de côté ces faits monstrueux, où trois grandes couronnes laissèrent le peu de lustre que leur avait conservé le temps (1), nous passerons d'emblée à l'époque où les victoires des Français ayant momentanément jeté une lueur d'espoir dans cette tombe non encore fermée, la Pologne, après la chute de Napoléon, retomba à la discrétion de ses barbares spoliateurs.

Les rois assemblés étaient au congrès de Vienne. Chacun d'eux supputait avec une joie cupide ce qui allait lui revenir de cette curée de peuples et de royaumes, dont la chute de l'Empire leur permettait de disposer. Des loups-cerviers se disputant des proies ne sont ni plus rapaces, ni plus pressés de s'adjuger les plus belles et les meilleures. L'empereur Alexandre, qui s'était destiné la Pologne, et qui craignait que ses alliés ne se récriassent contre cette part de lion, invita les Polonais à se préparer à défendre par les armes la liberté qu'il leur promettait. La guerre semblait prête à se rallumer entre les vainqueurs, partagés en deux camps : d'une part étaient la Russie et la Prusse, qui s'entendaient pour s'agrandir ; de l'autre, l'Autriche, la France et l'Angleterre, qui tendaient à restreindre ces augmentations. Le 6 janvier 1815, ces trois dernières puissances conclurent un traité tout

(1) A propos du premier partage de la Pologne, Marie-Thérèse disait : « Je sais que c'est une *tache* à mon nom et à ma couronne, « mais j'ai eu la main forcée. » Ses successeurs n'ont pas craint d'imprimer quatre nouvelles *taches* au nom et à la couronne de la maison de Lorraine.

exprès, connu sous le nom de *Triple alliance de Vienne,* afin de se garantir mutuellement dans leurs possessions contre l'opposition des deux autres Cabinets. Mais, comme il n'était pas alors au pouvoir de ces puissances d'ôter la Pologne à l'empereur de Russie, on finit par s'accorder à regarder la liberté de ce pays, à défaut de barrières naturelles, comme le seul fondement de la sécurité commune. Alexandre renouvela sa promesse de donner une patrie et une constitution aux Polonais.

En se reportant à la marche des négociations à ce sujet, on trouve qu'il y avait trois états possibles pour l'ancienne Pologne conquise par la Russie: elle pouvait rester une de ses provinces fondues dans le grand empire; redevenir et former à côté de la Russie un autre royaume gouverné par l'empereur; ou enfin ressusciter comme nation indépendante. L'empereur Alexandre s'était arrêté au second de ces plans, sans s'expliquer sur l'organisation intérieure du nouvel Etat. Il avait parlé aux Polonais de « régénération de leur patrie, d'accomplissement des promesses que Napoléon s'était borné à leur faire espérer. » Toutes ces promesses, qui remontaient à la grande guerre contre la France, et qui n'avaient été faites que pour paralyser tout effort des Polonais sur les derrières de l'armée alliée, avaient non-seulement gagné à Alexandre la confiance de la noblesse polonaise, mais lui avaient encore facilité la conquête du duché de Varsovie, qui attendait de lui sa nationalité.

La possibilité d'une réunion de la Pologne à la Russie, sous une dynastie russe, avait, nous l'avons dit, effrayé les autres Cabinets, qui, par cet agrandissement d'une puissance si colossale déjà, voyaient une grave atteinte à l'équilibre européen. L'Angleterre surtout, par l'organe de lord Castlereagh, s'éleva avec force contre le projet de ce formidale accroisse-

ment. L'empereur Alexandre s'était alors fondé, pour motiver la réunion de la Pologne à ses Etats, « sur la promesse qu'il avait faite naguère aux Polonais de régénérer leur patrie. » Ayant annoncé en outre qu'il n'entendait pas renoncer à régner sur la Pologne, le plénipotentiaire anglais répondit : « que Sa Majesté Impériale pouvait aisément délier sa conscience au sujet de ses promesses à l'égard de la Pologne, en refaisant de ce pays une nation libre en possession de sa propre souveraineté ; noble entreprise à laquelle l'Europe s'empresserait d'applaudir. » L'empereur russe renouvela alors sa promesse « de rendre à la Pologne une existence politique et un gouvernement particulier, afin de détruire par là tout motif d'inquiétude pour les autres puissances. »

Cette garantie, plus rassurante pour les puissances que l'incorporation pure et simple de la Pologne à la Russie, parut les satisfaire momentanément, et le 10 décembre 1814 le prince de Metternich, dans une note adressée au prince de Hardenberg, ministre plénipotentiaire de Prusse, appuyait cet arrangement.

Moins d'un mois après, le 12 janvier 1815, lord Castlereagh déclarait, dans une note rendue publique peu d'années après, qu'il avait exprimé longtemps le vœu « de voir l'indépen« dance du royaume de Pologne assurée sous une dynastie « distincte. »

La France s'exprimait dans le même sens, et toutes les puissances paraissaient assez d'accord sur ce point, pour que le mot de *constitution* fût inséré, comme on le verra plus loin, en tête du traité de Vienne.

Cependant l'Autriche, qui, comme toujours, jouait dans cette affaire un double jeu, se trouva dotée à sa convenance, lorsque fut fixé le destin de la Pologne. Trois traités déterminèrent les bases de ce nouveau partage ; l'un entre la Russie

et l'Autriche, l'autre entre la Russie et la Prusse ; le troisième, du 3 mai 1815, entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Enfin, après bien des négociations, il fut définitivement statué sur le sort de la Pologne, par l'acte du congrès de Vienne, du 9 juin 1815.

Par l'article 1er, le duché de Varsovie était rangé sous la domination russe. L'empereur de Russie se réservait de prendre le titre de roi dans son duché, de donner à ce duché une administration distincte, et l'extension intérieure qui lui plairait ; faisant entendre par là, que la Pologne et la Russie formeraient deux Etats dont chacun l'aurait pour souverain, et que, plus tard, il pourrait renforcer le royaume polonais avec quelques lambeaux de la Lithuanie, province jointe à l'empire depuis le démembrement précédent.

Le second article désignait la part qui reviendrait à la Prusse, sous le nom de duché de Posnanie ou de Posen.

L'article 3 assurait à l'Autriche la rétrocession de la part de la Gallicie orientale, qui, en 1809, avait été se joindre aux possessions de l'empereur de Russie.

Cracovie, avec son territoire, était érigée en cité libre et indépendante *à perpétuité*, sous la protection des trois puissances, qui « s'engageaient à un respect perpétuel de l'inviolabilité de son territoire. » Le sol de cette république était déclaré sacré à toute force armée. Cette constitution libre de Cracovie, œuvre des trois monarques, à côté de la Pologne laissée pour morte, ressemblait à un autel expiatoire. Cet autel lui-même n'allait pas tarder à être renversé !

Néanmoins, conformément aux vœux exprimés par l'Angleterre, les trois spoliateurs conviennent ensemble d'accorder, chacun de leur côté, aux Polonais qui leur sont échus, une représentation et des institutions nationales. Le deuxième paragraphe de l'article 1er était ainsi conçu : « Les Polonais,

« sujets respectifs de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche, « obtiendront une *représentation* et des *institutions natio-* « *nales*, réglées d'après le mode d'existence politique que « chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent ju- « gera utile et convenable de leur accorder. »

En même temps, pour donner aux Polonais un avant-goût de ce qu'on leur promettait, l'empereur Alexandre leur adressa une proclamation ou on lisait :

« .... Une constitution appropriée aux besoins des localités « et à votre caractère ; l'usage de votre langue conservé dans « les actes publics, les fonctions et les emplois accordés aux « seuls Polonais ; la liberté du commerce et de la navigation, « la facilité des communications avec la partie de l'ancienne « Pologne qui restait sous un autre pouvoir ; votre armée « nationale ; tous les moyens garantis pour perfectionner vos « lois ; la libre circulation des lumières dans votre pays, tels « sont les avantages dont vous jouirez sous notre domination « et sous celle de nos successeurs. »

De si solennelles promesses rendirent aux Polonais moins pénible le coup qui les frappait, et l'empereur Alexandre, qui, à part quelques faiblesses et quelques ridicules, avait une certaine noblesse, se hâta de dégager sa parole. Le 27 novembre 1815, il accorda à la Pologne la constitution promise.

Par cette constitution, réunie à l'empire de Russie, et placée sous son sceptre, la Pologne avait une diète nationale composée du souverain, d'un sénat, et d'une chambre des nonces. Les sénateurs était nommés à vie par le roi. Pour être élus, ils devaient avoir atteint l'âge de trente-cinq ans révolus, et payer une contribution annuelle de 2,000 florins. Le nombre des sénateurs ne pouvait dépasser soixante-quatre. Les nonces étaient élus par les assemblées communales : tout propriétaire non noble soumis à un impôt quelconque, tout chef d'a-

telier, fabricant, marchand, possédant une valeur de 10,000 florins; tout instituteur, tout artiste de talent, faisaient partie de droit de ces assemblées. Pour être membre de la deuxième chambre, il fallait compter une contribution de 100 florins; le nombre des membres était fixé au double de celui des sénateurs, à cent vingt-huit; savoir : soixante-dix-sept nonces nommés par les assemblées des nobles, et cinquante et un nommés par les assemblées communales. Cette chambre était renouvelable par tiers tous les deux ans. La diète entière de la représentation nationale, s'assemblait, sur la convocation du roi, de deux années en deux années. Sa session durait deux mois. Enfin, les juges étaient inamovibles et à vie, et les Polonais seuls étaient aptes aux emplois civils et militaires. Aucune disposition formelle ne garantissait la liberté de la presse et la responsabilité ministérielle.

Le 27 mars 1818, la diète polonaise s'assembla pour la première fois à Varsovie, sous la présidence de l'empereur Alexandre. Dans le discours d'ouverture où ce monarque se prodiguait des éloges sur sa générosité, ainsi que sur les avantages de la constitution qu'il avait donnée à ses sujets de Pologne, il termina en disant : « *Votre restauration* est « définie par des traités solennels; elle est sanctionnée par « la Charte constitutionnelle. *L'inviolabilité de ces engagements extérieurs* et de cette loi fondamentale assurent désormais à la Pologne un rang honorable parmi les nations. »

Le ministre de l'intérieur rendit compte ensuite, au nom du souverain, de l'organisation du clergé catholique, de l'adoption d'un système d'instruction publique qui devait activer la propagation des lumières dans toutes les classes, et enfin des établissements judiciaires et militaires qui, par les lois et les armes, devaient assurer la vie nationale de la Pologne.

Ce que l'on concédait aux Polonais ne servait qu'à leur faire désirer avec plus d'ardeur ce qu'on leur refusait. Aussi, de tous les points du royaume, arrivaient à la diète des pétitions réclamant l'organisation du jury, la liberté de la presse, et surtout la responsabilité des ministres contre-signant les décrets du roi. Tout cela était réclamé comme complément indispensable à la charte constitutionnelle, et par respect pour cette même charte. Mais toutes ces justes réclamations furent écartées par la clôture de la session, qui au lieu de trois mois n'en dura qu'un.

Déjà cette ombre de constitution embarrassait l'Autriche et la Prusse. Ces deux puissances, qui, aux termes du traité de Vienne, s'étaient engagées à donner aux portions de la Pologne qui leur étaient échues une *représentation et des institutions nationales*, fondées sur des bases sinon exactement semblables à celles de la constitution que l'empereur Alexandre avait donnée au duché de Varsovie, du moins plus libérales que ce régime de la conquête qu'on voulait éterniser; ces deux puissances, disons-nous, se trouvaient déjà gênées par les stipulations d'un traité qu'elles n'avaient jamais eu l'intention d'observer.

Déjà avait percé la légitime impatience de quelques provinces allemandes, à qui l'on avait solennellement promis, en 1815, des constitutions représentatives, et qui s'étaient hasardées à réveiller l'inertie du roi de Prusse par des requêtes et des adresses. Effarouché de la mémoire de ses sujets, le souverain avait répondu : «Que l'époque où seraient accordées des constitutions d'État n'ayant pas été fixée, le souverain seul était juge de l'opportunité de cette concession, et que témoigner la crainte que le roi n'oubliât ses engagements, c'était s'oublier envers lui.»

C'était dire aux réclamants qu'ils n'obtiendraient les insti-

tutions promises que quand ils seraient assez forts pour es arracher. Ce sans-façon avec lequel l'Autriche et la Prusse traitaient les légitimes réclamations des provinces allemandes, était pour les provinces polonaises un sûr indice qu'elles ne devaient pas s'attendre à plus de ménagement.

En effet, les deux Cabinets de Vienne et de Berlin n'avaient pas oublié leurs promesses formelles d'accorder des constitutions; seulement ils voulaient qu'on les oubliât, ou tout au moins qu'on n'eût plus de motifs d'espoir. Pour cela, il ne fallait que faire changer d'avis l'empereur Alexandre, et l'amener à blâmer ce qu'il avait approuvé. Le caractère plus qu'indécis de ce prince, qui recevait aisément l'empreinte de toutes les mauvaises passions qui s'agitaient autour de lui, rendait cette tâche facile. M. de Metternich fut chargé de l'endoctriner, et il eut peu de peine à le ranger à ses vues : l'un était la rouerie, l'astuce, la duplicité, la mauvaise foi incarnées; l'autre avait un fond de caractère chevaleresque qui, par cela seul qu'il s'enthousiasmait aisément, s'effrayait de même. Le souverain devait nécessairement être la dupe du diplomate : c'est ce qui arriva. Par de perfides insinuations, M. de Metternich lui répéta si souvent que la France était le foyer d'où s'était répandu sur toute l'Europe la flamme révolutionnaire, que la nature des intitutions de ce pays commença d'abord par être importune à ses yeux, et ne tarda pas à paraître dangereuse.

Ce changement dans les idées du souverain du Nord devint saillant après 1820, lorsque la Pologne, à la suite des révolutions qui avaient éclaté sur le continent, donna quelques signes d'espérance que les interprétateurs monarchiques traduisirent par *indice de sédition*. On était alors en plein régime de la Sainte-Alliance. Par un de ces aveuglements communs aux pouvoirs tyranniques à l'approche de leur chute

les monarchies absolues étaient entrées résolument en lutte contre les légitimités des nations, pour ne devoir qu'à la force et à la violence une autorité et une puissance qu'il eût été plus rationnel, et surtout plus sûr, de ne devoir qu'à la confiance et au respect. Alexandre, l'âme encore saisie de la chute immense de Napoléon, s'était d'abord regardé comme l'instrument de celui par qui règent les rois; il avait pris au sérieux le pontificat suprême de la civilisation, dont l'avait bercé madame de Krudener. Mais les facultés bornées du prince n'avaient pas été à la hauteur d'une telle mission; une sorte de vertige s'était emparé de lui : ayant eu peur de ce qu'il avait rêvé, il avait résolument tourné contre les libertés des peuples une arme qu'il avait d'abord prise pour les protéger.

La Pologne dut être naturellement la première à ressentir les atteintes de cette versatilité. En effet, à la suite de mille mesures restrictives ou vexatoires que nous ne relaterons même pas, mais toutes basées sur cette idée uniforme que « les abstractions insensées de la philosophie moderne ne peuvent que porter le trouble dans tous les Etats, » toutes les sociétés secrètes qui là, comme dans tous les pays opprimés, avaient pris, du reste, un grand accroissement, furent supprimées. Alarmé de la tendance d'un pouvoir qui ne se donnait plus la peine de masquer ses intentions et ses vues, le conseil de Varsovie voulut manifester quelques inquiétudes au sujet de la constitution; mais, pour toute réponse, on l'engagea « à persuader à tous les habitants que la *patience* et « la tranquillité sont le seul et indispensable moyen pour « conduire cette nation au bonheur, tandis qu'autrement « l'avenir ne lui amènerait qu'une dissolution et une ruine « totale. »

La patience est la vertu des brutes; la recommander à des

hommes qui voulaient être libres, c'était les menacer qu'ils ne le seraient jamais.

L'année suivante, ce fut pis encore. L'empereur Alexandre, de retour du congrès de Vérone, où l'on avait *exécuté* la révolution à Naples, en Piémont, où l'on s'était préparé à l'*exécuter* en Espagne, était plus que jamais effrayé des fantômes révolutionnaires évoqués, avec une perfidie calculée, par M. de Metternich. Ce n'était plus ce jeune monarque dont une pensée généreuse faisait parfois battre le cœur; son âme racornie était alors descendue au niveau de celle d'un diplomate autrichien : le souverain n'avait d'autres inspirations que celles qu'il pouvait recevoir d'un homme dont toute la vie devait n'être qu'un attentat contre les droits humains. Alors commença une nouvelle et seconde période de la vie d'Alexandre. Heureux pour lui si l'histoire avait pu la retrancher de son règne!

Ce changement de politique du czar amena un ordre nouveau dans l'intérieur de son vaste empire. Sans nous arrêter aux réformes intérieures qu'il opéra en Russie, et qui refoulèrent la civilisation prête à entrer, sous ses auspices, dans ce grand corps slave encore à demi-barbare, nous nous bornerons à relater à grands traits ce qui concerne la Pologne.

Pour punir cette nation d'avoir donné quelques signes de vie, lors de la commotion révolutionnaire qui agita une partie de l'Europe, de 1820 à 1823, le gouvernement représentatif y avait été suspendu. La diète n'avait pas été convoquée depuis quatre ans; et ce séquestre apposé sur les lois du royaume ne fut levé qu'au prix du sacrifice d'une précieuse liberté. Le 13 février 1825, la diète fut rouverte, mais la publicité des débats fut supprimée : c'était presque la dernière garantie qui restât à la Pologne. Le texte du décret qui sanctionnait cette suppression était motivé sur ce que « la publi-

cité dans les deux chambres faisait dégénérer la discussion en vaines déclamations, » et sur un motif plus curieux encore, où l'empereur assurait qu'il n'avait pris cette mesure « qu'afin de faire jouir ses sujets du royaume de Pologne de tous les bienfaits que leur assure la charte. »

Cet acte de mauvaise foi était d'autant plus déplorable, que sous la bienfaisante influence d'un régime représentatif même incomplet, la Pologne avait vu en peu de temps s'accroître sa prospérité et ses lumières. Sa population atteignait le chiffre de quatre millions de plus ; le déficit dans les finances avait été comblé ; des routes ferrées avaient été ouvertes, des canaux creusés, des rivières rendues navigables ; l'industrie avait partout répandu sa bienfaisante activité : des milliers de bras travaillaient la laine, le coton, le lin ; d'autres arrachaient à la terre le fer, le sel, le marbre ; de riches moissons, espoir de populations pauvres, qui depuis longtemps n'avaient rien eu en propre, couvraient le sol ; les villes devenaient riantes et salubres, les campagnes riches et productives ; de nombreuses écoles ouvertes à toutes les sciences répandaient dans toutes les classes l'enseignement et les lumières, et faisaient plus pour la liberté que la constitution elle-même : le présent était supportable, l'avenir plein d'espérance ; le souffle impur du despotisme passé sur tout cela, et il ne resta de tant de biens et de tant d'espérances, que des tronçons de chaînes que des millions d'âmes furent condamnées à traîner, jusqu'au jour marqué par la Providence pour le triomphe du droit sur l'iniquité.

Nous avons dit que l'empereur Alexandre, pendant la période de sa vie où il s'était posé comme réformateur d'abus, comme ami de la liberté des peuples, avait introduit en Russie des réformes assez larges pour ouvrir la voie à la civilisation. Lorsqu'il fut tombé sous l'influence fatale de M. de Met-

ternich, il annula tout ce qu'il avait fait et remit les choses sur l'ancien pied. Mais quelques hommes généreux s'étaient enthousiasmés pour une régénération qu'on leur avait fait pressentir ; leur imagination s'était échauffée au souvenir des sociétés secrètes d'Allemagne ; et, pour régénérer leur pays, ils avaient tenté ce grand jeu des conspirations, sacrées ou abominables, suivant le succès ou le revers. Le fil, brisé et renoué à plusieurs reprises, s'était depuis quelques années ourdi dans l'ombre. En 1825, tout homme pensant en Russie avait été plus ou moins affilié à deux sociétés qui se partageaient l'empire. L'une, dont le siége était à Saint-Pétersbourg, visait à une monarchie limitée ; elle avait pour chef le prince Trubetzkoï, beau-frère de l'ambassadeur d'Autriche, et un nommé Ryleïeff, à la fois officier et publiciste. La seconde, celle du Midi, tenait ses conférences à Toulczin ; la république était son but. Le colonel, démagogue exalté, et le lieutenant-colonel Mouravieff, en étaient les chefs. Pendant un voyage que fit l'empereur Alexandre dans les déserts de la Crimée, il apprit, par la révélation d'un des conspirateurs, qu'il avait trop longtemps vécu au gré de quelques-uns de ses sujets, et que le complot était dirigé contre sa vie. Cette découverte l'affecta d'une manière si sensible, que peu de jours après (1er décembre 1825), au retour d'une excursion à cheval le long des côtes insalubres de la Tauride, il tomba mourant à Tangarok, en proférant ces mots : « O épouvantable action !... » On n'a jamais su si cette exclamation se rapportait au complot tramé contre lui, à son adhésion à la Sainte-Alliance et aux atrocités qui en avaient été la suite, ou un forfait plus vieux, dont sa mémoire n'a jamais été entièrement lavée.

Quoi qu'il en soit, Alexandre mort, le grand-duc Nicolas, son frère, s'occupait à faire prêter serment de fidélité, par

tous les ordres de l'État, au prince Constantin, héritier légitime de la couronne, lorsque le conseil d'État, ayant rompu le sceau d'un écrit qui lui avait été confié par le défunt empereur, pour n'être ouvert qu'après sa mort, y trouva une renonciation à la succession au trône, signée le 14 janvier 1822 par le grand-duc Constantin, et l'acceptation de cette renonciation par l'empereur Alexandre, qui désignait son second frère, le grand-duc Nicolas comme héritier de l'empire. Le prince Constantin renouvela solennellement sa renonciation antérieure. C'était le moment qu'attendaient les conjurés. Ils semèrent le bruit que Constantin n'avait pas renoncé à la couronne; que ce légitime empereur, chargé de fers par son frère, invoquait de loin l'appui de sa fidèle armée. Un premier manifeste parut rédigé dans ce sens; un second manifeste à la nation convoquait une assemblée générale des députés de l'empire et un gouvernement provisoire. Le prince Trubetzkoï y était désigné pour dictateur. Au jour du danger, Trubetzkoï se troubla; Ryleïeff prit sa place. Un autre conjuré répandit l'esprit de sédition dans les casernes; le régiment de Moscou, les grenadiers du corps, les marins de la garde se révoltèrent et tuèrent leurs commandants. Le gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, le comte Miloradowitch, fut tué d'un coup de feu. Dans ce pressant péril pour sa couronne, Nicolas se porta au-devant des troupes soulevées qui se précipitaient vers le palais. « Rebelles ! leur dit-il, vous vous trompez de chemin ! » Stupéfaits de ce sang-froid, les rebelles se dispersèrent; la mitraille hâta leur fuite, l'échafaud emporta le reste de la sédition. L'empereur Nicolas recueillit sur le tombeau de son frère un sceptre teint du sang de ses sujets. Ce sinistre début était d'un fatal augure ; aussi, sous ce règne, la Pologne devait perdre ce qui lui restait de nationalité.

En effet, la conspiration qui avait éclaté en 1825 à Saint-Pétersbourg, au pied du trône sur lequel le nouvel empereur ne s'était pas encore assis, lui avait rendu toute la Pologne suspecte. Les vexations, l'arbitraire, les exactions, les persécutions préludèrent à un plan de dénationalisation arrêté d'avance. Un moment, un seul, la Pologne eut l'espoir d'un peu de répit. C'était le 24 mai 1829, l'empereur Nicolas s'était prosterné devant un autel dressé dans le château de Varsovie. Devant le monarque qui allait poser sur sa tête la couronne des Jagellons, étaient le sceau du royaume, la bannière, l'épée, le manteau royal, le sceptre et la couronne. Sur le livre ouvert des Évangiles, l'empereur étendit la main et jura « de « régner pour le bonheur de la nation polonaise, d'après la « charte octroyée par son auguste prédécesseur. »

Cependant, par cela seul que les peuples toujours malheureux espèrent toujours, les Polonais pensaient qu'en se faisant couronner roi de Pologne, l'empereur Nicolas avait eu un autre but que celui d'ajouter une vaine formalité à son titre. Ils se trompèrent. Le nouveau roi couronné s'éloigna de ce pays, sans avoir remis en vigueur la constitution, sans avoir convoqué la diète nationale; pour surcroît de malheur, une vigilance soupçonneuse enleva à ce malheureux pays le peu de repos qui survivait à ses libertés expirantes. La Pologne demeura soumise à l'administration toute militaire du prince Constantin; rien ne mit un terme à ses souffrances. Quoique enchaînée, cependant on la craignait encore, sous la garde de l'épée du grand-duc, on lui disputa jusqu'à la paix de l'esclavage.

Après avoir montré comment la constitution de Pologne fut arrachée à l'empereur Alexandre par l'insistance intéressée des puissances européennes, et comment cette charte octroyée par le czar fut bientôt violée par lui-même et par son

successeur, revenons sur nos pas, et indiquons, avec quelques détails, les plus importants des griefs accumulés dans une période de quinze années par la Pologne, cette malheureuse, mais non pas la seule victime de ces abus de la force, qui prirent le nom de traités de 1815. Malgré le caractère brutal de ces traités, la Pologne en avait stoïquement subi les conséquences. Mais, en voyant comment ils furent exécutés, en voyant les mille blessures faites au cœur d'une nation héroïque par la verge de fer de deux despotes, on ne pourra s'empêcher de reconnaître que, dans aucun pays et à aucune époque, cet axiome de liberté sorti de la bouche d'un grand homme : « Contre la tyrannie, l'insurrection est le plus saint des devoirs, » ne reçut une application plus *nécessaire* et plus juste à la fois que celle qu'en firent les Polonais en 1830.

Il est difficile d'ailleurs, de comprendre comment les Cabinets européens se firent illusion, au point de croire que l'*autocrate* de toutes les Russies, le souverain absolu des Cosaques, consentirait à régner constitutionnellement sur le nouveau peuple qu'il venait d'absorber. La réunion sur une seule tête de deux pouvoirs si différents, l'un sans limite et sans contrôle, l'autre borné et contrôlé, était une évidente anomalie, qui ne portait en elle aucun principe de durée. Ou la Pologne devait être pour la Russie un foyer rayonnant d'idées nouvelles, et porter la lumière et la chaleur parmi ces froids et durs Tartares, ou bien le czar de Moscovie devait éteindre et étouffer dans un pays voisin une liberté dangereuse pour ses anciens sujets. L'alternative était inévitable; mais, comme la politique russe n'était pas d'un tempérament à attendre patiemment que la première de ces deux chances se réalisât sous ses yeux, c'était la constitution polonaise qui devait infailliblement succomber et périr. Du reste, si l'empereur de la Russie avait fini par se soumettre aux exigences des puis-

sances, c'est qu'il avait espéré un moment pouvoir tirer part de son apparente concession, et, sans en avoir l'air, reprendre d'une main ce qu'il donnait de l'autre. Il y avait alors à sa Cour un parti qui obéissait à l'influence de madame de Krudener, la maîtresse du czar. Ce parti, soi-disant libéral, avait persuadé à Alexandre qu'il lui serait facile d'escamoter la liberté, tout en paraissant la donner. Maniée par d'adroits prestidigitateurs, cette liberté polonaise devait être pour lui un instrument de tyrannie, au lieu d'être un péril et un empêchement. Ces théoriciens de la Cour moscovite avaient raison, et il ne serait pas nécessaire d'aller bien loin pour trouver des exemples de cette politique, qui joue avec les droits des peuples comme les saltimbanques de nos rues jouent aux gobelets, et fait disparaître les franchises nationales aussi adroitement qu'ils font disparaître la muscade sous les regards surpris du spectateur. Mais, soit que l'habileté des hommes d'Etat de Saint-Pétersbourg ne fût pas de force à représenter avec succès une pareille comédie, soit qu'ici l'entreprise offrît plus de difficultés, attendu qu'il fallait opérer sur un peuple étranger, Alexandre ne tarda pas à se convaincre que ses projets d'escamotage ne réussiraient pas, et, dès ce jour, non-seulement il renonça au dessein qu'il avait formé de doter d'une charte ses Cosaques, mais encore il jura d'écraser du pied en Pologne cette liberté incommode qui refusait insolemment de porter sa livrée.

Un des premiers actes d'Alexandre, pour atteindre ce but, fut d'imposer à la Pologne, en qualité de gouverneur ou vice-roi, son propre frère Constantin, l'héritier présomptif de la couronne moscovite. Disons quelques mots de ce prince, dont le choix accusait on ne peut plus clairement la pensée du czar sur les Polonais.

C'était un homme de haute taille, d'un physique féroce et

grotesque tout à la fois : épaules larges et robustes, voix rauque, nez retroussé, tel était son extérieur. Il ne quittait jamais l'uniforme, et portait sur sa tête un chapeau à trois cornes surmonté de plumes de coq, et placé de manière à ne pas gêner ses regards perçants, qui sous des sourcils blancs et hérissés, lançaient toujours l'éclair de la colère. Le grand-duc Constantin devint amoureux, à Varsovie, d'une jeune et belle Polonaise qu'il épousa. Pour que ce mariage pût avoir lieu, il dut demander le consentement de son frère. Alexandre accorda au grand-duc la permission qu'il demandait; mais telle était l'estime qu'il avait pour son frère, qu'il profita de cette circonstance pour exiger de lui, en échange de ce consentement, sa renonciation formelle à la couronne moscovite, en faveur du troisième frère, Nicolas. Ainsi, Alexandre ne jugeait pas Constantin digne de régner sur les Russes, et il l'appelait cependant à gouverner les Polonais. Ce trait suffit pour peindre toute la sympathie du czar pour un peuple dont il se disait dérisoirement le restaurateur. Esclave de ses passions, Constantin aima mieux renoncer lâchement à ses droits qu'à la belle Jeannette Grudginska. Le contact d'une femme à la fois belle et bonne adoucit d'ordinaire les plus sauvages naturels; cette alliance avec une de leurs compatriotes devait faire espérer aux Polonais quelques améliorations dans la façon dont ils étaient gouvernés; mais il est des animaux féroces que nulle puissance humaine ne saurait apprivoiser; Constantin était de ce nombre. Après comme avant son mariage, il se fit exécrer de toute la population, bourgeoise et militaire, qui l'appelait le *tigre*. Pour un bouton mal cousu, il mettait le soldat en prison; si un passant ne le saluait pas, il l'envoyait au corps-de-garde. Des étrangers même s'offraient-ils à ses yeux coiffés de chapeaux de mode inconnue, il les faisait amener de force sur la place de Saxe, où

il passait les troupes en revue, et là, les obligeant à se placer sur un tambour, il coupait de sa main, avec des ciseaux, les bords de leurs chapeaux. S'il trouvait sur sa route un enfant polonais aux longs et beaux cheveux tombant sur ses épaules, il le faisait arracher violemment des bras de sa mère éplorée, et, pendant que la pauvre créature criait et pleurait dans les mains de ses ravisseurs, il coupait en riant sa belle chevelure. C'étaient là les amusements les plus innocents du grand-duc; de ceux-là il passait souvent à d'autres plus cruels et plus sanglants. Pour le moindre acte d'irrévérence, pour un mot, pour un geste, il lui arrivait souvent de prendre le fusil d'un soldat et de le décharger sur lui, ou d'assommer un officier d'un coup de crosse. Sous les plus futiles prétextes, ce monstre à face humaine faisait conduire en prison des citoyens de toutes conditions, coupables seulement de lui avoir déplu; et des conseils de guerre nommés par lui, soumis à ses caprices, condamnaient ces infortunés à des travaux avillissants, et les jetaient dans des cachots pêle-mêle avec les forçats. Et cela se faisait au mépris de garanties assurées par la constitution, qui n'était déjà plus avant 1820, qu'une lettre morte, effacée par le pourvoir discrétionnaire accordé par le czar à Constantin.

Le grand-duc avait reçu la mission d'abrutir la Pologne, d'extirper du cœur de ce peuple ces sentiments d'honneur individuel et de dignité nationale qui en ont fait le frère du peuple français. Il essaya d'abord d'accomplir son œuvre sur l'armée, qui comptait dans ses rangs l'élite des citoyens. Sous prétexte de maintenir la discipline, il accabla de persécutions et d'outrages le corps des officiers; il leur fit infliger ou quelquefois leur infligea lui-même les peines les plus infamantes, pour les fautes les plus légères. Quand les conseils de guerre ne montraient pas assez de complaisance, Constantin cassait leurs arrêts, et faisait rendre de nouveaux jugements plus

sévères, que la timidité des juges épouvantés pour leur propre compte, finissait par leur accorder : aussi les meilleurs officiers donnaient-ils leur démission. D'autres, personnellement insultés par le grand-duc, publiquement frappés, lavèrent généreusement dans leur propre sang l'outrage qu'ils avaient reçu, montrant par là que ce n'était pas faute de courage, mais bien la crainte de compromettre l'avenir de leur patrie, qui avait retenu leur bras vengeur. A l'origine de cette tyrannie, les Polonais aimaient à se bercer d'espérances ; ils n'osaient pas, dans leur confiance, faire remonter la responsabilité des actes dont ils étaient victimes, jusqu'à cet Alexandre qui leur avait prodigué de si belles promesses. Ils attendaient de lui non-seulement le redressement des abus. mais encore leur réunion à leurs frères des provinces incorporées, et ils craignaient qu'un acte de rébellion contre le lieutenant du czar ne servît de prétexte pour refuser à leur pays la justice qu'ils demandaient.

Aussi, pendant les sessions législatives, les chambres polonaises n'usaient-elles de leurs droits qu'avec la plus grande réserve. Pour mieux prouver les torts de l'oppresseur, les opprimés ne protestèrent auprès d'Alexandre qu'avec d'extrêmes ménagements, contre l'administration arbitraire de son frère, ce qui n'empêcha pas le czar de poursuivre illégalement des députés pour des opinions par eux modérément émises ; et les journaux s'étant alors permis de critiquer les mesures du pouvoir, la liberté de la presse fut suspendue, et fit place au règne de la censure. Le gouverment russe tâcha de colorer ces premières violations de la liberté polonaise, par cette misérable excuse qu'invoquent toujours les mauvais gouvernements en pareilles circonstances ; il accusa effrontément de son propre parjure, l'*usage effréné* que faisait la Pologne des droits qu'il lui avait donnés.

Une fois entré dans cette voie rétrograde, le czar y marcha à grands pas. L'instruction publique fut corrompue, et on organisa un système d'obscurantisme, pour plonger les masses dans un état de barbarie pareil à celui où croupissent les paysans russes. Les chambres furent dépouillées de la faculté de voter le budget. Les charges furent augmentées, des monopoles créés, qui devaient prochainement tarir la source des richesses nationales, et le trésor public, grossi par ces mesures, devint la pâture d'une valetaille de Cour, composée de Russes et d'indignes enfants de la Pologne. Au lieu des épargnes que les chambres réclamaient, on créait des places nouvelles, on élevait le chiffre des pensions, le tout pour augmenter le nombre et pour assouvir l'égoïste appétit des agents de la tyrannie. La publicité des délibérations de la diète, cette garantie sainte de l'indépendance du vote, cette unique sauvegarde des droits du commettant contre les trahisons du mandataire, fut supprimée. En même temps, un système d'espionnage enveloppa dans ses réseaux la totalité des familles. Le chef de cette police occulte était le général Rozniecki, l'âme damnée de Constantin. Des agents payés à grands frais par la Pologne pénétraient dans l'intérieur des maisons, et, abusant de l'antique hospitalité nationale, se couvrant du masque de l'amitié, surprenaient les pensées les plus intimes, ou même provoquaient traîtreusement, par une apparente franchise, des manifestations verbales contre la tyrannie. L'empereur Alexandre avait sa police, et Constantin avait aussi la sienne. Comme il arrive toujours en pareil cas, ces espions, alors qu'il n'avait rien à dire, imaginaient les contes les plus absurdes pour ne pas perdre le salaire promis; de telle sorte que leurs mensonges coûtaient souvent la liberté et quelquefois la vie aux citoyens les plus inoffensifs. Les individus signalés dans les rapports des espions étaient empri-



MASSÉNA

sonnés sans être confrontés avec leurs accusateurs, et sans connaître les motifs de leur arrestation. Roznieckі avait fait construire des bastilles où était réuni tout ce que la barbarie peut inventer de plus affreux pour tuer lentement les prisonniers, ou les contraindre à avouer les crimes qu'ils n'avaient pas commis. Dans la prison d'Etat dite des Carmes, à Varsovie, le prisonnier était jeté dans une espèce de cellule étroite et basse, où le jour pénétrait à peine et où il ne pouvait marcher ni même se tenir debout; il ne voyait nul être humain que le geôlier, et n'entendait d'autre bruit que le grincement des verroux et les gémissements qui s'échappaient des cellules voisines. Le système d'espionnage pratiqué sur les Polonais était tel, que personne, de ce pays, n'était certain du lendemain. Des personnes suspectes étaient enlevées au milieu de la nuit et conduites devant le tribunal de la police secrète. Là ne sachant pas seulement de quel crime on les accusait, effrayées et trompées par des questions capricieuses, elles se laissaient prendre au piége qui leur était tendu; ou bien, quand ce moyen d'instruction ne réussissait pas à ces nouveaux inquisiteurs, ils avaient recours à la faim, à des peines corporelles, à des tortures physiques et morales qui rappelaient la sanguinaire procédure du Saint-Office de Madrid.

Les membres de la chambre des nonces, malgré le caractère d'inviolabilité qui les couvrait, n'étaient pas plus ménagés que les autres citoyens; plusieurs d'entre eux étaient enlevés au seuil même de la salle des séances, et traînés dans la prison des Carmes, pour expier, dans la captivité, l'indépendance de leurs discours. Quelques uns d'entre ces députés ne quittèrent cette bastille que lorsque la révolution de 1830 leur en ouvrit les portes.

Les choses se passèrent ainsi jusqu'à l'année 1826, où

mourut l'empereur Alexandre. Alors crédules et pleins d'espoir, comme le sont toujours les malheureux, les Polonais espérèrent un moment que leur nouveau maître leur serait plus traitable que l'ancien ; l'événement déçut bientôt leurs illusions. Nous avons vu qu'Alexandre n'avait cessé de promettre la réunion au royaume de Pologne de la Lithuanie et autres provinces incorporées à l'empire russe.

Plus franc et plus hardi que son frère la première parole de Nicolas aux Polonais fut celle-ci : « *Jamais* cette réunion « n'aura lieu ; je ne reviendrai pas sur les faits accomplis. »

Dès ce moment, aux parjures anciens succédèrent journellement des parjures nouveaux.

Pour se débarrasser d'une indépendance importune le czar, introduisant dans le sénat de nouveaux membres qui ne possèdaient pas les qualités requises par la loi fondamentale, peupla ce corps de créatures dévouées. Il décréta, de son autorité privée, et sans l'assentiment des Chambres, un emprunt onéreux et une autre mesure de la plus haute gravité, l'aliénation des domaines nationaux. Les sommes considérables puisées à ces deux sources devaient être, comme tant d'autres l'avaient déjà été, la proie des agents du pouvoir. Heureusement, le temps manqua à cette œuvre nouvelle de dilapidation, et cet argent, ainsi qu'on le verra plus tard, servit providentiellement à l'armement de la Pologne contre son oppresseur.

Aux différents griefs que nous venons d'énumérer, il aut joindre la préférence hautement accordée à l'Eglise grecque, au préjudice du culte catholique professé par les sept huitièmes de la nation. Ainsi, en résumé, refus persévérant, malgré les engagements d'Alexandre, de restituer au royaume de Pologne les anciennes provinces annexées à l'empire russe, violations réitérées de la charte libérale

arrachée à l'empereur défunt, abolition successive de tous les droits et de toutes les garanties constitutionnelles, notamment de la publicité des séances de la diète et de la liberté de la presse, intolérance religieuse, persécutions brutales et systématiques exercées contre quiconque osait penser tout haut. Tels étaient les nombreux reproches adressés par les Polonais au gouvernement russe en 1830 tels étaient les griefs par eux amassés dans un espace de quinze années.

Voyons maintenant quels étaient les divers éléments dont se composait le royaume de Pologne à cette époque, et quelle était la situation faite par la loi de l'Etat à chacun de ces éléments.

Presque toute l'activité nationale est concentrée dans les deux classes de la noblesse et la de bourgeoisie. En ce moment encore, comme on s'en convaincra plus tard, ce sont ces deux classes qui prennent l'initiative et donnent vaillamment, au péril de leur vie, le signal de tous les mouvements. Les nobles surtout n'ont pas encore oublié leurs antiques priviléges, et cette haute prérogative du *liberum veto*, dont leurs pères ont souvent abusé, il est vrai, et qui produisit l'anarchie et la perte de la patrie, mais qui au moins mettait le mouvement la passion politique et une vie puissante quoique frébrile, là où ne règnent plus maintenant que l'immobilité, l'agonie et la mort. Les bourgeois, maintenant admis à la possession de presque tous les droits autrefois réservés à la noblesse, sont dévoués comme elle à la cause patriotique. Un même amour de l'indépendance nationale animait déjà ces deux classes en 1830, sauf cependant leurs sommités, c'est-à-dire les propriétaires très-riches et les plus anciennes familles nobiliaires. Là, comme dans d'autres contrées, l'égoïsme et la peur de perdre leurs richesses a corrompu les échelons supérieurs de la hiérarchie

sociale, et nous verrons bientôt que ce furent, en effet, ces deux fractions prépondérantes de la classe moyenne et de la classe noble, qui, en 1830, se mirent à la tête de l'insurrection pour l'arrêter et la faire dévier, et qui, en résultat, sans le vouloir peut-être, la firent avorter. Si ce ne fut pas là, crime et trahison de leur part, ce fut du moins aveuglement et coupable faiblesse.

Nous avons parlé de l'Eglise grecque, et constaté son état de minorité dans le pays, malgré tous les efforts de la Russie pour y faire prévaloir ce culte. L'Eglise grecque se divise en deux rits : le rit uni et le rit non uni. Le rit non uni, peu répandu dans le royaume de la Pologne, est en majorité dans l'Ukraine, dans la Lithuanie, la Volhynie et les autres provinces incorporées. Les prêtres de cette communion reconnaissent pour chef spirituel le czar, qui, pour étendre sa domination sur les consciences de ses sujets, s'est proclamé leur empereur et leur pape tout à la fois. Grâce au dernier de ces deux titres, le czar a conquis, en effet, une grande influence sur les provinces dont nous venons de parler. On y rencontre plus de résignation au joug de la Russie que dans le royaume de la Pologne proprement dit.

Les provinces du royaume ne connaissent guère que le catholicisme pur et le rit grec uni, qui n'est pas, comme le non-uni, sous la dépendance de l'empereur. Les prêtres de ces deux communions se montrèrent toujours de dignes fils de leur pays, et on les a vus plusieurs fois, en 1830 et depuis lors, mettre non-seulement leur éloquence, mais encore leurs bras au service de la cause nationale, combattre comme des héros après avoir prêché comme de saints.

Les paysans composent les deux tiers de la population polonaise. Leur position était à peu près, en 1830, ce qu'elle était avant la révolution de 1795, ce qu'elle est encore aujourd'hui.

Soumis aux servitudes et aux corvées, exclus de la propriété foncière, ils portaient sur eux tout le faix écrasant des abus féodaux du moyen âge. Aussi se montraient-ils assez indifférents à ces grandes idées de nationalité qui remuaient alors les classes plus heureuses et plus riches, mais qui, pour eux, n'avaient guère de sens, faute d'un but utile à tous. Ces paysans échappant, par leur peu d'importance et leur position subalterne et servile, à l'action du despotisme russe, ne voyaient, dans une révolution qu'un maître à échanger contre un autre. Ce que l'insurrection de 1830 avait à faire avant tout, c'était donc de donner un but utile, un stimulant énergique à cette portion si importante de la population; c'était de l'intéresser au succès de la révolution, de la doter enfin de la propriété foncière, de l'admettre à la jouissance des droits de citoyen, de satisfaire ses besoins physiques, et d'éveiller en elle un nouveau monde d'idées morales.

Nous verrons tout-à-l'heure si l'insurrection de 1830 accomplit ce devoir essentiel et songea à une réforme que la justice réclamait, et qui seule peut-être pouvait sauver le peuple polonais.

On remarquait aussi, et on remarque encore en Pologne cette race vagabonde qu'on rencontre partout en Europe, mais nulle part autant qu'en ce pays, où les juifs composent, à eux seuls, au moins la dixième partie des habitants. Nous n'avons pas besoin de dire qu'ils sont là ce qu'on les voit ailleurs. Soigneusement séparés des chrétiens, avec lesquels ils refusent de s'allier par le mariage; entretenus dans ce fatal isolement par la Bible, ou du moins par l'interprétation passionnée qu'ils en font, les juifs, chassés de presque toutes les contrées européennes au moyen âge, par le fanatisme religieux, trouvèrent sur le bords de la Vistule une hospitalité si bienveillante, qu'ils appelèrent la Pologne leur paradis ter-

restre en effet le degré de prospérité qu'ils ne tardèrent pas à y atteindre. Professant une répugnance invincible pour le service militaire et pour l'agriculture, les juifs n'exercèrent pourtant jamais en Pologne les droits de citoyens, puisqu'ils refusaient d'en remplir les devoirs. Le voiturage, les prêts d'argent, l'usure, le commerce de détail, qu'ils conduisaient avec beaucoup d'habileté, telles étaient les professions auxquelles ils se livraient. Ils étaient presque tous cabaretiers, et on leur reprochait avec justice d'exciter, par cupidité, l'ivrognerie parmi les classes pauvres. Sachant tout juste lire, écrire et compter, les plus riches d'entre eux ne possédaient pas les lumières répandues parmi les bourgeois chrétiens. Stationnaires dans toutes leurs coutumes, ils affectaient même de se distinguer du reste de leurs concitoyens par l'étrangeté de leur costume, quoiqu'elle fût l'objet de la risée publique. Ils gardèrent toujours religieusement ces longues barbes et ces chevelures tombant en cadenettes tressées devant les oreilles, qu'ils portaient dans les derniers siècles. Généralement méprisés, on les accusait non-seulement de mauvaise foi et de fraude dans leurs trafics, mais encore de superstitions odieuses. Inutile d'ajouter qu'ils rendaient aux chrétiens le mépris et la haine que ceux-ci leur portaient. Quoiqu'enfants adoptés de la Pologne, ils ne s'intéressaient au sort de la partrie que jusqu'à la limite de leur intérêt personnel.

Vainement, à la fin du dernier siècle, avait-on essayé d'en faire des citoyens utiles, de les forcer au service militaire, et de fermer leurs cabarets pour qu'ils s'occupassent d'agriculture. Tous les moyens coërcitifs échouèrent. Enrôlés dans les rangs de l'armée, ils désertaient; privés de leur commerce, ils se laissaient tomber dans la misère, et se croisaient les bras plutôt que de s'armer de la charrue. Impossible d'en faire des soldats ou des laboureurs.

Il y avait pourtant des exceptions. A côté de ces juifs routiniers qui ne voyaient dans le progrès qu'un ennemi de leurs doctrines, il en était d'autres, moins arriérés, qui comprenaient les relations sociales, et se rapprochaient sincèrement des chrétiens. Ceux-là sentaient qu'au-delà des croyances religieuses qui se partagent le genre humain, il existait des connaissances et des idées qui peuvent être communes à tous, et qui relèvent la dignité de l'homme. Il est fâcheux que l'entêtement fanatique de leurs frères, et les préventions exagérées des chrétiens polonais, aient privé la révolution de ce pays de la force que lui aurait prêté cette partie considérable des habitants qui le peuplaient.

Maintenant qu'on connaît, d'une part, les divers éléments de la nation polonaise et la place qu'ils occupaient dans la cité; d'autre part, le système d'asservissement et de persécution suivi pendant un intervalle de quinze années contre cette grande victime, par le cabinet moscovite, nous allons parcourir rapidement les événements qui précédèrent immédiatement et déterminèrent même la glorieuse explosion de 1830.

Un des moindres torts de la Cour de Saint-Pétersbourg à l'égard du peuple qu'elle opprimait, c'était de ne convoquer la diète, c'est-à-dire les chambres, que quand il lui plaisait. Ainsi, depuis 1815, on n'avait encore compté que deux sessions, celle de 1818 et celle de 1825. Ce n'était pas assez de mettre un bâillon sur la bouche des députés : malgré tant de violences et de précautions, Alexandre et Nicolas trouvaient qu'ils en disaient encore trop, et ils ne voulaient pas que les nonces et le sénat s'assemblassent. Enfin, l'interrègne parlementaire ayant duré cinq ans, à moins de renverser brutalement la constitution, il fallut bien, en 1830 que Nicolas se résignât à convoquer la diète. Voici dans quels termes il le fit, par son

ukase du 6 avril de cette année : « Vous avez appris par deux « diètes quel doit être le but de vos efforts, et ce que vous « devez éviter. L'expérience vous a montré les avantages des « délibérations calmes et tranquilles, et les suites préjudi- « ciables des dissensions. Cette expérience, je l'espère, ne « sera pas sans fruit pour vous » Cet ukase, dont la fin rappelait, comme d'habitude, les *bienfaits de l'immortel restaurateur de la Pologne*, d'Alexandre, faisait entendre clairement que la constitution tenait à l'usage que les chambres feraient de leurs priviléges. Pour nous servir d'une expression fameuse, le czar paraissait dire : « Soyez sages, servez-vous « bien discrètement de la charte, de ce joujou que je vous ai « donné, mais qu'il faut vous garder de prendre trop au « sérieux, sinon je retirerai le joujou de vos mains et je « le briserai. » C'était enfin le langage d'un caporal en colère, menaçant de la salle de police des recrues indociles.

Le 28 mai, Nicolas ouvrit en personne, à Varsovie, la troisième session. Entouré d'un cortége de Russes, il prononça un discours d'ouverture qui n'était que la seconde édition de son ukase du 6 avril, et qu'il termina en daignant s'excuser auprès des chambres de ce qu'il n'avait pas appelé l'armée polonaise à prendre part aux deux guerres de Perse et de Turquie, faites avec succès par l'armée russe. Pour ne pas compromettre les institutions qu'ils possédaient en droit, sinon en fait, et qu'on les menaçait de perdre, les députés et le sénat montrèrent cette fois, comme toujours, une réserve excessive dans leurs votes et leurs discours. Ils crurent, devoir, cependant, protester contre les faveurs exclusivement réservées au rit grec, ainsi que contre l'étouffement de l'instruction primaire. Le comte de Mastowski, ministre de l'intérieur, repoussa le reproche adressé sur la question reli-

gieuse, et, quant à l'instruction primaire, nous nous contenterons de citer une phrase de sa réponse. « S'il est « vrai, disait-il, que l'extension irrégulière des connaissan« ces, en augmentant la sûreté des personnes, tend à dimi« nuer celle des propriétés par les nouveaux désirs qu'elle « excite, le moyen le plus simple d'écarter l'appât des jouis« sances illicites se trouverait en facilitant pour chaque Etat « l'instruction limitée qui lui convient, et qui y attachera « davantage. » C'était proclamer franchement l'ilotisme éternel des classes inférieures, et ériger en principe leur exclusion de tous les avantages sociaux, lumières, honneurs et fortune, qui doivent être également accessibles à tous. Cela était peut-être bon à dire aux Russes qui vivaient sous le régime du bon plaisir d'un homme ; mais ce n'est pas à un peuple doté d'une constitution libérale, qu'on pouvait opposer ce mur infranchissable entre les différentes classes de la société.

La mesure du gouvernement qui souleva la résistance de la diète, fut le projet de loi qui avait pour objet de rendre le divorce ou la dissolution du mariage plus difficile qu'auparavant. Le rejet de ce projet de loi, à la majorité de 93 voix contre 32 dans la chambre des nonces, alluma la colère du czar, qu'enflammèrent encore les vœux modérément et fermement exprimés par les nonces et le sénat, pour la réunion de la Lithuanie et des autres provinces de l'ancienne Pologne. Nicolas, qui, ainsi qu'on l'a vu, avait déjà signifié impérieusement qu'il ne consentirait jamais à cette réunion, s'irrita de ce vœu si persistant, ferma brusquement la session, le 28 juin, un mois après son ouverture, et partit pour Saint-Pétersbourg. Un mois encore s'était à peine écoulé, quand la Révolution de Juillet éclata à Paris, et ébranla l'Europe entière, depuis le midi jusqu'au nord.

Les deux révolutions française et polonaise de 1830 sont trop liées l'une à l'autre, elle se touchent par trop de points essentiels, et sont trop fraternellement solidaires, pour qu'il nous soit possible ici d'omettre les intimes rapports qui les rattachent ensemble, et conséquemment aussi les relations de l'oppresseur d'un de ces deux pays avec les deux gouvernements qui se sont succédés dans l'autre.

Le czar et Charles X avaient été toujours d'accord. Cet accord ne fut pas rompu par l'expédition d'Alger, car Nicolas offrit même au Bourbon de la branche aînée le concours de ses troupes, si celui-ci le jugeait nécessaire. Ce fut même, il faut bien le dire, l'assentiment exprimé par le czar en cette circonstance, qui imposa silence aux sentiments jaloux de l'Angleterre, et qui fut cause que le Cabinet de Paris ne tint aucun compte du véto de cette puissance. Le czar voulait,

comme la France, l'abolition de la piraterie et l'affranchissement de la navigation de la Méditerranée. Il se préparait même, dit-on, à profiter des avantages d'une grande colonisation européenne sur la côte d'Afrique. Mais l'ébranlement de Juillet vint bouleverser brusquement tous ces rapports de bonne intelligence entre les Cours de Paris et de Saint-Pétersbourg. Un prince menacé par une révolte en arrivant au trône, et constamment inquiété par les sourdes répulsions de la Pologne, ne pouvait pas voir de bon œil l'œuvre sublime que le peuple de Paris venait d'accomplir en trois jours. Aussi, à la première nouvelle qu'il en reçut, Nicolas s'empressa d'ordonner une nouvelle levée de recrues, sous prétexte des vides que les guerres contre la Turquie et la Perse avaient faits dans l'armée moscovite. Le général Atthalin, envoyé pour notifier au czar l'avènement du roi Louis-Philippe au trône, ne reçut qu'un accueil glacé, et la lettre qui suit, est trop importante pour ne pas être mise sous les yeux du lecteur.

Saint-Pétersbourg, le 28 septembre 1830.

« J'ai reçu des mains du général Atthalin la missive dont il « était porteur. Des événements à jamais déplorables ont « placé Votre Majesté dans une cruelle alternative (c'étaient « les termes de la lettre de Louis-Philippe). Votre Majesté a « pris une résolution qui seule lui paraissait propre à épar- « gner à la France de plus grands maux. Je ne dirai rien des « motifs qui ont conduit Votre Majesté dans cette occasion ; « mais j'adresse les vœux les plus ardents à la divine Provi- « dence pour qu'il lui plaise bénir les desseins de Votre « Majesté, et ses efforts pour le bien-être des Français. De « concert avec mes alliés, je reçois avec satisfaction le désir « exprimé par Votre Majesté d'entretenir des relations de « paix et d'amitié avec tous les Etats européens. Aussi long- « temps que ces relations seront fondées sur les traités « existants et sur la ferme volonté de maintenir les droits et « les obligations solennellement reconnus par ceux-ci, ainsi « que les propriétés territoriales, l'Europe y verra une « garantie de la paix, qui est si nécessaire, même pour le « repos de la France. Appelé conjointement avec mes alliés « à continuer avec la France, sous son nouveau gouverne- « ment, ces relations conservatrices, je m'empresserai, de « mon côté, de mettre, non-seulement tous les soins qu'elles « exigent, mais de manifester encore sans cesse les sen- « timents de la sincérité desquels je me fais un plaisir, « etc... etc... »

Par cette lettre, Nicolas reconnaissait bien en fait l'avènement au trône de Louis-Philippe, mais il niait la légitimité du principe qui l'y avait porté. Il n'est pas dans notre sujet de dire ici ce que la France aurait dû faire à cette époque, mais nous devons constater la rancune et la peur manifestes qu'avait fait naître la Révolution de Juillet dans l'âme de Nicolas. Toujours sur le qui-vive, quoique bien convaincu des intentions pacifiques du monarque français, il s'attendait à chaque instant à la nouvelle du passage du Rhin par une armée française; il doutait que Louis-Philippe eût la main assez forte pour contenir la réaction populaire qui se manifesta contre l'état de choses créé par les traités de 1815. Il hésitait pourtant à prendre l'offensive, quand l'insurrection de Belgique, victorieux écho de celle de Paris, fixa subitement ses indécisions. Après un échange de notes et de courriers diplomatiques avec les Cabinets de Vienne et de Berlin, qui s'associaient à ses vues, il avait résolu de prendre hardiment l'initiative de la guerre, quand il fut arrêté tout à coup par deux nouveaux ennemis : le *choléra-morbus*, qui, arrivant de l'Inde, venait de passer le Caucase et de faire irruption à Moscou dans le mois de septembre ; terrible maladie, qui décima d'abord l'armée russe, puis l'armée polonaise, et qui, gagnant de proche en proche, ne tarda pas à envahir l'Europe entière. Le second ennemi fut l'insurrection polonaise, que le czar eût voulu prévenir, et qui le devança.

CHAPITRE X

1830

Sociétés secrètes à Varsovie. — Pierre Wisocki. — Insurrection du 29 novembre. — Constantin sort de Varsovie. — Les hommes d'Etat polonais ; leurs idées ; le parti russo-polonais. — Les ex-ministres sous Constantin s'emparent du pouvoir. — Lubecki. — Czartorisky. — Clopicki. — Nouveau gouvernement où entre Joachim Lelewel. — Vœu de transaction avec le czar. — Constantin quitte pour toujours Varsovie. — Les clubs à Varsovie ; leurs plans révolutionnaires. — Clopicki dictateur. — Clôture des clubs. — Démarche auprès de Nicolas. — Mesures de défense prises par Clopicki. — La diète proclame la révolution polonaise. — Elle confirme la dictature à Clopicki. — Enthousiasme patriotique des Polonais.

La non-réussite de l'insurrection des patriotes russes en 1826, et les persécutions essuyées par leurs frères de Varsovie, n'avaient pas découragé les patriotes polonais. Malgré la vigilance de la police russe, de nombreuses sociétés secrètes tenaient toujours leurs assemblées dans la capitale. Ces clubs comptaient parmi leurs membres toute la jeunesse de l'aristocratie polonaise, plus de quatre mille officiers et l'école des porte-enseignes de Varsovie, école comparable à l'école Polytechnique française pour l'instruction, l'ardeur et les sentiments généreux qui l'animaient : tout le 4e régiment de ligne que le grand-duc comblait pourtant de ses faveurs, mais dont le dévouement à la patrie avait noblement résisté aux caresses du tyran ; un grand nombre de bourgeois s'était affiliés à ces sociétés, à la tête desquelles se placèrent les deux sous-lieutenants Joseph Zaliwski et Pierre Wisocki, ce héros de l'insurrection de 1830, dont la vengeance de Nicolas a fait depuis lors un martyr. Ce mouvement se concentrait à peu près dans les murs de Varsovie, et ne dépassait pas les limites du royaume établi par le congrès de Vienne. Les conjurés

comptaient sur les ressources de ce petit pays de quatre millions d'habitants, sur celles du trésor et de la banque, sur trente mille hommes de troupes qui devaient former le noyau d'une armée nationale, et principalement sur l'énergie de leurs concitoyens. Ils espéraient aussi que les patriotes russes profiteraient d'un soulèvement en Pologne pour renverser enfin la tyrannie des czars et proclamer la délivrance de leur propre pays. Malheureusement, les anciennes relations entre les mécontents de Varsovie et ceux de Pétersbourg s'étaient rompues en 1826, et n'avaient pas été renouées depuis lors. Ce fut là une grande imprudence des Polonais. Deux soulèvements qui auraient éclaté à la fois, à la même heure, dans les deux capitales des deux pays, se seraient fait l'un à l'autre une utile diversion, et auraient singulièrement compliqué les embarras et les difficultés d'une double répression. Ajoutons cependant, pour être justes, qu'il est douteux, si l'on eût fait appel aux mécontents de la Russie, qu'ils eussent répondu ; l'insuccès de 1826 et les terribles châtiments infligés par le czar aux rebelles, avaient peut-être abattu leur courage.

C'est au milieu de ces ferments de révolte préparés en Pologne, qu'arriva la nouvelle de la victoire populaire de juillet. Autant cette nouvelle avait éveillé de terreur et de colère au cœur de Nicolas, autant elle jeta de joie et d'enthousiasme dans les cœurs polonais. C'était pour eux un espoir et un aiguillon. Les clubs redoublèrent d'activité ; le drapeau tricolore, arboré au consulat de France, ce glorieux drapeau dont la Pologne avait regardé si longtemps les couleurs comme les siennes, lui parut comme le signal de son réveil. C'est alors qu'on apprit que Nicolas allait porter la guerre en France, qu'un corps de l'armée russe devait, pendant ce temps, occuper militairement le royaume, et que les troupes polonaises devaient être traînées à cette guerre liberticide. Les sommes considérables provenant de l'emprunt et de l'aliénation des domaines nationaux étaient destinées par le czar à couvrir les dépenses de la lutte qu'il allait entreprendre. A de telles nouvelles, les braves Polonais ne balancèrent plus ; ils s'indignèrent à l'idée de donner leur or et leur sang dans ce duel du despotisme contre la liberté. D'ailleurs, l'occasion devenait tous les jours plus propice ; les deux révolutions de France et de Belgique venaient de retentir en Allemagne, où éclataient aussi des soulèvements populaires. Les Polonais résolurent de se mettre en travers de l'armée russe qui commençait à s'ébranler, de préserver la France et la Belgique, et de donner ainsi à la reconnaissance de ces deux nations les moyens de venir sauver à leur tour leurs sauveurs.

Le 28 novembre 1830, quelques jeunes gens de l'école des porte-enseignes, réunis dans un banquet, se laissant aller aux élans de leur patriotisme, avaient chanté de vieux airs nationaux, et porté un toast à la mémoire de Kosciuszko. Le grand-duc Constantin les ayant fait arrêter, et voulant, dans les habitudes de sa justice expéditive, leur faire administrer le knout, une sainte indignation s'empara de tous leurs camarades et le mouvement éclata.

Le 29, entre sept et huit heures du soir, une troupe de ces hardis jeunes gens, armés d'épées, de pistolets ou de fusils, força la consigne de l'école, se répandit tout à coup dans les rues de la capitale en criant : *Vive la liberté ! Mort au tyran!* On se précipita vers le palais du Belvéder qu'habitait le grand-duc ; on en surprit le poste et on entra de vive force dans les appartements pour s'emparer de la personne de Constantin, qui eut à peine le temps de s'échapper par une issue secrète, et d'aller se placer au milieu de ses gardes. Le général russe Gendie et le sous-directeur de la police, Lubowieski, deux des séïdes du grand-duc, ayant essayé d'opposer de la résistance, furent les premières victimes de l'insurrection naissante. Pendant ce temps, le reste de l'école des porte-enseignes, qui fut bientôt suivie d'une foule de peuple, s'était portée sur le quartier des hulans de la garde, qui résistèrent aux suggestions des insurgés, puis à celui du 4e régiment de ligne, qui se joignit immédiatement à eux. Le mouvement conquit aussi, dans la soirée même, un bataillon de sapeurs, la plus grande partie du régiment des grenadiers et les artilleurs à cheval. Ces troupes et le flot de peuple qui les accompagnait coururent à l'arsenal, où étaient déposés trente à quarante mille fusils, gardés par un bataillon qui n'opposa qu'une légère résistance. Ces fusils furent distribués au peuple.

Cependant, Constantin avait réussi à rassembler et retenir sous son commandement huit à neuf mille Russes ou Polonais. Parmi ceux-ci, on remarquait le régiment des chasseurs à cheval. Ces huit à neuf mille hommes avaient reçu l'ordre de se réunir sur la grande place, et de se borner à repousser vigoureusement ceux qui voudraient s'opposer à leur marche. Plusieurs d'entre eux, entre autres le régiment des gardes de Volhynie, furent attaqués par le 4e régiment de ligne, qui leur tua une trentaine d'hommes, mais sans pouvoir les empêcher de se rendre au point de réunion. Le mouvement n'ayant pas encore de chef, cette nuit se passa, du côté des insurgés, dans des attaques sans unité et sans lien commun.

Le lendemain, à la pointe du jour, l'insurrection avait envahi toute la ville. Constantin avait cependant huit mille hommes sous ses ordres, trente canons, beaucoup de muni-

tions. Les troupes insurgées n'étaient qu'au nombre de quatre mille; elles avaient très-peu de munitions : Constantin pouvait donc lutter encore. Il est vrai que parmi les troupes polonaises qui s'étaient ralliées sous son drapeau, il était bien des corps sur la fidélité desquels ils n'osait pas beaucoup compter. D'ailleurs, toute la ville s'était hautement déclarée. Couvrant sa lâcheté d'un masque de modération, il évacua Varsovie en disant qu'il ne voulait pas verser de sang, et qu'il allait attendre que les rebelles, mieux avisés, rentrassent d'eux-mêmes dans le devoir. Il se dirigea sans opposition sur le village de Wirzucba, près de la ville, et s'y établit un bivouac, au milieu de ses régiments russes, des détachements polonais dont nous avons parlé, et des gardes de Volhynie et de Lithuanie. Quelques Russes, qui avaient été faits prisonniers dans la nuit, restèrent à Varsovie au nombre de huit à neuf cents.

Varsovie, ainsi libre, presque sans coup férir, aurait dû peut-être établir sur-le-champ un gouvernement provisoire, qui, tout en proclamant la déchéance de Nicolas et la délivrance de la Pologne, aurait donné aux affaires une impulsion révolutionnaire. De cette mesure dépendait peut-être le salut de la révolution. Les insurgés n'ayant pas eu cette pensée au milieu des premières émotions d'une victoire qui ôtait aux esprits le sang-froid et la réflexion, voici comment les choses se passèrent.

La plupart des hommes importants de l'Etat, des personnages qui s'occupaient des affaires publiques, ne pensaient pas que la Pologne pût suffire seule à l'œuvre de la résurrection. Il est certain qu'au point de vue des forces militaires de leur pays, ces hommes avaient raison. Ces forces ne pouvaient faire face à celles que le czar devait leur opposer; mais les hommes dont nous parlons comptaient pour rien un élément bien puissant que les forces militaires, c'est-à-dire le peuple, les paysans de la Pologne. Avec l'aide de la totalité de ses enfants et des grandes idées qui présidaient à son nouveau soulèvement, nul doute que le pays ne dût braver toutes les hordes réunies du czar; mais malheureusement ces grands personnages qui formaient la tête de l'aristocratie polonaise, ne voulaient rien faire pour le peuple et pour les paysans; ils voulaient bien l'importance et la liberté du pays, mais à condition qu'elles ne leur coûteraient pas un morceau de leurs priviléges; ils étaient en 1830 ce qu'ils avaient été en 1795. Aussi, pour avoir voulu tout avoir, n'eurent-ils rien.

Les hommes qui pensaient ainsi se divisaient en trois partis : l'un comptait sur la France, l'autre sur l'Autriche, et le troisième sur la Russie. Pendant les quinze dernières années,

malgré les attentats liberticides et les horreurs du gouvernement russe, les partisans de la Russie s'étaient multipliés. C'était là un aveuglement étrange, d'espérer qu'un gouver-vernement qui n'avait jamais respecté la constitution de 1815, et qui, après mainte promesse, disait enfin ouvertement qu'il ne consentirait jamais à la réunion des anciennes provinces polonaises, d'espérer, disons-nous, qu'un pareil gouvernement donnerait les mains à la renaissance de la Pologne. Depuis quand les moutons conduits à l'abattoir comptent-ils donc sur le boucher pour protéger leur vie? Il est véritablement inouï que les expériences déjà faites n'eussent pas éclairé les partisans de ce système.

Les hommes qui l'avaient embrassé, à la tête desquels il faut placer le prince Lubecki, ministre des finances au moment de l'insurrection de 1830, et le prince Adam Czartorisky, membre du sénat, se montrèrent sur la scène politique le lendemain même de l'insurrection, et s'occupèrent aussitôt de diriger le mouvement au gré de leurs idées. Déjà, pendant la nuit du 29 au 30, ces deux hommes d'Etat s'étaient présentés au grand-duc, et l'avaient engagé à faire *punir* les *perturbateurs*. Le lendemain, voyant que le peuple ne songeait pas à se donner un chef, et profitant de cette inaction, le prince Lubecki réunit le conseil des ministres (nommés par Nicolas); et, pour avoir l'air de donner une espèce de satisfaction à l'opinion publique, il appela à prendre place dans ce conseil les sénateurs princes Adam Czartorisky et Michel Radziwil, Michel Tochanowski et Julien Niemcewicz, le comte Louis Bak, secrétaire du sénat, et le général en retraite Chlopicki, tous partisans du gouvernement moscovite. Ce gouvernement amphibie, moitié russe, publia le jour même une proclamation pour annoncer à Varsovie que Constantin venait d'interdire toute intervention ultérieure à ses troupes. Ce manifeste finissait par ces singulières paroles : « Vous ne voudrez pas, Polonais, donner au monde le spec-« tacle d'une guerre; la modération peut seule éloigner de « vous les maux qui vous menacent. *Rentrez dans l'ordre*, « dans le repos, et puissent toutes les agitations cesser avec « la *nuit fatale* qui les a couvertes de son voile! Pensez « à l'avenir et à votre patrie si malheureuse; éloignez « d'elle tout ce qui pourrait compromettre son exis-« tence. C'est à nous à remplir notre devoir en maintenant la « sûreté publique, les lois et les *libertés constitutionnelles* « *assurées au pays*. » Il était évident que les signataires d'un pareil acte n'avaient vu qu'avec peine les événements de la veille, et que c'était malgré eux qu'ils s'attelaient au char de la révolution.

Ce manifeste irrita les esprits; dans la journée, les clubs,

déjà secrètement organisés depuis longtemps, avaient tenu des séances publiques auxquelles assistèrent plusieurs députés à la dernière diète. Ces sociétés s'indignèrent que l'ancien gouvernement eut la prétention de garder le pouvoir dans ses mains, sous prétexte qu'il s'était adjoint quelques noms plus ou moins populaires. Suivis d'une multitude exaltée, tous les membres des clubs se portèrent au palais du gouvernement et déclarèrent impérieusement que l'administration du pays devait changer de mains. Alors le prince Lubecki organisa encore lui-même un gouvernement tout nouveau, dont, cette fois, il eut soin de s'exclure, dans la peur, dit-on, de se compromettre auprès de Nicolas. Les anciens ministres furent tous renvoyés, et Lubecki confia le pouvoir à Léon Dombrowski, et à trois nonces qui, pendant la dernière session, s'étaient fait remarquer par leurs lumières et leur patriotisme, Gustave Malacrowski, Vladislas Bétrowski, et le savant professeur Joachim Lelewel, chef du parti républicain. Cette espèce de gouvernement provisoire fut placé sous la présidence d'Adam Czartorisky; en même temps, le commandement général de l'armée fut confié à ce même Chlopicki dont nous avons parlé, lequel avait gagné ses épaulettes de général sur les champs de bataille de l'Empire; homme honorable, brave soldat, caractère timide, qui au courage militaire, ne joignait pas le courage civil, et qui, peut-être, est la première cause de la perte de son pays. Chlopicki commença par refuser le commandement de l'armée polonaise, et sa répugnance ne fut vaincue que par les instances les plus pressantes des nouveaux gouvernants.

Ceux-ci, dont les noms, plus ou moins respectés, satisfirent d'abord l'opinion publique, publièrent à leur tour des proclamations dans lesquelles, plus prudents que leurs prédécesseurs, ils ne parlèrent ni du retour à l'ordre, ni même de Nicolas. Toutefois, il était visible qu'ils voulaient transiger avec le czar, si cela se pouvait. En effet, quelques-uns d'entre eux se rendirent à Wirzucba, auprès de Constantin, et lui offrirent des arrangements au moyen desquels ils répondaient de la soumission de leurs concitoyens. Ces arrangements ou conditions, les mêmes qui furent ultérieurement portés à Nicolas lui-même, c'étaient le rétablissement de la constitution telle qu'Alexandre l'avait donnée, la suppression de l'acte additionnel de 1825, la réunion si ardemment sollicitée de la Lithuanie et de la Volhynie au royaume, l'éloignement définitif des troupes russes, et enfin une pleine et entière amnistie pour les derniers événements.

La position de Constantin n'était pas telle qu'il pût ne pas prêter l'oreille à ces propositions. Toute la population de Varsovie était armée. Le 2 décembre, plusieurs villes des envi-

rons et toutes les troupes indigènes s'étaient déclarées pour l'insurrection. Dans la campagne, des corps nombreux de paysans soulevés menaçaient les communications du grand-duc avec les provinces russes. Les résultats des dernières journées commençaient à ébranler la fidélité des corps polonais qui l'avaient suivi. Constantin, inquiet, écouta donc ces ouvertures pacifiques, et, sans garantir l'adhésion de son frère aux déterminations qu'il adoptait, il donna l'assurance aux députés « qu'il n'était pas dans l'intention d'attaquer « Varsovie; que si les hostilités recommençaient, on se pré- « viendrait réciproquement quarante-huit heures d'avance; « qu'il n'avait pas envoyé au corps d'armée de Lithuanie « l'ordre de se diriger vers le royaume, et qu'en rendant « compte des derniers évènements à l'empereur, il en solli- « citerait le pardon et l'oubli. » Le grand-duc consentit aussi à laisser retourner à Varsovie le régiment de chasseurs polonais, l'artillerie à pied et le régiment de ligne qui l'avaient suivi, et à quitter lui-même avec les troupes russes le territoire polonais. Avant de s'éloigner, il publia la proclamation suivante : « Je permets aux troupes polonaises qui sont res- « tées fidèles jusqu'au dernier moment à l'empereur, mon « frère, de rejoindre les leurs. Je me mets en marche avec « les troupes impériales pour m'éloigner de la capitale, et « j'espère de la loyauté polonaise qu'elles ne seront point in- « quiétées dans leurs mouvements pour rejoindre l'empire. « Je recommande tous les établissements, les propriétés et les « individus à la protection de la nation polonaise. »

Les soldats polonais qui quittaient Constantin, rentrèrent en effet dans Varsovie, le 4 décembre, avec leurs chevaux et leurs canons. Ils prêtèrent serment au gouvernement provisoire, et se conduisirent postérieurement avec le même zèle que ceux qui avaient tout d'abord épousé la cause nationale. De son côté, Constantin s'éloigna avec ses soldats russes et se rendit en Volhynie, puis, de là, à Saint-Pétersbourg, où, contrairement aux promesses qu'il avait faites, il conseilla l'emploi de la force à son frère, qui seul pouvait accepter ou refuser les propositions du gouvernement provisoire. Les Polonais n'apportèrent aucun obstacle à la retraite de leur ancien gouverneur; qui, à partir de ce moment, disparut complètement de la scène politique.

Pendant que le gouvernement provisoire essayait ainsi de traiter avec les Russes, les clubs de Varsovie s'étaient constitués en permanence. Les patriotes qui composaient ces clubs ne voyaient pas les choses du même œil que les membres de l'administration nommée par Lubecki. Les premières mesures prises par cette administration révélaient un plan qu'ils n'approuvaient pas. Il se passait à Varsovie des faits complètement

analogues à ceux qui se produisaient à cette même époque en France, avec cette différence qu'il ne s'agissait alors, pour ce dernier pays, que de reconquérir ses frontières du Rhin, tandis qu'il était question, en Pologne, de ce qui constitue l'existence même d'un peuple, l'indépendance et la nationalité.

De tels faits arrivant aux oreilles du parti polonais-russe, qui avait la majorité dans le gouvernement, lui déplurent beaucoup, surtout à Chlopicki, dont l'humeur brusque et emportée n'admettait pas la contradiction. Les sévères critiques des clubs arrêtaient et embarrassaient à chaque pas l'autorité que se partageaient Adam Czartoryski, Ostrowski, Dombowski, Malachowski et Joachim Lelewel, le seul des cinq dépositaires du pouvoir qui ne fût pas partisan du système russe. Pour mettre un terme à ces dissentiments, on convoqua la diète pour le 18 décembre. Les Russo-Polonais espéraient conquérir la diète à leurs idées, et faire taire ainsi l'opposition des clubs.

Mais le général Chlopicki, moins patient que Czartoryski et ses collègues, ne voulut pas attendre aussi longtemps pour imposer silence à une résistance importune. Ce général qui, dans les premiers jours de l'insurrection, s'était tenu soigneusement à l'écart, de crainte de se compromettre, et qui n'avait accepté son commandement qu'à regret, s'emportait maintenant et éclatait en menaces furieuses quand on lui annonçait que de simples citoyens se rassemblaient pour s'occuper des affaires publiques, et que des plaintes commençaient à s'élever contre la marche du gouvernement. De concert avec Lubecki et les quatre collègues de Lelewel, il ordonna, le 5 décembre, une revue générale de l'armée rassemblée autour de Varsovie. Revêtu de son ancien uniforme, coiffé d'un chapeau gris et noir, et entouré d'un nombreux cortége d'officiers, il se rendit à la salle des séances de la Commission des Cinq, gouvernement provisoire, et déclara qu'une autorité partagée et bornée étant insuffisante dans des circonstances aussi critiques, il était nécessaire, pour le salut de tous, qu'il prît la dictature jusqu'à la réunion de la diète. Il assura qu'avec le consentement de la Commission, il saurait se faire reconnaître et obéir. Les quatre commissaires, qui avaient été mis dans la confidence de cette espèce de coup d'Etat, ne firent aucune objection. Seul, Joachim Lelewel, qui présidait une des sociétés secrètes, et qui savait que c'était contre ces sociétés que Chlopicki voulait agir, protesta contre l'usurpation qu'on allait consommer. On ne tint aucun compte de sa réclamation, et Chlopicki, suivi des quatre commissaires, se rendit sur la place où les troupes venaient d'être rassemblées. A la vue du petit chapeau dont il était coiffé, et de cet uniforme qui rap-

pelait de si grands souvenirs, la foule s'empressait, joyeuse et enivrée, sur son passage ; elle crut que les cinq gouvernants provisoires avaient déposé, d'une voix unanime, leurs pouvoirs dans les mains de Chlopicki, et les soldats prêtèrent, sans opposition, serment au nouveau dictateur.

C'était chose grave qu'un pareil coup d'Etat. Au fond, que voulait-on ? Etouffer la voix des citoyens qui demandaient une rupture éclatante avec la Russie. Or, les événements ont prouvé que ces citoyens-là avaient raison de ne pas compter sur un arrangement honorable avec le czar. Sous ce rapport, les Russo-Polonais eurent donc tort ; leur tort fut encore plus grand dans la forme. La dictature est un pouvoir illimité, en présence duquel tous les autres pouvoirs s'arrêtent, qui ne peut être conféré, par conséquent, que du consentement de tous, ou au moins par la majorité des citoyens ; eux seuls pouvaient donner à un homme de leur choix cette puissance redoutable, irresponsable, qui comprend jusqu'au droit de vie et de mort. Et cependant, non-seulement les Polonais ne furent pas consultés, mais encore les cinq dépositaires du pouvoir insurrectionnel n'étaient pas même unanimes pour investir Chlopicki de la dictature. Le véto d'un d'entre eux devait suffire pour faire reculer ce général devant l'autorité exorbitante qu'il s'arrogeait.

Aussitôt investi de cette autorité, Chlopicki, sous prétexte que les clubs agitaient trop vivement les ambitions et les passions populaires, ordonna qu'ils ne s'assemblassent plus sans son autorisation ; c'était dire qu'ils ne s'assembleraient plus, au moins publiquement, comme ils le faisaient depuis le 1er décembre. Il ne renvoya pas les cinq commissaires, qui devinrent comme les ministres de ce roi absolu, et ne purent rien faire que sous son autorisation. Enfin il chargea Lubecki et le comte Jerverski d'une mission auprès de Nicolas, dans des termes analogues à ceux de la démarche déjà faite auprès de Constantin. Chlopicki remit à ces deux envoyés une lettre très-modérée, pour ne pas dire plus, où, après avoir exprimé les besoins et les vœux de la Pologne, il se glorifiait et se faisait un titre, auprès de l'empereur, du coup qu'il venait, disait-il, de porter aux factions en s'arrogeant la dictature, et de l'ordre qu'il avait ramené dans Varsovie. Lubecki partit sur-le-champ pour Saint-Pétersbourg, en affirmant, avec une bien aveugle conviction, « *qu'il était sûr de convertir Nicolas* à la cause de la révolution.

Cependant l'opinion publique s'était émue de la clôture des clubs ; tout le monde disait à Varsovie qu'en fermant les portes des sociétés patriotiques, le général usait trop durement d'un pouvoir dont il faudrait bien qu'il rendît compte un jour. Plusieurs nonces arrivés à Varsovie, et qui, en atten-

dant l'ouverture de la diète, tenaient des réunions préparatoires, s'associèrent au mécontentement et aux alarmes des citoyens, et envoyèrent des députations à Chlopicki, pour lui faire des représentations. Celui-ci, après avoir longtemps refusé, sous prétexte d'occupations urgentes, de recevoir les délégués des chambres, consentit enfin à leur accorder audience. Il leur laissa à peine le temps de s'expliquer, et, les interrompant avec hauteur et violence, il leur dit « que ce « qu'il avait fait il le ferait encore, si c'était à recommencer; « qu'il avait eu raison de fermer la bouche à des factieux; « qu'il était toujours le *fidèle sujet* de Nicolas, et ne se pro« posait autre chose que de maintenir le royaume dans ses « limites actuelles, à moins que l'empereur ne consentît à « rendre la Lithuanie et la Volhynie; que pourvu qu'à l'avenir « la constitution fût exécutée, et que les troupes russes ne « tinssent plus garnison dans le royaume, la Pologne devait « être contente, et qu'on ne pouvait pas demander davantage. « Et je ne vous donnerai pas d'autre explication, ajouta-t-il « d'un ton brusque et impérieux; vous n'êtes pas la diète, et « je ne dois de comptes qu'à la diète. »

Ces explications prouvaient que le parti polonais-russe avait encore modéré ses premières exigences, et que Lubecki avait ordre de ne pas insister sur la réunion des anciennes provinces polonaises.

Le langage du dictateur n'était pas fait pour satisfaire les délégués des chambres, qui lui firent observer qu'il avait pris en main un pouvoir qu'on pouvait regarder comme incompatible avec les institutions et la liberté du pays. Ils ajoutèrent qu'il agirait peut-être avec prudence en l'abdiquant avant l'ouverture des chambres. « Je n'abdiquerai pas, répondit « Chlopicki avec colère; j'ai reçu le pouvoir des mains de la « Commission, et je le garderai tel que je l'ai reçu, jusqu'à la « réunion de la diète. » Les délégués quittèrent le dictateur, émus et attristés de tout ce qu'ils venaient d'entendre, surtout des paroles relatives aux anciennes provinces polonaises; et, craignant d'alarmer la diète et le public si de telles paroles venaient à se répandre, ils s'engagèrent réciproquement à ne rien dire à cet égard.

Si le dictateur eut le tort de ne pas profiter des avantages du moment, de s'opposer à une propagande soit en Lithuanie, soit dans la Gallicie et dans le duché de Posen; s'il refusa de prendre une position hardiment offensive, du moins il ne s'endormit pas tout-à-fait sur la foi des négociations entamées avec la Cour de Saint-Pétersbourg. Il s'occupa assez activement de la défense et de l'armement du pays. Les sommes importantes provenant de l'emprunt et de l'aliénation des domaines nationaux furent d'un grand secours dans ces graves

circonstances. Il rappela les vieux soldats en retraite, dont le retour sous les drapeaux devait porter à quarante-cinq mille hommes l'armée régulière. Il rendit un décret qui prescrivait une levée générale, dont le premier ban devait être de quatre-vingt mille hommes. Quant aux moyens matériels, il fit fondre des canons avec le métal des cloches des églises, il établit des fabriques de fusils, il fit fortifier à la hâte la capitale et surtout le faubourg de Praga : il fit réparer et approvisionner les autres forteresses que Constantin avait toutes remises au gouvernement provisoire. Enfin l'armée, qui d'abord n'était que de douze mille hommes, se trouva en quelques jours assez forte pour repousser le corps de Lithuanie et celui du grand-duc Constantin, s'ils osaient se présenter.

Cependant Chlopicki répétait sans cesse qu'il ne voyait pas une révolution dans les derniers événements, mais seulement une émeute causée par la violation de la constitution. Aux Polonais de bonne volonté qui venaient de l'autre côté du Bug ou du Niémen, c'est-à-dire des anciennes provinces, offrir à l'insurrection leur courage et leurs bras, il répondait « *qu'il « n'avait pas pour eux de pierres à fusil.* » Comme la nation voulait s'armer, et qu'il n'osait s'y opposer, il laissa s'organiser les gardes nationales, mais il les séparait soigneusement de l'armée régulière, comme s'il craignait que les citoyens n'inoculassent aux troupes des sentiments et des idées trop exaltés. Tous ses actes portaient l'empreinte de la défiance la plus ombrageuse contre la population.

Le 18 décembre arriva sur ces entrefaites, et la chambre des nonces, par une manifestation solennelle, inaugura sa session en proclamant la révolution nationale, et déclarant qu'elle voyait dans les événements du 29 novembre le soulèvement des deux nations polonaise et lithuanienne. C'était se mettre ouvertement en contradiction avec le dictateur, qui respectait la domination de Nicolas, et se contentait de la Pologne du congrès de Vienne. Pendant la nuit du 18 au 19, Chlopicki envoya aux deux chambres sa démission, comme il s'y était engagé; mais, en même temps, le parti qui l'avait armé de la dictature se mit à travailler activement pour que l'omnipotence lui fût restituée. « Un grand danger menace la « patrie, disaient ces alarmistes, l'ennemi sera peut-être « bientôt aux portes de la ville. L'armée n'a pas de chef, les « passions sont soulevées. Quel autre que Chlopicki saurait « suffire aux circonstances? Il nous a délivrés des clubs, lui « seul a la main assez forme pour contenir les factieux. S'il « se retire, nous ouvrons la porte aux dissensions, et nous mé- « contentons le seul homme qui puisse, en cas de guerre, « conduire les Polonais à la victoire. Il n'a pas abusé de son « pouvoir jusqu'à ce jour, il n'en abusera pas davantage à

« l'avenir. Reconnaissons ses services passés, en lui donnant » l'occasion de nous les continuer. » Le maréchal de la diète, Ostrowski, un des cinq commissaires, alla trouver dans la nuit même Chlopicki, et rédigea avec lui un projet de loi sur la dictature. Puis il convoqua le sénat et la chambre des nonces pour le 20 décembre.

Le 20, cette même diète, qui avait proclamé la révolution nationale, et s'était mise ainsi en désaccord flagrant avec le dictateur, se donna un de ces démentis que, malheureusement, les assemblées politiques ne se donnent que trop souvent. Les députés les moins partisans du gouvernement russe, ceux qui d'abord avaient vu du plus mauvais œil le coup d'État de Chlopicki, se laissèrent séduire et effrayer par les insinuations des Russo-Polonais, et, de quatorze membres qui prirent la parole sur le projet de loi d'Ostrowski, il ne s'en trouva pas un seul dans la chambre des nonces qui parlât contre la dictature. Le projet passa à la majorité de cent huit suffrages sur cent neuf députés présents ; celui qui vota contre fut Théophile Morawski. Quant à Joachim Lelewel, fidèle à ses principes, il s'abstint même de voter, et se borna à dire qu'en de telles matières il regardait le scrutin comme nul, attendu que la diète, qui n'était pas même le produit de l'insurrection, et qui avait été élue sous le gouvernement de Nicolas (c'était toujours la diète convoquée en mai 1830), n'avait ni qualité ni mandat pour prendre une aussi monstrueuse mesure.

La dictature fut déférée à Chlopicki, sans restriction, sans aucune responsabilité à raison de ses actes. Seul il pouvait nommer les membres du gouvernement et les fonctionnaires publics. Il avait le droit de suspendre la diète et de la convoquer, selon qu'il le jugerait nécessaire. Tous les droits et tous les pouvoirs lui étaient sacrifiés. Les nonces se contentèrent, pour toute précaution, de nommer une commission *diétale*, qui devait surveiller le dictateur, et lui ôter le pouvoir au besoin. Puis, ils en nommèrent une autre chargée de rédiger le manifeste de la nation polonaise, c'est-à-dire l'historique et la justification des événements de novembre.

Le vote de la chambre des nonces ayant été sanctionné par le sénat, les deux chambres se réunirent, dans la soirée du 20, en *assemblée plénière*, pour donner une sorte de solennité à la rentrée en fonctions de Chlopicki.

Les intentions étaient bonnes. Tous, nonces, dictateurs, sénateurs, voulaient la délivrance de la Pologne ; mais tous obéissaient à des occupations pusillanimes et à des vues étroites. Les cris de : Vive le pays ! vive l'indépendance ! ébranlèrent la voûte du palais des anciens rois, où se tenaient les assemblées de la diète ; tout le monde s'embrassait en pleurant de joie ; plus de huit cent mille florins furent dépo-

sés ce jour-là sur le bureau en dons patriotiques. Le dictateur lui-même renonça généreusement au traitement de deux cent mille florins qu'on avait affecté à ses fonctions. Des sénateurs offrirent de lever des compagnies, quelques-uns même des régiments à leurs frais.

Le même enthousiasme régnait parmi le peuple ; une activité admirable présidait aux travaux de défense ; Varsovie tout entière s'occupait à se mettre en état de résistance. Déjà une tête de front bien construite couvrait la Vistule ; des batteries avancées entouraient la ville : riches, pauvres, femmes, enfants, vieillards, élevaient des retranchements avec une rapidité qui tenait du prodige. On calculait, avec une orgueilleuse complaisance, que le total général des hommes en état de porter les armes s'élevait à près de trois cent mille ; que, grâce à la levée en masse, on en aurait bientôt sur pied quatre-vingt mille ; on comptait cent quatre-vingts pièces de canon avec leurs attelages ; et avec ces forces, qu'on comparait aux ressources si inférieures de la Pologne dans les dernières luttes soutenues pour son indépendance, on se flattait de triompher facilement du géant moscovite. Pourquoi faut-il que l'harmonie des volontés, que l'unité des vues qui décuplent les forces d'une nation, aient fait défaut à ce patriotisme ? Faute d'accord entre elles, tant de vertus civiques ne portèrent pas les beaux fruits qu'elles promettaient. Pourquoi faut-il que les hommes influents dans l'état aient été dupes au point d'espérer quelque chose ? Pourquoi faut-il surtout que la crainte de l'anarchie, que la défiance du peuple, peut-être aussi quelques sentiments égoïstes, mêlant, au cœur de la noblesse, leur impur alliage à l'or pur des plus généreux sentiments, n'aient pas permis de devoir à ce peuple la victoire qui était impossible sans lui, qui avec lui était chose certaine.

CHAPITRE XI

1830-1831

Manifeste de Nicolas contre les Polonais.— Résultat de la tentative faite auprès de lui.—Chlopicki ; sa proclamation; ses actes contre le parti démocratique ; il exclue Lelewel et ce parti des affaires.—Sa démission. — La diète proclame, le 19 janvier 1831, l'indépendance de la Pologne ; son manifeste. — Elle vote l'exclusion de la dynastie russe ; Lelewel réintégré dans le gouvernement.— Michel Radziwil commandant de l'armée. — Discussions à la diète ; elle adopte le principe de l'hérédité monarchique ; discours de Lelewel pour les classes populaires,—Entrée des Russes en Pologne, le 5 février, sous les ordres de Diébitsch.—Batailles de Grochow et de Praga ; Skrzynecki est nommé général en chef.—Proclamation du gouvernement aux troupes.—Déclaration de la diète. — Victoires de Vaver et de Dembewilkie ; victoire d'Inganie. — Insurrection en Lithuanie. — Fautes de Skrzynecki, sa défaite à Ostrolenka.— Mort de Diébitsch et de Constantin.

Le lendemain du jour où Chlopicki fut confirmé par la diète dans son omnipotence, il annonça aux deux chambres, par un message, qu'elles étaient prorogées. Ce jour-là arriva à Varsovie le manifeste suivant, que publia le czar à la première nouvelle de l'insurrection, et qui venait donner un premier démenti aux folles espérances des *diplomates* ou Russo-Polonais.

« Polonais, disait le czar, l'odieux attentat dont votre capitale « a été le théâtre, a troublé la tranquillité de votre pays. J'en « ai reçu la nouvelle avec une *juste indignation*, et j'en « éprouve une vive douleur. Des hommes qui déshonorent le « nom polonais, ont conspiré contre la vie du frère de votre « souverain, ont conduit une partie de votre armée à oublier « ses serments, et trompé le peuple sur les intérêts les plus « chers de votre patrie.

« Il est encore temps de remédier à ce qui s'est passé et de « prévenir d'immenses malheurs. Je ne confondrai pas ceux

« qui abjureront l'erreur d'un moment, avec ceux qui persis-
« teront dans le crime. Polonais, écoutez les conseils d'un père,
« obéissez aux ordres de votre roi.

« Voulant vous faire connaître nos intentions d'une manière
« positive, nous ordonnons : 1° Tous ceux de nos sujets russes,
« qui sont retenus prisonniers, seront sur-le-champ remis en
« liberté. 2° Le conseil d'administration reprendra les fonc-
« tions de son organisation primitive, et avec les pouvoirs que
« nous lui avons attribués par notre décret du 12 août 1826.
« 3° Toutes les autorités de la capitale et des *waivodies* obéi-
« ront aux décrets qui seront rendus en notre nom par le con-
« seil d'administration ainsi constitué, et ne reconnaîtront
« aucun pouvoir illégalement établi.—Tous les chefs de corps
« de notre armée royale polonaise, sont tenus de se rendre à
« Plok, point de réunion. Tout armement fait par suite des
« troubles de Varsovie sera dissout ; etc., etc. » Ces disposi-
tions étaient suivies d'une injonction aux autorités locales de
désarmer ceux qui étaient illégalement armés. Le czar termi-
nait sa proclamation en citant aux soldats polonais l'exemple
des chasseurs de la garde à cheval, restés fidèles à Constantin,
et promettait oubli à ceux qui rentreraient immédiatement
dans le devoir. « Mais, ajoutait-il, *pas de concessions* pour les
« autres ; les malheurs qu'ils ont préparés pour leur patrie,
« retomberont sur eux. »

Ce langage d'un maître à des esclaves révoltés, ce manifeste
où Nicolas ne daignait pas même s'expliquer sur un passé où
tous les torts étaient de son côté, où il ne prenait pas la peine
de s'engager pour l'avenir au moins à respecter les droits du
peuple auquel il s'adressait, auraient sans doute pu intimider
des hommes moins résolus que ne l'étaient les Polonais à ac-
cepter toutes les conséquences de leur héroïque soulèvement;
mais il n'y avait pas à hésiter pour eux. Ils connaissaient les
maux que la tyrannie moscovite avait agglomérés sur eux
pendant quinze ans de résignation. Les fléaux de la guerre
et de ses résultats possibles, d'une défaite même, ne pou-
vaient pas être pires pour eux. D'ailleurs ils avaient devant
eux la radieuse perspective d'une victoire, et au bout de la
victoire était la liberté.

Non-seulement l'ukase impérial que nous avons cité ne les
effraya pas et ne les fit pas reculer, mais il leur imprima une
énergie nouvelle, un redoublement de courage désespéré ;
de toutes parts on se prépara à la guerre. Seuls, les Russo-
Polonais furent d'abord abattus, à la lecture de ce manifeste;
mais ils se rassurèrent bientôt, et se cramponnèrent obstiné-
ment à leur premier espoir, en songeant que le czar, quand
il avait écrit sa proclamation, n'avait pas vu encore le prince
Lubecki. Ils ne doutèrent pas que celui-ci ne fit revenir l'em-

péreur de sa première détermination. Or, voici ce qui se passait en ce moment sur la frontière de Russie.

Lubecki et son collègue, le comte Jewerski, y avaient été arrêtés par ordre de Nicolas, qui leur fit écrire par le comte Grobowski, son ministre d'État pour le royaume de Pologne, que si les événements de Varsovie les avaient déterminés à accepter une délégation quelconque d'un pouvoir qui n'émanait pas de la volonté du souverain, celui-ci ne pouvait les admettre en sa présence, ni leur permettre de venir dans sa capitale ; mais que s'ils se présentaient, l'un, Lubecki, comme ministre des finances, et l'autre, Jewerski, comme nonce du royaume, il consentait à leur accorder audience. Faire la déclaration qu'exigeait Nicolas, c'était désavouer, en quelque sorte, la mission que les deux envoyés avaient reçue, et reconnaître l'illégitimité de l'insurrection du 29 novembre. A de pareilles conditions, ces deux mandataires de la Pologne ne se présentaient plus au nom d'un peuple qui demandait à traiter de puissance à puissance avec un souverain ; mais ils se présentaient en suppliants, et ne pouvaient plus qu'implorer pitié et grâce. Les deux Russo-Polonais n'eurent pas le courage de refuser l'humiliant désaveu demandé par le czar, et ils obtinrent à ce prix la permission de se rendre à Saint-Pétersbourg. Mais là, toute l'habileté diplomatique de Lubecki vint échouer contre la volonté immuable de l'empereur, qui leur déclara s'en tenir au manifeste précédemment rendu, et refusa toute concession. Ils n'arrivèrent à Saint-Pétersbourg que pour assister au spectacle des immenses préparatifs qu'on y faisait pour soumettre ou exterminer les Polonais.

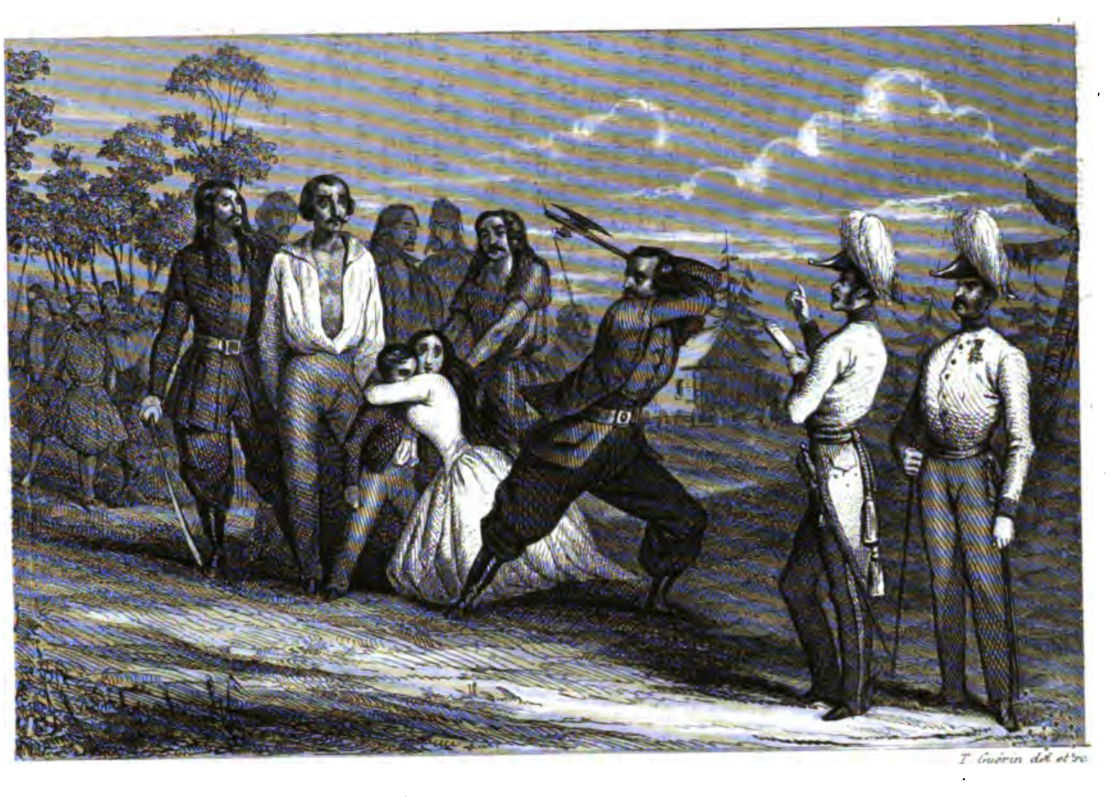
Revenons maintenant à Varsovie. Après avoir prorogé la diète, Chlopicki remplaça les cinq membres du gouvernement provisoire par un conseil dit national, d'où il eut soin d'exclure Malachowski, qui ne lui parut pas assez Russo-Polonais, et surtout Joachim Lelewel, dont les opinions anti-moscovites et radicales gênaient sa manière de voir. On n'a pas oublié qu'il avait d'ailleurs un grief personnel contre ce nonce, qui avait protesté deux fois contre sa dictature. A la place de ces deux personnages, trois nonces nouveaux, le prince Michel Radziwil, le sénateur Kastellan, et le nonce Bargykowski, furent introduits dans le sein de ce conseil, où furent maintenus Czartoryski, Ostrowski et Dombowski. Ce conseil appelé à fonctionner sous la main du dictateur, avait du moins une parfaite homogénéité de vues ; il était tout russo-polonais, mais malheureusement il avait contre lui l'opinion publique.

Le 22 décembre, Chlopicki, voulant rendre compte des motifs qui l'avaient porté à accepter sa seconde dictature, fit publier une proclamation en ces termes :

« Compatriotes, le désir des représentants de la nation,

« confirmé par les deux Chambres, m'a appelé à l'exercice du « souverain pouvoir; je ne me suis chargé du commandement suprême des forces nationales que pour assurer les « libertés de notre patrie. Dès ce moment, et aussi longtemps « que je conserverai la dignité de dictateur, mon devoir sera « d'être prêt à tout moment à vaincre ou à mourir pour elle. « M'étant chargé de la dictature par obéissance à la volonté « du peuple, je demande, au nom de la patrie, la même « obéissance. Vous trouverez toujours ma bannière sur le « chemin de la justice, du devoir et de l'honneur national; « elle ne peut manquer d'être suivie par tout Polonais loyal, « digne fils de ses ancêtres, et qui trouve son propre bien « dans celui de la patrie. Il n'y en aura sûrement aucun qui « agisse contre l'autorité souveraine que m'a confiée la volonté générale du peuple, et qui n'en accomplisse pas scrupuleusement les ordres. Partant donc d'un même point, et « guidés par l'union, l'ordre et l'énergie, nous pouvons assurer le succès de nos entreprises. Le peuple m'a mis à sa « tête pour diriger ses forces, et je promets de ne m'écarter « en rien des voies du devoir, mais de diriger tout dans des « vues fermes et légales vers un seul et même but; je le jure « devant Dieu et la patrie. » On voit que Chlopicki, comme tous les gouvernements élus par des minorités, affectait avec soin de confondre le peuple avec la coterie oligarchique de Lubecki. La représentation nationale, séduite et entraînée par ce parti, l'avait porté au suprême pouvoir; dont il était l'élu du peuple. C'est là l'éternelle logique des partis qui usurpent les affaires publiques.

Cependant, si les clubs étaient fermés, les membres de ces clubs n'en persistaient pas moins à s'occuper de ce qui se passait. On se rappelle les discours qu'ils tenaient, avant l'usurpation du 5 décembre, contre le parti russo-polonais, et on doit bien penser que, d'un côté, le manifeste menaçant de Nicolas, de l'autre l'exclusion significative de Lelewel et la couleur uniforme du nouveau gouvernement, n'avaient pu qu'augmenter les mécontentements, les récriminations et les sourdes rumeurs. Avant même que le prince Lubecki eût pu transmettre à Chlopicki la réponse définitive du czar à ses demandes, le dictateur s'était laissé gagner par le doute qui régnait universellement sur le succès de cette mission malencontreuse; et il avait si bien le sentiment du mal que tout ce temps perdu ferait à la Pologne, si Lubecki ne réussissait pas, que la prévision d'un insuccès dans cette négociation lui fit presque perdre la tête. Comprenant la terrible responsabilité qu'il avait assumée sur lui, il ne voyait, dans les derniers moments de sa puissance, que poignards dirigés contre sa personne; il avait toujours à la bouche le mot de factieux; il


T. Guérin del. et sc.

Exécutions en Pologne.

Mone. Imp. r. St Louis en l'Ile 90 Paris

s'enfermait chez lui et ne sortait jamais, refusant même de recevoir les membres de la chambre des nonces, qui, s'inquiétant de l'état des affaires, demandaient tous les jours à lui parler. C'est au milieu de ces préoccupations et de ces terreurs, qu'il reçut la dépêche par laquelle Lubecki lui annonçait la volonté inflexible de l'empereur. A cette dépêche était jointe une lettre, par laquelle Nicolas remerciait personnellement le dictateur de ce qu'il avait fait pour maintenir l'ordre dans Varsovie. En même temps, on recevait dans cette ville l'ukase par lequel Nicolas appelait les Russes aux armes, *pour la soumission prompte, absolue, sans condition et sans réserve* de la Pologne. Déjà une armée de cent vingt mille hommes commençait à s'échelonner derrière le corps russe de Lithuanie, et le vainqueur des Turcs, le feld-maréchal comte Diébitsch-Sabalkanski, partait pour en prendre le commandement, ainsi que celui des gouvernements de Grodno, Wilna, Minsk, Podolie, Volhynie et Bialistock, déclarés en état de guerre.

A ces nouvelles, qui ne permettaient plus d'espérer un arrangement amiable, le dictateur se hâta d'assembler la commission *diétale*, nommée le 20 décembre pour surveiller ses opérations et lui nommer un successeur au besoin, et il lui déclara que les circonstanees l'obligeaient à se démettre de son pouvoir. Vainement la commission, alarmée d'une détermination qui annonçait que le meilleur des généraux de la Pologne désespérait du succès de son pays dans la lutte qui allait commencer ; vainement, disons-nous, la commission insista pour que la démission de Chlopicki n'eût lieu qu'au bout de quelques jours, afin qu'on ne pût pas l'attribuer à des motifs aussi décourageants. Le dictateur se démit le jour même, abandonnant ainsi son poste à l'heure du danger. Assurément, malgré tous les ménagements dont nous avons accusé Chlopicki pour la tyrannie russe, ce n'est pas à la lâcheté, à la peur, qu'il faut attribuer cette brusque démission. Nous verrons que plus tard, comme simple volontaire, il paya vaillamment de sa personne pendant la guerre. L'abandon de son poste n'avait donc pas pour but de le soustraire à la colère de Nicolas. Qu'importait en effet à celui-ci que ce fût sous le titre de dictateur, de général ou de modeste combattant, que Chlopicki continuât à servir son pays? Toujours est-il qu'il ne renia pas la révolution, et qu'il fit face aux Russes. Mais sachant bien qu'il n'avait pas tiré des circonstances, depuis un mois, le parti qu'il eût pu en tirer s'il n'eût pas si imprudemment compté faire entendre raison à l'empereur, n'ayant rien fait de ce qu'il fallait faire pour assurer un triomphe prochain, il voulut adroitement détourner l'attention publique de sa personne, et appeler, s'il était possible, sur d'autres gouvernants et d'autres généraux, la responsabilité

des revers qu'il pressentait et qu'il avait lui-même préparés. Il eût été, de sa part, plus loyal et plus ferme de garder le pouvoir qu'il s'était fait donner, et de tourner résolument le dos au czar après cette leçon, de reconnaître ses torts antérieurs, et de les réparer, s'il en était encore temps. En adoptant une autre politique, plus active et plus énergique à la fois, en soufflant la flamme du 29 novembre de toutes parts, tant en Lithuanie que dans les provinces polonaises d'Autriche et de Prusse, peut-être en serait-il venu à bout. La vanité humaine, qui ne veut jamais avoir tort, inspira Chlopicki tout autrement.

Si l'ancien dictateur, manqua, à cette époque, aux circonstances, il n'en fut pas ainsi dans la diète. A peine Chlopicki s'était-il retiré, que les deux chambres se reconstituaient en permanence, et s'occupaient de donner au gouvernement une organisation qui lui permît de mettre en mouvement toutes les forces de l'Etat. Le 19 janvier 1831, le maréchal de la chambre des nonces, quoique du parti russo-polonais, n'hésita pas à regretter le temps perdu en de vaines tentatives de conciliation, tout en applaudissant au zèle inébranlable que ne cessait de manifester le pays pour la cause publique. « Les « troupes régulières, disait Vladislas Ostrowski, dans ce dis« cours qui résumait la situation du moment, augmentent « tous les jours. Le bourgeois saisit son épée, le paysan sa « faux; l'ordre renaît dans toutes les branches de l'adminis« tration, l'esprit public prend des forces nouvelles, et les « nations amies ont promis des secours aux envoyés de la Po« logne. Mais voici le moment décisif où les représentants de la « nation doivent achever leur ouvrage. Périr plutôt que de se « soumettre, tel est le cri unanime du peuple. Il ne faut pas « compter le nombre, il faut interroger les cœurs. Les pays « constitutionnels de l'Europe qui ont épousé notre cause, « n'attendent que la déclaration de notre indépendance, et des « rives de la Seine comme de celles de la Tamise s'avan« ceront des bataillons à notre secours. Le premier devoir « de la diète est donc de proclamer cette indépendance. » L'indépendance de la Pologne fut proclamée à l'unanimité; mais on voit, d'après ce discours, que les chefs du pays ne pouvaient se résoudre à ne compter que sur le pays même pour son salut. Après avoir espéré des concessions de Nicolas, voilà maintenant qu'ils attendent des secours étrangers. Nous ne tarderons pas à voir ce que devinrent ces espérances nouvelles; mais comment ne pas déplorer cette défiance de leurs propres forces, cet abandon d'eux-mêmes, qui a été la maladie des Polonais, ou du moins de leurs chefs dans cette glorieuse révolution? Ils pouvaient encore, en ce moment, répandre leur sainte rébellion parmi toutes

les anciennes provinces polonaises ; dans le royaume seul ils comptaient quatre millions d'habitants, parmi lesquels près de cinq cent mille paysans en état de porter les armes, et ils ne se trouvaient pas assez nombreux ! Ce n'était pas la force numérique qui leur manquait, ce n'étaient pas les moyens de succès ; mais ces moyens, ils ne savaient ou ne voulaient pas s'en servir. On en verra la preuve dans le récit des événements postérieurs.

Chaque jour apportait une nouvelle démonstration de l'impossibilité d'un rapprochement avec la Cour moscovite. Au manifeste du czar, déjà cité, succéda bientôt une proclamation de Diébitsch lui-même, dans laquelle le feld-maréchal ne parlait « que de *châtier des coupables*, de tirer vengeance des « rebelles, d'épargner, *autant que possible*, ceux-là seulement « qui n'auraient pas pris part à la rébellion. » Nous avons dit que la diète, dans la journée du 20 décembre, avait nommé une commission chargée de rédiger l'exposé des griefs de la Pologne, et d'expliquer les causes de l'insurrection. Ce document était écrit depuis longtemps ; mais la méticuleuse prudence de l'ancien dictateur en avait d'abord empêché la publication, malgré l'esprit de modération dont il était empreint, tant que Chlopicki avait espéré s'arranger avec la Russie. La publication de cette pièce fut la réponse de la diète au manifeste de Diébitsch. Voici comment commençait cette éloquente et noble apologie des événements de novembre, cri déchirant d'une douleur immense, qui ne put émouvoir les entrailles des vieux gouvernements européens :

« Lorsqu'une nation, jadis libre et puissante, se voit forcée, « par l'excès de ses maux, de recourir au dernier de ses « droits, au droit de repousser l'oppression par la force, elle « se doit à elle-même, elle doit au monde de divulguer les « motifs qui l'ont amenée à soutenir, les armes à la main, la « plus sainte des causes. » Ici se trouvait le fidèle récit de tout ce qui s'était passé depuis les trois démembrements de la fin du XVIIIe siècle, jusqu'aux iniquités d'Alexandre et de Nicolas. Il est à remarquer que pas un mot, dans ce plaidoyer aussi plein de convenance et de réserve que de force et de dignité, n'annonçait encore l'intention de se soustraire au joug de la Russie. C'était un tort à nos yeux ; mais ce tort-là n'en était pas un pour le czar, et il donnait aux insurgés le droit d'être traités d'une façon moins brutale. On ne réclamait que la liberté et l'indépendance pour les anciennes provinces réunies à la Russie ; on ne manifestait aucune prétention sur celles de l'Autriche et de la Prusse, qui n'avaient pas été, comme les autres, l'objet d'engagements positifs et sacrés.

Après la retraite de Chlopicki, les deux chambres l'avaient

remplacé, comme général en chef, par le prince Michel Radziwil, dont l'insuffisance pour ces hautes fonctions ne tarda pas à se révéler. Quant au gouvernement, il était resté dans les mains du *conseil* dit *national*, dont on se rappelle que le dictateur s'était entouré pendant la seconde période de son pouvoir. Mais ce conseil se trouvant composé de Russo-Polonais, on sentit la nécessité, dans le nouvel état de choses, d'appeler au pouvoir d'autres hommes, moins compromis par leurs antécédents, et professant des opinions plus décidées. Toutefois, on y conserva encore quelques-uns des noms qui avaient figuré dans les administrations précédentes, tels qu'Adam Czartoryski et Stanislas Barzykowski, dont le premier surtout possédait une popularité et une renommée de patriotisme que ses sympathies russes n'avaient pas ébranlée. Les trois nouveaux collègues de ces deux personnages furent Vincent Niémajowski, Théodore Morawski, et enfin Lelewel, qui rentrait au pouvoir, d'où il avait été exclu par Chlopicki. Mais les idées jeunes et avancées ne retirèrent pas grand profit de ce changement d'autorité. Elles ne furent représentées que par deux membres, Morawski et principalement Lelewel; de sorte que la majorité resta à l'ancien parti russo-polonais, qui, s'il avait renoncé à ses illusions moscovites, n'en manquait pas moins d'énergie, et s'obstinait à croire que la Pologne ne pouvait pas se sauver elle-même. Un autre inconvénient de ce nouveau gouvernement, c'était la division de l'autorité suprême. Au moins, sous Chlopicki, on avait l'avantage de l'*unité*, gage d'activité et de force. Maintenant, à la place de cette unité, on avait cinq hommes qui n'étaient pas d'accord entre eux.

En votant l'exclusion de la dynastie russe, on avait implicitement voté le maintien du trône de Pologne; mais on n'avait pas décidé si ce trône serait héréditaire ou électif, c'est-à-dire si on ressusciterait l'ancienne république polonaise fondée en 1573, ou bien si l'on adopterait ces formes constitutionnelles dont la Grande-Bretagne a donné le premier modèle à l'Europe. C'était une question à résoudre; car tous les gouvernements qui s'étaient succédés depuis le 29 novembre, n'étaient et ne pouvaient être considérés que comme des gouvernements transitoires, et il fallait ériger, au moins en principe, un gouvernement régulier, stable et définitif.

Ce fut le nonce Swidzinski qui, dans la séance du 30 janvier souleva cette question.

La diète vota le principe d'une monarchie constitutionnelle fondée sur le droit de succession à la couronne, et déclara que pendant l'interrègne elle observerait strictement les formes de ce gouvernement. Elle se réserva de pourvoir ultérieurement à la vacance du trône. Quant à l'incident soulevé par

Lelewel, il n'eut aucun résultat immédiat; plus tard, la question de l'émancipation des classes populaires se présenta directement à la diète; nous verrons ce qu'elle décida.

Pendant que les deux chambres délibéraient ainsi, les Russes entraient en Pologne par plusieurs points. Ce fut le 5 février qu'ils franchirent la frontière pour s'avancer sur Varsovie. A mesure que leurs différents corps d'armée marchaient en convergeant vers cette capitale, les Polonais, évitant avec soin un engagement général, abandonnaient les postes avancés et se retiraient prudemment sur Varsovie; c'était le plan conçu par Chlopicki qu'exécutait ainsi le nouveau général en chef, le prince Radziwil. Ce plan consistait à tenir l'ennemi en haleine, jusqu'au moment où le dégel, rompant les glaces de la Vistule et du Bug, intercepterait tout-à-coup ses communications, rendrait ses mouvements plus difficiles, et mettrait en péril ses approvisionnements. Diverses escarmouches plus ou moins vives eurent lieu, où les Polonais obtinrent l'avantage, et où officiers et soldats rivalisèrent de courage, d'ardeur et d'énergie; mais Diébitsch n'en avança pas moins vers la capitale sans sérieuse résistance. L'armée polonaise, comptant en ce moment soixante-dix mille hommes, avait pris position autour de Praga, en s'adossant à la Vistule. C'est là qu'eût lieu, le 19 février, à une demi-lieue de Varsovie, près du village de Grochow, la sanglante bataille qui prit ce nom, et qui dura tout le jour. De l'aveu du comte Diébitsch, le général russe Pahlen, loin de faire reculer l'ennemi, battit lui-même en retraite. L'ancien dictateur Chlopicki, servant à l'avant-garde comme simple volontaire, se distingua dans ce combat par son brillant courage. Le 25, Diébitsch, pour prendre sa revanche, tenta une nouvelle attaque contre les troupes ennemies qui se dressaient toujours entre lui et la capitale. Dans cette affaire, qui prit le nom de combat de Praga, les Polonais firent encore des prodiges de valeur; mais l'ensemble des opérations fut si mal dirigé, qu'ils durent à la fin traverser la Vistule, et rentrer dans les murs de Varsovie. Huit mille Russes furent pourtant mis hors de combat ce jour-là, et quatre mille à la bataille de Grochow.

Diébitsch était maintenant en position d'attaquer Varsovie. Il ne le tenta pas, prévoyant bien quelle vigoureuse résistance il rencontrerait; il fallait d'ailleurs commencer par prendre Praga, et les Polonais n'avaient qu'à brûler ou rompre le pont de bateaux de la Vistule pour séparer ce faubourg de la ville. Diébitsch aima mieux attendre des renforts, et envoya son principal corps d'armée sur Plock.

Cependant, la bataille du 25 février avait jeté l'inquiétude dans Varsovie; on y accusait hautement de ses résultats né-

gatifs l'incapacité du général Radziwil, et on demandait son remplacement; mais malheureusement les généraux capables manquaient à la Pologne. La guerre seule peut enfanter les grands capitaines, et la Pologne ne faisait plus la guerre depuis longtemps; et, quant aux chefs élevés à l'école de Napoléon, il n'en restait que le seul Chlopicki. Dans cette position, les colonels et les chefs de corps polonais demandèrent qu'au lieu d'un général en chef, puisque personne ne pouvait remplir ces fonctions, on instituât un conseil militaire chargé de diriger les opérations. C'était un plan impraticable, et le gouvernement le repoussa; mais n'osant pas nommer lui-même un général en chef, il chargea tous ces chefs de corps d'élire eux-mêmes leur commandant suprême. Leur choix se porta sur le colonel Skrzynecki, brave soldat, mais d'une médiocre capacité; on lui adjoignit, comme guide, un autre colonel, Proudzynski, militaire distingué, qui, tout en restant sous les ordres de Skrzynecki, devait lui proposer des plans. Evidemment ce n'était pas là remédier à l'insuffisance du général élu; car, restant le supérieur de Proudzynski, il pouvait, comme bon lui semblait, admettre ou rejeter ses plans.

Le gouvernement ratifia ces dispositions, et les fit sanctionner par la diète.

Le lendemain la diète, de son côté, prit envers le pays l'engagement suivant, qu'elle tint noblement jusqu'au bout : « Les représentants de la nation polonaise, réunis dans les « deux chambres, déclarent en face de l'univers et de leurs « compatriotes, que, fidèles à leur premier serment de maintenir jusqu'à la dernière extrémité l'intégrité et la dignité « nationales, ils en prennent de nouveau l'engagement solennel, ainsi que celui de ne point proroger la diète, et de « s'unir, plus fortement que jamais, avec le gouvernement « national et avec la brave armée. Si quelqu'événement imprévu (quoique nous soyons loin de le redouter, d'après les « victoires remportées par nos troupes) nous forçait d'abandonner momentanément la capitale, nous redoublerions « alors de zèle et d'activité. Nous veillerions sur le sort de la « patrie, et, sans jamais démentir le grand caractère de nos « commettants, nous défendrions jusqu'à la mort la liberté, « l'honneur et la gloire du peuple polonais.

« Compatriotes ! que la détermination de la diète enflamme « le courage, maintienne la confiance et augmente, s'il est « possible, la persévérance des habitants de la capitale et de « ceux des provinces. N'oubliez jamais que c'est de la bravoure, de la confiance mutuelle, de la constance que dépendent votre intégrité, votre indépendance, votre gloire « aux yeux de l'Europe attentive, et la reconnaissance de la « postérité. »

Cependant Skrzynecki, en prenant le commandement, avait trouvé le nombre des troupes presque doublé. Malgré l'invasion qui occupait une partie du royaume, ce nombre augmentait tous les jours ; la saison et l'ennemi même favorisaient l'organisation de l'armée. Les glaces de la Vistule étant sur le point de se rompre, le général Diébitsch abandonna les plaines du Grochow, et se retira dans le palatinat de Lublin, pour y attendre des circonstances plus favorables. Les armements se poursuivaient donc sans obstacle ; on complétait les régiments mutilés par la guerre, on exerçait les troupes nouvellement levées. Prévoyant que les destinées du pays finiraient par se décider sous les murs mêmes de Varsovie, on achevait de la fortifier, sous la direction du général gouverneur de la ville Kruckowiecki. Enfin, l'inquiétude qui s'était emparée des esprits, après la journée du 25 février, s'était dissipée peu à peu, et il y avait un moment de ce calme solennel qui précède les grands événements.

Malgré ces motifs de courage et d'espoir, Skrzynecki essaya, pendant le mois de mars, des négociations avec Diébitsch. Celui-ci ne pouvant accepter, au nom de son maître, qu'une soumission sans condition, ces pourparlers restèrent sans résultat, et il fallut se préparer à de nouveaux combats. Alors Skrzynecki résolut de prendre le premier l'offensive, en attaquant les cantonnements dispersés de l'ennemi. Dans la nuit du 30 au 31 mars, il quitta Varsovie avec 25,000 hommes, traversa Praga et se dirigea vers Vaver, où était le général russe Geismar. Cette entreprise avait été conduite avec un tel mystère, que personne dans la capitale n'en avait rien appris. Skrzynecki fit couvrir de paille les chemins, de sorte que l'artillerie et la cavalerie avancèrent dans la nuit sans être vues. Il assaillit soudainement Geismar, qu'il débusqua de sa position, et le força à se replier sur le général Rosen, à Demberwilkie. Les Polonais le poursuivirent, enlevèrent les retranchements russes, et forcèrent les deux généraux à la fuite. Ces deux journées du 31 mars et du 1er avril coûtèrent 6,000 hommes aux Russes, 12 canons, de nombreux caissons de munitions, des fusils, deux drapeaux et 6,000 prisonniers. Le colonel génois Ramorino, qui était allé offrir son épée à la Pologne, se distingua particulièrement dans ces deux affaires. Rosen abandonna Minsk, et, s'étant retiré sur ses réserves, il y fut encore poursuivi par Skrzynecki, qui remporta, le 10 avril, une nouvelle victoire au village d'Iganie, près Siedlec. En ce moment, tout favorisait le courage des Polonais : la saison, le défaut de subsistances qui commençaient à manquer à leurs ennemis, et enfin les ravages du choléra, qui sévissait sur l'armée moscovite, et qui finit par se glisser jusque dans l'armée polonaise, comme l'atteste cet extrait d'un ordre

du jour de Skrzynecki : « Le contact de nos troupes avec « celles de l'ennemi a porté le mal dans nos rangs. C'est « ainsi que dans leur cruauté ces Tartares, qui depuis des « siècles vomissent sur notre sol toutes sortes de maux, « viennent de nous apporter encore le fléau qui nous « manquait. »

Pendant que ces faits se passaient, une insurrection éclatait, qui semblait promettre une diversion décisive en faveur de la Pologne. Après le 29 novembre, la Lithuanie s'attendait à voir l'armée polonaise traverser le Bug et le Niémen pour entrer sur son territoire. Nous avons vu comment la politique des Russo-Polonais s'était opposée à l'exécution de ce plan salutaire. Etonnée et émue d'une telle conduite, la Lithuanie calcula cependant ses ressources, et résolut d'essayer ses propres forces isolément contre le czar. Occupé par de nombreuses garnisons russes, ce pays avait de grandes difficultés à vaincre pour son insurrection. Ce ne fut pas dans la capitale, Wilna, mais parmi le peuple des campagnes, dans plusieurs districts à la fois, que l'Explosion eut lieu. Des mains inhabiles à manier les armes quittèrent la charrue pour saisir des épées et des fusils, et sur tous les points commença une lutte inégale contre un ennemi plus puissant et plus exercé dans l'art militaire. Les Russes, harcelés par ces paysans, perdaient souvent leurs positions, leurs provisions de bouche et de guerre, leurs lignes d'opérations. Bientôt les jeunes nobles du pays, presque tous élèves des écoles militaires, vinrent se mettre à la tête de ces troupes improvisées, et régler cette guerre de partisans, où les ministres de l'autel, s'associant au mouvement commun, bénissaient les drapeaux, et où chacun de ces soldats rustiques se conduisait comme un héros. Depuis Lepel et Dzisna jusqu'à la mer Baltique, tout le pays s'ébranla, et l'insurrection ayant occupé quelques villes importantes, organisa une administration révolutionnaire, et se centralisa. Les paysans se réunirent, sous le commandement suprême de Zaluski, pour assiéger la capitale, Wilna ; mais l'ennemi, de ce côté, ayant reçu des secours de la Courlande, ils renoncèrent à prendre cette ville, et, battus à Pristovyai, ils résolurent de se séparer et de recommencer la guerre de partisans qui leur avait d'abord réussi. Les revers, le manque de munitions ne les découragèrent pas ; ils attendaient toujours des secours de leurs frères du royaume de Pologne. En Volhynie, en Podolie et dans l'Ukraine, le même mouvement se manifesta, et partout on courut aux armes dans toute l'étendue des anciennes provinces polonaises.

A la nouvelle de ces événements, le gouvernement de Varsovie s'était hâté d'envoyer enfin dans la Volhynie les deux généraux Dwernicki et Sierawski. Mais ils rencontrèrent en

route le général russe Rudiger, qui les battit tous deux et força Dwernicki à se réfugier sur le territoire autrichien, où il fut désarmé par les autorités et éloigné de la frontière.

Revenons maintenant à Shrzynecki. Après les journées de Vaver et de Demberwilkie, ce général avait eu le tort grave de ne pas profiter de ses victoires, en continuant à poursuivre les Russes qui étaient en pleine déroute. Vaniteux et entêté, Skrzynecki refusait de suivre les plans de Proudzynski. Le 7 mai, il voulut essayer de jeter en Lithuanie un corps de troupes qui concentrât les forces de l'insurrection dans cette province. Ce plan avait l'inconvénient de séparer un corps considérable du reste de l'armée, inférieure en nombre à l'armée moscovite. Diébitsch occupait alors Ostrolenka, sur la rive gauche de la Narew, où était son quartier général. Sentant la faute qu'allait commettre Skrzynecki, il se prêta à ses plans, et le 18 mai les Polonais entrèrent à Ostrolenka, après avoir franchi la Narew. Le 21, Skrzynecki ayant pris Tykocin, où se distingua le colonel français Langermann, ancien aide-de-camp du général Lamarque, le chemin de la Lithuanie fut ouvert, et un corps polonais, sous les ordres de Chlapowski, put pénétrer dans cette province. Mais, au même instant, Diébitsch qui, dans son mouvement rétrograde et prémédité, avait rallié toutes ses forces, reprit tout à coup l'offensive, et vint présenter la bataille à Skrzynecki, qui, affaibli par l'absence de Chlapowski, craignant d'être écrasé par un ennemi supérieur en nombre, se retira précipitamment sur Ostrolenka pour repasser le Narew. Mais Diébitsch le poursuivit dans ce passage, et alors s'engagea une sanglante bataille, où l'étoile des Polonais commença à pâlir. Skrzynecki, vaincu, s'enfuit jusqu'à Praga, et l'armée polonaise se trouva encore une fois adossée à la Vistule.

Cette bataille fut la dernière que livra Diébitsch. 20 jours après ce général mourait subitement au milieu de ses troupes. Le 27 juin, l'ex-proconsul de Nicolas en Pologne, le grand-Duc Constantin, mourait aussi à Witepsk. Des bruits de mort violente se répandirent à cet égard. On prétendit qu'un meurtre ou un suicide avaient dérobé l'ex-vainqueur des Balkans à la honte d'une disgrâce, résolue à la Cour de Saint-Pétersbourg contre l'homme qui, depuis le mois de février, avait laissé détruire le prestige de la puissance russe, par les victoires des Polonais. Quant au grand-duc, on voulut voir dans son trépas la vengeance secrète de quelques unes des nombreuses victimes par lui faites en Pologne.

CHAPITRE XII

1831

Skrzynecki demande l'exclusion de Lelewel.— La Pologne demande des secours aux puissances européennes. — Attitude de la France et de l'Angleterre dans cette circonstance.—Offre de la couronne de Pologne à ces puissances ; refus.—Le principe de non-intervention.—Conduite hostile des Cabinets de Berlin et de Vienne.—Les Juifs demandent à la diète les droits de citoyen ; demande d'affranchissement en faveur des paysans de Lithuanie et de ceux du royaume de Pologne ; réponse négative de la diète. — Paskiéwitsch succède à Diébitsch.— Nouvelles fautes de Skrzynecki. — Plan de Paskiéwitsch ; il traverse la Vistule sans opposition.—Démission de Skrzynecki et nomination de Dembinski. —Exaltation des clubs.—Evénements des 15 et 16 août.—Kruckowiecki président du gouvernement, et Malachowski général en chef ; portrait de Kruckowiecki. — Le 6 septembre, Paskiéwitsch donne l'assaut à Varsovie.— On refuse d'armer le peuple. — La diète refuse de traiter avec le général russe.— Kruckowiecki signe l'acte de soumission des Polonais. — Départ de la diète et des débris de l'armée polonaise. — Vengeances russes.— Causes de l'insuccès de l'insurrection du 29 novembre. — Comment la Pologne pourra un jour renaître de ses cendres.

La bataille d'Ostrolenka avait jeté la consternation à Varsovie. Pour amortir le coup, la diète envoya à Praga, vers Skrzynecki, une députation chargée de ranimer le courage de l'armée abattue. Celui-ci, pour sauver sa vanité blessée, revint alors sur le thème favori des Russo-Polonais, et accusa de sa défaite, qu'il n'aurait dû attribuer qu'à sa propre imprudence, l'insuffisance des moyens qu'il avait dans les mains. Il dit ce qu'on avait déjà dit si souvent, que la Pologne ne pouvait être sauvée que par l'intervention étrangère ; il ajouta que si les Cabinets européens n'avaient rien fait encore pour son pays, c'était la faute du gouvernement ; que la participation de Lelewel aux affaires, qui paraissait donner à l'insurrection une couleur républicaine, avait évidemment aliéné les rois de la cause polonaise.

Dans la période de découragement où on venait d'entrer, les

Polonais, ou du moins les meneurs de l'insurrection, étaient comme ces médecins qui ne savent pas voir la cause réelle du mal, et s'évertuent à y trouver mille causes imaginaires. On crut que Skrzynecki avait raison, et, sans songer à l'accuser de s'être préparé une défaite inévitable, en se privant du concours important de Chlapowski, les députés de la diète se hâtèrent d'aller transmettre aux deux chambres les insinuations du général en chef sur la nécessité de changer le gouvernement. Les deux chambres s'assemblèrent pour délibérer sur la question. D'abord on allégua le vice originel de ce gouvernement *pentarchique*, l'impossibilité que cinq personnes pussent se mettre d'accord entre elles. Cela était exact; mais ce n'était qu'un prétexte. Bientôt le vrai motif fut abordé avec franchise, et le nonce Swydzinski, le même qui avait plaidé antérieurement la cause de la monarchie héréditaire, dit que, par ses articles dans les journaux et ses discours dans les sociétés patriotiques, Lelewel avait mis en lumière ses sentiments démocratiques; que la présense d'un radical dans le gouvernement ne pouvait qu'effrayer la diplomatie. La proposition de Swydzinski rencontra de nombreux et éloquents contradicteurs, et le 10 juin 1831, 42 membres contre 35 votèrent le maintien du gouvernement tel qu'il était, et refusèrent de punir Lelewel des fautes de Skrzynecki.

Ces secours que l'on attendait des Cabinets européens, il y avait longtemps déjà qu'on les sollicitait auprès des Cabinets de Paris et de Londres. D'abord, les deux gouvernements avaient prodigué les promesses, mais d'une façon équivoque, et en parlant de leurs sympathies. Puis, cependant, ils chargèrent leurs ambassadeurs à Constantinople de sonder le sultan, et de voir s'il ne serait pas disposé, personnellement, à intervenir en Pologne contre son irréconciliable ennemi, le czar. Les Cours de France et d'Angleterre ne se souciaient guère de se mêler elles-mêmes de la querelle polonaise, mais elles essayaient de susciter à Nicolas un nouvel ennemi. Toutefois, la terreur qu'il leur inspirait fut plus forte que la sourde et peureuse inimitié dont il était l'objet, et le czar ayant eu connaissance, par une indiscrétion de palais, des machinations dirigées contre lui à la Cour du sultan, les deux ambassadeurs furent aussitôt rappelés par leurs gouvernements, qui les désavouèrent lâchement. A dater de cette époque, l'Angleterre et la France ne mirent plus au service de la Pologne que des notes diplomatiques auprès de Nicolas, dont celui-ci ne tenait aucun compte. En même temps, comme elles ne se dissimulaient pas l'intérêt qu'elles avaient au triomphe de l'insurrection de Varsovie, elles encourageaient à une résistance désespérée, toujours par des promesses ambiguës, ce peuple pour lequel elles n'avaient pas le courage d'agir.

Ces soldats n'arrivant jamais, les hommes d'État polonais s'avisèrent adroitement de combattre la peur par l'ambition, et do joindre un nouvel intérêt à l'intérêt de l'équilibre européen, qui parlait déjà si haut en leur faveur. A cette époque, les Belges venaient d'offrir leur couronne au duc de Nemours; Louis-Philippe avait refusé pour son fils. Espérant qu'ils seraient plus heureux que les Belges, des émissaires de la diète allèrent colporter, de Cour en Cour, la couronne de Pologne; l'offrant tantôt à un des fils du roi des Français, tantôt à d'autres princes européens. Mais cet expédient ne leur réussit pas. Tout l'éclat de cette royauté ne cachait pas aux puissances le danger d'accepter un trône dont le terrible Nicolas se regardait comme le légitime propriétaire. Les Polonais offrirent de se donner, et, pour comble d'humiliation, on ne voulut pas d'eux.

C'est alors que le chef de toutes ces négociations diplomatiques, le prince Czartoryski, commençant à ouvrir les yeux sur les fautes commises par son parti, écrivit à Paris la lettre suivante : « Nous nous sommes reposés sur la noblesse et la « sagesse des Cabinets. En nous y fiant, nous n'avons pas tiré « parti de toutes les ressources qui s'offraient à nous, soit à « l'intérieur, soit à l'extérieur. Pour gagner l'approbation des « puissances, mériter leur confiance et obtenir leur appui, « nous ne nous sommes jamais écartés de la plus stricte modé« ration, et cette considération a paralysé bien des efforts qui « nous auraient secondés dans les derniers temps. Sans les « promesses des Cabinets, nous aurions pu frapper un coup « qui, peut-être, eût été décisif; mais nous avons cru qu'il « fallait temporiser, ne rien laisser au hasard, et nous avons « la certitude aujourd'hui qu'il n'y a que le hasard qui puisse « nous sauver. » Le coup décisif dont parlait Czartoryski, c'était la proclamation de la république polonaise et l'émancipation des classes inférieures.

Après cet aveu des erreurs de son parti, Czartoryski tourna les yeux sur l'Autriche, et, par une détermination désespérée, il écrivit au cabinet de Vienne que la Pologne préférait sa domination à celle de la Russie, et que si l'empereur venait à son secours, elle accepterait telle forme de gouvernement qu'on voudrait. Hâtons-nous d'ajouter que ce fut sans le consentement de la diète que le prince Czartoryski fit à Vienne des ouvertures que le pays, si on l'eût consulté, eût désavouées d'une voix unanime. Le prince Metternich ne repoussa pas formellement les propositions de Czartoryski ; il répondit d'abord que ces offres ne pourraient être acceptées qu'à la condition de modifier les *formes trop libérales* de la constitution de 1815, et d'y introduire des principes plus aristocratiques. Mais, peu de temps après, les cabinets ayant adopté, pour régler leurs rapports les uns avec les autres, le principe

de la non-intervention, des négociations avec l'Autriche n'eurent aucune suite.

Après avoir proclamé ce principe, les Cabinets de Londres et d'Autriche écrivirent au prince Czartoryski que ce que ses concitoyens avaient de mieux à faire, c'était de se soumettre et de demander grâce. Seul, le Cabinet de Paris, tout en exprimant ses regrets d'être lié par le nouveau principe, continua à encourager la résistance des Polonais.

Du reste, cette non-intervention invoquée contre la Pologne, fut effrontément violée à ses dépens. Pour l'observer, il eût fallu qu'on ne fît rien ni pour ni contre les insurgés; et, cependant, la politique de Vienne et de Berlin ne tarda pas à élever autour d'eux des barrières hostiles. Elle ferma à tous la route de Varsovie, et personne ne put pénétrer en Pologne ou en sortir sans sa permission. Des médecins anglais ou français, parmi lesquels nous citerons Antomarchi, médecin de Napoléon; les docteurs Blandin et Sédillot, ne purent que difficilement arriver dans la capitale, où ils allaient donner leurs soins aux cholériques et aux blessés. D'anciens officiers de l'Empire, qui, à l'instar des colonels Ramorino, Langermann, Legallois, et du jeune Gustave de Montebello, fils du maréchal Lannes, voulaient mettre leur courage au service des insurgés, furent brutalement arrêtés en chemin, et obligés de retourner chez eux. C'étaient là des actes manifestes d'hostilité qui avaient bien leur gravité; et cependant on ne s'en tint pas là. Mais laissons parler Skrzynecki, qui, dans une lettre adressée au roi de Prusse, révélait des violations bien plus importantes du principe de la neutralité.

Les faits énumérés dans cette lettre furent portés à la connaissance de la diplomatie européenne, qui ne réclama pas. Ainsi, ce principe de non-intervention qu'on trouvait bon à opposer aux Polonais pour s'abstenir de leur venir en aide, ne les protégeait pourtant pas contre les complices de la Russie. On s'en servait contre eux comme d'une arme, et ils ne pouvaient s'en couvrir comme d'un bouclier.

Il était évident, plus que jamais, que la Pologne ne pouvait plus compter que sur ses propres ressources, sur ses propres enfants, pour ne pas tomber dans l'abîme où les uns la poussaient, tandis que les autres ne faisaient rien pour l'empêcher d'y tomber. Ces ressources, qui étaient sous sa main, s'offrirent précisément d'elles-mêmes.

Parlons d'abord des juifs. Nous avons dit qu'ils formaient au moins la dixième partie de la population du pays. On sait aussi que si la masse, imbue de préjugés fanatiques, se tenait écartée des chrétiens et repoussait le progrès des lumières, il était parmi eux des esprits moins entêtés, plus raisonnables, qui s'étaient associés franchement au mouvement moral et

civilisateur des idées de l'époque. Depuis la révolution de novembre, les divers gouvernements qui s'étaient succédé avaient reconnu le besoin de faire quelque chose pour ces fils adoptifs de la Pologne. On avait abrogé la plupart des dispositions arbitraires et oppressives de la législation russe à leur égard; mais cela ne suffisait pas aux juifs raisonnables et éclairés dont nous venons de parler, qui demandèrent à être admis à la jouissance des droits de citoyen, de l'exercice desquels on n'a pas oublié qu'ils avaient été constamment exclus. Mais les répugnances invétérées des chrétiens polonais contre ces descendants des anciens Hébreux, ne permirent pas d'accueillir cette demande. On ne voulait même pas leur laisser faire le service de la garde nationale, et cela pour les causes les plus futiles, pour leur costume, pour leurs barbes et leurs chevelures, tombant en cadenettes sur leurs épaules, dont on exigeait d'eux le sacrifice, et qu'ils voulaient garder. Il est vrai qu'à côté de ces juifs de bonne volonté, il y en avait d'autres qui, persistant dans leur isolement systématique, non-seulement ne réclamaient pas l'exercice des droits de citoyen, mais encore refusaient de remplir tous les devoirs attachés à ce titre. Parmi ceux-ci, on en compta même qui vendirent leur dévouement à la Russie, et qui, atteints et convaincus d'espionnage, furent punis de mort. Mais ce n'était pas là une raison pour repousser la réclamation légitime de ceux qui ne donnaient aucun sujet de plainte. Il résulta de ce déni de justice que tous finirent par refuser de prendre part aux périls de la lutte nationale. Quel inconvénient y avait-il pourtant à accorder aux juifs les droits civiques, avec les charges attachées à ces droits, et à laisser la faculté de profiter du droit, en accomplissant les devoirs, ou de refuser le tout? Si, au lieu de céder aux étroites préventions de l'opinion publique, la révolution polonaise eût agi de la sorte, la portion ignorante et hostile de la caste hébraïque serait restée dans son isolement, et la partie intelligente et dévouée eût apporté un utile concours. La résolution qu'on prit est d'autant plus regrettable, qu'au début de l'insurrection plusieurs juifs, démentant noblement le préjugé universel sur le caractère général de leur race, apportèrent de riches offrandes sur l'autel de la mère-patrie, ou combattirent avec courage dans les rangs de l'armée.

La révolution polonaise eut un autre tort bien plus grave que celui-là, en raison du nombre et de l'importance des intéressés. On se rappelle le discours de Lelewel sur la monarchie héréditaire, et l'incident qu'il souleva sur la position servile et misérable des classes inférieures, et sur l'utilité de faire cesser cet abus. La question, n'ayant pas été régulièrement présentée ce jour-là, ne pouvait recevoir de solution. Plus tard,

la diète aurait pu, sans doute, la faire naître d'elle-même; elle ne le fit pas. Mais, au mois de juin, cette grande question de la réforme, qui portait dans ses flancs tout l'avenir de la patrie, se présenta enfin nettement aux deux chambres et au gouvernement, réclamant une solution indispensable.

Quand l'insurrection éclata en Lithuanie, en Volhynie et dans les autres provinces incorporées, plusieurs nobles, dans le but d'entraîner toute la population des campagnes, avaient annoncé à leurs paysans qu'ils seraient libres désormais, et leur avaient promis la propriété des terres que ceux-ci cultivaient pour leur propre compte. Mais, malheureusement, les paysans ne crurent pas à ces promesses, et déclarèrent qu'ils n'y voyaient qu'un leurre et un appât trompeurs, tant que la diète de Varsovie ne leur en garantirait pas l'exécution. C'est cette défiance qui fit que l'insurrection de ces provinces ne prit jamais un caractère général, la plupart de ces serfs ayant réservé leur coopération active jusqu'après la décision de la diète.

La question fut donc portée aux deux chambres polonaises, et on pensait qu'elles allaient appuyer et sanctionner les généreuses déclarations de la noblesse des anciennes provinces. Et cependant, chose incroyable! cette diète qui avait proclamé la révolution, non du royaume de Pologne, mais de la Pologne (moins les provinces autrichiennes et prussiennes); ces hommes qui, depuis quinze ans, ne parlaient que de la résurrection et de la réorganisation de leur ancienne patrie, de la réunion de ses tronçons épars, prétendirent que l'émancipation des populations habitant au-delà du Bug et du Niémen ne les regardait pas; qu'ils n'avaient ni mandat ni qualité pour porter la réforme dans ces contrées; que leurs droits étaient circonscrits dans les limites du *royaume*. Un tel vote est inexplicable, et n'admet pas de justification. Outre que c'était là un démenti flagrant que la diète se donnait à elle-même, que pouvait-elle donc avoir à craindre? Les membres de la chambre des nonces étaient tous étrangers, il est vrai, aux provinces dont il s'agit; ils n'avaient pas été élus par elles, et ne les représentaient pas légalement; mais est-ce que, dans les temps de révolution, les pouvoirs nés des révolutions elles-mêmes doivent se laisser arrêter par ces petits scrupules de légalité? Les nobles et les paysans reconnaissaient la légitimité de la diète, et acceptaient d'avance sa décision souveraine. Elle eut donc tort d'argumenter de son incompétence. Le résultat de ce vote négatif fut que les paysans, découragés, déposèrent les armes, et que toutes ces provinces donnèrent les premières aux Polonais l'exemple de la soumission. Le même fait s'était reproduit lors de la révolution de 1794; l'égoïsme des nobles avait, cette fois comme en 1831, paralysé les forces les plus vitales de la nation.

Ce qui fit éclater avec une évidence incontestable le mauvais vouloir des meneurs de l'insurrection à l'endroit des classes opprimées, ce fut le sort de la proposition que fit aussi, à cette époque, Lelewel, en faveur de ces classes, mais dans l'étendue seulement du royaume créé par le congrès de Vienne. Cette fois, tout prétexte disparaissait, et la diète avait bien qualité pour décider, conformément à la demande de Lelewel, que la corvée serait désormais abolie, et convertie en rente perpétuelle, pour proclamer l'abolition du servage. Les deux chambres, pourtant, reculèrent encore, et, après de longues et d'orageuses discussions, repoussèrent la demande de Lelewel.

Pendant que ces faits se passaient, un nouveau général se mettait à la tête des forces moscovites. Au vainqueur des Balkans succédait, le 24 juin, le vainqueur des Perses, le comte Paskiéwitsch d'Érivan. Nous avons vu, par la lettre précédemment citée de Skrzynecki, que le général russe avait reçu du roi de Prusse des secours importants en munitions de bouche et de guerre. Dans sa marche vers Thorn, où lui furent fournis ces approvisionnements, il avait imprudemment donné au général polonais une occasion de facile victoire ; car Paskiéwitsch conduisait son armée presque sous le canon ennemi, et Skrzynecki pouvait l'attaquer en flanc, couper les corps russes, et, ainsi séparés les uns des autres, les écraser en détail. Il n'en fit rien, et laissa ce général traverser sans obstacle toute cette partie de la Pologne.

Paskiéwitsch avait renoncé au plan de son prédécesseur, qui s'était approché de Varsovie par la rive droite de la Vistule. De ce côté, il fallait d'abord emporter les fortifications presqu'imprenables de Praga. Ce faubourg conquis, comme il était facile de détruire le pont qui le joint à la capitale, la Vistule séparait encore Varsovie de l'armée d'invasion, qui ne pouvait la franchir que sous le feu de la ville. Convaincu des difficultés d'une pareille entreprise, le nouveau généralissime résolut de passer la Vistule au nord-ouest de Varsovie, et, ayant atteint ainsi la rive sur laquelle cette capitale est assise, de l'attaquer du côté de l'ouest, où une rivière rapide et profonde n'entraverait point ses projets. Il fit donc jeter un pont près de Thorn, et le 19 juillet il traversa la Vistule sous les yeux de l'armée polonaise, qui n'essaya pas même de lui disputer le passage. Paskiéwitsch occupa tranquillement le pays entre Kalisz et Sochazew, et s'avança à quelques lieues de Varsovie pour l'assiéger et la cerner.

Que faisait Skrzynecki pendant ce temps ? Le gouvernement, étonné de son incroyable inaction, le pressait de rentrer en campagne et de marcher contre les Russes. A cela, Skrzynecki répondait qu'il fallait éviter les chances d'une bataille qu'on

pouvait perdre, et, malgré les déclarations des puissances, comptant toujours sur un secours de Paris et de Londres, il disait qu'il fallait gagner du temps. Il s'amusait à faire faire la petite guerre dans la capitale, et laissait l'ennemi s'emparer tous les jours de ressources nouvelles qui devaient assurer une défaite. Cependant le peuple de Varsovie travaillait jour et nuit à élever des fortifications du côté où la ville était maintenant en péril. Mais le courage et la confiance, s'ils n'étaient pas entièrement éteints, étaient bien refroidis. La presse, les sociétés patriotiques discutaient hautement les affaires et dénonçaient les fautes du général en chef. L'abandon du pays par tous les gouvernements de l'Europe, les défaites en Volhynie et en Lithuanie, où les généraux polonais avaient été battus par les Russes, la conduite de la Prusse, tant de batailles livrées, de victoires obtenues, au bout desquelles on se trouvait cerné sans espoir de secours, dans l'enceinte de Varsovie, tous ces motifs de découragement exaspérèrent les esprits. Déjà, après la bataille d'Ostrolenka, les généraux Krukowiechi et Prondzinski avaient rédigé des mémoires contre le général en chef, et demandé que le commandement lui fût ôté. Ces mémoires, communiqués à la diète et au gouvernement, avaient été dérobés à la connaissance du public pour ne pas compromettre Skrzynecki. Mais une clameur unanime s'élevant enfin contre lui, le gouvernement, qui l'avait jusque-là ménagé, s'émut de l'émotion de tous, et demanda que les plans de campagne du général lui fussent immédiatement soumis. Skrzynecki refusa impérieusement cette communication, prétendant qu'il ne devait compte à personne de ses projets. Alors, sur la proposition de Bonaventure Niemozowski, membre de la chambre des nonces, la diète décida qu'un conseil de guerre lui serait imposé. Ce conseil, nommé par le gouvernement, s'assembla, délibéra sur les affaires militaires, et déclara que Varsovie n'était pas en état de résister plus de huit jours à un assaut en règle; qu'il était donc urgent de s'opposer au siége, de prendre l'offensive et de livrer bataille. Skrzynecki refusa encore d'obéir. Le cri universel, l'ardeur des troupes qui ne demandaient qu'à se battre, la décision impérative du conseil, rien ne put l'arracher à son apathie. Il s'occupait en ce moment d'entamer de son côté des négociations diplomatiques avec l'Autriche, disant qu'il réussirait mieux que Czartoryski. La diète se décida alors à envoyer une commission à Bolimow, où était le quartier général. Quand les commissaires arrivèrent, Skrzynecki venait de recevoir une lettre de Metternich, qui l'engageait à se rendre à discrétion. Il donna de lui-même sa démission. En ce moment, le 3 août, le général Dembinski, précédemment envoyé en Lithuanie, et qui, au lieu de se réfugier en Prusse, comme

Dwernicki, et d'autres généraux polonais, s'était bravement ouvert un chemin à travers l'armée ennemie, venait de rentrer dans la capitale et d'y ramener ses trois mille hommes et des canons, aux acclamations de tous les habitants. Le gouvernement, en vertu d'un arrêté qui l'autorisait à nommer les généraux en chef, nomma Dembinski pour trois jours seulement, pendant lesquels une autre nomination devait être faite. Mais c'est en vain qu'on fit offrir aux autres généraux : aucun ne voulut accepter le pesant héritage de Skrzynecki ; aucun ne se sentit la force de tirer son pays de l'impasse fatale où l'avaient acculé tant de fautes amoncelées.

Assurément Skrznecki était un fort mauvais général ; mais, pour être un esprit sans lumières et un caractère sans résolution, ce n'était pas un traître. On l'accusa pourtant de trahison, et le mécontentement général, ne se trouvant satisfait qu'à demi de sa démission forcée, réclama d'une voix impérieuse sa mise en jugement.

A ces manifestations menaçantes s'en joignaient tous les jours de nouvelles, qui n'étaient pas moins significatives. On ne parlait de rien moins que de renouveler le gouvernement, de faire un coup d'Etat, et d'affranchir les paysans. Mais, malheureusement, toutes ces mesures auraient été en ce moment un peu tardives. Lelewel, qui présidait une de ces sociétés, ayant pris la parole pour justifier les intentions du prince Czartoryski, tout en blâmant sa conduite, peu s'en fallut qu'il ne fût enveloppé à son tour dans l'accusation redoutable qu'il voulait repousser pour le compte d'un autre. Il y eut une voix qui s'écria : « Les avocats des traîtres sont des traîtres ! »

Le gouvernement était au courant de ce qui se passait, et cependant il ne prenait pas de mesures. Ecrasé sous le sentiment de ses fautes, il n'osait pas déployer d'inutiles rigueurs contre tous ceux qui les lui reprochaient. Composé d'éléments hétérogènes du parti Czartoryski, d'une part, et de l'autre du parti démocratique représenté uniquement par Lelewel, il n'était d'ailleurs pas d'accord avec lui-même. Pour apaiser les mécontents, il se borna à leur promettre la mise en jugement de Skrzynecki.

Mais cette satisfaction était insuffisante dans l'état d'exaspération où était arrivée Varsovie. Un orage s'annonçait à l'horizon par des signes si manifestes, que le conseil municipal lui-même déclara au gouvernement qu'il ne répondait plus de la tranquillité de la capitale. Une seule victoire aurait suffi pour conjurer cet orage, mais le temps des victoires était passé. Voici à quelle occasion éclata la tempête.

On avait soupçonné de trahison, et arrêté comme coupables d'intelligences avec les Russes, trois généraux : Hurtig, Jankowski et Bukowski. Ce dernier, notamment, était accusé

d'avoir volontairement laissé échapper Rudiger, qu'il eût pu, disait-on, écraser en Volhynie, à la bataille de Lysobicki. Les trois prévenus, arrêtés depuis quelques mois, devaient être livrés à un conseil de guerre. Mais, malgré la clameur publique, le conseil ne s'assemblait pas, et l'affaire se prolongeait. On crut que le gouvernement voulait sauver les accusés. De là les terribles événements des 15 et 16 août.

Le 15 août au soir, Jean Czinski, se rendit auprès du gouvernement pour l'instruire de l'explosion qui allait avoir lieu. Il porta la parole au nom du peuple, et demanda que le procès des trois généraux commençât. La foule qui l'avait suivi dans la cour du palais du gouvernement, s'écoula un peu satisfaite; mais l'avertissement donné par les sociétés venait trop tard. Le même soir, une foule irritée, parmi laquelle se trouvaient beaucoup de bourgeois honorables et quelques étrangers, courut tumultueusement au château, où la diète tenait ses séances, et où étaient enfermés Jankowski, Bukowski et Hurtig. Dans le paroxysme de la colère, on enfonça les portes, on fit sortir de leurs cellules les prisonniers d'État, on les massacra dans la cour, et on pendit leurs corps aux réverbères. Puis la fureur populaire s'exaltant de plus en plus, on se porta dans la prison où étaient détenus les anciens espions et agents de Constantin, et le peuple immola ces nouvelles victimes. Des innocents, il est vrai, furent confondus avec les coupables; et d'ailleurs les malheurs du pays, la crise où était la Pologne, ne sauraient excuser les emportements de ce jour. Mais, si le gouvernement eût rempli son devoir, s'il eût fait juger les trois généraux, il aurait épargné ce sanglant épisode à cette belle et noble révolution de 1831.

La justice sommaire du peuple ne s'arrêta que le surlendemain. En ce moment, les troupes régulières étaient toutes sorties de Varsovie, et stationnaient aux environs. Le 17 seulement, le gouverneur de la ville, Krukowiecki, qui s'était tenu à l'écart pendant les premières scènes de ce drame, parut enfin, et arrêta le cours de ces vengeances populaires. Quant au gouvernement, il n'osa pas intervenir, craignant peut-être que la colère publique ne remontât jusqu'à lui-même, et le prince Czartoryski, épouvanté, s'enfuit à Bolimow au quartier général. Il fallut tirer de l'armée, qui n'avait pas sans doute trop de toutes ses forces contre les Russes, cinq à six mille hommes pour rétablir l'ordre dans Varsovie.

Le 17 août, dans la soirée, le général en chef intérimaire, Dembinski, occupa militairement la capitale, et fit afficher une proclamation où il disait que les habitants avaient assassiné des innocents, égorgé des enfants et des femmes, et annonçait le prochain châtiment des coupables. Ce n'était pas sans but que Dembinski essayait de grossir le nombre et

les torts des auteurs de l'émeute. Voyant que tous les généraux refusaient le commandement de l'armée, et se croyant dès lors indispensable, il commençait à dire qu'il accepterait volontiers, pour son compte, ces fonctions suprêmes d'une manière définitive, mais à une condition qu'on y joindrait la dictature. Or, le tableau sombre et exagéré qu'il traçait de l'état de la ville avait pour but d'effrayer la diète et les gens modérés, et de les décider à l'investir du souverain pouvoir, que la démission du gouvernement pentarchique avait rendu vacant.

Mais la sagesse de la diète trompa l'égoïste calcul de Dembinski; reconnaissant la nécessité d'un pouvoir unitaire, elle concentra l'autorité dans les mains d'un seul homme, appelé président du pouvoir exécutif; mais elle décida que cette autorité serait soumise à l'observation des formes régulières et légales, et en confia l'exercice au gouverneur Krukowiecki. Elle eût pu faire un meilleur choix. En même temps, elle appela au commandement de l'armée le vieux général Casimir Malachowski.

Le nouveau président du pouvoir exécutif était un espri remuant, ambitieux, un caractère tracassier, impérieux et violent. Dès le commencement de l'insurrection, il avait ouvertement aspiré au généralat en chef, et les défauts que nous venons de signaler avaient fait échouer ses prétentions. Nommé cependant gouverneur de la capitale, il avait rappelé, presque par ses emportements et ses procédés arbitraires, le despotisme proconsulaire de Constantin. Après la bataille d'Ostrolenka, Krukowiecki s'étant promis d'offenser Skrzynecki, dont il était jaloux, il s'était vu dépouiller de ses fonctions de gouverneur. Quand Skrzynecki eut perdu tout crédit, cette circonstance ramena vers Krukowiecki l'opinion publique; ce qui fut cause que le gouvernement, oubliant ses antécédents, lui rendit le titre de gouverneur après la démission de l'ancien général en chef. Krukowiecki fut accusé de ne pas être tout-à fait étranger aux journées des 15 et 16 août, et de s'être ménagé le facile avantage de vaincre une rébellion provoquée par lui-même. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les membres de la chambre des nonces et du Sénat, épouvantés des scènes auxquelles ils venaient d'assister, ne nommèrent Krukowiecki que sous ces impressions, et parce qu'ils crurent que lui seul, au milieu des nouvelles circonstances, pouvait sauver le pays.

Au lieu de s'occuper du mal véritable, c'est-à-dire des Russes, Krukowiecki ne s'occupa, à son début, que de répressions intérieures, et il fit fusiller les mécontents de 15 et 16 août. Puis il tâcha de se rendre populaire, s'entoura d'hommes de toutes les couleurs, aristocrates, démocrates, membres des clubs et Russo-Polonais, qu'il essaya de récon-

cilier les uns avec les autres. Mais tous se défiaient de lui; d'ailleurs, de si brûlantes circonstances ne permettaient pas d'espérer un rapprochement entre des partis si divers. Enfin, Krukowiecki ayant nommé gouverneur de Varsovie, à sa place, le général Chrzanowski, lequel était aussi soupçonné de connivence avec les Russes, la confiance ne tarda pas à s'éloigner de lui.

Pendant que Varsovie perdait ainsi le temps à punir des individus, à déplacer sans cesse l'autorité, le comte Paskiéwitsch se réjouissait de ces troubles si déplorables qui, en affaiblissant les Polonais, préparaient son triomphe. Poursuivant sa marche sur la capitale, le 18 août il établissait son quartier général à une demi-lieue de Varsovie, les Polonais s'étant retirés dans leurs retranchements, en avant de la ville, qui se trouva dès lors armée de tous côtés. Là, Paskiéwitsch passa quelque temps sans agir, attendant des renforts, peut-être aussi pensant que la famine, résultant de la rupture de toute communication extérieure, forcerait l'ennemi à capituler. Enfin, le 25 août, voyant que celui-ci ne bougeait pas et attendait l'assaut, il le fit sommer de se rendre. . . .

En ce moment, les forces réunies autour de Varsovie ne s'élevaient pas au-delà de 90,000 hommes. La ville assiégée en comptait plus de 60,000 dans ses murs, plus une vingtaine de mille environ dispersés dans les alentours, à Modlin, à Zamosc, à Praga. L'avantage numérique, du côté des assaillants, était donc de peu d'importance. Il est vrai que les troupes polonaises avaient perdu cet enthousiasme, cette foi si puissante qui fait que rien n'est impossible à ceux qui la possèdent, par cela seul qu'ils croient que tout leur est possible. Mais à cet enthousiasme qui donne presque toujours la victoire, avait du moins succédé ce dévouement à la patrie, ce courage résigné à la mort plutôt qu'à la défaite, qui quelquefois aussi enfantent des miracles et des succès inespérés.

Krukowiecki, sans oser conseiller ouvertement à la diète de se soumettre à la sommation de Paskiéwitsch, commença néanmoins à faire entendre que la position était difficile, presqu'impossible à défendre; puis il se contenta d'insinuer qu'il serait plus prudent, peut-être, de tâcher d'obtenir quelques avantages du général russe en traitant avec lui, que de s'opiniâtrer à une lutte où les Polonais n'avaient guère que le hasard pour eux, et qui, si cette triste et suprême ressource venait à leur manquer, n'aboutirait qu'à une capitulation sans réserve et sans condition. La diète put juger, ce jour-là, l'homme auquel elle avait, dans un moment d'effroi, confié le pouvoir. Par le total de l'effectif des deux armées, que nous avons donné plus haut, le lecteur peut apprécier aussi cette prétendue impossibilité de résistance; et par tout ce qu'on

sait déjà des dispositions de Nicolas contre les insurgés, on voit ce qu'il était permis d'espérer de conditions avantageuses de la part de son lieutenant. Aussi, dans les deux chambres, pas une voix ne s'éleva pour appuyer les timides insinuations du général Krukowiecki, qui cependant entretenait journellement des communications avec le commandant de l'armée russe.

Le 6 septembre, n'ayant reçu aucune réponse officielle à sa sommation, Paskiéwitsch commença l'assaut, en dirigeant toutes ses forces contre la redoute de Vola. C'était le point le mieux fortifié parmi les ouvrages extérieurs qui couvraient Varsovie ; mais on avait eu l'imprudence de ne pas le garnir de troupes suffisantes. Il était défendu par le brave Pierre Vysocki, dont nous avons déjà parlé, l'un des chefs de l'insurrection de novembre, devenu colonel depuis lors. La redoute fut disputée avec un acharnement admirable du côté de ses défenseurs on se battit jusqu'au soir pour défendre les différentes lunettes, dont Paskiewitsch finit par s'emparer.

Ce jour-là le peuple de Varsovie demanda, d'une voix unanime, à partager les dangers de l'armée. Mais, soit qu'il redoutât de mettre des armes dans les mains des masses, soit qu'il ne crût pas au secours qu'on pouvait tirer de ce dévouement spontané, et qu'il se défiât de l'inexpérience militaire des citoyens, Krukowiecki crut devoir refuser ce renfort, et le général Chrzanowski menaça même de faire fusiller celui qui oserait conduire le peuple sur le champ de bataille. Le gouverneur de Varsovie et le président du pouvoir exécutif ne voulurent associer aux périls de l'armée que la garde nationale de la capitale, c'est-à-dire la riche bourgeoisie, forte de 4,000 hommes seulement, et qui, par conséquent, ne pouvait être d'un grand secours.

Le lendemain 7, Krückowiecki se rendit, au point du jour, auprès de Paskiéwitsch, et il eut avec lui une longue conférence, dont les faits ultérieurs nous apprendront l'objet. Cette démarche, faite sans avoir même consulté les deux chambres, souleva contre lui les ministres qu'il s'était lui-même donnés en prenant le pouvoir, et qui se démirent immédiatement de leur autorité. A son retour du camp russe, Krukowiecki alla trouver le vieux Malachowski, le nomma général en chef, et lui dit qu'il n'y avait pas d'autre parti à prendre que de capituler. Ce vieillard qui avait servi sous l'Empire, et dont le corps, glacé par les années, logeait une âme qu'enflammait encore le feu de la jeunesse, lui répondit avec indignation qu'il aimait mieux se défendre de rue en rue, de maison en maison, et s'ensevelir lui et son armée sous les décombres de la capitale. Krukowiecki, pressentant que la diète lui ferait la même réponse, n'osa s'y présenter lui-même, et

chargea Proudzynski de porter, de sa part, aux nonces et au sénat, les dernières propositions que venait de lui faire Paskiéwitsch.

Ces propositions étaient les mêmes que celles qu'on connait déjà. Paskiéwitsch promettait oubli et amnistie, mais rien de plus. Pas la moindre concession, pas l'ombre d'un engagement, ni sur les anciennes provinces revendiquées par la Pologne, ni sur tous les autres griefs des insurgés. « Si durs que soient ces conditions, il faut pourtant les ac- « cepter, dit Proudzynski. Le temps presse ; à une heure « après midi l'attaque va recommencer si vous n'acceptez « sur-le-champ, et Varsovie sera livrée ce soir à toute la fu- « reur du vainqueur, à toutes les horreurs d'un pillage et « d'un massacre. » Malgré ces terribles prédictions, les deux chambres décidèrent qu'elles refusaient de traiter avec le général du czar ; et se préparant à subir, s'il le fallait, toutes les conséquences de leur décision, elles se déclarèrent en permanence, comme ces sénateurs romains qui, lors de la première invasion des Gaulois, refusèrent aussi de se soumettre à la loi de Brennus, et déclarèrent qu'ils mourraient tous, s'il le fallait, sur leurs chaises curules.

Informé de cette décision, Paskiéwitsch fit, à l'heure fixée, attaquer la seconde ligne de fortifications. La bataille fut encore plus sanglante que celle de la veille. Sans cesse de nouveaux corps polonais prenaient la place de ceux qu'écrasait la mitraille, et disputaient vigoureusement le terrain à l'ennemi. Un instant même ils furent sur le point de prendre tout-à-fait l'avantage, et mirent presque les Russes en déroute. Mais les fuyards, promptement ralliés par Paskiéwitsch, revinrent aussitôt à la charge avec une irrésistible furie, et ayant emporté tous les retranchements à la baïonnette, les uns après les autres, ils se trouvèrent le soir arrivés aux barrières de Varsovie. Pendant ces deux journées, les Polonais perdirent plus de 5,000 hommes ; mais 20,000 Russes tués ou grièvement blessés, témoignèrent, sur le champ de bataille, du prix élevé auquel le vainqueur achetait son triomphe.

Tandis que le combat durait encore, Proudzynski s'était présenté de nouveau aux deux chambres assemblées, aux oreilles desquelles retentissaient incessamment les bruits de la canonnade. Il dit aux députés et au sénat qu'il venait de parcourir, à titre de parlementaire, les rangs ennemis ; qu'il y avait, outre les 90,000 hommes rangés en ligne de bataille, une artillerie trois fois plus nombreuse que celle des Polonais. Il conjura de nouveau la diète de ne pas appeler sur la capitale, par une résistance inutile, la férocité de la soldatesque russe, et c'est alors que la diète se laisse arracher un *arrêté*

par lequel elle déclarait, qu'aux termes de la constitution, l'initiative des traités n'appartenait qu'au pouvoir exécutif, et leur ratification à la diète; que, dès lors, c'était le général Krukowiecki seul qui avait qualité pour traiter avec Paskiéwitsch, si les circonstances lui paraissaient telles, qu'il ne pût échapper à cette extrémité; comme aussi la diète, également juge de ces circonstances, userait à son tour de son droit d'accorder ou de refuser sa sanction, selon qu'elle croirait devoir le faire. Ce vote des deux chambres fut peut-être un acte de faiblesse et d'imprudence. Aussitôt qu'il en eût connaissance, Krukowiecki, qui n'osait agir seul, s'en prévalut comme d'une autorisation pour signer le soir même, au nom de la Pologne, l'acte aux termes duquel il se soumit sans condition à Nicolas.

Du reste, au point où en étaient les choses, il fallait, tôt ou tard, finir par se soumettre. Le lendemain, 8 septembre, après que la canonnade eut cessé, le faubourg de Czisté, tout en flammes, éclairait bien encore des combats partiels, et on continuait à tirailler; mais il aurait fallu des troupes fraîches pour repousser victorieusement les assaillants. Peut-être le résultat n'aurait il pas été ce qu'il fut, si le général Malachowski n'eût pas eu l'imprudence, à la fin du mois d'août, d'envoyer Ramorino, avec 25,000 hommes, vers Rogoznika, où ce général remporta, le 29 de ce mois, sur Geismar, une belle mais inutile victoire. Paskiéwitsch consentit à retarder son entrée dans la ville jusqu'au 9, et l'armée polonaise, dont il craignait le désespoir, obtint de lui de se retirer avec armes et bagages sur Plock.

Pendant que Krukowiecki, interprétant à sa façon la décision de la diète, se soumettait à Paskiéwitsch et lui ouvrait les portes de Varsovie, les deux chambres prouvaient, par une résolution nouvelle, que le chef du gouvernement les avait mal comprises, ou que, si elles avaient faibli, leur faiblesse, du moins, n'avait été que passagère. Elles refusaient solennellement de ratifier l'acte signé par Krukowiecki, le déclaraient indigne du pouvoir, et nommaient président du gouvernement, à sa place, Bonaventure Niémoiowski. Puis elles se rendaient au milieu des rangs de l'armée, et tous, nonces, soldats et sénateurs, se retiraient à Praga, puis de là à Modlin, sans être poursuivis dans leur marche. C'était un imposant spectacle que ces 30,000 soldats traînant derrière eux 90 canons, ces 80 à 100 membres du sénat ou de la chambre des nonces, qui s'en allaient encore, fermes et résolus, chercher, pour reposer leur tête, un abri où n'eût pas encore pénétré l'ennemi. Comme Sertorius, qui, à l'époque où la république romaine gémissait sous le joug du dictateur Sylla, ayant offert son armée pour asile aux sénateurs proscrits, disait avec orgueil: « Rome n'est plus dans Rome; elle est toute où je

LELEWEL

« sens, » l'armée polonaise, elle aussi, eût pu dire après le 8 septembre, que la Pologne n'était plus à Varsovie, qu'elle était toute entière au milieu de ses rangs. A Modlin, la diète fut réduite à s'assembler dans une étable. Au bout de quelques jours, le nouveau président, Niémoiowski, ayant assemblé un conseil de guerre, qui appela encore un nouveau général, Rybinski, au commandement de l'armée, la guerre recommença, malgré les réclamations de Paskiéwitsch, qui dit qu'en consentant à la retraite de l'armée polonaise sur Plock, il l'avait considérée comme ayant fait sa soumission, et ne devant se rendre là que pour y attendre le bon plaisir de l'empereur.

En ce moment encore, d'assez grandes ressources restaient à la Pologne, malgré la prise de la capitale, si la guerre eût été bien dirigée. Dans les temps antérieurs, notamment sous le règne de Jean Casimir, Varsovie avait été prise plusieurs fois, et cependant les ennemis avaient toujours fini par être chassés du pays. Il restait encore 70,000 combattants dispersés sur tout le territoire, et les troupes russes, y compris les corps qui n'avaient pas pris part aux journées des 6 et 7 septembre, ne comptaient pas plus de 100,000 hommes. Il fallait rallier tous les corps polonais et en former une masse compacte; mais le découragement des chefs empêcha cette réunion, et le corps principal, réduit à ses seules forces, manœuvra quelque temps sans plan et sans but, sous les ordres de Rybinski, qui ne se trouva pas plus que ses prédécesseurs à la hauteur des circonstances. Privés de cette forte direction qui sait tracer une ligne de conduite et la faire énergiquement suivre aux subordonnés, les Polonais passaient tour-à-tour d'un profond abattement à des espérances irréfléchies. Chacun des officiers avait son plan; les uns voulaient se porter rapidement sur Varsovie, la surprendre et la délivrer; d'autres conseillaient de s'ouvrir un passage vers la Lithuanie, d'y réveiller l'insurrection et d'y soutenir une guerre désespérée; une troisième opinion montrait les montagnes de Cracovie comme l'inexpugnable rempart à l'abri duquel on pouvait prolonger indéfiniment la résistance. Enfin, plongés dans un chaos de systèmes contradictoires, ces malheureux débris d'une insurrection sainte passaient leur temps à discuter et à ne pas agir; et, après de nouveaux et inutiles pourparlers avec le comte Paskiéwitsch, toujours poursuivis et traqués par les bataillons ennemis, les Polonais gagnèrent la partie ouest du royaume. De là, tirant encore quelques derniers coups de fusil pour assurer leur retraite, ils se réfugièrent sur le territoire prussien, où ils déposèrent les armes, préférant ainsi les rigueurs de l'exil à la honte de retomber sous le joug moscovite.

Le gouvernement russe récompensa ses chefs et ses soldats et, profitant de sa victoire pour abolir les derniers souvenirs du passé, pour effacer toute trace importune des institutions libres données par Alexandre à ce pays, il imposa aux rebelles domptés, mais non soumis, un régime d'administration analogue à celui de la Russie. Nicolas éleva Paskiéwitsch à la dignité de prince, et le nomma gouverneur général des provinces vaincues.

D'après un relevé officiel, les Russes perdirent dans cette campagne, soit sur les champs de bataille, soit dans les lazarets et hôpitaux, 80,000 hommes, dont 30,640 périrent seulement à la prise de Varsovie. De là le recrutement extraordinaire (quatre recrues par 500 hommes) qui s'exécuta cette année dans toute l'étendue de l'empire. C'étaient surtout de paysans appartenant à la noblesse, qui en avait fait à regret le sacrifice; aussi, après la victoire, celle-ci demanda-t-elle satisfaction pour la mort de tant d'hommes immolés dans cette lutte. Or, on se rappelle ce que nous avons déjà dit de la grande influence que la noblesse russe exerce sur le gouvernement. C'est dans le but, dit-on, de modérer ces désirs de vengeance contre les Polonais, que l'empereur fit, au mois de novembre de cette année, un voyage à Moscou, où n'a jamais cessé de résider cette vieille aristocratie tartare. Nous ne savons pas jusqu'à quel point nous devons croire aux sentiments de modération qu'on prête à Nicolas dans cette circonstance; en tout cas, s'il les eut, ce qui est douteux, il ne réussit pas à les faire partager aux grands de son empire. C'est à Moscou que fut signé, le 13 de ce mois de novembre, un armistice, ou plutôt un semblant d'armistice, qui enveloppait plus d'insurgés dans ses exceptions qu'il n'en appelait à profiter de la clémence impériale. Cet acte fut le premier pas dans cette voie de réactions et de persécutions systématiques, où Nicolas continua à marcher imperturbablement, comme s'il se fût prêté à lui-même ce sauvage serment de faire répandre goutte à goutte à la Pologne toutes les larmes que contiennent ses yeux, et tout le sang que renferme son corps.

En résumé, ce qui fit avorter la révolution de 1831, ce fut d'abord de n'avoir pas su profiter des circonstances en répandant les principes parmi toutes les anciennes provinces polonaises; ce fut d'avoir compté sur la justice du czar; ce fut encore d'avoir manqué de généraux capables: s'il s'était rencontré, à cette époque, un autre Kosciuszko, le résultat, peut-être, n'eût pas été le même. Ce fut enfin d'avoir compté sur l'étranger, et surtout de ne pas avoir assez compté sur le peuple.

La Pologne est une hydre immortelle: Nicolas a beau en couper les têtes, il lui en repoussera toujours de nouvelles.

Par sa langue qu'on ne supprimera jamais complètement, par ses coutumes particulières, par ses ressentiments profonds et implacables, elle est encore, elle sera toujours distincte de la russie. Le moment n'est pas éloigné, peut-être, où elle pourra enfin reprendre avec autorité son rang parmi les nations. Quand ce moment viendra, nous espérons que l'Angleterre, que la France surtout, n'oublieront pas leurs propres intérêts, qui sont les intérêts de la Pologne même. La France se souviendra aussi alors de cette vieille dette contractée par elle, sur vingt champs de bataille, envers sa sœur du nord.

Mais cependant, ce n'est ni sur l'Angleterre, ni même sur la France, que la Pologne doit compter; c'est sur elle-même, c'est sur son propre sol qu'elle doit chercher les meilleurs éléments de sa renaissance future. Sous Kosciuszko, qu'elle ne l'oublie pas, elle ne trouva que trente mille hommes à opposer à la Russie; en 1831, grâce aux progrès accomplis dans cet intervalle, grâce à la place faite à la bourgeoisie dans la société nouvelle, la Pologne trouva 80,000 combattants. Eh bien! si elle veut, quand l'heure aura sonné, elle en aura dix fois, vingt fois davantage. A ces hordes tartares auxquelles leur discipline de fer donne une force incontestable, elle pourra opposer des masses que rendra plus fortes encore le désir du bien-être matériel et de la dignité morale. Pour atteindre ce but, elle n'aura qu'à affranchir ses paysans, qu'à les faire participer à l'exercice du droit commun, qu'à détruire enfin les derniers vestiges d'une féodalité surannée. C'est là un sacrifice qu'il faut que la noblesse sache faire, car ce sacrifice ne sera pas stérile. Ces paysans se lèveront alors comme un seul homme, et viendront bien à bout de repousser les Tartares. Peut-être aussi, dans un avenir plus ou moins éloigné, la Providence les appelle-t-elle à l'honneur de porter jusque dans les Etats de l'oppresseur de leur patrie, les pures et saintes clartés du progrès, de la civilisation et de la liberté.

et d'audace pour venger en un jour, dans le sang de ses tyrans, une oppression séculaire. Ce précédent était inquiétant; et, pour n'avoir à redouter rien de pareil de la part de la Pologne, des persécutions ayant le même caractère d'atrocité que les anciennes persécutions de Rome païenne, avaient eu lieu, et le XIX[e] siècle avait eu son Dioclétien et ses martyrs.

Cette persécution remontait à 1836. Depuis lors, le peuple polonais, privé de ses pasteurs légitimes, livré aux mauvais traitements de mercenaires, en butte aux vexations des popes russes, à l'appât du gain qu'on lui présentait sans cesse, battu, emprisonné, persévérait néanmoins dans la foi. On fouettait à tour de rôle le mari et la femme, afin que l'un des deux, ému par la compassion, engageât l'autre à apostasier. On a vu des femmes enceintes expirer sous les coups. Pour obtenir l'apostasie des pères, on poussait la cruauté jusqu'à fouetter les enfants, et plus d'une de ces innocentes petites créatures avaient expiré dans ce supplice. Si l'on ne savait pas jusqu'où peut aller la fureur du prosélytisme exalté par la résignation dans la résistance, on se refuserait à croire de pareilles horreurs. Mais voici qui les résume toutes.

Il y avait au couvent de Mensk, en Lithuanie, trente-quatre religieuses. Elles tenaient un pensionnat de jeunes demoiselles, et, en outre avec leurs économies, elles élevaient quarante orphelines et pourvoyaient à la subsistance d'un certain nombre de veuves tombées dans le besoin. Dès 1837, l'évêque grec-uni, Slemaszkoi, ayant consommé son apostasie, les pressait de suivre son exemple. Voyant l'inutilité de ses sollicitations et de ses ruses, il leur annonça tout à coup que, si elles ne se rendaient pas dans un délai de trois mois, elles devaient se préparer à de rudes épreuves. Mais, trois jours seulement après cette notification, à cinq heures du matin au moment de la prière, l'apostat, entouré de factionnaires et de gendarmes, fit cerner le couvent, enfoncer les portes et enlever les religieuses, sans leur permettre d'emporter leurs effets et même leurs livres de prières. Elles obtinrent seulement la permission d'entrer un moment dans leur église et d'emporter le crucifix. Là, au pied de ces autels qu'il fallait quitter, une sœur très-pieuse et déjà avancée en âge, expira de saisissement et de douleur.

A peine hors de la ville, elles furent enchaînées deux à deux, et les soldats les firent marcher, en pressant le pas, sur la route de Witebsk. On craignait une émeute. Une partie de la population, éveillée au bruit de l'enlèvement, accourait et suivait les saintes filles en répandant des larmes. Les cris des quarante orphelines abandonnées navraient tous les cœurs

dans les églises catholiques un autel exclusivement consacré au culte grec; qui, pour savoir si le moment était propice pour l'introduction de la religion grecque en Pologne, transmettait à la police l'ordre formel de surveiller le zèle religieux des habitants, d'examiner s'ils observaient ponctuellement ou non les prescriptions de l'Eglise; ou bien encore, le même souverain restreignait le plus possible la possession des armes à feu, et portait à la taxe annuelle de 45 copeks le droit de garder chez soi un fusil. En même temps, dégradant sans motif et de son libre arbitre toute une classe de noblesse (les *schlachtischi*), il la rangeait dans la catégorie des simples citoyens (*odnodwozes*). Dans la religion, la langue, les mœurs, les usages, partout il poursuivait avec une persévérance implacable un travail d'assimilation; et, ne pouvant parvenir à effacer la barrière de sang qui séparait la victime du bourreau, il recourait à l'abus de la force, et, par un brutal ukase du mois de décembre 1845, il ordonnait : 1° la frontière entre la Pologne et la Russie sera supprimée ; 2° le 1er janvier 1847, il faudra que les fonctionnaires polonais sachent la langue russe, sinon ils seront renvoyés ; 3° le royaume de Pologne sera supprimé ; on en fera une province russe, sous un autre nom, afin d'effacer ainsi le souvenir de l'ancienne Pologne.

C'était décréter la dénationalisation de la Pologne. La Prusse et l'Autriche suivaient la Russie dans cette inique voie, avec cette implacable indifférence de deux complices qui n'ont eu que l'infamie de l'acte, sans pouvoir même invoquer pour excuse l'ambition. C'était de la part des trois Cours une guerre atroce, implacable, n'ayant plus pour arme que le bâton et le couteau ; et, poursuivant avec un acharnement féroce contre l'industrie, la foi, la langue, tout ce qui rappelait la Pologne, tout ce que le despotisme le plus intraitable et le plus furieux peut inventer s'y accomplissait chaque jour; et l'on ne sait ce que l'on doit le plus exécrer, ou de la barbarie qui commandait, ou des instruments qui obéissaient.

Un de ces attentats épouvantables qui se rattachent à ce système de dénationalisation polonaise vint tout à coup jeter une lueur livide sur l'œuvre d'iniquité dont une partie seulement se tramait au grand jour. Nous le rapporterons avec détail, parce qu'il pourra donner la mesure de ce système d'atroce persécution suivi contre la Pologne.

Disons d'abord qu'un des puissants moyens employés par l'empereur Nicolas, pour dénationaliser la Pologne, était la substitution de la religion grecque à la religion catholique. On avait l'exemple récent d'un pays, la Grèce, qui, après n'avoir eu, pendant plusieurs siècles, d'autre patrie que sa religion, avait fini par puiser dans la foi seule assez d'énergie

conscience, qui sans doute le tourmentait toujours. Ce malheureux comparut peu après devant son juge. S'étant adonné à l'ivrognerie, il tomba ivre dans une mare d'eau, et se noya. L'évêque fit en sorte que la mort de Michalewicz n'apportât aucun soulagement à ses victimes. Souvent on le vit frapper de ses mains les saintes filles dont la constance le jetait dans une sorte de délire, épuisant contre elles, dans ces occasions, le vocabulaire russe, si abondant en termes injurieux. Un jour il résolut de les faire à tout prix entrer dans une de ses églises. Frappées, meurtries de coups, inondées de sang, elles sont poussées à force de bras par les gens de police que l'évêque encourage.

Mais la supérieure ordonne à une de ses sœurs de placer devant la porte de l'église un morceau de bois qu'elle voit dans la cour ; elle leur fait signe ensuite de s'agenouiller ; puis, arrachant de la main d'un manœuvre une hache, elle la présente à l'évêque apostat : « Vous avez été notre pasteur, « lui dit-elle, soyez maintenant notre bourreau. Tranchez « nos têtes et jetez-les avec nos cadavres dans votre temple : « car, vivantes, vous ne nous y verrez pas. » L'apostat, confondu, pâle et défaillant, enleva la hache de la main de l'abbesse et tomba entre les mains de ses popes, qui l'emmenèrent. Les sœurs alors se relevant, entonnèrent le *Te Deum*, ainsi qu'elles avaient l'habitude de le faire après chaque épreuve, et rentrèrent processionnellement dans leur demeure, ou plutôt leur prison.

Pressé d'en finir, Siemaszko réunit une soldatesque qu'il enivre et qu'il stimule encore par ses promesses et par sa présence, et il livre les religieuses à la brutalité de ces misérables. Une horrible scène s'ensuivit. Les saintes héroïnes luttèrent avec une surnaturelle énergie, mais elles payèrent chèrement leur victoire. Les soldats de Siemaszko arrachèrent les yeux à huit d'entre elles ; d'autres eurent les joues, les lèvres, les oreilles, tout le visage arraché et *dévoré* ; deux moururent foulées aux pieds et tuées à coups de talon.

En vingt-sept mois, le nombre des sœurs, tant de Minsk que de Witebsk et de Polotsk, fut réduit à vingt-trois. Alors on les transféra à Miedzoly, autre couvent de schismatiques situé au milieu d'un lac. La localité donna l'idée d'ajouter un nouveau supplice aux anciens. Là, chaque religieuse fut, à tour de rôle, plongée dans l'eau. Lorsqu'elles revenaient à la surface, les bourreaux leur demandaient si elles voulaient se convertir, c'est-à-dire apostasier leur croyance ; et comme ils n'obtenaient toujours de ces saintes filles qu'un généreux refus, ils les submergeaient de nouveau, jusqu'à ce qu'elles eussent perdu tout sentiment. Trois sœurs périrent de la sorte.

Le séjour des martyres au couvent de Miedzjoly, où, indépendamment des noyades, elles retrouvèrent tous les mauvais traitements de Witebsk, dura vingt-six mois, et il fut alors question de les envoyer à Tobolsk, capitale de la Sibérie. Déjà un convoi de cent vingt de ces saintes captives était parti de Smolensk, et plus de la moitié étaient mortes avant d'arriver au lieu de leur exil, où les autres ne vécurent pas longtemps.

Les religieuses de Saint-Basile étaient, dans toute la Pologne russe, au nombre de deux cent quarante. Toutes furent tourmentées ; pas une seule ne trahit sa foi. De ces détenues à Miedzjoly, quatre, moins estropiées et moins exténuées que leurs compagnes, purent profiter de l'ivresse et du sommeil occasionnés par la fête de la supérieure du couvent pour s'échapper. La supérieure arriva en France par la Prusse, les trois autres sœurs, mesdames Wawrzecka, Konawska, Pomawnacka, gagnèrent l'Autriche.

Pendant la durée de leur martyre, tout signe de compassion de la part des assistants était considéré comme un crime capital. Une dame de haute naissance, qui, déguisée en paysanne, se condamnait à contempler ces atrocités pour en rendre témoignage un jour, fut reconnue, saisie et emmenée ; il n'a pas été possible de savoir ce qu'elle est devenue. Un propriétaire notable des environs de Polotsk assistait, également déguisé, à la flagellation des religieuses. Il eut le malheur de se trahir en s'écriant : « O Seigneur ! quand donc aurez-vous enfin pitié de nous ? » Pris à ces mots, il fut sur-le-champ, et sans autre jugement, déporté en Sibérie. Les parents de plusieurs de ces saintes filles osèrent intercéder en leur faveur auprès de l'empereur. L'empereur renvoya leur pétition à l'évêque apostat, qui en prit occasion de multiplier encore plus les supplices et les outrages. Ainsi, ce prince, qui donna tout pouvoir à l'apostat Siemaszko sur le clergé et sur le peuple fidèle, et qui voulut à tout prix leur imposer la foi et l'église dont il était le pontife suprême, est bien réellement et bien justement responsable devant Dieu et devant les hommes de toutes ces barbaries, quoique peut-être il ne les ordonna pas en détail. Il n'avait pas besoin de descendre jusque-là ; il pouvait, avec confiance, s'en remettre au zèle industrieux des agents auxquels il prodiguait le pouvoir et l'or.

Après avoir échappé par miracle, l'abbesse et les religieuses se réfugièrent à Rome.

Pendant que la Russie attaquait la nationalité polonaise par son culte, sa foi, sa langue, la Prusse, dans le duché de Posen, poursuivait un système de *terreur* qui jetait l'épouvante dans toutes les classes. Chaque jour voyait se multiplier les

arrestations. Les forteresses de Thorn, de Posen, de Krotocsin, toutes les bastilles de la monarchie prussienne s'encombraient de détenus soi-disant politiques. Au besoin, l'Autriche se montrait prête à mettre à la disposition de son complice ses terribles cachots, muets témoins de tant de larmes, de tant de misères, et qui ne rendent jamais leurs victimes. En même temps, pour ne pas dévier de la politique adoptée par les trois Cours spoliatrices contre la Pologne, le roi de Prusse répondait par un refus absolu aux demandes légitimes des diètes provinciales de Posen et de Silésie, qui demandaient, l'une 1° une constitution d'états-généraux; 2° que les noms des orateurs fussent imprimés dans les procès-verbaux des états provinciaux; 3° la publicité des séances des conseils municipaux; 4° la suppression de la censure et l'introduction d'une loi sur la liberté de la presse; l'autre, la publicité des séances des conseils municipaux, la liberté de la presse et une loi sur la presse.

Un système si odieux d'oppression devait naturellement pousser au désespoir un peuple qui n'avait cessé de protester contre cette iniquité de la force, et qui s'était toujours montré plus grand dans ses revers que ses spoliateurs dans leur triomphe. Lorsque la révolution de Pologne des années 1830 et 1831 eut échoué, il s'était formé en France, en Angleterre et en Belgique une émigration polonaise qui avait mis en œuvre tous les moyens dont elle pouvait disposer, pour prouver au monde que les trois spoliateurs de la Pologne avaient encore plus d'une hécatombe sanglante à dresser avant d'effacer son nom de la carte de l'Europe. Cette émigration, d'accord sur le but de l'entreprise, était divisée en partis qui abandonnaient au succès de l'événement le soin de faire triompher l'une ou l'autre opinion. Chaque parti suivait alors une double direction : d'abord celle qui était commune à tous, la résurrection de la Pologne, puis leur tendance particulière que l'on pouvait qualifier d'aristocratique, de démocratique et de communiste. Bien qu'il soit moins aisé d'indiquer les efforts des trois partis avec une égale précision, il paraîtrait que le parti démocratique était le plus en mesure de prendre l'initiative de l'insurrection. En cela, elle pouvait compter sur l'appui des partis placés au-dessus et au-dessous de lui; celui du parti aristocratique, dont le patriotisme, un peu empreint de vues personnelles, espérait tout d'un grand bouleversement; celui des communistes, parce que les masses ne pouvaient que gagner à tout changement. L'explosion était aisée à préparer dans un pays où toutes les mesures administratives étaient autant d'iniquités, où, depuis le souverain jusqu'au dernier de ses sbires, tout tendait à spolier, persécuter, opprimer. Il ne s'agissait que de répandre, par

milliers, des instructions sur les actes gouvernementaux, que de porter à la connaissance de tous les injonctions *paternelles* de ces trois spoliateurs qui s'appelaient l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse. On y avait joint, sous la forme de catéchisme démocratique, des appels à la révolte, des instructions pour faire la guerre par guérillas, etc. Une active propagande s'était organisée dans ce double but.

Dans le but aussi de faciliter les opérations, les conspirateurs avaient divisé en cinq régions l'ancien territoire de Pologne, savoir : le grand-duché de Posen, la Gallicie, le royaume de Pologne, la Lithuanie et la ville libre de Cracovie. Vers le 15 novembre 1845, des députés des cinq régions tinrent un conciliabule pour arrêter le plan stratégique de l'insurrection. En première ligne d'opérations, ils arrêtèrent de s'emparer, par un coup de main, des forteresses de Posen, de Thorn, et, s'il était possible, d'une troisième située dans la vieille Prusse. La révolte devait éclater simultanément dans toute l'étendue du royaume de Posen, de Cracovie et de la Gallicie occidentale. D'après les prévisions des conspirateurs, le soulèvement du reste de la Pologne devait être la conséquence inévitable de ce premier mouvement. L'explosion de l'insurrection était fixée entre le 17 et le 21 février 1846, et des instructions furent partout expédiées dans ce sens. Le succès de cette première partie de l'entreprise devait être suivi de la guerre dans le royaume de Pologne. Pour le cas où l'entreprise manquerait dans le grand-duché, les instructions du comité central prescrivaient que cet échec n'eût point de conséquence à l'égard de l'explosion dans le territoire de Cracovie et en Gallicie, voulant au contraire que ce qui aurait été perdu dans le grand duché de Posen fût regagné dans ces deux autres pays.

Le grand mouvement qui se préparait n'était pas une de ces tentatives isolées dont il faut chercher la cause dans l'impatience irréfléchie de quelques âmes audacieuses. C'était la Pologne tout entière, sans distinction de castes, de croyances religieuses, de provinces; c'étaient les paysans, sûrs d'un meilleur avenir, c'est-à-dire de se voir délivrés de toutes les charges injustes; c'étaient les nobles, les chrétiens, les israélites; c'étaient les enfants de la Lithuanie, de Varsovie, de Posen, comme ceux de Cracovie et de la Gallicie; c'étaient tous les éléments épars et morcelés de la vieille nationalité polonaise, qui, par un effort simultané, voulaient rompre leurs chaînes et disputer leur vie, leurs libertés, aux lentes tortures de leurs bourreaux.

Un tel mouvement pouvait devenir funeste aux oppresseurs de la Pologne; mais des dénonciations parties de Paris don-

nèrent l'éveil aux trois puissances qui se sont partagé ce malheureux pays. Les Polonais partis de France dans le plus grand secret, pour aller prêter à la cause nationale l'appui de leur influence politique ou de leurs talents militaires, furent signalés, à leur départ, à la vigilance de la police autrichienne, russe et prussienne. La Prusse et la Russie, ainsi prévenues à l'avance, prirent si bien leurs mesures, qu'aucun Polonais, accouru de la France, ne réussit à pénétrer en Pologne, et que, sur plusieurs points, des arrestations multipliées firent échouer le plan des conspirateurs. Le gouvernement autrichien, prévenu de la même manière, répondit à ceux qui lui signalaient la conspiration : « Laissez marcher les choses; « laissez éclater la conspiration : trois jours de guerre nous « vaudront soixante ans de tranquillité. » Et l'homme qui prononça ces mots, M. de Metternich, avide du sang qui allait se répandre, et dont il aurait pu prévenir l'effusion, ne prit aucune de ces mesures qu'il savait si bien prendre en Italie et ailleurs, pour étouffer toute manifestation populaire.

Bien plus, le gouvernement autrichien encouragea dans la Gallicie l'élément communiste, qui, comme on l'a vu, se mêlait dans cette conspiration à l'élément nobiliaire et démocratique. Il avait en cela un double but : d'abord afin d'avoir un moyen de plus pour frapper la noblesse, et ensuite afin de s'en servir comme d'un épouvantail pour indisposer l'Europe contre la Pologne. Aussi, au grand étonnement des Polonais, habitués à toutes les rigueurs de la censure autrichienne, on vit circuler librement dans le pays des publications incendiaires marquées du sceau du communisme, et où, en prêchant le respect et l'obéissance à l'empereur, on excitait la population contre la noblesse.

Malgré ces événements si funestes à la réussite du mouvement insurrectionel, et quoique les provinces où les arrestations avaient été opérées fussent dès lors hors d'état de contribuer à la cause commune, l'insurrection éclata sur divers points de la Pologne. La Gallicie, tout en désespérant de l'arrivée des détachements d'insurgés qui devaient occuper des points importants de cette province, ne put arrêter l'élan patriotique qui entraînait tous les esprits, et elle donna l'exemple d'un généreux dévouement en prenant l'initiative révolutionnaire trois jours avant le 21 février, époque fixée pour le soulèvement général de toute la Pologne.

Il en fut de même à Cracovie. Là, le gouvernement autrichien, qui, selon l'expression de son ministre, voulait *par trois jours de bataille gagner soixante ans de paix*, avait eu soin de répandre le bruit que le mouvement qui se préparait avait un caractère essentiellement communiste. Le sénat de Cracovie, qui n'avait jamais eu qu'un pouvoir fictif, prit

l'alarme, et demanda aux trois cours d'Autriche, de Prusse et de Russie, un renfort de troupes pour occuper la ville. Le gouvernement autrichien, qui faisait jouer un des fils de la conspiration, fut naturellement le premier à répondre à cet appel en envoyant à Cracovie un corps de troupes de 1,300 hommes, dont 200 de cavalerie et une demi-batterie. Cette force, réunie à 500 hommes de la milice locale, était aux ordres du général Collin.

Malgré cette prompte intervention, l'insurrection n'en éclata pas moins. Dans la soirée du 19, près du jardin botanique, on vit s'élever et briller, à une grande hauteur, une fusée d'artifice. C'était le signal convenu. Dès ce moment régna dans la ville une grande agitation. En même temps, un grand nombre de mécontents, parmi lesquels se trouvaient beaucoup d'émigrés, se mirent en marche des environs sur Cracovie.

La république de Cracovie, qui allait devenir le théâtre d'une lutte si inégale, n'avait que soixante-cinq kilomètres sur vingt-deux de superficie, et ne possédait que cent quinze mille âmes de population. Quant à la ville de Cracovie, déchue de son ancienne splendeur, elle n'avait pas plus de trente-cinq mille habitants, y compris les juifs et les étrangers. Située dans une plaine, la ville était ouverte de tous côtés et n'offrait aucune défense. Il existait encore, il est vrai, un vieux château sur le mont Wawel, du côté de Podgorze, mais il était dans un si mauvais état, qu'il ne pouvait même résister à un coup de main. On demandera alors sur quels moyens comptaient les insurgés pour le succès de leur œuvre. Ils comptaient sur le courage et le désespoir d'une nation entière, qui, par esprit de nationalité, ou par la terreur, devait être forcée de prendre part à la révolution, et devait être une guerre de tous contre tous.

Les troupes autrichiennes, depuis le jour de leur entrée, c'est-à-dire depuis trois jours et trois nuits, étaient restées sous les armes, occupant les principales places. Le 20 février au matin, on commença à tirer sur elles de toutes les croisées environnantes, et lorsque le général Collin ordonna de faire évacuer les étages de ces maisons, les insurgés montèrent sur les toits pour tirer sur les troupes.

Cette fusillade continua pendant toute la journée, croissant d'heure en heure en intensité. Le soir, les décharges qui partaient des maisons avaient la précision et la rapidité d'un feu de peloton; les femmes et les jeunes filles chargeaient les armes, présentaient les cartouches et se mêlaient aux combattants, qu'elles encourageaient avec un noble enthousiasme. Les troupes autrichiennes, après avoir assuré leur poste principal contre une surprise, furent obligés de faire le siége de chaque maison où il y avait des insurgés.

Les premiers succès furent pour les Autrichiens; les insurgés eurent le dessous à la porte de Saint-Florsan et dans la demeure de l'aubergiste Wogt : c'étaient leurs postes principaux et leurs dépôts d'approvisionnements d'armes, de munitions et de drapeaux. Le 21 se passa sans combat, mais non sans exécution; les Autrichiens triomphaient! La ville, évacuée par les insurgés, fut livrée à une soldatesque effrénée, excitée par les boissons spiritueuses que l'autorité autrichienne avait fait distribuer à profusion; puis, à la suite d'ordres barbares, on fusilla dans les rues de Cracovie des personnes inoffensives, de faibles femmes, d'innocents enfants.

Cette sanglante saturnale dura vingt-quatre heures. Mais le 22, le bruit se répandit tout-à-coup que des masses d'insurgés du dehors marchaient sur la ville. Peu après, en effet, des hauteurs du château on put découvrir des milliers d'hommes, la plupart paysans, armés de fusils, de faulx et de piques, avec leur costume national, s'avancer vers la ville. Ils étaient précédés de drapeaux nationaux et conduits par des nobles, entre autres Patelski, Darowski, Bystrzanowski, Wenzyk. Ces hommes valeureux, sûrs de périr, avaient entonné l'hymne de la reconnaissance pour Dieu, qui leur avait permis de vivre libres au moins quelques instants. Pleins d'un généreux enthousiasme, ils savaient qu'en se levant ils couraient au martyre, et célébraient l'indépendance éphémère de leur patrie, en s'écriant : Ceux qui vont mourir te saluent. Cette troupe se dirigea vers le château de Wawel et s'en empara sans que le général Collin essayât de le défendre. Peu après les Autrichiens, attaqués de toutes parts, au milieu d'une ville insurgée et poussée au plus haut degré d'enthousiasme patriotique, furent forcés d'évacuer la ville et de battre en retraite jusqu'à Podgorze. Les insurgés firent alors leur entrée triomphale à Cracovie, portant à la tête de leurs colonnes l'image vénérée de la Vierge et l'aigle blanc de la Pologne. Ils avaient entonné l'hymne national de saint Albert : mère de Dieu, vierge Marie. La population entière faisait chorus avec eux, et des larmes coulaient de tous les yeux, tant l'émotion patriotique possédait toutes les âmes.

Le nombre des insurgés qui s'étaient rendus maîtres de Cracovie ne dépassait pas quatre cents, et les Autrichiens, dont le nombre était au moins quadruple, continuaient leur retraite, qui ressemblait plutôt à une fuite. En effet, ils évacuèrent également Podgorze, en y laissant tout un arsenal d'armes, de munitions, et une cassette contenant cent soixante mille florins en billets. Ils reculèrent jusqu'à Wieliczka, et quittèrent bientôt cette ville en y laissant encore des armes et une autre somme assez ronde en billets de banque, qui étaient cependant faciles à transporter. L'opinion publique euro-

péenne accusa le gouvernement autrichien d'avoir fait entrer dans ses calculs cette incroyable retraite et cet abandon gratuit d'armes et de billets de banque pour faciliter le développement de l'insurrection et avoir plus de vengeances à exercer.

Quoi qu'il en soit, la fuite des Autrichiens, l'abondance de vivres et d'armes trouvés à Podgorze et à Wieliczka, exaltèrent tellement les têtes, on se crut si sûr d'une grande conflagration survenue en Gallicie, que les insurgés s'occupèrent de constituer à Cracovie un gouvernement provisoire. En l'absence de toute autorité, plusieurs bourgeois notables s'étaient réunis dans la maison du comte de Wodziki, pour former un comité de sûreté, auquel se substitua (22 février) un gouvernement national composé de MM. Louis Gorskowski, ex-adjoint du musée d'histoire naturelle, Jean Tissowski, docteur en médecine, et Grzegorzewski, simple bourgeois de Cracovie, tous trois jeunes, hommes d'action et d'énergie.

Le nouveau gouvernement prit le titre de *Gouvernement provisoire de la nation polonaise*, et s'installa dans l'ancienne maison appelée *Krzystofoarni*, et à laquelle se rattachent les plus chers souvenir des Polonais, du temps du duché de Varsovie. Le nouveau gouvernement publia immédiatement un manifeste à la nation polonaise, où il retraçait les souffrances de ses compatriotes, et faisait un appel pour une levée en masse dans toutes les parties de l'ancienne Pologne. Le lendemain, il rendit un décret qui défendait, sous peine de mort, les attaques, à la propriété privée et publique, et déclarait aussi traître envers la patrie, quiconque établirait, sans autorisation du gouvernement, des clubs et des associations politiques.

En même temps, pour donner un démenti à une des calomnies répandues par les trois Cours, savoir : que les Polonais ne s'insurgeaient que pour chasser de la Gallicie et du duché de Posen les populations allemandes, des généraux insurgés adressèrent à la nation allemande un manifeste, qui causa au-delà du Rhin une assez vive impression.

Pour agir conformément à l'esprit qui avait dicté ces manifestes, et pour donner plus de force et d'unité au gouvernement révolutionnaire, les membres de ce gouvernement se démirent spontanément, et d'un commun accord, de leurs fonctions, et nommèrent unanimement comme dictateur M. Tyssowski, homme énergique et intègre, jouissant d'une confiance générale en Pologne, et qui conserva ce poste éminent jusqu'au dernier moment. Quelques dissentiments passagers régnèrent dans ce nouveau gouvernement, mais ils furent sans importance sur les événements, et ne servirent qu'à alimenter les calomnies dont les feuilles stipendiées d'Allemagne avaient accepté la triste mission d'abreuver la Pologne.

Pour stimuler l'ardeur des patriotes, un club national fut institué sous la direction de M. Dombrowski, nom qui figure avec honneur dans les fastes polonais du temps de l'Empire. Dans ce club, qui ne resta ouvert qu'un jour, de chaleureuses improvisations propagèrent au dehors les sentiments généreux qui en animaient les membres. Malheureusement, ces discours, consignés dans la *Gazette de Cracovie*, allaient être autant d'armes dans les mains des oppresseurs de ce pauvre et malheureux pays.

Pendant le court règne des insurgés, l'enthousiasme devait succéder à l'enthousiasme. Dès le lendemain de l'installation du gouvernement provisoire, la population entière de la ville de Wieliczka, qui, depuis soixante-dix ans, était séparée de la mère-patrie, arriva à Cracovie, processionnellement rangée, ayant en tête ses pasteurs et tous les emblèmes de la religion qu'on voulait les forcer à abjurer. Depuis quelques années, cette foi était leur seule patrie, et elle devait naturellement participer au triomphe qu'elle avait tant contribué à amener. Le spectacle était vraiment saisissant. Toute la ville, hommes, femmes, enfants, vieillards, se joignirent aux nouveaux venus. On se rendit aux églises dans le but d'y prier pour la délivrance de la Pologne. On y entendit en même temps des sanglots étouffés, le cliquetis des armes, le chant des hymnes sacrés, les voix profondément émues des prêtres armés, les serments des citoyens qui se préparaient à combattre. L'enthousiasme des femmes surtout touchait au délire. Vêtues de robes blanches et les yeux remplis de larmes, comme autant d'anges d'espérance, elles encourageaient les hommes à se défendre à outrance, en promettant de les aimer et de mourir avec eux. Honneur aux femmes de Pologne ! Dans le long et douloureux martyre de leur pays, elles n'ont jamais désespéré de l'avenir ; partout et toujours elles ont donné l'exemple de la haine contre l'étranger, du dévouement et de l'héroïsme ; gloire à ces nobles cœurs ! Dieu leur doit une patrie, et la patrie un temple.

Le jour même de cette imposante cérémonie, quatre escadrons de Krakusy défilèrent devant le gouvernement provisoire, et furent accueillis par des hourras sans fin. Cela tenait du miracle. Tous ces cavaliers étaient bien montés, bien équipés, bien armés, et joignaient l'élégance à la force.

Ce noble enthousiasme devait être malheureusement la dernière lueur de joie et d'espoir.

Mais avant de passer au récit du lugubre drame que l'Autriche jouait à quelques lieues de là, constatons la sympathie qu'avait trouvée en France et en Angleterre la noble cause de la Pologne.

A Paris, où se trouvait un nombre considérable de réfugiés

polonais, ces proscrits, attirés naturellement par l'émotion où les jetaient les nouvelles de Pologne, s'étaient rendus, dès les premiers jours de mars, à l'hôtel Lambert, chez le prince Czartoryski, illustre et noble débris de cette malheureuse nation. Parmi eux se trouvaient les principaux membres d'une association politique, connue sous le nom de *Société du Trois-Mai*. Le colonel Bréanski, président de cette société, présenta au prince une adresse au nom de plus de mille membres, tous émigrés polonais, dont se compose cette association. Les sentiments qu'exprima cette fraction importante de l'émigration polonaise furent des paroles d'union plus que jamais désirable dans cette sainte cause, et de confiance dans celui que ces chefs désignaient comme leur chef naturel.

Par cette adresse, les membres de la société du *Trois-Mai* promettaient au prince Czartoryski « le concours le plus soutenu et une rigoureuse obéissance à ses commandements, persuadé que ce concours était, par-dessus tout, nécessaire pour que l'émigration, par son représentant, pût le plus efficacement s'associer à la lutte héroïque que recommence la Pologne. » Ils terminaient en déclarant « que le temps des sacrifices étant venu, ils offraient à ceux de leurs compagnons d'émigration qui ne partageaient point les opinions que la société du *Trois-Mai* propageait depuis plusieurs années, l'abandon provisoire de leurs doctrines et de leurs théories, pour réunir l'émigration entière en un même faisceau, dirigé par le prince et lui prêtant son concours. »

En même temps, le prince recevait de Londres l'adresse suivante :

Les réfugiés polonais résidant en Angleterre, au prince Czartoryski, à Paris.

« Prince,

« Les réfugiés polonais qui résident dans la Grande-Bre-
« tagne et l'Irlande, ont fait, le 9 février, la déclaration for-
« melle qu'ils reconnaissent Votre Altesse comme leur chef,
« et obéiront à vos ordres. Ils ont pris cette résolution afin
« que les efforts de tous les Polonais reçoivent une direction
« utile, et qu'il y ait entre les divers efforts toute l'harmonie
« nécessaire. Aujourd'hui que la lutte pour reconquérir notre
« indépendance a commencé sur le sol de la patrie, nous
« sommes plus convaincus que jamais de la nécessité de
« l'union. Pour atteindre ce grand objet, ils croient de leur
« devoir de renouveler la déclaration ci-dessus, et d'ajouter
« que les Polonais résidant en Angleterre sont impatients de
« partager les efforts et les périls de leurs frères qui combat-

« tent en ce moment, qu'ils attendent avec confiance la di-
« rection de Votre Altesse, et que, pleins de foi dans votre
« sagesse et votre patriotisme, ils promettent la plus fidèle
« obéissance à vos ordres, sans aucun égard aux opinions po-
« litiques qu'ils peuvent professer individuellement. »

La Chambre des Députés de France, de son côté témoignait publiquement sa sympathie pour la cause polonaise. Quatre-vingt-quatre députés, représentant toutes les nuances des opinions de la Chambre, s'assemblèrent spontanément; un grand nombre de membres prirent successivement la parole. M. Garnier-Pagès proposa de constituer un comité permanent pour arrêter toutes les mesures à prendre dans l'intérêt de la cause polonaise. Cette motion fut combattue par plusieurs membres, et surtout par M. Odilon Barrot, qui ne crut pas que la nécessité d'un comité permanent ressortît des circonstances de l'insurrection. Cette opinion prévalut, et il fut décidé qu'on se bornerait à nommer une commission qui aviserait aux moyens de réaliser une souscription. Cette commission, nommée séance tenante, se composa de MM. Dupont (de l'Eure), *président*; Arago, de Lamartine, Odilon-Barrot, Rémilly, Léon de Maleville, Lafayette, de Larcy, et Vavin, *trésorier*. La commission formula immédiatement, et dans les termes suivants, son appel aux amis de la Pologne :

« Les efforts que la Pologne fait pour recouvrer sa nationalité, dont les titres sont si solennellement inscrits dans les traités, titres que les Chambres législatives de la France rappellent chaque année à l'Europe par des votes unanimes; le courage héroïque que déploient ses populations qui bravent la mort pour la plus sainte des causes; la pensée douloureuse que de nouveaux martyrs scellent en ce moment de leur sang leur foi dans la puissance du droit : ces circonstances ont profondément ému la France. Tous les partis, oubliant leurs divisions, se sont confondus dans une même sympathie qui éclate de toutes parts; les soussignés, éprouvant le besoin de s'y associer, ont ouvert une souscription. »

Mais, à l'heure où les proscrits polonais se livraient à l'espérance et adjuraient leurs fatales divisions; à l'heure où éclataient en France tant de sympathies pour cette noble cause, l'insurrection polonaise avait été déjà étouffée dans le sang.

CHAPITRE XIV

1847

Des gouvernements dits *paternels;* leur politique. — Situation des paysans de la Gallicie. — Leurs rapports avec les seigneurs ou propriétaires. — Causes de leur irritation. — Les Komorniks. — Plan d'opération des insurgés. — Sauvage expédient de l'Autriche. — Primes promises aux égorgeurs. — Mauvais succès des colonnes insurgées. — Massacre des nobles. — Szela. — Récompenses accordées par le gouvernement autrichien aux organisateurs du massacre. — Proclamation de l'empereur d'Autriche pour féliciter les égorgeurs. — Situation désespérée du gouvernement révolutionnaire de Cracovie. — Retour des Autrichiens à Podgorze. — Négociations des insurgés avec le général Collin. — Exigences de ce dernier. — Les principaux corps d'insurgés sortent de Cracovie. — Nouveau comité de sûreté à Cracovie. — Entrée des Russes, des Autrichiens et des Prussiens à Cracovie. — Les insurgés, ne pouvant gagner la Gallicie, se rendent aux frontières prussiennes et mettent bas les armes. — Mise en état de siége des provinces insurgées. — Arrestations, déportations, exécutions. — But que s'étaient proposé les trois Cours spoliatrices. — Incorporation de Cracovie à l'Autriche. — Protestation de l'Angleterre. — Protestation de la France. — Le czar Nicolas. — Prise de possession de Cracovie par l'Autriche. — Énergiques paroles de M. de Montalembert au sujet des attentats accomplis contre la Pologne.

Nous arrivons maintenant à l'épisode le plus affreux de ces derniers événements, à des scènes de cruauté telles, qu'on les croirait empruntées aux pages les plus sauvages des annales de la barbarie. Mais, avant d'entrer dans le détail de ces sanglantes tueries, il nous faut exposer en peu de mots la situation des paysans dans les provinces polonaises, sous la domination des puissances si improprement appelées *protectrices.*

Le grave inconvénient des *gouvernements* dits *paternels,* c'est-à-dire des gouvernements où les lois ne sont pas exécutées, et dans lesquels il n'y a d'autre règle que le bon plaisir d'un ministre pervers, c'est de ne pouvoir gouverner qu'en exci-

tant les classes de la population les unes contre les autres, et en les contenant les unes par les autres. Ce n'est pas là sans doute une preuve de sollicitude, mais c'en est une incontestable de rouerie gouvernementale : quand un peuple est assez abruti pour se contenter de mots, ce n'est pas à un gouvernement à lui servir une plus confortable chère. Les paysans polonais des provinces autrichiennes, russes ou prussiennes, étaient soumis à ce singulier régime. Voici, du reste, qu'elle était la situation du paysan de la Gallicie, dont nous avons spécialement à nous occuper. Dans cette province, l'esclavage et le servage étaient abolis de nom depuis un demi-siècle ; les paysans n'y possédaient pas la terre, mais ils avaient le droit de la cultiver de père en fils, au moyen d'un droit d'aînesse qui les érigeait en corps permanent; c'est-à-dire que la faculté de culture d'une propriété constituée dans une famille de paysans, et subsituée aux aînés à perpétuité, n'était pas, en quelque sorte, sujette à l'aliénation. A défaut de l'aîné, le puînésuccédait. L'aîné en sa qualité de possesseur de majorat, restait sur le domaine ; les puînées entraient dans l'armée. Si l'aîné venait à mourir, le puîné se trouvait libéré du service militaire, afin d'aller prendre possession du majorat. C'était la seule garantie réelle, quand elle était exécutée, de cette hiérarchie des paysans. Moyennant des redevances en nature et en corvées, le paysan cultivait cette terre qui appartenait au seigneur ou propriétaire.

Après le partage de la Pologne, il y a quatre vingt-treize ans, l'empereur Joseph II régla, par un décret toujours en vigueur, les rapports réciproques entre les seigneurs et les paysans. Il réduisit les journées de corvées, et abolit quelques anciens usages onéreux aux paysans et aux communes, comme, par exemple, le travail forcé pendant les moissons au profit des seigneurs, les gardes de nuit et autres charges. Mais tandis que dans l'ancien duché de Varsovie, et ensuite dans le duché de Posen, sous la domination de la Prusse, le système féodal fut aboli, l'Autriche s'appliqua à le maintenir dans toute sa force dans ses provinces polonaises. Elle laissa à dessein subsister deux priviléges importants pour les propriétaires, qui devaient être une cause toujours permanente de l'animosité des paysans contre les seigneurs. Ainsi, par exemple, c'était le propriétaire qui était obligé, sous sa responsabilité, de lever des recrues dans ses terres, et de les livrer lui-même aux autorités. Il était, en outre, chargé de percevoir l'impôt pour le compte du gouvernement, qui lui accordait la faculté de saisir, en cas de non payement, jusqu'à la dernière vache, et jusqu'aux ustensiles aratoires des paysans. En outre, les propriétaires exerçaient, par eux-mêmes ou par des employés à leurs gages, les fonctions de *justicier*, dont rele-

vaient sans appel tous les délits de police et toutes les affaires civiles.

On voit, d'un coup d'œil, tout l'infernal machiavélisme de cette combinaison. Le gouvernement s'était réservé le rôle de régulateur et de protecteur, et se bornait à envoyer de temps en temps ses délégués pour recueillir, laissant tout l'odieux de ses exactions sur les seigneurs. Dans aucun cas il ne pesait directement sur le peuple des campagnes, et ne lui faisait sentir ses rigeurs et ses exigences que par l'intermédiaire des propriétaires, qui formaient, dans ce système, le premier échelon de l'administration. Les nobles de la Gallicie, de même que les nobles des provinces polonaises russes de Volhynie, de Podolie, de Lithuanie, etc., où subsiste le même état de choses, ont souvent réclamé un changement dans leurs positions vis-à-vis de leurs paysans; mais le gouvernement autrichien, comme le gouvernement russe, n'a jamais voulu consentir à aucun arrangement, même à l'amiable.

Indépendamment de cette classe de paysans, qui tiennent les terres en quelque sorte en fermage, il en est une autre dont la condition est pire que celle des anciens serfs; ce sont les *Komornicks*, nom qu'on leur donne dans le duché de Posen. A ces malheureux, un propriétaire ou noble donne une parcelle de terrain et une cabane en usufruit, pour une année; ils payent ces avantages en donnant au propriétaire une journée tout entière de travail par semaine; cette journée, représentant vingt-quatre heures, équivaut, par conséquent, à deux journées ordinaires de douze heures chacune. Le revenu annuel de ces paysans ne surpasse jamais 30 thalers (112 fr. 50 c.). En outre, ce qui rend leur condition plus misérable, c'est que leur maître peut les renvoyer à chaque instant, tandis qu'ils sont liés, eux, pour un an, et pour plus longtemps encore s'ils ont fait des dettes, ce qui arrive très-souvent. Mais ce qui est pis encore, c'est qu'ils ne peuvent pas même devenir de simples domestiques, c'est-à-dire retourner à leur semblant de propriété, pour avoir bonne nourriture et se procurer des vêtements suffisants; car dans ces provinces, la première loi que l'on fait à un domestique, c'est de ne pas être marié, tandis que pour les *Komornicks* le mariage est obligatoire. On comprend alors sans peine combien ces classes misérables qui commencent à avoir le sentiment de leur misère, doivent être irritées contre les propriétaires ou nobles qui semblent n'être pas leurs seuls oppresseurs, quand, en définitive, ils ne sont que les instruments forcés d'ignobles gouvernements.

La Gallicie était, pour les insurgés, la principale ligne d'opérations contre les provinces meridionales de la Russie,

où les conjurés, depuis longtemps, par leurs émissaires, travaillaient l'esprit des jeunes officiers de l'armée et de la noblesse. Cracovie était le centre d'où devait partir l'insurrection. C'est là que devait être établi d'abord un gouvernement provisoire, et ensuite une représentation nationale composée des délégués de toutes les anciennes provinces et de l'émigration.

Déjà, dès le 24 janvier, tous les comités des affiliations existant dans toutes les parties de la Pologne, avaient transféré le pouvoir suprême entre les mains d'une autorité composée de cinq membres choisis, sans compter le secrétaire, pour la ville de Cracovie et son territoire, pour le grand duché de Posen, pour la Gallicie, pour la Russie, et pour l'émigration. Cette autorité devait se compléter elle-même par le choix de deux membres, l'un pour le royaume de Pologne du congrès de Vienne, l'autre pour la Lithuanie. Les membres élus, ainsi que le secrétaire, avaient accepté l'autorité, et devaient se réunir à Cracovie pour le 21 février, jour fixé pour le soulèvement. Les membres pour la ville de Cracovie et son territoire, et pour la Gallicie, s'étaient rendus, effectivement, à leur poste, et s'y étaient trouvés avant le jour fixé. D'un autre côté, le membre pour Posen fut arrêté, tandis que les membres pour la Russie, et le secrétaire, ne purent arriver à temps. Enfin, le membre pour l'émigration craignant pour sa liberté à l'entrée des troupes autrichiennes, s'était vu forcé, pour le moment, de se cacher de l'autre côté de la frontière.

D'après le plan de l'insurrection, il était convenu, comme nous l'avons dit, qu'en admettant qu'elle fût éventée sur un point, elle n'en devait pas moins éclater sur les autres. Cela, joint à la désignation de Cracovie comme centre du mouvement, aux facilités que l'Autriche procura, dès le début, à l'insurrection, explique comment, malgré l'inaction forcée des provinces polonaises, russes et prussiennes, la Gallicie autrichienne et Cracovie se trouvèrent être seules le théâtre de l'insurrection.

Or, voici ce qui était arrivé, et à quel sauvage expédient avait eu recours l'Autriche, probablement de concert avec ses deux complices, pour en finir avec cette Pologne, dont le nom seul leur pèse comme un remords.

Depuis plusieurs années déjà, les agents de l'Autriche exploitaient la crédulité des pauvres paysans de la Gallicie, et, pour semer de plus en plus la discorde entre ceux-ci et la noblesse, ils avaient été, comme on l'a vu, jusqu'à prêcher dans les villages les doctrines du communisme. Dans cette circonstance ils s'adressèrent principalement aux serfs des domaines de l'Etat, qui, la plupart, avaient été au service de l'Autriche. En même temps les autorités, pour être plus sûres d'atteindre

leur but, prirent la précaution d'incorporer parmi eux des chevaux-légers et d'autres soldats déguisés en paysans. Le chef civil du cercle de Bochnia, le sieur Berndt, et celui de Tarnow, un nommé Breindt, furent les deux principaux instigateurs de l'exécrable boucherie tramée par le Cabinet autrichien. Ces deux agents envoyèrent des émissaires dans les villages de la Gallicie, pour y gagner les paysans à la cause de l'Autriche, en leur persuadant que la noblesse polonaise n'avait d'autre but que de réduire les paysans à un cruel esclavage, et que le *gouvernement paternel* de l'Autriche venait les protéger contre les projets tyranniques de leurs compatriotes nobles. En même temps, ils promirent de payer dix florins pour chaque noble polonais qui leur serait livré mort ou vif (1).

Tel était l'état des choses, lorsqu'après le succès éphémère de la révolution de Cracovie, les insurgés sortirent de la ville sur trois colonnes, et prirent trois directions différentes. La première s'avança par la route directe de Lemberg, l'autre se dirigea du côté de Jordanow, et la troisième vers Limanowa. Ces trois colonnes éprouvèrent le même sort : la première, au lieu de trouver l'appui des insurgés de Bochnia et de Tarnow, la seconde celle de ceux de Wadowice, la troisième, enfin, celle de ceux de Sandeez, se virent partout traitées en ennemies, et la plupart de ceux qui les composaient furent impitoyablement massacrés de la main des paysans.

Mais ce n'était encore là que le premier acte du drame. Les moyens atroces mis en jeu par l'Autriche lui réussirent à souhait, et les paysans, poussés à l'assassinat par l'appât du gain, excités en outre par les excès des boissons qu'on leur distribua, se livrèrent bientôt à de telles cruautés envers la noblesse polonaise, que les agents de l'Autriche, surpris par un succès inespéré, furent obligés de mettre le meurtre au rabais, en réduisant de moitié la prime promise aux égorgeurs.

Cette prime, du reste, était si exactement payée aux fournisseurs de cadavres, que les paysans une fois livrés à ces sanglants excès, ne firent bientôt plus grâce à personne, et tous ceux qui tombèrent entre leurs mains périrent victimes

(1) Cette offre patente, publique, de primes pour les égorgeurs, est constatée par un document officiel. Dans un proclamation du préfet du cercle de Zloczow, M. Andzciowski, en date du 26 février, et que nous avons sous les yeux, on lisait le passage suivant : « Je préviens, par la présente, les habitants du cercle d'arrêter les gens suspects... J'attends particulièrement des communes qu'elles s'emparent, si la nécessité l'exige, des esprits turbulents, pour les livrer à la préfecture. *Je suis autorisé à donner pour cela, immédiatement, des récompenses convenables en argent.* »

de la rage cupide de ces forcénés. Des familles entières, des femmes, des enfants, furent ainsi exterminés, et leurs châteaux, leurs maisons, livrés au pillage et à la dévastation, restèrent comme des témoignages accablants contre les ordonnateurs de ces scènes de carnage.

Ce n'est pas tout encore : le clergé polonais, témoin de toutes ces atrocités, et voulant y mettre un terme, sortit processionnellement avec tous les insignes du culte catholique, dans l'espoir que cette cérémonie religieuse contribuerait à calmer la rage meurtrière des paysans, et à ramener ces malheureux à des sentiments plus humains. Mais cette démarche gênait les projets de l'Autriche, et ces nobles prêtres, frappés par les balles des soldats autrichiens, payèrent de leur sang leur généreuse intervention.

Cette *Jacquerie officielle* (1) dura plusieurs jours; et, dans le seul cercle de Tarnow, quatorze cent soixante-dix-huit nobles ou propriétaires, ou employés de ces propriétaires, furent égorgés : huit seulement restèrent en vie (2). Les femmes elles-mêmes ne furent pas épargnées, et moururent victimes des plus odieux attentats. Plus de huit cents enfants restèrent orphelins, et plus de trois cents de ces innocentes petites créatures étaient si jeunes, qu'elles ne savaient et qu'elles ne sauront jamais ni qui fut leur père, ni qui fut leur mère. Le massacre n'eut un peu de répit que lorsque le nombre des victimes étant devenu trop considérable, les argentiers de l'Autriche, après avoir réduit la prime de 10 florins à 5, et de 5 à 1, n'eurent plus assez de fonds dans les caisses pour faire face à cette dépense de cadavres.

Alors s'établit dans les villes et les villages de la Gallicie, avec l'approbation des autorités autrichiennes, des espèces de marchés où les paysans vendaient ouvertement les perles, les bijoux, les objets précieux, les riches étoffes, fruit de leur pillage, et, chose horrible à dire, jusqu'à des enfants dont les pères et mères avaient été massacrés, et que, par un sentiment d'humanité, quelques officiers autrichiens rachetaient, de crainte que, pour toucher la prime promise, les égorgeurs ne les massacrassent, *parce qu'ils étaient moins embarrassants à amener* au staroste Breindt *morts que vivants* (3). Le prix de ces innocentes créatures était de 40 kreutzers (1 fr. 50 c.) par tête.

(1) Mot par lequel M. Villemain caractérisa ce massacre à la Chambre des Pairs, dans la séance du 2 juillet 1846.

(2) Discours de M. de Montalembert, Chambre des Pairs, séance du juillet.

(3) Discours de M. de Montalembert, Chambre des Pairs, séance du juillet.



MASSACRE DES POLONAIS À CRACOVIE.

Celui des égorgeurs qui fit remarquer le mieux ses sauvages instincts, fut un nommé Szela, qui prit le titre de roi des paysans. Ce misérable s'était constitué en une sorte de juge souverain, et faisait comparaître devant lui des malheureux arrêtés, et qui, après cette vaine formalité, étaient exécutés, égorgés sans accusation, sans défense, sans crime, mais non sans bourreaux. De toutes les garanties que le droit pénal accorde aux criminels, la seule qu'il accordât à ses victimes, fut des bourreaux soldés pour tuer.

Voici le détail de quelques unes des formes avec lesquelles procédaient ces égorgeurs, et qui prouvent qu'ils obéissaient avec une soumission docile à des ordres impitoyables.

Lorsque la bande de Szela se présenta au château du comte Kotarski, qui, par son humaine conduite, était depuis vingt ans surnommé *le père des paysans*, Szela lui accorda quatre heures pour se confesser et communier. Il envoya lui-même chercher le curé du village, et, quand le vieillard eut accompli ses derniers devoirs de chrétien, on le tua à coups de pique et de poignard.

Sur un autre point, les égorgeurs montrèrent moins de sollicitude. Ayant envahi le château de la comtesse Mœrska, ils assassinèrent son mari, son frère et sa belle-mère. Cette malheureuse femme, prenant dans ses bras ses deux enfants, s'était enfuie par une porte de derrière, et s'était réfugiée dans une chaumière, chez une vieille paysanne. Là, après avoir revêtu ses enfants de chemises grossières et barbouillé leur visage de suie, elle se cacha elle-même dans un grenier. Mais les paysans, l'ayant découverte dans son asile, la conduisirent au cabaret du village, et la forcèrent de boire avec eux de l'eau-de-vie. Après cette orgie, ils commirent, sur cette femme jeune et belle, les plus atroces et les plus infâmes attentats; ensuite ils l'abandonnèrent sans connaissance dans un fossé.

Nous terminerons la relation de ce 2 *septembre* en citant quelques-uns des récits qui accompagnaient les noms des victimes consignées sur une liste funèbre qui fut publiée en octobre 1846 (1).

Bronieski (Théodore) et Bronieski (Jean).—Ils ont été massacrés de la manière la plus atroce dans leur propre maison. Théodore eut les côtes, les mains et les pieds brisés, et il fut tué ensuite à coups de fléau. Jean eut les oreilles, le nez coupé, et la peau arrachée de la tête; sa femme fut forcée d'éclairer les assassins lorsqu'ils lui arrachaient les yeux.

Madame Jhas. — Cette malheureuse femme, voulant sauver

(1) Cette liste, publiée d'abord à Strasbourg, fut reproduite par plusieurs journaux de Paris, et répandue en Allemagne, sans avoir provoqué aucune dénégation.

son mari, le cacha dans un coffre pendant le pillage de sa maison. Deux brigands s'étant approchés de ce coffre, elle les conjura de laisser la vie à son mari et de le cacher dans un endroit sûr. Ils le promirent; mais l'ayant retiré du coffre et faisant semblant de le cacher, ils le menèrent dans une écurie, le mirent sur un char, y attachèrent trois bœufs, et l'amenèrent devant la maison en criant à la malheureuse épouse : « Puisque tu as voulu le conserver, tire-le à présent ! » Ils l'attelèrent avec les bœufs, et la forcèrent à tirer le char. Ils frappèrent de tant de coups le mari et la femme, qu'ils en moururent.

Hierwinski. — Haché en morceaux et ses membres palpitants jetés aux cochons.

Kolarski (Charles). — Assailli en route, il demanda la faveur de se préparer à la mort : on le mena à l'église. En sortant de là il fut impitoyablement massacré. Ses mâchoires furent arrachées, etc.

Konopka (Prosper). — Pendant douze heures accablé de coups, défiguré et amené au cercle dans un état complet de nudité.

Rusiki. — Eut les bras et les jambes cassés, puis la tête séparée du corps ; car, comme le disaient les meurtriers, *une récompense de dix florins était promise pour toutes les têtes, et autant valait celle-là qu'une autre.*

Stowinski (Constantin). — Attaché par la barbe à la queue d'un cheval, et traîné de cette manière jusqu'à ce qu'il eût expiré.

Setkowska, née Kodzinwska. — Forcée d'avaler une quantité d'eau-de-vie, elle mourut dans les convulsions.

Nous ne prolongerons pas cette lugubre nomenclature; et que peut-on ajouter à des faits dont l'éloquent témoignage flétrit le pouvoir qui les a tolérés et commandés d'une honte indélébile ? Ce qui imprime encore au Cabinet d'Autriche une tache qui ne sera jamais effacée, c'est que les victimes étaient connues, les assassins étaient connus, et le gouvernement, au lieu de poursuivre et de punir les coupables, les récompensa. Les fameux starostes (préfets) des cercles (départements) de Bochnia et de Tarnow, Berndt et Breindt, qui avaient organisé les bandes armées et payé les primes aux égorgeurs, obtinrent de l'avancement, et furent décorés à la fois par l'empereur d'Autriche et par l'empereur de Russie.

Bien plus, pour mettre le sceau à ces infamies, pour ne pas avoir l'air de reculer devant cet acte de sauvage barbarie, l'empereur d'Autriche osa publiquement féliciter les égorgeurs par la proclamation suivante, que l'histoire doit conserver.

« A mes fidèles Galliciens,

« Nous avons eu à supporter de rudes epreuves dans ces « dernières semaines. Une conspiration ourdie à l'étranger, « et préparée depuis longtemps par les ennemis de l'ordre et « de la civilisation, a pénétré dans mon royaume de Gallicie. « Les conspirateurs ont réussi à gagner des partisans qui nour- « rissaient le fol espoir de vous entraîner tous dans leurs « projets criminels. Pour atteindre ce but, ils ont eu recours « à tous les artifices de la séduction, à tous les genres de pro- « messes. Ils n'ont pas craint d'égarer les sentiments les plus « honorables pour en abuser honteusement.

« Votre bon sens et votre fidélité sont restés inaccessibles à « ces diverses tentatives. Lorsque les conspirateurs, se livrant à « leurs illusions insensées et à leur aveugle audace, ont arboré « le drapeau sanglant de la révolte, cette coupable entreprise « a échoué contre la ferme résistance qui leur a partout été « opposée.

« Mon cœur éprouve le besoin de faire savoir solennelle- « ment à mes fidèles Galliciens toute la reconnaissance dont « il est pénétré pour leur loyauté et leur inébranlable fidélité « envers leur souverain.

« *Votre dévouement, votre amour pour l'ordre et le bon « droit, vous ont seuls entraînés.*

« Maintenant que vous vous êtes levés pour le maintien de « l'ordre et des lois, et que les projets de leurs ennemis sont « anéantis, vous allez retourner dans vos foyers et reprendre « le cours de vos paisibles travaux. Vous montrerez de nou- « veau, par l'accomplissement de vos devoirs de loyaux « sujets, que vous avez non-seulement combattu pour les « lois, mais encore su les consolider par l'obéissance et la « soumission.

« *Signé* FERDINAND Ier. »

« Vienne, le 12 mars 1846. »

Mais il y a quelque chose de pire encore que la complicité avec de pareilles horreurs; il y a quelque chose de plus odieux que de massacrer des innocents et de payer leurs têtes, c'est de flétrir leur mémoire. Et, cependant, c'est ce qu'essaya de faire le gouvernement autrichien, par l'organe de M. de Metternich. Seul au monde, cet homme dont la mémoire était, de son vivant, déjà maudite, pouvait affronter la honte de verser tout le venin de la calomnie sur le cadavre de ses malheureuses victimes.

Pour qu'il ne manquât rien à cette épouvantable tragédie, il fallait que l'ambassadeur d'Autriche près le Saint-Siége

obtint du pape une lettre encyclique au clergé de Gallicie pour désapprouver ses démarches en faveur des victimes. Cette lettre contenait des conseils humains et pacifiques qu'il eût été plus dignes d'un pape de donner au gouvernement égorgeur, et qui contrastent d'une manière pénible avec l'acte infâme que, moins que tout autre, le chef spirituel des chrétiens devait justifier.

Voilà ce qui se passa avant, pendant et après les massacres de la Gallicie, une chose horrible de plus qu'on peut inscrire dans les annales du XIXᵉ siècle, un fait épouvantable que nul n'essaya de démentir, un fait clair comme le jour, mais comme un jour sanglant et hideux, comme tout ce qu'il y a de plus sanglant et de plus hideux dans l'histoire.

Revenons maintenant à Cracovie, où nous avons laissé le gouvernement révolutionnaire se flattant d'une espérance qui ne devait pas se réaliser.

La Gallicie, ainsi livrée à cette armée d'égorgeurs, dont le gouvernement autrichien s'était assuré la coopération, rendait désespérée la cause des insurgés à Cracovie. En effet, les débris des trois colonnes que nous avons vu dirigées vers Gdow, Wadowice et Sandeez, étaient rentrés dans la ville et y avaient porté la plus profonde consternation. En même temps, les Autrichiens, qui ne s'étaient éloignés que pour donner à la révolution le temps de prendre quelque consistance, afin d'avoir plus de victimes à frapper, revinrent sur leurs pas. Arrivé à Podgorze, le général Collin braqua des canons sur la ville et menaça de la bombarder. Le dictateur Tissowski se prononça d'abord pour une résistance à outrance : il ordonna de faire des barricades. Bronislas Dombrowski, qui avait été nommé général de la révolte sur la rive droite de la Vistule, partagea son avis et offrit de le seconder. Mais les bourgeois les plus notables leur ayant fait entrevoir la témérité de cette défense et les malheurs inouïs qu'elle attirerait sur la ville, il fut résolu qu'on entrerait en négociation avec le général Collin. Une ressource, il est vrai, restait aux insurgés, celle de risquer le passage dela Vistule pour pénétrer dans la Gallicie, au-dessous de Podgorze ; mais la hauteur des eaux de la Vistule, à cette époque, leur ôta cette dernière et seule chance, non pas seulement de succès, mais de salut.

Cependant, dans la nuit du 2 au 3 mars, le corps principal des insurgés quitta la ville, après avoir retiré les postes qui gardaient la Vistule. Ceux qui restèrent envoyèrent dès lors au général Collin, en qualité de parlementaires, deux Français qui habitaient depuis longtemps Cracovie. Le général autrichien refusa d'entrer en négociation avec des Français, et demanda, avant tout, à parler à des bourgeois de Cracovie.

Il se forma alors un nouveau comité de sûreté, composée de MM. Jos. Wodzicki, Pierre Moszinski, Kosowski, Léon Bocheneck, Antoine Hentzel, Hilarius Meciszewski, secrétaire. Le premier soin de ce comité fut d'envoyer des députés munis de pouvoirs auprès des commandants des corps de troupes stationnées à la frontière, afin de connaître la décision des trois puissances au sujet de la ville de Cracovie, et pour recommander à leur clémence les habitants de cette capitale. En même temps, il publia l'arrêt suivant :

« Le comité soussigné, en priant tous les habitants bien intentionnés d'attendre le résultat des démarches, ordonne ce qui suit : 1° Il est défendu, sous peine sévère, de tirer dans les rues. 2° A l'exception de la garde de sûreté, personne ne pourra porter des armes. Les armes et effets militaires devront être déposés à la direction de la police, à l'exception de ceux de la garde de sûreté.

« Cracovie; 3 mars 1846. »

Le même jour, conformément aux intentions du général Collin, une députation de sénateurs se rendit au quartier général autrichien, et en rapporta les conditions suivantes.

Podgorze, 3 mars.

« Attendu que les rebelles ont quitté Cracovie, et que la bourgeoisie de cette ville, dans laquelle il n'existe plus de gouvernement, a imploré la protection des trois hautes puissances, pour défendre les personnes et les propriétés, je déclare que je consens à lui accorder cette protection, mais sous la réserve expresse que ce ne sera que provisoirement, et jusqu'à ce que les trois puissances protectrices aient pris une décision ultérieure, et ce ne sera, toutefois, qu'aux conditions suivantes :

« 1° La ville de Cracovie me livrera tous les chefs rebelles qui se trouvent encore dans ses murs, ou m'indiquera le lieu où ils se sont retirés;

« 2° Les habitants seront entièrement désarmés ; et, le 5 mars, à midi précis, les armes de tout genre devront avoir été livrées et être déposées au château, où une commission nommée par moi les recevra ;

« 3° Quiconque, pendant que je serai à Cracovie, sera trouvé les armes à la main, passera devant un conseil de guerre dans les vingt-quatre heures. Il en sera de même de tous ceux dans la maison desquels des armes seraient découvertes ;

« 4° Le sénat actuel de Cracovie est chargé, sous la présidence du sénateur Kopf, de diriger, jusqu'à la décision ulté-

rieure des trois hautes puissances protectrices, les affaires intérieures de la ville et du territoire de Cracovie. »

A ces conditions, les envoyés de Cracovie répondirent que Cracovie ne s'était nullement insurgée ; qu'en face de l'éloignement tant soit peu rapide des troupes autrichiennes, il fallait bien constituer une espèce de gouvernement. « L'administration révolutionnaire, ajoutaient-ils, n'était qu'un épisode auquel la ville n'avait guère pris part. Si le général n'était pas parti d'une manière si imprévue, il n'aurait jamais été question, à Cracovie, d'une insurrection quelconque. »

Le général autrichien refusa d'admettre ces raisons, et insista pour avoir des ôtages.

Le lendemain, 4 mars, le comité de sûreté, auquel se joignirent encore trois bourgeois notables, envoya au général Collin une dépêche conçue dans des termes soumis, mais fermes, et dans laquelle il le priait de renouer les négociations, et d'avoir égard à la position critique de la ville. Le général Collin, qui, comme toutes les autorités autrichiennes, avait des pouvoirs pour égorger, mais non pour faire grâce, répondit qu'il manquait de pouvoirs pour entrer en négociations, et qu'il laissait encore à la ville douze heures pour réfléchir. Dans l'intervalle, les Russes, qui, durant les négociations avec le général Collin, avaient été secrètement invités à venir occuper la ville, y pénétrèrent. Un corps de cavalerie, parcourant les rues au grand galop, fut immédiatement suivi d'un régiment de Circassiens commandé par le colonel Sweytkowski. En apprenant l'entrée des Russes, le général Collin, désappointé, ne parla plus ni d'ôtages, ni de livrer les chefs ; et les Autrichiens, s'empressant de suivre l'exemple des Russes, entrèrent dans la ville purement et simplement. Le lendemain, les Prussiens entrèrent à leur tour.

Les corps d'insurgés que la crue des eaux de la Vistule empêcha de pénétrer en Gallicie, s'étaient rendus aux frontières prussiennes, où ils avaient mis bas les armes.

Maintenant, une justice à rendre au gouvernement provisoire et révolutionnaire, c'est que, durant son règne, il n'y eut ni violence ni désordre ; jamais les rues de Cracovie ne furent si sûres que pendant les six jours de révolution ; aucune attaque n'eut lieu ni contre les personnes, ni contre les propriétés ; un seul homme perdit la vie : ce fut un misérable, nommé Weinsberger, qui avait dénoncé plus de sept cents Polonais à la police russe, dont il était l'agent secret ; il fut massacré par ses propres domestiques.

Cette modération des pouvoirs révolutionnaires dans le triomphe, que nous avons eu occasion de constater déjà plusieurs fois, mise en regard des fureurs qui accompagnent

toujours les succès des pouvoirs dits légitimes, est un fait caractéristique qu'on ne saurait trop constater, car il prouve, par l'histoire du monde entier, que là où est la modération et la justice, là aussi est la force réelle.

A cette modération, les Cours spoliatrices répondirent par la mise en état de siége des diverses provinces insurgées; ensuite vinrent les arrestations, les confiscations, les déportations en Sibérie, la mise à prix des têtes des principaux insurgés, les cachots et les exécutions. La Prusse, qui se montra plus modérée que ses complices, se contenta de remplir ses forteresses des insurgés qui s'étaient livrés à sa foi, et, quand ses cachots regorgèrent de ces malheureux proscrits, elle livra le reste à l'Autriche. La Russie laissa au temps et aux tortures morales et physiques le soin de remplir ce dernier office. Par un ukase du 6 mars, elle ordonna que « tous les individus appartenant à la classe des prisonniers politiques qui se trouvaient exilés en Sibérie, et y seraient entrés au service de la couronne, ne *pourraient plus être* libérés de ce service qu'en prenant l'engagement par écrit de ne jamais quitter le lieu où ils servaient, et de demeurer *à perpétuité* soumis à la police locale. » Cet ordre fut expédié aux chefs de la police centrale de la Sibérie de l'ouest et de la Sibérie de l'est. En même temps, le roi Frédéric-Guillaume publia une ordonnance, qui clot dignement, par la calomnie, la menace et l'arbitraire, cette première série d'iniquités.

Passons maintenant au dénoûment de ce lugubre drame, au but principal que s'étaient proposé les trois cours spoliatrices.

On comprend sans peine comment l'Autriche, prévenue en même temps que la Russie et la Prusse du grand mouvement insurrectionnel qui se préparait, non-seulement ne fit rien pour le prévenir, mais encore en facilita l'exécution par tous les moyens. Le but à atteindre nécessitait cet infernal machiavélisme; mais ce ne fut que quelques mois après que l'Europe stupéfaite vit clair dans cet abîme d'iniquités.

Voici ce qui arriva.

En résumant d'abord ce que nous venons de relater, nous trouvons que l'insurrection était partout, dans la Gallicie, le duché de Posen, celui de Varsovie, toute l'ancienne Pologne, partout en un mot où le nom de patrie antique était sacré. Au premier mouvement, les troupes autrichiennes furent appelées à Cracovie, puis disparurent tout-à-coup, afin que M. de Metternich pût alors faire commencer cette jacquerie organisée depuis plus de trois mois, préparée d'ailleurs depuis longues années, avec cette atroce persévérance de l'Autriche, et qui précipita une multitude ignorante et féroce contre des concitoyens dont on payait effrontément l'assassinat. Mais

cette vague, une fois soulevée, ne put immédiatement rentrer dans son lit. L'incendie, le pillage, l'assassinat continuèrent à désoler cette malheureuse contrée. Ce ne fut plus alors de soulèvements politiques dont il fut question, mais de bandes de brigands insatiables, de dévastations, de meurtre et de pillage. Cet état d'anarchie avait été prévu par M. de Metternich, qui, avec cette froide impassibilité d'un homme habitué à commander des massacres et des égorgements, essaya d'y mettre un terme en proclamant la loi martiale.

Une fois la tragédie jouée, les acteurs qui avaient présidé à la mise en scène, devaient naturellement chercher à en retirer le lucre qu'ils s'en étaient promis. Comme nous l'avons dit, le nom seul de la Pologne, encore subsistant à Cracovie, pesait comme un remords sur ces trois couronnes d'Autriche, de Prusse et de Russie, qui avaient assumé cette honte de la civilisation moderne. Le dernier fantôme de la Pologne, avec ses nobles souvenirs, importunait encore. Cracovie était le Westminster de la Pologne; elle conservait dans ses murs l'ancien palais de ses rois qui avaient fondé la civilisation, préservé la ville de Vienne elle-même, arrêté la marche victorieuse de l'islamisme ; elle renfermait, en outre, les tombes de Kosciuszko et de Poniatowski, nobles souvenirs qui offusquaient l'Autriche. Cracovie se trouvait ainsi comme représentant de la raison et du cœur de la Pologne; et, a ce titre, les trois co-partageants, dignes successeurs de Catherine, de Frédéric et de Joseph, devaient vouloir faire disparaître Cracovie de la carte de l'Europe. Alors, plus de Polonais, plus de Pologne nulle part; de cette race proscrite, partagée, dispersée en lambeaux dans tout l'univers, il ne resterait même plus une nécropole : Cracovie, ce serait l'Autriche; Posen, ce serait la Prusse ; Varsovie, ce serait la Russie.

Ce n'était pas tout d'avoir comploté le vol, de l'avoir rendu praticable, il fallait encore l'exécuter. L'indépendance de Cracovie avait été stipulée par les traités de Vienne, signés par huit puissances ; chaque année, à la Chambre des Députés de France, on avait protesté contre l'anéantissement de la Pologne ; dans les circonstances graves, l'Angleterre s'était associée à ces protestations ; d'autres puissances de deuxième ordre avaient témoigné une sympathie plus timide, et il y avait quelque témérité pour les puissances spoliatrices, de vouloir annuler à trois ce qu'on avait stipulé à huit.

Pendant quelques mois, les trois puissances n'osèrent rien entreprendre; mais, vers la mi-octobre, un dissentiment ayant éclaté entre la France et l'Angleterre, à propos du mariage du duc de Montpensier avec une infante d'Espagne, les trois cours profitèrent de cette occasion pour mettre à exécution leur plan projeté de spoliation.

Le 23 novembre 1846, il parut dans les journaux d'Allemagne deux documents destinés, par les chancelleries du Nord, à plaider devant l'Europe et l'histoire le bon droit du parjure et la légitimité de la spoliation.

C'était le cynisme du mensonge après le cynisme du vol et de l'assassinat.

Cette explication, jetée insolemment à la face des puissances signataires du traité de Vienne, était une espèce de réquisitoire après le crime; et, en cette circonstance, M. de Metternich ne sut pas garder la dignité du bourreau qui frappe et s'appuie sur sa hache sans essuyer le sang. Ni lui, ni l'empereur qu'il représentait, ni les souverains complices de cet empereur, n'eurent l'audace d'affronter le crime et descendirent lâchement à le justifier par une longue et double imposture.

La presse de Paris et de Londres n'accueillit qu'avec des paroles d'indignation l'acte de brutalité sauvage qui portait le dernier coup a la Pologne. Et tous les journaux, sans acception de parti, arrivèrent à cette conclusion, que les trois souverains avaient agi, en cette circonstance, absolùment comme des bandits armés qui, après avoir dévalisé un voyageur, auraient essayé de lui prouver la légitimité de leur acte de brigandage.

En effet, ces motifs se réduisaient à trois : 1° la nécessité; 2° le droit individuel de l'Autriche sur la ville de Cracovie; 3° le droit collectif des trois Cours de faire ce qu'elles avaient fait.

Le premier motif, la nécessité, n'était pas un motif sérieux; il fallait avoir, en effet, toute l'impudence des chancelleries absolutistes, pour oser avancer que la république de Cracovie, qui comptait au plus cent cinquante mille âmes, était dangereuse pour l'existence de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie.

Le second motif, le droit individuel de l'Autriche sur Cracovie, était tout aussi dérisoire. En effet, dans son manifeste de prise de possession du 11 novembre, l'empereur Ferdinand I[er] disait qu'il *reprenait la ville* qui avait *appartenu* légitimement à *son père François II* et à *ses ancêtres*.

Or, voici ce qu'on lit dans l'histoire : « En 1683, le roi de Pologne, Sobieski, partit de Cracovie avec sa vaillante armée, et sauva Vienne, d'où s'était lâchement enfui l'empereur Léopold, laissant sa capitale et l'Autriche à la merci des Turcs. » Ce n'était probablement pas cet ancêtre-là qui avait transmis à Ferdinand I[er] ses droits sur Cracovie. C'était alors son père, François II? Or, voici ce qu'on lit encore dans l'histoire : « En 1796, Cracovie fut *prise* par François II. Elle fut gardée jusqu'en 1809. C'était *la premiere fois* que cette ville

tombait aux mains des Autrichiens. A l'occasion de cette occupation, *accomplie violemment par ordre de François II*, il fut frappé une médaille. » Cette médaille, en effet, existe au *Cabinet des antiques* de Paris. Le droit légitime de possession de Cracovie, invoqué dès lors par l'Autriche, se trouvait réduit à un vol *violemment accompli* en 1796, et qu'elle avait été forcée de restituer en 1809.

Quant au troisième motif, le droit collectif des trois cours d'agir comme elles avaient agi, il suffira de résumer ce que nous avons dit sur les conférences qui précédèrent le traité de Vienne, pour se convaincre que, dans ce manifeste, tout n'était qu'imposture. Nous compléterons ainsi ce qui, dans le traité, concernait la Pologne.

On a vu que, dans ces conférences, la Russie, représentée par l'empereur Alexandre en personne, avait pris le rôle de protectrice de la nationalité polonaise. Maîtresse du grand-duché de Varsovie, après les campagnes de 1812 et 1813, elle cherchait à retenir seule la possession de tout le grand-duché. Cet Etat, à qui Napoléon avait donné le roi de Saxe pour souverain, avait été formé des provinces qui, par les partages successifs de la Pologne, en 1793 et 1795, étaient d'abord échues à la Prusse et à l'Autriche. Déjà, en 1807, le cercle de Bialystok avait été détaché de la partie prussienne par la Russie, qui, en 1809, s'était fait adjuger par Napoléon le cercle de Tarnopol, faisant partie de la Gallicie autrichienne. En 1815, la Russie voulait couronner l'œuvre d'envahissement, en s'emparant de tout le grand-duché ; mais l'Autriche et la Prusse s'opposèrent de toutes leurs forces à cette incorporation : chacune d'elles voulait avoir sa part de la Pologne. La Prusse faisait valoir, auprès de l'empereur Alexandre, les grandes pertes qu'elle avait éprouvées dans ses guerres avec Napoléon ; fidèle à son *système des arrondissements*, elle faisait remarquer la configuration bizarre et dangereuse pour sa sécurité, que lui avait donnée le traité de 1807 : la Silésie d'un côté, la Prusse royale de l'autre, s'étendaient en effet comme deux grands bras, en laissant un creux au milieu.

L'Autriche voulait, à son tour, gagner la Gallicie orientale, qu'elle avait perdu en 1809.

L'empereur Alexandre tint bon, et ne voulut consentir à aucun morcellement du grand-duché. Il opposait aux prétentions des deux puissances alliées son droit de conquête, et, à ce qu'il disait, le vœu unanime de tous les Polonais, qui lui offraient la couronne. Les négociations se traînaient péniblement. La Prusse demandait, avant tout, la réintégration de Thorn et de Dantzick ; l'Autriche voulait acquérir au moins Cracovie. Cependant, pour terminer ce débat, Alexandre mit en

avant l'idée qui, selon un bruit répandu, lui fut suggérée par le prince Czartoryski, de faire de Cracovie une ville libre, comme Francfort, et de la déclarer strictement neutre. L'idée fut d'abord repoussée par l'Autriche, et ses prétentions allant toujours en augmentant, il y eut un moment où les trois puissances co-partageantes allaient peut-être en venir à une rupture, lorsque le retour de Napoléon de l'île d'Elbe, et son débarquement à Cannes, vinrent mettre une trève à cette mésintelligence. Les négociations furent immédiatement reprises. La Prusse obtint, dès l'abord, les départements de Posen et de Bromberg, avec une partie de celui de Kalisch, dont fut formé le grand-duché de Posen. Cette puissance rentra aussi dans la possession de Dantzick et de Thorn.

Quant à Cracovie, elle fut déclarée, *sans condition*, ville libre, *indépendante à perpétuité*, et strictement neutre.

Nous devons ajouter à ce précis historique que la liberté, l'indépendance, la neutralité de Cracovie, n'ont jamais été que nominales. D'abord, dès 1833, les puissances spoliatrices commencèrent à substituer une nouvelle constitution à celle qui avait été incorporée dans les traités de Vienne, et à faire passer à leurs propres résidents le pouvoir suprême qui appartenait aux magistrats de la ville. Voilà pour l'indépendance de Cracovie. Voici maintenant pour sa neutralité. En 1836, sous les prétextes, les plus frivoles, Cracovie avait été occupée par les troupes autrichiennes, et, à la suite de bruits, de troubles et de projets révolutionnaires répandus par la vile police d'Autriche, deux ou trois cents victimes avaient été enlevées sans jugement du territoire neutre, et bannies dans l'Europe occidentale ou en Amérique.

Ainsi, on voit que le troisième motif allégué par le manifeste autrichien pour justifier un acte injustifiable, n'était pas plus fondé que les autres. L'incorporation de Cracovie à l'Autriche ne fut que la recrudescence d'un crime politique qui, depuis cinquante ans fait la honte de ce gouvernement. Puis, l'anéantissement des traités de Vienne ; car des traités violés sur un point ne peuvent rester obligatoires sur d'autres. Les Cours du Nord venaient de déchirer elles-mêmes les titres de propriété en vertu desquels elles exerçaient, sur tant de provinces illégitimement acquises, une domination nominale plutôt qu'une autorité solide et bien assise. En accomplissant leur œuvre de spoliation et d'oppression, en violant peu à peu toutes les garanties à la condition desquelles Cracovie avait été laissée sous leur protection, en couronnant tous ces empiètements par l'annihilation totale de la république, la Russie, l'Autriche et la Prusse accomplirent l'acte le plus radicalement révolutionnaire dans son ensemble, qui eût été commis depuis le congrès de Vienne; ce fut surtout le plus subversif

du principe général qui maintenait les arrangements territoriaux existant sur le continent.

Un tel acte ne pouvait passer sans protestation de la part des grandes couronnes de l'Europe occidentale. L'Angleterre donna l'exemple.

Dans cette pièce assez longue et écrite en termes secs et froids, lord Palmerston, ministre des affaires étrangères, raisonnait dans l'hypothèse que l'usurpation de Cracovie n'était encore qu'un projet, et s'attachait à faire ressortir les inconvénients d'une telle mesure. Il discutait ensuite les deux questions de droit et de nécessité. Sur la question de droit, il établissait, en rappelant le texte des traités, que les conditions arrêtées dans un engagement solennel par huit puissances, ne sauraient être modifiées et annulées par trois d'entre elles.

Sur la question de nécessité, il n'admettait pas davantage la solution que semblaient vouloir adopter les Cours du Nord. « Que trois des plus puissants États de l'Europe, disait la note, invoquent la nécessité pour détruire l'existence d'une petite république dont la population ne compte pas 130,000 âmes, c'est inadmissible. Les puissances se plaignent encore de ce que Cracovie serait devenu un foyer de conspirations et d'intrigues politiques. Mais, en admettant même la réalité du fait, il se présente alors deux hypothèses : ou ces conspirateurs sont gens du pays, ou ils sont venus du dehors. Dans le second cas, ce n'est pas à Cracovie, mais bien aux puissances elles-mêmes qu'il faut s'en prendre, car leur territoire enferme de tous côtés celui de la république. Dans le premier cas, est-il possible de croire qu'une ville comme Cracovie refuserait à trois puissances comme l'Autriche, la Prusse et la Russie, de comprimer les conspirations, de faire cesser les intrigues, dont ces puissances auraient alors un si juste sujet de se plaindre ; et si elle avait la folie de s'y refuser, quelles difficultés pourraient jamais rencontrer ces trois puissances, réduites à se faire justice elles-mêmes dans la limite des traités? »

La protestation du ministère français fut un peu plus significative. Elle était datée du 3 décembre. Elle contenait l'expression modérée dans la forme, de la profonde injustice, du défaut de sagesse de l'acte du 16 novembre, et de la conviction qu'il rendait à toutes les puissances de l'Europe la liberté la plus entière vis-à-vis des traités ainsi détruits.

Le cabinet français exprimait d'abord sa profonde et douloureuse surprise de la résolution des puissances ; il montrait qu'elles avaient subordonné à des motifs secondaires, accessoires, les raisons générales et plus puissantes que commandait le respect des traités, de ces traités, objet de plus d'une

résistance, et qui ont créé des souffrances de plus d'une sorte. Il rappelait, en termes vivement sentis, ce qu'avait été la Pologne, et montrait qu'on n'eût pas dû s'étonner de voir les membres épars de ce grand Etat, violemment détruit, éprouver encore des convulsions. La Pologne ayant perdu dans le monde politique le rang qu'elle a conservé dans l'histoire, ayant été détruite, partagée, les traités qui reconnaissent de tels faits ne pouvant faire disparaître tout à coup les angoisses et les plaies sociales qui en résultaient, il fallait en prendre son parti.

Le Cabinet français réfutait ensuite les raisons données par la Cour de Vienne, pour justifier la prise de possession de Cracovie. Il établissait que l'acte du Congrès de Vienne et le traité du 5 mai ne furent pas l'œuvre exclusive des trois puissances, et que le sort de la Pologne ayant été réglé par une délibération européenne, il n'était donc pas permis de supprimer le résultat de cette délibération. La dépêche se terminait en protestant solennellement contre l'acte des trois puissances; et afin que cette conclusion ne fût pas un vain rappel au respect des traités, on avait soin de constater qu'aucune puissance ne pouvait s'en affranchir sans en affranchir toutes les autres.

Au moment même où l'on protestait si solennellement, le czar Nicolas se disposait à mettre à exécution l'ukase du mois de décembre 1845, par lequel, au 1er janvier 1847, on devait compléter la dénationalisation de la Pologne, en lui enlevant le conseil d'administration et les autorités administratives qu'elle avait conservés jusqu'alors comme royaume indépendant. Ainsi, douanes, législation et administration distinctes, institutions nationales, écoles, religion, tout ce que les traités avaient conservé à la Pologne, tout allait être passé au creuset moscovite.

Cette brutale décision, qui cependant fut alors ajournée, ne surprit personne de la part du czar Nicolas, prince à vues étroites, à passions mesquines, à haines puériles, vraie nature de barbare à peine dégrossie, courant après l'éclat de la force brutale, et n'ayant pas même su emprunter à la civilisation le vice le plus commun aux souverains absolus, l'hypocrisie des moyens.

Pendant que les gouvernements accueillaient cette grande iniquité avec une sorte de réserve, les partis à opinions ardentes la flétrissaient avec une énergie peu commune.

Mais alors déjà, lorsque retentissaient ces nobles protestations, l'attentat était consommé. Depuis le 16 novembre, l'Autriche avait solennellement pris possession de Cracovie. Dès le matin, le général autrichien comte de Castiglione s'était placé, entouré d'un brillant état-major, sur le balcon

du palais sénatorial; et du haut de ce balcon, d'où jadis les Jagellons avaient harangué leur vaillante noblesse, d'où Kosciuszko avait adressé la parole aux porteurs de faulx de la Mazurie, plus vaillants encore que les nobles, le général autrichien prononça sa sentence de mort au dernier fragment de l'indépendance polonaise.

Le comte de Castiglione lut une proclamation en allemand et en polonais, qui fut immédiatement affichée à toutes les rues et places. Après cette lecture, l'aigle autrichien fut arboré sur le palais du sénat et salué par des coups de canon.

Le peuple assista, silencieux et frémissant, à cette cérémonie, que les sbires d'Autriche terminèrent en entonnant l'hymne national autrichien. (Dieu conserve notre empereur Ferdinand!)

La postérité garde pour lui une autre invocation.

Ce fut là le dernier acte du drame. Les hommes, qui venaient de répéter à la lettre la sanguinaire épisode du massacre de la Saint-Barthélemy, en armant et en excitant une classe de la société contre l'autre, purent convertir en casernes autrichiennes le palais des Jagellons, et garder les tombes de Jean Sobieski et de Kosciuszko! C'était la dernière insulte que pouvait recevoir le nom polonais.

Pendant que l'opinion européenne était le plus vivement agitée par cet attentat des trois Cours, l'Autriche crut devoir répondre aux pâles protestations des Gouvernements français et anglais, et essayer de couvrir du manteau du droit cette iniquité nouvelle.

Cette nouvelle était à peine connue à Paris, que la session des Chambres s'ouvrit. L'opinion publique attendait, avec une incroyable impatience, le discours du Trône, pour connaître comment serait appréciée par le gouvernement cette dernière et si effrontée atteinte à la nationalité polonaise. Elle ne fut que médiocrement satisfaite du paragraphe qui s'y rapportait, et qui n'était que le simple exposé des faits. Le voici :

« Un événement inattendu a altéré l'état des choses fondé « en Europe par le dernier traité de Vienne. La république de « Cracovie, État indépendant et neutre, a été incorporée à « l'empire d'Autriche; j'ai protesté contre cette infraction « aux traités. »

Le 3 février 1847, la discussion s'ouvrit sur ce paragraphe à la Chambre des Députés, qui, depuis seize ans, n'avait cessé de glisser une seule fois dans son Adresse un vœu sympathique pour la nationalité polonaise. De tels précédents lui faisaient un devoir, en cette circonstance, de prendre une attitude ferme, telle qu'elle convient aux représentants d'un grand peuple; et, en présence de cette violation flagrante

des traités de Vienne, par ceux-là mêmes qui avaient seuls gagné à ces traités, de déclarer solennellement que les puissances absolutistes n'avaient pu se dégager des traités, sans en dégager la France. C'est ce qu'elle fit en votant, en réponse la communication du Trône le paragraphe suivant :

« Un événement inattendu a altéré l'état de choses fondé en « Europe par le dernier traité de Vienne. La république de « Cracovie, Etat indépendant et neutre, a été incorporée à « l'empire Autrichien. La France veut sincèrement le respect « de l'indépendance des Etats et le *maintien des engagements* « *dont aucune puissance ne peut s'affranchir sans en affranchir* « *en même temps les autres*. En protestant contre cette viola- « tion des traités, nouvelle atteinte à l'antique nationalité « polonaise, Votre Majesté a rempli un impérieux devoir, et « répondu à la juste émotion de la conscience publique. »

Sur cette affaire de Cracovie, la Chambre entendit tour à tour MM. de Falloux et de Mornay ; mais toute sa curieuse attention se porta sur les discours de M. de Genoude et de M. Odillon Barrot surtout, qui flétrit avec un magnifique langage l'acte spoliateur des trois puissances.

Le ministre des affaires étrangères, M. Guizot, n'essaya pas de détruire l'effet produit par ces discours, mais il fit clairement entendre qu'une protestation plus explicite que celle du 3 décembre, et dont le sens serait de déclarer les traités de 1815 anéantis, aurait la guerre pour inévitable résultat, et la guerre contre quatre puissances. Cependant, vivement pressé de s'expliquer sur le sens de sa protestation, il finit par dire : « L'événement consommé, qu'a fait le gouvernement du « Roi ? Il a protesté. Il a vu dans la destruction de la franchise « de Cracovie un fait contraire au droit européen. Il l'a qua- « lifié selon sa pensée. *Et en même temps il en a pris acte,* « *afin, dans l'avenir, s'il y avait lieu, d'en tenir le compte que* « *lui conseilleraient les intérêts légitimes du pays.* »

Ainsi, la situation qu'avait créée pour les puissances de l'Europe l'attentat de Cracovie, pourrait se résumer ainsi :

L'Autriche, s'était chargée sans scrupule d'une iniquité de plus.

La Prusse décidée en cette circonstance à tolérer pour l'Autriche ce système des *arrondissements* qu'elle pratique si bien pour son propre compte, semblait persuadée de n'avoir créé pour son éternelle rivale qu'un embarras de plus, et attendait.

La Russie qui, à l'aide de ses deux complices était parvenue à ses fins, soufflait la discorde d'un bout de l'Europe à l'autre, et tâchait de brouiller tout pour tout dominer.

La France, dans un isolement complet par suite de sa mésintelligence avec l'Angleterre, à cause des mariages espagnols, semblait disposée à ne pas laisser échapper l'occasion de se

déclarer la protectrice des nationalités, et de grouper ainsi autour d'elle toutes les puissances secondaires menacées par ce nouvel attentat des Cours du Nord.

Quant à l'Angleterre, il suffira de résumer sa conduite dans les actes successifs qui avaient amené l'anéantissement de la Pologne, pour se convaincre qu'elle était prête en cette circonstance, comme toujours, à ne jamais consulter que son intérêt. En effet, lors du premier partage de la Pologne, elle refusa de se joindre à la France pour empêcher ce partage, et ne se préoccupa que d'un mince intérêt mercantile.

Lors du partage définitif de 1795, elle favorisa ce partage qui lui parut un préliminaire indispensable aux coalitions qu'elle voulait former contre la France.

En 1815, elle refusa de seconder la France dans ses efforts pour obtenir la reconstitution, alors possible, de la Pologne indépendante.

En 1831, lord Palmerston, alors ministre des affaires étrangères, n'admit pas même la discussion dans le parlement sur l'anéantissement de la constitution polonaise de 1815.

En 1846, elle se borna à une protestation hypothétique, et de nature à ne pas la brouiller avec les trois puissances. Jamais elle n'avait dévié de cette politique traditionnelle qui ne s'émeut que pour son intérêt direct menacé, et en 1847 elle était ce qu'elle a toujours été.

Nous ne saurions mieux caractériser ce triste récit qu'en citant l'opinion d'un homme essentiellement religieux et monarchique (1), et dont les paroles, à ce double titre, acquièrent, dans l'appréciation de ce fait, une incontestable autorité.

« ..... On reproche à la Pologne d'être anarchiste. Toutes les fois que les diplomates et une certaine école d'hommes politiques parlent de la Pologne, ils accolent à son nom le mot d'anarchie. Cela n'est pas fondé, je m'empresse de le dire; mais quand cela serait, quand cet esprit anarchique ne serait pas désavoué par l'immense majorité de ses enfants, par tout ce qu'elle a de distingué, par son histoire, par ses antécédents, à qui serait la faute ? Ah ! la Pologne est anarchique, et à qui doit-elle de l'être ?

Est-ce que ce serait à la Pologne elle-même ou à la France révolutionnaire et démagogique ? Non, non, mais bien à ces souverains, uniquement à ces souverains qui, il y a soixante-dix ans sont montés dans cette chaire d'où les grands rois, les grands ministres de la terre enseignent au monde le droit public, et qui n'ont enseigné à la Pologne que le triomphe de l'iniquité et de la force brutale, de tout ce qui peut

(1) M. le comte de Montalembert.

faire aimer le bon ordre, la justice et les principes fondamentaux de toute société. Voilà ceux à qui il faudrait faire remonter la cause, si la Pologne était réellement anarchiste, à ceux qui lui ont enseigné qu'il n'y avait rien de sacré sur la terre, ni l'histoire, ni les lois, ni la religion, ni la famille, et qu'on pouvait impunément tout sacrifier aux nécessités politiques du moment; ceux qui ont tout profané, tout violé, tout torturé pour asseoir et affermir leur puissance. Voilà bien les dogmes et les pratiques de l'anarchie, voici ce qui a été enseigné à la Pologne depuis soixante-dix ans par ses trois copartageants, non pas seulement dans le passé, non-seulement par Catherine, Frédéric et Joseph, mais aujourd'hui par l'empereur Nicolas, le roi Ferdinand et le prince de Metternich. Je ne veux pas d'autre preuve que l'histoire des religieuses de Minsk et les massacres de la Gallicie. Et vous croyez que de telles leçons pouvaient rester sans fruit?

Eh quoi! vous sèmerez l'iniquité, la cruauté, la perfidie, tous les crimes que l'humanité a jamais imaginés, et vous voudriez ensuite récolter le bon ordre, la paix, la satisfaction, l'obéissance, toutes les vertus qui signalent un pays légitimement et raisonnablement gouverné! Mais ce serait la dernière et la plus sotte des illusions. Ce que vous avez semé ne doit produire que l'anarchie. Quant à moi, ce qui m'étonne, c'est que la Pologne tout entière ne soit pas la proie d'une anarchie plus incurable, et que chaque Polonais ne soit pas un forcené armé contre tous les souverains, contre tous les pouvoirs de l'Europe qui ont trahi et livré sa patrie (1).... »

Quoique sévères, ces paroles sont vraies. Mais le règne de l'iniquité n'a qu'un temps; son triomphe est passager comme sa puissance. Parce que jadis, comme une distraction à ses crapuleuses débauches, il a plu à une czarine de Russie de rayer un peuple de la carte de l'Europe; parce que des complices n'ont pas hésité à salir leur blason de ce stigmate d'opprobre, la Providence ne saurait sanctionner ces inspirations du vice et du crime couronnés! Sous les étreintes de ses tyrans et jusqu'au jour de la résurrection de la légitimité des nations, jusqu'à ce jour inscrit au ciel, le peuple polonais a dormi; mais ce n'était pas le sommeil de la mort, c'était au contraire le sommeil du germe qui dort dans la profondeur du sol pour devenir un arbre vivace et puissant.

(1) Discours de M. le comte de Montalembert, Chambre des Pairs, séance du 2 juillet. (*Moniteur.*)

CHAPITRE XV

1850 à 1863

Avènement au trône d'Alexandre II. — Le congrès de Paris.— Arrivée d'Alexandre II à Varsovie.—Ses discours.—L'amnistie.—Appréciation de cet acte. — Protestations des partis démocratiques et monarchiques Polonais.— Discours de lord Clarendon.— Couronnement du nouveau czar; son entrevue avec Napoléon III, à Stuttgard. — Rescrit d'Alexandre II au gouverneur militaire de Lithuanie.—Société agronomique fondée à Varsovie. — La société agronomique envoie au czar une adresse.—Sa dissolution.—Allocution de l'abbé Deguerry aux Polonais. — Cantiques nationaux des poëtes Aloys Felinski et Camille Uieyski.—Massacres des Polonais.—Lettre d'un gentilhomme Polonais au prince de Metternich.—Recrutement forcé.

Jusqu'à la guerre de Crimée, la Pologne, frémissante sous le joug de ses oppresseurs, la Pologne à qui l'empereur Nicolas avait dit, le 4 octobre 1835 :

« Si vous vous obstinez à conserver vos rêves de nationalité « distincte, de Pologne indépendante, et de toutes ces *chimères*, « vous ne pouvez qu'attirer sur vous de grands malheurs. J'ai « fait élever ici la citadelle, et je vous déclare qu'à la moindre « émeute, je ferai foudroyer la ville, je détruirai Varsovie, et « certes ce ne sera pas moi qui la rebâtirai ! »

La Pologne attendait. Alexandre II, succédant à son père Nicolas, inaugurait une politique plus sage. Sébastopol détruit, il entrait dans la voie des négociations qui le conduisait à la paix.

Le Congrès de Paris (février-mars 1856) fut chargé de fixer les conditions de cette paix qui sauvait la Russie. La France voulut y prendre en main la cause de la Pologne, mais l'Angleterre, jalouse de toute pensée généreuse de notre pays, mais l'Autriche et la Prusse, intéressées au maintien de la domination russe, firent adroitement écarter des débats cette question brûlante.

La paix signée le 30 mars, les journaux de tous les pays contractants qui, deux mois auparavant, traitaient Alexandre

d'Ogre, se mirent à célébrer sa mansuétude et son amour de tous ses sujets, sans distinction d'origine. Les théories du marquis Wielopolski, sur l'alliance Russo-Polonaise prirent de la consistance, en raison de la popularité habilement conquise à l'empereur de toutes les Russies par quelques mesures libérales, fictives, il est vrai, et ce fut avec un vif sentiment d'espoir et de gratitude que la Pologne apprit que son nouveau souverain allait la visiter.

On annonçait, en effet, aux Polonais que le czar allait proclamer une amnistie générale, qu'il rendrait les biens confisqués, qu'il rétablirait la constitution de 1815, qu'enfin il allait réparer tous les malheurs du règne de Nicolas Ier.

Aussi Varsovie fit à son souverain une réception enthousiaste. Le 11 mai 1856, le czar devait justifier toutes les promesses faites en son nom, par un discours prononcé devant les maréchaux de la noblesse, les sénateurs et le clergé polonais. Ceux-ci attendaient avec anxiété les paroles pleines de mansuétude qu'on leur avait promises. Quelle ne fut pas leur douloureuse surprise, quand l'Empereur leur dit :

« J'arrive au milieu de vous avec l'oubli du passé, animé « des meilleures intentions pour le pays. C'est à vous à m'ai- « der à les réaliser. Mais avant tout je dois vous dire que nos « positions respectives doivent s'éclaircir.

« Je vous porte dans mon cœur comme les Finlandais, et « comme mes autres sujets russes ; mais j'entends que l'*ordre* « établi par mon père soit maintenu. Ainsi, Messieurs, et « avant tout, *point de rêveries, point de rêveries !* Ceux qui « voudraient continuer à en avoir, je saurai les contenir, je « saurai empêcher que leurs *rêves* ne dépassent point la « sphère de leur imagination. Le bonheur de la Pologne « dépend de son entière fusion avec le peuple de mon empire. « CE QUE MON PÈRE A FAIT EST DONC BIEN FAIT ; JE LE MAINTIEN- « DRAI.

« Dans la dernière guerre d'Orient, les vôtres ont combattu « à l'égal de tous les autres ; voici le prince Michel Gortscha- « koff, qui en a été témoin et qui leur rend cette justice, qu'ils « ont bravement versé leur sang pour la défense de leur pa- « trie. La Finlande et la Pologne me sont également chères, « comme toutes les autres parties de mon empire. Mais il faut « que vous sachiez, pour le bien des Polonais eux-mêmes, que « la Pologne doit rester unie, pour toujours, à la grande « famille des empereurs de Russie. Croyez, Messieurs, que je « suis animé des meilleures intentions ; mais c'est à vous de « me faciliter ma tâche, et, je vous le répète, Messieurs, *point « de rêveries, point de rêveries !*

« Quant à vous, Messieurs les sénateurs, laissez-vous diriger « par mon lieutenant ici présent, par le prince Gortschakoff ;

« et vous, Messieurs les évêques, ne perdez jamais de vue « que la base de toute bonne morale est la religion, et il est de « votre devoir d'inculquer aux Polonais que leur bonheur « dépend entièrement de leur fusion absolue avec la sainte « Russie. »

Ce discours n'était connu que de ceux qui l'avaient entendu, quand le 15 mai, eut lieu le bal magnifique donné au czar par la ville de Varsovie. La population trompée par le manége des journaux et des intéressés, voulait fêter son jeune empereur, dont le programme devait être si libéral. Le bal fut donc enthousiaste. Mais lorsque le lendemain une députation vint remercier Alexandre II, de sa présence à la fête, la satisfaction des habitants de Varsovie se changea bien vite en angoisses pour l'avenir.

Il importe de faire connaître le texte même de la réponse du souverain qui démentait ainsi les espérances de ce peuple qui croyait renaître :

« Je suis bien aise, messieurs, de vous dire que j'ai été très-« satisfait de me trouver au milieu de vous. Le bal d'hier était « un très-beau bal; jamais il ne sortira de ma mémoire : je « vous en remercie.

« Je suis certain qu'on vous a répété les paroles que j'ai « adressées aux députés de la noblesse quand je les ai reçus, « il y a cinq jours de cela. Soyez, Messieurs, dans la réalité, « soyez unis à la Russie, et abandonnez toutes les *rêveries* « d'indépendance, impossibles désormais à réaliser et à main-« tenir.

« Aujourd'hui, je vous le répète de nouveau : Ma conviction « est que le bien de la Pologne, que son propre salut, exigent « qu'elle reste unie, pour toujours, et par une entière fusion, « à la glorieuse dynastie des empereurs russes ; qu'elle forme « une partie intégrale de la grande famille de l'empire de « toutes les Russies. En conservant à la Pologne ses droits et « ses institutions, *telles que les lui a données mon père*, j'ai la « volonté inébranlable de faire du bien et de favoriser la pros-« périté du pays. Je veux lui garantir tout ce qui peut être « utile et tout ce que mon père lui a promis et accordé : je ne « le changerai en rien : *tout ce que mon père a fait est bien « fait. Mon règne sera la continuation du sien*; mais il dépend « de vous, Messieurs, de me rendre cette tâche possible ; vous « devez faciliter mon œuvre. Vous seuls serez responsables, si « mes intentions devaient échouer devant les chimériques « résistances.

« Pour vous prouver que j'ai pensé à apporter des adoucis-« sements, je vous préviens que je viens de signer l'acte d'am-« nistie ; je permets à tous les émigrés qui le demanderont « leur retour en Pologne. Ils seront certains qu'on les laissera

« en repos. Leurs droits civils leur seront rendus et on ne les « traduira pas devant des comités d'enquête. Je n'ai fait qu'une « seule exception : j'ai exclu les anciens incorrigibles et ceux « qui, dans les dernières années, n'ont cessé de conspirer ou « de combattre contre nous.

« Tous ceux qui reviendront pourront même, après trois « années de repentir et de bonne conduite, se rendre utiles « en rentrant au service de l'Etat. Mais avant tout, Messieurs, « agissez de façon à ce que le bien projeté devienne possible, « et à ce que je ne me voie pas réduit à la nécessité de brider « et de punir ; car, si malheureusement cela devenait néces- « saire, j'en aurai la volonté tout comme la force : que jamais « donc je ne sois forcé de le faire.

« M'avez-vous compris ? J'aime mieux être à même de pou- « voir récompenser que de punir. Il m'est beaucoup plus « agréable, ainsi que c'est le cas aujourd'hui, de dispenser « des éloges, de donner des espérances et de provoquer la « reconnaissance. Mais, sachez aussi, et tenez-le pour dit, « Messieurs, que quand cela sera nécessaire, je saurai répri- « mer et punir, et on verra que je punirai sévèrement.

« Adieu, Messieurs ! »

La promesse s'était changée en menace. Voyons maintenant comment était rendu le décret d'amnistie.

La grâce était déclarée pleine et entière, mais les trois dernières lignes en rendaient l'application subordonnée aux caprices du gouvernement russe. « Cette grâce, lisait-on, ne « s'étend cependant pas à ces réfugiés qui, par leur conduite, « font preuve d'une haine constante contre notre gouverne- « ment. »

Les explications que les interprêtes de la volonté du czar donnèrent de ces trois lignes ne laissèrent de doute à personne. L'amnistie n'était accordée qu'à ceux qui feraient une soumission en règle, reconnaîtraient leurs erreurs passées, et s'engageraient pour l'avenir à une fidélité absolue. En d'autres termes, il fallait, pour jouir de l'amnistie faire acte d'apostasie.

Que devenait le programme si pompeusement annoncé? Nul ne fut dupe, en Europe, de cette mystification cruelle. Les réfugiés polonais de Paris rédigèrent, a ce sujet, deux protestations empreintes d'un esprit de logique et de bonne foi qu'on ne peut méconaître. Le parti démocratique et le parti monarchique polonais ne diffèrent, du reste, en rien quant à leur opinion sur la domination russe. Pour eux la forme du gouvernement russe n'a aucune importance. Ce qu'ils combattent, c'est l'étranger, et rien que l'étranger.

« Les émigrés polonais, lit-on dans la protestation des dé-

« mocrates, déclarent à la face de leur patrie et du monde civilisé, qu'ils rejettent l'amnistie du czar Alexandre II, aussi bien que toute autre qui pourrait leur être offerte par un des trois oppresseurs de la patrie, et qu'ils ne rentreront sur le sol natal que lorsqu'ils pourront en expulser l'étranger, que lorsque la Pologne sera libre et indépendante.

« Ils déclarent qu'ils ont une foi invincible dans la résurrection de leur patrie, et, dussent-ils succomber sur la terre d'exil, ils attendront l'heure suprême comme des victimes, dont les cendres peuvent faire germer toute une génération de vengeurs. »

La protestation du parti monarchique n'est pas moins empreinte d'une grande énergie patriotique :

« Nous sommes sans *haine* et sans rancune contre la Russie. Dans la situation qui nous est faite, le calme et une résignation chrétienne sont la seule attitude qui nous convienne. Mais il ne nous appartient pas, jusqu'à ce que justice soit faite à notre pays, d'abdiquer la tâche qui nous a été léguée par nos pères ; et tant qu'il restera une voix de proscrit libre dans l'univers, elle dira aux gouvernements et aux peuples : *Au nom de l'Évangile et de l'histoire, la Pologne a le droit de vivre d'une vie nationale et indépendante ; elle espère en Dieu, dans ses intérêts et dans la conscience des hommes impartiaux de toutes les nations.* »

Nous n'avons donne de ces protestations que les passages qui font ressortir les nuances des deux partis polonais, si unis quand il s'agit de repousser ou combatire l'oppression étrangère. Ces documents étaient forts développés. Traduits en toutes langues, répandus à profusion sous forme de circulaire, ou par l'insertion dans tous les journaux, ils produisirent une vive émotion. L'Angleterre en fut remuée dans toutes ses parties, et il n'est pas sans intérêt de mettre sous les yeux du lecteur quelques remarquables passages des interpellations adressées au ministère par Lord Lyndhurst, à la chambre haute, le 11 juillet 1856 :

« Le nouvel empereur Alexandre II, dans ses deux allocutions à Varsovie, vient de déclarer : *que rien ne le déterminera à dévier de la voie suivie par son prédécesseur à l'égard de la Pologne;* il ajouta que, *dans l'intérêt de la Russie, la Pologne doit appartenir aux États de la dynastie impériale.* Ce langage de l'Empereur ayant provoqué des murmures parmi les assistants, à Varsovie, il continua en ces termes : *Ne vous bercez plus d'illusions, car si vous continuez à les nourrir, moi qui sais récompenser, je saurai aussi châtier.* L'Empereur termina enfin son discours par cette exclamation : *Plus de rêveries, plus de rêveries!*

« Je ne puis admettre que le noble comte Clarendon n'ait

« point exigé, au sein du dernier congrès de Paris, une am-« nistie pour les Polonais! On a réellement accordé une espèce « d'amnistie *qui a un son pour l'oreille* mais qui ôte toute « espérance. En effet, une amnistie méritant ce nom doit être « formelle, générale; ses conditions doivent être claires, et « les exceptions aussi peu nombreuses que parfaitement déter-« minées, de telle sorte que l'opinion publique puisse les « justifier.

« Examinons si l'amnistie russe réunit ces caractères? Cha-« cun des émigrés doit préalablement adresser au gouverne-« ment russe une demande de rentrer dans la patrie; cette « demande peut être rejetée. Vous savez sans doute, milords, « que le gouvernement russe avait confisqué les biens des « émigrés; le décret d'amnistie ne dit pas que ces biens seront « restitués. Ainsi, l'émigré polonais ne retrouvera dans sa « patrie que la misère... Sans moyen d'existence, sans posi-« tion, presque sans famille, sans amis, vingt-cinq ans ont « dû les disperser, l'infortuné sera devenu étranger parmi « les siens, s'il n'en est pas même rebuté... L'amnistie exclut « tous ceux qui ont montré ou montrent des dispositions hos-« tiles à l'égard du gouvernement russe, et ce sont les fonc-« tionnaires russes qui seront les juges de ces dispositions « hostiles! L'émigré est ainsi livré à la discrétion du fonc-« tionnaire, et si celui-là est malveillant, qui jugera entre « l'émigré et le fonctionnaire? — Un autre fonctionnaire « russe!

« On s'étonne que les plus notables dans l'émigration polo-« naise refusent d'accepter l'amnistie; les motifs de ce refus « sont consignés dans l'acte que je dépose ici au parlement. « Cet acte renferme en substance ceci : *Nous ne protestons « pas contre l'amnistie à cause d'opinions ou d'intérêts per-« sonnels, mais parce qu'en l'acceptant nous reconnaîtrions « comme fautive notre lutte et notre dévouement à l'indepen-« dance nationale; par ce fait, nous admettrions la justice des « ukases promulgués contre nous*. Ceux, qui, sur cette base, « ont rejeté l'amnistie, ont rempli un devoir sacré! »

Ce que nous remarquons le plus dans cet éloquent plaidoyer, c'est l'explication franche, claire, sans réticences et sans ambiguités de l'amnistie dont le gouvernement russe avait fait un si grand éloge préalable. Elle est ainsi réduite à sa véritable expression, et par un homme dont le rang et la nationalité sont une garantie d'impartialité qu'on croit ne pouvoir attendre d'un historien.

Un moment l'on put croire que la paix signée le 30 mars à Paris n'était qu'une trève, que les hautes parties contractantes, du moins celles qui avaient pris part à la guerre de Crimée, allaient faire à la Russie des reproches sévères. Mais

on dût promptement revenir de cette illusion quand on connut la réponse de lord Clarendon au nom du ministère :

« Je ne crois pas qu'il m'appartienne de révéler à cette « heure et ici même ce qui s'est passé à cet égard au sein du « *Congrès de Paris*; mais je crois néanmoins pouvoir dire « que les plénipotentiaires, et moi-même personnellement, « nous avons eu des motifs sérieux de croire que les projets « de l'empereur de Russie à l'égard de la Pologne était *géné-* « *reux* et *bienfaisants*. Nous avons dû admettre que l'em- « pereur était non-seulement disposé à décréter une amnistie « générale, mais encore à rendre aux Polonais quelques-unes « de leurs institutions nationales; qu'ils recevraient des « garanties pour l'exercice de leur religion; que l'instruction « publique en Pologne allait être établie sur un pied plus « libéral et plus national. Nous avons enfin cru être fondés à « espérer que la Russie allait renoncer pour toujours au sys- « tême des *sévérités* qu'elle avait jusqu'alors pratiqué. Mus « par ces convictions, nous avons alors *renoncé* à discuter cette « question dans le sein du Congrès de Paris.

« Nous avons cru qu'il fallait avant tout examiner, peser « mûrement quel résultat pourrait produire une action offi- « cielle de notre part; car il ne faut pas perdre cette grave « considération de vue : les plénipotentiaires russes pou- « vaient nous dénier le droit de nous immiscer dans l'admi- « nistration intérieure de l'empire. Disons cependant toute « notre pensée sur ce point : il nous a semblé que la politique « russe aurait pu faire connaître à l'Europe ses projets à cet « égard.

« Mais lorsque l'on nous a prouvé qu'une telle demande de « notre part serait en Russie l'objet d'interprétations irri- « tantes; que l'on pourrait nous attribuer l'intention d'in- « spirer au czar des actes de grâce à l'égard de ses sujets, « en nous prévalant de la situation faite aux hautes puis- « sances respectives et contractantes par les événements; « lorsque l'on nous fit comprendre (le général comte Orloff et « le baron Brunow) que si nous donnions suite à notre projet « de discuter les affaires de la Pologne, nous pourrions plutôt « faire du tort à la cause que nous voulions servir; c'est alors « que les plénipotentiaires de la France et de l'Angleterre *re-* « *noncèrent* à leur projet. Mais, je le répète, que l'on ne croie « pas que notre silence fût de l'indifférence : la considération « de la Pologne et des réfugiés a seule enchaîné notre action.

« Dès le début de la guerre de Crimée, j'ai personnellement « désiré l'accomplissement de nos vœux pour la Pologne. « Plus tard, j'ai partagé le sentiment pénible de *déception* « que l'amnistie, ainsi restreinte, a généralement fait naître, « Je ne comprends pas, je l'avoue, ce qui a pu déterminer le

« czar à décréter un acte empreint de telles restrictions, car « il est à ma connaissance que la seule nouvelle d'une am« nistie large, générale surtout, aurait été accueillie à Varso« vie avec un enthousiasme, avec des marques de joie qui « auraient ému certainement l'empereur. Je suis persuadé « aussi qu'une amnistie générale, entière, aurait provoqué, « dans le cœur de tous les Polonais, des sentiments de grati« tude et d'attachement. »

On ne peut certes pas accuser lord Clarendon d'avoir manqué, dans ce discours, de témoigner de la sympathie à la cause polonaise. Mais si l'opinion avait lieu d'être satisfaite des sentiments de l'orateur, ne dût-elle pas être douloureusement émue de l'attitude de l'homme d'état. Au lieu de promettre une intervention, même seulement diplomatique, le ministre termine son discours en disant que le mécontentement des Polonais était une menace pour le czar, mais qu'en même temps on pouvait espérer qu'Alexandre II reviendrait à de meilleurs sentiments pour le peuple auquel l'Europe libérable s'intéressait si vivement.

Nous verrons bientôt si les prévisions subsidiaires de lord Clarendon devaient se réaliser.

On attendait avec une certaine impatience, tant en Pologne qu'en Europe, la cérémonie du couronnement du nouveau czar. Elle eut lieu à Moscou le 7 septembre 1856. Les espérances furent encore déçues. Le couronnement du souverain eut lieu en grande pompe. La Pologne y fut représentée par une grande partie de sa haute noblesse. On y distribua des grâces. On y parla d'émancipation, de liberté, mais de Pologne, point. Alexandre II ne voulait pas revenir sur ce qu'il avait qualifié de rêveries.

Un an après, l'Empereur Napoléon III et le czar, eurent une entrevue à Stuttgard. Bien que les sujets de la conversation des deux souverains n'aient pas été rendus publicson sût bientôt que Napoléon III, avait inspiré à son frère de Russie, l'idée de mettre la Russie, au point de vue de la liberté individuelle, de la liberté de conscience, de l'égalité devant la loi, sur le pied des nations européennes. C'était en effet le seul moyen pour l'immense empire, de ne pas être à la fois une menace pour la civilisation, et l'objet de l'antipathie des peuples. Le czar promit beaucoup, mais une théorie plus puissante sur son esprit que la raison de notre souverain, l'emporta dans ses conseils. C'était la théorie du panslavisme qui prenait corps; théorie dont la mise en pratique devait amener la formidable insurrection de 1863, et dont nous reparlerons bientôt.

Il fallait cependant que la Russie donnât à l'Europe un peu de confiance. Il fallait qu'elle prenne rang parmi les nations

civilisees. Elle le pouvait en rendant à la Pologne une partie de ses droits, mais c'eût été un ébranlement de cette autocratie immuable sur laquelle repose la puissance du czar. Le cabinet de St-Pétersbourg eût alors recours à une fiction qui devait placer dans l'opinion des libéraux, la Russie au dessus de la Pologne. Il s'occupa de l'émancipation des paysans.

Mais il est certains événements que l'histoire ne rend certains qu'après des siècles, il en est d'autres aussi qui s'éclaircissent avec une grande rapidité. Dans cette circonstance le gouvernement ne faisait que s'approprier une idée polonaise, et par un rare bonheur, la Pologne pût voir se réaliser son projet humanitaire, huit jours avant que la décision officielle fût rendue en Russie.

Voici les faits :

Nos lecteurs ont dû remarquer, peut-être avec une certaine tristesse, que la Pologne, si jalouse de son indépendance nationale, était très-arriérée en matière d'égalité et de liberté individuelle. Si cependant nous jetons nos regards en arrière, nous voyons que la Confédération de Bar, le 29 février 1768, décrète l'émancipation des paysans. Tout aussitôt, la czarine Catherine II, effrayée pour ses états russes de la tournure des choses en Pologne n'attend pas la publication du décret et organise une insurrection des paysans contre la noblesse.

L'ignorance du peuple des campagnes venait en aide à la politique de la czarine. Les libéraux polonais furent donc obligés de remettre à des temps meilleurs leur œuvre émancipatrice.

La diète de 1776, en décrétant la création d'un nouveau code, lui donne pour but primitif les mesures relatives à l'émancipation. Le projet est soumis à la diète de 1780. Les trois puissances le font écarter, Catherine II, Frédéric II et Joseph II, se servent aussitôt de ce fait qui était leur œuvre pour détacher l'Europe philosophique des polonais qu'elle voulait adopter.

En 1788, la diète de Varsovie reprend l'œuvre de 1780. Mais aussitôt, le 5 novembre. Catherine II s'interpose pour empêcher toute réforme. En 1791, nouvelle tentative des polonais, immédiatement assimilés aux jacobins de France et désignés comme tels à l'horreur de l'Europe. Aussitôt le second partage a lieu.

Le 7 mai 1794, Kosciuszko proclame de nouveau l'émancipation. En 1795, son œuvre est détruite. En 1807, le Code Napoléon est introduit dans le duché de Varsovie, mais la Lithuanie et la Ruthénie restent sous la loi de l'ancien régime. En 1818, la noblesse, assemblée à Vilna, pour rédiger un projet de loi d'émancipation, est dispersée par la force.

L'insurrection de 1831 et celle de 1846, proclamaient l'émancipation. Mais le résultat de la répression fut de ramener la Pologne à son ancien ordre de choses.

Il importe de réfuter cette incessante calomnie, qui a souvent indisposé l'opinion libérale contre la Pologne. Le meilleur argument est de prouver que la noblesse polonaise a inspiré, à Alexandre II, l'idée de l'émancipation.

Or, cette preuve, la voici :

Le 20 novembre 1857, l'empereur Alexandre II adresse au gouverneur militaire de la Lithuanie un rescrit où nous lisons :

« Le ministre de l'intérieur a porté à ma connaissance les « bonnes intentions témoignées par le comité de Vilna, « Kowno et Grodno (Lithuanie), à l'égard des paysans de ces « trois goubernies.

« Approuvant pleinement les intentions des représentants « de la noblesse des goubernies de Vilna, Kowno et Grodno, « comme étant conformes à mes vues et à mes désirs, j'au« torise cette noblesse à procéder, dès aujourd'hui, à l'élabo« ration des mesures nécessaires pour la mise à exécution « des projets desdits comités, *à condition toutefois que l'œu« vre ne soit accomplie que progressivement*, afin de ne pas « troubler l'organisation économique actuellement en vi« gueur dans les propriétés de la noblesse. »

Remarquez-vous cette touchante sollicitude d'Alexandre II pour les intérêts polonais ! N'y a-t-il pas là une véritable plaisanterie? Ne voit-on pas clairement que ce que le czar pouvait redouter, c'est que, si la secousse était violente en Lithuanie, elle eût un contre-coup plus violent en Russie.

Alexandre II termine ainsi :

« En offrant à la noblesse des goubernies de Vilna, Kowno « et Grodno, le moyen de réaliser ses bonnes intentions, con« formément aux principes que j'ai indiqués, j'espère que la « noblesse justifiera pleinement la confiance dont je fais « preuve envers elle en l'appelant à prendre part à cette « œuvre importante, et qu'avec l'aide de Dieu et l'assistance « éclairée des propriétaires nobles, cette œuvre sera couron« née d'un plein succès.

« Vous et les gouverneurs des provinces placés sous vos « ordres, vous veillerez à ce que les paysans restent soumis « aux propriétaires, et qu'ils n'ajoutent aucune foi aux insi« nuations malveillantes et aux bruits erronés qui pourraient « se produire. »

Les termes de cette conclusion semblent bien, il est vrai, faire remarquer que désormais la noblesse reçoit la mission du souverain. Mais c'est là une question de formule autocra-

tique, reportant à l'empereur l'initiative de tout ce qui se fait sous son règne.

Que reste-t-il de tout cela?

C'est que c'est la noblesse polonaise qui de tout temps s'est occupée de l'émancipation.

C'est que la mesure prise par Alexandre II pour donner satisfaction à l'Europe civilisée, lui a été inspirée par la noblesse polonaise.

C'est qu'enfin la Pologne doit être lavée de l'accusation portée contre elle par les libéraux de tous les pays qui n'ont entendu dans le débat que la voix de la Russie.

Nous allons voir, du reste, par quel pauvre moyen, le gouvernement de Saint-Pétersbourg, veut convaincre l'Europe et ses peuples de son libéralisme.

Une société agronomique se fonda aussitôt le rescrit publié à Varsovie. Elle réunit dans son sein tous les nobles polonais, en même temps qu'elle centralisa leurs capitaux. Son but était surtout de procéder sans secousse nuisible aux intérêts des propriétaires, comme aux intérêts des paysans.

Tandis qu'elle organise ses travaux préparatoires, qu'elle centralise, pour l'étendre ensuite, son action émancipatrice, de graves événements s'accomplissent qui doivent précipiter son action.

Procédons par ordre. La guerre de l'indépendance italienne apporta un peu d'espoir aux patriotes polonais. En juillet 1860, eurent lieu les obsèques de la veuve du général Joseph Sowinski, mort héroïquement en 1831. Tout ce que la capitale de la Pologne renfermait de patriotes assista à ce convoi. L'assistance fut calme et recueillie. Aucun cri ne fut prononcé, mais enfin c'était une manifestation.

Trois mois après, eut lieu à Varsovie le congrès des trois souverains de Russie, de Prusse et d'Autriche. Les Polonais comprirent que les intéressés allaient concerter les mesures à prendre pour empêcher les manifestations de se renouveler. Loin de s'en effrayer, ils célébrèrent solennellement l'anniversaire de la révolution du 29 novembre; puis le 25 février 1861, l'anniversaire de la bataille de Grochow.

Mais la police russe avait pris ses mesures, et on massacra les femmes, les enfants et les vieillards, qui ne purent fuir assez vite devant la force armée.

Le lendemain, 26 février, la troupe cerna le palais occupé par la société agronomique, qui ne cessa pas de siéger. Le 27, les massacres continuèrent. Quelques jours après, la société agronomique était dissoute.

Disons ce qui avait amené cette mesure :

Les partisans de la Russie exaltent l'amour d'Alexandre II pour ses peuples et ses idées libérales et égalitaires. Il y a,

en effet, dans l'empereur de Russie un homme libéral, ami du progrès, mais comme le Janus mythologique, c'est un homme à deux visages, qui ne tourne le beau que vers l'Europe, et qui est pour les peuples qu'il gouverne le fidèle observateur des vieilles traditions russes. Ces traditions, on les connaît assez chez nous. Elles consistent à ne flatter une partie des opprimés, que pour ruiner en sous-œuvre une puissance féodale ombrageuse, quitte à remettre, après le grand vassal ébranlé, les choses dans leur pitoyable état primitif.

C'est de cette disposition d'esprit d'Alexandre II, que les Français, si enclins à admirer leurs ennemis de la veille, ont tiré cette flatteuse conséquence que le successeur de Nicolas était un prince émancipateur.

Nous avons établi qu'il avait été devancé par la Pologne. Or la Pologne émancipatrice, libérale, égalitaire, quoique monarchique, c'était la Société agronomique de Varsovie.

Tandis que l'émeute grondait au dehors, que les massacreurs exécutaient leur sanglante besogne, le 26 février, la Société agronomique votait, à l'unanimité la suppression de la corvée, et constituait un capital d'obligations, afin d'indemniser les propriétaires, qui cédaient aux paysans les terres que ceux-ci cultivaient pour l'entretien de leurs familles, et dont la propriété entière devait leur échoir, après le payement, par annuités des sommes correspondant au capital d'obligations voté par la Société. Un don patriotique d'un cinquième était fait aux paysans sur la valeur intégrale desdites terres.

Or il est très-urgent de faire remarquer ici que ce grand acte fut accompli par la Société agronomique le 26 février, suivant le calendrier européen, mais le 14 février selon le calendrier russe. On va voir bientôt l'utilité de cette remarque.

Le 27 février, la Société agronomique envoya au czar une adresse destinée à l'éclairer sur la situation de Varsovie, sur les cruautés impolitiques de ses agents, dans le but de prévenir de nouveaux malheurs.

« Sire, disait cette adresse, les douloureux événements qui viennent de se passer à Varsovie, la longue irritation qui les a précédés et le profond sentiment de tristesse qui a pénétré dans tous les esprits, nous amènent à porter la présente requête aux pieds de Votre Majesté, au nom de tout le pays, espérant que votre noble cœur, sire, ne restera pas sourd à la voix d'une nation infortunée.

« Ces événements, dont nous nous abstenons de décrire les scènes poignantes, n'ont aucunement été provoqués par les passions subversives d'une classe de la population : ils sont, au contraire, la manifestation unanime et éloquente de sentiments refoulés et de besoins méconnus. Notre nation qui, pen-

dant des siècles, avait été régie par des institutions libérales, endure depuis plus de soixante ans les plus cruelles souffrances; privée de tout organe légal pour faire parvenir au trône ses doléances et l'expression de ses besoins, elle est forcément réduite à ne faire entendre sa voix que par le cri des martyrs que chaque jour elle offre en holocauste.

« Au fond de l'âme de chaque Polonais brûle un sentiment indestructible de nationalité : ce sentiment résiste au temps et à toutes les épreuves ; le malheur, loin de l'affaiblir, n'a fait que le fortifier ; tout ce qui le blesse ou le menace, bouleverse et inquiète les esprits.

« Aussi, toute confiance a-t-elle cessé entre gouvernants et gouvernés. Les moyens répressifs ne sauraient la faire renaître, quelles que soient leur violence et leur durée. Un pays jadis au niveau de la civilisation de ses voisins d'Occident ne saurait d'ailleurs se développer moralement ni matériellement tant que son Eglise, sa législation, son instruction publique et toute son organisation sociale ne seront pas marquées du sceau de son génie national et de ses traditions historiques.

« Les aspirations de notre nation sont d'autant plus ardentes, que, seule aujourd'hui dans la grande famille européenne, elle manque de ces conditions absolues d'existence sans lesquelles une société ne saurait fournir la carrière que lui a tracée la Providence.

« En déposant aux pieds du trône l'expression de notre douleur et de nos fervents désirs, confiants dans la haute équité et dans la justice de Votre Majesté, nous osons, sire, en appeler à votre magnanimité. »

Que fit Alexandre à la lecture de cet acte remarquable, émouvant, de ce cri respectueux et soumis, quoique patriotique, des représentants d'une nation qu'on égorgeait? Vous croyez qu'il va répondre, qu'il va chercher et concilier cet esprit national polonais avec ses propres intérêts dynastiques. Allons donc !

Un mobile bien plus puissant doit faire agir le czar. L'acte d'émancipation des paysans, n'a pas été fait par lui !

On se met à l'œuvre à Pétersbourg. On bâcle un projet de réforme, l'empereur le signe à la hâte, le publie, le fait répandre à son de trompette dans toute l'Europe, dans le monde entier. Il porte la date du 19 février !

Or, remarquez bien que ce 19 février là, est du calendrier russe, c'est-à-dire que chez nous il s'appelle le 3 mars !

Presqu'aussitôt, grâce à ce beau moyen, le manifeste de la société agronomique de Varsovie, est dénoncé à l'Europe comme un acte hostile et inutile, dont ladite société doit être punie sévèrement.

Le czar, en réponse à son adresse, lui annonce qu'elle est dissoute !

La ridicule vanité du Roi-Soleil n'aurait certes pas trouvé celle-là.

On pense bien que ces événements n'étaient pas de nature à améliorer le sort de la Pologne. Les Moscovites voulaient empêcher toute manifestation du sentiment national, alors même qu'il ne s'agissait que de prier pour les victimes des massacres du 26 février.

Du reste, la juste douleur des Polonais avait un immense et sympathique écho en Europe. De toutes parts on organisait des services religieux pour les victimes de la barbarie russe. A Paris, ce service eût lieu à la Madeleine, le 16 mars 1861.

L'abbé Deguerry, curé de cette église, adressa aux émigrés polonais présents une chaleureuse allocution :

« Vous savez, leur disait-il, pourquoi ces gémissements qui sont dans vos âmes, sont pleins de larmes. Ce sont des événements qui sont connus, dont vous savez les uns et les autres les détails...

« Vous savez cet amour de la patrie, ne cessant jamais d'être ardent en vos compatriotes...

« Vous savez ces manifestations simples, naturelles, produites par l'amour de la patrie...

« Vous savez ces foules, s'agglomérant, mais ne voulant être que pacifiques et n'ayant pas d'autre intention que celle d'être pacifiques...

« Vous savez ces foules sortant de l'église, la bannière de la patrie déployée à tous les yeux, cette croix, qui semblait venir du ciel et qui disait : *A genoux !* Et cette foule immense qui se prosterne...

« Vous savez alors l'événement terrible, cette charge que j'appellerais barbare, si l'esprit qui préside à cette auguste cérémonie ne m'interdisait pas des paroles de cette nature...

« Vous savez cette foule troublée, saccagée, le sang répandu...

« Vous savez ces corps relevés sanglants...

« Vous savez ensuite ces protestations adressées...

« Vous savez le convoi de ces augustes victimes...

« Vous savez cet ordre s'établissant par le fait de vos compatriotes et des plus jeunes, au milieu de la grande ville, la force armée éloignée, honteuse en quelque sorte du rôle qui lui était imposé...

« Vous savez cette marche funèbre, ces corps portés à leur dernière demeure...

« Vous savez aussi que quelques-uns des membres les plus augustes de votre patrie, traversant la voie publique en même temps que la foule, lui recommandaient la froide dignité...

« Vous savez tout cela... . . . .
« Eh bien ! nous venons vous dire qu'en ce jour votre cause a remporté une solennelle et décisive victoire !
« Il faut donc ici un mot pour votre cause, un mot pour la vérité, un mot aussi pour la grande victoire que vous venez de remporter, victoire pour les destinées de la Pologne !...
« Votre cause, quelle est-elle ? Elle est sacrée votre cause. Pourquoi donc ? Parce que tout ce qui est selon Dieu est sacré ; parce que tout ce qui est conforme à la pensée de Dieu est sacré, de même que tout cela est saint... Qu'est-ce qu'une chose sainte ?... C'est une chose qui est selon la pensée de Dieu. Or, votre cause renferme la famille et la patrie... Est-ce que Dieu ne veut pas la famille et la patrie ? Qu'est-ce que la famille ? L'établissement de Dieu. Qu'est-ce que la patrie ? La réunion d'un certain nombre de familles. Le divin Sauveur a aimé sa patrie... Vous savez qu'un jour, la voyant près d'être la proie de calamités immenses, il a pleuré sur elle ; il n'a pleuré que trois fois : sur l'amitié, sur sa patrie, sur l'humanité... »
Plus loin, le vénérable curé de la Madeleine, explique cette idée de victoire :
—Une grande victoire !... Voyons, qu'est-ce qu'une grande victoire remportée ?...
« Sont-ce des ennemis abattus, renversés ? Sont-ce des torrents de sang répandus, des villes incendiées ?...
« Ce n'est rien de tout cela.
« Qu'est-ce donc qu'une grande victoire ?...
« C'est quand l'ennemi est vaincu, désarmé, subjugué par la puissance morale, bien autrement puissante que celle des armes ! Alors c'est une véritable victoire ; alors la cause qu'on soutient est victorieuse !...
« C'est pour cela que nous vous déclarons vainqueurs dans cet événement dont nous célébrons en ce moment la mémoire. Voyez les premières lettres des noms de ces illustres victimes, appendues sur ces murs : ce sont des martyrs, ce sont aussi des vainqueurs, car martyr veut dire vainqueur. Oui, nobles victimes dont nous honorons la mort, le sang a été répandu, la foule a été dispersée, jetée de côté et d'autre, et vous avez vaincu !... »
M. l'abbé Deguerry terminait son discours par cette touchante péroraison :
« Voici un trait tiré de l'histoire de l'Église, qui m'est d'ailleurs suggéré par votre propre histoire : Une jeune fille est amenée dans l'arène. Les juges l'avaient condamnée à être dévorée par les bêtes. Un lion entre dans l'arène. Il la regarde. Il s'arrête d'abord, il s'approche d'elle, ensuite lui lèche les mains et se couche à ses pieds !


T. Guérin del. et sc.

Intérieur d'un cachot à Varsovie.

Moine Impr. r. St Jean en l'Ha. 90 Paris

« O Pologne! il y a plus d'un siècle que, par les divisions intestines bien plus que par la force de tes ennemis, tu es entrée dans l'arène du martyre. Plusieurs fois tu as essayé de briser tes fers, et plusieurs fois on t'a donné des promesses sur lesquelles tu devais compter. Noble Pologne! toi, tu as toujours donné ton sang! Tu es dans l'arène, tu ne peux plus briser tes fers pour les jeter à la tête de ceux qui en ont chargé tes bras; tu ne peux plus lutter contre le lion qui te regarde et qui semble te menacer de sa férocité. Il te regarde, mais il ne s'apprête plus à te dévorer. Un cri de réprobation retentirait sur sa tête : il te regarde, il s'approche de toi, il écoute ta plainte, il semble vouloir accorder quelque chose à ta souffrance. Noble Pologne! tu verras tomber tes liens dans quelques jours, dont je ne sais pas le nombre. Le lion viendra lécher tes plaies, baiser tes pieds meurtris. L'Europe qui, aujourd'hui, te regarde, s'unira à toi, et alors tu continueras ta grandeur, et tu élèveras les mains au ciel, en disant : O Christ, par qui j'ai vaincu, soyez éternellement adoré : à vous la gloire, la reconnaissance, à vous l'amour! Ainsi soit-il. »

La société agronomique avait été dissoute par un ukase du 6 avril. Le peuple de Varsovie fut très-ému de cette mesure que pour lui rien ne motivait, et dont nous avons donné les singulières raisons. Cette émotion causa des rassemblements très-pacifiques, que les russes dispersèrent les 8 et 9 avril en massacrant les citoyens inoffensifs, et tout particulièrement ceux qui, infirmes ou âgés ne pouvaient se retirer assez vite devant les charges de cavalerie exécutées dans les rues de la ville.

Ne pouvant se défendre contre ces injustes agressions, les Polonais protestèrent de la seule façon qui leur fut possible. Réfugiés dans leurs églises, ils priaient et chantaient leurs cantiques nationaux. Le premier, composé par le poëte Aloys Felinski en 1815, est un appel à l'intervention divine, appel touchant, filial, et sans excitation violente à la haine des moscovites :

« Seigneur Dieu, toi qui, durant tant de siècles, entouras la Pologne de splendeur, de puissance et de gloire; toi qui la couvrais alors de ton bouclier tutélaire, en détournant d'elle, les malheurs dont on voulait l'accabler,

Seigneur! prosternés devant tes autels, nous t'en conjurons,

« Daigne conserver notre chère patrie

« Seigneur Dieu, toi qui, plus tard, ému de notre chute, as protégé les combattants pour la plus sainte des causes; toi qui voulais avoir l'univers pour témoin de leur courage, et faire grandir leur gloire au sein même de leurs calamités,

Seigneur! prosternés devant tes autels, nous t'en conjurons,

« Daigne conserver notre chère patrie!

« Seigneur Dieu, rends à notre Pologne son antique splendeur, fertilise nos champs et nos plaines dévastées par une guerre injuste ; que le bonheur et la liberté fleurissent à jamais parmi nous. Dieu, daigne apaiser ton courroux et cesse de nous éprouver,

Seigneur ! prosternés devant tes autels, nous t'en conjurons,

« Daigne conserver notre chère patrie !

« Dieu, dont le bras juste brise en un clin d'œil les sceptres des maîtres du monde, mets à néant les desseins perfides de nos ennemis, réveille l'espérance dans chaque âme polonaise.

Seigneur ! prosternés devant tes autels, nous t'en conjurons,

« Rends-nous notre patrie, rends-nous notre liberté !

« Dieu très-saint ! par tes divins miracles, éloigne de nous les calamités et les horreurs des champs de bataille, daigne unir tes peuples par le nœud de la liberté, et place-les sous le sceptre de l'ange de la paix.

Seigneur ! prosternés devant tes autels, nous t'en conjurons,

« Rends-nous notre patrie, rends-nous notre liberté ! »

Le cantique de Camille Uieyski, composé en 1846, à l'occasion des massacres de Gallicie, est des plus énergiques. C'est un cri de haine et d'espérance, un appel à la malédiction divine :

« Avec la fumée des incendies et du sang de nos frères, cette voix s'élève vers toi, Seigneur. C'est une plainte terrible, c'est un dernier soupir. De pareilles prières font blanchir les cheveux. Nos prières ne sont plus que des gémissements. La couronne d'épines s'est fixée sur notre front comme un signe de ta colère. Nos mains suppliantes s'élèvent vers toi.

« Et nous, nous regardons dans le ciel si de ses hauteurs cent soleils ne tomberont pas pour confondre nos ennemis ! Tout est tranquille dans l'azur des cieux ; comme toujours, l'oiseau libre y voltige. Alors, dans l'égarement horrible du doute, avant que notre foi se réveille, nos lèvres blasphèment, bien que nos cœurs saignent. Aussi, juge-nous d'après nos cœurs, et non d'après nos paroles !

« Combien de fois ne nous as-tu pas fustigés ? Et nous, avant que le sang de nos dernières blessures ne fût séché, nous nous écriions de nouveau : « Il s'est laissé fléchir, car « *il est notre Père, il est notre Seigneur* ; » et, de nouveau, nous nous relevons plus sincères dans notre confiance. Et cependant, avec ta volonté, l'ennemi nous écrase de nouveau. Son rire, comme une pierre sur notre poitrine, nous crie : *Où est donc ce Dieu, leur Père ?*

« Seigneur ! Seigneur ! le monde a horreur des choses terribles que le temps nous apporte. Le fils a tué son père, le frère a tué son frère. Il y a, parmi nous, des masses de Caïn. Mais, ô Seigneur, ils sont innocents, bien qu'ils aient reculé

notre avenir ; d'autres démons ont travaillé avec eux. glaive flamboyant, punis seulement la main qui les rigés.

« Regarde, dans le malheur, nous sommes toujours les mêmes. Comme les oiseaux des bois qui vont reposer dans leurs propres nids, nous nous élevons vers toi, vers les étoiles, par la prière. Préserve-nous, par ta main paternelle ; promets-nous de voir ses futurs bienfaits ; que le parfum de la fleur du martyre nous endorme, que l'auréole du martyre nous entoure !

« Et, avec son archange en tête, nous courrons à la lutte sanglante, et, sur le cœur palpitant de Satan, nous enfoncerons ton étendard victorieux. Nous ouvrirons nos cœurs à nos frères égarés ; le baptême de la liberté lavera leur faute. Alors, le vil blasphémateur entendra notre réponse : *Il y avait, il y a un Dieu.* »

Mais les églises mêmes n'étaient pas sacrées pour les Russes. Les femmes, les enfants, les vieillards, qui chantaient des hymnes patriotiques, se virent mitraillés dans leur temple. On arrachait les prêtres de l'autel, les cosaques se paraient de leurs ornements sacerdotaux.

Ces profanations obligèrent le clergé polonais à fermer les églises. Toute la population prit le deuil. Mais le deuil même sembla factieux aux Moscovites, qui mirent le pays en état de siége.

On doit penser quelles affreuses rigueurs étaient la conséquence de cette mesure, exécutée par des barbares. La Pologne laissait faire. Elle attendait, pour se lever, une occasion solennelle. Cette occasion lui fut bientôt fournie. Sentant le sentiment national vivace, malgré toutes les persécutions, Alexandre II dût trouver le moyen de l'éteindre en adoptant enfin la théorie du marquis Wielopolski sur le *Panslavisme.* C'était le fameux recrutement qui donna le signal de cette immense révolution à laquelle nous assistons aujourd'hui.

Mais avant d'entrer dans les détails de cet acte politique, expliquons un peu ce qu'est le marquis Wielopolski, et ce qu'est son système.

Ecoutons Henri Martin (1) :

« La Pologne, après 1831, semblait finie pour cette fois sans retour. L'armée nationale dissoute, la langue russe en possession exclusive de l'administration et de l'enseignement, les études libérales systématiquement étouffées, le terrorisme en permanence, une conscription écrasante enlevant incessamment de ses foyers une jeunesse qui ne les revoyait jamais ; ce n'était point assez : quarante-cinq mille familles

(1) Pologne et Moscovie.

sont déportées au Caucase !... Ce n'était point encore assez : l'enlèvement d'un seul enfant juif a plus fait que cent griefs séculaires pour perdre le gouvernement du pape; le pape-empereur du Nord, arrache par milliers les enfants à leur mère, pour les envoyer périr dans les déserts de la Russie! »

Le succès paraissait d'autant plus complet que la Pologne russe ne bougeait pas, quand les deux autres fragments de cette grande nationalité se soulevaient. En 1846, Cracovie et la Gallicie; en 1848, Posen et encore Cracovie se révoltent contre la Prusse et l'Autriche, tandis qne la Pologne russe reste immobile. Elle semble morte.

Cette mort, c'était la lente, mais profonde et sûre préparation à une vie nouvelle. La Pologne, démembrée, réunissait, retrempait en silence ses membres déchirés !

Tuée par les divisions des sectes et des castes, elle renaissait par l'union dans le commun martyre !

Le fanatisme religieux avait détruit, en Pologne, l'unité. Au fanatisme a succédé l'esprit vraiment chrétien.

Le malheur a éclairé les esprits et touché les âmes, et les sentiments de justice et d'égalité préparent l'enfantement d'une nouvelle Pologne.

Nous avons vu les trois envahisseurs réunis à Varsovie. La Pologne avait subi leur présence comme un outrage. Elle avait compris leur alliance comme un pacte conclu pour son asservissement éternel.

Aussi bientôt, sans autre impulsion que le sentiment de sa foi dans son existence nationale, la Pologne se lève. Désarmée, elle se lève sans armes. La révolution n'a, pour elle, que le chant des hymnes, que la prière dans l'église. Et voyez comme elle est puissante cette idée révolutionnaire: prêtre, ministre, rabbin, se donnent la main. Chacun selon son rite, adresse à Dieu le même cri d'espoir, la même fervente prière.

C'est que pour la Pologne toutes les religions se sont réunies en une seule, une sorte de religion nationale, dont la devise est *Dieu et la patrie!* Leur dieu n'est ni celui des chrétiens, ni celui des Juifs, c'est le Dieu de la justice et de l'humanité.

Ce peuple s'avance en chantant, hommes et femmes, enfants et vieillards, devant les bataillons ennemis. Il s'arrête, les bras croisés sur la poitrine, sans résister et sans fuir, sous les sabres levés et la fusillade. Ceux qui ne tombent pas continuent le chant; les autres apparemment l'achèvent devant Dieu?

Que pouvait le despotisme sur ce grand peuple? N'avait-il pas à craindre que le soldat se lasse d'être bourreau?

Il fallait à la Russie un moyen de forcer la Pologne à prendre les armes, afin d'avoir un motif pour l'écraser.

Mais qui trouvera ce moyen? Les Russes connaissent trop bien les mensonges officiels de Saint-Pétersbourg, pour se contenter de paroles, et il faut qu'ils tuent la Pologne. Quel moyen emploiera-t-on pour armer le peuple esclave contre ses oppresseurs!

En vain les hommes d'état russes cherchent-ils. C'est un Polonais qui peut seul trouver le moyen d'étouffer le cri des Polonais demandant une patrie.

C'est le marquis Wielopolski.

Est-ce un ennemi de son pays, ou bien est-ce un homme qu'une immense erreur a entraîné dans une voie fatale?

C'est un patriote exclusif, un homme à idées arrêtées, préconçues, qui, se trouvant méconnu par les Polonais, s'est adressé aux Russes.

Il n'a pas trahi les hommes, mais la nationalité. Il voulait sincèrement que le sang ne coule pas. Il assassinait la Pologne, mais croyait ne pas tuer un Polonais.

Voici son histoire :

Il servait la révolution en 1831. Envoyé à Londres, il y présenta des mémoires diplomatiques très-remarquables à lord Palmerston. Ses efforts se brisèrent contre le parti-pris d'immobilité de l'Angleterre. Quand la révolution fut vaincue, il n'émigra point. Il attendit.

Pendant quinze ans, il garde le silence. En 1846, il écrit un ouvrage d'une sombre éloquence : *Lettre d'un gentilhomme polonais au prince de Metternich*. C'était au sujet des massacres de Gallicie. L'Europe tout entière fut remuée par ce livre.

« La Pologne, disait-il, abandonnée de l'Occident, ne sau-
« rait s'affranchir de ses trois oppresseurs; qu'elle se donne
« à un seul, à celui qui est Slave comme elle ; qu'elle abdi-
« que dans un suicide vengeur, et qu'elle punisse l'Europe
« en créant le Panslavisme ! »

Il y avait, dans ce programme, une monstruosité et une erreur.

L'erreur, c'est que la Russie, — c'est-à-dire la Moscovie, n'est pas Slave.

La monstruosité, c'est que la nationalité polonaise représente la liberté, plus que l'idée de race, et que proposer à la Pologne d'abdiquer son titre de nation, c'est lui faire abdiquer sa liberté.

« C'était, dit Henri Martin, la tentation du Christ sur la montagne

« Renonce à ta mission, à ton âme, et tu auras, au lieu de
« la croix et de la couronne d'épines, les couronnes et les tré-

« sors de la terre, — et quelque chose de plus que ce qui fut « offert au Christ, la vengeance! »

« La tentation était forte. La Pologne ne devait rien à l'Europe; rien, hélas! pas même à la France!

« Rien à l'Allemagne! ce serait trop peu dire : ce qu'elle lui devait, c'est à la conscience de l'Allemagne que nous le demandons!

« La Pologne refusa. Cette nation vraiment sainte ne voulut pas descendre de son calvaire.

« Le marquis Wielopolski s'enfonça seul dans sa pensée.

« Nicolas, bien assis dans son terrorisme, méconnut ou dédaigna le concours qu'offrait à sa force matérielle cet esprit redoutable. Avec Alexandre II, le marquis Wielopolski crut son jour arrivé. Un moment il fut ému, ou du moins étonné, par la grandeur et par les formes inouïes du mouvement populaire de 1861; mais il n'avait que dédain pour les pacifiques révolutionnaires qui avaient préparé ce mouvement par trente années d'obscures et infatigables travaux, et qui résumaient leur sentiment et leur action dans ces deux mots : droit et patience. Zamoïski et Wielopolski se trouvèrent alors en présence comme le bon et le mauvais ange de la Pologne.

« Le marquis fut enfin accepté à Saint-Pétersbourg, où avait commencé cette politique d'incohérence et de contradictions énormes qui a remplacé le simple et net despotisme de Nicolas. »

Pendant ce temps, il y avait à Varsovie un homme qui contrebalançait l'influence russe, sous le gouvernement du grand duc Constantin. C'était le comte André Zamoïski. L'idée que représentait le comte, c'était la Pologne libre, autonome, indépendante ayant un gouvernement polonais, une administration polonaise, une armée nationale, mais un souverain russe, un prince de la famille du Czar ou le Czar lui-même.

Wielopolski commença par faire intenter à Zamoïski un procès de haute trahison. Il ne réussit pas. Il ne pût parvenir qu'à le faire envoyer en exil, sans lui donner le temps de dire adieu à sa femme mourante.

« Et pourtant, dit Henri Martin, un reste de sentiment national se débattait encore dans cette âme étrange; tout en prétendant faire disparaître la Pologne dans la Russie, il eût voulu gouverner la Pologne avec des Polonais, avec la langue polonaise; il visait, au fond, à faire gouverner la Russie elle-même par l'intelligence et l'activité des Polonais. Une espèce de patriotisme monstrueux se laissait encore entrevoir dans son reniement de la patrie. Mais l'esprit de système ulcéré par la résistance qu'il soulevait, la haine publique déchaînée, les quelques tentatives individuelles de violence désespérée qui succédèrent tout à coup à cette douceur unanime dans le

martyre, impossible à soutenir longtemps pour la nature humaine, poussèrent rapidement le lieutenant du czar à cette fureur froide des tyrans où s'abîme tout ce qui reste en eux d'humain.

« Il faut qu'il écrase tout ce qui résiste.

« Ce qui résiste, c'est tout ce qui fait groupe et tout ce qui sait lire.

« Ce qu'on peut gagner peut-être, c'est la portion la plus ignorante, la plus dispersée, mais la plus nombreuse, les classes agricoles.

« Il cherche, il se concentre, il se résume.

« L'homme de la *Lettre au prince de Metternich* va demander ses inspirations à la tradition de Metternich. »

C'est l'organisation de la Vénétie qu'il va imiter, et même dépasser.

Pour cela il supprime la conscription générale, et la remplace par une conscription sans tirage, sur désignation facultative de l'autorité!

On rasait ainsi les trois classes révolutionnaires, petits, nobles, bourgeois, ouvriers, toute la sève, toute la vie de la nation.

Mais en même temps l'autorité n'attaquait pas le paysan. Elle le laissait à sa charrue.

Que devait-il arriver?

La conscription s'opérerait silencieusement, et la nationalité polonaise était tuée sans coup férir.

Ou il y allait avoir révolte, insurrection, et on voyait cette nationalité dans le sang.

Des deux façons le panslavisme était établi.

La stupeur, on l'eût d'abord à Varsovie; une nuit, les exécuteurs de l'œuvre de Wielopolski forcèrent, comme des voleurs nocturnes, les portes des familles varsoviennes, et en arrachèrent, au milieu des pleurs et des cris de toute la cité, les victimes désignées. Le lendemain, le journal officiel rendit hommage aux bons sentiments des conscrits, satisfaits d'aller servir sous le drapeau de leur prince.

C'en était trop! la Pologne ne put supporter ce dernier outrage. L'insurrection qu'on voulait, on l'eut. Les conscrits, traînés dans la citadelle, refusèrent le serment.

« Les recrues des autres villes, où les opérations allaient suivre celles de Varsovie, résolurent de se faire tuer dans leur patrie plutôt que d'aller mourir au Caucase. Dans la nuit du 22 au 23 janvier, on se jeta partout avec des faux, des bâtons, ou les mains désarmées, sur les garnisons russes, leurs baïonnettes et leurs canons.

« Voilà, dit M. Henri Martin, ce qu'on a eu l'audace de nommer une tentative de Saint-Barthélemy. Là où les Russes

se sont laissé surprendre, on les a désarmés et renvoyés libres. Par compensation, bon nombre d'insurgés faits prisonniers ont été passés par les armes avec plusieurs officiers de l'armée russe qui les avaient rejoints.

« Et maintenant les hommes de tout rang, de tout âge, sont accourus de toutes parts s'unir à cette jeunesse désespérée. Les paysans font mentir les espérances insultantes qu'on avait fondées sur eux. La guerre de partisans s'étend, multiple, insaisissable, immense.

« Et maintenant, que les imprécations de ces milliers d'hommes réduits à errer comme des loups dans les forêts, parmi les neiges, pour n'avoir pas voulu livrer leur cou au collier comme des chiens serviles; que les malédictions des mères désolées, que les cris d'angoisses des familles livrées aux fureurs de la soldatesque étrangère déchaînée dans les campagnes, que l'anathème qui monte des poitrines d'une nation entière éclate et tombe sur une seule tête! — sur la tête de l'homme dont l'insolent orgueil a prétendu disposer seul des destinées de son peuple, malgré son peuple et contre son peuple!

« Le marquis Wielopolski a voulu un nom retentissant dans l'histoire.

« Il l'aura.

« On dit : Kosciuszko.

« On dira : Wielopolski. (1) »

C'est qu'en effet, ce mouvement n'est pas seulement aujourd'hui une de ces aurores sanglantes qui précèdent le grand jour de l'affranchissement. Le soleil de la justice a enfin lui. L'insurrection désirée par Wielopolski, a dépassé ses calculs. Il s'attendait à une émeute dans les rues de Varsovie, au calme dans la Pologne. Varsovie est restée calme et silencieuse, et la Pologne entière s'est levée.

(1) Pologne et Moscovie.

CHAPITRE XVI

Le gouvernement national aux conscrits polonais. — Le recrutement.— Compte rendu du journal officiel. — L'insurrection commence. — Adresse aux ouvriers français sans travail. — Les faucheurs. — Actes répressifs du gouvernement moscovite. — Maryan Langiewicz. — Son histoire. — Le camp de Wonchock. — Combat de Mielico. — Bataille de Sainte-Croix. — Attaque du camp polonais de Staszow. — Langiewicz cerné par les Russes. — Bataille d'Olkusz. — Le camp de Gorscza. — Portrait de Langiewicz. — La reine des insurgés. — Mademoiselle Poustowojtoï. — L'armée polonaise. — Instructions et manœuvres. — Langiewicz est nommé dictateur. — Sa proclamation. — Cérémonie d'investiture.

Pour ceux qui lisent l'historique des événements dont la Pologne est le théâtre, dans les journaux inféodés à la politique russe, nous n'avons pas à revenir sur la mesure du recrutement que nous venons d'apprécier sommairement dans le précédent chapitre.

Dès que la nouvelle en courut, l'opinion publique en Pologne ne pût croire à la réalité du fait. On ne croyait pas que le système Wielopolski pût être pris au sérieux. On ne soupçonnait pas le czar d'être à la fois assez cruel et assez maladroit pour engager ainsi un duel à mort entre l'héroïque Pologne et la froide Moscovie.

La preuve de ce fait, est que sur le bruit d'un prochain recrutement, un écrit daté de Varsovie le 1er janvier 1863, circula dans le pays, distribué par des patriotes, et émanant d'un comité secret, impalpable, introuvable, germe du gouvernement national :

Cet écrit, fort remarquable par sa modération est intitulé : *A ceux qui seront atteints par la conscription, un mot d'adieu.* On n'y trouve aucune excitation à la désobéissance, rien de ce qui pourrait motiver des infractions aux lois militaires :

« Vous serez enrôlés non sous votre véritable drapeau,

mais sous celui de la Russie. Nous avions espéré que la délivrance du pays précéderait et empêcherait ce nouveau recrutement. Dieu ne l'a pas voulu. Nous devons, non pas nous plaindre, mais travailler à ce que cette conscription soit la dernière.

« Vous qui en serez les victimes, le pays vous accompagnera de ses prières et de ses vœux. Vous ne renierez pas votre patrie; vous garderez, au contraire, profondément enraciné dans vos cœurs le sentiment national, et vous servirez partout où vous le pourrez la cause de la Pologne.

« La Pologne vous demande ce sacrifice, et c'est le plus grand que vous puissiez lui offrir. Il est beau sans doute de cueillir, par une résolution hardie, la palme du martyre; mais il est plus difficile et plus glorieux de vivre, loin de sa patrie, d'une vie de sacrifices continuels et sans cesse renouvelés, sans laisser fléchir sa foi et son patriotisme. C'est là ce que le pays vous demande.

« Vous laisserez derrière vous des mères, des sœurs, des femmes condamnées au veuvage anticipé; des enfants devenus orphelins; ne craignez rien pour elles ni pour eux; le pays les prendra sous sa protection; vos enfants deviendront ceux de la nation, et seront élevés par elle comme ils l'auraient été par vous, dans des sentiments de liberté et de patriotisme. »

La Pologne n'avait pas compris jusqu'où allait la cruauté de ses bourreaux.

Mais son erreur ne fut pas de longue durée, car le 12 janvier le gouvernement russe expédiait dans toutes les directions des instructions qui ne laissaient pas le moindre doute.

Les maires, les commissaires de police et les bourgmestres devaient veiller sur la conduite de toute personne n'ayant pas d'occupation fixe, et surveiller attentivement les agitateurs, soit qu'ils résidassent dans la localité soit qu'ils vinssent du dehors. Au premier signe inquiétant, les agitateurs devaient être livrés au chef du district ou au commandant de gendarmerie. Les autorités étaient à ce sujet investies d'un pouvoir discrétionnaire.

Il était défendu de laisser célébrer aucun service religieux en commémoration de faits historiques ou d'anniversaires nationaux ; de laisser prier pour les condamnés ou pour les personnes mortes en prison ou dans l'exil; de laisser chanter dans les églises les hymnes défendus par le gouvernement impérial et royal.

Toute manifestation extérieure d'un caractère national devait être empêchée soit par la persuasion, soit par la force. Toute espèce d'illuminations, non autorisées sur quelque point que ce soit, devaient être immédiatement signalées par la police à la gendarmerie qui était chargée de punir ceux

qui les auraient allumées, et ceux qui se seraient opposés à ce qu'elle fussent éteintes.

Les costumes nationaux et vêtements de forme insolite étaient de nouveau défendus. Les récalcitrants devaient-être immédiatement arrêtés et livrés au tribunal de simple police, puis envoyés, s'il y avait lieu au district ou au commandant de gendarmerie.

Tous emblêmes nationaux et inscriptions ayant un caractère public, devaient-être immédiatement effacés. La plus grande surveillance allait-être exercée sur tous les écrits, placards, brochures non autorisés, et sur les personnes soupçonnées de concourir à leur propagation ou seulement d'en avoir en leur possession.

A la moindre infraction, à la moindre observation sur cet arrêté, les délinquants ou récalcitrants devaient-être saisis et livrés à l'autorité militaire.

Cette dernière mesure pouvait augmenter sensiblement le nombre des recrutés involontaires. On choisit pour mettre le projet à exécution la nuit du 15 janvier 1863. Les victimes furent enchaînées et traînées dans les casernes et la citadelle, au milieu des cris, des larmes, des malédictions des familles.

Ces recruteurs trouvaient drôle, de prendre les passants et de les enrôler; quelquefois deux hommes portant le même nom, les exécuteurs du plan Wielopolski, choisissaient un malade alité. C'était un délassement comme un autre.

Les conscrits, étaient liés étroitement les mains derrière le dos.

A cinq heures du matin l'opération était terminée.

La Pologne n'avait pas remué devant l'attentat. Mais quelque chose de plus horrible que le crime lui-même devait soulever cette nation comme un seul homme.

Ce fut le compte rendu du journal officiel. Le voici dans toute son infamie :

« Le recrutement s'est opéré à Varsovie, avec une tran-
« quillité et un ordre parfaits. On n'a pas eu à rencon-
« trer une résistance, même isolée, et depuis trente ans,
« il n'y a pas eu d'exemple que les recrues aient montré tant
« d'empressement et de bonne volonté.

« A l'heure qu'il est dans les salles de l'Hôtel-de-Ville et de
« la citadelle, où les conscrits sont provisoirement placés, ils
« témoignent les meilleures dispositions et montrent même de
« la gaieté.

« Beaucoup d'entre eux se sont plaints des machinations
« du parti de l'action et des prétendues autorités de ce parti
« qui, de la voie du travail honnête, les a jetés dans celle de
« l'oisiveté et des illusions chimériques, les privant ainsi de
« leur unique source de revenu, plaintes qui sont d'accord
« avec les aveux faits devant la cour martiale.

« Beaucoup ont aussi exprimé leur satisfaction de ce qu'à « l'école d'ordre qu'ils trouveront dans le service militaire, « ils pourront s'affranchir de l'oisiveté de la vie inoccupée « qui leur paraît, aujourd'hui surtout où la diminution des « années de service (15 *ans au lieu de* 25) et le changement « dans la manière dont on traite les soldats, mettent dans de « toutes autres conditions ceux qui entrent dans les rangs mi- « litaires.

« Ceci est tellement vrai, qu'un grand nombre de personnes « désignées pour le recrutement et qui, absentes pour le « moment, ignoraient le jour de la levée, ou, pour d'autres « raisons, n'avaient pas été trouvées à leur domicile, se pré- « sentent volontairement devant l'autorité.

« Le lendemain même du recrutement, quarante-neuf in- « dividus se sont ainsi présentés.

« *Il se trouve même des volontaires.*

« Les mesures répressives, préparées à Varsovie par les « autorités civiles et militaires, pour le cas de désordre n'ont « dû nulle part être employées.

« La conduite de la troupe et de la police a été exemplaire, « et le résultat si satisfaisant de cette importante opération « dans la capitale, fait espérer que le recrutement s'accom- « plira de la même manière dans les provinces et que, là « aussi, les tentatives des anarchistes, pour provoquer des « troubles, resteront sans résultat. »

L'impression produite par cet article fut immense. Cette goutte de poison fit déborder le calice. Ce que n'avait pu encore exciter aucun des attentats commis depuis deux ans à Varsovie et ailleurs, dit M. de Montalembert, a été l'œuvre du scribe anonyme qui a écrit ce mensonge dans sa feuille officielle. Sa main vénale a mis le feu aux poudres. Cet outrage public à la douleur et à la pudeur publiques, prendra rang dans l'histoire, à côté de ces outrages à la pudeur des femmes, qui donnèrent le signal, à Rome de l'expulsion des Tarquins et des Décemvirs; à Palerme, des Vêpres Siciliennes. Honneur immortel au peuple que l'injure morale révolte plus que tous les supplices matériels; qui peut tout subir, tout endurer, hormis l'hypocrisie officielle, hormis le mensonge promulgué en son nom et pour son compte. Esclave, soit; mais esclave reconnaissant et satisfait, non; esclave qui se laisse féliciter d'être libre et heureux, non, mille fois non!

Garotté, bâillonné, déporté, soit encore; mais sous l'entrave, sous le bâillon, et sous le knout, le polonais veut au moins que le monde le sache victime et jamais complice de la servitude. La mort et la ruine, tous les désastres et toutes les tortures, plutôt que l'adhésion silencieuse au mensonge couronné et impuni!

Le *Comité central national*, n'avait eu jusqu'alors d'autre mission que de veiller à la conservation des principes de nationalité qui sont comme la base de l'héroïsme polonais. Il comprit dès lors sa mission. Il n'y avait d'ailleurs pas à reculer. L'insurrection allait commencer.

Eh bien! cette puissance inconnue, anonyme, s'éleva aussitôt à la hauteur de sa tâche.

Le 18 janvier une proclamation, répandue immédiatement sur tout le sol polonais-lithuanien-ruthénien, appelait aux armes, tous les hommes de cœur!

C'était le signal attendu depuis trente-trois ans! C'était ce que Wielopolski espérait, mais moins grand, moins puissant, moins unanime.

Cette proclamation la voici. Elle est le premier acte du *gouvernement national*, elle appartient à l'histoire :

« Polonais,

« Ce désastre ne nous fait pas reculer; nous allons hardiment en avant, remplis de confiance en Dieu et en la sainteté de notre cause.

« *Le comité central national* ne s'est pas dissout, il existe continuellement, fort, et animé d'autant plus de zèle, que la situation du pays exige une plus grande part d'activité et d'énergie. Notre drapeau n'est pas tombé et ne tombera pas; ralliez-vous, frères, autour de lui avec d'autant plus de force et d'ardeur que l'ennemi écrase et opprime davantage.

« Ne perdez pas courage, redoublez au contraire d'énergie. Que l'ennemi, dans ses projets criminels ultérieurs, trouve en vous une résistance vigoureuse et héroïque, et il ne prendra plus de recrues.

« Polonais! appuyez-vous les uns aux autres, par votre courage, votre dévouement, votre audace, et nous le jurons, nous ne vous abandonnerons pas, nous persévérerons jusqu'à la fin et vous vaincrez.

« *Le Comité central national* proclame tout le pays en état exceptionnel; il ordonne à tous les véritables fils de la patrie de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, fût-ce individuellement contre le recrutement; il leur ordonne de délivrer ceux qui ont été déjà saisis par les Moscovites, et de donner asile à ceux qui se cachent.

« Il met hors la loi tous les complices polono-russes, qui ont pris part à l'accomplissement du recrutement à Varsovie, et tous ceux qui, jusqu'à présent, ont prêté la main, ou dorénavant la prêteront aux actes criminels de l'invasion. Il est permis à chacun de mettre à exécution ce jugement et cette sentence sans encourir aucune responsabilité devant Dieu et la patrie! »

Le 22 janvier, cette proclamation avait porté ses fruits. La Pologne entière était en insurrection.

Dans la nuit du 20, les rues de Varsovie présentaient un étrange spectacle.

Des bandes de jeunes gens se formaient pour fuir!....

Dans les églises, les femmes étaient en prière... Ces jeunes gens entraient, recevaient la bénédiction du prêtre et partaient...

Le 22, aux environs de Serock, petite ville près de Varsovie, sept cents jeunes gens de la capitale étaient réunis. C'était là un des noyaux de cette immense guérilla!...

Le drapeau national, flottait au-dessus de leur tête!

Dans ce moment suprême, tandis que les premiers coups de fusil s'échangent, que l'insurrection commence, un acte des Polonais mérite d'être signalé ici, car il a une portée immense, au point de vue des sympathies françaises pour la Pologne.

Les ouvriers de Varsovie, envoient le 27 janvier une adresse aux ouvriers français.

« Salut, frères français! Nous savons que chez vous beaucoup de fabriques sont fermées, que le coton manque et que beaucoup d'ouvriers sont sans travail; et nous avons appris que chacun en France, s'impose pour ses frères plus pauvres. Alors, nous aussi, nous avons rassemblé, à la hâte, ce que nous avons pu. Nous vous l'envoyons. C'est peu, mais nous ne pouvons le faire ouvertement. Pourtant, cette offrande vous la recevrez cordialement, car c'est l'offrande de frères pour leurs frères; et il y a longtemps que nous sommes frères, cela même n'a pas besoin d'être prouvé. Nos frères ont combattu avec les vôtres sous le même drapeau.

« Nous sympathisons d'autant plus avec vous, que nous souffrons beaucoup nous-mêmes. Vous, du moins, vous avez votre patrie!... »

Ici l'adresse racontait les événements de 1861, et le drame tout récent du recrutement, puis terminait ainsi :

« Nous avions juré il y a deux ans, qu'il arriverait malheur aux Moscovites si leur czar ne nous tenait pas parole. Nous avions déjà perdu beaucoup de temps à vouloir obtenir pacifiquement des améliorations. Tous sentirent dans notre nation que les promesses du gouvernement moscovite sont mensongères. Alors criant : Vengeance ! à Dieu, jeunes ou vieux nous allons à un combat désespéré. Nous quittons les ateliers et les fabriques et nous marchons à la mort.

« Les Moscovites s'acharnent contre nous : ils ont des armes; il leur vient des renforts. Vous n'ignorez pas, frères français, que nous aurons beaucoup de sang à verser, car nous n'avons ni soldats, ni armes, ni poudre à canon; mais nous

combattrons volontiers jusqu'à la mort, car vivre ainsi dans une horrible servitude, c'est impossible. Notre cause est bonne et juste, nous nous aidons nous-mêmes, et Dieu nous aidera, si personne ne vient à notre secours.

« Vous ayant dit, frères français, ce qui se passe chez nous, nous vous prions d'être toujours nos amis.

« Recevez notre embrassement fraternel. »

Suivons maintenant la marche de ces héroïques défenseurs de la plus noble et de la plus sainte des causes.

Les deux premières bandes d'insurgés se formèrent à Serock, au confluent du Bug et de la Narew, et à Kasmierz, sur la Vistule.

Le 22, les hostilités commencèrent ; dans la nuit du 23 au 24, il y eut un combat dans les forêts situées entre Louviez et Piotrkow. Les Russes n'eurent pas l'avantage dans cette première rencontre, où fut tué un de leurs colonels.

Au même moment l'insurrection s'étendait et prenait des aspects différents. A Radom, ville située au sud de Varsovie, une vingtaine de jeunes gens au cœur même de la ville, avaient attaqué le principal corps de garde mais s'étaient dispersés devant l'arrivée de troupes considérables. A Plock, située à l'ouest de la capitale, il y avait eu, le 28 janvier des engagements fort meurtriers. A Suraz, les Polonais furent pendant plusieurs heures, maîtres de la ville. On se battait à la fois à Rdadzyn, à Siedlce, à Lomza. Pour quiconque suit sur la carte de Pologne le mouvement insurrectionnel, le fait caractéristique de cette guerre, est qu'elle éclate de tous côtés en même temps, sans qu'il semble possible qu'un mot d'ordre soit échangé entre les diverses bandes. Un corps considérable se formait dans le gouvernement d'Augustow. Une véritable armée se créait dans le palatinat de Sandomir.

Dès le premier moment, l'héroïsme des insurgés venait enflammer les polonais. Dans les derniers jours de janvier, à Plock, l'avocat Zegrzda fut pris les armes à la main. Il se fit immédiatement sauter la cervelle pour ne pas rester prisonnier des russes.

C'est à la même époque qu'on revit les *faucheurs*.

Les faucheurs polonais ne sont pas, comme on pourrait le supposer, des insurgés de hasard. Leur arme est certes la plus nationale de la Pologne. Dans toutes les insurrections précédentes, la faux a été l'arme démocratique, grâce à laquelle, malgré la prohibition sévère de tout engin de guerre, le peuple n'est jamais désarmé. Quand éclata le mouvement, les propriétaires polonais n'avaient pas même le droit de posséder un fusil pour se défendre et défendre leurs bestiaux contre les animaux dangereux. Mais en revanche les faux étaient assez nombreuses pour que les premiers insurgés

sortis des villes puissent s'en armer. Les ouvriers, les cultivateurs, les jeunes gens, tous ceux enfin qui n'avaient pu se procurer une arme à feu devenaient *Kossyniers*. C'est le nom héréditaire des faucheurs.

En trois ou quatre jours l'insurrection s'étendait à plus de cent localités. Poursuivant malgré cette terrible opposition, l'œuvre commencée à Varsovie, le gouvernement russe fixa le 27 comme jour du recrutement dans les provinces. Mais nulle part, il ne put faire exécuter cette mesure. Aux environs de la capitale on enleva quelques infirmes que l'on promena liés et garottés, ou plutôt que l'on traîna par les rues dans le but de faire éclater à Varsovie même une insurrection qui eût été immédiatement punie d'une destruction complète de la ville, ce qui eût dans la pensée du gouvernement, étouffé l'insurrection.

Mais plus puissant que la tyrannie, plus fort que la Russie et ses bourreaux, le comité national maintenait l'ordre que les règlements de police étaient bien plus tôt de nature à faire troubler, par l'exaspération des habitants.

Ainsi, le 26 janvier avait paru cette ordonnance :

« 1° Les attroupements de plus de trois personnes sont défendus ;

« 2° Les rassemblements en *cas d'incendie* sont défendus ;

« 3° Les portes des maisons doivent être fermées à neuf heures du soir ;

« 4° A partir d'aujourd'hui, on ne pourra pas sortir après neuf heures du soir, sans être muni de lanterne ; depuis une heure du matin jusqu'au jour, personne ne doit se montrer dans les rues ;

« 5° Les cabarets, cafés, *restaurants*, doivent être fermés *à six heures du soir*. »

En même temps commençaient les actes de sauvagerie que l'on ne peut considérer comme conséquences de la guerre. Ainsi le 28 janvier, à Szydlowice, dans le gouvernement de Sandomir, un conflit ayant eu lieu entre les insurgés et les cosaques, ceux-ci, alors que toute résistance avait cessée, et que les insurgés étaient dispersés, se précipitèrent dans la ville, qu'ils mirent littéralement au pillage. Après le pillage, vint le massacre. Quand il ne resta plus rien à tuer ou à voler, ils allumèrent un vaste incendie, qui détruisit entièrement la ville.

Il semble, et c'est un des caractères de cette lutte sans précédents, que les soldats de S. M. Alexandre II, croient avoir effacé toute trace de leurs méfaits, quand ils en ont incendié le théâtre. La tactique suivie à Szydlowice, fut un exemple fidèlement imité. Le lendemain, à Podzentyn, les mêmes faits eurent lieu.

Est-ce en vertu d'un ordre supérieur? Est-ce qu'un même instinct de destruction forme le fond du caractère national moscovite?

On ne saurait cependant admettre cette dernière hypothèse, car la haute société russe désapprouvait ce brigandage officiel. Ainsi, un Russe écrivait, le 28 janvier de Saint-Pétersbourg à un journal français :

« Qui sont les brigands des recruteurs ou des recrues? Envoyer des Polonais à mille lieues de leur pays, servir vingt-deux ans, car c'est bien vingt-deux ans et non quinze que le soldat sert chez nous, les mal nourrir, les mal vêtir et les battre sans miséricorde, n'est-ce pas là une perspective propre à pousser tout un peuple au désespoir?

« Si l'on émancipe les serfs, pourquoi ne pas émanciper les Polonais?

« Comment l'empereur peut-il prendre sur son âme toutes les cruautés qui se commettent en Pologne? »

Voyons maintenant qu'elle était la conduite des Polonais dans la lutte. Lorsqu'ils pénétraient dans une ville dont ils se trouvaient momentanément les maîtres, ils s'emparaient aussitôt de toutes les sommes renfermées dans les caisses publiques, mais en donnaient reçu aux dépositaires russes. Ils comprenaient merveilleusement que l'argent devait être le nerf de cette guerre, et certes ce n'était pas agir déloyalement que de faire servir à la délivrance, les impôts levés arbitrairement au profit des oppresseurs.

Dans une petite ville voisine de Plock, une somme de plusieurs milliers de roubles tomba ainsi dans les mains d'un chef de bande, qui, ne pouvant en faire l'emploi, ni l'envoyer au comité, la restitua aux contribuables.

Quant aux prisonniers, les insurgés se contentaient de leur prendre leurs armes et leurs munitions de guerre, sans leur faire subir aucune vexation, et les laissaient partir dans leurs uniformes.

C'est ainsi que les insurgés répondaient à la calomnie que le gouvernement russe faisait courir sur leur compte. Les agences télégraphiques avaient, en effet, répandu en Europe la nouvelle qu'une Saint-Barthélemy avait été concertée à Varsovie, mais qu'elle avait échouée, grâce à la vigueur des mesures prises par les autorités civiles et militaires.

Et l'on a vu, jour par jour, quels événements s'accomplirent à Varsovie! Du reste, cette calomnie ne fut pas prise en considération, et lorsque plus tard, Gorstchakoff énuméra les griefs de la Russie contre la Pologne, il eut la pudeur de taire celui-là.

A la fin de janvier, la Pologne toute entière était en état de

siége, et toutes les juridictions étaient remplacées par des conseils de guerre.

A ce moment aussi l'insurrection n'avait aucun espoir. Les insurgés ne combattaient que pour mourir dans leur patrie, plutôt que d'aller en Sibérie, où une mort moins glorieuse les attendait. Tous les incidents de cette période, révèlent cette pensée désespérée. Un fait, provenant de source certaine, le montre mieux que tout ce que nous pourrions dire.

Le 1er février, un jeune homme de dix-huit ans, pénétra dans la ville, chargé d'une mission de ses compagnons d'armes et attiré par le désir de voir sa famille.

Il avait une blessure au front et quatre doigts de la main coupés.

Sa mission remplie, ses parents voulurent le retenir et le conjurèrent, à genoux, de rester au moins parmi eux, jusqu'à ce que ses plaies fussent guéries : « Le temps me presse, ré- « pondit le noble enfant, et je ne puis m'arrêter ici davan- « tage. Vous dites que notre perte est assurée; c'est ce que « nous verrons. Frankowski, notre chef, dit qu'avec des bâtons « et des couteaux nous pourrons nous emparer des baïonnettes « russes, et qu'une fois maîtres de leurs baïonnettes, il sera « facile de leur prendre leurs canons. »

Mais si les insurgés les plus voisins de Varsovie combattaient ainsi en désespérés, sur d'autres points de la terre polonaise, on avait de plus grandes espérances.

Sur les frontières de Gallicie, notamment, l'insurrection se formait d'une façon régulière, sous l'impulsion d'un jeune et brillant chef, Maryan Langiewicz !

Quel était ce premier soldat de la Pologne? D'où venait-il? Quel était son titre au commandement des insurgés?

Il était né le 5 août 1827, à Krotoszym, où son père était médecin. Quand vint la révolution de 1830, le docteur Langiewicz se fit chirurgien des insurgés. En 1831, le typhus qui sévissait dans les prisons de Varsovie, l'enleva à ses malades, prisonniers comme lui.

Ainsi, à quatre ans, Maryan Langiewicz, avait déjà souffert pour la cause nationale, qui le rendait orphelin!

Il avait deux frères. La veuve du docteur s'imposa les plus urs sacrifices, pour élever ses trois enfants. L'un se fit commerçant, l'autre devint médecin. Maryan, se destina à la carère militaire.

Krotoszym, est une ville de la Pologne prussienne, où l'on se garde bien d'apprendre aux enfants la langue polonaise. Langiewicz se lia avec un allemand, qui la lui apprit à peu près, au moyen d'une grammaire polonaise à l'usage des allemands. Il étudia ensuite au gymnase de Trzemeszno, où il compléta

ses études mathématiques, puis servit dans l'artillerie de la *landwehr* prussienne, pendant un an.

Il déserta ensuite, pour ne pas servir les oppresseurs de son pays et se rendit à Gênes, où il fut quelque temps professeur à *l'école militaire polonaise* établie dans cette ville. Il y resta jusqu'à la campagne de 1859, qu'il fit en qualité d'officier des volontaires garibaldiens. Il suivit le dictateur dans sa glorieuse promenade militaire, de Marsala à Palerme, et de Palerme à Naples, puis rentra comme professeur à l'école de Cuneo.

La nouvelle du décret ordonnant le recrutement lui fit entrevoir l'insurrection polonaise. Il se rendit dans le palatinat de Sandomir, dont le comité national lui donna le commandement militaire.

C'est là que nous le trouvons le 2 février, à la tête d'un corps bien organisé de quinze cents hommes.

Il établit son camp à Wonchock. Deux colonnes russes, envoyées contre lui de Kielce et de Radom, rencontrèrent dans le village de Suchedniow, un détachement avancé d'une soixantaine d'hommes, qui soutinrent bravement le feu, et ne se retirèrent que lorsque les deux colonnes russes ayant opéré leur jonction, il y eut eu foli à en soutenir le choc. Les moscovites ne firent que deux prisonniers.

Selon leur habitude, les russes, entrés dans Suchedniow, mirent les maisons au pillage, massacrèrent les habitants inoffensifs, et incendièrent les maisons. Cela se passait le 3 février.

Le lendemain, les deux colonnes se divisèrent de nouveau, et arrivèrent, devant Wonchock par des routes différentes.

Cette ville est bâtie sur un rocher, à droite de la grande route de Kielce à Radom. Elle renferme d'importantes fonderies, qui avaient éteint leurs fourneaux et dont le personnel était enrôlé dans la petite armée de Langiewicz. Un vaste monastère de l'ordre de Citeaux la domine. C'était là le quartier général du jeune chef.

La ville avait changé d'aspect. « Ici, depuis quelques jours, écrit un témoin occulaire, tout se réveille et prend une vie nouvelle. Les tristes murailles du couvent répètent, sur un ton d'allégresse, l'écho des chants nationaux. Dans les rues, on voit passer et repasser sans cesse d'intrépides volontaires vêtus, qui d'une camisole de peau de mouton, qui d'une veste usée ou d'habits de chasse; tel autre a déjà endossé un uniforme de lancier. Là, un tout jeune homme fait résonner son sabre, et sa figure rayonne d'un si fier enthousiasme qu'on dirait qu'il court à une victoire certaine; plus loin, une ordonnance passe au galop, portant un ordre; ici, c'est une patrouille de *kossyniers* qui s'éloigne pour une reconnaissance. On ne peut se figurer un spectacle plus vivant et plus animé.

« Hors de la ville, dans une vaste plaine, les jeunes gens, divisés en petites escouades, s'exercent au maniment des armes et à la manœuvre, sous la direction de quelques officiers instructeurs. On sent involontairement son cœur battre, en voyant l'air de résolution et de fierté empreint sur ces visages, dont quelques-uns ne sont pas même encore ornés de la classique moustache. Il est impossible aussi de n'être pas frappé des progrès qu'ont déjà faits, dans les exercices militaires, ces réfractaires d'hier, qui pour la plupart n'avaient jamais manié un fusil. L'enthousiasme et une sorte de disposition innée, leur tiennent lieu d'expérience. »

Une avant-garde de tirailleurs avait été placée près du village de Mielica. Pendant trois heures, ce détachement soutint le choc des Russes à qui il fit éprouver de grandes pertes. Enhardis par ce premier succès, ils quittèrent leurs positions pour s'emparer des canons de l'ennemi, et procurer ainsi à Langiewicz une artillerie dont il avait le plus grand besoin.

Mais les moscovites, comprirent cette tactique, et sentant bien que les *kossyniers*, n'étaient pas des hommes à reculer devant le feu des pièces, ils concentrèrent toute la force de leurs deux corps d'armée sur leur parc d'artillerie. La lutte fut terrible. On se battait corps à corps sur les canons.

Voulant épargner à ses braves une mort inutile, Langiewicz donna le signal de la retraite. Les insurgés se retirèrent en bon ordre, dans les montagnes de Swienty-Krzyz (Sainte-Croix).

Les pertes des polonais furent assez considérables. Deux de leurs chefs de compagnie Prendowski et Kosiecki furent tués dans la mêlée de Mielica.

Les russes perdirent environ deux cent cinquante hommes, et, chose remarquable, leur bulletin officiel enregistra, une disparition, et une blessure, pour tout désastre. Personne, n'a du reste pu être trompé par un aussi grossier mensonge.

Les insurgés avaient complètement abandonné Wonchock, afin d'éviter, au cas où ils y eussent été vaincus, que les habitants paisibles n'aient à souffrir des représailles des russes. Malgré cette précaution, les moscovites, traitèrent Wonchock en ville prise d'assaut. Les blessés trop grièvement atteints pour être transportés, avaient été laissés dans la ville. On les acheva tous, sans exception. On massacra ensuite tous les habitants sans distinction d'âge ni de sexe, qui ne pouvaient fuir dans les montagnes, et pour ne pas laisser de trace de ces crimes, on détruisit par l'incendie, la ville de fond en comble. Il ne resta debout qu'une église, et la maison d'un pharmacien. On traita de la même façon cinq villages voisins en punition de ce qu'ils n'avaient pas envoyé prévenir les autorités de Kielce ou de Radom de la présence des insurgés.

Et tandis que ces infamies se commettaient, les blessés russes étaient emportés dans les montagnes, où ils étaient soignés, avec autant de charité que les blessés polonais!

Le lecteur nous permettra d'abandonner l'ordre chronologique des faits pour suivre chaque ligne d'opérations, afin de bien établir ainsi la part de gloire de chacun des braves chefs de l'insurrection, afin de bien établir aussi la part de honte qui revient à chaque représentant du gouvernement russe.

Continuons donc l'historique de la campagne de Langiewicz.

Le jeune chef s'était retiré dans les montagnes de Sainte-Croix, ainsi que nous l'avons dit. Il établit son quartier général au couvent de Slupia, très-fortement protégé par des défenses naturelles, mais aussi très-voisin de Kielce, centre des opérations de l'armée russe. Il trouva moyen de se procurer en Autriche huit canons, à la manœuvre desquels il exerça ses volontaires, et un millier de carabines. Pendant huit jours, les Russes le laissèrent ainsi se préparer à une attaque.

Le 11 février, deux mille hommes d'infanterie, plusieurs compagnies de cosaques, une batterie d'artillerie, s'avancèrent vers les insurgés, mais leur attaque fut vigoureusement repoussée, et la petite armée russe éprouva des pertes considérables. Des tirailleurs postés dans un petit bois et abrités par des fagots, changèrent leur retraite en déroute.

Mais un second corps russe très-important faisait alors diversion vers le couvent, qui n'était défendu que par trente chasseurs et trente faucheurs, barricadés derrière l'entrée attaquée. L'arrivée de Langiewicz sur ce point acheva de démoraliser les russes, qui abandonnèrent ce second champ de bataille où il laissèrent quatre-vingts morts, beaucoup de blessés, et leurs munitions.

Cette journée du 11 février fut fatale aux russes. Elle leur coûta quatre cents hommes tués ou grièvement blessés. Les insurgés perdirent seulement quatre hommes, et eurent trois blessés.

Dans leur retraite, les russes rencontrèrent un petit poste de sept hommes, gardant sept paysans suspects. Il les massacrèrent impitoyablement, confondant dans leur aveugle fureur, leurs espions et leurs ennemis.

Le lendemain, 12 février, toutes les forces des gouvernements de Kielce et de Radom, revinrent à Sainte-Croix, pour écraser Langiewicz. Mais ils ne trouvèrent pas un seul homme. Se doutant bien de ce retour, le chef des insurgés avait levé son camp pendant la nuit, et s'était mis en marche dans la direction de Staszow.

Ne trouvant pas d'ennemis les russes bombardèrent le couvent, dont les religieux avaient suivi Langiewicz. Ne pouvant se venger autrement, ils procédèrent au pillage, mais ne firent pas un grand butin, vivres, et vêtements, tout était emporté par les polonais. Il essayèrent un incendie, les murailles du couvent étaient inattaquables. Ils s'en retournèrent, honteux, affamés, harassés de fatigue sans pouvoir même trouver un homme sur qui ils puissent se venger de leur déconvenue!

Les Russes laissèrent Langiewicz à Staszow, augmenter sa petite armée, se pourvoir de chevaux, d'armes, de chaussures. Il eut bientôt sur pied un millier de cavaliers. Il forma et équipa là aussi environ dix mille fantassins, qu'il envoya en grande partie grossir les autres corps d'insurgés.

Les généraux moscovites, étaient effrayés de l'existence de ce dépôt militaire, et résolurent de faire les efforts les plus énergiques pour le détruire. Dans la nuit du 17 février, une colonne de trois mille russes, s'avança en reconnaissance vers Staszow. Mais assaillis de tous côtés, mitraillés, fusillés, par un ennemi invisible et puissant, les russes abandonnèrent la place en laissant cent cinquante-huit morts.

Le lendemain matin, suivant sa tactique ordinaire Langiewicz abandonna Staszow, se dirigea vers le nord, puis tournant brusquement vers l'ouest, établit son camp à sept mille de Kielce. Inutile d'ajouter que la nuit suivante, les russes voulurent le surprendre à Staszow, qu'ils s'y rendirent au nombre de plus de 6,000 et que là, comme à Sainte-Croix, ils ne trouvèrent pas un seul homme.

Le 18 février, Langiewicz, qui se tenait aux environs de Kielce, intercepta un convoi de prisonniers qui se rendait dans cette ville. Cette rencontre eut lieu à Xionz, et valut la liberté à cent trente polonnais. La plupart des cosaques de l'escorte furent tués ou blessés. Quelques fuyards en portèrent la nouvelle à Kielce. Mais tandis que l'on ralliait dans cette ville toutes les forces moscovites, le chef des insurgés se dirigeait tranquillement vers Czentochowa, place forte située à la frontière ouest de la Pologne russe.

Un instant l'étoile de Langiewicz pâlit. Tandis que croyant donner le change aux Russes, il tournait Czentochowa et poussait vers Olkusz, ceux-ci formaient un demi-cercle dont ces deux villes étaient les extrémités et l'acculaient à la frontière. Malheureusement son principal lieutenant Jezioranski se tenait hors de ce cercle, et les communications se trouvaient interceptées.

Mais le 23, les deux corps d'insurgés se joignirent entre Wloszczowa et Malogoszcz. Ils rencontrèrent un convoi e prisonniers qu'ils délivrèrent à Cenciny.

Cet exploit attira sur eux l'attention des Russes. Trois corps de 6,000 hommes chacun marchèrent contre Langiewicz, venant l'un de Kielce, l'autre de Cenciny, le troisième de Brzezy. Le général eut l'adresse de faire évoluer son armée de façon à n'avoir à combattre qu'un de ces corps d'armée à la fois. Il y eut trois engagements partiels. Simulant une fuite dès le premier engagement, Langiewicz arrivait aussitôt vers le second corps, le saluait d'une décharge de tous ses canons et de tous ses fusils, et fuyait vers le troisième qu'il saluait de même.

Déroutés par cette manœvre, les trois corps russes ne se reconnurent plus. Le premier s'enfuit vers Kielce, en se croyant attaqué par le second corps, qu'il prenait pour une armée d'insurgés. Le second, croyant poursuivre Langiewicz, poursuivait le premier corps et fuyait devant le troisième qu'il croyait être aussi une armée considérable de Polonais.

Lorsque tous ces braves moscovites se reconnurent à Kielce, après avoir échangé quelques décharges de mousqueterie, ils s'égayèrent de leur mésaventure, dont ils crurent pouvoir tirer cette conséquence que l'armée de Langiewicz était complètement détruite.

Ils en envoyèrent la nouvelle à Varsovie. C'était la troisième fois qu'une semblable dépêche y arrivait.

Le 25 février, Langiewicz était à Slupia où nous l'avons déjà vu vainqueur le 11. Il avait donc accompli une immense promenade militaire, renforçant sur son passsage tous les corps insurrectionnels, affaibli et démoralisé l'armée russe toute entière.

Les journées des 26, 27 et 28 février, se passèrent en escarmouches entre les faucheurs et les russes. Les polonais laissaient passer la première décharge, abrités par les bois, puis avançaient au pas de course sur les russes. Les traînards touchés par les faux étaient morts. Dès que les Russes fuyaient, les polonais, n'ayant pas d'armes à feu, reprenaient le chemin de leurs abris.

Le 1er mars, Langiewicz apprenant qu'un train amenait quatre canons à Miszkow, fit couper le pont du chemin de fer. Le train voulut rétrograder, mais un rail enlevé à temps arrêta sa marche. Le général s'empara des canons, fit remettre le rail, et laissa le train rapporter la nouvelle à Olkurz.

Le 4 mars fut un beau jour pour l'armée insurrectionnelle. A 10 heures du matin, une forte colonne russe attaqua les campements polonais à Piaskowa-Skala. Le combat fut vif. Chaque soldat russe brûla trente-cinq cartouches, tandis que les polonais n'en possédaient que six. Mais à deux heures de l'après-midi, les fusilliers polonais se retirant cédèrent la place aux fau-

cheurs, qui s'élancèrent sur les russes. Ceux-ci n'avaient plus de cartouches. Ils se retirèrent en désordre sur Wolbrow.

Le soir à dix heures, à Skala, un corps russe très-considérable allait être fait prisonnier lorsque l'obscurité fit croire aux faucheurs qu'un corps de Langiewicz qui accourait, était un corps russe. Les morcovites profitèrent de cet instant d'hésitation et s'enfuirent.

Nous pensons devoir placer ici une lettre d'un des volontaires de Langiewicz, M. Ladislas Mikiewicz, qui nous donne sur le général des renseignements forts curieux, ainsi que sur l'organisation des troupes polonaises. Cette lettre est datée du camp de Gorzcza, le 6 mars, au moment où Langiewicz était littéralement le souverain du palatinat de Sandomir :

« Quoique je sois harassé de fatigue, je ne veux pas laisser passer, sans en profiter, un de ses rares moments d'inaction que nous ayons trouvés depuis un mois.

« Dans la nuit d'hier, nous avons rejoint ici Langiewicz, qui nous a fait camper à gauche vers Pockusz. Nous arrivions de Volbronn, où nous nous étions repliés après l'affaire de Piaskowa-Skala. En arrivant, notre petite colonne (nous n'étions que 750) fut acclamée sur toute la ligne insurgée, et cet hommage nous a fait plaisir, car il était, à vrai dire, un peu mérité. Sans cartouches (en commençant nous en avions chacun cinq), nous avons tenu pendant six heures 3,000 russes en échec, et ils n'ont pas osé nous suivre.

« Nous acclamâmes à notre tour les vainqueurs de Skala. On s'embrassa. Ce fut un instant de tumulte indescriptible. Quelques minutes après, Langiewicz arrivait. Nous battîmes aux champs et sautâmes aussitôt en ligne. Il faisait une pleine lune superbe, et c'est la première fois que je vis le général.

« Il était à pied, prit le bras de notre colonel, et, tout en causant avec lui, passa lentement sur notre front.

« C'est un homme d'une taille moyenne, plutôt petite, mais carré des épaules, une figure ronde, des cheveux châtains, de longues moustaches fauves, un regard très-mobile et très-perçant, la tête rejetée en arrière, un air martial et décidé, la démarche brusque. Il paraît avoir trente ans.

« Il porte une *czamarka* (sorte de tunique) en drap gris sombre, bordée de laine noire, et à brandebourgs noirs. Une écharpe en soie blanche et rouge à la ceinture, une *koufederatka* (bonnet carré) blanche avec une bordure de laine grise, et au coin une petite aigrette blanche ; des bottes de chasse et une capote paysanne grise ; un ceinturon, un sabre de cavalerie à fourreau d'acier et à poignée d'ivoire. C'est du reste le costume de ses officiers supérieurs. Les simples officiers n'ont pas l'écharpe, mais une simple cocarde blanche au bonnet carré.



Les officiers autrichiens achetant les têtes des nobles polonais

Evenemens de Galicie en 1846

« Deux aides de camp à cheval suivaient de loin le général. A quelques pas derrière lui, un cavalier tenait en bride son cheval, magnifique animal de race arabe, dont la housse de soie blanche et rouge, brodée d'argent est un présent des dames de Cracovie.

« Arrivé à l'extrémité de notre ligne, le général s'arrêta et commanda : Conversion à droite ! Il s'avança sur le centre, et fit battre à l'ordre ; les officiers sortirent des rangs, et le général, se tenant au milieu d'eux, nous dit, d'une voix assez vibrante pour être entendue du dernier soldat :

« Camarades, vous vous êtes battus en braves, — je vais « bientôt vous mener encore à l'ennemi, et, Dieu aidant, nous « le vaincrons. »

« Un hourrah lui répondit sur toute la ligne ; Langiewicz remonta à cheval et partit au galop avec notre colonel. Et nous, comme nous venions de faire dix lieues, nous formâmes nos faisceaux et nous noùs étendîmes sur des bottes de paille. Tous furent bientôt endormis.

« Ce matin, à dix heures, avant de nous mener à nos positions, nous eûmes parade avec tout le corps de Jezioranski, dont il a repris le commandement. Langiewicz arriva et passa comme un tourbillon avec tout son état-major : puis, s'arrêtant au front de bandière, nous défilâmes devant lui.

« Ses aides de camp sont presque tous fort jeunes. J'en ai remarqué un très-jeune et singulièrement grâcieux dont je vous reparlerai. Les aides de camp portent tous une carabine en bandoulière et le révolver à la ceinture. Ils ont pour signe distinctif une écharpe en laine rouge. Presque tous sont de nos meilleures familles. Il faut dire aussi que leur poste est le plus dangereux, et qu'on en tue beaucoup.

« Cet aide de camp si joli, qui m'avait frappé, nous a installés au campement. Vous serez étonné d'apprendre que cet officier est une jeune fille, mademoiselle Poustowojtoï. Elle est de Lublin et a fait toute la campagne jusqu'aujourd'hui.

« En 1861 et 1862, elle était à la tête de toutes les manifestations patriotiques. Elle fut ensuite jetée dans les cachots de la citadelle de Krzemieniec, où elle passa onze mois. Dirigée le 24 janvier sur Zamors, elle fut délivrée en route par une bande d'insurgés qu'elle amena à Langiewicz, et a pris une part active à toutes les actions. Le général l'a nommée adjudant à Malogoszcz, et elle est aussi belle que brave.

» Ces détails sont de toute authenticité et connus de tout le camp.

» L'adjudant Poustowojtoï disposa donc nos camps comme un vieux maréchal expérimenté et repartit rejoindre le général.

» Nous sommes dans une prairie sur la gauche, à droite

de la route d'Olkusz. Au-dessus de nous, car cette prairie est le versant d'une petite colline, sont établies en batterie deux fort belles pièces de canon de bronze. Vient ensuite, sur la crête à droite, le bataillon académique, une vieile connaissance d'Ojcow, et à gauche, c'est-à-dire à l'extrémité gauche de toute la ligne, les chasseurs de Zélinski; plus loin encore, aux avant-postes, une compagnie de zouaves de M. Rochebrun.

« En remontant vers la droite, nous trouvons au bout de la prairie les corps du centre, à savoir les bataillons de faucheurs, 1, 4 et 6, et en avant des faucheurs deux escadrons de lanciers et une pièce de canon. En arrière le grand camp sur la hauteur, avec les forges, les ambulances, les magasins et le matériel. Plus loin, toujours vers la droite, en avant d'un fort ruisseau, un piquet de cavalerie; en arrière, dans le bois, le 2e chasseurs, le bataillon des zouaves de la mort; plus haut, toujours en arrière, les faucheurs 3, 5, 7 et 8; enfin, à l'extrême droite, les deux régiments d'infanterie nationale, et aux avant-postes, vers Proszow, deux autres pièces de canon, et une compagnie des chasseurs de Waligorski.

« Le quartier général est dans une mauvaise petite ferme enfoncée dans les bois.

« Nous avons un total de 11,750 hommes, dont 6,000 armés d'armes à feu, et le reste de faux, et environ 2,000 hommes de recrues, non encore organisées.

« Ne croyez pas que nous restions inactifs dans nos campements. Nous y travaillons, au contraire, aussi activement qu'en campagne. Des transports d'armes, de poudre et de mutions ne cessent d'affluer on ne sait d'où, — et nous en avions grand besoin. A chaque instant des troupes de paysans arrivent avec leurs prêtres et leurs seigneurs en tête, — et il faut tout organiser et classer. — Notre champ de manœuvres est en arrière à droite du quartier général; il est rempli d'instructeurs et de recrues, et le général y passe souvent.

« A quatre heures nous y avons fait des manœuvres de bataillon, et je vous assure qu'elles avaient une grande précision, bien que nous n'ayons guère de temps pour les exercices.

« J'oubliais de vous dire que nous avons au camp 170 prisonniers russes qui scient le bois, chargent, déchargent et rangent le matériel, etc. On se conduit très-humainement avec eux.

« Le général n'a pas permis de construire de barraques pour les ambulances, ce qui fait présumer que nous ne resterons pas longtemps ici.

« A Malogozcz, un boulet a frolé la jambe droite de Langiewicz et l'autre a été contusionnée; — mais ce sont deux atteintes sans gravité et qui ne l'empêchent pas de déployer une activité prodigieuse. »

Nous avons publié cette lettre en son entier, parce qu'elle révèle, le génie du jeune général, en qui se résuma pendant quelques jours la destinée de la Pologne, et qu'elle fait connaître la jeune héroïne dont nous avons tous entendu parler il y a quelques mois, et que les calomnies des journaux russes ont en vain cherché à noircir.

Quelques jours après les événements que nous avons racontés avant de publier cette lettre, le gouvernement national voulut utiliser la prodigieuse activité de Langiewicz en lui donnant tout pouvoir et en lui confiant un commandement unique.

Nommé dictateur, Langiewicz l'annonça ainsi à ses compagnons d'armes, par une proclamation datée de Gosnicza, le 10 mars:

« Les plus ardents fils de la Pologne ont commencé, au nom du Tout-Puissant, une lutte contre les éternels ennemis de la liberté et de la civilisation, contre l'envahissement moscovite, lutte provoquée par d'épouvantables abus.

« Malgré les circonstances les plus défavorables, et bien que le conflit armé ait été précipité par les excès d'oppression de l'ennemi lui-même, la lutte commencée, les mains vides, contre les nombreuses bandes moscovites, dure depuis six mois. Cette lutte se fortifie et se développe énergiquement devant une guerre à mort. Grâce à l'activité et au dévouement de toute la nation, celle-ci est résolue de devenir libre ou de périr. Le sang polonais coule à torrents sur plusieurs champs de bataille : il coule dans les rues de nos villes et de nos villages que le sauvage envahisseur asiatique détruit de fond en comble, en massacrant les habitants inoffensifs, et livrant le reste de leur avoir au pillage d'une bestiale soldatesque.

« Vis-à-vis de ce combat à mort, vis-à-vis des meurtres, du pillage et des incendies par lesquels notre ennemi marque sa route, la Pologne voit avec douleur, à côté du plus grand dévouement et de l'enthousiasme de ses enfants, le défaut d'une direction unitaire et avouée, qui seule pourrait empêcher le fractionnement des forces, et donner un nouvel élan à celles qui sommeillent encore.

« Il résulte de la situation générale, de même que de la nature de la lutte engagée, qu'outre les champs des insurgés, il ne se trouve pas sur tout le territoire de la patrie une place où pourrait se poser un pouvoir central, publiquement avoué et c'est là la raison pour laquelle le gouvernement provisoire secret qui était sorti de l'ancien comité central secret, n'a pu se révéler au grand jour devant la nation et devant l'univers.

« Bien qu'il y ait dans le pays des hommes qui sont beaucoup au-dessus de moi par les capacités et le mérite ; bien

que j'apprécie toute l'étendue de la gravité des devoirs qui dans une position si difficile, pèsent sur le pouvoir national suprême, je prends néanmoins, avec le consentement du gouvernement national provisoire, le pouvoir dictatorial suprême prêt à le déposer, quand nous aurons secoué le joug moscovite, entre les mains des représentauts du peuple; je le prends en considération de l'urgence des circonstances qui demandent impérativement un prompt remède, en considération de la nécessité d'augmenter les forces de la nation par la concentration des pouvoirs civils et militaires dans une seule main, pour la lutte meurtrière contre les moscovites dirigés par une seule volonté....

« Aux armes, frères ! Aux armes ! pour reconquérir la liberté, l'indépendance et l'intégrité de la patrie.

Une cérémonie imposante eut lieu le 12 mars à Slosnowka, près de Miechow.

L'armée de Langiewicz se rangea en bataille devant le front de son camp.

Elle forma un quadrilatère, au centre duquel s'élevait un autel.

Après une allocution de l'aumônier, le dictateur prêta serment à la nation.....

Puis les dignitaires envoyés par le gouvernement national prêtèrent à leur tour le serment d'obéissance au dictateur.

L'armée tout entière défila devant lui en répétant ce serment. Le soir le camp fut illuminé, et la Pologne eut sa première fête nationale.

Mais le lecteur doit se souvenir que pour ne pas interrompre le récit de la campagne de Langiewicz, nous avons laissé les événements depuis le 5 février pour ne nous occuper que de lui.

Il nous faut revenir en arrière, et raconter toutes les douleurs de la Pologne, pendant ce beau-mois, où le futur dictateur marchait de triomphe en triomphe.

Ce sera l'objet du prochain chapitre. Nous reprendrons ensuite le cours des événements dont Langiewicz fut le héros.

CHAPITRE XVII

Massacres de Tomaszow. — Combat de Wengrow. — Les nouvelles Thermopiles. — Meurtres et vols à Modliborz. — Combat et massacre de Siematycze. — Massacre sans combat à Pulawy. — Le château du comte Zamoyski et celui du marquis Wielopolski. — Pillage du château de Woyslavice. — Suicide glorieux de M. de Korff. — Combat de Miechow et destruction de la ville. — François Rochebrun. — Sigismond Padelowski. — Héroïsme de madame Micholska. — Les Prussiens et le droit des gens. — Proclamation du gouvernement national. — Les sermons des popes russes. — Mielencki. — Combat de Dobroslaw. — Noble conduite de quelques officiers russes. — Nouvelles instructions secrètes.

Nous avons suivi sans interruption la campagne de Langiewicz jusqu'à sa proclamation comme dictateur, afin que la mémoire du lecteur ne s'égare pas dans le récit des divers événements qui s'accomplissaient en Pologne pendant la même période.

Revenons au début de l'insurrection.

Transportons-nous dans le palatinat de Lublin.

La petite ville de Tomaszow, avait des premières organisé son mouvement insurrectionnel. Une troupe de cent hommes s'y forma. Presqu'aussitôt une colonne de mille moscovites, avec deux pièces de canon fut envoyée le 5 février contre ce petit corps. La lutte dura longtemps, mais les polonais furent obligés de se retirer devant le nombre.

Après leur retraite, les Russes entrèrent dans la ville. Pour les récompenser de leur facile victoire, il leur fut accordé deux heures de pillage.

Avec le vol, l'assassinat ; puis l'incendie. C'était le programme de la fête. Aussi est-ce à Tomaszow, que l'on pût juger de l'esprit des Russes dans la guerre actuelle.

Ce n'est pas en effet une guerre ordinaire, mais une œuvre aveugle d'extermination. On peut s'en convaincre rien qu'en lisant la liste nominative de vingt et une personnes entre autres, qui furent égorgées par les moscovites pendant ce pillage. Elle est empruntée au rapport *officiel* du gouverneur civil de Lublin. La voici :

1° Brzezinski, capitaine chargé du service d'extradition des personnes qui passent sans passe-port la frontière austro-russe.

2° Dombrowski, médecin, traîné hors de sa maison dans la rue et égorgé;

3° Muller, employé de la douane;

4° Lenkowicz, idem, père de six enfants;

5° Soltawski, maire de la ville;

6° Mastewski, maître de poste;

7° Piotrowski, pharmacien;

8° Kotowski, comptable des bureaux de la douane;

9° Raszewski, adjoint au contrôleur des finances de l'arrondissement;

10° Ehret, greffier du juge de paix;

11° Malinowski, secrétaire dans les bureaux de la douane;

12° Kosiecki, employé retraité;

13° Jasinski, juge de paix;

14° Un vérificateur de l'administration des tabacs;

15° L'abbé Rylski, vicaire de la paroisse;

16° Zelikowski, médecin de l'arrondissement, brûlé vivant dans sa maison avec tous ses domestiques;

17° Wondolowski, notaire;

18° Jarchoki, ancien maître d'école aveugle;

19° Brzeski, employé des douanes en retraite;

20° Un officier de l'armée russe en retraite;

21° Mecheda, officier russe en activité de service, appartenant à l'arme du génie, et qui passait à Tomaszow, son congé de convalescence. Assassiné dans son lit.

Pour que rien de ce que ces faits ont d'étrange ne puisse être contesté, nous joignons à cette liste, les lignes suivantes du bulletin officiel du gouverneur civil de Lublin précité :

« Comme je n'ai encore reçu, aucune communication sur les horribles scènes de Tomaszow ni de la part du magistrat de cette ville, ni de celle du préposé du cercle, et que je n'ai appris ces faits que par l'intermédiaire du cercle de Hrubieszow, il y a lieu de croire que *tous les fonctionnaires de Tomaszow ont péri*; que, par suite, la marche de l'administration se trouve suspendue et *qu'il ne reste personne pour faire un rapport*. En vue de ces circonstances extraordinaires, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence d'obtenir de S. A. I. le grand-duc gouverneur de Pologne, un ordre destiné à protéger la vie et la propriété des citoyens tranquilles, d'autant plus que les habitants de la ville de Hrubieszow craignent à bon droit que les actes commis par les troupes dans la ville de Tomaszow, ne se renouvellent en d'autres lieux.

« En terminant, je vous informe que j'ai envoyé immédiatement, par estafette, à la direction des postes de Tomaszow, l'ordre de faire en sorte que la municipalité ou, *si aucun*

membre de ce corps n'est en vie, le curé ou un fonctionnaire quelconque prenne les mesures indispensables dans des cas pareils, telles que la constatation des personnes tuées ou brûlées, leur enterrement, autopsie, l'inventaire et la garde des biens restant, etc. Mais comme je ne puis compter avec certitude *qu'aucune des personnes sus-indiquées soit en vie,* j'ai envoyé aussitôt par estafette au préposé du cercle de Zamosc, l'ordre de se rendre en personne à Tomaszow, en cas de besoin avec une escorte militaire, et d'y organiser une administration municipale. »

Signé : BODUSZINSKI.

Une lettre écrite sur les lieux nous apprend qu'il ne resta dans la ville d'autres employés que le substitut du juge, le secrétaire et le sous-secrétaire de la justice de paix, le contrôleur des finances, l'expéditeur de la poste et un employé de la douane.

Les insurgés s'étaient retirés à une demi-verste de là (500 mètres environ), dans le bois de Bolimow. Durant la soirée, une patrouille de cosaques fut envoyée en reconnaissance de ce côté, et, le lendemain, dès le point du jour, les patriotes furent attaqués dans leur camp, de deux côtés à la fois, par des troupes envoyées de Lowicz et de Varsovie.

Malgré l'infériorité du nombre et des armes, les insurgés se défendirent avec la plus grande énergie, ils furent tués presque tous, mais après avoir vendu chèrement leur vie. Les Russes emmenèrent quelques prisonniers, mais les blessés furent abandonnés sans secours.

Sur le lieu du combat, après la retraite de l'ennemi, on entendait, presque sous chaque buisson, les cris douloureux des mourants, et les corps des insurgés tués étaient tellement criblés de blessures, et de coups de toute sorte qu'il était presque impossible de reconnaître leurs figures.

Un témoin authentique trouva au milieu des taillis, six cadavres liés dos à dos, trois par trois, les têtes entièrement fracassées, les habits déchirés en lambeaux, gisant dans une mare de sang. C'étaient des insurgés qu'on avait trouvé plus commode de fusiller sur place, au lieu de les emmener avec les autres.

La journée du 6 février ne mérite pas une moins large place que celle du 5, dans l'histoire de la révolution polonaise.

Plusieurs bandes d'insurgés formées à la hâte dans le palatinat de Lublin avaient choisi pour point de réunion la ville de Wengrow.

Les Russes, pour se débarrasser de ces bandes pensèrent que le meilleur moyen était d'attaquer leur quartier général. Le 6 février, plusieurs milliers de moscovites, avec six pièces

de canon, arrivèrent à Wengrow, sous les ordres du colonel Popofosopulo.

La ville n'offrait aucun moyen de défense. Les insurgés ne pouvaient avoir la pensée de résister avec avantage à des forces si supérieures ; la retraite fut décidée, et, tandis que la plus grande partie de leurs bandes se dirigeait sur Sokolow, un détachement formé des plus résolus se plaça en avant de la ville, sur la route de Morzbodli, pour arrêter les Russes et empêcher qu'une attaque soudaine ne vînt changer la retraite en déroute.

Cette poignée d'hommes, à peine armés, soutint sans s'émouvoir le feu des Russes, répondant à la mitraille par quelques coups de fusil, défendant le terrain pied à pied, cherchant à inquiéter l'ennemi par de feintes attaques, suppléant au nombre par le sang-froid et l'intrépidité.

Il fallut cependant renoncer bientôt à l'espoir de prolonger cette lutte inégale. Contre ces trois cents héros, combattant, non pas dans un défilé, mais sur une grande route, devant une ville ouverte, le colonel Popofosopulo disposait de trois bataillons d'infanterie, de trois escadrons de cavalerie et de plusieurs sotnias de cosaques. Les Polonais comptaient déjà dans leurs rangs un certain nombre de tués et de blessés. Les progrès de l'ennemi étaient sensibles et il fallait gagner quelques instants encore pour assurer la retraite du principal corps des insurgés et empêcher que le commencement d'organisation qu'avaient reçu les bandes à Wengrow, ne fut entièrement perdu.

Deux cents jeunes gens, à peu près, tout ce que cette arrière garde comptait encore de valide, presque tous nobles, quelques-uns n'ayant pas vingt ans, s'offrirent pour arrêter l'ennemi par une charge de désespérés. Ils mourraient tous, mais le corps dont ils protégeaient la retraite, le principal espoir de l'insurrection serait sauvé !

C'est au centre de l'ennemi, sur les bouches à feu qui vomissaient la mitraille, et qu'il importait le plus de faire reculer, ou du moins de faire taire un instant, c'est là que se précipita cette vaillante troupe.

Quelques-uns n'avaient pour arme qu'une faux ; c'étaient les plus ardents !

Notre grand poète Auguste Barbier a chanté ce dévouement sublime :

> Alors les plus beaux faits que l'histoire enregistre,
> Reparurent soudain sur ce terrain sinistre,
> Et l'on vit, comme aux jours du grand Léonidas,
> Deux cents nobles enfants, au salut d'une armée
> Se dévouer, et tous, de la gueule enflammée
> Des canons dévorants, recevoir le trépas !...

Tous furent tués, mais, joignant l'habileté, le sang-froid à l'audace, les *deux cents* surent mesurer leur élan, régler leurs coups de façon à prolonger plus d'une heure cette lutte héroïque. Quand ils avaient dispersé les artilleurs et fait taire les canons, ils couraient aux officiers, obligés de se défendre avec leurs revolvers dans une sorte de duel à mort. Ils firent ainsi éprouver aux Russes des pertes considérables et, quand les derniers eurent succombé, le mouvement de retraite de leurs camarades s'était accompli en bon ordre et le gros des insurgés était sauvé.

« Si ces hommes avaient des armes, disait un officier russe, au sortir de cette sanglante mêlée, et s'ils étaient organisés en corps réguliers, aucune armée européenne n'en viendrait à bout et ne serait même capable de résister à leur fougueux enthousiasme. »

Le spectacle de cet héroïsme ne paraît pas, toutefois, avoir disposé les Russes, à la générosité. Dès que la route fut libre, ils se précipitèrent dans la ville et s'y conduisirent absolument comme ils l'avaient fait à Wonchock.

Leur artillerie avait mis le feu à quelques maisons du faubourg. Loin de chercher à l'éteindre, ils firent tout ce qu'il fallait pour propager l'incendie, qui bientôt s'étendit à presque toute la ville. Les maisons où il était encore possible de pénétrer furent mises au pillage, et un grand nombre de personnes furent massacrées et grièvement blessées.

Les Russes ne quittèrent Wengrow, que lorsque la ville entière ne fut plus qu'un monceau de cendres fumantes, et de ruines ensanglantées. Et tout au contraire de ce qui avait eu lieu à Tomaszow, le bulletin officiel constata, que deux garçons juifs avaient été tués par accident.

A Tomaszow, au moins, les autorités russes avaient eu le mérite de la franchise.

Les atrocités commises par les russes à Tomaszow et à Wengrow, avaient en quelque sorte leur excuse dans l'exaspération qui provenait de la lutte. On a vu en effet que si les insurgés n'étaient pas en nombre, leur héroïsme y suppléait. Mais ce qui s'explique moins, c'est le massacre décidé froidement, exécuté par des soldats, sur l'ordre de chefs qui veulent passer pour dépositaires des bonnes manières, d'officiers qui prétendent faire des salons de Saint-Pétersbourg, des succursales du faubourg Saint-Germain.

Dans ce même gouvernement de Lublin, le lendemain du combat de Wengrow, une autre colonne russe, chargée par le colonel Biedraga d'explorer les environs d'Yanow, s'approcha du château de Modliborz. Un jeune homme nommé Wojocki, qui en sortait paisiblement fut d'abord tué, puis

sans aucune provocation les moscovites ouvrirent un feu très-nourri sur les fenêtres. Les portes furent enfoncées, le propriétaire M. Ladislas Gorskowski, fut littéralement assommé à coups de crosse de fusil, et laissé pour mort. On procéda aussitôt au pillage.

Pendant qu'une partie des soldats se livrait à cette dévastation, encouragée par les officiers qui les commandaient, le capitaine Zowadzki et le lieutenant Wasilocki, une bande de Cosaques, quittant le détachement, allait attaquer à quelque distance de là le château de Walitza, appartenant à M. Solman. Celui-ci et son régisseur Lipinski furent conduits avec toutes sortes de mauvais traitements à Modliborz où M. Solman fut assommé à coups de crosses de fusil, et finalement achevé d'un coup de poignard, malgré ses protestations d'innocence. L'examen des cadavres a constaté vingt-huit blessures sur le corps de Wojocki et seize sur celui de Solman. Quant à MM. Gorzkowski et Lipinski, ils furent emmenés à Yanow, au colonel Biedraga, comme trophées de cette glorieuse victoire.

Nous voudrions pouvoir rejeter sur quelques bas officiers la responsabilité de ces actes de sauvagerie, mais notre devoir d'historien nous oblige à constater que les soldats russes obéissaient strictement aux ordres venus du sommet de la hiérarchie militaire.

Un arrêté du chef du district de Zamosc le prouve surabondamment : « Les troupes ont l'ordre d'agir, y lit-on, tout à fait comme en pays ennemi ! » C'était le colonel Biedraga à qui était laissée la faculté d'interpréter cet ordre.

Le même arrêté ajoute : « Si des insurgés se réfugient dans quelque village, lors même que les habitants ne prendraient aucune part à la lutte, la troupe agira contre eux avec l'artillerie, la mousqueterie et la baïonnette, sans avoir égard au droit d'asile attribué aux églises et aux enclos qui les environnent. »

Et, afin de se montrer paternel, le magistrat sus désigné, croit devoir terminer son arrêté par cette recommandation : « Abstenez-vous de recevoir chez vous des étrangers, dans la crainte que la troupe, voyant dans le pays des visages nouveaux, n'attaque les maisons et ne fasse feu *sans autre examen.* »

On le voit, l'historique du martyrologe de la Pologne peut faire avec les pièces officielles russes.

Eh bien, malgré toutes ces mesures, l'insurrection naissante s'étend comme une traînée de poudre. Jusqu'ici elle est circonscrite dans le royaume de Pologne, mais la voilà qui se montre en Lithuanie.

Le 6 février, la ville de Siemiatycze devient le boulevard de l'insurrection lithuanienne. Douze cents polonais, tirailleurs

et kossyniers, s'y établissent. Un premier combat a lieu vers quatre heures du soir. Les Russes sont repoussés malgré leur artillerie.

Le lendemain, le général russe Manioukine, avant de recommencer l'attaque, fit engager les femmes à sortir de la ville avec leurs enfants. Elles refusèrent héroïquement, mais notre impartialité nous oblige à tenir compte de la tentative.

Après ce refus, les Russes devaient s'attendre à une résistance désespérée. Ils lancèrent aussitôt sur la ville des fusées à la Congrève, qui y allumèrent un effroyable incendie, puis commencèrent l'assaut. Placés entre ces deux terribles ennemis, l'incendie et le cosaque, les Polonais furent littéralement hâchés. Privée de ses défenseurs, la population de Siematycze fut massacrée. On pilla tous les environs. La ville n'était le lendemain qu'un monceau de cendres.

Une vingtaine de maisons à peine avait été épargnées.

Le même jour, écrit un témoin oculaire, une de ces colonnes russes à qui conviendrait si bien le nom de « colonnes infernales » entrait à Biala, après avoir vainement poursuivi un détachement d'insurgés dans les bois voisins. Tous ceux des habitants qui se trouvaient dans les rues furent plus ou moins maltraités, et le soir les soldats s'amusaient à tirer aux fenêtres, dès qu'ils voyaient apparaître une lumière.

A Rawa, encore le même jour, une caserne où s'étaient retranchés des soldats russes fut attaquée par un détachement d'insurgés. Pendant le combat, le feu prit au bâtiment construit en bois. Les assaillants laissèrent sortir tous les soldats qui voulurent échapper à l'incendie et se contentèrent de les faire prisonniers sans en maltraiter aucun. Les blessés furent recueillis et soignés par les habitants.

Les Polonais avaient cependant vu tomber, à la porte même de la caserne, percés de nombreux coups de baïonnette, leur chef Sokolowski, et un jeune homme plein d'espérances, M. Godlewski.

Afin d'éviter toute accusation de partialité, nous avons le soin de nous entourer de renseignements authentiques. On nous a vu, on nous verra signaler les moindres faits à la louange des moscovites. De chaque événement nous cherchons la cause, et si nous pouvons, l'excuse.

Il en est cependant de réellement inexplicables. Ainsi, le 8 février, un régiment d'infanterie russe traversant la ville de Pulawy, au moment de la sortie de la messe, chargea la population à la baïonnette. Il y eut un grand nombre de blessés, une femme et un vieillard tués.

Un haut fonctionnaire, le directeur de l'Ecole polytechnique de Pulawy, M. Okinski, sortit aussitôt en grand uniforme, avec ses décorations, pour adresser quelques observations au com-

mandant des troupes, et essayer de calmer l'exaltation de ces insensés. Avant que l'officier eût pu lui répondre, M. Okinski tombait frappé de plusieurs coups de baïonnette.

Pour toute explication, le rapport officiel constate l'état d'ivresse de TOUS les soldats.

Nous avons, à propos du marquis Wielopolski, parlé de son ancien collègue, le comte André Zamoyski, qui paya de l'exil la gloire de ne pas être de l'avis du marquis. Fut-ce un supplément de vengeance de ce dernier ou simplement l'effet d'un singulier hasard, toujours est-il que le 9 février les Russes se présentèrent, sans qu'aucun motif de guerre les y amenât, à Zwierzyniec, dans le gouvernement de Lublin.

C'est au château de Zwierzyniec que se trouvent les caisses, les bureaux d'administration des vastes domaines, formant le majorat des comtes Zamoyski, et que se conservent les archives de cette ancienne et illustre famille.

Aussitôt que les troupes eurent occupé la ville, le commandant se rendit auprès du régisseur du comte et lui intima l'ordre de laisser visiter tous les bâtiments dont il avait la garde, attendu que le château de Zwierzyniec était soupçonné de recéler la caisse et les bureaux du comité national. Sur la déclaration du régisseur, que le château ne contenait pas d'autre caisse et d'autres bureaux que ceux de la régie des domaines de la famille Zamoyski, le commandant feignit d'être satisfait et demanda seulement que cette déclaration lui fût remise par écrit, pour servir à sa décharge personnelle.

Une fois en possession de cet écrit, il alla rejoindre son détachement, mais pour revenir aussitôt après, et cette fois, sans autre explication, il fit sortir tous les employés, leurs femmes, leurs enfants, les fit conduire dans un parc voisin, dont la porte fut fermée et rigoureusement gardée, puis, à un signal donné, la troupe envahit le château, enleva la caisse, contenant environ 60,000 roubles (240,000 fr.), pilla tous les appartements du château, et enfin mit le feu aux quatre coins de l'édifice.

Presque le même jour, il arriva que les insurgés pénétrèrent dans une des résidences d'été du marquis Wielopolski. Ils s'abstinrent de tout pillage et de toute violence envers les personnes, mais exigèrent la remise des armes qui se trouvaient dans le château, et d'une partie des provisions de bouche dont ils avaient le plus grand besoin.

Continuons, dans l'ordre chronologique, le récit des épisodes qui eurent lieu, tandis que s'accomplissait la formation de l'armée du dictateur Langiewicz.

Quelques-uns de ces épisodes demanderaient pour être minutieusement racontés plus de place que nous n'en donnons à toute l'histoire de la Pologne.

Tel est celui qui eût pour théâtre le château de Woyslavice.

Le 12 février, une colonne russe, composée de trois compagnies d'infanterie de la garde impériale, d'un escadron de cavalerie de cent cosaques et de deux canons, opéra le matin une visite domiciliaire dans le château de Rakolopy, où on ne trouva pas d'armes, mais simplement de l'argent que l'on prit.

La colonne se rendit ensuite à Woyslavice, où elle arriva vers trois heures de l'après-midi.

Le château appartient à un conseiller d'État nommé par l'empereur, le comte Léopold Poletyllo, patriote modéré. Il avait ce jour-là quelques personnes à dîner, entre autres M. Tite-Woyciechowski, son beau-frère, accompagné de son fils Joseph, jeune homme de vingt-quatre ans, ancien élève de notre école d'agriculture de Grignon; le colonel Dunin, ancien officier de l'armée polonaise et soldat du premier Empire français; et enfin M. Kun, également ancien officier polonais, aujourd'hui propriétaire et voisin du comte.

Comme il n'y avait d'insurgés ni à Woyslawice ni aux environs, on ne vit au château, dans l'approche des Russes, que l'effet d'un passage ordinaire de troupes. Par précaution, néanmoins, on fit monter les dames et les enfants de M. Poletyllo dans les salons du premier étage, tandis que les hommes restaient dans les appartements du rez-de-chaussée.

Cependant, le commandant de la colonne russe, arrivé à l'entrée du bourg, rangea sa troupe en bataille, plaça en avant une ligne de tirailleurs et fit tirer deux coups de canon à mitraille avant d'y pénétrer. C'est dans cet ordre et avec cet appareil qu'il traversa le village, se dirigeant vers le château.

Au bruit des coups de canon, suivis de plusieurs décharges de mousqueterie, le comte Poletyllo et ses hôtes coururent aux fenêtres. Les récits, déjà répandus en tous lieux, des atrocités commises par les Russes partout où ils passaient, leur disaient à l'avance ce qu'il fallait attendre de cette attitude et de ces démonstrations hostiles.

—Notre dernière heure a sonné! s'écria le comte; nous n'échapperons pas à la mort. Je cours auprès de mes enfants, c'est là qu'est ma place!

Ses hôtes se dispersèrent aussitôt dans diverses chambres, sans songer le moins du monde à la résistance.

Un coup de canon chargé à mitraille tua le fils de M. Woyciechowski et le blessa lui-même grièvement. Les soldats pénétrèrent dans le château. Ils trouvèrent dans le salon le colonel Dunin, assis sur un canapé et les attendant tranquillement les bras croisés. Ils tirèrent sur lui cinq coups de fusil. Un soldat voulut le frapper ensuite de sa baïonnette, mais le colonel eût ore assez de force pour parer le coup et demander d'une

voix ferme à être conduit devant le commandant de la colonne.

Deux soldats le prirent sous les bras et le traînèrent dehors. D'autres le poussaient à coup de crosse. Sur le perron, le colonel rencontra un officier de la garde :

— Vous n'avez pas de honte, lui dit-il, de laisser frapper sous vos yeux, par vos soldats, un homme de mon âge!

— Taisez-vous et passez votre chemin, répondit brutalement l'officier.

On conduisit ainsi le colonel Dunin devant le commandant :

— Qui êtes-vous? lui demanda celui-ci :

— Dunin, colonel démissionnaire aux grenadiers de la garde de l'ancienne armée polonaise, actuellement propriétaire dans ce pays, et en visite chez mon parent.

— Monsieur, reprit le commandant je regrette que vous ayez été traité de la sorte, mais ne vous en prenez qu'à vous et à vos amis, vous êtes seuls coupables. On a tiré contre les troupes plus de cent coups de feu; vous en subissez les conséquences.

Alors d'une voix encore assurée, ce vieillard couvert de sang, se redressant autant que ses forces le lui permettaient :

— Vous savez qui je suis, dit-il au commandant, et tout serment de ma part serait superflu. J'ai vu la mort de près; mes blessures l'attestent, et je n'ai jamais dit que la vérité. Eh bien, j'affirme que vous avez menti, en disant que des coups de feu ont été tirés du château; faites-moi garder ici; fouillez partout, et si vous trouvez une seule arme à feu, je consens à être fusillé avec.

A cette rude apostrophe le commandant tourna le dos et ne répondit rien.

Le major Kun, attaqué dans une troisième chambre, s'était défendu avec les mains contre les fusils et les baïonnettes. Il avait les doigts du milieu coupés aux deux mains, lorsqu'on le conduisit, à coups de crosse, devant ce même commandant.

Un autre officier de la garde, dont il implora la pitié lui répondit par un coup de sabre dans la figure.

Les domestiques mâles furent tous massacrés. On épargna les femmes, sauf deux.

Tout ce qui ne put être emporté fut brisé. L'argent, les bijoux, l'orfévrerie, furent partagés séance tenante. Quand on n'eut plus rien à prendre ou à briser, le commandant fit ranger ses troupes en bataille et leur adressa ses félicitations :

— Valeureux soldats, leur cria-t-il, vous avez noblement fait votre devoir, je vous remercie!

Par un heureux hasard, les Russes ne pénétrèrent pas dans la chambre où se trouvaient le comte Poletyllo et ses enfants. Ce qui prouve bien que ce n'est qu'au hasard qu'il dût d'être

sauvé, c'est que le lendemain, lorsqu'il fit demander au commandant militaire de Lublin, la permission de lui amener ses enfants, celui-ci fut très-surpris.

— Comment, s'écria-t-il naïvement, il est encore en vie! mais il doit être blessé.

— Il se porte à merveille.

— Il est bien heureux! Il peut venir.

Cet événement ne fut nullement démenti par les autorités russes. Elles prétendirent seulement que des coups de feu avaient été tirés des fenêtres du château.

Ce qu'il est surtout indispensable de faire remarquer, c'est que les coupables de cette incroyable attaque étaient des officiers et des soldats de la garde impériale!

Le 14 février, dix insurgés s'étant réfugiés dans une grange près de Constantinow, y furent massacrés après une vive résistance par un détachement de Cosaques. Immédiatement ces braves incendièrent le village, pillèrent et détruisirent en partie le château appartenant au comte Alexandrowicz. Le même jour, et sans aucun combat, les Russes détruisirent, à Ivanowice, le château de M. Stanislas Walewski, cousin de M. le comte Walewski, ministre français et frère de la marquise Wielopolska,

Egalement le même jour, les mêmes faits se passèrent à Florianka et à Bukow.

Or, savez-vous ce que le gouvernement russe, qui veut compter parmi les gouvernements de l'Europe civilisée, faisait dans ces circonstances? Il autorisait les soldats à *mettre* à l'encan, sur les places publiques des villes, les objets volés!

Nous avons dit *mettre* et non *vendre*, car nul ne voulait acquérir des biens dont on connaissait la singulière provenance.

« C'est ainsi, dit une lettre de Radom du 14 février, qu'un dragon offrait ici, avant-hier, une édition rare des *Psaumes* de David, richement reliés. Personne n'a voulu se rendre acquéreur d'un objet ayant une pareille provenance. On a vu également, dans la ville, des soldats vendre des manteaux de femmes, doublés de riches fourrures, des perles, de l'argenterie, des boucles d'oreilles et d'autres objets précieux provenant, disaient-ils eux-mêmes, du sac de Wonchock. »

Et cependant nous devons, pour être impartial, raconter deux faits assez rares dans l'histoire, et qui sont à la louange des Moscovites.

Un colonel russe, d'origine polonaise, avait reçu à Petrikau, près de Varsovie, l'ordre de faire fusiller son propre neveu, fait prisonnier par les Cosaques. Il préféra se faire sauter la cervelle.

Un autre colonel russe, fils du général Korff, a inspiré ces belles lignes à notre historien national Henri Martin :

« Tandis qu'une soldatesque aveugle et brutale, conduite par des chefs serviles et dépravés, renouvelle les horreurs des jours de Souvarow.....

« Tandis que tous les forfaits de la barbarie déchaînée au nom du czar, appellent de nouveau sur la Russie des autocrates l'anathême du monde civilisé......

« Il est des Russes qui ont emprunté à l'Occident, non pas ses frivolités et ses corruptions, mais ses principes de droit et de justice, ses idées de progrès et ses aspirations d'avenir !

« Il est de ces Russes aujourd'hui dans l'empire de Russie, comme il était des chrétiens dans l'empire romain : il en est dans les rangs de cette armée qui renferme ce qu'il y a de plus pur auprès de ce qu'il y a de plus immonde et de plus brut.

« Il y a trois mois, une lettre adressée au grand-duc Constantin, au nom des officiers de l'armée russe en Pologne, lettre qui fit changer en toute hâte la garnison de Varsovie, avait protesté contre l'abominable rôle infligé aux officiers russes. Une autre lettre d'officiers russes, dans le *Kolokol* du 10 février, renouvelle ce refus de participer à une œuvre de bourreau. « Nous avons résolu, écrivent-ils, de sceller notre refus par notre mort. Celui qui osera aider notre gouvernement allemand-tartare à nous arracher notre héritage d'honneur, celui-là, que sa mère le maudisse ! »

« Ils commencent à tenir parole.

« Il est des Russes qui meurent silencieusement sous des balles russes, dans les fossés de quelque citadelle, pour avoir mieux aimé être les victimes que les complices des égorgeurs, pour n'avoir pas voulu mettre le fer dans la gorge de leurs frères polonais.

« Un chef russe, un colonel de la garde impériale, M. de Korff (sa mémoire ne périra jamais !), avait reçu l'ordre de détruire une ville polonaise ; plutôt que d'être l'exécuteur du plan d'extermination, plutôt que de consommer le crime, il s'est réfugié dans la mort ; il s'est brûlé la cervelle en tête de son régiment; désespoir sublime, dérogeant, par le plus chrétien des sentiments, à la juste loi chrétienne qui interdit à l'homme de s'affranchir lui-même de la vie.

« De tels hommes rachètent le nom souillé de leur patrie ; ils couvrent ses hontes sanglantes de leur auréole devant le monde ; ils seront les saints d'une nouvelle Russie, les martyrs honorés d'une Europe nouvelle, pour avoir scellé de leur sang le pacte de la réconciliation des races ennemies et de la sainte alliance des peuples ! »

Voici, dans sa simplicité historique, le trait d'héroïsme de M. de Korff.

A Ogrodziniec, sur le chemin de Pilica à Opoczno, le colonel Korff, fils du général de ce nom, qui commandait à Varsovie, reçut de son père l'injonction de se joindre à un détachement chargé de l'exécution d'un de ces ordres impitoyables à l'aide desquels on avait espéré étouffer l'insurrection en quelques jours. Ayant assemblé les officiers de son régiment, il leur dit : « qu'il lui était impossible de concilier les instructions paternelles et son devoir d'officier avec sa conscience « d'honnête homme, » et, passant dans une chambre voisine, il se fit sauter la cervelle.

Ce sont là des faits consolants, mais malheureusement ils sont rares dans les fastes de la domination russe.

Aussi devons-nous, après ce court temps d'arrêt, reprendre le cours de nos récits.

Un détachement des insurgés dispersés le 7 février à Siemiatycze, venait de traverser, le 16, le village de Dolobizna, poursuivi par les Cosaques. Ces derniers, trouvant le pays de leur goût, arrêtèrent là leur poursuite. Ils se dirigèrent d'abord vers le château, et là se renouvelèrent les scènes horribles dont la demeure du comte Politello, à Woyslawice avait été le théâtre, et que nous avons racontées.

M. Sniezko, propriétaire de Dolobizna, se trouvait chez lui, seul avec ses domestiques. Les soldats commencèrent par tirer des coups de fusil dans les fenêtres. Le *Journal de Wilna*, pour justifier cette infâme agression, a dit qu'il y avait des insurgés dans la maison et qu'on avait commencé par tirer sur la troupe. C'est toujours la même fable, servant à couvrir, d'une excuse mensongère, les mêmes atrocités. Il a été, au contraire, irréfragablement démontré que, depuis plusieurs heures, tous les insurgés s'étaient éloignés du village et que pas une arme ne se trouvait dans le château.

M. Sniezko, s'étant présenté pour parler à l'officier, est atteint d'une balle à la jambe. Il tombe ; deux cosaques se jettent sur lui et le traînent dans le jardin. Un troisième accourt, couche en joue le malheureux blessé, tire ; mais, au lieu de M. Sniezko, la balle va frapper un de ses camarades qui tombe auprès de sa victime. M. Sniezko reçoit ensuite plusieurs coups de lance, et les cosaques, le croyant mort, se dirigent vers la maison pour la piller.

Un juif, qui traversait le jardin, ayant reconnu qu'il respirait encore, essaya de l'emporter dans ses bras ; à peine ses bourreaux s'en furent-ils aperçus qu'ils revinrent sur leurs pas, l'achevèrent, le dépouillèrent de ses vêtements et abandonnèrent son cadavre nu au milieu du chemin.

Neuf personnes furent massacrées. Un prêtre y fut brûlé vif !

Le 15 février, une bande d'insurgés s'arrêta à Ojcow et s'en éloigna le même jour sans avoir pratiqué, à l'égard des habitants, aucune vexation ; le surlendemain une colonne russe, commandée par le prince Bagration, s'y arrêta à son tour.

La fureur des Russes s'arrêta d'abord sur les blessés polonais restés à Ojcow. On leur creva les yeux à coups de baïonnette, puis on les pendit à des arbres ornant une des places de la ville. On procéda ensuite au pillage; l'incendie, allumé en plusieurs endroits, s'étendit bientôt aux principales maisons. Au moindre signe de résistance et de protestation, les habitants étaient exposés aux violences des soldats; la plainte même était un crime aux yeux de ces sauvages, et les plus inoffensifs n'échappaient pas toujours à leurs brutalités.

Il existe, dans le voisinage, une population flottante de contrebandiers et de soldats retraités, sans liens bien étroits avec le pays. Comme si les cosaques et les soldats russes n'eussent pas suffi à la tâche, ces hommes, généralement familiers avec les scènes de violence et peu scrupuleux en matière de probité, furent appelés à prendre part au pillage. On leur promit non-seulement l'impunité, mais la faveur des autorités russes.

« Depuis le célèbre château d'Ojcow jusqu'aux moulins de Czaje, écrivait, deux jours après, un des habitants échappé au massacre, tout ce pays, naguère si prospère, n'est plus qu'un monceau de ruines sanglantes et de débris fumants, au milieu desquels on a trouvé des corps à demi-consumés. Dans plusieurs endroits, il est impossible de distinguer la place où furent les habitations; on voit que la barbarie orientale a passé par là, en y semant, comme toujours, la destruction et la mort. »

Là ne s'arrêtèrent pas les exploits du prince Bagration et de ses braves. La ville de Miechow allait voir encore un plus affreux spectacle, si affreux que nous n'osons le raconter qu'en reproduisant textuellement le rapport officiel adressé par le chef du district de Miechow au général russe Uszakoff, commandant militaire du gouvernement de Radom :

« Arrivés dans la nuit du 16 au 17 de ce mois, les insurgés attaquèrent, à six heures du matin, la ville de Miechow; après un combat d'une heure et demie avec les postes avancés et la garnison impériale russe de cette ville, ils furent repoussés.

« Les habitants sont restés entièrement en dehors de ce combat. Les portes cochères, les issues et les fenêtres ont été fermées, et nul des habitants n'est sorti dans les rues, pour laisser toute liberté d'agir à la troupe.

« Une demi-heure après la retraite des insurgés, les soldats commencèrent à tirer dans les fenêtres des maisons; puis, brisant les portes, ils envahirent les demeures particulières, sous prétexte d'y chercher des insurgés, ou bien en affirmant qu'il en était parti des coups de feu.

« Ils se firent remettre de l'argent, arrachèrent les propriétaires paisibles de leurs habitations et les maltraitèrent sans pitié; après quoi ils emportaient tous les objets de prix et brisaient les meubles.

« En *rétablissant l'ordre* de cette manière, beaucoup d'entre eux abusèrent des liqueurs fortes qu'ils trouvèrent dans les caves, les cafés, les boutiques et les brasseries et qu'ils buvaient avec avidité. Dans cet état, sans même obéir aux ordres des officiers qui cherchaient à les retenir, ils se portèrent à tous les excès, mirent le feu aux maisons sur plusieurs points de la ville, et, profitant de l'alarme pour saisir les passants inoffensifs, les assommer et les tuer, ils se livrèrent à toutes les horreurs du massacre et du pillage.

« Ni l'autorité du rang, ni le grade, ni l'uniforme, ni les signes honorifiques ne pouvaient préserver la vie des victimes. Le bourgmestre Pierre Orzechowski, renommé pour son zèle civique, proposé pour une récompense par le prince Bagration, lorsque les soldats assaillirent sa demeure, sortit revêtu de son uniforme et de ses insignes, sans doute pour les haranguer et pour se faire reconnaître; mais appelé aussitôt par eux rebelle, traîné vers le corps de garde sous une grêle de coups de crosse et de baïonnette, il fut égorgé devant le poste même, à quelques pas de sa maison. Une demi-heure après, les soldats insultaient au cadavre en le perçant de coups de lance et de baïonnette, le dépouillaient de tout vêtement, et le traînaient dans le ruisseau voisin du corps de garde. Il y resta, souillé de son sang, jusqu'à ce que des hommes de cœur, touchés par les prières de sa malheureuse femme, eussent recueilli ces restes mutilés dans sa maison, où ils furent bientôt consumés par l'incendie.

« Le juge de paix, Gidlewski et le maire de Miechow, Lenczewski, malgré les insignes et le costume de leur emploi, furent dépouillés et conduits à coups de crosse au corps de garde, d'où ils ne furent délivrés, après plusieurs heures de détention, que sur les instances de quelques officiers dont ils étaient connus. Le maître de poste, arrêté dans le bureau de poste même, fut traîné dans la rue, dépouillé jusqu'à la chemise et roué de coups. Il resta prisonnier, plus longtemps encore, au corps de garde et ne dut son salut qu'à une pareille intercession.

« Le chef même du district (Januszkiewicz) fut assailli dans

sa maison dont les portes avaient été enfoncées; menacé de mort il ne fut sauvé que grâce aux efforts d'un invalide, non toutefois sans avoir payé une forte rançon à sept soldats qui voulaient le tuer, comme rebelle en disant que des coups de fusil étaient partis de sa demeure, ce qui, pourtant était une insigne fausseté. L'ingénieur voyer Wysocki, revenu le soir précédent de Varsovie, bien qu'il logeât dans sa maison deux officiers de chasseurs, fut de même rencontré par des cosaques ivres, malmené et dépouillé.

« Le nombre des habitants tués sans aucun motif est, jusqu'à présent difficile à évaluer. En voyant ce qui se passait, quelques officiers et quelques soldats, plus humains, allèrent conseiller à beaucoup de personnes de quitter leurs demeures, car, disaient-ils, la ville entière devait être brûlée.

» Or, ce n'était qu'un moyen d'obtenir des objets précieux sans être obligé de recourir à la violence. Les protecteurs imposaient une taxe aux protégés, puis pillaient leurs domiciles vides.

« Toute autorité, même militaire, était absolument méconnue. La soldatesque tirait sur les officiers qui offraient sincèrement leurs concours aux habitants.

« A chaque instant le feu était mis à une maison. Ce qui est le plus affreux, c'est que ces incendies n'éclatèrent pas à la suite du combat, mais furent allumés par le caprice des soldats, défenseurs naturels de l'ordre, et sortis victorieux d'une lutte à laquelle leurs victimes n'avaient pas pris part.

« Le désordre, le pillage, les massacres allant toujours croissant, il fut bientôt déclaré par plusieurs officiers, et entre autres par le major Zubkoff, le lieutenant Kuriatkowsky, et un petit nombre de leurs camarades, que le bureau du district et le couvent où s'était réfugié le personnel administratif, n'était plus suffisant pour le protéger.

« Ces officiers escortèrent les employés, leurs femmes, leurs enfants, et les habitants des deux sexes hors de la ville, en les laissant libres de se disperser dans les villages, et d'y chercher un refuge. Conduits par détachements, ceux-ci se dirigèrent vers la contrée voisine, ne pouvant rien sauver de ce qu'ils avaient emporté dans le couvent. Le détachement où se trouvaient le chef du district, son secrétaire, l'ingénieur du district, l'ingénieur voyer, le juge de paix et plusieurs autres fonctionnaires et habitants, douze personnes en tout, y compris la femme du major Zubkoff, la famille du major Jablonsky, etc., se rendit à pied au village de Zagorze, distant de sept verstes de la ville; pendant le trajet, l'officier d'escorte des gardes frontières, dut se quereller vivement avec ses

propres soldats qui voulaient traiter ce convoi comme un attroupement de rebelles.

« Au moment où j'écris ce rapport, le secrétaire du chef de la circonscription, celui du district, le sous-greffier du tribunal, l'adjoint honoraire, les maires communaux de Wielko-Zagorze et de Miechow, domiciliés dans cette ville, viennent d'arriver à Unieiow, et de m'informer qu'ignorant où se trouvaient leurs familles, ils avaient suivi à pied le convoi de Patroszyce et de Podlesna-Wola, et qu'au moment de leur départ, la ville était déjà tout embrasée. »

Ce rapport, complètement officiel est signé de MM. Jannskiew, chef, et Kanienski, secrétaire du district de Miechow.

Or, il est bon de dire qu'elle était, pour les russes, l'excuse de toutes ces cruautés.

Miechow avait une garnison de huit cents russes. Un détachement de deux cents insurgés, désignés sous le nom de *zouaves de la mort*, les attaqua pour s'emparer de la ville. Une petite église dans laquelle s'étaient retranchés les russes, fut bientôt enlevée par ces zouaves que commandait Rochebrun.

Un coup de fusil parti de la fenêtre d'une maison voisine, tua le cheval du chef des insurgés. Contusionné dans la chute, il s'élança cependant vers cette fenêtre, et des cinq coups de son revolver, tua cinq hommes.

Les russes se retirèrent dans la ville où les insurgés les suivirent.

Mais aussitôt arrivés à la place de la caserne, les russes se formèrent en carré et préparèrent la caserne et le couvent pour leur défense.

Devant cette résistance, les insurgés durent se retirer en éprouvant de grandes pertes. Ne pouvant se venger sur eux, les russes tournèrent leur fureur contre les habitants inoffensifs. L'incendie fut terrible. Il dura trois jours entiers. Quatre maisons seulement furent préservées par hasard. L'hôpital, la poste, le tribunal, les archives et le musée furent entièrement détruits, après avoir été pillés.

Nous devons ici, comme nous l'avons fait quand notre récit a eu à s'occuper de Langiewicz dire ce qu'était le commandant des insurgés de Miechow.

François Rochebrun, notre compatriote, est né à Vienne (Isère), le 1er janvier 1830. C'est un enfant du peuple Il fut apprenti typographe chez M. Timon, imprimeur à Vienne. Puis il quitta l'imprimerie pour apprendre l'état de plâtrier, qu'il exerça bientôt comme patron.

Rochebrun servit au 17e léger, puis au 62e de ligne. Il a fait en qualité de sous-officier la campagne de Crimée.

Au sortir du service, il fut appelé en Pologne par M. Tomkowitz, riche propriétaire du palatinat de Cracovie, qui le chargea de l'éducation de ses enfants. Il revint ensuite à Paris où il passa l'année 1862, puis repartit pour la Pologne où il tint une salle d'escrime.

Dès les premiers jours de l'insurrection, il transforma sa clientèle, deux cents jeunes gens de la meilleure noblesse polonaise, en soldats de la cause nationale. Ce fut le noyau des zouaves de la mort. L'aîné des fils Tomkowitz fut sous-lieutenant.

Tandis que Rochebrun se signalait à Miechow, apparaissait sur un autre point de la terre polonaise un autre héros, du même âge que lui et Langiewicz, polonais comme ce dernier: Sigismond Padlewski. Sa famille possède de grands biens dans l'Ukraine et la Podolie. Il a fait ses études à l'université de Kiew; comme Langiewicz il se destina de bonne heure à l'état militaire et suivit, à Saint-Pétersbourg, les cours de l'école d'artillerie avec un tel succès, qu'il fut nommé capitaine de la garde et professeur, bien qu'il fût encore fort jeune.

Deux ans plus tard, Padlewski fut envoyé par le gouvernement russe à l'étranger pour y compléter ses études spéciales. C'était le temps où les événements de Varsovie commençaient à occuper l'Europe. Notre jeune officier, arrivé à Paris, ne songea plus qu'à sa patrie et devint l'un des membres les plus actifs de l'émigration polonaise. Plus tard il remplaça Langiewicz comme professeur d'artillerie à l'école de Cuneo; cette école ayant été supprimée par le gouvernement italien, il revint à Paris et bientôt après (septembre 1862), il partit pour la Pologne, où il séjourna sous un faux nom, jusqu'au moment où il put prendre rang parmi les plus intrépides champions de la cause nationale.

Bientôt la guerre, — et nous avons vu comment les russes la comprennent, — ne suffit plus au gouvernement du Czar. La persécution va appeler à son service les passions du populaire ignorant. Les paysans sont conviés à aider au vol des biens de leurs maîtres. On récompense ainsi leur zèle à obéir aux instructions du lieutenant du Czar.

Le 25 février, le grand-duc Constantin adresse cet ordre à tous les chefs militaires :

« Il est arrivé à la connaissance de Son Altesse Impériale que les paysans du royaume, fidèles à leur souverain et à leur serment, prêtant partout leur appui à l'armée, mettent tous leurs soins, pour aider au rétablissement de la tranquillité et de l'autorité de la loi, troublées par les ennemis de leur propre pays et de tout ordre.

« Considérant qu'il est indispensable de définir cet appui dans des règlements clairs, afin d'éviter qu'il ne puisse de-

venir un danger pour les personnes et les propriétés, le grand-duc Constantin a daigné ordonner ce qui suit :

« 1° Les autorités communales doivent veiller sur toutes les personnes qui habitent la commune d'une manière fixe ou provisoire, et même sur celles qui ne font que la traverser. Les gardiens ou surveillants de ces communes seront, en outre, à leur disposition;

« 2° Les maires et les conseillers municipaux sont obligés d'arrêter, sans délai, tout individu armé ou faisant partie des bandes de perturbateurs, ainsi que tous les vagabonds, et de les livrer, *avec le concours d'un certain nombre de paysans*, à l'autorité militaire la plus voisine. »

Il est utile de bien faire remarquer que cet ordre, lancé dans le but d'exciter le pauvre contre le riche, sous les trompeux dehors d'une réglementation impossible, est l'œuvre du grand-duc Constantin, le propre frère du Czar, un prince que les journaux inféodés à la Russie représentent comme le plus vaillant de tous les champions du progrès, le plus fervent des amis de l'humanité.

Les incidents se pressent. Chaque jour un nouveau combat. Chaque jour aussi un nouveau crime. La plume se refuse à tracer le récit de toutes ces horreurs. Bornons-nous à raconter les faits caractéristiques de l'oppression et de la résistance.

Le 27 février, trois cents faucheurs et deux cents fantassins ou cavaliers, bien équipés et bien armés traversèrent la ville de Lodz, et établirent un camp à quelque distance.

On remarquait parmi eux un jeune et beau volontaire, et on apprit bientôt que c'était une dame, madame Micholska, âgée de vingt-trois ans, et mère de trois enfants.

Trahis par des paysans allemands, ces insurgés furent surpris au moment de leur repas par un corps d'armée russe si considérable qu'ils reconnurent l'impossibilité de se défendre et offrirent de se rendre.

Les officiers russes auraient consenti, mais les cosaques ne voulurent pas perdre une aussi facile occasion de montrer leur bravoure. Ils attaquèrent avec furie les polonais, qui vendirent chèrement leur vie.

A elle seule, madame Micholska, tua plusieurs ennemis. Elle fut cependant prise, et quoique l'on connût facilement son sexe, elle fut immédiatement égorgée.

Le lendemain, plusieurs habitants de Lodz se rendirent sur le lieu du combat; ils trouvèrent 57 cadavres d'insurgés, dépouillés jusqu'à la chemise et ayant au moins chacun six ou sept blessures; beaucoup d'individus, grièvement blessés, moururent peu après, de façon que cette affaire a coûté aux insurgés à peu près 100 morts. Les Russes emmenèrent avec

eux 85 insurgés prisonniers et deux voitures remplies de soldats ayant reçu des blessures graves.

Le père de madame Micholska fut frappé d'apoplexie en apprenant la mort de sa fille, et tous deux furent enterrés ensemble quelques jours après à Lodz.

Un autre fait mérite aussi d'être cité à un tout autre point de vue.

Le 28 février, un détachement d'insurgés d'une centaine d'hommes se trouvait campé aux environs de Wielun, près de la frontière prussienne et de la rivière Prosna qui sépare la Pologne proprement dite du grand duché de Posen.

Ce petit corps fut rencontré par une colonne moscovite cinq fois plus considérable. Les polonais combattirent vaillamment. Au bout de 2 heures, leur chef fut tué et ils se trouvaient réduits à une cinquantaine d'hommes. Ils eurent alors la pensée de se réfugier sur le territoire prussien.

De l'autre côté de la rivière Prosna, ils trouvèrent un autre ennemi. Les prussiens les reçurent d'abord, puis au nom du droit des gens les désarmèrent, et, une fois désarmés, les rereconduisirent sur le sol polonais, la baïonnette dans les reins.

Il n'en restait plus que quarante. D'une seule décharge des russes trente-sept furent tués. Les trois autres passèrent de nouveau la Prosna à la nage. Deux furent pris par les prussiens et livrés aux russes qui les achevèrent. Un seul parvint à s'échapper !

Ce fait plus que tous les documents diplomatiques dit éloquemment quelle est l'opinion du gouvernement de Prusse sur la révolution polonaise.

Et tandis que ces événements s'accomplissaient, le gouvernement national continuait sa tâche. Le 1er mars, la ville de Varsovie trouva en s'éveillant, placardée sur tous ses murs, la proclamation suivante :

« Concitoyens,

« Lorsqu'il y a six semaines, une oppression sans exemple eût porté au dernier degré les souffrances du peuple, nous vous appelâmes aux armes, pleins de confiance en la sainteté de notre cause pour les droits de l'humanité, pour la liberté et l'indépendance de notre patrie.

« Notre confiance en la force et la virilité de la nation polonaise ne nous a pas trompés.

« L'ennemi, rendu impuissant, se venge de ses défaites par le meurtre et l'incendie, ment à l'Europe, et envoie, après chaque coup qu'il reçoit, des bulletins de victoires fabuleuses à l'Occident.

« La semence répandue par les mains des dénonciatenrs et

des traîtres, n'a pas profité à notre ennemi. En souillant nos temples de sang innocent, il a porté le scandale jusqu'au pied de l'autel. Notre clergé a rejeté, avec indignation, l'enseignement des faux prophètes et s'est mis du côté du peuple opprimé. Dieu bénisse nos armes !

« Dans sa honte, l'ennemi a avoué devant le monde entier, comment il voulait décimer notre population par un recrutement de proscription. La population urbaine et les bandes valeureuses de la jeunesse des campagnes ont commencé le combat auquel prend part aujourd'hui toute la nation.

« Epuisé par sa guerre avec l'Occident, tourmenté par le mécontentement de son propre peuple, l'ennemi ne pouvait nous écraser par des forces supérieures, et s'est efforcé pendant deux ans de tromper l'Europe et nous leurrer par de prétendues concessions. Malgré toutes les déceptions que nous avait fait éprouvé le czarisme, et la défiance qui en était résultée pour les réformes qu'il avait opérées, une partie de nos concitoyens se mit cependant à l'œuvre au sein des institutions accordées.

« L'expérience de l'année 1862 a fait paraître en plein jour l'arrière-pensée cachée sous ces prétendues concessions. Les efforts de ces travailleurs infatigables furent dissipés en essais infructueux, embarrassés de fausses complications, entourés de mille difficultés. Pas une seule proposition utile des conseils de cercle n'a été mise à exécution. Le don de l'ennemi a été apprécié à sa valeur. Aujourd'hui, il n'y a pas un seul homme honnête dans le pays qui croyant à la fourberie moscovite, se fasse l'illusion de supposer qu'il est possible de travailler utilement pour la Pologne avec l'ennemi.

« Lorsque des hommes peureux ou de peu de foi doutaient de la possibilité d'une insurrection, nous n'en avons pas moins persisté dans notre croyance et dans nos opinions nationales. Le succès a convaincu tout le monde. Parmi les propriétaires et les habitants des villes il n'y a plus une âme véritablement polonaise qui ne partage l'enthousiasme général ; et les ordres du gouvernement national sont reconnus par tous les bons citoyens.

« La force du peuple des campagnes a toujours fait l'effroi principal de l'ennemi ; voilà pourquoi tous les moyens furent tentés pour paralyser ce Samson. Le renégat qui voulut mettre aux pieds du czar la Pologne opprimée, qui envoya des espions parmi les cultivateurs et les leurra de l'espoir du don de la propriété d'autrui, tandis qu'en même temps il plaidait pour la corvée devant le czar, fut sincère, pour la première fois, lorsqu'il déclara, au sein du conseil d'État assemblé, que nos ennemis avaient excité sciemment et systématiquement l'irri-

tation en soulevant la question des paysans sans la régler définitivement.

« Voilà pourquoi aussi le premier mot du gouvernement national a été l'affranchissement de tous les enfants de notre sainte mère, la Pologne ! Fermant la source du mécontentement nourri par le czarisme, pendant de longues années, le gouvernement national a proclamé de suite l'affranchissement des paysans, et leur a conféré des propriétés.

« En rendant cette disposition, il n'a nullement été dirigé par les théories utopiques ou subversives qui menacent de renverser les principes sur lesquels repose la société civilisée dans le reste de l'Europe, mais il n'a fait qu'accomplir le vœu depuis longtemps formé par les propriétaires nobles et mettre en pratique les espérances légitimes des cultivateurs.

« La perte qui en résultera pour la propriété privée sera honnêtement récompensée par le trésor de l'Etat. Le gouvernement national prend la responsabilité de l'exécution exacte de cette mesure, qui est conforme à la volonté des propriétaires, et avec laquelle cesse toute cause d'animosité réciproque, au sein des populations rurales. C'est pour cela que les tentatives d'exciter les passions haineuses, contre l'insurrection nationale sont presque partout restées sans résultat.

« Le prix de cinq roubles (20 francs) que le czarisme a offert pour le sang de nos frères n'a pas créé de fratricides ! Malgré les ténèbres et l'abrutissement dans lesquels l'ennemi a maintenu systématiquement les populations rurales, l'instinct honnête de la nation polonaise a fini par prévaloir sur l'instinct antislave des Tartaro-Moscovites. Partout où le peuple entend quelques mots de vérité et de sympathie, il accourt dans les rangs des défenseurs de la patrie.

« Le sang polonais de toutes les classes qui a coulé dans les rues de Varsovie, nous garantit que nos frères appartenant à la religion israélite prendront part aussi à l'insurrection actuelle comme il convient à de braves enfants du pays qui ont reçu ici un accueil hospitalier, y ont trouvé leur vie et obtenu les droits civiques.

« Ainsi donc, en avant avec courage ! Avec nous est Dieu, avec nous sont les hommes de cœur de tous les pays. »

Ce document a cela d'important qu'il révèle, d'une façon certaine, la portée de la révolution polonaise. Comme on vient de le lire, le mouvement ne touche pas aux principes sur lesquels repose la société européenne. Il révèle aussi un côté de la ligne politique suivie par le marquis Wielopolski, qu'il désigne sous le nom peu parlementaire de renégat.

Après cette manifestation des sentiments polonais, voyons une manifestation des sentiments russes.

Au milieu des combats et des massacres, on eut l'idée de

célébrer avec une certaine solennité l'anniversaire de l'acte d'émancipation du 2 mai 1861. On chargeait les popes de cette singulière mise en scène. Mais, si les agents religieux ou militaires de la politique russe ne manquent pas de bon vouloir, on ne peut faire autrement que de nier leur intelligence. Le gouverment moscovite semble en convenir lui-même, lorsqu'il rédige à l'avance les sermons que ses prêtresdoivent prononcer.

Il est heureux, pour l'édification de la postérité, qu'on ait pu connaître la teneur de ce sermon uniforme. La voici :

« Je vous salue, mes chers amis, je vous salue du plus profond de mon cœur, par l'annonce du plus grand bonheur qui puisse être donné à l'homme sur la terre; je vous salue par l'annonce de la liberté que vous recevez aujourd'hui de celui dont la mémoire vivra éternellement dans tous les siècles, par l'annonce du présent qui vous est octroyé par notre bienfaiteur, notre czar, notre bien-aimé père Alexandre II, l'ami de son peuple. Jusqu'à ce jour, vous ne jouissiez d'aucune liberté, vous étiez forcés de faire ce qu'on vous ordonnait, et d'aller là où l'on vous envoyait. Jusqu'à ce jour vous n'étiez pas des hommes; mais, ô joie! ô bonheur! maintenant vous êtes libres! Je vous salue donc avec les transports de la plus vive allégresse.

« Vous savez, mes frères, à qui vous devez ce bonheur suprême. Je vous ai déjà dit le nom de votre libérateur dont la mémoire sera éternelle. Quel don lui ferez-vous en retour de cette grande preuve de son amour paternel, de votre émancipation récente? Il n'a besoin d'aucun de vos dons : il ne demande que votre amour et vos prières.

« Que chaque âme russe orthodoxe, dans l'ivresse de sa joie, se jette à genoux ; que du plus profond de son cœur elle prie Dieu d'accorder à son libérateur, à son Moïse, ses meilleurs dons sur la terre et dans le ciel! Russe orthodoxe, n'oublie jamais de prier pour ton bienfaiteur; apprends ce devoir à tes fils, qui le transmettront à tes petits-fils de siècle en siècle !

« Mais vous avez encore un autre moyen pour remercier dignement votre libérateur; son âme est actuellement attristée par la révolte de ceux qui naguère étaient vos maîtres, je veux dire les Polonais. Ils essaient de séparer notre terre natale de la Russie, notre sœur dans la foi. Ils veulent vous arracher à la tutelle protectrice du czar russe orthodoxe, votre libérateur; peut-être même, par leurs funestes cabales, chercheront-ils à vous faire retomber dans le dur esclavage dont vous êtes aujourd'hui délivrés. Ils l'ont déjà demandé à votre czar; ils ont même osé dire dans leur adresse, que vous-mêmes vous vouliez vous séparer de lui et de la Russie, pour être incorporés à la Pologne. J'ai confiance dans le sentiment unanime d'indi-

gnation avec lequel vous accueillerez la triste nouvelle de cette lâche calomnie qu'ils ont proférée devant votre libérateur. Oui, mon âme en est profondément convaincue, on vous a indignement calomniés dans l'esprit du czar. Mais lui, notre bien-aimé père, comment saura-t-il que c'est réellement une calomnie, tant que vous ne lui attesterez pas qu'on l'a trompé sur votre compte?

« Que devons-nous faire? me demandez-vous. Je vous répondrai : Voici ce que vous devez faire. Ecrivez sur un papier, qu'on vous a calomniés devant le czar; que vous jurez, pour vous et pour vos descendants, de vivre et de mourir sous l'autorité de notre bienfaiteur, et que vous ne voulez entendre jamais parler ni de la Pologne, ni des Polonais. Nous enverrons ensuite ce papier à notre czar. »

Le lecteur est renseigné sur les finesses de la prédication orthodoxe russe. Mais ce qui serait risible, si la pensée ne se refusait pas à toute émotion autre que l'horreur, en présence de la conséquence espérée de ces machinations, c'est l'instruction dont le gouvernement moscovite accompagnait le modèle de sermon. Cette instruction est *confidentielle et très-secrète;* mais il est heureux pour l'histoire que le mystère n'ait pas enveloppé un semblable document.

« Le discours ci-joint ne peut manquer de faire éclater un témoignage unanime d'assentiment; il faut donc tenir toute prête l'adresse en question et la faire signer sans retard. Cela peut se faire après le service divin; mais il vaudra mieux le faire avant.

« Le discours doit être prononcé de mémoire, sans que le desservant tienne entre les mains un cahier ou un papier quelconque. Car il est très-important que toute la conduite de cette affaire soit couverte du plus épais mystère et entièrement cachée aux regards de nos ennemis; qu'elle ne soit, en un mot, connue que de Dieu seul.

« Désormais, à l'énumération abrégée des titres de l'Empereur, qui est lue pendant la grand'messe, on devra ajouter ces mots : *Libérateur du peuple russe.*

« Quant à l'Adresse, elle doit être écrite directement à l'Empereur et à son nom personnel, en ces termes :

« Nous soussignés, en présence du Dieu très-haut et très-
« juste, réunis dans son temple au jour solennel et à jamais
« mémorable de notre délivrance de l'esclavage, attestons, par
« le présent écrit, et jurons à notre très-miséricordieux libé-
« rateur, le grand czar et empereur Alexandre-Nicolaévitsch,
« que des hommes pervers nous ont calomniés devant lui en
« disant que nous ne voulions pas vivre et mourir sous l'au-
« torité de notre czar, d'éternelle mémoire, de notre bien-
« aimé père Alexandre II et de ses successeurs; au contraire

« nous voulons rester inséparablement unis à la Russie, notre « sœur dans la foi, et n'avoir rien de commun avec la Pologne « et les Polonais. »

« On aura soin de faire signer cette adresse par tous ceux qui savent écrire ; ceux qui ne savent pas écrire devront aire une croix en présence du desservant ou de son diacre.

« Les Adresses doivent être envoyées le même jour au doyen par les popes, pour être ensuite remises à l'évêque qui, de son côté, les fera parvenir aux gouvernements généraux, chargés de les transmettre à l'Empereur.

« Le texte de ces Adresses peut être modifié dans la forme; l'essentiel ne consiste que dans le sens et non dans l'expression plus ou moins éloquente. »

Il ne faut pas oublier que le paysan lithuano-ruthénien est dans l'ignorance la plus complète, et qu'il ne sait ni lire ni écrire, ce qui explique l'uniformité et l'unanimité de ces adresses, dont le gouvernement russe eut le singulier courage de se faire une arme contre l'Europe sympathique à la Pologne.

Quoi de plus simple, en effet, que d'amonceler des croix sous un document, lorsqu'on a joué si habilement sur les dates d'un décret aussi solennel que celui qui proclamait l'abolition de l'esclavage !

Après de tels détails, le ridicule disparaît pour ne laisser de prise qu'au dégoût.

Reprenons donc la suite des événements militaires. Voici un jeune héros dont la bravoure et l'habileté vont, pendant quelques instants, reposer l'esprit lassé de toutes ces turpitudes : Mielencki.

Ainsi que faisait Langiewicz sur la frontière de Gallicie, Mielencki tenait la campagne entre Konin et Powidz, sur la frontière de la Silésie. Déjà dans une foule de rencontres, il avait battu les Russes, et avait même poussé l'audace jusqu'à es poursuivre sous les murs de la ville de Kasimir.

Le grand-duché de Posen (Pologne prussienne) lui fournissait des volontaires, qui bravaient à la fois les soldats russes et prussiens pour se réunir à lui.

Les Russes, effrayés de l'importance que Mielencki prenait chaque jour, envoyèrent des renforts à la garnison de Konin.

Le 1er mars, trois cents volontaires vinrent de leur côté renforcer la petite armée de Mielencki.

Un corps russe qui entravait ses mouvements fut complètement taillé en pièces, près de Dobroslaw, village du gouvernement de Varsovie, situé à deux lieues seulement de la rontière prussienne.

Le 1er mars au soir, les Polonais occupèrent le village et

reposèrent pour pouvoir, le lendemain, tenter une attaque sérieuse.

Le 2, Mielencki divisa sa troupe en deux détachements, afin de forcer l'ennemi à se diviser. Un de ses meilleurs lieutenants se sépara donc de lui, tandis qu'il marchait droit aux Russes.

A peine cette séparation venait-elle de s'effectuer, que les Russes arrivèrent, à l'improviste, avec des forces cinq ou six fois supérieures en nombre et dirigèrent, contre la petite troupe de Mielencki, une attaque vigoureuse que celle-ci, du reste, soutint, pendant plus d'une heure, avec un courage admirable. Surprise au moment où elle allait se mettre en marche, elle fit des prodiges de valeur et disputa le terrain pied à pied ; mais son chef, ne voulant pas sacrifier inutilement tant de courages héroïques, se décida, vers le soir, à abandonner une position et à rallier ses hommes en bon ordre, à quelque distance du village qui fut aussitôt occupé par les Russes.

Dobroslaw vit alors se renouveler les scènes de désolation et de carnage dont nous avons eu déjà souvent à retracer le tableau. Le village, comme tant d'autres, fut pillé, saccagé ; les habitants : femmes, vieillards, enfants, qui s'étaient réfugiés dans des granges, furent impitoyablement massacrés. On se fatigue à retracer et sans doute à lire les récits de toutes ces atrocités ; il faut pourtant rapporter deux faits attestés par un témoin oculaire, échappé avec beaucoup de peine à ces horribles massacres.

« Un jeune médecin qui, de Konin, était venu se joindre aux volontaires pour soigner les blessés, avait trouvé asile dans une maison servant d'ambulance. Surpris par les Russes, il fut, sans égards pour son âge, son dévouement, sa profession, percé d'abord de dix coups de baïonnette, puis fusillé parce qu'il n'expirait pas assez vite.

« Sur le lieu du combat, des soldats russes, ayant remarqué le corps d'un des plus jeunes et des plus nobles descendants d'une vieille famille posnanienne, se mirent à lui frapper ou plutôt à lui écraser le crâne à coups de crosse, en l'apostrophant d'odieuses plaisanteries et pour voir, disaient-ils, *s'il avait la tête dure.*

« Enfin, un malheureux, nommé Stéphonowitch, étendu parmi les morts et les mourants, ayant osé demander un peu d'eau et du secours, a été odieusement *achevé*. Quant aux paysans réfugiés dans les granges et dans les greniers, on les attachait deux par deux pour les fusiller.

On peut affirmer, car sur ce point tous les récits sont d'accord que, du côté des Polonais, le nombre des tués pendant le combat de Dobroslaw, ne s'est pas élevé à plus de quatre, à cause des moyens de défense naturels que présentaient les

maisons, les jardins et les haies. Et pourtant on a ramassé plus de quarante cadavres dans la partie du village où avait eu lieu cette sanglante rencontre ! C'est donc après la lutte, quand déjà les volontaires, ne se défendant plus, commençaient à se replier, que les Russes ont frappé et égorgé sans pitié les blessés, les paysans, les prisonniers, les vieillards, tous ceux en un mot qui ont eu le malheur de tomber entre leurs mains.

Le 4 mars, dix-huit jeunes gens à cheval s'étaient arrêtés à la chute du jour à la ferme de Szydlovin, propriété du feu général Szydlowski, entre les villages de Nakowy et de Krynica. S'y croyant en sûreté, ils résolurent d'y passer la nuit.

Ils étaient couchés dans une grange, lorsque, vers six heures du matin, la ferme fut envahie par une demi sotnia de cosaques (50 hommes), qui, dès qu'ils eurent découvert la présence des patriotes, entourèrent la grange et manifestèrent l'intention d'y mettre le feu.

Les insurgés, reconnaissant l'impossibilité de se défendre, ouvrirent la porte et se rendirent à merci. Les cosaques, poussant une clameur de joie féroce, les tirèrent de la grange, les traînèrent à cinquante pas dans la plaine, et, après les avoir complètement déshabillés, firent sur eux une décharge de carabines à bout portant.

Puis ils achevèrent ceux qui n'étaient que blessés, en les frappant sur la tête, sur les épaules, et même en leur ouvrant le ventre à coups de sabre.

En les massacrant de la sorte, ces barbares trouvaient ingénieux de vociférer les commandements des insurgés :

— Messieurs les faucheurs, en avant !

— Messieurs les lanciers, en avant !

Et lorsque ces malheureux, couverts de sang, jetaient des cris de douleur, ils riaient et les contrefaisaient.

Ce massacre, qui bientôt ne fut plus qu'une suite d'insultes à des cadavres, dura une heure.

Et le plus âgé de tous ces martyrs n'avait pas vingt-quatre ans !

Les russes mirent ensuite le feu aux granges et aux étables dont ils avaient préalablemens fait sortir et confisqué le bétail. Ceci terminé ils tirèrent des coups de fusil dans les fenêtres de la maison principale, ordonnèrent aux habitants de leur livrer les meubles et l'argent et montrant les corps morts épars dans la plaine, ils criaient :

—Regardez, voici votre sang, buvez-le. C'est ainsi que nous égorgerons tous les polonais.

Quand tout fut pillé, et que les cadavres des morts furent dépouillés de leurs vêtements, on en chargea cinq chariots,

et on les amena à Siedlce. A l'arrivée, on s'aperçut que plusieurs de ces malheureux vivaient encore.

On fut obligé d'employer la force pour les arracher aux cosaques, et les transporter à l'hôpital.

Le lendemain, à Krzyvosonckz, où se trouvaient quelques blessés, les russes procédèrent de même. Un jeune médecin accomplissait son pieux devoir. On l'avait appelé d'une ville voisine, Krosniewice, sans lui dire à l'avance à quels gens il allait donner ses soins.

Les russes le clouèrent en croix contre un mur !...

Ils lui déchirèrent le sein à coups de baïonnette !...

Et l'achevèrent à coups de fusil.

Pendant qu'ils pillaient, à Krzywosoncz, un habitant se permit de leur rappeler une circulaire du prince Constantin :

— C'est bon pour le public, répondit un chef de cosaques. Nous avons d'autres instructions.

Ce cosaque avait raison. Il eût mieux fait de dire : C'est pour l'Europe ! car malgré son impertinence à l'égard des puissances européennes, la Russie éprouve souvent la nésessité de donner le change sur ses procédés, et de cacher les ordres qu'elle donne à ses sbires.

Mais bien que récents, tous les faits relatifs à la Pologne sont déjà du domaine de l'histoire. Aussi possédons-nous les plus curieuses des instructions secrètes de la Russie.

En voici une :

« Au commandant du district de .....

« Il est inutile et embarrassant de faire affluer ici une foule de gens suspects. D'ailleurs les paysans ne se soucieraient pas d'aller les prendre et les conduire ici de trop loin, et beaucoup sont délivrés ou s'échappent en route; *il faudrait donc y remédier et engager les paysans à se conduire en fidèles sujets de l'Empereur.*

« C'est pourquoi vous êtes autorisé à payer, à votre quartier même, les récompenses promises pour les rebelles et les gens suspects amenés (*morts ou vifs sans doute*) ; vous pouvez même, si vous en voyez la nécessité, élever la récompense à peu près dans la lattitude suivante, à savoir : 30 roubles pour un chef et 10 rs. pour un officier de rebelles, 5 roubles pour un *szlachcic* (noble), 3 rs. pour un rebelle pris en armes, 2 rs. pour les suspects retenus au chef-lieu, et 1 r. pour un juif ou un paysan. »

Cette circulaire est signée par le chancelier Szumanow, par ordre du gouverneur général adjudant, Nazimow.

Si ces instructions sont barbares, on peut voir que l'élite de

la société russe pousse plus loin encore la férocité. Voici un fait à la date du 5 mars.

Une compagnie de troupes est rejointe, dans les environs de Rawa, par une compagnie de la garde, au moment où elle venait de rencontrer un rassemblement d'insurgés et de leur faire quelques prisonniers qui, par une très-honorable exception avaient été jusque-là traités avec humanité.

Les officiers de la garde demandent à les voir. Le capitaine Potyniew, qui commandait la compagnie de ligne, les fait amener devant eux sans défiance. C'étaient tous des jeunes gens bien élevés et quelques-uns même de très-bonne famille.

A peine furent-ils amenés, que les officiers de la garde, malgré les remontrances du capitaine Potyniew, firent subir à ces malheureux les plus lâches traitements, les insultant, les frappant, leur crachant au visage.

Qu'on juge de l'effet de tels exemples sur des soldats déjà disposés à tous les excès !

Le lecteur voit avec quel soin nous recherchons tous les faits qui montrent quelque russe n'obéissant pas aux instructions, au mot d'ordre de lâche persécution, émanés des régions supérieures du pouvoir. Du reste, de semblables récits font réellement du bien à la cause polonaise. Ils montrent par le contraste, toute la hideur du système moscovite.

Le 10 mars, le capitaine russe Tideman, faisait une perquisition au couvent de Sulejow, pour y trouver des armes, lorsqu'on vint lui annoncer que ses soldats brisaient à coups de hache les portes de l'église.

Il y courut pour empêcher cet acte de vandalisme, mai deux baïonnettes de ses propres soldats s'abaissèrent aussitô sur sa poitrine, et le cri *Na sztychy jeho* (tuez-le !) fut aussitô poussé par ces furieux.

Sans l'arrivée d'un autre détachement, c'en était fait du capitaine Tideman.

Le jour même un incident du même genre se passait à Radoszyce.

Une perquisition faite chez un fermier n'avait amené que la découverte de deux fusils de chasse avec un permis du général russe qui commandait à Radom. Le capitaine Kakuskin ordonna aussitôt la retraite, mais il fut menacé par ses soldats qui l'accusèrent de connivence avec les insurgés, et malgré lui pillèrent la maison de ce fermier.

Quand la compagnie rejoignit le régiment auquel elle appartenait, on arrêta les principaux coupables, mais ils furent immédiatement délivrés par leurs camarades.

En France de semblables événements seraient impossibles. En Pologne, l'autorité militaire russe est souvent heureuse de

cette insubordination qui ne rend pas l'armée meilleure, il est vrai, mais garantit à l'occasion contre le manque de bourreaux !

Ne terminons pas ce chapitre sans raconter la fin glorieuse d'un chef de bande.

On le nommait Casimir Bogdanowicz.

Il devait être exécuté à Lublin, le 12 mars, à six heures du matin.

Quand il fut sur la place où il allait être fusillé, le général russe Chruszczeff s'approcha de lui :

—Demandez grâce lui dit-il, vous êtes si jeune !

—C'est vrai, répondit Bogdanowicz, mais notre cause est vieille.

—Vous avez une mère, répartit Chruszczeff.

—Elle aurait honte de moi, répliqua le jeune martyr, si je demandais grâce. Du reste, pourquoi jouons-nous cette comédie inutile? Il est six heures dix minutes vous êtes en retard.

Un instant après, Bogdanowicz tombait pour ne plus se relever.

Ainsi, en Pologne on ne peut déjà plus croire à la pitié. Comédie ! a dit ce martyr en rudoyant un soldat qui avait peut-être un bon mouvement de générosité.

La nation de Sobieski n'a plus qu'une foi, comme elle n'a plus qu'une espérance.

Sa foi, son espérance, c'est son épée !

CHAPITRE XVIII

Langiewicz dictateur. — Le conseil de guerre. — Langiewicz prisonnier. — Le gouvernement national reprend son autorité. — L'opinion de l'Angleterre. — L'opinion de la France. — Russes et Polonais. — L'avenir de l'insurrection. — Reprise du récit. — M. Déodat Lejars. La Prusse et les insurgés. — Une amnistie du Czar. — Protestation contre l'amnistie. — Un curieux document officiel. — La conduite du clergé polonais pendant l'insurrection. — Encore la Prusse. — Petite géographie de la Pologne et du pays slave. — Mort de trois chefs français. — Proclamation du gouvernement national. — Biographie de Narbutt. — Le général Toll. — Mort de Paldlewski. — Physionomie de l'insurrection. — Mourawief à Vilna.

Langiewicz nommé dictateur, l'insurrection entrait dans une nouvelle phase.

On allait abandonner la guerre de partisans, grossir cette armée dont nous avons vu la composition, et marcher sur les russes comme sur un ennemi ordinaire.

C'était l'espoir de la Pologne, espoir justifié par l'admirable instinct militaire du jeune général.

Mais aussi la Russie allait changer de tactique. Il ne s'agissait plus pour elle de massacrer quelques bandes d'insurgés, de brûler quelques villages, de faire régner une terreur qui ressemblât à l'ordre, il fallait qu'elle s'apprêtât à combattre un ennemi régulier, et les russes sont faits depuis longtemps à la guerre.

La campagne de Crimée leur a donné même un rang distingué parmi les nations militaires.

Les généraux russes oublièrent un instant leurs habitudes de chefs de bandits, pour reprendre leurs vieilles traditions. On enveloppa Langiewicz d'un formidable cordon sanitaire. Il obtint malgré ce déploiement des forces ennemies quelques avantages partiels, à Zagosc et à Grochowisko, mais il s'aperçut bientôt qu'il ne pouvait plus tenir campagne.

Dans la nuit du 19 au 20 mars, vers minuit, il convoqua un conseil de guerre à Welce, près de Grochowisko.

On décida, entre autres, qu'il fallait revenir à la guerre de partisans, laquelle avait été en partie négligée par suite de l'accroissement subit du corps de Langiewicz ; qu'il fallait par

conséquent séparer ce corps en deux grands détachements et en d'autres plus petits qui combattraient comme par le passé et seraient envoyés dans différentes directions.

La chose était considérée comme d'autant plus urgente, qu'il était impossible de nourrir une aussi grande quantité d'hommes et de chevaux.

On désigna les chefs de ces détachements, car Langiewicz devait se rendre dans une autre partie du pays, afin d'organiser le même système de guerre suivant une même idée et une même direction.

Par suite de manque d'officiers dans les autres contrées et de leur affluence dans le corps de Langiewicz, celui-ci devait prendre avec lui plusieurs officiers supérieurs et leur donner des commandements dans diverses localités.

Pour que tout ce plan d'opérations pût réussir, il devait être secret, et l'ordre du jour de Langiewicz ne fut communiqué aux polonais qu'après un commencement d'exécution du projet.

Les deux petites armées eurent pour chefs Smiechoroski et Czachowski. Trois détachements moins important furent confiées au commandement de Rochebrun, Jezioranski et Waligorski.

Ces dispositions prises Langiewicz, ne pouvant traverser les lignes russes, et voulant se transporter sur un autre point de la Pologne, passa la frontière autrichienne à laquelle son armée était adossée, avec l'intention de rentrer par un autre point, hors de la portée des forces moscovites.

Il entreprit ce voyage en compagnie de mademoiselle Poustowojtoï, seuls, avec deux passeports suédois au nom de M. Waligorski et son fils.

Malheureusement l'identité des faux Waligorski fut reconnue par un agent autrichien. Il furent arrêtés tous deux, passèrent la nuit du 19 au 20 mars sous bonne garde à Uscie-Jansicki, et furent le 20 conduits à Tarnow. De là on les envoya à Cracovie où ils séjournèrent dix jours.

L'ex-dictateur demanda à résider à Tischnowitz, près Brünn, et mademoiselle Poustowojtoï choisit Prague pour son séjour. Le gouvernement autrichien, les y fit conduire, avec toutes sortes d'égards.

C'en était fait de la direction unique à donner au mouvement militaire. Le gouvernement national reprit aussitôt le pouvoir, et l'annonça le 21 par cette proclamation :

« La dictature prise par un général est tombée le 19 mars, et le pouvoir suprême du pays passe de nouveau aux mains du *Comité central national*, siégeant à Varsovie, qui n'a pas cessé de remplir les devoirs de gouvernement provisoire, et qui est le seul pouvoir constitué du pays.

« Le retour de la direction suprême aux mains des hommes qui ont provoqué l'insurrection nationale et l'ont guidée avec persévérance, vous garantira que l'insurrection sera maintenue, et qu'elle ne se terminera que par la victoire. Nous combattrons sans relâche, sans nous laisser abattre par les revers, sans nous laisser arrêter par les obstacles qui peuvent surgir.

« Nous ne concentrerons pas le pouvoir suprême dans une seule main, car cela pourrait avoir pour résultat la chute de l'insurrection ; mais, forts du sentiment du droit, nous résisterons fermement à toutes les tentatives que pourraient faire des factions pour élever des pouvoirs indépendants de nous.

« Compatriotes, c'est avec un espoir et une foi inébranlable que nous reprenons en mains les rênes de l'Etat ; habitués à écarter les dangers, nous sommes convaincus que nous parviendrons aussi à surmonter les périls qui résultent de la chute du dictateur.

« Fidèles à la cause dont le drapeau, que nous tenons, empêche toute division dans notre sein, nous demandons obéissance à tout le peuple.

« Aux armes ! l'ennemi est encore devant nous. Nos frères tombent ! A l'armée est aujourd'hui la place de tout Polonais !

Avant de reprendre le récit des événements, il nous paraît utile d'apprécier cette phase de la révolution polonaise.

Ce qui est remarquable dans ce grand mouvement, c'est la fusion complète des opinions et des castes, c'est l'obéissance absolue à ce gouvernement anonyme, qui ne représente ni république, ni monarchie, mais bien l'indépendance nationale.

Or, un homme peut-il ne représenter absolument que cette idée d'indépendance. Tout individu, héros ou tribun, n'a-t-il pas derrière lui un passé dont les conséquences sont écrites, de fait ou de droit sur le drapeau qu'il porte ?

La Pologne, en suivant Langiewicz, marchait dans la voie politique que suivait Langiewicz.

En obéissant sans intermédiaire au gouvernement national, la Pologne ne sert que l'idée d'une Pologne indépendante, séparée de la Russie.

Cette dernière condition lui donne-t-elle plus de force ou plus de faiblesse ?

La dictature a duré huit jours.

Le gouvernement national a déjà duré près d'un an.

Les faits parlent plus éloquemment que les discours. Ils ont leur conclusion logique, immuable.

L'Angleterre, sympathique à la Pologne, n'est pas précisément de l'avis des faits.

Un voyageur anglais, parcourant ce malheureux pays peu

de temps après la chute du pouvoir dictatorial, écrivit au journal *The Spectator*, une longue lettre, qui montre une connaissance profonde des hommes et des choses, et à laquelle nous aurons plus d'un emprunt à faire.

Au sujet des deux moyens d'action, l'écrivain anglais s'exprime ainsi :

« Là où, à mon avis, le gouvernement national a été le moins heureux, c'est dans la conduite de la guerre. Je ne nie pas le large et brillant succès d'une insurrection commencée sans espoir, et qui aujourd'hui se soutient contre des forces plus que doubles, dans trois provinces au moins. Mais je pense qu'il y a eu défaut de plan et de concert dans les opérations militaires, et disposition à gaspiller un temps irréparable en contre-marches et en escarmouches.

« La première faute est en partie la conséquence de la composition du gouvernement. Dans les commencements c'était un corps purement démocratique.

« Une fois la guerre commencée, l'influence des nobles et de la bourgeoisie, sans le concours desquels on ne pouvait rien faire, ne tarda pas à se faire sentir, et la nomination de Langiewicz comme dictateur fut en réalité un petit coup d'Etat, dans le but de substituer un pouvoir aristocratique à un conseil populaire.

« Malheureusement, on s'était trop hâté : Langiewicz fut jeté hors du pays, et le conseil exécutif actuel est un corps mixte, dans lequel l'élément démocratique a la prépondérance du nombre, et l'élément aristocratique celle de l'influence. Toute dissension active est suspendue en présence du danger commun ; mais chaque parti entretient contre l'autre une certaine jalousie. Les démocrates sont surtout attentifs à écarter le péril d'une seconde dictature, et ils ont même, dit-on, déprécié une victoire importante remportée par un de leurs meilleurs généraux, Jeziorański, dans la crainte que sa grande réputation ne l'élevât au souverain pouvoir. Cette disposition conserve à la guerre le caractère d'une guerre de partisans.

« Toutefois, je ne doute pas qu'un homme d'une capacité supérieure ne parvînt à vaincre ces jalousies, qui sont communes à tous les pays libres. La préférence pour le système actuel de *guerillas* vient, je pense, d'un vif sentiment du dommage éprouvé par la défaite de Langiewicz, d'une résolution arrêtée de ne pas tout risquer d'un seul coup, et encore plus d'un désir de gagner du temps, dans l'espoir d'une intervention européenne. Tout dernièrement encore, on croyait avec confiance par toute la Pologne que la France s'interposerait si la rébellion se soutenait elle-même. A qui revient la responsabilité d'avoir excité ces espérances, c'est à l'histoire de le décider. Je penche à croire que le caractère trop ardent des

exilés, portés à trop se fier à l'opinion publique, a été la principale source de cette fatale illusion. »

En France, on ne partage pas ce doute de l'écrivain anglais. On croit, au contraire, au succès de ce pouvoir anonyme. Ces éléments divers qui le composent en font, selon nous, le véritable représentant de la Pologne entière, divisée dans ses aspirations futures, mais unanime dans ses aspirations présentes.

Du reste, au moment même où tombait la dictature, Henri Martin résumait ainsi la situation :

« Un grand malheur a frappé la juste cause !

« Le jeune chef qui, par ses talents et son courage avait fait accepter sa dictature à une révolution d'abord multiple et anonyme, est momentanément perdu pour elle.

« Nous n'avons pas à discuter ici, les circonstances de cet épisode de l'insurrection. Mais il importe de dire que la prise de possession de cette dictature *avait été une faute*, et que le retour à la direction multiple et *anonyme*, a été le salut de l'insurrection polonaise. Le comité central de Varsovie, dont le patriotisme avait ratifié la dictature pour éviter la discorde, a su, depuis prévenir par sa fermeté toute tentative du même genre, réunir dans son action collective les éléments les plus divers, et faire ce qu'on n'eût obtenu d'aucun chef ni d'aucun nom, en maintenant la guerre dans la seule forme qui pût empêcher l'ennemi d'user de ses ressources, si supérieures, pour étouffer promptement l'insurrection. Ce gouvernement sera l'un des phénomènes les plus extraordinaires de l'histoire.

« Une impression de douleur et de consternation a saisi au premier moment les amis de la Pologne.

« Il y a eu douleur, certes, mais nulle consternation, nul découragement chez les Polonais. Nul ne s'arrête, nul n'hésite devant la mauvaise nouvelle.

« Les Polonais disparaissent de tous les pays d'Europe ; où ils étaient dix, ils ne sont plus que deux ; où il y en avait deux, il n'y en a plus. Le jeune homme à la barbe naissante part ; le vieux proscrit de 1831 part, abandonnant une place, un travail qu'il ne retrouvera plus au milieu de la concurrence étroite et nombreuse de l'Occident. Ils vendent leur pauvre patrimoine ; la Pologne se soulève, la Pologne a besoin d'eux, il n'y a pas à réfléchir : il faut partir.

« Ceux du dehors continuent de se diriger en foule vers la patrie ; de ceux du dedans, pas un ne pose les armes. La petite armée, quoique mutilée, a glissé, pour ainsi dire, entre les mains ennemies qui l'étreignaient ; elle s'est fragmentée en guérillas qui recommencent à éparpiller la guerre.

« L'instinct des Polonais ne les trompe pas. Nous étions trompés, nous, par nos habitudes et nos souvenirs ; nous nous figurions toujours la guerre régulière, la grande guerre. Le

général perdu, c'était pour nous tout de suite une bataille décisive perdue; nous nous reportions à la campagne de 1831, au dernier choc devant Praga : *Consommatum est*.

« Rien de pareil. La guerre ne finit pas; on pourrait presque dire qu'elle commence. La dictature ne l'avait pas créée et ne l'emporte point avec elle. La guerre n'était pas seulement où était Langiewicz, mais partout : des portes de Cracovie à celles de Mohilew, de la Warta aux marais de Pinsk, de la Podolie à la Samogitie.

« Les habitudes et les idées de centralisation que nous portons en toutes choses, nous avaient, Dieu merci, fait illusion.

« La guerre dure et durera! »

C'est, du reste, à la chute de Langiewicz que l'on sût réellement ce qu'était la Pologne.

Jusqu'à cette phase de l'insurrection de 1863, la science russe nous montrait dans l'ancienne Pologne une agrégation factice qui s'était dissoute pour ne plus se reformer. Mais ces ombres se sont dissipées, et, comme le dit Henri Martin, nous avons vu partout s'agiter d'un même frémissement les membres épars de l'ancienne, de la vraie Pologne. On ne peut plus demander où elle est! — Ne disputons pas sur telle ou telle ville, sur tel ou tel district! — Elle est partout où s'étend la civilisation polonaise, partout où règne l'esprit polonais. Il n'y a plus aujourd'hui un homme sérieux en France qui s'arrête aux traités de 1815 et prenne pour une solution le rétablissement du petit royaume de Varsovie. On discute sur ce qui doit ou sur ce qui peut se faire, sur ce qui doit se faire aujourd'hui ou sur ce qui doit se faire demain; on ne discute plus entre 1815 et 1772.

La Russie, tout naturellement, ne commence qu'où finit la Pologne. Mais qu'est-ce que la Russie?

D'un côté, nous voyons éclater chez les Polonais tous les signes des plus brillantes races européennes : le génie chevaleresque, l'activité, la spontanéité, la libre expansion, l'entente et l'action commune par l'unité de sentiments, par une sorte d'électricité sympathique et non par le mécanisme de masses impersonnelles; les femmes enflammant le courage des hommes et ajoutant une poésie nouvelle à la poésie de l'héroïsme.

D'autre part, qu'est-ce qui frappe nos yeux?

Nous ne parlons pas des cruautés ordonnées de sang-froid par le pouvoir!

Nous parlons de la façon dont l'armée russe pratique la guerre.

Nous faisons allusion à cet esprit de destruction, à cette passion, pareille à celle des animaux féroces, de faire le désert

autour de soi, passion qui se réveille avec le cri de guerre chez un peuple assez doux à ses sillons et dans ses foyers.

N'y a-t-il pas là tous les signes d'une race étrangère à l'Europe, d'une race qui n'est pas la nôtre?

La tête et le cœur de la vraie race slave, ce n'est pas la Russie, c'est la Pologne!....

Une Pologne nouvelle, affranchie de corps et d'esprit, latine, grecque et juive tout à la fois, qui suivra toutes les croyances dans la liberté, comme naguère dans le martyre...

Voilà ce qu'on peut nommer le vrai Panslavisme!

De tout ce qui précède que doit-on conclure?

La Pologne peut-elle lutter victorieusement contre la Moscovie?

Oui, parce que les Russes l'ont mise dans l'impossibilité de croire à une solution pacifique. Ce n'est plus pour une idée que les Polonais se battent, c'est pour la défense de leur existence matérielle.

Il semble que, dans cette guerre, la Russie ait juré d'effacer complétement la trace de la race slave.

Or, pour résister à cette persécution, pour prévenir un peuple en armes contre les mille dangers de l'oppression, vaut-il mieux un pouvoir anonyme ou une puissante dictature?

Pour la défense, le pouvoir multiple est incontestablement préférable.

Mais rien n'empêche de supposer qu'un jour, bourreaux et victimes, s'arrêteront lassés; que, du sein de cette lutte, surgira un homme puissant qui changera la face des choses, et, groupant autour de lui toutes les forces de son parti, balaiera les débris du parti adverse.

Si cet homme survient, il ne pourra être russe, car alors ce serait un autre Attila devant lequel l'Europe, dresserait une barrière infranchissable.

Si, au contraire, c'est un polonais, c'est que, sorti ou non de la lutte, il sera assez grand pour résumer en lui la Pologne toute entière, — comme un jour l'Italie s'est vue grande dans la personne de Garibaldi!

Or cet homme, ce ne peut être ni Langiewicz, ni Rochebrun, ni Mierolawski, ni aucun de ces héros. Ils ont du courage, de la bravoure; ce sont de grands et beaux caractères; mais ils ne suffisent pas à ce peuple héroïque, à cette nation aux annales merveilleuses, qui s'est personnifiée, à plusieurs siècles de distance, en Boleslas, en Sobieski, en Kosciuszko!

Pour la dictature d'une nation en armes, il faut un prestige et non pas un prestige local.

Langiewicz est tombé, et, s'il eût tenu encore, la Pologne se serait divisée. Ceux qui étaient grands par la naissance ou les exploits, ne se seraient pas rangés volontairement sous le

drapeau du jeune chef. Le malheur a cimenté l'union. Un succès de la dictature eût créé la discorde.

Langiewicz est tombé et la Pologne s'est trouvée plus forte après sa chute,

Nul ne sait comment finira la lutte.

Nul ne sait comment l'action providentielle se manifestera.

Nul ne sait quelle voix sera assez forte pour dire à la Pologne : Marchons !

Mais ce que l'on ne peut nier, c'est que la voix du gouvernement national est assez puissante pour lui dire : Résiste ! et que, dans son obéissance, la Pologne trouve la force nécessaire pour résister.

Reprenons les événements étrangers à la campagne de Langiewicz, à l'époque où il fut proclamé dictateur.

Nous trouvons le 13 mars, à Zamosc, un chef de cosaques, se faisant remettre par un intendant toutes les sommes dont il devait compte à son maître, afin, disait-il que cet argent ne fût pas saisi par les insurgés. Comme le digne intendant, nommé Morawski demandait à cet officier un reçu, il fut immédiatement poignardé. Le même jour, aux environs de Kielce, eût lieu un engagement qu'un officier russe raconte ainsi dans un journal de Saint-Pétersbourg; le *Sank-Petersburskie-Wiedomosti* :

« Nous nous avançâmes vers la forêt, où nous fûmes reçus à coups de fusils, et où nous perdîmes quelques-uns des nôtres. Après avoir pris un peu de repos, nous gagnâmes le lendemain la ville de Wolhowsk, où se trouvaient beaucoup de révoltés. L'attaque fut chaude, et pour les déloger, *on mit le feu à la ville*. C'était un affreux spectacle.

« Obligés de revenir sur Kielce, nous traversâmes de nouveau le gros bourg que nous avions laissé l'avant-veille et où, cette fois, un polonais armé d'une pique se jeta sur nous, malgré les efforts désespérés de sa femme pour le retenir; ils périrent tous deux en se défendant, *et la ville fut incendiée*... Nous délivrâmes quelques prisonniers russes.

« Les chefs de bandes sont presque tous des prêtres; nous en avons tué cinq. La vie est abondante et facile, la volaille fort commune...

« Nous allâmes ensuite à Skaszow pour attaquer un détachement de Langiewicz; la lutte, dans laquelle il eut quarante hommes tués et cent blessés, dura plusieurs heures; après quoi, *nous incendiâmes la ville*... »

S'il est affreux de songer à ces trois villes incendiées en deux jours n'est-il pas horrible de penser qu'un officier russe raconte ces événements en si peu de lignes et avec tant de légèreté?

Et que l'on ne considère pas ces faits comme isolés. Les

officiers et soldats russes pouvaient continuer leur œuvre. A une grande revue, le 15 mars, le propre frère de l'empereur, le grand duc Constantin, n'avait-il pas dit aux troupes :

« Soldats! je suis fier de vous commander!... »

L'exception était au contraire dans les nobles actions. Le lendemain de cette revue, à Giebultowo, tandis que l'on faisait une perquisition chez le propriétaire du château, M. Bielski, un major russe nommé Bentkowski, empêcha, au péril de sa vie, le pillage d'avoir lieu, et sauva ses soldats de cette honte, en menaçant de son revolver le premier qui lui résisterait.

Le 15 mars, à Stanin, les insurgés eurent une rencontre avec les russes. Ces derniers furent repoussés, mais ils revinrent le lendemain, et se vengèrent par le pillage et l'incendie, sur les habitants inoffensifs.

Le 21, sur les bords d'une petite rivière, le Wierpz, à la suite d'une autre rencontre où ils avaient eu le dessous, les russes s'emparèrent de cinq hommes, quatre femmes et huit enfants, les fustigèrent et après les avoir solidement attachés, les mirent sur une barque, entourés de matières inflammables, auxquelles ils mirent le feu!...

A côté de cet horrible tableau, et pour faire diversion, citons la proclamation adressée le 24 mars. par Mielencki aux insurgés. Elle a un intérêt tout spécial pour des lecteurs français :

« Compagnons d'armes!

« Je vous remercie du courage dont vous avez fait preuve dans les deux combats qui ont eu lieu successivement le 22 mars.

« Malgré les forces supérieures contre lesquelles vous aviez à lutter, malgré votre armement défectueux et notre organisation hâtive, vous avez, dans une série de combats glorieux, prouvé que vous étiez de vrais enfants de la Pologne, tous dignes de vos pères, par votre bravoure et votre grand cœur.

« Continuez cette lutte héroïque; là est l'indépendance, là est la liberté!

« Nommer tous les braves qui ont fait leur devoir, ce serait vous nommer tous ; mais il faut que je distingue M. Déodat Le Jars, ancien zouave, *enfant de cette* GÉNÉREUSE FRANCE *sous les drapeaux de laquelle nos pères ont tant de fois combattu.* Le Jars a versé son sang pour notre noble et juste cause, en zouave français, c'est-à-dire en héros. Je le porte donc à l'ordre du jour et le nomme capitaine.

« MIELENCKI. »

Le 25 mars, à Kowel, les Russes, battus encore par les Polonais, revinrent le soir sur le champ de bataille, pour achever les blessés. Deux femmes, qui les soignaient, furent en butte aux brutalités de ces misérables, mais l'une d'elles ayant poignardé

le soldat qui l'avait choisie pour sa proie, elles furent immédiatement fusillées.

Le 28, à Raclawice, un combat ayant duré toute la journée, les Russes, pour protéger leur repos, eurent l'idée d'attacher à des poteaux, en avant de leur bivouac, les quarante-cinq habitants d'un petit hameau qu'ils incendièrent. Les insurgés arrêtèrent effectivement leur feu, et profitèrent de la nuit pour prendre une position plus avantageuse.

Le lendemain matin, les Russes ne trouvant plus leurs ennemis, s'en vengèrent en ensevelissant tout vifs les quarante-cinq paysans qui les avaient, — involontairement il est vrai, — protégés pendant la nuit.

Si les Polonais excitent la sympathie de tous les peuple libres, ils n'ont pas, en revanche, à compter sur l'affection du roi de Prusse. Tandis que le peuple prussien leur témoignait de sa sympathie, le ministre de la guerre envoyait au général Werder, qui commandait sur la frontière, le rescrit suivant, relatif aux insurgés qui pouvaient s'enfuir sur le sol de la Prusse.

« 1° En général, ces individus seront traités d'après les conditions de la convention de cartel conclue entre la Prusse et la Russie, le 8 août 1857 (c'est-à-dire livrés aux Russes).

« 2° S'il n'est pas possible de renvoyer immédiatement les individus qui passent la frontière, ils doivent être considérés comme en état d'arrestation et conduits à la ville prussienne la plus voisine.

. . . .

« 4° Après l'arrestation, il y a lieu de procéder immédiatement à l'interrogatoire pour constater l'identité des prisonniers et les circonstances de leur arrivée. En raison de cet interrogatoire, ils seront divisés en catégories dont dépendra *la façon de leur extradition* et le remboursement des frais.

« 5° Ces catégories seront les suivantes :

« A. Insurgés à traiter d'après les articles 15 à 17 de la convention, parce qu'ils ont commis en Russie un crime ou délit, (c'est-à-dire à livrer aux Russes).

« B. Non insurgés, mais individus d'âge à être tenus au service militaire, auxquels sont applicables les articles 1 à 9 de la convention de cartel (c'est-à-dire à renvoyer aux Russes).

Telle était l'attitude que crut devoir prendre le gouvernement prussien, tandis que l'Europe entière frémissait d'indignation au récit des crimes de la Russie.

Le jour de Pâques, le grand-duc Constantin accorda aux habitants de Varsovie la faveur de pouvoir se promener jusqu'à dix heures du soir. Mais au premier coup des horloges, les cosaques exécutèrent une charge à fond de train dans les

rues. Deux cents personnes furent tuées ou blessées, et cent cinquante furent arrêtées et enfermées à la citadelle.

—Monseigneur, disait ce soir-là au grand-duc, Lowszyn, le chef de la police, Varsovie possède encore une population virile trop nombreuse. Tant que Votre Altesse impériale n'aura pas éloigné ce foyer permanent d'agitation et de mécontentement, il me sera impossible de répondre de la tranquillité. Le recrutement a manqué son effet; il y a encore à Varsovie vingt mille hommes de trop.

—Faites, répondit le grand-duc; mais pas de sang.

Le czar, pour donner le change à l'opinion publique, crut faire un coup de maître en proclamant, le 12 avril, une amnistie, pour tous les Polonais qui déposeraient les armes dans le délai d'un mois. « A nous, disait l'Empereur, est imposée l'obligation de préserver le pays du retour de ces agitations contraires à l'ordre, et d'ouvrir une nouvelle ère à sa vie politique. Celle-ci ne pourra être amenée que par une organisation rationnelle de l'autonomie dans l'administration locale comme fondement de l'édifice. Nous en avons donné les bases dans les institutions que nous avons accordées au royaume, mais, à notre regret sincère, le résultat n'a pu encore être soumis à l'épreuve de l'expérience, par suite des excitations qui, à la place des conditions d'ordre public indispensables à toute réforme, ont mis les *chimères de la passion.*

« En maintenant encore ces institutions dans leur intégrité, nous nous réservons, quand leur utilité sera prouvée par la pratique, de les développer davantage suivant les besoins du temps et du pays. C'est *uniquemement par la confiance que le pays témoignera vis-à-vis de nos intentions* que le royaume de Pologne pourra effacer les traces du malheur présent, et marcher sûrement au but de notre sollicitude. Nous invoquons l'assistance divine pour qu'il nous soit donné d'accomplir ce que nous avons constamment regardé comme notre mission. »

A l'annonce de cette amnistie, à laquelle, du reste, personne ne crut, le gouvernement national publia une proclamation, repoussant toute grâce, toute faveur impériale, et se terminant ainsi :

« Au souvenir de tant de cruautés du gouvernement moscovite, à la vue de toutes ces tombes encore fraîches et de tant de victimes, à la vue des débris fumants de nos villes, de nos campagnes et du sang encore chaud de nos frères assassinés, quiconque a un cœur réellement polonais, frémira d'horreur à la pensée d'un pacte quelconque avec la Russie, rejettera l'amnistie avec mépris et s'écriera avec la nation : Arrière avec vos grâces impériales ! Nous avons pris les armes, ce

56

sont les armes seules qui doivent résoudre notre querelle avec les Russes. »

A cette énergique protestation, nous devons joindre la lettre adressée au czar par l'archevêque de Varsovie, à la suite de sa démission de membre du conseil d'Etat, où il avait siégé, même depuis l'insurrection, ainsi qu'un certain nombre de ses compatriotes, dans un esprit de conciliation et d'abnégation. Voici cette lettre :

« Sire, ce fut toujours la mission de l'Eglise de porter la voix aux puissants de ce monde, dans les moments de grands malheurs et de calamités publiques. C'est au nom de ce privilége et de ce devoir qu'en ma qualité de premier pasteur du royaume de Pologne, j'ose m'adresser à Votre Majesté, pour lui exposer les besoins pressants de mon troupeau. *Le sang coule à grands flots*, et la répression, au lieu d'intimider les esprits, n'en fait qu'augmenter l'exaspération. Je supplie Votre Majesté, au nom de la charité chrétienne et au nom des intérêts des deux pays, de mettre fin à cette guerre d'extermination. *Les institutions octroyées par Votre Majesté sont insuffisantes pour assurer le bonheur du pays ;* la Pologne ne se contentera pas d'une autonomie administrative, elle a besoin d'une vie politique.

« Sire, prenez d'une main forte l'initiative dans la question polonaise ; faites, de la Pologne, une nation indépendante, unie à la Russie seulement par le lien de votre auguste dynastie : c'est la seule solution qui soit capable d'arrêter l'effusion du sang et de poser une base solide à la pacification définitive.

« Le temps presse. Chaque jour perdu creuse davantage l'abîme entre le trône et la nation. N'attendez pas, Sire, l'issue définitive du combat ; il y a plus de vraie grandeur dans la clémence qui recule devant le carnage que dans une victoire *qui dépeuple un royaume*. Une grande parole, digne de la magnanimité d'un grand souverain, suffit pour nous sauver. Nous l'attendons de la bouche de Votre Majesté.

« J'ose espérer que le monarque qui a délivré du servage, malgré tant d'obstacles, vingt millions de ses sujets pour en faire des citoyens libres, ne reculera pas devant la tâche également glorieuse de faire le bonheur d'une nation si cruellement éprouvée. Sire, c'est la Providence qui vous a confié ce peuple, c'est elle qui vous soutiendra, c'est encore elle qui vous réserve une couronne de gloire éternelle, si vous arrêtez une fois pour toujours le flot de sang et de larmes qui coule depuis si longtemps en Pologne.

« Pardonnez, Sire, la franchise de mon langage ; mais le moment est solennel. Pardonnez à un pasteur qui, témoin de malheurs immenses, ose intercéder pour son troupeau. »

A l'appui de plusieurs des traits de barbarie que nous avons

publiés, nous avons cité des pièces officielles, des rapports provenant des autorités russes. Il est bien certain que ces pièces officielles n'ont pu être livrées à la publicité que par suite d'indiscrétions des employés d'administration. C'est ce qui inspira, le 18 avril, au comte Keller, directeur de la commission de l'intérieur, la circulaire qu'on va lire, et qui, rendue publique elle-même, malgré son caractère confidentiel, est fort curieuse par ses appréciations. La voici :

« Dans les rapports déposés à la chancellerie sur les opérations de l'armée, depuis le commencement de la révolte, dit-il, les gouverneurs civils exposent *sévèrement* et *avec beaucoup de partialité* les *punitions* infligées aux villes et villages convaincus d'avoir donné asile aux rebelles. Ils n'omettent aucun de ces *détails insignifiants* qui sont la conséquence INÉVITABLE de la guerre, dans un pays révolté. Tout au contraire, ils présentent les faits commis par les rebelles, qu'ils qualifient de *détachements d'insurgés*, avec une telle partialité, qu'il semble que tous ceux qui ont été pendus ou fusillés l'ont été par les troupes russes, tandis que le plus souvent ces morts violentes sont le fait des rebelles.

« Dans les rapports sur les combats de l'armée avec les rebelles, les gouverneurs civils, par opposition au *Journal officiel*, qui publie les pertes des rebelles par centaines de tués, disent toujours que, sur les champs de bataille, on a trouvé cinq ou six corps d'insurgés, en ajoutant inévitablement, « complétement nus... »

« Dans les rapports des bourgmestres et des chefs de districts, les incendies et les cas de mort, à la suite des rencontres des troupes avec les rebelles, sont dépeints *sous de fortes couleurs* et publiés dans le *Czas* de Cracovie, qui les présente à l'Europe comme des faits et des preuves irrécusables de la barbarie russe. Il ressort de là clairement que le journal en question a des correspondants dans les bureaux des gouverneurs civils.

J'ai donc l'honneur de vous inviter, monsieur le gouverneur civil, à prendre des mesures pour qu'à l'avenir les infractions indiquées et l'envoi aux feuilles étrangères des rapports et des nouvelles provenant de vos bureaux, n'aient lieu sous aucun prétexte, etc. »

Nous avons publié la lettre de Monseigneur Felinski. Ce n'est pas la seule preuve que donna le vénérable prélat de son dévouement à une cause qui a le privilége d'exciter la sympathie des hommes de toutes les croyances et de toutes les opinions.

Ainsi, le 22 avril, par ordre de l'archevêque, un service funèbre fut célébré dans toutes les églises de Varsovie, pour les

morts du combat de Rabice, quoique l'autorité n'ait pas voulu permettre des prières publiques pour les rebelles.

—Faisons, disait le bon pasteur, notre devoir sans crainte, partout et toujours! Le royaume éternel nous attend là-haut, et la Pologne nous regarde sur la terre!

Le clergé polonais tout entier suivit l'exemple du digne prélat. Les prisons regorgeaient de prêtres. Beaucoup se font aumoniers des insurgés. Le 16 avril, les abbés Zoltowski, Benevuto, Orlowski sont tués dans un combat, où ils prodiguaient à leurs compagnons les encouragements et les consolations.

Le 23 avril, un détachement polonais, commandé par Grylinski, livra un combat aux Russes près de Lubinia, et les repoussa avec de grandes pertes. Le valeureux général Czakowski, accouru sur le lieu du combat, acheva de les mettre en pleine déroute.

Après cette éclatante victoire, le détachement forma le carré autour de son chef, qu'il félicita avec expansion sur son habileté et son courage, couronnés d'un si beau succès. En ce moment l'abbé Symanski, naguère aumonier du corps de Langiewicz et attaché en la même qualité au détachement commandé par Czakowski, rappela aux combattants que le moment était arrivé d'adresser à Dieu la prière dont les Polonais ont l'habitude les jours de bataille. Tous se mirent à genoux, le général en tête.

L'impression de cette scène fut grande sur tous les assistants. Ils se relevèrent le cœur retrempé par l'amour et la foi.

Après la prière, Symanski adressa à la petite armée dont il était entouré une allocution pleine de feu pour la féliciter de son courage et l'exhorter à lutter avec persévérance pour la patrie et la foi. Tous les cœurs étaient profondément émus, et, quand le prêtre cessa de parler, des larmes coulèrent de tous les yeux. Jamais scène plus touchante ne s'offrit à l'imagination d'un poëte ou d'un peintre.

Nous avons déjà parlé de la Prusse. Le 26 avril, un détachement d'insurgés, sous les ordres d'un chef sorti des rangs de l'armée française, Yung de Blankenheim, battit un corps russe sur la frontière et le forçant à la passer, le laissa se réfugier à Inowroclaw, en Prusse. Là les Russes furent logés et hébergés chez les habitants, par ordre de l'autorité, et lorsque quelques propriétaires voulurent protester, on leur répondit par l'exhibition d'un ordre du cabinet du roi, prescrivant l'exécution d'une convention qui venait d'être niée effrontément à la face de l'Europe.

L'amnistie proclamée par le czar, obligeait les Russes à quelques ménagements. Et cependant, les préparatifs pour

une répression prochaine se faisaient trop au grand jour, pour que les Polonais, de leur côté, ménageassent leurs ennemis :

« Ces préparatifs, dit une correspondance adressée, vers cette époque, de Varsovie au *Journal des Débats*, se produisant ostensiblement, conjointement avec l'amnistie, semblent démontrer le peu de valeur réelle que le gouvernement lui-même attache à cette concession apparente, *vraie décoration d'opéra, destinée à tromper la vue de ceux qui regardent de loin.*

« Indépendamment des détenus qu'on a expédiés d'ici en Sibérie et en Russie, depuis l'apparition du manifeste, beaucoup de personnes ont été incarcérées en province. A Kurow (gouvernement de Lublin), le lendemain même du jour où le manifeste avait été lu publiquement, on s'est emparé de six bourgeois de la ville, rentrés chez eux après s'être cachés, pendant quelque temps, pour échapper au recrutement.

Jusqu'à présent nous n'avons vu l'insurrection que dans ce qu'on appela, en 1815, le royaume de Pologne. Peu à peu elle s'étendit sur tout le pays occupé par la race slave, c'est-à-dire à la Lithuanie et à la Ruthénie. Si l'on suit sur une carte le développement que nous indiquons, on verra que la Russie est fort *peu de chose,* lorsqu'on lui enlève cette immense contrée slave qui commence à Riga, à Smolensk, à Kiew, que le Dniéper sépare de la Russie, et le Dniester de la Bessarabie, et qui, par la Courlande touchant à la Baltique, par la Podolie et l'Ukraine, touchant à la Mer Noire, semble la barrière gigantesque interdisant aux nouveaux barbares la route de l'Europe.

Peu de chose, s'entend dans l'équilibre européen, car la puissance asiatique de la Russie n'est pas discutable.

Et qu'on n'accuse pas cette délimitation de la Pologne d'être fantastique. Son exactitude géographique est, du reste, garantie par les Russes eux-mêmes. Les massacres de Livonie, en montrant jusqu'où s'étend la persécution, montrent aussi jusqu'où s'étend la nationalité qu'on opprime.

Ce n'est pas, qu'on le remarque, la Pologne que la Russie veut détruire, mais la race slave toute entière. Mourawieff en est la preuve. Le proconsul de Wilna règne sur la Lithuanie, et la Lithuanie n'est pas la Pologne proprement dite.

Cette petite dissertation n'est pas inutile. Elle montre la signification de l'expression « *Lithuano-ruthénienne,* » que l'on retrouve fréquemment dans ce livre. Elle prouve ensuite que les traités de 1815 ont été absurdes en appelant Pologne ce qui n'était que le duché de Varsovie.

Nous pouvons ajouter que dans le partage la Russie semble avoir dit : La Lithuanie et la Ruthénie m'appartiennent parce que je suis le plus fort; maintenant partageons le reste.

La Pologne, c'est-à-dire le pays slave, celui que la Russie opprime, et où elle est combattue comprend une population de plus de vingt millions d'habitants. La Gallicie, part de l'Autriche, en possède environ six millions. La Posnanie, part de la Prusse, quatre millions.

Et qu'on dise maintenant qu'un peuple brave, civilisé, de trente millions d'hommes, joignant la Baltique à la Mer Noire, n'est pas un obstacle sérieux à l'envahissement de l'Europe par la race tartare.

C'est dans cette force même que vous trouverez la raison de l'oppression russe. C'est cette force qui empêchait le marquis Wieloposki d'être absurde. Mais la race slave était contrairement à sa croyance, trop forte par elle-même, trop pure d'origine, pour consentir à cette union. Si les Slaves n'eussent été que dix millions, le Panslavisme eut été possible.

Voici, du reste, un document qui lève le doute. C'est le manifeste du gouvernement national au sujet de l'amnistie promise par le czar. Ce manifeste émane du *Comité directeur des provinces de Lithuanie*. Le voici :

« Vu le manifeste et l'ukase du czar de Russie, en date du (31 mars) 13 avril 1863, dans lesquels le czar promet de faire grâce aux Polonais combattant pour l'indépendance de la patrie, s'ils déposent les armes avant le 13 mai de l'année courante ;

« Considérant que des milliers de Polonais, *qui n'ont pas pris les armes*, sont journellement emprisonnés dans les citadelles, déportés en Sibérie ou enrégimentés dans l'armée du Caucase ;

« Considérant que les troupes russes *massacrent les personnes inoffensives* ; que, par conséquent, en déposant les armes, on ne ferait qu'augmenter le nombre des victimes ;

« Considérant que la guerre avec l'envahisseur moscovite n'a pas été engagée dans le but d'obtenir certaines concessions du czar, mais dans le but unique de reconquérir l'indépendance de toute la Pologne dans les frontières qu'elle avait avant les partages ;

« En réponse au manifeste et à l'ukase du czar, le comité directeur des provinces lithuaniennes et ruthènes publie ce qui suit :

« La lutte nationale durera sur tous les points de la Lithuanie et de la Ruthénie, tant qu'on n'en aura pas expulsé le dernier soldat moscovite, et tant que battra un cœur généreux. »

Nous venons de parler, à propos de l'affaire d'Inowroclaw, de Yung de Blankenheim. Nous le retrouvons le 1er mai avec Alexandre Wasilewski, à Brdow. Après des prodiges de valeur, ils succombèrent sous le nombre, et furent tués tous deux

ainsi que deux officiers français volontaires, MM. Buffet et Roux-Chaussé.

« Léon Yunck, dit M. Anatole de la Forge, était né le 3 décembre 1837, à Chaumont, dans le département de la Haute-Marne. Ses états de service ne sont pas longs, mais plus d'un général les envierait.

« Entré à l'école de Saint-Cyr le 18 janvier 1855, Léon Yunck fut nommé sous-lieutenant au 88e d'infanterie de ligne le 1er octobre 1856, et, le 3 avril 1863, il donnait sa démission afin de pouvoir se mettre à la disposition du comité central de Varsovie.

« Au mois de septembre dernier, l'auteur de ces lignes rencontrait chez le général Daumas, à Bordeaux, Léon Yunck de Blankenheim. Il n'était pas difficile de deviner en lui les qualités qui devaient signaler sa trop courte carrière. *C'est un officier d'avenir*, nous disait le général en parlant du jeune homme. Il a donné raison à l'opinion de son juge...

« La campagne militaire et la mort de Léon Yunck de Blankenheim appartiennent déjà à l'histoire. Elle placera son nom à côté des noms les plus respectés des défenseurs du principe des nationalités. »

Une lettre adressée au *Siècle* par un médecin français, M. Waille, demeurant à Paris, rue Doudeauville, 10, et qui, se trouvant accidentellement en Pologne, assistait au combat de Brdow, nous fournit de curieux détails sur une autre affaire :

« Je me disposais à partir pour la France; écrit M. Waille, quand je rencontrai une autre colonne de patriotes, commandée par Taczanowski.

« C'était le 8 mai, jour de la Saint-Nicolas, à l'entrée de la forêt d'Ignacwo : un combat était imminent. Je fis halte; je campai avec la colonne et attendis le dénoûment.

« Entre onze heures et midi, les Russes, au nombre de 8,000, dont 600 cavaliers, et soutenus par six pièces de canon, ont attaqué la colonne polonaise, forte seulement de 850 à 900 hommes, et qui néanmoins les a tenus en échec pendant trois heures et demie.

« Contre des forces aussi supérieures le résultat ne pouvait être douteux. En ce qui me concerne dans cette occasion, je n'ai pu donner mes soins à ces héroïques soldats, *les Moscovites s'emparant de tous les blessés*, QU'ILS BRULAIENT EN TAS AVEC DE LA PAILLE ET DES BRANCHES DE SAPIN. »

Le 10 mai, le Comité central de Varsovie, qui depuis la chute de Langiewicz s'intitulait Gouvernement national *provisoire*, rendit le décret suivant, se fondant avec raison sur ce fait, que la nation entière, ayant déposé sur l'autel de la patrie son sang et sa fortune, le reconnaissait volontairement :

« Art. 1er. La dénomination jusqu'alors employée de *Comité*

central, comme Gouvernement national Provisoire, est supprimée.

« Art. 2. Le comité central, à partir du présent décret, prend la dénomination de *Gouvernement national*, comme conforme à la nature de ses actes, et c'est sous ce titre qu'il rendra désormais toutes ses décisions.

« Art. 3. Ce changement de dénomination n'entraîne nullement le changement des principes, qui restent les mêmes dans toute leur intégrité et notamment :

« *a*) La conquête et la garantie d'une complète indépendance pour la Pologne, la Lithuanie et la Ruthénie ;

« *b*) L'émancipation des paysans de la Pologne, de la Lithuanie et de la Ruthénie, d'après le décret du 22 janvier de l'année courante ;

« *c*) L'égalité devant la loi de tous les habitants de la Pologne, de la Lithuanie et de la Ruthénie, sans distinction de classes et de croyances ;

« *d*) La garantie aux nations sœurs de la Lithuanie et de la Ruthénie réunies à la Pologne, du développement le plus étendu de leur nationalité et de leur langue ;

« *e*) La reconnaissance de la Lithuanie et de la Ruthénie comme des parties complétement identiques au royaume et constituant avec lui une partie intégrante de la Pologne ;

« *f*) La défense des principes et des traditions nationales, sans préjuger telle ou telle forme de gouvernement pour l'avenir, car c'est à la nation seule, après qu'elle aura recouvré son indépendance, qu'appartient le droit de statuer à ce sujet.

« Art. 4. Le sceau du gouvernement national portera les armes des trois parties qui constituent une Pologne une et indivisible ; l'aigle, le cavalier et l'archange saint Michel, réunis sur le même écusson, avec la couronne royale des Jagellons et l'exergue : « Gouvernement national. Liberté, égalité, indépendance. »

Trois jours après, le délai fixé pour l'amnistie par le czar, expirait. Le gouvernement national l'annonça par cette proclamation :

« Le délai fixé par le czar pour déposer les armes est expiré hier. Aucun Polonais ne s'est placé sous la protection russe, et la lutte n'a pas cessé un seul instant. La nation a repoussé avec le même mépris, et la grâce, et les menaces du czar.

« Nous ne voulons pas de grâce, car nous combattons pour nos droits violés et pour notre indépendance qui nous a été traitreusement arrachée. Nous ne craignons aucune menace ; nos pères nous ont appris à combattre et à mourir pour la patrie. Il n'existe pas d'ailleurs de menace si terrible ou de si atroce cruauté qui puisse nous effrayer ; le joug moscovite

seul nous effraye. Pour secouer ce joug honteux, le mot d'ordre de l'insurrection a été donné le 22 janvier. La lutte avec l'ennemi a commencé, et aujourd'hui on n'entend dans toute la Pologne qu'un cri : Aux armes !

« Concitoyens, continuons donc à combattre comme jusqu'ici. Ce n'est qu'avec les armes qu'on acquiert la liberté, ce n'est qu'avec le sang qu'on achète l'indépendance de la patrie. Loin de nous tout arrangement avec la Russie ; il n'y a que des traîtres et des misérables qui puissent y penser. Malheur à tous ceux qui cherchent à détruire l'union de la nation !

« Tous les braves Polonais veulent combattre sans repos jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Jusqu'à ce que l'aigle blanc ait repris tout son éclat, au nom de Dieu, en avant ! Avec ce mot d'ordre, courez au combat ! Entourez l'ennemi du mur de vos poitrines ! que les armes puissent accomplir l'œuvre de l'affranchissement, que les ruines sanglantes de nos habitations incendiées deviennent le tombeau des cohortes russes ! Il faut que la Pologne soit libre, et elle le sera ! »

Ces paroles, comme en France en même temps qu'en Pologne eurent un retentissement immense : Toute chance de transaction pacifique, de concessions acceptables, écrivait Henri Martin, est absolument perdue, ou plutôt n'a jamais existé, comme le prévoyait quiconque avait connaissance du fond des choses.

« La lutte inégale, meurtrière, destructive entre l'insurrection polonaise et les hordes moscovites se prolonge cependant; chaque jour de nouveaux champs de cette région de douleur se ravagent et se peuplent ; chaque jour des vies précieuses sont sacrifiées en foule ; c'est le *sel de la terre* qui s'épuise, la fleur de l'Europe orientale qui se moissonne ! Lutte inégale, non pas seulement par les armes, par l'organisation, par les ressources matérielles, mais parce que là, en dépit de l'égalité théorique des hommes, l'inégalité de fait entre la valeur des pertes respectives, entre la qualité des hommes qui périssent, est incalculable. D'un côté, le soldat qui meurt est un chiffre qui se remplace par un autre chiffre pris au hasard dans une masse confuse de créatures humaines, au plus bas degré de développement et presque à l'état brut ; de l'autre côté, c'est l'élite morale et intellectuelle d'une population admirable, des hommes dans le sens le plus élevé, le plus complet du mot ; chacun de ces jeunes héros qui tombe laisse un vide que bien des années ne rempliront pas.

« Depuis plusieurs mois, l'administration russe travaille à préparer une immense Gallicie, c'est-à-dire à étouffer la guerre nationale de Pologne sous une guerre sociale, en exploitant l'ukase sur l'affranchissement des paysans, en empêchant par la violence les propriétaires de transiger directement avec les

classes agricoles, et en réveillant, par tous les moyens, chez celles-ci, les vieux ressentiments d'une oppression séculaire contre la noblesse, et les vieilles querelles religieuses du rite grec et du rite latin. Sauf quelques cas particuliers, cette manœuvre, imitée de l'Autriche de 1846, a radicalement échoué dans le royaume de Pologne, où les paysans, du reste, n'étaient plus serfs depuis nos guerres de l'Empire, ainsi que dans la Lithuanie proprement dite et la Samogitie; mais le travail souterrain continue dans la Russie Blanche et la Petite Russie, contre-minant partout le mouvement polonais ou antimoscovite, qui s'étend moralement, sinon encore par les armes, dans toute la Pologne de 1772, sinon au delà.

« Les paysans de ces grandes provinces sont dans un état de fluctuation et d'agitation inouïe. Profondément ignorants et plongés dans des ténèbres de plus en plus épaisses par les prêtres moscovites qu'on leur a imposés, disputés entre les vieilles rancunes de caste contre les seigneurs polonais, l'aversion de races et de tendances contre les Moscovites, et la répulsion d'instinct contre les *tchinoovniks* (les fonctionnaires russes), ils se défient des avances des propriétaires par ressentiment traditionnel, ou n'osent les accepter et s'unir à eux par peur de la vengeance du czar, se défient au moins autant des bienfaits du czar et sentent vaguement que le *tchinoovnik, employé*, sera un pire maître que le seigneur; la tête de ces malheureux est un chaos.— Une horrible tempête peut sortir de ce chaos; ils peuvent, un jour ou l'autre, dans telle ou telle de ces contrées, se jeter sur les propriétaires dans une vaste jacquerie qui gagnerait sans doute la Moscovie elle-même, sauf à se retourner le lendemain contre les *tchinoovniks*. D'effroyables spectacles, des catastrophes lamentables menacent l'Europe, si lente à s'émouvoir. »

Le 13 mai fut un jour de deuil pour l'insurrection lithuanienne. Son brave chef, Narbutt, fut tué, non dans un combat ordinaire, mais par suite de la trahison d'un garde forestier. Onze de ses compagnons se firent tuer en le défendant.

Narbutt était fils d'un célèbre historien polonais de ce nom. Il fit de bonnes études, mais à sa sortie de l'Université, il fut mis en prison pour deux ans, à cause de son patriotisme trop expansif. On l'envoya ensuite comme soldat dans l'armée du Caucase.

Pendant la guerre de Crimée il fut blessé à Kars, ce qui le fit rendre à sa patrie. Il se maria. Il vivait entouré du respect de tous quand éclata l'insurrection. Dès le 8 février, à la tête de sept hommes, il donna en Lithuanie le signal de la guerre.

La petite bande des sept se grossit bien vite de toute la jeunesse de Wilna. Elle reçut le premier baptême du feu à Rud-

niki, où elle eut la victoire sur les Russes. C'était un début heureux.

De ce jour, Narbutt commença cette guerre habilement conduite, dont toute la tactique consistait à attirer l'ennemi, en paraissant fuir devant lui, jusque dans des forêts ou des marais peu praticables; et lorsqu'il ne songeait qu'à se tirer des difficultés de la route, sans redouter un adversaire qu'il croyait bien loin, à tomber sur lui à l'improviste, pour le couper et le disperser. Ce système, suivi pendant deux mois, a toujours réussi au vaillant et habile chef. Les Russes le redoutaient et le regardaient comme invincible. Les soldats prétendaient qu'il était sorcier. Toutes les forces des villes de Wilna et de Grodno furent dirigées contre lui. Le jour de Pâques, sa tête fut mise à prix. Mais le même jour Narbutt répondait à ces menaces en faisant éprouver aux Moscovites un sanglant échec.

Enfin l'ennemi, à bout de ressources, tenta d'obtenir par la trahison un succès qu'il n'espérait plus de son habileté. Nous avons déjà dit que Narbutt avait été livré par un garde forestier gagné à prix d'argent. Investi à l'improviste de tous les côtés, il réussit cependant à se frayer un chemin à travers les Russes, et, malgré une blessure au pied, il commandait avec énergie, porté par ses compagnons d'armes, et allait échapper à l'ennemi, grâce à son intrépidité et à sa connaissance des lieux, quand une balle est venue le frapper au cœur. Il expira en prononçant ces mots d'une voix ferme encore : « Mon Dieu, je meurs pour ma patrie ! »

Quelques jours après, dans la petite église en bois de Dubiczany, étaient rangés douze cercueils, dont un, plus élevé que les autres, était couvert d'un crêpe funèbre. Le colonel russe avait permis ces obsèques, cédant aux supplications des sœurs de l'infortuné chef, ou plutôt voulant bien convaincre les habitants du pays de la mort de son redoutable adversaire, afin de les décourager. L'église et ses alentours étaient remplis d'une foule éplorée que cinq prêtres ne pouvaient réussir à consoler. C'était un deuil universel.

Narbutt avait à peine trente-trois ans. Il était d'une taille au-dessous de la moyenne, d'une physionomie régulière et agréable ; il avait le front élevé et marqué déjà des rudes traces des soucis et des fatigues d'une vie agitée. Sa parole était tranquille ; mais, dans les circonstances décisives, elle prenait un accent grave et solennel, qui agissait comme un courant électrique sur ceux qui l'entouraient. Obéi et respecté de ses compagnons d'armes, comme l'aurait été un général blanchi dans le commandement, il était aimé de tous comme un frère. Aussi son souvenir fera longtemps couler des larmes des yeux de ceux qui l'ont connu.

Si nous nous arrêtons ainsi sur chaque héros de la révolution polonaise, au fur et à mesure que son nom se trouve sous notre plume, nous devons aussi faire connaître les officiers russes qui se distinguent par leur cruauté.

Au premier rang de ces derniers, on peut placer le général Toll.

Cet officier supérieur, un jour qu'il occupait la ville d'Ostrow, avec deux compagnies d'infanterie, et une centaine de Cosaques, fit appeler devant lui un israélite nommé Bérek, et lui dit :

—Tu possèdes une maison ici ?

—Oui, général.

—Et dans cette maison demeure un tailleur ?

—Oui, général.

—Que fait ce tailleur ? s'écria le général en levant les poings.

—Il vit de son travail.

—Tu mens ! il confectionne des uniformes pour les insurgés.

—Je ne l'ai pas vu ; je ne puis donc rien dire à cet égard, répondit froidement l'Israélite polonais.

—Eh bien ! pour t'apprendre à savoir désormais ce que font tes locataires, tu recevras deux cents coups de fouet.

Les Cosaques exécutèrent ponctuellement l'ordre du général. Le malheureux Bérek fut transporté ensuite dans son lit, où il expira deux heures plus tard.

Reprenons l'ordre chronologique de notre récit.

Le 18 mai, une bande d'insurgés, poursuivie par les Russes, arriva à Tuczapy et se réfugia dans les bois, où le lendemain les Russes la rejoignirent. Il y eut le 19 un combat qui dura de midi à sept heures du soir.

Furieux des pertes qu'ils avaient éprouvées, les Russes revinrent à Tuczapy. Un soldat creva un œil d'un coup de baïonnette au propriétaire du château, et le menaça de lui crever l'autre œil s'il ne le conduisait pas où était son argent. Les Russes pillèrent et brûlèrent cette habitation, puis ensuite une vingtaine de chaumières. Vingt habitants furent massacrés. Deux furent brûlés vifs. Ces faits sont relatés dans un rapport de M. Winnicki, maire de Mientkie, remplaçant le maire de Tuczapy, grièvement blessé.

Voici maintenant la mort d'un des héros, d'un des martyrs de cette sanglante épopée, Sigismond Padlewski, dont nous avons dit précédemment les débuts (1).

Padlewski avait été prisonnier et condamné à mort depuis

(1) Page 418.

la promesse d'amnistie du czar que nous avons relatée. On hésita cependant à exécuter la sentence avant l'expiration du délai fixé dans l'ukase impérial.

Le 19 mai, Padlewski était depuis près d'un mois à Plock quand arriva l'ordre d'exécution revêtu de la signature du grand-duc. Deux jours auparavant le général russe Semeka promettait au jeune héros un brillant avenir dans l'armée moscovite, s'il voulait s'engager à se rendre au camp des insurgés et les inviter à déposer les armes.

Padlewski se leva avec indignation en disant que cette proposition, si elle était sérieuse, était pour lui un outrage. Il déclara que l'insurrection, répandue aujourd'hui sur tout le vaste territoire de l'ancienne Pologne, ne pouvait se terminer que par le rétablissement de l'indépendance nationale ou par l'extermination entière de tous les Polonais. Il ajouta enfin que si l'empereur, ce qu'il ne croyait pas, lui faisait grâce, il considérerait encore comme un devoir sacré pour lui de rejoindre les insurgés.

Le général russe fit alors reconduire Padlewski dans sa prison, où aucun de ses parents n'a été admis à le voir.

Le confesseur qu'il avait demandé ne fut autorisé à pénétrer auprès de lui que deux heures avant l'exécution, et il fallut de vives instances pour que l'officier chargé de faire exécuter la sentence permît au vénérable ecclésiastique d'apporter la sainte hostie au prisonnier. Padlewski était encore à genoux aux pieds de son confesseur quand les soldats entrèrent violemment en criant : Assez ! assez ! L'héroïque jeune homme les suivit aussitôt et demanda pour toute grâce à être exécuté sans qu'on lui bandât les yeux.

Arrivé sur le lieu de son supplice : « Il est pénible, dit-il, de mourir à vingt-sept ans ; mais la consolation d'avoir bien mérité de la patrie soutient le courage et rend glorieux le moment suprême. »

Il tomba percé de douze balles sans qu'aucune l'eût atteint à la tête ou à la poitrine. Sur l'ordre de l'officier, un soldat courut vers le supplicié et lui déchargea son fusil à bout portant. Padlewski tomba dans le fossé encore vivant.

Son père, vieux soldat de la cause nationale en 1831, prit aussitôt les armes pour le venger, et se distingua dans plusieurs combats contre les Russes.

Nous trouvons dans une lettre d'un officier moscovite, adressée à *l'Invalide russe*, un fait qui donne une juste idée du caractère de la lutte engagée entre les défenseurs de la cause nationale et les soldats du czar :

« Dans une rencontre qui eut lieu le 9-21 mai, à Lukno, j'ai été témoin d'une scène affligeante, je rencontrai, sur le champ de bataille, un Polonais blessé portant un costume qui

annonçait une classe élevée. Il gisait à terre, paraissant beaucoup souffrir, et s'écria à notre vue :

— Un peu d'eau ! par pitié, un peu d'eau !

« Je dis à un soldat d'aller chercher un peu d'eau et de le faire boire.

« Le soldat obéit, et, se penchant vers le blessé, il lui dit :

— Avant de te donner à boire, je veux que tu me dises le nom du chef de ta bande.

« Le Polonais, au lieu de répondre, se soulève à demi et saisit le pistolet du soldat.

— Va-t'en au diable, Moscovite damné ! s'écria-t-il en déchargeant l'arme.

« Le soldat parvint à la lui reprendre et le tua sur place. »

Un autre fait nous montre que, quoique maîtres du pays, les Russes sont souvent mis dans une situation embarrassante par leurs propres auxiliaires, qu'ils recrutent, — on va voir comment.

Pour lutter contre un chef polonais nommé Ciechonski, qui, à la tête de six cents hommes, occupait une partie de la forêt de Minkowice, les Russes recrutèrent des journaliers sans ouvrage, d'anciens soldats, qu'ils excitèrent, par de larges libations d'eau-de-vie, au meurtre et au pillage.

En outre, on avait mis en liberté, *par ordre de l'autorité militaire*, les criminels renfermés dans les prisons des villes voisines, à condition qu'ils recruteraient des bandes et se mettraient à la disposition des troupes. *Des soldats leur avaient été adjoints.*

Ainsi renforcés, ils attaquèrent, dans la nuit du 22 au 23, le corps de Ciechonski. Les insurgés étaient beaucoup moins nombreux que leurs ennemis ; ils succombèrent et perdirent à peu près la moitié de leurs hommes en morts, blessés et prisonniers. Ciechonski lui-même fut tué.

Le combat fini, les prétendus paysans se précipitèrent sur les insurgés qui étaient tombés sur le champ de bataille ; les morts furent littéralement hachés, les blessés massacrés d'une manière affreuse. Les prisonniers, dépouillés de leurs vêtements, furent conduits tout nus, à pied, à Zytomir. Au jour, et l'œuvre d'extermination accomplie, les hordes recrutées par les Russes se jetèrent sur les propriétés voisines, pillèrent plusieurs châteaux et brûlèrent des villages entiers, sans épargner les amis du gouvernement plus que les patriotes.

Il fallut l'intervention de la troupe pour arrêter ces actes de brigandage.

Parmi les crimes de toute sorte qui signalent cette période de la révolution polonaise, il en est dont la raison même est la condamnation la plus éclatante de la politique moscovite et de ses moyens d'action. Tel est l'assassinat de M. Pulawski,

jeune homme de vingt-sept ans, riche, bienveillant, plein d'intelligence, adoré des paysans, aimé et estimé de tous.

En traversant le village de Grzymiszew, pour aller attaquer le camp de Grochow, les troupes russes apprirent que le propriétaire, M. Pulawski, avait fait partie du détachement de Taczanowski, et qu'il s'était trouvé aux affaires de Pyzdry, Kolo et Ignacewo. Aussitôt ils mirent le village à sac, envahirent le château, le pillèrent et emmenèrent avec eux celui qu'ils considéraient toujours comme un insurgé.

A deux lieues du camp de Grochow, ils le dépouillèrent de ses vêtements, et l'abandonnèrent au milieu des champs, après l'avoir percé de quinze coups de baïonnette. Le malheureux jeune homme fut aperçu par une jeune fille, qui prévint les habitants du village le plus voisin. Ceux-ci transportèrent dans ses domaines de Grzymiszew M. Pulawski, qui a expiré le troisième jour, après des souffrances atroces.

Nous arrivons à la fin de notre tâche. Nous avons résumé avec impartialité les péripéties émouvantes de la lutte actuelle. Un fait d'abord sans importance, mais qui eut bientôt un retentissement immense, l'avènement du général Mourawieff, changea encore la physionomie de la Pologne insurgée.

La lutte du duché de Varsovie contre la Russie ne fut plus qu'un épisode. La guerre n'eut plus l'apparence de la guerre. L'armée moscovite n'eut plus à exercer de brigandage, mais quelque chose de pis. Tout soldat russe devint le sbire d'un proconsul.

Nous sommes loin de la théorie du panslavisme. Le marquis Wielopolski est distancé avec sa méthode d'absorption. C'est *l'extirpation* qui est à l'ordre du jour.

C'est l'exécution du plan proposé au gouvernement russe par le conseiller d'Etat Pogodine...

L'extirpation de l'élément polonais dans la Lithuanie, la Volhynie, la Podolie et l'Ukraine...

L'extirpation de l'élément polonais, c'est-à-dire des propriétaires et des lettrés qui parlent polonais, quelle que soit leur origine, tandis que la plupart des paysans parlent soit les dialectes ruthéniens, soit la langue lithuanienne. Le but est de détruire dans ces contrées la société, la civilisation polonaise, et de *moscovitiser* les paysans ruthéniens, que l'on s'efforce de faire passer, par un grand mensonge historique, pour les frères des Grands-Russes ou Moscovites, peuple d'un tout autre caractère et d'une toute autre origine.

Les principaux moyens proposés pour atteindre ce but sont :

1° De forcer les propriétaires à émettre des obligations dont la baisse prévue et calculée les ruinera;

2° De faire vendre immédiatement à l'enchère, et inévita-

blement à vil prix, toutes les propriétés grevées d'hypothèques ou engagées dans les sociétés de crédit de l'empire russe, de façon à les faire acquérir par des Russes et par des fonctionnaires;

3° De déporter immédiatement dans le fond de la Russie (c'est-à-dire en Sibérie) les personnes *soupçonnées* d'avoir des tendances à la révolte, avec vente de leurs biens aux enchères publiques, ou confiscation, suivant le degré de leur culpabilité;

4° D'introduire dans ces provinces des colonies de petite noblesse et de bougeoisie russe;

5° De faire donner l'enseignement public exclusivement en langue russe, par des professeurs russes, etc., etc.

M. Pogodine, professeur, historien, homme de plume et de cabinet, enveloppait sa conception des formes lentes de la méthode administrative . Il fallait la simplifier.

Le temps pressait. Le plan Pogodine eut, selon les intentions de son auteur, été exécuté par des employés civils...

Le czar en confia l'exécution à des généraux, à Mourawieff!... à ses imitateurs.

M. Pogodine voulait, dit M. Henri Martin, supprimer les lettrés polonais par la suppression de tout enseignement polonais; supprimer les propriétaires par l'expropriation, par les ventes à l'enchère, par l'emprunt forcé sous forme d'assignats, bref, par des procédés de procureur-autocrate et de bureaucratie banqueroutière; ceci pour le gros de la race condamnée; quant aux gens spécialement suspects, aux hommes *dangereux*, sa modération ne demandait pour eux que la transportation dans *l'intérieur de la Russie*, euphémisme qui, dans le langage administratif de là-bas, veut dire communément la Sibérie.

Tout cela supposait du temps et des loisirs. On a dû serrer les crans de la machine pour faire vite et tout faire monter d'un degré.

La transportation dans l'intérieur de l'empire est donc appliquée, non plus aux suspects, mais aux employés catholiques, c'est-à-dire polonais ou lithuaniens, que l'on remplace par des Moscovites.

Les fonctionnaires électifs de l'ordre de la noblesse qui se sont démis de leurs charges pour ne plus communiquer avec le gouvernement, ont eu ordre de retirer leurs démissions, sous peine de haute trahison. Quant aux propriétaires et aux bourgeois, on les somme de signer des adresses de fidélité au czar, dans lesquelles ils doivent manifester leur désir de voir la Lithuanie ou la Ruthénie à jamais incorporée à la Russie Tout refus est considéré comme crime de haute trahison, et le coupable est arrêté et traduit devant le conseil de guerre.

Ceux qui se soumettent peuvent échapper à la captivité et au gibet, mais ils n'échapperont pas à l'expropriation après la révolte étouffée, s'ils échappent pendant la révolte aux partis de Cosaques et aux couteaux des bandes organisées dans les campagnes, et auxquelles on les renvoie en les expulsant des villes.

En effet, les forces régulières n'étant pas suffisantes pour dompter les *factieux*, on fait appel aux forces irrégulières des populations *fidèles*, c'est-à-dire qu'on invite les pauvres à *extirper* les riches, en les leurrant de l'espoir de recevoir de la munificence impériale la totalité des domaines dont le gouvernement révolutionnaire offre seulement aux paysans une partie avec promesse d'indemnité aux propriétaires.

Enfin la fidélité des populations rurales, égarée dans le royaume et en Lithuanie, n'étant pas suffisamment assurée ailleurs, et ces populations, même en Ruthénie, inclinant en très-grande partie à la rébellion, on mande du fond de l'Asie les hordes des Baschkirs, des Kirghiz et des Kalmoucks pour achever l'œuvre.

C'est tout simplement un retour aux traditions d'Attila. Pis que cela. Souwarow eut pu être pris pour un lieutenant du chef des Huns. A qui assimiler Mourawieff le pendeur !

Et voyez quels sont les acolytes de cet exécuteur du plan Pogodine.

Plotowski, le commandant de Witepsk, celui qui a fait fusiller le comte Plater, et qui harangue en toute occasion les paysans pour les persuader de se débarrasser des propriétaires afin d'inaugurer le règne « de Dieu et le vrai bonheur !... »

Zabolotski, le commandant de Minsk, celui qu'on surnomma *le duc du faubourg de Cracovie*, à cause de ses exploits contre les femmes et les enfants dans ce faubourg de Varsovie. Zabolotski, qui ne connaît qu'une seule façon de faire la guerre : Mettre à prix la tête des chefs ennemis !...

Trepow, le fameux colonel de gendarmerie de 1861 à Varsovie, congédié alors, comme Zabolotski, pour les excès un peu trop sanglants de son zèle, aujourd'hui nommé général et chargé d'organiser les milices de paysans dans l'Ukraine et la Volhynie ; on sait ce que cela veut dire.

Toll, le général de la guerre sans quartier, qui ne permet pas à ses soldats de s'embarrasser de prisonniers, et que des témoins oculaires accusent d'avoir fait brûler vifs des blessés.

L'énumération serait trop longue ; Mourawieff résume tout.

Quelqu'un lui demandait, il y a bien des années de cela, dit M. Henri Martin, s'il était parent de ce Mourawieff qui mourut sur l'échafaud avec l'héroïque Pestel, après l'insurrection de 1825, à Saint-Pétersbourg : « Non, répondit-il ; je ne suis

pas des Mourawieff qu'on pend ; je suis des Mourawieff qui pendent ! »

Le surnom lui est resté et il a tenu parole ; il a été, en 1831 et depuis, le plus cruel, le plus odieux des généraux de Nicolas. Tenu à l'écart, comme les principaux instruments du règne passé, dans les premières années d'Alexandre II, il reparaît maintenant : on sait avec quel horrible éclat.

Et cependant le général Nazimoff n'était pas d'une douceur angélique. Il était avant Mourawieff le gouverneur général des provinces orientales, c'est-à-dire de la Lithuanie. C'est lui qui avait organisé les massacres de Livonie. Le cabinet de Saint-Pétersbourg le trouva insuffisant.

Le premier mot de son successeur en mettant le pied sur la terre lithuanienne fut : Il est inutile de faire des prisonniers !

On comprend ce que signifiait une telle parole dans la bouche de Mourawieff.

Le 25 mai, au soir, il fit son entrée solennelle dans Wilna.

Tous les hauts fonctionnaires allaient le 26 rendre visite au nouveau gouverneur. Voici le langage qu'il leur tint :

« Vous me connaissez déjà, il est donc superflu d'exposer longuement ce que j'exige de vous. Le serment de fidélité que vous avez prêté à l'empereur vous impose un dévouement complet au service de Sa Majesté. Quiconque ne se sent pas capable de donner sa vie pour l'empereur doit résigner ses fonctions. »

Le général menaça ensuite de l'exil en Sibérie les maréchaux de la noblesse et les juges-arbitres qui, ayant donné leurs démissions, ne les retireraient pas. En outre il annonça nettement sa résolution d'inonder le pays d'agents moscovites grassements rétribués, et d'envoyer en Sibérie, ou dans la province d'Orenbourg, tous les fonctionnaires catholiques et d'origine polonaise qui ne se conduiraient pas de façon à éloigner d'eux tout soupçon.

Une somme de 100,000 roubles (400,00 fr.) a été mise à sa disposition par le ministère des finances pour payer ses agents, et on assure en outre qu'il a obtenu de l'empereur l'autorisation de brûler, *au besoin*, toutes les forêts de la Lithuanie !

Pour terminer ce volume, il nous faut donner au lecteur une idée complète de l'état des esprits en Pologne.

La plus surprenante manifestation de la puissance de l'idée d'indépendance est l'existence du gouvernement national.

La lettre d'un voyageur anglais au journal *The Spectator*, nous fournit sur son fonctionnement les détails les plus curieux et les plus authentiques :

« Le gouvernement national a une organisation sans pareille dans l'histoire, pour sa perfection et son efficacité.

« Il n'a peut-être fait que deux fautes : Tenter d'interdire la circulation sur les chemins de fer, et donner l'ordre aux employés des lignes ferrées de quitter leurs places. Ils obéirent ; mais comme les Russes leur répondirent par la menace d'emprisonner tous ceux qui ne donneraient pas une raison satisfaisante de leur démission, la mesure a dû être rapportée.

« Hormis ces deux points, les succès du gouvernement secret ont été en quelque sorte miraculeux. Il recueille les contributions qu'il a imposées, et il empêche les Russes de recevoir un denier.

« On cite à ce sujet une anecdote dramatique que je puis garantir. Le grand-duc lui-même fut un jour sommé de payer 10,000 roubles (environ 40,000 francs), pour sa part de la contribution sur le revenu. Il envoya un aide-de-camp avec l'argent à la maison indiquée, en même temps que la police recevait l'ordre de la cerner secrètement. L'officier se trouva en présence d'un vieillard qui prit les billets de banque, sortit de la chambre pour faire un reçu et ne reparut plus. Lorsque la police fut appelée, on trouva que la chambre était occupée par une institutrice qui donnait des leçons en ville, et le propriétaire protesta qu'il ne connaissait aucunement le vieillard.

« On ajoute que lorsque l'officier vint faire ses excuses au grand-duc, il trouva que le reçu avait déjà été envoyé au palais.

« Ce qui doit paraître encore plus étonnant, c'est que les Russes ne puissent réussir à lever les contributions dans une ville comme Varsovie, où ils ont actuellement quelque chose comme un soldat sur trois habitants. Mais ils ont rencontré partout un refus obstiné.

« S'ils faisaient une saisie, cela pourrait occasionner un rassemblement et amener une émeute. De plus, personne n'achèterait l'objet saisi et mis en vente.

« Un pareil état de choses ne peut durer longtemps. Mourawieff lui-même a été presque déconcerté par cette détermination en Lithuanie, et réduit à fixer pour le bétail saisi un prix nominal, comme 3 francs pour une vache, et alors souvent les paysans les rachetaient pour les propriétaires.

« Dans la Pologne proprement dite, la police refuse des passe-ports à tous ceux qui n'ont pas payé l'impôt. Un de mes amis cependant m'écrit qu'il viendra bientôt me voir en Angleterre. Aussitôt, me dit-il, que l'on saura que je désire quitter le pays, quelque employé, en vue d'une légère gratification, m'apportera une quittance dûment expédiée et certifiée des contributions que je n'ai jamais payées, et cela sans que j'aie même la peine de le demander.

« Une seconde preuve de l'action efficace du gouvernement national, c'est le système postal qu'il a organisé. Lorsque je

partis pour le théâtre de la guerre, je me procurai deux passe-ports.

« Le premier, émanant du préfet de Varsovie, disait simplement : « le porteur est autorisé à visiter l'armée nationale,» et au-dessous étaient indiqués mon nom et ma qualité de sujet britannique.

« Le second était ainsi conçu : «Le préfet de... (chef-lieu de « province) informe toutes les autorités nationales, tant civiles « que militaires, qu'elles doivent donner toute l'assistance qui « sera en leur pouvoir au porteur du présent, voyageant dans « l'intérêt de la cause nationale. Les stations nationales sont « obligées à lui fournir deux chevaux et une briska. Le pré- « sent avis est bon pour quinze jours. »

« Tant que je suis resté dans la Pologne soumise à la Russie, j'étais si complétement entouré d'amis, que probablement j'aurais circulé sans faire usage de ce document. Mais lorsque j'eus passé la frontière, j'arrivai dans une partie de la Gallicie, où je n'avais aucune connaissance, et où, je crois, il n'y a pas ordinairement moyen de se procurer autre chose qu'une charrette de paysan. Grâce à mon passe-port, j'accomplis un voyage difficile en très-peu de temps, et je rencontrai partout le plus cordial accueil.

« Il faut se rappeler que quoi qu'on puisse dire de la Pologne russe, le pouvoir du gouvernement national dans la Pologne autrichienne est purement idéal. Il n'a pour lui que les classes éclairées, et certes il ne pourrait employer sur elles aucun système de terrorisme en présence de la police autrichienne et de l'hostilité des paysans. J'ajouterai que comme mes passe-ports portaient respectivement les numéros 947 et 806, l'usage qui s'en fait doit être considérable. En effet, à un relai on m'a dit que les chevaux travaillaient à en *crever*.

« Je me suis arrêté sur ces deux points, les contributions et la question postale, parce qu'ils peuvent, je pense, faire mieux que toute autre chose, apprécier la force réelle du gouvernement national. Il ne faut rien moins qu'un succès universel et absolu pour le soutenir dans ces deux moyens d'action. Mais son pouvoir est, sous d'autres rapports, singulièrement remarquable ; il est instruit des plans des Russes presqu'aussitôt qu'ils sont conçus, et il obtient les informations les plus promptes sur les opérations militaires des deux partis ; s'il interdit une émeute, tout reste tranquille, et personne ne doute que s'il donnait un ordre, les rues de la ville désignée seraient inondées de sang. Il y a peu de temps, le gouvernement russe acheta deux maisons dans l'une des principales rues de Varsovie, le boulevard de Cracovie, pour les démolir afin de faciliter l'action de l'artillerie en cas de troubles. Le gouvernement national défendit à qui que ce fut de travailler à cette

démolition, et l'autorité moscovite fut obligée de faire exécuter le travail par des soldats que la municipalité de Varsovie fut condamnée à payer. »

Le même voyageur donne des renseignements sur l'organisation des corps d'insurgés, qui complètent ce que nous en avons dit :

« L'espoir des chefs repose sur les paysans. Ceux-ci d'abord étaient indifférents et répugnaient à s'opposer au gouvernement. Mais graduellement l'esprit de la guerre s'est emparé d'eux, et dans la Pologne proprement dite ils prennent librement les armes. A Posen, ils sont prêts dès le commencement de l'insurrection, mais ils désirent commencer par combattre leurs ennemis naturels, les Prussiens.

« On dit que dans un seul district, celui de Lublin, 3,000 paysans ont été récemment enrôlés.

« On disait dernièrement à Cracovie qu'un paysan était allé rejoindre les insurgés avec sa femme, sa fille et le fiancé de celle-ci. Le détachement fut attaqué au moment où il passait la frontière; le père, la mère et l'amoureux tombèrent dans la lutte, et la fille, déjà blessée, fut sauvée par un officier qui avait reconnu son sexe.

« Généralement ce sont les combats sur les frontières qui sont ce qu'il y a de plus fatal pour la rébellion. Le conscrit qui peut-être ne sait même pas manier son fusil, est saisi d'une terreur panique lorsqu'il se trouve devant une force écrasante.

« Pendant mon séjour dans les districts insurgés, je rencontrai une division en marche, et plus tard faisant halte. Elle consistait en deux régiments forts l'un de 500 et l'autre de 420 hommes; ils se dirigeaient vers la frontière pour protéger l'entrée de nouvelles compagnies et faire des recrues. Un tiers ou un quart était des cavaliers, montés la plupart sur des chevaux de labour; il y avait environ autant de faucheurs, tous paysans. A voir les bagages et les malades n'occupant que six voitures, sir Charles Napier, si amoureux de la simplicité, aurait été ravi. Les hommes étaient comparativement des vétérans, à la figure bronzée, à l'attitude martiale, marchant irrégulièrement il est vrai, mais toujours en bon ordre et avec précision. Chacun était habillé et armé à sa guise; on ne voyait de tous côtés que de gros manteaux militaires, des uniformes improvisés, des vestes de chasse, des habits ordinaires et des manches de chemises de paysans; les fusils étaient de toutes les formes et de toutes les fabriques. J'ai marché pendant deux milles à leurs côtés et je puis attester qu'ils faisaient près de quatre milles à l'heure. Aux haltes, le quartier général était établi dans la maison du principal propriétaire du village et ces hôtes dangereux étaient reçus avec la plus

franche cordialité. Notre hôte me dit plus tard qu'il avait deux fils au service.

« Dans une lutte comme la lutte actuelle, ce sont les plus nobles et les plus purs qui tombent les premiers. Au nom de Dieu, que deviendra la Pologne si elle est pacifiée ou si elle est libre l'année prochaine, alors qu'elle aura perdu ses gentilshommes les meilleurs et les plus capables? Que deviendrons-nous, si nous laissons les cosaques fouler aux pieds une civilisation basée, comme la nôtre sur l'esprit de liberté, de chevalerie et de christianisme? »

Notre tâche est accomplie, ou plutôt elle doit subir ici un temps d'arrêt.

La révolution polonaise n'est pas l'œuvre d'une conspiration, mais le résultat des procédés du gouvernement russe.

Elle se résume en quatre périodes :

Les partages, œuvre d'ambition de trois souverains, sans parti-pris de haine pour la nationalité polonaise.

La persécution, provoquée par l'impossibilité d'assimiler la race slave brave, civilisée, catholique, à la race tartare ou moscovite.

Le Panslavisme, tentative d'absorption de la Russie par la Pologne, amenée par une erreur sur les races, et ayant eu pour conséquence les mesures extrêmes qui firent éclater l'insurrection.

Enfin l'exécution du plan Pogodine, raisonnable au point de vue moscovite, mortel au point de vue polonais.

C'est, nous l'avons dit, dans cette période que la Pologne est entrée avec de Berg et Mourawieff.

Ce sera la dernière.

Ou la Pologne, seule ou secourue chassera à jamais de son sol les Moscovites...

Ou les Polonais, arrachés un à un de leur pays, et jetés, mourants ou mutilés sur le sol de l'immense empire des czars, seront tous, absolument tous, bannis de leur patrie.

Il n'y a pas d'autre solution à la question : la Pologne sera triomphante ou écrasée.

Triomphante : c'est qu'il n'y aura plus un seul Russe en Pologne!

Ecrasée : c'est qu'il n'y aura plus en Pologne un seul Polonais!

FIN.




LA DÉMOCRATIE
FRANÇAISE A FAIT
FRAPPER CETTE
MÉDAILLE
POUR LIVRER LES
AUTEURS DES
MASSACRES
DE GALLICIE
A L'EXÉCRATION
DU MONDE ET DE
LA POSTÉRITÉ.

EXTRAIT DU DISCOURS DE L'EMPEREUR, PRONONCÉ LE 5 NOVEMBRE 1863, A L'OUVERTURE DE LA SESSION LÉGISLATIVE.

« Messieurs les sénateurs,

« Messieurs les députés,

« Quant éclata l'insurrection de Pologne, les gouvernements de Russie et de France étaient dans les meilleures relations; depuis la paix, les grandes questions européennes les avaient trouvés d'accord, et, je n'hésite pas à le déclarer, pendant la guerre d'Italie, comme lors de l'annexion du comté de Nice et de la Savoie, l'empereur Alexandre m'a prêté l'appui le plus sincère et le plus cordial.

« Ce bon accord exigeait des ménagements, et il m'a fallu croire la cause polonaise bien populaire en France pour ne pas hésiter à compromettre une des premières alliances du continent, et à élever la voix en faveur d'une nation, rebelle aux yeux de la Russie, mais aux nôtres héritière d'un droit inscrit dans l'histoire et dans les traités.

« Néanmoins, cette question touchait aux plus graves intérêts européens; elle ne pouvait être traitée isolément par la France. Une offense à notre honneur ou une menace contre nos frontières nous imposent seules le devoir d'agir sans concert préalable.

« Il devenait dès lors nécessaire, comme à l'époque des événements d'Orient et de Syrie, de m'entendre avec les puissances qui avaient, pour se prononcer, des raisons et des droits semblables aux nôtres.

« L'insurrection polonaise, à laquelle sa durée imprimait un caractère national, réveilla partout des sympathies, et le but de la diplomatie fut d'attirer à cette cause le plus d'adhésions possibles, afin de peser sur la Russie de tout le poids de l'opinion de l'Europe.

« Ce concours de vœux presque unanime nous semblait le moyen le plus propre à opérer la persuation sur le cabinet de Saint-Pétersbourg. Malheureusement, nos conseils désintéressés ont été interprétés comme une intimidation, et les démarches de l'Angleterre, de l'Autriche et de la France, au lieu d'arrêter la lutte, n'ont fait que l'envenimer.

« Des deux côtés se commettent des excès qu'au nom de l'humanité on doit également déplorer.

« Que reste-t-il donc à faire? Sommes-nous réduits à la seule alternative de la guerre ou du silence? Non.

« Sans courir aux armes comme sans nous taire, un moyen nous reste; c'est de soumettre la cause polonaise à un tribunal européen. La Russie l'a déjà déclaré, des conférences où toutes les autres questions qui agitent l'Europe seraient débattues ne blesseraient en rien sa dignité.

« Prenons acte de cette déclaration. Qu'elle nous serve à éteindre, une fois pour toutes, les ferment de discorde prêts à éclater de tous côtés et que, du malaise même de l'Europe, travaillée par tant d'éléments de dissolution, naisse une ère nouvelle d'ordre et d'apaisement!

« Le moment n'est-il pas venu de reconstruire sur de nouvelles bases l'édifice terminé par le temps et détruit pièce à pièce par les révolutions?

« N'est-il pas urgent de reconnaître par de nouvelles conventions ce qui s'est irrévocablement accompli, et d'accomplir d'un commun accord ce que réclame la paix du monde?

« Les traités de 1815 ont cessé d'exister. La force des choses les a renversés ou tend à les renverser presque partout. Ils sont brisés en Grèce, en Belgique, en France, en Italie, comme sur le Danube.

« L'Allemagne s'agite pour les changer; l'Angleterre les a généreusement modifiés par la cession des îles Ioniennes, et la Russie les foule aux pieds à Varsovie.

« Au milieu de ce déchirement successif du pacte fondamental européen, les passions ardentes se surexcitent et, au Midi comme au Nord, de puissants intérêts demandent une solution.

« Quoi donc de plus légitime et de plus sensé que de convier les puissances de l'Europe à un congrès où les amours-propres et les résistances disparaîtraient devant un arbitrage suprême?

« Quoi de plus conforme aux idées de l'époque, aux vœux du plus grand nombre, que de s'adresser à la conscience, à la raison des hommes d'Etat de tous les pays, et de leur dire :

« Les préjugés, les rancunes qui nous divisent n'ont-ils pas déjà trop duré?

« La rivalité jalouse des grandes puissances empêchera-t-elle sans cesse les progrès de la civilisation?

« Entretiendrons-nous toujours de mutuelles défiances par des armements exagérés?

« Les ressources les plus précieuses doivent-elles indéfiniment s'épuiser dans une vaine ostentation de nos forces?

« Conserverons-nous éternellement un état qui n'est ni la paix avec sa sécurité, ni la guerre avec ses chances heureuses?

« Ne donnons pas plus longtemps une importance factice à l'esprit subversif des parties extrêmes, en nous opposant par d'étroits calculs aux légitimes aspirations des peuples.

« Ayons le courage de substituer à un état maladif et précaire une situation stable et régulière, dût-elle coûter des sacrifices.

« Réunissons-nous sans système préconçu, sans ambition exclusive, animés par la seule pensée d'établir un ordre de choses fondé désormais sur l'intérêt bien compris des souverains et des peuples.

« Cet appel, j'aime à le croire, sera entendu de tous. Un refus ferait supposer de secrets projets qui redoutent le grand jour; mais, quand même la proposition ne serait pas unanimement agréée, elle aurait l'immense avantage d'avoir signalé à l'Europe où est le danger, où est le salut.

« Deux voies sont ouvertes : l'une conduit au progrès par la conciliation et la paix; l'autre, tôt ou tard, mène fatalement à la guerre par l'obstination à maintenir un passé qui s'écroule.

« Vous connaissez maintenant, Messieurs, le langage que je me propose de tenir à l'Europe. Approuvé par vous, sanctionné par l'assentiment public, il ne peut manquer d'être écouté, puisque je parle au nom de la France. »

LETTRE DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR NAPOLÉON III AUX SOUVERAINS ÉTRANGERS.

« Très-hauts et très-illustres princes et Villes libres composant la sérénissime Confédération germanique.

« En présence des événements qui, chaque jour, surgissent et se pressent, je crois indispensable de dire toute ma pensée aux souverains auxquels est confiée la destinée des peuples.

« Toutes les fois que de profondes secousses ont ébranlé les bases et déplacé les limites des États, il est survenu des transactions solennelles pour coordonner les événements nouveaux et consacrer, en les revisant, les transformations accomplies. Tel a été l'objet du traité de Westphalie au dix-septième siècle, et des négociations de Vienne en 1815. C'est sur ce dernier fondement que repose aujourd'hui l'édifice politique de l'Europe; et cependant, vous ne l'ignorez pas, il s'écroule de toutes parts.

« Si l'on considère attentivement la situation des divers pays, il est impossible de ne pas reconnaître que, presque sur tous les points, les traités de Vienne sont détruits, modifiés, méconnus ou menacés. De là des devoirs sans règle, des droits sans titre et des prétentions sans frein. Péril d'autant plus

redoutable que les perfectionnements amenés par la civilisation, qui a lié les peuples entre eux par la solidarité des intérêts matériels, rendraient la guerre plus destructive encore.

« C'est là un sujet de graves méditations. N'attendons pas pour prendre un parti que des événements soudains, irrésistibles, troublent notre jugement et nous entraînent, malgré nous, dans des directions contraires.

« Je viens donc vous proposer de régler le présent et d'assurer l'avenir dans un Congrès.

« Appelé au trône par la Providence et par la volonté du peuple français, mais élevé à l'école de l'adversité, il m'est peut-être moins permis qu'à un autre d'ignorer et les droits des souverains et les légitimes aspirations des peuples.

« Aussi je suis prêt, sans système préconçu, à porter dans un conseil international l'esprit de modération et de justice, partage ordinaire de ceux qui ont subi tant d'épreuves diverses.

« Si je prends l'initiative d'une semblable ouverture, je ne cède pas à un mouvement de vanité; mais comme je suis le souverain auquel on prête le plus de projets ambitieux, j'ai à cœur de prouver, par cette démarche franche et loyale, que mon unique but est d'arriver sans secousse à la pacification de l'Europe.

« Si cette proposition est accueillie, je vous prie d'accepter Paris comme lieu de réunion.

« Dans le cas où les princes alliés et amis de la France jugeraient convenable de rehausser par leur présence l'autorité des délibérations, je serai fier de leur offrir ma cordiale hospitalité. L'Europe verrait peut-être quelque avantage à ce que la capitale d'où est parti tant de fois le signal des bouleversements devînt le siége des conférences destinées à jeter les bases d'une pacification générale.

« Je saisis cette occasion de vous renouveler les assurances de mon sincère attachement et du vif intérêt que je prends à la prospérité des Etats de la Confédération.

« Sur ce, très-hauts et très-illustres princes souverains et Villes libres composant la sérénissime Confédération germanique, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

« Ecrit à Paris, le 4 novembre de l'an de grâce 1863.

« NAPOLÉON.

« Contre-signé :

DROUYN DE LHUYS. »

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

Paris. — Typ. de Cosson et Comp., rue du Four-St.-Germain, 43.

